

ARCHIVES  
DIPLOMATIQUES

ARCHIVES  
DIPLOMATIQUES

III

JX  
3  
A6

ARCHIVES  
DIPLOMATIQUE

III

ARCHIVES  
DIPLOMATIQUES  
1875

---

RECUEIL  
DE DIPLOMATIE ET D'HISTOIRE

---

TOME TROISIÈME

15<sup>e</sup> ANNÉE

**JUILLET, AOUT, SEPTEMBRE**

1875

---

PARIS

KRAUS REPRINT  
A Division of  
KRAUS-THOMSON ORGANIZATION LIMITED  
Nendeln/Liechtenstein  
1969

Reprinted from a copy in the collections of the  
University of Illinois Library

Printed in Germany  
Lessingdruckerei Wiesbaden



# ARCHIVES DIPLOMATIQUES

1875

---

## CORRESPONDANCES, DÉPÊCHES, NOTES, ETC.

---

**Espagne.** — LETTRE. — MANIFESTE DE DON CARLOS A SON FRÈRE  
DON ALPHONSE DE BOURBON.

Pera de la Piata, le 23 août 1873.

Mon cher frère,

Dans les brochures et les journaux, on a suffisamment fait connaître à l'Espagne mes idées et mes sentiments d'homme et de Roi. Cependant, pour me rendre au désir général et très-vif qui est arrivé jusqu'à moi de toutes les parties de la Péninsule, j'écris cette lettre, lettre dans laquelle je ne parle pas seulement au frère de mon cœur, mais à tous les Espagnols, sans exception aucune, qui sont aussi mes frères.

Je ne puis, mon cher Alphonse, me présenter à l'Espagne comme prétendant à la couronne : je dois croire et je crois que la couronne d'Espagne est déjà posée sur mon front par la sainte main de la loi. Je suis né avec ce droit, qui est en même temps un devoir sacré ; mais je désire que mon droit soit confirmé par l'amour de mon peuple. Mon devoir, d'ailleurs, est de consacrer à ce peuple toutes mes pensées et toutes mes forces : mourir pour lui, ou le sauver.

Dire que j'aspire à être Roi d'Espagne et non d'un parti, c'est

presque une simplicité ; car, quel homme digne d'être Roi se contente de l'être d'un parti ? En ce cas, il se dégraderait lui-même, descendant de la haute et sereine région où réside la majesté et où ne peuvent arriver les basses et pitoyables intrigues. Je ne dois, je ne veux être Roi que de tous les Espagnols ; je n'en repousse aucun, pas même ceux qui se disent mes ennemis, parce qu'un Roi n'a pas d'ennemis ; je les appelle tous, même ceux qui paraissent le plus égarés, je leur adresse un appel affectueux au nom de la patrie. Si je n'ai pas besoin de tous pour monter sur le trône de mes ancêtres, le concours de tous me sera peut-être nécessaire pour établir sur des bases solides et immuables le gouvernement de l'Etat, et donner une paix féconde et une liberté véritable à ma bien-aimée Espagne.

Quand je pense à ce qui devra se faire pour atteindre un but si élevé, la grandeur de l'œuvre jette la crainte dans mon cœur. Je sais que j'ai le désir ardent de l'entreprendre et la volonté résolue de la terminer ; mais je ne me dissimule pas que les difficultés sont incommensurables, et qu'il serait impossible de les surmonter sans le conseil des hommes les plus impartiaux et honnêtes du royaume, et surtout sans le concours du royaume lui-même, convoqué en des Cortès qui représentent véritablement toutes ses forces vives et tous ses éléments conservateurs.

Avec ces Cortès, je donnerai à l'Espagne une loi fondamentale qui, comme je l'exprimais dans ma lettre aux souverains de l'Europe, sera, je l'espère, définitive et espagnole.

Ensemble, mon frère, nous avons étudié l'histoire moderne, méditant sur ces grandes catastrophes qui sont un enseignement pour les Rois eux-mêmes, en même temps qu'un châtiment des nations ; ensemble, aussi, nous avons médité et reconnu que chaque siècle peut avoir et a, en réalité, des nécessités légitimes et des aspirations naturelles.

L'Espagne ancienne avait besoin de grandes réformes ; l'Espagne moderne a subi de profonds bouleversements. On a beaucoup détruit, on a peu réformé. D'antiques institutions sont mortes, dont plusieurs ne peuvent renaître. On a tenté d'en créer de nouvelles qui ont vu le jour hier et sont déjà mourantes. Pour avoir tant fait, presque tout est à faire. C'est une œuvre immense à entreprendre, immense reconstruction sociale et politique : élever dans ce pays désolé, sur des bases dont l'excellence est accréditée par les siècles, un édifice solide, dans lequel il y ait place pour tous les intérêts légitimes et toutes les opinions raisonnables.

Je ne me trompe pas, mon frère, en t'assurant que l'Espagne a faim et soif de justice ; qu'elle sent l'urgente, l'impérieuse nécessité d'un



gouvernement digne et énergique, juste et honnête, et qu'elle aspire avec anxiété après le règne incontesté de la loi, à laquelle nous devons tous nous soumettre, grands et petits.

L'Espagne ne veut pas qu'on outrage ni qu'on offense la foi de ses pères; possédant la vérité dans le catholicisme, elle comprend que, pour remplir dignement sa mission divine, l'Eglise doit être libre. Tout en sachant et n'oubliant pas que le dix-neuvième siècle n'est pas le seizième, l'Espagne est résolue à conserver à tout prix l'unité catholique, symbole de nos gloires, esprit de nos lois, lien béni d'union entre tous les Espagnols.

Des événements funestes ont été accomplis en Espagne au milieu des tourmentes révolutionnaires; mais, au-dessus de ces événements, il y a des concordats qu'il faut respecter et exécuter religieusement.

Le peuple espagnol, instruit par une douloureuse expérience, désire la vérité en tout : que son Roi soit réellement, et non un fantôme de Roi; que ses Cortès soient une junta ordonnée et pacifique de représentants (*procuradores*) indépendants et incorruptibles de la nation, et non des Assemblées tumultueuses et stériles de députés employés ou de députés prétendants, de majorités serviles et de minorités séditionneuses.

Le peuple espagnol aime la décentralisation; toujours il l'a aimée, et tu sais bien, mon cher Alphonse, que si mes vœux se réalisaient, de même que l'esprit révolutionnaire prétend assimiler les provinces basques aux autres provinces espagnoles, celles-ci seraient assimilées ou égalisées, dans leur régime intérieur, à ces heureuses et nobles provinces.

Je veux que le municipe ait une vie propre, comme aussi la province, en prévenant toutefois et cherchant à éviter des abus possibles.

Ma pensée fixe, mon désir constant, c'est tout simplement de donner à l'Espagne ce qu'elle n'a pas; c'est de donner à cette Espagne chérie la liberté qu'elle ne connaît que de nom, la liberté fille de l'Évangile; non le libéralisme fils de la Réforme; la liberté enfin, qui est le règne des lois, quand les lois sont justes, c'est-à-dire conformes au droit de la nature, au droit de Dieu.

Nous, fils de Roi, nous reconnaissons que le peuple n'était pas pour le Roi, mais le Roi pour le peuple; qu'un Roi doit être l'homme le plus honnête de son peuple, comme il en est le premier gentilhomme (*caballero*); qu'un Roi doit en outre se glorifier du titre spécial de « père des pauvres » et de « soutien des faibles. »

Mon cher frère, il y a actuellement en notre Espagne une question redoutable : celle des finances. C'est avec épouvante que l'on considère le déficit; les forces productrices du pays ne suffisent pas à le

couvrir ; la banqueroute est imminente. Je ne sais, mon frère, si l'Espagne ne peut échapper à cette catastrophe ; mais, si c'est possible, seul, son Roi légitime peut l'en sauver. Une volonté inébranlable produit des merveilles. Si le pays est pauvre, que les ministres vivent pauvrement, et le Roi lui-même, qui doit se souvenir de Henri le Dolent (*Enrique el Doliente*). Si le Roi est le premier à donner le grand exemple, tout deviendra facile ; supprimer des ministères, réduire les provinces, diminuer les emplois, moraliser l'administration ; en même temps favoriser l'agriculture, protéger l'industrie, encourager le commerce.

Sauver les finances et le crédit de l'Espagne est une entreprise gigantesque à laquelle doivent contribuer le gouvernement et la nation. Il faut qu'en même temps que s'accompliront des prodiges d'économie, nous soyons tous vraiment Espagnols, estimant beaucoup les choses du pays, ne voulant emprunter à l'étranger que les choses utiles. Chez une nation, aujourd'hui très-puissante, l'industrie, sa principale source de richesses, fut autrefois languissante ; ses finances étaient ruinées et le royaume pauvre ; du palais-royal sortit et se propagea parmi le peuple une mode : celle de ne se vêtir qu'avec les étoffes du pays. C'est ainsi que l'industrie, ranimée, fut la cause heureuse du relèvement des finances et de la prospérité du royaume.

Je crois, du reste, mon frère, discerner ce qu'il y a de vrai ou de faux dans certaines théories modernes, et, partant, je considère comme une funeste erreur l'application à l'Espagne de la liberté de commerce, qui répugne à la France et que les États-Unis rejettent. J'entends, au contraire, qu'il faut à l'industrie nationale une protection efficace. Progresser par la protection, telle doit être notre formule.

Et par cela même que je crois comprendre ce qu'il y a de vrai et de faux dans ces théories, je saisis aussi quels sont les points sur lesquels a raison la partie de la nation qui paraît aujourd'hui la plus égarée. Il est certain que presque tout ce qu'il y a de raisonnable et de légitime dans ses aspirations n'est pas une invention d'hier, mais bien des doctrines depuis longtemps connues, quoique non appliquées toujours et particulièrement à l'époque actuelle.

Celui qui dit au peuple qu'il est Roi, le trompe ; mais c'est une vérité, que la vertu et le savoir sont la principale noblesse ; que la personne du mendiant est aussi sacrée que celle du grand seigneur ; que la loi doit veiller aussi bien aux portes du palais qu'à celles de la chaumière ; qu'il est convenable de créer des institutions nouvelles, si les anciennes ne suffisent plus, pour éviter que la grandeur et la richesse n'abusent de la pauvreté et de l'humilité ; que la justice devant



se rendre à tous également et conserver à tous leur droit également, c'est le propre d'un gouvernement bon et prévoyant de montrer une sollicitude spéciale pour les petits et de veiller directement ou indirectement à ce que le travail ne manque pas aux pauvres, et que leurs enfants qui auraient reçu de Dieu une intelligence élevée puissent acquérir la science qui, accompagnée de la vertu, leur aplanisse le chemin aux plus hautes dignités de l'État.

L'Espagne ancienne fut bonne pour les pauvres; la révolution ne l'a pas été. La partie de la nation qui rêve aujourd'hui à la république commence à entrevoir cette vérité; elle finira par la contempler claire et rayonnante comme la lumière, et verra que la monarchie chrétienne peut faire en sa faveur ce que ne feront jamais trois cents roitelets discutant dans une Assemblée bruyante.

Les partis ou les chefs de parti envient naturellement les honneurs, ou les richesses, ou le commandement. Mais que peut désirer dans le monde un Roi chrétien, sinon le bien de son peuple? Que peut-il manquer à ce Roi pour être heureux, sinon l'amour de son peuple?

Dans ces pensées, dans ces sentiments, mon cher Alphonse, je suis fidèle aux bonnes traditions de l'ancienne et glorieuse monarchie espagnole, et je crois être un homme du temps présent qui ne néglige pas l'avenir.

Je comprends bien toute la redoutable responsabilité de celui qui prend sur soi de restaurer les affaires d'Espagne; mais s'il sort victorieux de son entreprise, sa gloire sera immense. Né avec droit à la couronne d'Espagne, et voyant dans ce droit un devoir sacré, j'accepte cette responsabilité et cherche cette gloire. Je puise ce courage dans la secrète espérance qu'avec l'aide de Dieu, le peuple espagnol et moi, nous ferons de très-grandes choses, et que le siècle futur dira que je fus un bon Roi et le peuple espagnol un grand peuple.

Toi, mon frère, qui as le bonheur enviable de servir sous la bannière de l'immortel Pontife, demande à notre Roi spirituel, pour l'Espagne et pour moi, sa bénédiction apostolique.

Que Dieu te garde!

A toi de cœur.

Ton frère, CARLOS.

---

**Allemagne.** — LETTRE DE L'EMPEREUR GUILLAUME EN RÉPONSE  
A LA LETTRE DU PAPE DU 7 AOUT 1873.

Berlin, le 3 septembre 1873.

Je me félicite de ce que Votre Sainteté, comme à des époques antérieures, m'ait fait l'honneur de m'écrire. J'en suis d'autant plus satisfait qu'ainsi m'est donnée l'occasion de rectifier des erreurs qui,



d'après le contenu de la lettre de Votre Sainteté, du 7 août, doivent se trouver dans les informations qui vous sont parvenues sur l'état des choses en Allemagne. Si les rapports qui ont été faits à Votre Sainteté sur l'état des choses en Allemagne, ne disaient que la vérité, il ne serait pas possible que Votre Sainteté admit la supposition que mon gouvernement est entré dans des voies que je n'approuve pas. D'après la Constitution de mes États, un pareil cas ne saurait se présenter, car les lois et les mesures de gouvernement en Prusse ont besoin de mon approbation souveraine.

A ma profonde affliction, une fraction de mes sujets catholiques a, depuis deux ans, organisé un parti politique, qui cherche à troubler par des manœuvres hostiles à l'État la paix confessionnelle existant en Prusse depuis des siècles. Malheureusement, des membres du haut clergé catholique non-seulement ont approuvé cette agitation, mais s'y sont joints jusqu'à se mettre en révolte ouverte contre les lois en vigueur dans le pays.

Il n'aura pas échappé à l'observation de Votre Sainteté que des faits analogues se répètent aujourd'hui dans la plupart des États européens et dans quelques-uns de ceux qui sont au delà des mers.

Je n'ai point à rechercher les causes qui ont pu pousser des prêtres et des fidèles d'une des confessions chrétiennes à seconder les ennemis de tout ordre social dans leurs attaques subversives; mais ma tâche, à moi, c'est de défendre la paix intérieure et de maintenir l'autorité des lois dans les États dont le gouvernement m'est confié par Dieu. J'ai conscience que je dois compte à Dieu de la manière dont j'aurai rempli ce devoir royal, et je maintiendrai l'ordre et les lois dans mes États envers et contre toute attaque, aussi longtemps que Dieu m'en donnera le pouvoir. Comme monarque chrétien, j'ai la même obligation, lorsqu'il me faut, à ma grande affliction, remplir ce devoir royal contre les serviteurs d'une Église dont je dois croire qu'elle reconnaît, non moins que l'Église évangélique, le commandement de l'obéissance envers l'autorité séculière comme une émanation de la volonté divine à nous révélée.

A mon regret, beaucoup d'ecclésiastiques, en Prusse, parmi ceux qui sont soumis à Votre Sainteté, renient sous ce rapport la doctrine chrétienne et mettent mon gouvernement — appuyé sur la grande majorité de mes sujets catholiques et évangéliques — dans la nécessité de les contraindre par des moyens séculiers à observer les lois du pays.

Je me plains à espérer que Votre Sainteté, quand elle sera instruite du véritable état des choses, voudra bien employer son autorité pour faire cesser une agitation qui est fomentée à l'aide de regrettables al-

térations de la vérité et d'abus de l'autorité ecclésiastique. Avec de telles manœuvres, la religion de Jésus-Christ, je l'atteste devant Dieu à Votre Sainteté, n'a rien à faire, — pas plus que la vérité, dont la bannière, invoquée par Votre Sainteté, est celle que je reconnais sans réserve.

Il y a encore dans la lettre de Votre Sainteté une parole que je ne puis laisser passer sans la contredire, bien qu'elle ne repose pas sur des informations erronées, mais sur la croyance de Votre Sainteté : — c'est quand vous exprimez que quiconque a reçu le baptême appartient au Pape, La foi évangélique que je professe, — Votre Sainteté doit le savoir, — comme mes aïeux et avec la majorité de mes sujets, ne nous permet pas d'admettre, entre Dieu et nous, un autre médiateur que Notre-Seigneur Jésus-Christ.

Cette différence de croyance ne m'empêche point de vivre en paix avec ceux qui ne partagent pas notre foi, et de présenter à Votre Sainteté l'expression de mon dévouement et de mon respect personnels.

(L. S.) *Signé* : GUILLAUME.

---

**Hesse électorale — PROTESTATION DE FRÉDÉRIC GUILLAUME  
CONTRE LA CONVENTION CONCLUE ENTRE LA PRUSSE ET LES AGNATS  
DE LA HESSE.**

Horsowitz, le 10 septembre 1873.

Dans le traité que, par suite de Ma captivité à Stettin, j'ai été forcé de conclure, à la date du 17 septembre 1866, avec la Couronne de Prusse, j'ai maintenu le droit de Ma Maison en principe et dans son intégrité, en repoussant absolument tout arrangement politique et en n'abandonnant aucune portion des biens de la Maison Électorale, en sauvegardant au contraire, le caractère juridique et immuable de ces biens par une stipulation expresse (art. 2 du traité de Stettin, 3<sup>e</sup> alinéa).

Tout ce qui s'est fait ultérieurement pour la sauvegarde et le règlement des questions relatives aux biens de la Maison Électorale vis-à-vis de l'usurpation ne devait et ne pouvait se faire que sous ma direction et avec le maintien du principe sauvegardé par Moi.

Néanmoins, loin que l'invitation que j'avais adressée aux agnats de Ma Maison de s'associer avec Moi en vue d'une entente commune sur les intérêts en question ait reçu l'accueil désiré, ces agnats ont jugé admissible d'entrer directement en pourparlers avec la Couronne de Prusse; et à plusieurs reprises on a publié la nouvelle que dans ces pourparlers, non-seulement il a été fait abstraction de la sauvegarde nette et précise du droit souverain de la Maison Électorale, mais

qu'encore on a choisi l'abandon de ce droit comme un moyen de se faire garantir les droits aux biens, même en en sacrifiant une partie essentielle.

Bien plus, deux branches non habiles à succéder n'auraient pas hésité à faire valoir auprès de la Prusse des prétentions au partage des biens, en présentant la perte du gouvernement comme un fait accepté et définitif.

Un examen un peu réfléchi des intérêts purement financiers aurait dû suffire pour engager à s'abstenir d'un pareil procédé. Quand on a pour soi un droit aussi clair et aussi incontestable que le droit relatif aux biens de la Maison Électorale, on ne peut qu'affaiblir sa position en entamant des négociations qui ne sont point basées en principe sur le terrain juridique. Il n'y avait donc qu'un seul moyen pour garantir les intérêts des agnats : c'était de demander la reconnaissance intégrale de leur droit avec l'énergie d'une conscience nette de ce droit, et de se réserver éventuellement de le faire valoir devant les tribunaux.

Il se peut que je Me trompe en espérant fermement qu'à la cour de Berlin des idées conformes au droit des princes légitimes reviendront en honneur, et qu'on y reculera surtout devant l'éventualité de s'enrichir aux dépens de la fortune et des biens des plus proches alliés du sang; mais jamais certainement les tribunaux ne reconnaîtront comme une conquête l'accaparement de la fortune privée d'un prince; en effet, dans un procès, tout droit à la substance du fidéi-commis de la Maison Électorale a été contesté à la Couronne de Prusse, et ce droit a été réservé uniquement aux agnats de la Maison Électorale.

Or ces efforts, qui trahissent à la fois l'irréflexion et une appréhension exagérée, n'ont servi qu'à aggraver les attaques dirigées contre la nature privée de ces biens; seulement, si les agnats avaient fait des propositions de partage, on pourrait s'expliquer jusqu'à un certain point que, méconnaissant ce droit, on ait osé concevoir l'idée de revendiquer comme bien de la Couronne de Prusse une fortune qui a été explicitement garantie par les arrangements de 1831 comme propriété incontestée et exclusive de la Maison Électorale », laquelle « ne pourra jamais être revendiquée par l'Etat ou autrement sous prétexte qu'elle a un autre caractère ».

Cependant, je trouve le point capital de l'intérêt qui se rattache à ces pourparlers dans la position qui a été prise relativement au droit politique de la Maison Électorale.

Le pays de Hesse a le droit de demander que sa Dynastie, qu'il doit considérer comme le représentant de son indépendance, se souvenant d'un devoir consacré par un passé glorieux, montre une fermeté et



une fidélité inflexibles en présence d'une violation soudaine et contraire à tout droit; et de même que Je regarde comme la tâche la plus élevée et la plus sacrée de Ma vie de faire preuve de cette fidélité malgré les grands sacrifices qu'elle M'impose, de même Je ne pourrai jamais tolérer qu'elle soit méconnue et entravée par des membres de Ma Maison.

Si chacun individuellement ne peut être empêché de renoncer à un droit personnel, J'ai le droit absolu et le devoir de tenir à ce que celui qui y serait disposé déclare sa renonciation conformément aux statuts de la Maison et subisse les conséquences qui en résultent, au lieu de chercher à battre monnaie avec cette renonciation sous les auspices d'une puissance ennemie et aux dépens de toute la Maison de Hesse. Il est d'un intérêt très-élevé et très-important qu'à l'honneur de la Maison Electorale ne portent pas plus longtemps atteinte des bruits d'après lesquels les droits politiques de cette Maison seraient descendus jusqu'à devenir l'objet d'un indigne marché.

Je M'adresse à l'honorabilité princière de Mes agnats, les invitant de rechef à prendre une position claire et ouverte en présence de ces bruits, et Je dois regretter de la manière la plus douloureuse que de nouvelles informations me font craindre que déjà à l'heure qu'il est ils ne soient dans l'impossibilité de répondre à cette invitation par suite d'arrangements effectifs. Pour le cas où il en serait ainsi, Je me vois obligé, en Ma qualité de Chef de la Maison Electorale, de déclarer absolument nuls et nonavenus toute négociation entamée à Mon insu et contre Ma volonté et tout arrangement conclu par des Princes de Ma Maison avec le gouvernement usurpateur de l'Electorat, comme une grave violation des obligations attachées à cette position, et cela dans l'intérêt de l'honneur et du droit de la Maison Electorale, et de sauvegarder par la présente avec toute l'énergie possible, à tout jamais, l'héritage inaliénable des descendants nés ou à naître de la Maison de Hesse contre tout arrangement contraire au devoir.

(L. S.) *Signé* : FRÉDÉRIC GUILLAUME.

Electeur de Hesse.

---

**Brésil. — DISCOURS DE L'EMPEREUR POUR LA CLOTURE  
DES CHAMBRES.**

Le 15 septembre 1873.

Augustes et très-dignes représentants de la nation,

Je vous remercie cordialement des mesures au moyen desquelles vous avez mis le gouvernement, par la loi du budget et d'autres allocations de fonds, en état de pourvoir aux besoins du service public et de continuer les améliorations morales et matérielles du Brésil.

J'espère que l'établissement des nouveaux tribunaux judiciaires de seconde instance facilitera beaucoup la bonne administration de la justice, en protégeant plus efficacement les droits politiques et individuels.

La nouvelle loi sur la garde nationale réalise une des plus justes aspirations, en déterminant le service de garnison et de police qui souvent pesait sur cette milice civique, autrement destinée à être l'auxiliaire de la défense de l'Etat et du maintien de l'ordre public dans les circonstances extraordinaires.

La loi sur l'avancement des officiers de la flotte satisfait à l'opportunité reconnue d'adopter, pour l'appréciation des services et des actes de cette digne corporation, des règles analogues à celles qu'on observe dans l'armée.

Les intérêts économiques, qui importent tant à tout progrès social, ont été sagement servis par l'autorisation que vous avez donnée pour la révision du tarif des douanes; par les dispositions concernant l'amélioration de l'élément de circulation monétaire; par les faveurs accordées à la marine marchande sans préjudice des franchises du commerce de cabotage; par les clauses d'un nouvel accord avec la Banque du Brésil pour augmenter et rendre moins onéreux ses prêts à l'agriculture; enfin par le secours promis par l'Etat pour la construction de chemins de fer dans la province de San-Pedro de Rio Grande du Sud et dans d'autres parties de l'empire, où se fait grandement sentir le manque de ce puissant élément d'activité et de richesse.

L'instruction publique, qui a besoin d'un régime légal plus développé et d'une dotation correspondant à l'importance de ses fins, comme cela vous sera proposé en temps opportun, a reçu quelques avantages, dans lesquels vous persisterez sans doute, au bénéfice des vues nationales démontrées par de nombreux faits d'initiative individuelle, que le gouvernement a à cœur d'encourager et de diriger.

La réorganisation de l'école centrale et de l'école militaire et le rétablissement de celle qui existait dans la province de San-Pedro de Rio Grande du Sud pour l'infanterie et la cavalerie sont des mesures utiles à l'instruction spéciale de nos braves officiers, ainsi qu'au perfectionnement et au développement de l'enseignement industriel, qui trouve dans la première de ces écoles les éléments de son cours supérieur.

La réforme électorale, présentée dans la Chambre temporaire (Chambre des députés) et étudiée par une commission spéciale de la même chambre, recevra de votre part indubitablement une plus grande sollicitude dans la prochaine session législative, en tenant compte des intérêts élevés attachés à l'expression sincère du vote populaire.



Le projet de loi du recrutement, sur lequel les commissions du Sénat se sont déjà prononcées, est une autre réforme digne de votre attention particulière.

Je me félicite avec vous de la facilité et de la rapidité avec lesquelles l'entreprise du câble télégraphique sous-marin est en train d'exécuter ses engagements : les provinces de Para et de Pernambouc sont déjà mises en communication par ce moyen, et je crois qu'il ne s'écoulera pas beaucoup de temps avant qu'un semblable événement soit célébré dans cette capitale et dans la ville de Rio-Grande du Sud. Les arrangements pour la ligne transatlantique, qui mettra l'Amérique du Sud en contact avec l'Europe, marchent aussi avec célérité.

La majeure partie des provinces n'avaient pu se préparer assez tôt pour l'exposition universelle de Vienne en Autriche; malgré cela, le Brésil figure dans ce concours de manière à attirer l'observation des hommes compétents. Un exposé de notre état social, écrit dans diverses langues, complète, autant qu'il a été possible, cette manifestation de nos progrès, ainsi que de la fécondité et de la richesse du territoire brésilien.

Grâce à Dieu, la paix intérieure demeure inaltérable, et l'état sanitaire, quoiqu'il ne soit pas entièrement satisfaisant, en raison des maux que la variole et d'autres maladies causent à la population de quelques localités, commence généralement à s'améliorer.

Nos relations amicales avec les autres puissances se maintiennent fermement sur les bases de la justice, de la bienveillance et des intérêts multiples créés par la civilisation du siècle et par notre politique pacifique et libérale.

Augustes et très-dignes représentants de la nation,

Aujourd'hui se termine une des plus longues et des plus laborieuses périodes législatives; mais notre tâche ne peut cesser, et je suis certain que, hors de cette auguste enceinte, vous ne manquerez pas d'encourager le peuple brésilien dans les conquêtes du travail et de l'instruire dans les sains principes de l'éducation morale et politique, le plus solide fondement des institutions libres.

Que le Tout-Puissant bénisse notre foi et nos efforts!

La session est close.

---

**Pays-Bas.**— DISCOURS DU ROI A L'OUVERTURE DES ÉTATS-  
GÉNÉRAUX, LE 15 SEPTEMBRE 1873.

Messieurs,

Je me félicite de pouvoir faire de nouveau, à l'occasion de l'ouverture de votre session ordinaire, des communications satisfaisantes, par rapport à l'état du pays.

Lors de la visite que j'ai faite au printemps aux provinces septentrionales du royaume, j'ai rencontré partout des preuves du bien-être et de prospérité.

Les travaux au port de Flessingue récemment inaugurés en ma présence, ont ouvert au commerce une nouvelle voie qui promet une prospérité nouvelle.

Je tiens à constater avec reconnaissance, au milieu de vous, que dans le nord et dans le midi, la population entière m'a salué par les témoignages les plus vifs et les moins équivoques d'affection et de dévouement.

Les complications survenues pour nous dans l'archipel indien, m'ont fait apprécier plus encore les preuves d'intérêt et d'amitié que je n'ai cessé de recevoir de la part de toutes les puissances étrangères.

Les forces de terre et de mer continuent à s'acquitter de leur tâche d'une manière louable.

L'enseignement public et privé fait toujours l'objet de ma vive sollicitude.

A l'exposition internationale de Vienne, ce grand concours des peuples, les Pays-Bas ont maintenu avec honneur leur réputation dans l'industrie et les arts.

Les rapports concernant la répression de la maladie qui, depuis des années, attaque le bétail, sont favorables.

Malgré les exigences croissantes du service ordinaire et les dépenses extraordinaires tant dans la mère-patrie qu'aux Indes, la situation des finances de l'État est satisfaisante.

Après la suspension momentanée des opérations militaires sur terre contre Atchin, les côtes de cet État sont bloquées avec succès par les forces navales.

Les mesures nécessaires ont été prises et continuent à l'être pour pouvoir reprendre sur terre les hostilités avec vigueur.

Sauf quelques agitations de nature locale, la tranquillité n'a pas été troublée dans les limites de nos possessions des Indes orientales.

En général, le développement du commerce et de la navigation s'est manifesté par le rendement fécond des droits d'entrée et de sortie. Les intérêts de l'industrie ont été favorisés par de nouveaux règlements pour l'exploitation des mines.

En quelques endroits où l'insuffisance des denrées alimentaires s'était fait, ou menaçait de se faire sentir, le gouvernement et les particuliers ont prêté à la population une assistance efficace. Les prévisions actuelles concernant la récolte des denrées alimentaires sont tranquilisantes.

La situation des colonies des Indes occidentales est satisfaisante.

Surinam a surmonté les circonstances difficiles auxquelles on s'attendait pour cette année.

En même temps que le traité avec la Grande-Bretagne concernant l'immigration donnait des résultats favorables, le goût du travail continuait aussi à se manifester chez les esclaves émancipés, après la suppression de la surveillance de l'État.

Curaçao a lieu de se féliciter d'une prospérité croissante par suite de l'extension du commerce et de la navigation.

En souhaitant que vos délibérations puissent, sous la bénédiction du Très-Haut, contribuer au bonheur de notre chère patrie,

Je déclare ouverte la session des États-Généraux.

---

**Mexique.** — DISCOURS DU PRÉSIDENT A L'OUVERTURE DU CONGRÈS  
LE 16 SEPTEMBRE 1873.

Citoyens députés :

L'installation du septième Congrès constitutionnel est un événement doublement agréable pour le peuple mexicain. Outre les bienfaits qu'il attend, à juste titre, du patriotisme et des lumières du Congrès, il voit dans la réunion légale de ses représentants une preuve nouvelle et satisfaisante que l'ordre constitutionnel est fermement consolidé dans la République.

Recevez donc, citoyens députés, mes très-sincères félicitations de vous voir entrer dans l'exercice de vos hautes fonctions sous les meilleures auspices, vous reposant dans la confiance d'un présent heureux, et animés des espérances les mieux fondées vers un avenir plus prospère encore.

Les récentes élections pour le Congrès et pour la Cour Suprême de Justice, réalisées avec une tranquille régularité, ont prouvé d'une manière palpable que le Constitution et les lois règnent dans tout notre territoire sans la moindre contradiction.

Lorsque l'Exécutif fut appelé conformément à la loi, il a déclaré d'une manière solennelle et spontanée, et il a renouvelé avec plaisir cette déclaration, lorsqu'il a été favorisé par l'élection populaire, qu'il aurait constamment pour base de sa conduite le fidèle accomplissement de la Constitution et l'observation loyale des lois de Réforme qui ont ouvert une nouvelle ère pour notre patrie, en la régénérant par les principes de la civilisation moderne. Conformément à ses promesses et à ses devoirs, l'Exécutif a eu soin de contenir quelques tendances contraires aux lois de réforme qui, bientôt et avec toute justice, seront revêtues d'un caractère constitutionnel.

L'ordre légal se maintient, exempt de troubles, dans la généralité des États, si l'on en excepte une question légale qui a suscité entre les

pouvoirs locaux de Coahuila de sensibles différends. Bien que, dans ce but, le secours fédéral ait été demandé, l'Exécutif a pensé qu'il devait s'abstenir de l'accorder, tant parce que le cas de ce secours prévu par le code fondamental n'a pas été opportun, que parce qu'il a jugé son abstention tout à fait conforme à notre système fédératif, et qu'il a considéré aussi l'affaire comme une question de droit constitutionnel intérieur de l'État qu'il est désirable de voir bientôt se résoudre d'une manière pacifique par l'action seule des pouvoirs dudit État.

Nos relations avec les puissances amies se maintiennent dans le même esprit de cordialité réciproque et bienveillante. La république de Colombie a nommé un nouveau consul général au Mexique. Par suite de la démission de l'ancien représentant des États-Unis d'Amérique, il est venu un nouveau ministre plénipotentiaire qui, de même que son prédécesseur, a témoigné les bons sentiments de la sincère amitié cultivée entre les deux Républiques.

Les présidents de Bolivie, de Guatemala et de l'Uruguay ayant communiqué leur avènement à la première magistrature de leur pays respectifs, l'Exécutif leur a répondu avec la considération et l'estime dues aux gouvernements et aux peuples de ces Républiques, qui ont avec la nôtre tant de points de confraternité.

Le gouvernement américain, désirant célébrer le centenaire de l'indépendance des États-Unis d'Amérique, a décrété pour l'année 1876 une grande exposition d'arts, manufactures, produits agricoles et minéraux, à laquelle il a invité le peuple et le gouvernement du Mexique. Cette invitation a été acceptée avec satisfaction et avec la considération qu'elle mérite par l'Exécutif, qui mettra le plus grand soin à ce que le Mexique soit dignement représenté dans le brillant concours de Philadelphie, en comptant sur l'appui que lui prêterait sans aucun doute le Congrès, pour toutes les mesures qui entraînent l'action législative.

Les ratifications de la Convention du 27 novembre 1872, qui a renouvelé celle du 4 juillet 1868, ayant été changées, le commissaire et l'agent du Mexique près de la commission mixte de réclamations se trouvent à Washington et remplissant leurs importantes fonctions.

La commission d'enquête nommée sur la frontière du Rio Bravo n'a pu encore terminer ses intéressantes recherches malgré ses travaux assidus. En conséquence, on a prorogé la durée de sa mission, conformément au décret du Congrès, et suivant les dispositions du même décret on a nommé une commission d'enquête sur les frontières de Chihuahua et Sonora.



La disparition du chef qui, pendant tant d'années, a maintenu la guerre civile dans le District de Tepic, a mis fin à une glorieuse campagne dans laquelle ont brillé en même temps la valeur et l'habileté de l'armée nationale. Cependant, comme il n'était pas possible qu'il se réorganisât en peu de jours, ce District, soumis si longtemps aux abus d'une domination tyrannique, l'Exécutif a cru nécessaire d'y maintenir encore des forces respectables pour éloigner le danger de nouveaux troubles en ayant soin, en même temps, de réorganiser les branches de l'administration locale, parmi lesquelles il a accordé la préférence à l'établissement d'écoles publiques pour répandre l'instruction parmi le peuple qui pourra ainsi apprécier les bienfaits de la paix et de l'ordre légal.

Les éléments créés par la condition exceptionnelle et prolongée de Tepic, motivent d'une manière fondée le maintien dans ce district d'une situation militaire; mais comme cette situation ne doit pas se prolonger indéfiniment, ce pourrait être aujourd'hui le moment opportun, pour les représentants de la nation, d'examiner et de résoudre la question principale, relative à la séparation que ces populations ont sollicitée, ou à la réincorporation à l'État de Jalisco. De cette manière, on mettrait un terme à l'agitation qui existe depuis tant d'années dans ce district, et le Congrès, résolvant ce que sa sagesse lui inspirait, fixerait définitivement la condition de Tepic, pour le plus grand profit de la tranquillité générale de la République.

La commission respective vient de présenter, après l'avoir achevé, le projet de Code de procédure en matière criminelle, qui sera bientôt dûment examiné, afin que, conformément à l'autorisation du Congrès, il puisse avoir au plus vite le caractère de la loi, en améliorant une branche aussi importante de l'administration de la justice.

L'Exécutif croit devoir recommander à la considération éclairée du Congrès le projet en discussion sur les bases nécessaires pour la réforme du système d'instruction publique, car s'il pouvait être résolu dans la présente période législative, cette intéressante amélioration serait opportunément introduite dans la prochaine année scolaire.

Il est inutile de recommander les projets de chemins de fer pendants en résolution. On connaît tellement leur grande utilité ainsi que les désirs de la société mexicaine pour la réalisation de ces entreprises, qu'ils doivent produire les fruits les plus abondants de prospérité. Avec les chemins de fer projetés, nous développerons tout d'abord notre agriculture de l'intérieur, et nous obtiendrons ensuite



le grand bienfait de mettre la République en rapport immédiat avec les États-Unis, et l'Europe d'ouvrir en même temps une communication avec l'Asie.

On doit prendre en considération, parmi les projets pendants, celui qui se rapporte au rabais des tarifs du chemin de fer de Mexico à Vera-Cruz, et au prompt achèvement du chemin de fer par Jalapa. Ces deux améliorations imprimeraient un nouveau mouvement de richesse dans de très-fertiles contrées et développeraient sur une très-grande échelle l'exportation de nos produits tropicaux.

L'Exécutif, ayant été autorisé à réformer le tarif des douanes, a confié son étude à une commission dont les membres éclairés rempliront dignement leur mission. L'examen de quelques points présentés par diverses douanes a arrêté la publication du nouveau tarif, parce que l'Exécutif désire agir avec le plus grand tact, au profit mutuel du commerce et du trésor.

La perception des revenus et le paiement des dépenses publiques a continué à se faire avec la régularité possible. Malgré les frais exigés par la campagne de Tepic, les dépenses des listes civile et militaire ont été couvertes en temps voulu, ainsi que les autres frais ordinaires de l'administration.

On a déjà payé les sept huitièmes du capital de l'emprunt contracté en août de l'année dernière, et tous les intérêts ont été satisfaits. Cet emprunt a délivré la société d'une nouvelle contribution qui, d'une autre manière, aurait été indispensable, pour le manque de ressources, par suite de la guerre civile qui n'était pas encore entièrement terminée. La bonne volonté avec laquelle les prêteurs ont alors souscrit a été digne de remarque, et l'on a eu soin de payer exactement le capital et les intérêts, ainsi qu'il appartenait à la bonne foi et au crédit de l'administration publique.

Avec la persuasion des avantages immenses que produisent les communications télégraphiques, on a eu soin, non-seulement de conserver les lignes existantes, mais encore de continuer celles commencées et d'en construire de nouvelles. On a presque achevé la ligne de Tabasco, qui s'étendra ensuite dans l'Yucatan, et on terminera bientôt les lignes de Chilpancingo à Acapulco, et de San Luis à Tampico. On a déjà envoyé dans l'intérieur une somme destinée à acheter le fil de fer et les appareils nécessaires pour pouvoir établir six cents lieues de plus de télégraphes. Avec cela on arrivera bientôt à 7,500 kilomètres de lignes télégraphiques du gouvernement, qui a le plus vif désir d'établir dans tous les États de la République ce moyen de communication si fécond en bienfaits pour la société.

Dans le but équitable de faciliter par tous les moyens les commu-

nications, spécialement avec les États éloignés qui jusqu'à présent en ont manqué, on a décidé que l'administration des postes donnerait une subvention convenable pour l'établissement d'une ligne régulière de diligences entre les villes de Durango et de Chihuahua. L'entreprise concessionnaire a promis d'inaugurer la ligne avant la fin de ce mois, et de cette manière un service régulier de voiture sera établi entre ces deux villes, pour la première fois.

L'Exécutif ayant la profonde conviction que le défaut de surveillance sur les immenses côtes de nos deux mers occasionne de graves préjudices au trésor et au commerce de bonne foi, a décidé d'acheter quatre bâtiments garde-côtes, dont deux fonctionneront dans le golfe du Mexique et les deux autres sur le Pacifique. De cette manière on pourra éviter en grande partie la contrebande, et l'on pourra empêcher qu'il n'arrive dans quelqu'un de nos ports de nouvelles perturbations de l'ordre public.

L'Exécutif a déjà envoyé une partie de la somme nécessaire à l'achat de quatre navires, mais comme la quantité signalée pour ce but dans le budget est insuffisante, il présentera bientôt une initiative dont il recommande l'acceptation à la considération du Congrès,

On a décidé de récupérer les maisons de monnaies de Guanajuato, de Zacatecas et de San Luis, en payant les sommes dues conformément aux contrats respectifs. L'Exécutif a pris cette affaire à cœur, autant pour les avantages indiscutables qu'il y aurait à ce que le gouvernement administrât les maisons de monnaie que pour éviter le grave préjudice de différer ce paiement, car s'il ne se faisait pas avant la fin de l'année, les crédits des maisons de Guanajuato et de Zacatecas éprouveraient une perte triple, depuis la date des contrats, conformément à leurs stipulations.

Sans cesser de faire face aux dépenses de l'administration, on a pu disposer d'un million de piastres, pour le paiement de l'emprunt, l'achat de matériel pour les télégraphes, la somme déjà envoyée pour l'acquisition de bâtiments garde-côtes et la récupération des maisons de monnaie.

Cela vous démontrera, citoyens députés, le soin de l'Exécutif à chercher les améliorations possibles. Bien qu'il y ait de grandes difficultés à vaincre, l'administration cherche à marcher avec régularité; et si, comme nous devons l'espérer du patriotisme et du bon sens des Mexicains, la paix continue à répandre ses inestimables bienfaits sur notre société, nous pouvons nous flatter du juste espoir de voir la République, après tant de sacrifices, arriver à la plus complète prospérité.

**États-Unis d'Amérique.** — PROCLAMATION DU PRÉSIDENT GRANT  
POUR ABOLIR LES DROITS DIFFÉRENTIELS SUR LES MARCHANDISES  
IMPORTÉES AUX ÉTATS-UNIS PAR NAVIRES FRANÇAIS.

Washington, le 22 septembre 1873.

Attendu que preuve satisfaisante m'a été donnée le 13 septembre courant par M. le marquis de Noailles, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la République française, qu'à partir du premier jour d'octobre prochain les marchandises importées en France par navires des États-Unis de n'importe quel pays ne seront pas soumises à d'autres droits ou impôts que ceux imposés sur les marchandises importées en France des pays de leur origine ou de tout autre pays par navire français.

En conséquence, moi, Ulysses S. Grant, président des États-Unis d'Amérique, en vertu de l'autorité dont je suis investi par la loi, je déclare et proclame par les présentes qu'à partir du premier octobre prochain, ausssi longtemps que les marchandises importées en France par navires des États-Unis, des pays de leur origine ou d'autres pays seront admises dans les ports de France aux conditions ci-dessus, des droits différentiels imposés jusqu'à présent sur les marchandises importées aux États-Unis par navires français des pays de leur origine ou de tout autre pays seront et sont supprimés et abolis.

En foi de quoi, etc.

Fait dans la ville de Washington, ce 22<sup>e</sup> jour de septembre de l'an de Notre Seigneur 1873, et de l'indépendance des États-Unis d'Amérique le 98<sup>e</sup>.

(L. S.) *Signé* : U. S. GRANT.

Par le président, J. C. BANCROFT DAVIS,  
Faisant fonctions de secrétaire d'Etat.

**Turquie.** — CIRCULAIRE DE RACHID PACHA  
AUX AGENTS DIPLOMATIQUES DE LA TURQUIE A L'ÉTRANGER.

Constantinople, le 24 septembre 1873.

« Vous savez que les Principautés placées sous la suzeraineté du gouvernement impérial jouissent de certains privilèges et immunités qui leur ont été gracieusement accordés par les sultans.

» Les puissances signataires du traité de Paris, tout en confirmant cette situation particulière, ont reconnu que les traités internationaux conclus par la cour suzeraine seraient également obligatoires pour les Principautés et qu'ils continueraient à y recevoir leur pleine application.

» L'autonomie de ces pays vassaux ainsi déterminée, il ne saurait exister de doute sur la question de savoir si leurs gouvernements

peuvent traiter directement avec les puissances étrangères; toutefois ces gouvernements n'en ont pas moins conclu déjà plus d'une convention de ce genre. Cet état de choses, qui n'est rien moins qu'un empiétement sur les droits et prérogatives de la cour suzeraine, a éveillé l'attention de la Sublime-Porte.

» D'autre part, comme ces infractions aux conditions de l'autonomie des Principautés pourraient un jour nuire aux intérêts des tiers et donner motif à des réclamations, le gouvernement impérial se trouve dans l'obligation de faire dès à présent des réserves formelles contre tout acte ayant un caractère international, émanant de ces Principautés.

» Je vous prie d'entretenir de cette question M. le ministre des affaires étrangères de... et de lui laisser copie de ma présente communication, s'il le désire. »

(L. S.) *Signé* : RACHID.

**Turquie.** — CIRCULAIRE DE RACHID PACHA AUX AMBASSADEURS DE LA PORTE, A LONDRES, PARIS, SAINT-PÉTERSBOURG, ETC., POUR LEUR ANNONCER LES RÉFORMES FINANCIÈRES QUI VIENNENT D'ÊTRE ORDONNÉES PAR LE SULTAN.

Constantinople, 15 octobre 1873.

Vous êtes au courant des efforts persévérants que fait en ce temps-ci le gouvernement pour améliorer la situation des finances et augmenter les ressources qui abondent dans le pays.

Il a soumis à un examen complet, à une étude consciencieuse une série de mesures de la plus grande importance en vue de cet objet, et principalement en vue de la question des vacoufs. Ces mesures, sanctionnées par S. M. I. le Sultan, sont sur le point d'être appliquées intégralement. C'est pourquoi je m'empresse de communiquer à Votre Excellence, brièvement, par la voie télégraphique, les décisions prises dont l'adoption fait honneur au souverain, et dont le caractère et l'importance seront certainement et pleinement appréciées.

Les propriétés des vacoufs (ecclésiastiques) situées à Constantinople sont sécularisées. Leurs possesseurs recevront des titres nouveaux qui garantiront de la façon la plus large leurs droits comme propriétaires. Un impôt sera perçu sur la propriété immobilière. Il sera étendu et appliqué semblablement à la propriété des vacoufs dans tout l'empire. Pour arriver à l'exécution de cette mesure on va nommer des commissions *ad hoc* qui procéderont sans délai à l'enregistrement cadastral. Déjà sont préparées les instructions à donner à ces commissions, les registres et titres et les règles à suivre pour la levée des taxes. Un iradé (décret) impérial vient d'être publié pour



ordonner leur adoption et leur application. Cette grande mesure de la transformation de la propriété des vacoufs, tout en créant de nouvelles ressources au trésor, offre aux propriétaires des avantages non douteux, des garanties nouvelles et un large bénéfice.

La régie du tabac, qui n'a existé jusqu'à présent qu'à Constantinople, sera étendue à tout l'empire; les conditions de son organisation ont déjà été arrêtées. Il n'est guère nécessaire d'insister sur les immenses ressources que le trésor retirera de l'application de cette mesure au produit total de l'empire, qui s'élève à 40 millions d'okes (environ 112 millions de livres), alors que cette régie, avec son organisation actuellement restreinte à Constantinople, rapporte à peine un million de livres sterling, chiffre qui comprend le droit sur le tabac dans toute la partie de l'empire où la régie n'existe pas.

Le règlement relatif aux papiers timbrés, aux timbres-poste et aux autres timbres, règlement dont l'expérience a démontré les défauts, a été révisé et sera immédiatement exécuté dans ses conditions nouvelles; ces éléments de revenus, qui ne donnaient que 150,000 livres, donneront certainement un minimum d'un million de livres sterling.

L'exploitation des mines et des forêts dans tout l'empire sera offerte au public par voie de soumission, et le gouvernement impérial s'occupe en ce moment d'en compléter le règlement qui ne tardera pas à être publié et qui, tout en spécifiant le mode d'exploitation, procurera à cette exploitation les plus grandes et les plus vastes facilités.

Il serait difficile, pour ne pas dire impossible, d'évaluer dès maintenant les immenses ressources à retirer des vastes forêts qui couvrent la Turquie et des riches mines qui gisent sous son sol.

Les nouvelles dispositions, qui ont été arrêtées en vue d'augmenter considérablement le produit des dîmes, du Temettu et des autres revenus généraux, seront prochainement publiées, et une plus grande extension sera donnée en même temps aux revenus provenant des taxes indirectes.

Certaines taxes indirectes qui ne sont applicables qu'à l'intérieur du pays seront supprimées, l'expérience ayant prouvé qu'elles sont nuisibles au commerce et à l'industrie. Les décisions qui y sont relatives seront aussi prochainement publiées.

Une loi de la plus haute importance vient de recevoir la sanction de S. M. I. le Sultan; elle décide dans les termes les plus formels qu'aucune dépense, quelle qu'elle soit, ne pourra être faite à l'avenir si elle n'a pas été inscrite au budget. Les mesures qui précèdent étant destinées à augmenter les ressources de l'empire, il a été décidé,



comme mesure complémentaire, que certaines économies, s'élevant à quelques millions de livres et ne portant pas seulement sur les dépenses générales, mais aussi sur les traitements les plus élevés et d'autres, seront faites sans, toutefois, compromettre l'efficacité de l'administration générale de l'empire. Une commission a été nommée dans le but d'établir l'équilibre dans le budget de l'empire, sous la présidence de S. A. le Grand Vizir. Le public sera mis ainsi en position d'apprécier d'une manière certaine l'excédant des recettes, lequel sera indiqué dans le budget de l'année financière 1230 qui commence au mois de mars. Ce budget présentera toute garantie désirable et écartera toute observation fâcheuse.

(L. S.) *Signé* : RACHID PACHA.

---

**Saxe-Royale.** — DISCOURS PRONONCÉ PAR LE PRINCE ROYAL A  
L'OUVERTURE DES CHAMBRES, LE 46 OCTOBRE 1873.

Messieurs,

Par ordre de S. M. le Roi, empêché, à son grand regret, par une indisposition, d'ouvrir la Diète en personne, je suis chargé de vous souhaiter ici la bienvenue.

Dans cette session, vous aurez encore à vous occuper de propositions importantes et étendues du gouvernement. Si, dans la dernière Diète, votre tâche principale a consisté à examiner et à voter des mesures de réformes fondamentales dans toutes les branches de la politique intérieure, dans la Diète qui s'ouvre ce seront surtout des propositions financières qui vous occuperont.

La situation bien réglée et favorable de nos finances permet au gouvernement de vous proposer, dans le budget du prochain exercice, une augmentation du traitement de tous les fonctionnaires de l'État, augmentation commandée par les circonstances actuelles et par la dépréciation de l'argent, ainsi qu'une amélioration de la situation des pensionnaires de l'État, qui est tout à fait désirable pour des motifs d'équité, — sans élever les charges des contribuables. Outre le budget et les comptes, il vous sera soumis surtout des projets de loi élaborés par le gouvernement de S. M. le Roi à l'effet de répondre à la motion faite par la dernière Diète relativement à la réforme des contributions directes.

On vous soumettra aussi un projet de loi sur la réorganisation de la Cour des comptes, projet qui n'est pas seulement financier, mais qui servira surtout, Messieurs, à vous faciliter l'examen des comptes et à vous offrir ainsi une nouvelle base pour vos résolutions.

Depuis votre dernière réunion, il ne s'est produit aucune modification notable dans la situation intérieure du pays. Les lois de ré-

forme votées dans la dernière Diète et qui se tiennent les unes les autres ont été promulguées pour entrer en vigueur dans le courant de l'année prochaine.

Afin de faciliter aux nouveaux conseils d'arrondissement l'accomplissement de leur tâche et de les seconder dans la réalisation de leur administration autonome, S. M. vous fera proposer, sur la part échue à la Saxe de l'indemnité de guerre française, d'employer une somme équivalente au chiffre nominal de trois millions de thalers en fonds d'État 4 0/0, à doter les nouveaux arrondissements des fonds nécessaires pour une administration autonome.

Les travaux de chemins de fer que vous avez votés dans la dernière Diète pour être exécutés aux frais de l'État sont déjà pour une partie en voie d'exécution, et pour l'autre partie les préparatifs sont assez avancés pour que l'exécution puisse commencer prochainement.

En ce qui concerne notre position dans l'empire allemand, S. M. a la satisfaction particulière de pouvoir vous déclarer que nos rapports avec les différents pouvoirs de l'empire, basés sur une confiance mutuelle, sont toujours les meilleurs et les plus heureux. Certaines questions, il est vrai, surtout d'ordre financier, ne sont pas encore résolues à l'heure qu'il est; on ne saurait cependant abandonner l'espoir qu'elles recevront une solution juste et acceptable pour toutes les parties.

Comme il est à prévoir que pendant la prochaine session du conseil fédéral on aura à voter dans une question dont la solution est appelée, sur un point important, à affecter les limites de compétence entre l'empire et les États particuliers, le gouvernement de S. M. le Roi vous soumettra une proposition tendant à s'assurer par ce vote l'assentiment constitutionnel de la Diète.

Puisse Dieu continuer comme par le passé à bénir et à protéger notre grande patrie ainsi que notre patrie restreinte, et à mener vos travaux à une fin salulaire !

---

**France.** — LETTRE DU COMTE DE CHAMBORD A M. CHESNELONG,  
DÉPUTÉ A L'ASSEMBLÉE NATIONALE.

Salzbourg, le 27 octobre 1873.

J'ai conservé, monsieur, de votre visite à Salzbourg un si bon souvenir, j'ai conçu pour votre noble caractère une si profonde estime, que je n'hésite pas à m'adresser loyalement à vous, comme vous êtes venu loyalement vers moi.

Vous m'avez entretenu, durant de longues heures, des destinées de notre chère et bien-aimée patrie, et je sais qu'au retour, vous avez prononcé, au milieu de vos collègues, des paroles qui vous vaudront

mon éternelle reconnaissance. Je vous remercie d'avoir si bien compris les angoisses de mon âme, et de n'avoir rien caché de l'inébranlable fermeté de mes résolutions.

Aussi ne me suis-je point ému quand l'opinion publique, emportée par un courant que je déplore, a prétendu que je consentais enfin à devenir le Roi légitime de la révolution. J'avais pour garant le témoignage d'un homme de cœur, et j'étais résolu à garder le silence, tant qu'on ne me forcerait pas à faire appel à votre loyauté.

Mais puisque, malgré vos efforts, les malentendus s'accumulent, cherchant à rendre obscure ma politique à ciel ouvert, je dois toute la vérité à ce pays dont je puis être méconnu, mais qui rend hommage à ma sincérité, parce qu'il sait que je ne l'ai jamais trompé et que je ne le tromperai jamais.

On me demande aujourd'hui le sacrifice de mon honneur. Que puis-je répondre? Sinon que je ne retranche rien de mes précédentes déclarations. Les prétentions de la veille me donnent la mesure des exigences du lendemain, et je ne puis consentir à inaugurer un règne réparateur et fort par un acte de faiblesse.

Il est de mode, vous le savez, d'opposer à la fermeté d'Henri V l'habileté d'Henri IV. *La violente* amour que je porte à mes sujets, disait-il souvent, me rend tout possible et honorable.

Je prétends, sur ce point, ne lui céder en rien, mais je voudrais bien savoir quelle leçon se fût attirée l'imprudent assez osé pour lui persuader de renier l'étendard d'Arques et d'Ivry.

Vous appartenez, monsieur, à la province qui l'a vu naître, et vous serez, comme moi, d'avis qu'il eût promptement désarmé son interlocuteur, en lui disant avec sa verve béarnaise : Mon ami, prenez mon drapeau blanc, il vous conduira toujours au chemin de l'honneur et de la victoire.

On m'accuse de ne pas tenir en assez haute estime la valeur de nos soldats, et cela au moment où je n'aspire qu'à leur confier tout ce que j'ai de plus cher. On oublie donc que l'honneur est le patrimoine commun de la maison de Bourbon et de l'armée française, et que, sur ce terrain-là, on ne peut manquer de s'entendre!

Non, je ne méconnais aucune des gloires de ma patrie, et Dieu seul, au fond de mon exil, a vu couler mes larmes de reconnaissance toutes les fois que, dans la bonne ou dans la mauvaise fortune, les enfants de la France se sont montrés dignes d'elle.

Mais nous avons ensemble une grande œuvre à accomplir. Je suis prêt, tout prêt à l'entreprendre quand on le voudra, dès demain, dès ce soir, dès ce moment. C'est pourquoi je veux rester tout entier ce que je suis. Amoindri aujourd'hui, je serais impuissant.

Il ne s'agit de rien moins que de reconstituer sur ses bases naturelles une société profondément troublée, d'assurer avec énergie le règne de la loi, de faire renaître la prospérité au dedans, de contracter au dehors des alliances durables, et surtout de ne pas craindre d'employer la force au service de l'ordre et de la justice.

On parle de conditions; m'en a-t-il posé ce jeune prince, dont j'ai ressenti avec tant de bonheur la loyale étreinte, et qui, n'écoulant que son patriotisme, venait spontanément à moi, m'apportant au nom de tous les siens des assurances de paix, de dévouement et de réconciliation ?

On veut des garanties ; en a-t-on demandé à ce Bayard des temps modernes, dans cette nuit mémorable du 24 mai, où l'on imposait à sa modestie la glorieuse mission de calmer son pays par une de ces paroles d'honnête homme et de soldat qui rassurent les bons et font trembler les méchants ?

Je n'ai pas, c'est vrai, porté comme lui l'épée de la France sur vingt champs de bataille, mais j'ai conservé intact, pendant quarante-trois ans, le dépôt sacré de nos traditions et de nos libertés. J'ai donc le droit de compter sur la même confiance et je dois inspirer la même sécurité.

Ma personne n'est rien ; mon principe est tout. La France verra la fin de ses épreuves quand elle voudra le comprendre. Je suis le pilote nécessaire, le seul capable de conduire le navire au port, parce que j'ai mission et autorité pour cela.

Vous pouvez beaucoup, monsieur, pour dissiper les malentendus et arrêter les défaillances à l'heure de la lutte. Vos consolantes paroles, en quittant Salzbourg, sont sans cesse présentes à ma pensée : la France ne peut pas périr, car le Christ aime encore ses Francs, et lorsque Dieu a résolu de sauver un peuple, il veille à ce que le sceptre de la Justice ne soit remis qu'en des mains assez fermes pour le porter.

(L. S.) *Signé* : HENRI.

---

**Saxe royale. — MANIFESTE D'AVÈNEMENT AU TRÔNE DU ROI  
ALBERT DE SAXE.**

Pillnitz, le 29 octobre 1873.

Nous, Albert, par la grâce de Dieu, Roi de Saxe, notifions par les présentes, savoir :

Il a plu à Dieu, dans sa volonté insondable, de rappeler de ce monde notre très-auguste souverain, Jean, Roi de Saxe, notre bien-aimé père, à la très-grande douleur de sa famille et de tous ses sujets, — et nous avons pris le gouvernement du royaume de Saxe, en vertu



de notre droit de succession au trône garanti par la Constitution.

Nous attendons ainsi de nos fidèles Chambres, des dignitaires royaux et de tous les fonctionnaires et employés publics, ecclésiastiques et civils, de même que de tous nos sujets et des habitants du royaume de Saxe, qu'ils nous accorderont, à notre titre de souverain légitime par droit d'hérédité, fidélité et obéissance, de bon gré et conformément à leur devoir.

Nous les assurons, en retour de notre constante sollicitude souveraine pour la sauvegarde du droit et de la justice et pour le développement de la prospérité et du bien-être du pays, tout comme nous observerons, maintiendrons et protégerons toujours, pendant notre règne, la Constitution du royaume dans toutes ses stipulations.

A l'effet de prévenir l'interruption de la marche des affaires publiques, nous ordonnons que toutes les autorités continuent jusqu'à nouvel ordre à exercer leurs fonctions.

Donné à Pillnitz, le 29 octobre 1873.

(L. S.) *Signé* : ALBERT.

---

**Turquie.** — CIRCULAIRE DE RACHID-PACHA AUX AGENTS DIPLOMATIQUES DE LA PORTE A L'ÉTRANGER, CONFIRMANT CELLE DU 15 OCTOBRE.

Constantinople, le      octobre 1873.

Mon télégramme du 15 octobre vous a fait connaître en résumé l'ensemble des réformes financières et administratives que le gouvernement impérial vient de décréter. La mise à exécution aussi immédiate que possible de ces mesures constitue aujourd'hui la préoccupation principale de notre auguste souverain, qui les favorise de sa haute et toute-puissante initiative. Fermement décidée à écarter tous les obstacles qui pourraient en entraver la marche, Sa Majesté vient de donner une preuve éclatante des sentiments élevés qui l'animent en fournissant, par acte de générosité, au-dessus de tout éloge, au ministère des finances, sur sa cassette particulière, une somme très-considérable en consolidés.

Cette assistance, dont l'importance matérielle n'est surpassée que par l'importance morale, assure la réussite des opérations financières dans lesquelles le ministère des finances se trouve engagé.

En conséquence, un iradé impérial prescrit l'abandon du projet qui consistait à émettre de nouveaux consolidés en échange des bons du Trésor de 1872. Le gouvernement donnera, en échange, des bons estampillés, des consolidés de 1865.

Il dispose, à l'heure qu'il est, de la quantité nécessaire pour cette opération, et il a déjà pris des dispositions pour faire parvenir à



temps les titres sur les divers marchés européens, en vue de la liquidation prochaine.

Veillez faire de la présente communication tel usage que vous jugerez convenable pour dissiper les préventions, édifier les esprits, et, en un mot, présenter la situation sous son véritable jour.

---

**Roumanie.** — CIRCULAIRE DE M. B. BOERESCO AUX AGENTS  
DIPLOMATIQUES ROUMAINS.

Bucharest, le        octobre 1873.

Monsieur l'agent,

Le gouvernement roumain a pris connaissance d'une circulaire datée du 24 septembre 1873, que S. Exc. M. le ministre des affaires étrangères de la Sublime-Porte a adressée aux grandes puissances, pour les entretenir des traités et conventions conclus ou à conclure par la Roumanie avec les différentes puissances.

Par la susdite Note, la Sublime-Porte croit pouvoir contester aux Roumains le droit de traiter directement avec les puissances étrangères. Le ministre de S. M. le Sultan fait des réserves formelles contre tout acte ayant un caractère international émanant des Principautés, et il considère l'exercice de ce droit comme une infraction aux conditions de l'autonomie des mêmes Principautés.

Pour arriver à contester ce droit, de même que son exercice, S. Exc. Rachid-Pacha se base sur le traité de Paris, par lequel les puissances, est-il dit dans sa Note, « ont reconnu que les traités internationaux conclus par la cour suzeraine seraient également obligatoires pour les Principautés, et qu'ils continueront à y recevoir leur pleine application. »

Je regrette d'abord que S. Exc. ait donné à l'article 8 de la convention de Paris de 1858 un sens plus absolu que sa lettre même ne le comportait, car la fin de cet article, que S. Exc. a omis de citer, dit catégoriquement que ces traités « seront applicables aux Principautés *dans tout ce qui ne portera pas atteinte à leurs immunités.* »

Or, il y a loin, de la lettre de cet article, à la conclusion à laquelle S. Exc. veut arriver par sa circulaire du 24 septembre.

Mais, indépendamment de la rédaction de cet article, il y a bien d'autres faits et actes qui prouvent l'existence et l'exercice du droit que la Sublime-Porte veut aujourd'hui contester à la Roumanie.

En effet, la convention de 1858, de même que le traité de Paris de 1856, n'ont pas créé les immunités, ou, plus exactement parlant, les droits souverains de la Roumanie ; ils n'ont fait que garantir et sanctionner de nouveau « ces privilèges et immunités dont les Principautés *étaient en possession.* »

Et d'où dérivent ces droits que les Principautés *possédaient* déjà en 1856 et en 1858? Ils dérivent des anciennes capitulations, des traités que les princes des deux Principautés ont conclus du quatorze au seizième siècle avec les Sultans Bajazed I<sup>er</sup>, Mahomed II, Sélim I<sup>er</sup> et Soliman II.

C'est la source vraie et légitime des droits souverains, des privilèges et immunités des Principautés, que les grandes puissances ont bien voulu garantir en 1856.

L'origine de ces droits a été reconnue par les grandes puissances elles-mêmes ; car, dans l'article 2 de la convention de 1858, elles font une nomenclature spéciale et une mention expresse des anciennes capitulations qui constituent l'autonomie de la Roumanie et qui règlent ses rapports avec la Sublime-Porte.

Par conséquent, l'acte même sur lequel s'appuie le gouvernement ottoman pour nous contester l'exercice d'un droit souverain constate l'existence de ce droit ; par ses dispositions, il fait, de plus, voir que les droits qui constituent l'autonomie roumaine n'ont pas leur origine dans un acte de générosité *gracieuse* qui pourrait les rendre révocables ou les faire restreindre à volonté, mais qu'ils dérivent de traités qui contiennent des stipulations synallagmatiques également obligatoires pour les deux parties.

En vertu de ces anciennes capitulations, que les actes internationaux de 1856 et de 1858 ont de nouveau confirmées, les principautés de Valachie et de Moldavie ont la plénitude de tous les droits souverains que possède un État autonome.

Certes, l'exercice de ces droits est limité par les rapports que ces mêmes capitulations ont établis avec la Sublime-Porte, et que nous maintenons et respectons religieusement ; mais nous étions en droit d'attendre que la Sublime-Porte, de son côté, respectât tous les droits que les Roumains se sont conservés par leurs capitulations et qu'elle ne cherchât plus à paralyser ni à amoindrir l'exercice de ces droits. Elle nous conteste aujourd'hui le droit de conclure des traités avec les autres puissances, ou tout autre acte ayant un caractère international, comme autrefois elle nous a contesté l'exercice d'autres droits souverains. Cependant, par nos anciennes capitulations, nous n'avons nullement renoncé au droit de traiter, comme à un autre droit qui constitue la souveraineté d'un État. Nous possédons, en principe, tous ces droits, et nous les avons exercés, en fait, pendant des siècles. Nous entendons les conserver intacts aussi dans l'avenir.

Si, par l'exercice du droit de conclure des traités, nous avons détruit ou modifié les rapports que nos anciennes capitulations ont créés avec la Sublime-Porte, nous aurions alors compris que le gou-

vernement ottoman fit ses réserves. Mais en tant que ces rapports ont toujours été respectés par nous, quelle peut être l'utilité de ces réserves, et en quoi l'exercice du droit de traiter pourrait-il nuire à un intérêt légitime quelconque? Si les deux Principautés roumaines n'avaient pas eu le droit de traiter, les capitulations qu'elles ont conclues avec la Sublime-Porte aux <sup>xiv</sup><sup>e</sup>, <sup>xv</sup><sup>e</sup> et <sup>xvi</sup><sup>e</sup> siècles seraient nulles, et la convention de 1858 aurait mentionné dans son article 2 des actes sans aucune valeur légale.

Néanmoins ces actes sur lesquels même repose la garantie des grandes puissances, étant en vigueur et valables, et si aucune de leurs clauses ne contient une renonciation expresse de la part des Roumains à aucun de leurs droits souverains, comment la Sublime-Porte pourrait-elle soutenir que les Roumains, qui du <sup>xiv</sup><sup>e</sup> au <sup>xvi</sup><sup>e</sup> siècle ont valablement contracté avec elle, n'ont plus aujourd'hui le droit de traiter avec d'autres puissances? La pratique, l'exercice permanent de ce droit confirment pourtant son existence.

Depuis le dernier traité de 1529, que les Roumains ont conclu avec Soliman II, ils ont signé à différentes époques d'autres traités et conventions avec plusieurs souverains de l'Europe, avec ceux de Hongrie, de Pologne, d'Allemagne, d'Angleterre, de Russie, etc. Inutile de mentionner tous ces anciens actes internationaux, dont l'authenticité historique est reconnue et incontestable.

En nous reportant seulement aux temps les plus récents, et même au temps présent, nous constatons que le gouvernement roumain a pu régler, directement, et en vertu de son propre droit, une foule d'intérêts divers par des conventions d'extradition, postales, télégraphiques, fluviales et autres, conclues avec les grandes puissances, avec la Russie, l'Autriche, l'Allemagne.

Ces conventions, ces actes internationaux existent; ils sont en vigueur et ils s'exécutent avec une parfaite loyauté réciproque. Est-ce à dire que désormais ces actes seraient nuls, ou bien que les grandes puissances se soient trompées en traitant avec un incapable?

La Sublime-Porte elle-même, à deux reprises, a déjà traité avec la Roumanie pour régler leur service télégraphique international. La dernière convention télégraphique porte la date du 16 juin 1862, et elle est signée par le plénipotentiaire des Principautés roumaines comme représentant un État distinct et autonome.

Est-ce encore à dire que les Roumains aient perdu aujourd'hui un droit qu'ils ont valablement exercé en 1862?

Tout récemment, au mois de juillet 1871, S. A. le grand-vizir a eu un échange de notes avec notre agent à Constantinople pour arriver à une entente concernant l'extradition réciproque des criminels, et

cette entente ne devait s'établir qu'au titre et aux conditions admis avec les autres grands États limitrophes de la Roumanie. Si cette entente n'a pu avoir lieu, ou bien si une convention n'a pas été conclue, il n'en reste pas moins établi par ce fait que, toutes les fois que la Sublime-Porte désirait régler quelques intérêts avec la Roumanie, elle a dû elle-même traiter avec le gouvernement de ce pays et demander son consentement.

Comment aujourd'hui les mêmes intérêts pourraient-ils se régler autrement, ou avec la Sublime-Porte, ou avec d'autres puissances ?

S'il était vrai, comme l'affirme S. Exc. M. le ministre de la Sublime-Porte dans sa Note, que les Roumains n'ont pas le droit de conclure avec les autres puissances *tout acte ayant un caractère international*, notre pays se trouverait, par cela même, placé un échelon plus bas que l'Égypte, que Tunis même.

En effet, la Sublime-Porte ne conteste le droit de traiter et de conclure des conventions au bey de Tunis (qu'elle nomme pourtant son *gouverneur général de la province de Tunis*) qu'en ce qui concerne les actes internationaux ayant rapport *aux affaires étrangères*. Un firman d'investiture du 23 octobre 1871 le dit expressément.

Par le firman délivré dernièrement au vice-roi d'Égypte, S. M. le Sultan reconnaît au Khédive, entre autres droits souverains, celui de conclure avec les puissances étrangères toute espèce de traités et d'actes internationaux. La seule limite qu'on impose à l'exercice de ce droit, c'est que le vice-roi « ne porte aucune atteinte aux traités *politiques* de la Sublime-Porte. »

Et tandis qu'à ces États musulmans (que les traités et les publicistes sont d'accord pour placer au-dessous de la Roumanie en ce qui concerne la plénitude des droits souverains) la Sublime-Porte reconnaît expressément le droit de traiter, elle conteste d'une manière absolue le même droit à un État chrétien dont la souveraineté existe et est garantie par des traités solennels !

Et cette dénégation formelle d'un droit si légitime est adressée aux mêmes puissances qui ont garanti l'existence et l'exercice de ces droits !

Or, les droits qui sont basés sur des traités, et dont l'existence est prouvée par des actes et des faits positifs, ne peuvent point disparaître par une simple dénégation.

La Sublime-Porte ne peut point légitimement nous contester les droits qui constituent notre souveraineté et qui ne nous ont été ni accordés ni même stipulés, mais que nous possédons par cela même que la nation n'a jamais renoncé à eux, et qu'elle les a, en fait, exercés pendant des siècles.



Par conséquent, monsieur l'agent, en face de la dénégation formulée par la Sublime-Porte dans sa circulaire du 24 septembre, il était du devoir du gouvernement roumain de faire, de son côté, ses réserves contre toute violation éventuelle, d'affirmer l'existence des droits autonomes de la Roumanie qu'on essaie de lui contester, et de déclarer en même temps que, comme par le passé, tous nos intérêts internationaux ne pourront être réglés qu'avec le gouvernement roumain directement, sans qu'il soit porté, par l'exercice de ce droit, aucune infraction aux rapports existant, en vertu des traités, entre nous et la Sublime-Porte.

Tout en vous priant de porter à la connaissance du gouvernement de le contenu de la présente note, j'ai l'honneur en même temps de vous assurer, monsieur l'agent, que le gouvernement roumain continuera à respecter et à exécuter fidèlement toutes les conventions conclues ou à conclure avec le gouvernement de dont nous espérons conserver la même haute bienveillance comme par le passé.

Veuillez agréer, monsieur l'agent, l'assurance de ma haute considération.  
(L. S.) *Signé*: B. BOERESCO.

**Suisse.** — DISCOURS DE M. ZIEGLER POUR L'OUVERTURE DE LA  
SESSION DU CONSEIL NATIONAL, LE 3 NOVEMBRE 1873.

Messieurs,

L'Assemblée fédérale voit s'ouvrir aujourd'hui une partie spéciale de la session ordinaire des Conseils, destinée à la reprise des délibérations concernant la révision de notre Constitution fédérale. Deux fois, les conseils ont délibéré sur la convenance de cette révision, et la seconde fois le Conseil national, à la presque unanimité de ses membres, en a reconnu solennellement la nécessité, constatant d'ailleurs par les nombreuses manifestations qui, depuis plusieurs mois, se produisent sur plusieurs points du territoire. Il serait donc bien inutile de revenir encore sur ce sujet, et je me permets seulement, au moment où vont s'ouvrir vos délibérations sur cet important objet, d'exprimer le vœu qu'elles tournent au bien de la patrie, en ouvrant au peuple suisse une nouvelle source de force et de prospérité.

Je déclare ouverte cette troisième partie de la session ordinaire du Conseil national.

**Suisse,** — DISCOURS DE M. KOPP POUR L'OUVERTURE DE LA SESSION  
DU CONSEIL DES ÉTATS, LE 3 NOVEMBRE 1873.

Messieurs,

Conformément à l'arrêté du Conseil fédéral du mois de juillet écoulé, l'Assemblée fédérale ouvre aujourd'hui la troisième partie

de sa session annuelle. Je vous souhaite à tous et de cœur la bienvenue.

Indépendamment des objets ordinaires, vous aurez à vous occuper de rechef d'un nouveau projet de révision de la Constitution fédérale. Celui qui jette un regard libre sur les vingt-cinq dernières années ne peut nier que notre patrie n'ait passé, sous notre Constitution fédérale actuelle, des temps heureux ; tandis que les pays qui nous entourent étaient déchirés par une guerre terrible, que des trônes, qui semblaient établis pour des siècles se sont écroulés, tandis que la carte de l'Europe a été profondément et audacieusement modifiée, tellement que de grandes provinces ont changé de domination et que d'anciens Etats ont disparu, notre patrie n'a pas cessé de jouir de la paix, de la tranquillité et de la liberté : elle est restée unie et forte à l'intérieur, respectée au dehors. Nous pouvons nous dire heureux et même fiers d'avoir ainsi navigué pacifiquement, au milieu des écueils de la politique européenne, et Messieurs, vous ne traiterez certainement pas d'erreur l'opinion que j'ose exprimer ici que, pour obtenir ce résultat il n'a pas fallu moins que toute la prudence, la modération et la compréhension des besoins du peuple dont ont fait preuve les hommes qui ont élaboré notre loi fondamentale de 1848. Les auteurs de la Constitution fédérale actuelle l'ont compris, lorsqu'en passant de la confédération d'Etats à l'Etat fédératif, ils ont remis à la Confédération ce que celle-ci peut faire mieux que les cantons, sans toutefois limiter l'indépendance des cantons, de manière à leur rendre impossible toute vie individuelle.

Puisque nous reconnaissons cela, nous pouvons et nous devons ne pas oublier de rappeler que cette période de développement paisible n'était possible qu'avec la modération des partis qui dans leur lutte ont toujours respecté les principes fondamentaux. Toutefois, on est forcé de reconnaître que, pendant cette période d'un quart de siècle, les circonstances ont changé. D'autres temps amènent d'autres besoins ; ce qui nous convenait il y a vingt ans, ne nous suffit plus aujourd'hui. Le commerce et l'industrie, grâce à nos libres institutions républicaines, grâce à la paix dont nous avons joui, grâce à l'amélioration des moyens de communication entre les diverses parties de la Suisse et entre celle-ci et les Etats voisins, ont pris un essor inespéré. Avec le développement du commerce et de l'industrie, les questions d'établissement ont pris une importance inconnue auparavant. Il n'est donc pas étonnant que partout on ait senti le besoin d'unifier les règles de droit relatives au commerce et que les limites posées au droit d'établissement par la Constitution fédérale actuelle ainsi que

par la plupart des Constitutions cantonales soient considérées maintenant comme trop étroites.

D'un autre côté, en présence des progrès gigantesques réalisés partout dans les diverses branches de l'art militaire, il serait insensé d'ajourner, sans la discuter, la question de savoir si notre organisation militaire se trouve réellement dans des conditions qui donnent à notre indépendance et à notre neutralité une véritable garantie.

Sur tous ces points, tout citoyen qui aime sa patrie, peut et doit prêter la main aux améliorations, pour autant que celles-ci restent dans les limites de l'état fédératif.

Si l'on trouvait ensuite que les rapports entre l'Etat et l'Eglise ont besoin d'être réglés à nouveau, on devrait le faire pour le bien des intéressés et la pacification du pays. Mais cela ne devrait avoir lieu que sur le terrain sur lequel s'est développée notre vitalité nationale, dans sa beauté et sa diversité, qui est le fondement de notre Confédération, savoir le terrain de la liberté, mais de la liberté égale pour tous.

D'autres questions moins importantes feront encore l'objet de vos délibérations. Je les passe sous silence pour ne pas mettre votre patience trop à l'épreuve.

J'exprime le vœu que, dans tous ces changements, la limite des besoins réels ne soit pas trop dépassée. Si l'état fédératif doit encore subsister en réalité et non pas seulement de nom, l'indépendance des cantons ne doit pas être limitée plus que ne l'exige la réalisation du but à atteindre, savoir : le bien-être de tous. Si l'arbre, sous le feuillage duquel nous nous trouvons bien depuis vingt ans, doit continuer à croître, il ne faut pas enlever aux branches l'air et la lumière.

Inutile de se le dissimuler ; il peut revenir des jours pendant lesquels de nouveaux orages éclateront sur l'Europe, de nouvelles convulsions ébranleront les Etats voisins, dont les oscillations se feront sentir jusque dans notre pays ; il peut revenir des jours où tout confédéré, à quelque partie du pays, à quelque confession, à quelque langue qu'il appartienne, devra payer de sa personne pour la liberté et l'indépendance de notre chère patrie.

Estimons-nous donc heureux si, grâce à ces concessions réciproques, il nous est donné auparavant de mener à fin l'œuvre de la révision, de manière à prouver à la patrie que nous avons tenu compte des exigences du temps, sans compromettre la vie propre des cantons et sans blesser dans ses sentiments une grande partie de la population suisse.

Mettons-nous au travail avec une sage modération, avec les senti-

ments d'amitié qui conviennent à des confédérés. Puisse cette cession contribuer au bien et à la prospérité de notre chère patrie.

Je déclare ouverte la session d'hiver du Conseil des Etats.

---

**Luxembourg.** — DISCOURS DU PRINCE HENRI A L'OUVERTURE DES CHAMBRES, LE 4 NOVEMBRE 1873.

Messieurs,

Vous reprenez vos travaux dans un moment où la situation du Grand-Duché est heureuse, les questions graves qui préoccupaient l'opinion publique depuis des années et étaient devenues une cause de grands embarras, sont ou décidées ou vont l'être sans difficultés, parce que la décision en est préparée par vos délibérations et par des votes que vous avez déjà émis ; les dernières appréhensions au sujet de l'état politique du pays ont disparu, grâce à la consolidation de la paix en Europe, les indices d'une prospérité qu'on n'a pas connue encore apparaissent dans presque toutes les parties du territoire, les services publics se ressentent de la prospérité des particuliers ; la population est attachée à ses institutions et dévouée à son souverain ; elle se félicite de son sort. Je vois avec bonheur réalisées les espérances qui m'ont soutenu au milieu des circonstances difficiles que nous avons quelquefois traversées, depuis que j'ai l'honneur de remplir au milieu de vous la mission de confiance dont le Roi m'a chargé.

Messieurs, en abordant résolument, comme vous l'avez fait précédemment, toutes les questions sur lesquelles vous avez eu à vous prononcer, vous avez facilité votre tâche pour l'avenir. La session qui commence sera donc moins laborieuse que celle qui vient d'être close. Vous avez déjà examiné plusieurs des principales lois dont vous êtes encore saisis : telles sont la loi minière, celle sur la concession de certains terrains miniers, les lois sur l'augmentation des traitements de tous les fonctionnaires ; les nouveaux projets de lois qui vous seront soumis concernent en général des matières qui ne présentent pas de grandes difficultés. Le projet de code pénal qui est préparé d'après la législation des pays voisins ne pourra, selon toutes les apparences, pas faire encore pendant la présente session l'objet de vos délibérations.

Vous vous occuperez avec un grand contentement de l'emploi de l'excédant des recettes sur les dépenses qui a été considérable pendant les deux dernières années. Le gouvernement vous fera des propositions qui tendent principalement à appliquer cet excédant à la construction de raccordements avec les chemins de fer et l'augmentation des subsides accordés aux communes. La question d'une réduction des contributions se lie à l'examen de ces propositions.



Différents faits arrivés pendant la dernière année méritent d'attirer votre attention comme se rattachant à vos travaux. Je rappelle les plus marquants.

Je signale d'abord l'ouverture des premières lignes des chemins de fer qui portent mon nom; cette ouverture m'a causé une grande satisfaction; elle confirme ma conviction que les chemins de fer qui sillonneront bientôt le Grand-Duché seront aussi nombreux que ceux des contrées les plus favorisées sous le rapport de ces voies de communication.

L'exploitation des chemins de fer de Guillaume-Luxembourg s'est beaucoup améliorée; les diverses lignes dont l'état était peu satisfaisant naguère sont de plus en plus appropriées au trafic considérable auquel elles doivent servir; le réseau produit des recettes qui s'élèvent toujours davantage. Je prévois cependant qu'à cause des dépenses qui doivent être couvertes, le remboursement de la subvention de huit millions ne pourra pas avoir lieu dans un délai aussi rapproché qu'on l'a quelquefois cru. Des questions graves ont été soulevées au sujet des règlements appliqués à l'exploitation des chemins de fer Guillaume-Luxembourg. J'espère qu'elles recevront une interprétation qui fera prévaloir des principes conformes à notre législation.

Je constate volontiers les bonnes relations qui existent aujourd'hui entre les administrations des deux réseaux comme étant très-favorables aux intérêts du pays.

Les modifications apportées récemment au tarif des douanes sont encore un fait dont je crois devoir vous entretenir. Je ne me dissimule pas que la libre entrée de la fonte qui a été décrétée sans condition de réciprocité, peut nuire à notre principale industrie. Je désire que les circonstances empêchent les conséquences que l'on craint de voir résulter de la mesure dont je parle.

Je n'étendrai pas davantage l'énumération des faits marquants arrivés pendant la dernière année; je finirai par quelques paroles que me dicte mon sincère attachement au Grand-Duché.

Notre devoir à chacun est de chercher à conserver notre disposition actuelle. Si la fortune nous a favorisés, tâchons de mériter les avantages que nous possédons; multiplions nos efforts comme si nous avions à conquérir ces avantages, en n'oubliant pas que les nations se perdent souvent par la confiance trop grande qu'elles mettent dans leur bonheur. Je m'adresse à tous, je m'adresse surtout aux fonctionnaires de toutes les catégories qui peuvent tant contribuer à faire prospérer les affaires publiques et privées; je leur demande non-seulement de remplir exactement leur tâche, mais de la remplir avec

le dévouement qui féconde les actes pour lesquels leur concours est nécessaire; je fais appel à la jeunesse dont dépend l'avenir : qu'elle développe par le travail les qualités qui ont, chez ses devanciers, fait estimer le nom luxembourgeois dans les pays qui nous entourent.

Vous, Messieurs, qui, à raison du mandat que vous avez accepté du pays, avez contracté plus spécialement l'obligation de veiller à ses intérêts, vous continuerez à mettre dans l'accomplissement de votre mandat tous vos soins, et vous aiderez à consolider l'excellente position de votre patrie.

Que la divine Providence veuille éclairer vos délibérations !

Au non de Sa Majesté le Roi grand-duc.

Je déclare ouverte la session ordinaire de la Chambre des députés.

**France.** — MESSAGE DU MARÉCHAL DE MAC-MAHON A L'ASSEMBLÉE NATIONALE, EN DATE DU 5 NOVEMBRE 1873.

Messieurs.

Au moment où vous vous sépariez, je vous disais que vous pouviez vous séparer sans inquiétude et qu'en votre absence rien ne viendrait troubler le repos public.

Ce que je vous annonçais s'est réalisé. En vous réunissant aujourd'hui, vous retrouvez la France en paix ; la libération complète de notre territoire est maintenant un fait consommé.

L'armée étrangère a quitté le sol français, et nos troupes sont rentrées dans nos départements au milieu de la joie patriotique des populations.

Notre délivrance s'est opérée sans causer de troubles au dedans, sans éveiller de méfiances au dehors.

L'Europe, assurée de notre ferme résolution de maintenir la paix, nous voit sans crainte reprendre possession de nous-mêmes. Je reçois de toutes les puissances le témoignage de leur désir de vivre avec nous dans des relations d'amitié.

A l'intérieur, l'ordre public a été fermement maintenu ; une administration vigilante, confiée à des fonctionnaires d'origine différente, mais tout dévoués à la cause de l'ordre, a fait strictement appliquer les lois existantes ; elle s'est inspirée partout de cet esprit conservateur dont la grande majorité de cette Assemblée s'est montrée toujours animée, et dont, en ce qui me concerne, tant que vous me confierez le pouvoir, je ne me départirai pas.

A la vérité, la tranquillité matérielle n'a pas empêché l'agitation des esprits, et, à l'approche de votre réunion, la lutte engagée entre les partis a redoublé de vivacité. Il fallait s'y attendre.

Au nombre des objets que vous aviez indiqués vous-mêmes comme

devant vous occuper dès la reprise de vos travaux, figurait l'examen des lois constitutionnelles présentées par mon prédécesseur.

Cette attente ramenait nécessairement la question jusqu'ici toujours réservée de la forme définitive du gouvernement. Il n'est donc pas étonnant que ce grave problème ait été soulevé d'avance par les divers partis et traité par chacun d'eux avec ardeur dans le sens conforme à ses vœux.

Je n'avais point qualité pour intervenir dans leur débat, ni pour devancer l'arrêt de votre autorité souveraine; l'action de mon gouvernement a dû se borner à contenir la discussion dans les limites légales et à assurer, en toute hypothèse, le respect absolu de vos décisions.

Votre pouvoir est donc entier et rien n'en peut entraver l'exercice; peut-être pourtant penserez-vous que l'émotion causée par ces discussions si vives est une preuve que, dans l'état présent des faits et des esprits, l'établissement d'une forme de gouvernement quelle qu'elle soit, qui engage indéfiniment l'avenir, présente de graves difficultés. Peut-être trouverez-vous plus prudent de conserver à vos institutions le caractère qui leur permet de rallier, comme aujourd'hui, autour du pouvoir, tous les amis de l'ordre sans distinction de parti.

Si vous en jugez ainsi, permettez à celui que vous avez élu sans qu'il ait cherché cet honneur, de vous dire avec franchise son sentiment.

Pour donner au repos public une garantie sûre, il manque au régime actuel deux conditions dont vous ne pouvez, sans danger, le laisser privé plus longtemps : Il n'a ni la stabilité ni l'autorité suffisantes.

Quel que soit le dépositaire du pouvoir, il ne peut faire un bien durable si son droit de gouverner est chaque jour remis en question, et s'il n'a devant lui la garantie d'une existence assez longue pour éviter au pays les perspectives d'agitations sans cesse renouvelées.

Avec un pouvoir qui peut changer à tout moment, on peut assurer la paix du jour, mais non la sécurité du lendemain : toute grande entreprise est, par là même, rendue impossible; le travail languit; la France, qui ne demande qu'à renaître, est arrêtée dans son développement.

Dans les relations avec les puissances étrangères, la politique ne peut acquérir l'esprit de suite et de persévérance qui seul à la longue inspire la confiance et maintient ou rétablit la grandeur d'une nation.

Si la stabilité manque au pouvoir central, l'autorité aussi lui fait souvent défaut. Il n'est pas suffisamment armé par les lois pour dé-



courager les factions, et même pour se faire obéir de ses propres agents.

La presse se livre avec impunité à des écarts et à des violences qui finiraient par corrompre l'esprit des populations ; les municipalités élues oublient qu'elles sont les organes de la loi et laissent l'autorité centrale sans représentants sur bien des parties du territoire.

Vous songerez à ces faits, et vous ferez don à la société d'un pouvoir exécutif durable et fort qui prenne souci de son avenir et puisse le défendre énergiquement.

(L. S.) *Signé* : Maréchal DE MAC-MAHON,  
duc de Magenta.

---

**Autriche-Hongrie.** — DISCOURS DE L'EMPEREUR A L'OUVERTURE  
DU REICHSRATH Cisleithan, LE 5 NOVEMBRE 1873.

Honorés messieurs des deux chambres du Reichsrath.

Je suis heureux de vous voir réunis autour de mon trône pour l'accomplissement loyal de vos devoirs de citoyens et je vous souhaite la bienvenue.

Une nouvelle période de notre vie constitutionnelle vient de s'ouvrir. Par la composition de la Chambre des députés, au moyen d'élections directes, la représentation nationale a acquis son indépendance et trouvé le terrain sur lequel tous les partis pourront faire valoir franchement leurs droits et leurs vœux. (Applaudissements).

A vous donc, messieurs, la mission d'édifier, avec une sage prudence, sur ces nouveaux fondements et de travailler, d'accord avec mon gouvernement, à consolider et à développer nos institutions constitutionnelles. Sans toucher aux droits garantis aux divers pays, vous avancerez l'unification et la force de l'empire ; sans négliger les intérêts des différentes nationalités, vous donnerez satisfaction aux besoins de l'État et vous consacrerez vos forces réunies aux grandes et difficiles questions pour la solution heureuse desquelles je fais appel à votre concours intelligent (Applaudissements).

De cette manière, et par le calme et l'assiduité de vos délibérations, nous réussirons à atteindre le but désiré ; et en vouant une sollicitude égale aux intérêts de l'ensemble comme des parties, et animés par un patriotisme plein de dévouement, nous parviendrons à faire disparaître les contrastes et à fonder d'une manière durable, la paix intérieure. (Vifs applaudissements).

A la période de notre élan économique a succédé une de ces réactions qui se produisent ordinairement dans la vie économique des peuples par suite d'idées exagérées sur le capital et la tension démesurée du crédit. Mon gouvernement s'est efforcé, dans les limites que

lui traçaient les lois et sa responsabilité, de préserver, autant que possible, les domaines du commerce et de l'industrie des suites fatales de cet ébranlement de la confiance générale.

Les dispositions qui ont été prises à cet effet, en vertu du § 14 de la Constitution, seront soumises à votre approbation constitutionnelle. En même temps mon gouvernement vous proposera des mesures qu'il croit propres à relever la confiance, à garantir l'activité économique de perturbations persistantes et à la ramener à des bases saines. (Applaudissements).

Dans le budget de l'État qui vous sera présenté immédiatement, vous trouverez réalisés les principes d'une économie sévère ; dont il faudra consciencieusement respecter les limites, afin de conserver aux finances de l'État leur situation satisfaisante. (Applaudissements répétés).

Il vous sera présenté sans retard une série de projets de loi destinés à assurer la réforme urgente des impôts directs ; de même que vous serez appelés à concourir à la confection des lois relatives aux impôts indirects, et dont les projets sont déjà préparés.

Le privilège de la Banque nationale devant expirer prochainement, il devient indispensable de régler la mission et la position future de cette institution et de prendre, à cet effet, les mesures propres à rétablir des *Voluta*.

En vue de conformer la législation économique aux besoins présents, mon gouvernement prépare des projets de lois qui ont pour objet la réforme de la législation actuelle sur les actions et la bourse, le règlement du régime des chemins de fer et de l'industrie ainsi que la production des matières premières. (Applaudissements.)

Les projets de lois destinés à combler les lacunes que l'abrogation de la convention conclue avec le Saint-Siège a produites dans la législation relativement aux rapports entre l'Église catholique et l'État, vous seront soumis incessamment. (Vifs Applaudissements).

Mon gouvernement considère comme un de ses plus importants devoirs de procéder à la réforme du droit pénal en général, de la procédure civile tout entière et de l'organisation judiciaire, qui en est la conséquence. Le point où en sont arrivés ses travaux préparatoires me permet d'espérer que cette œuvre, d'une si haute importance pour la marche régulière, la simplification et la prompt expédition des affaires judiciaires pourra être terminée dans un bref délai. (Applaudissements.)

Le projet de loi concernant l'institution d'une cour pour les affaires administratives, qui n'a pu être mis en discussion dans la dernière session, sera soumis à vos délibérations. (On applaudit).

Mon gouvernement déposera une série de projets de loi concernant notamment la pension des invalides, les logements militaires, l'organisation et l'emploi de la gendarmerie.

En dépit des difficultés contre lesquelles l'Exposition universelle a eu à lutter, cette grande entreprise est arrivée avec éclat à son accomplissement et a eu un succès généralement apprécié (bravos). Son influence bienfaisante sur la vie morale et économique des peuples, sur le progrès de la civilisation, sur l'essor des inventions et de la production industrielle, ainsi que sur la juste appréciation de la valeur du travail honnête, sera ressentie dans le monde entier avec une juste reconnaissance. C'est avec une vive satisfaction que je puis vous dire que dans cette lutte pacifique nous avons combattu avec honneur et remporté des succès qui remplissent nos cœurs de sentiments de fierté et d'espérance. (Bruyants applaudissements et cris de : Vive l'Empereur !)

Les visites que m'ont rendues les souverains d'États voisins ou lointains ont resserré plus étroitement les liens d'amitié qui nous unissent à ces États ; elles ont augmenté les garanties de paix et donné un nouveau prestige à la position que la monarchie occupe en Europe. (Applaudissements bruyants.)

Messieurs, après des vicissitudes diverses et des luttes pénibles, l'Autriche est aujourd'hui debout, rajeunie et se faisant respecter au dehors. Sur tous les terrains de la vie politique les barrières qui arrêtaient le mouvement libre sont tombées, et nous sommes entrés dans les voies qui nous conduiront à la solution de la grande question : l'unification de tous les peuples de l'Autriche en un État reposant sur les idées du droit et de la liberté. (Bravos répétés.) Fidèle à ma devise : *Viribus unitis*, travaillons ensemble à cette tâche et unissons nos efforts avec la même pensée, pour l'honneur et le salut de notre chère Autriche ! (Explosion de bravos enthousiastes et de cris : Vive l'Empereur !)

---

**Suisse. — LE DOCTEUR KERN AU DUC DE BROGLIE.**

Paris, le 5 novembre 1873.

Le soussigné, ministre de la Confédération suisse, a l'honneur d'expliquer à S. Exc. M. le duc de Broglie, ministre des affaires étrangères de la République française, les considérations suivantes relatives à la situation des quatre États signataires de la convention monétaire du 23 décembre 1865 :

Le Conseil fédéral suisse a été nanti à diverses reprises, depuis le commencement de 1873, par l'Association commerciale et industrielle suisse, de la demande de provoquer une conférence des représentants

des États de l'Union monétaire. Les circonstances n'ayant pas paru propices, il ne fut pas donné, à cette époque, suite à cette demande.

Dans les derniers temps, la question monétaire a pris une importance exceptionnelle par suite d'un certain nombre de faits nouveaux et graves. L'Allemagne a non-seulement adopté l'étalon d'or unique, mais elle commence à mettre à exécution sa nouvelle loi monétaire et retire successivement de grandes quantités d'anciennes monnaies d'argent, qui reviendront forcément, sous une forme ou sous une autre, dans les États où le double étalon est encore en usage.

Les États scandinaves ont également introduit l'étalon d'or. Les Pays-Bas se préparent à suivre cet exemple; l'extrême Orient lui-même, qui paraissait vouloir conserver longtemps encore l'argent devenu disponible ailleurs, semble disposé à se rapprocher de la civilisation européenne; et le Japon, avec lequel l'Occident a de nombreuses relations commerciales, vient d'introduire un nouveau régime monétaire basé sur l'étalon d'or.

Tous ces faits joints à l'introduction du cours forcé en France et en Italie, ont préoccupé à un haut degré l'opinion publique en Suisse et dans d'autres États liés par la convention de 1865. Ils ont eu, en effet, pour conséquence une modification des bases essentielles sur lesquelles cette convention repose.

En 1865, le rapport normal de la valeur entre l'or et l'argent était de 15-50 à 1. Cette proportion est allée en augmentant continuellement, au détriment de l'argent, et elle est aujourd'hui de 16 à 1 sur le principal marché des métaux précieux, Londres. Il en résulte une différence de 3 0/0 entre la valeur comparative réelle des deux métaux et la proportion officielle admise comme base de la convention.

Il est possible que cet état de choses aille encore en s'aggravant, à mesure que la démonétisation de l'argent en Allemagne, dans les États scandinaves, etc., s'effectuera sur une plus grande échelle.

Le gouvernement fédéral a appris que les cabinets de Versailles et de Bruxelles auraient déjà ordonné de réduire dans d'assez notables proportions la frappe des monnaies d'argent.

Préoccupé de la gravité de la question, le Conseil fédéral suisse a cru de son devoir, à la teneur de l'article 11 de la convention, qui oblige les hautes parties contractantes à se donner avis de tous les faits qui intéressent la circulation réciproque de leurs espèces d'or et d'argent, de signaler au gouvernement de la République française les considérations qui précèdent et d'y joindre le vœu qu'une conférence des quatre États signataires soit convoquée. En formulant cette demande, le gouvernement fédéral n'a nullement l'intention de préjuger la conduite qu'il y aura lieu de suivre.



Dans sa pensée, les représentants des hautes parties contractantes auraient à étudier la situation faite à l'union monétaire par les graves événements survenus depuis 1865, à examiner si cette situation nécessite des mesures de sauvegarde et à proposer les remèdes éventuels. La question de savoir si le double étalon sur lequel repose la convention de 1865 répond aux besoins actuels, ou s'il ne conviendrait pas de prendre des mesures de transition pour arriver à l'étalon d'or unique, semble devoir être abordée en première ligne, ainsi que toute autre mesure éventuelle à prendre pour empêcher la dépréciation croissante de l'argent par suite de l'exportation de l'or des États de l'union monétaire et de son remplacement par des envois considérables d'argent provenant des pays qui viennent d'adopter l'étalon d'or indiqué. Dans l'opinion du Conseil fédéral, ces diverses questions pourraient être discutées avec fruit et sans qu'il y ait lieu, quant à présent, de se prononcer sur le nombre de points à examiner et sur leur nature ou la solution à leur donner.

Le gouvernement fédéral se plaît à espérer que cette proposition rencontrera un accueil favorable de la part du gouvernement français, et que S. Exc. M. le duc de Broglie consentira à appuyer cette demande de sa haute influence.

Le soussigné croit pouvoir, au nom de son gouvernement, exprimer le désir que la réunion de la conférence puisse être accélérée autant que possible, afin de lui permettre de prendre sans retard et d'un commun accord les mesures que les circonstances pourront commander.

Le soussigné saisit avec plaisir, etc.

(L. S.) *Signé* : KERN.

---

**Belgique.** — DISCOURS DU ROI A L'OUVERTURE DES CHAMBRES,  
LE 11 NOVEMBRE 1873.

Messieurs,

Ma pensée, quand je me vois entouré des représentants de la nation, se reporte toujours avec reconnaissance sur les témoignages de dévouement et d'affection constante qu'ils m'ont prodigués depuis l'inauguration de mon règne.

Les relations de la Belgique avec les puissances étrangères sont très-amicales et empreintes d'une mutuelle confiance.

Le commerce extérieur poursuit sa marche progressive.

Le traité conclu avec la France maintient, pour un nouveau terme, les conditions de nos échanges sur des bases libérales qui, sans nul doute, recevront un utile complément par des mesures d'application conformes à l'esprit de cet acte.

Une convention réciproquement avantageuse a réglé, entre la Belgique et les Pays-Bas, diverses questions pendantes depuis longtemps. L'exécution, aujourd'hui assurée et prochaine, d'une voie ferrée reliant directement le port d'Anvers au Rhin inférieur accroîtra, en les facilitant au profit des deux pays, nos rapports commerciaux avec l'empire d'Allemagne.

Des lignes régulières de navigation à vapeur mettent en communication directe notre métropole commerciale avec les principaux centres d'affaires des deux Amériques.

En présence de l'extension de notre commerce et des immenses travaux faits en d'autres pays pour perfectionner les ports, l'intérêt national exige que nos installations maritimes soient améliorées. Une négociation est engagée entre mon gouvernement et l'administration communale d'Anvers.

J'ai vu avec satisfaction l'accueil que vous avez fait aux propositions qui permettent de compléter notre représentation diplomatique et consulaire dans l'extrême Orient. La Belgique industrielle serait oublieuse de ses intérêts si elle se laissait devancer sur ces marchés nouveaux qui lui sont ouverts.

Plusieurs traités d'extradition ont été conclus. Une loi vous sera présentée pour faciliter la négociation de ces actes, assurer mieux la répression des crimes et délits et simplifier les formalités en matière d'extradition.

Vous avez poursuivi avec persévérance la révision du code de commerce. La plupart des titres relatifs au commerce en général ont été mis en vigueur comme lois distinctes. Les transformations de l'industrie des transports par terre et par mer et la nécessité d'harmoniser nos lois avec celles des nations dont les progrès législatifs sont les plus grands, donnent une importance exceptionnelle à la réforme du deuxième livre du code de 1807.

Vous êtes saisis d'une partie du projet de réforme du code de procédure civile. Mon gouvernement ne tardera pas à vous soumettre également un projet de révision du code d'instruction criminelle. Sans attendre que cette révision générale puisse être décrétée, des propositions vous seront faites pour mieux protéger la liberté individuelle dans le cours des instructions judiciaires.

J'exprime le vœu que les lois relatives au régime des aliénés et au domicile de secours soient discutées pendant la présente session ; elles tendent à garantir plus complètement les droits des individus et des familles, tout en répartissant d'une manière plus équitable les charges qui grèvent les communes.

L'enseignement donné aux frais de l'État continue d'être l'objet de

la vive sollicitude de mon gouvernement. Il vous présentera un projet de révision de la loi sur l'enseignement supérieur, afin de renforcer les études et d'en élever le niveau; il demandera aussi des crédits qui seront employés au développement des cours pratiques dans les facultés de médecine et des sciences.

L'étude des langues modernes dans les athénées doit être organisée sur des bases plus larges : il faut qu'un plus grand nombre de jeunes gens aient les moyens de s'initier directement à la connaissance de la civilisation des divers peuples et de ses manifestations multiples dans le domaine de la littérature, des arts, des sciences, de l'industrie et du commerce.

Le crédit de vingt millions pour la construction et l'ameublement d'écoles, que vous avez unanimement adopté, permettra de compléter en peu de temps, avec le concours des provinces et des communes, devenu ainsi plus facile et moins onéreux, les installations matérielles de l'enseignement primaire, et de mieux satisfaire l'intérêt social de la diffusion de l'instruction dans les classes populaires.

Nos industries nationales sont dans une situation prospère et marchent résolument dans la voie des progrès réels. Les nombreux succès qu'elles ont obtenus à l'exposition universelle de Vienne attestent leur énergique vitalité.

La récolte de quelques produits de la terre n'a pas répondu, dans toutes les parties du pays, à l'espoir de nos cultivateurs et récompensé pleinement leurs rudes travaux. Toutefois, il n'est pas douteux que l'approvisionnement du pays soit assuré. La libre entrée permanente des denrées alimentaires, que vous avez décrétée, facilitera cet approvisionnement à des prix relativement modérés.

Un code rural sera soumis à vos délibérations. Déjà, vous êtes saisis d'une loi relative au régime des cours d'eau, dont le prompt examen est désirable.

Vous avez doublé la dotation ordinaire de la voirie vicinale.

Les beaux-arts sont une de nos gloires historiques. Au concours universel, ouvert à Vienne, nos artistes ont maintenu avec honneur la réputation de l'école belge.

La construction, dans la capitale, d'un palais destiné aux expositions triennales et aux solennités publiques, est décrétée depuis plusieurs années. L'exécution ne peut être plus longtemps différée.

La garde civique et l'armée continuent de mériter la confiance du pays. Sous l'impression des événements militaires qui viennent de s'accomplir, elles redoublent d'efforts pour se maintenir à la hauteur de leur grande et patriotique mission.

Vous avez apprécié le but et la portée vraie des modifications pro-

posées aux lois organiques de l'armée et de la milice. Tout en maintenant, selon le vœu de l'opinion publique, les principes fondamentaux de ces lois, il fallait à la fois tenir compte de l'expérience acquise et des nécessités de la situation nouvelle et consolider nos forces défensives, sans aggraver sensiblement les charges militaires imposées aux populations. Le pays vous saura gré d'avoir discuté ce problème difficile dans votre dernière session si longue et si laborieuse.

Mon gouvernement vous présentera une loi tendante à donner une rémunération immédiate aux familles des miliciens pendant la durée de leur service actif.

Les crédits spéciaux votés pendant vos dernières sessions, pour les travaux d'utilité générale dépassent 239 millions de francs. La plus grande partie a été employée ou demeure affectée au complément, à l'amélioration ou à l'extension de notre réseau de chemins de fer. Les Chambres et le gouvernement considèrent comme un impérieux devoir de l'État d'outiller et de perfectionner ce puissant instrument, afin qu'il satisfasse aux besoins toujours croissants des relations intérieures et internationales.

Le réseau que l'État exploite s'est accru par la reprise des lignes du Grand-Luxembourg. et de la section belge du Guillaume-Luxembourg par l'ouverture de la ligne de Welkenraedt et d'autres ; il s'étendra encore dans de fortes proportions à mesure que les chemins de fer concédés de 1870 à 1873, sous réserve de l'exploitation de l'État, et dont l'ensemble comprend plus de 900 kilomètres, lui seront successivement livrés.

Mon gouvernement espère pouvoir vous présenter, dans la session actuelle, une loi sur la comptabilité ou l'organisation financière du chemin de fer.

La préparation d'une autre loi sur la police des chemins de fer et sur les conditions réglementaires des transports est confiée à une commission spéciale qui s'occupe avec zèle de l'accomplissement de ce mandat.

Les voies navigables, les ouvrages hydrauliques, les routes, les bâtiments civils, la marine ont aussi obtenu une large part des crédits votés pour continuer et pour étendre l'ensemble de nos travaux d'utilité générale, en grande partie directement productifs. A ces travaux, dont le coût total atteint environ 800 millions, la Belgique a consacré, indépendamment des prélèvements sur ses ressources ordinaires, presque tous les capitaux qui forment sa dette contractée depuis 1830.

Récemment encore, en vue de ces applications fructueuses, une



grande opération financière à été conclue à des conditions favorables au trésor et qui témoignent de la puissance du crédit public.

La situation de nos finances est très-bonne. Malgré de nombreuses réductions ou suppressions de taxes, le revenu de l'État augmente d'année en année.

Parmi les mesures importantes que vous avez adoptées, je rapellerai la loi portant prorogation de la durée de la Banque nationale. Assurée d'une longue existence, notre principale institution financière multipliera les services qu'elle est appelée à rendre au commerce et à l'industrie; la loi attribue aussi au Trésor public une juste part des bénéfices.

Dès les premiers jours de la session, une proposition vous sera soumise pour donner au gouvernement le pouvoir de limiter ou de suspendre la fabrication de monnaies d'argent.

Cette session, je n'en doute pas, sera, comme les précédentes, utilement remplie par la discussion de lois qui, sans soulever de débats irritants, répondent aux besoins et aux vœux du pays. Les projets déjà présentés par mon gouvernement et ceux qu'il a préparés ont ce caractère et ce but; ils offrent un vaste champ à vos travaux pour le perfectionnement de notre législation.

Depuis quarante-trois ans, la Belgique, devenue maîtresse de ses destinées, après avoir conquis ce bien suprême auquel nos ancêtres ont vainement aspiré, pratique avec sagesse ses libres institutions; le sentiment national, unanime sur les intérêts essentiels qui constituent la force de cohésion et la stabilité d'un peuple, n'a cessé de grandir et de se fortifier. Cette longue période de paix et de remarquables progrès dans tous les ordres de faits que l'activité humaine peut embrasser, occupera dans l'histoire une page glorieuse. Calme et prospère, la Belgique de 1873 peut être fier de son passé et envisager l'avenir avec une sereine confiance.

Travaillons ensemble à accroître de plus en plus ce patrimoine national de grandeur morale et de prospérité matérielle. Votre concours, pour cette œuvre patriotique, ne fera pas défaut à mon gouvernement, et la Providence bénira nos communs efforts pour le bien de la Patrie.

---

DISCOURS DE M. DE CAMPHAUSEN, MINISTRE DES FINANCES,  
POUR L'OUVERTURE DES CHAMBRES PRUSSIENNES.

S. M. l'Empereur et Roi m'a chargé d'ouvrir en son nom la Diète de la monarchie.

Sa Majesté regrette vivement de ne pas pouvoir accomplir cet acte important en personne, d'autant plus que la Chambre des députés

est issue d'élections nouvelles. Au nom de Sa Majesté, j'exprime le vœu et l'espoir que l'appui confiant de la Diète ne fera pas défaut au gouvernement pour l'accomplissement ultérieur de ses importants devoirs et que nos efforts communs et sérieux seront profitables au développement salulaire des institutions de l'État. Dans les dispositions qui ont exercé une influence décisive sur les élections récentes, le gouvernement de Sa Majesté croit reconnaître l'expression de l'approbation donnée à la marche suivie dans la législation; il est résolu à continuer cette marche avec calme et fermeté.

Vous verrez par le budget pour l'exercice de 1874 que la situation financière de la Prusse est complètement satisfaisante. La dette de l'État a été considérablement réduite par les mesures financières des dernières années. Les exercices écoulés laissent à notre disposition un excédant notable. Sans doute l'allégement des charges en faveur des classes les moins aisées aura pour effet, pour les exercices qui vont suivre, un amoindrissement des recettes, et, de plus, l'augmentation des salaires et des prix de presque tous les objets produira un accroissement de dépenses qui doit réduire le produit de plusieurs branches importantes du revenu public.

Néanmoins, les ressources disponibles permettent, même pour l'année 1874, de satisfaire dans une large mesure aux besoins qui se sont manifestés, en plus forte proportion, dans toutes les branches de l'administration. Il nous sera possible, surtout, de consacrer de grandes sommes à l'amélioration des établissements destinés au trafic général et notamment d'avancer énergiquement les travaux concernant la navigabilité des rivières et l'ouverture de nouvelles voies navigables.

Le rapport de la commission spéciale d'enquête pour les concessions des chemins de fer, qui avait été instituée par Sa Majesté avec le concours des deux Chambres, vous sera présenté incessamment; de plus, on a rédigé en projet de loi les mesures destinées à écarter les inconvénients reconnus dans la question des concessions.

La législature précédente a réussi à réaliser une réforme importante par les lois sur la propriété foncière; une tâche non moins grande vous attend : c'est la discussion d'une loi sur la tutelle. Le projet de loi sur l'expropriation vous sera présenté de nouveau.

Lors de la mise à exécution de la loi organique des cercles dans les cinq provinces orientales, l'assurance exprimée par le gouvernement de voir les éléments qui se combattaient auparavant s'associer patriotiquement pour faire de cette œuvre une source de prospérité pour le pays, cette assurance n'a pas été déçue.

Maintenant que les travaux en sont achevés au point qu'à partir

des premiers jours de l'année prochaine les nouveaux organes de l'administration autonome (*Selbstverwaltung*) pourront entrer partout en fonctions, le gouvernement vous soumettra dans la session actuelle de nouveaux projets de loi destinés à réaliser également, d'après les mêmes principes, la réforme de l'administration intérieure pour les instances supérieures.

Les lois votées dans la dernière session, par lesquelles les rapports de l'État avec les grandes communautés religieuses ont été réglés d'une manière plus claire et mieux définie que par le passé, ont rencontré, au grand regret du gouvernement, chez les évêques de l'Église catholique romaine, une résistance injustifiable. Plus le gouvernement de Sa Majesté est pénétré de la conviction que la vie religieuse des diverses confessions n'est en aucune manière mise en danger par ces lois, plus il est décidé, sans s'arrêter à ces protestations, à persévérer dans l'application de ces lois, et il fera suivre, en temps opportun, les autres mesures qui seront nécessaires pour sauvegarder de toute atteinte les intérêts confiés à sa protection. Le gouvernement a la conviction qu'en s'acquittant de ce devoir, il pourra compter sur l'appui énergique de la représentation nationale.

Messieurs, les travaux nombreux et importants qui vous attendent ne s'achèveront pas sans de nouvelles et vives luttes; mais l'histoire de la Prusse, et particulièrement l'histoire parlementaire des dernières années, offre la preuve que la représentation nationale, dans un accord parfait avec le gouvernement, est prête à accomplir jusqu'au bout et à l'heure voulue ce que le bien de l'État commande impérieusement. Les opinions diverses qui se combattent en ce moment se confondront en présence de la conviction que le gouvernement de Sa Majesté, de même que la représentation nationale, ne se laissent guider que par leur zèle pour le bien de tous, même alors qu'ils sont forcés de réagir contre les courants violents qui agitent une partie de la population.

Puisse l'esprit conciliant de l'amour pour la patrie commune faire sentir son influence heureuse dans les travaux de cette Diète.

Au nom de S. M. l'Empereur et Roi, je déclare ouverte la Diète de la monarchie.

---

**Italie.** — DISCOURS DU ROI A L'OUVERTURE DU PARLEMENT ITALIEN,  
LE 15 NOVEMBRE 1873.

Messieurs les sénateurs, Messieurs les députés,

En inaugurant à Rome la dernière session parlementaire, je vous ai invités à concentrer toute votre attention sur l'organisation inté-

rieure de l'État. La tâche était longue, difficile, grave. Mais votre patriotisme et les progrès déjà accomplis sont aujourd'hui un gage certain de votre persévérance. C'est par elle seule que nous parviendrons au but que nous indiquent les vœux les plus ardents des populations.

Le réveil de l'activité économique dans toutes les parties du royaume prouve que l'unité et la liberté seules manquaient à l'Italie pour développer les ressources dont elle est si largement dotée.

J'ai confiance dans cette activité croissante, et mon gouvernement aura soin de la seconder par le maintien de la sûreté publique et de l'ordre, ces deux éléments indispensables du travail et du progrès.

L'Italie a montré que Rome a pu devenir la capitale du royaume sans aucun amoindrissement de l'indépendance du Souverain-Pontife dans l'exercice de ses fonctions spirituelles et dans ses rapports avec le monde catholique. Tout en étant décidés à respecter le sentiment religieux et la liberté religieuse, nous ne permettrons pas qu'en invoquant ces droits sacrés on porte atteinte aux lois et aux institutions nationales. (Vifs applaudissements.)

Je suis heureux de vous donner l'assurance que nos relations avec toutes les puissances sont amicales.

Ces bons rapports ont eu une sanction solennelle dans la visite que j'ai faite dernièrement à l'Empereur d'Autriche-Hongrie et à l'Empereur d'Allemagne. (Applaudissements.)

Les témoignages affectueux de sympathie que j'ai reçus de ces souverains et de leurs peuples s'adressaient à l'Italie régénérée, qui a su conquérir, parmi les nations civilisées, la place qui lui appartient.

L'Autriche et l'Italie ont été ennemies sur les champs de bataille. La cause de cette longue lutte une fois disparue, il ne reste désormais que la confiance dans les intérêts communs et dans les avantages d'une amitié assurée. Cette amitié m'est d'autant plus chère qu'elle s'harmonise avec des affections de famille qu'un devoir plus élevé et plus impérieux avait pu maîtriser, mais non pas éteindre dans mon cœur. (Vifs applaudissements.)

L'Italie et l'Allemagne se sont constituées toutes les deux au nom du principe de nationalité. Elles ont su fonder également des Constitutions libérales, sur la base d'une monarchie associée, pendant des siècles, aux douleurs ainsi qu'aux gloires nationales. Les rapports entre les deux gouvernements, conformes aux sympathies entre les deux peuples, sont une garantie du maintien de la paix. (Très-bien.)

Notre désir est de vivre en bonne harmonie avec toutes les nations. Je serai néanmoins le ferme gardien du droit et de la dignité de la nation, (Applaudissements prolongés, cris de : Vive le Roi !)



A cet effet, la nation doit, avant tout, avoir confiance dans ses propres forces. Aussi, je vous recommande les lois qui ont pour objet de compléter l'organisation de l'armée et la défense de l'État. Rien ne me sera plus agréable que de savoir que vous vous occupez du bien-être et de la force de cette armée : je la connais, elle me connaît ; elle a donné et donnera toujours les plus beaux exemples de l'abnégation et de l'honneur. (Applaudissements.)

C'est avec la même sollicitude que je vous recommande notre marine de guerre. Elle est digne de l'avenir auquel l'appellent les anciens souvenirs des marins italiens.

Vous vous occuperez aussi des moyens propres à mener à terme les grands travaux entrepris par l'État pour donner la vie et la prospérité à toutes ses provinces.

Mais pour les armements, pour les œuvres fécondes de la paix, pour la prospérité et le crédit, de même que pour la dignité et la force de l'État, de bonnes finances sont indispensables. Les Italiens ne se sont jamais refusés à faire les sacrifices qui leur ont été demandés dans ce but. C'est à vous d'adopter les mesures nécessaires pour tirer tout le parti possible de ces bonnes dispositions et pour donner au pays la confiance parfaite dans l'avenir à laquelle il aspire ardemment et qu'il est digne de posséder.

Le rétablissement des finances pourra seul faire cesser les inconvénients du cours forcé. Mais nous devons nous appliquer dès à présent à en atténuer les effets en le réglant par des mesures sévères. Un projet de loi spécial vous sera présenté à cet effet.

Pendant la session, mon gouvernement vous présentera des lois importantes sur la justice, sur l'instruction publique et sur l'administration civile.

Messieurs les sénateurs, Messieurs les députés,

Dans la paix, dont j'espère la durée, dans l'ordre et l'union entre les pouvoirs de l'État, les institutions libres pourront se développer avec les progrès civils et le bien-être des populations. C'est ainsi seulement que nous pourrons affirmer avoir achevé notre tâche et avoir, avec l'aide de Dieu, assuré à nos enfants la patrie qui était la première de nos pensées, quand au milieu des épreuves du passé nous gardions en elle une foi inébranlable. (Vifs applaudissements.)

Aujourd'hui, comme alors, j'ai confiance dans la nation. Je sens qu'aujourd'hui, comme alors, la nation a confiance dans son Roi. (Applaudissements prolongés et cris de : Vive le Roi !)

**France.** — MESSAGE ADRESSÉ PAR LE MARÉCHAL DE MAC-MAHON A L'ASSEMBLÉE NATIONALE, LE 17 NOVEMBRE 1873.

Messieurs,

Au moment où va s'ouvrir la discussion sur la prorogation de mes pouvoirs, je crois qu'il est de mon devoir d'indiquer les garanties, sans lesquelles il serait imprudent, selon moi, d'accepter la tâche redoutable de gouverner un grand pays.

Les ministres, conformément aux usages du régime parlementaire, expliqueront les actes du Gouvernement devant l'Assemblée, qui est leur juge souverain, mais lorsque mon autorité est mise en discussion et que ma responsabilité est engagée, personne ne sera surpris que je fasse moi-même connaître ma pensée.

La France, dont les vœux demandent pour le Gouvernement de la stabilité et de la force, ne comprendrait pas une résolution qui assignerait au Président de la République un pouvoir dont la durée et le caractère seraient soumis, dès son début, à des réserves et à des conditions suspensives. (Bruit à gauche. Un membre s'écrie : C'est une insulte.)

Renvoyer aux lois constitutionnelles soit le point de départ de la prorogation, soit les effets définitifs du vote de l'Assemblée, ce serait dire à l'avance que dans quelques jours on remettra en question ce qui sera décidé aujourd'hui.

Je crois désirer plus que tout autre que les lois constitutionnelles nécessaires pour déterminer les conditions d'exercice des pouvoirs publics soient présentées prochainement, et l'Assemblée voudra certainement exécuter sans retard la résolution qu'elle a déjà prise sur ce point. Mais subordonner la proposition qui est en discussion au vote des lois constitutionnelles, ne serait-ce pas rendre incertain le pouvoir que vous voulez créer et diminuer son autorité ?

Si je n'avais consulté que mes goûts, je n'aurais pas parlé de la durée de mes pouvoirs ; toutefois, je cède aux désirs qu'un grand nombre de membres de l'Assemblée ont manifesté de connaître mon opinion à ce sujet.

Je comprends très-bien la pensée de ceux qui, pour favoriser l'essor des grandes affaires ont proposé de fixer la prorogation à dix ans ; mais après avoir bien réfléchi, j'ai cru que le délai de sept ans répondrait suffisamment aux exigences de l'intérêt général et serait plus en rapport avec les forces que je puis consacrer encore au pays.

Si l'Assemblée pense que, dans la position où elle m'a placé, je suis en mesure de rendre encore quelques services, je déclare hautement que j'userai des pouvoirs qui me sont confiés pour la défense des idées conservatrices, car je suis convaincu que la majorité de la

France est attachée à ces principes aussi fermement que la majorité de la représentation nationale.

Le Président de la République,  
(L. S.) *Signé* : Le maréchal DE MAC-MAHON,  
duc de Magenta.

---

**France.** — LOI VOTÉE PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE POUR CONFIER LE POUVOIR EXÉCUTIF POUR SEPT ANS AU MARÉCHAL DE MAC-MAHON.

L'Assemblée nationale a adopté la loi dont la teneur suit :

Art. 1<sup>er</sup>. — Le pouvoir exécutif est confié pour sept ans au maréchal de Mac-Mahon, duc de Magenta, à partir de la promulgation de la présente loi ; ce pouvoir continuera à être exercé avec le titre de Président de la République et dans les conditions actuelles, jusqu'aux modifications qui pourraient y être apportées par les lois constitutionnelles.

Art. 2. — Dans les trois jours qui suivront la promulgation de la présente loi, une commission de trente membres sera nommée en séance publique et au scrutin de liste pour l'examen des lois constitutionnelles.

Délibéré en séance publique, à Versailles, le 20 novembre 1873.

Le président,

(L. S.) *Signé* : L. BUFFET.

Les secrétaires,

(L. S.) *Signé* : L. GRIVART, ALBERT DESJARDINS,

(L.S.) *Signé* : vicomte BLIN DE BOURDON,

(L. S.) *Signé* : FÉLIX VOISIN, FRANCISQUE RIVE,

(L. S.) *Signé* : E. DE CAZENOVE DE PRADINE.

Le Président de la République promulgue la présente loi,

(L. S.) *Signé* : Maréchal DE MAC-MAHON,  
duc de Magenta.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,

(L. S.) *Signé* : E. ERNOUL.

---

**Saint-Siège.** — LETTRE ENCYCLIQUE DE NOTRE TRÈS-SAINT PÈRE LE PAPE PIE IX A TOUS LES PATRIARCHES, PRIMATS, ARCHEVÊQUES EVÊQUES ET A TOUS LES AUTRES ORDINAIRES EN GRACE ET EN COMMUNION AVEC LE SIÈGE APOSTOLIQUE.

Rome, le 24 novembre 1873.

PIE IX, PAPE.

Vénérables Frères,

Salut et Bénédiction apostolique.

Encore que, depuis le commencement de Notre long Pontificat,

Nous ayons eu à subir des afflictions sans nombre et d'amères douleurs, pour différentes causes que Nous avons fréquemment exposées dans Nos lettres Encycliques, le fardeau de Nos souffrances s'est tellement accru dans ces dernières années que Nous en serions presque écrasé si Nous n'étions soutenu par la divine Miséricorde. Plus récemment encore, les choses en sont venues à ce point que la mort même semble préférable à une vie bouleversée par tant d'orages, et que parfois Nous sommes contraint de Nous écrier, les yeux levés au Ciel : « Il serait mieux pour Nous de mourir que de voir les maux des Saints (1). » En effet, depuis que, par la permission de Dieu, cette illustre ville, notre capitale, a été prise par les armes et soumise à la domination d'une race d'hommes contempteurs du droit, ennemis de la religion, et qui mettent sur le même pied les choses divines et humaines, il ne s'est pas passé un seul jour qu'on n'infligeât une nouvelle blessure à Notre cœur transpercé déjà par des injures et des vexations de toutes sortes. Il retentit encore à Nos oreilles l'écho des plaintes et des gémissements de ces religieux et de ces religieuses qui, chassés de leurs maisons et manquant de tout, sont violemment séparés et dispersés, à la façon dont on traite des ennemis et comme on a coutume de faire dans les lieux où domine une de ces factions qui ont pour but de renverser l'ordre social. Car, selon que le disait Antoine le Grand, au témoignage d'Athanase, le diable, à la vérité, déteste tous les chrétiens ; mais, ce qu'il ne peut supporter à aucun prix, ce sont les bons religieux et les vierges de Jésus-Christ. Nous avons même vu récemment ce que Nous ne supposions pas devoir jamais arriver, Nous avons vu supprimer et abolir Notre université grégorienne, cette université qui, selon le témoignage d'un ancien auteur traitant de l'école romaine des Anglo-Saxons, a été fondée afin que les jeunes clercs y vinssent des régions lointaines pour s'instruire dans la doctrine et la foi catholique, et que, préservant ainsi leurs églises d'un enseignement hérétique ou qui serait contraire à l'unité catholique, ils retournassent dans leurs contrées, après s'être affermis dans la vraie foi. Ainsi, l'on Nous enlève peu à peu, par un art perfide, tous les moyens et tous les instruments qui nous servent à diriger et gouverner l'Église. Par où l'on peut voir éclater la fausseté de cette affirmation audacieuse que, dans Notre ville enlevée à Notre pouvoir, on n'a rien enlevé à la liberté du Pontife romain dans l'exercice de son ministère spirituel et dans tous les actes que comprennent ses rapports avec le monde catholique. Au contraire, il devient chaque jour plus manifeste que Nous parlions en toute vérité

(1) 1 Machab., 3, 59.



et en toute justice toutes les fois que Nous avons dénoncé la sacrilège usurpation de Notre pouvoir, comme ayant surtout pour but de ruiner la force et l'efficacité de la primauté pontificale et même, s'il était possible, de faire disparaître entièrement la religion catholique.

Mais ce n'est pas à propos de ces maux dont souffre Notre ville et toute l'Italie, que nous avons surtout résolu de vous écrire. Bien plus, Nous aurions peut-être renfermé ces angoisses de notre âme dans un triste silence, s'il Nous était donné par la clémence divine de pouvoir adoucir les cruelles douleurs dont tant de Nos vénérables frères sont affligés dans d'autres contrées avec leur clergé et leur peuple.

En effet, vous n'ignorez pas, Vénérables Frères, que quelques-uns des cantons de la Fédération helvétique, excités, non pas tant par les hétérodoxes dont quelques-uns ont même repoussé ces attentats, que par les violents partisans des sectes qui se sont partout emparés du pouvoir, ont bouleversé toute règle et miné les fondements mêmes de la constitution de l'Église de Jésus-Christ, non-seulement contre tous les principes de la justice et de la raison, mais en violant la foi publiquement donnée, puisque, aux termes de pactes solennels confirmés par le suffrage et l'autorité des lois de la Confédération, il fallait que la liberté religieuse demeurât complètement assurée aux catholiques. Déjà, dans Notre allocution du 23 décembre de l'année dernière, Nous avons déploré cette violence faite à la religion par les gouvernements de ces cantons, « soit en décidant des dogmes de la foi catholique, soit en favorisant les apostats, soit en interdisant l'exercice du pouvoir épiscopal. » Mais ces justes plaintes portées sur Notre ordre au Conseil fédéral par Notre chargé d'affaires, ont été complètement méconnues, et on n'a pas tenu meilleur compte des requêtes présentées par les catholiques de tout ordre et fréquemment réitérées par l'épiscopat suisse. Bien plus, aux premières injustices on en a joint de nouvelles et de plus graves.

Car, après la violente expulsion de Notre vénérable frère, Gaspard, évêque d'Hébron et vicaire apostolique de Genève, expulsion qui a été pour la victime aussi belle et aussi glorieuse qu'elle a été honteuse et vile pour ceux qui l'ont ordonnée et exécutée, le gouvernement de Genève a promulgué, le 23 mars et le 27 août de cette année, deux lois qui sont entièrement conformes au projet publié le mois d'octobre de l'année d'avant et qui avait été condamné par Nous dans l'allocution dont Nous venons de parler. Or, ce gouvernement s'est arrogé le droit de réformer dans ce canton la constitution de l'Église catholique et de l'amener à une forme démocratique, soumettant l'évêque à l'autorité civile, aussi bien pour l'exercice de sa propre juridiction et de son administration que pour la délégation de

son pouvoir; lui interdisant d'avoir son domicile dans le canton; déterminant le nombre des paroisses et leurs limites; proposant la forme et les conditions d'élection des curés et des vicaires, les cas et le mode de leur révocation ou de leur suspension; attribuant aux laïques le droit de les nommer; confiant de même aux laïques l'administration temporelle du culte; en un mot les plaçant, comme des inspecteurs, à la tête des choses ecclésiastiques. En outre, il a été établi par ces lois que, sans la permission du gouvernement, laquelle serait toujours révocable, les curés et les vicaires ne pourraient exercer aucune fonction ni accepter de dignités plus grandes que celles dont ils auraient été investis par l'élection du peuple; enfin qu'ils seraient tenus vis-à-vis du pouvoir civil par un serment dont les termes constituent une véritable apostasie. Il n'est donc personne qui ne voie que de semblables lois non-seulement sont nulles et de nulle force, à cause du défaut complet de pouvoir chez les législateurs laïques ou même hétérodoxes qui les font, mais à cause des choses qu'ils ordonnent ainsi et qui sont en opposition avec les dogmes de la foi catholique et la discipline de l'Église sanctionnée par le concile de Trente et les constitutions pontificales, en sorte que ces lois doivent être absolument désapprouvées et condamnées par Nous.

C'est pourquoi, en vertu du devoir de Notre charge et par Notre autorité apostolique, Nous les réprouvons solennellement et Nous les condamnons; déclarant en même temps que le serment qu'elles prescrivent est illicite et tout à fait sacrilège; en outre, tous ceux qui, dans le gouvernement de Genève ou ailleurs, ayant été élus selon les dispositions de ces lois ou d'une manière semblable par le suffrage du peuple et la confirmation du pouvoir civil, osent assumer la charge du ministère ecclésiastique, Nous déclarons qu'ils encourent *ipso facto* l'excommunication majeure réservée à ce Saint-Siège et les autres peines canoniques; en conséquence, les fidèles devront les fuir tous, selon l'avertissement divin, comme des étrangers et des voleurs qui ne viennent que pour voler, tuer et perdre les brebis du Seigneur (1).

Tristes et funestes sont les choses que Nous venons de rappeler, mais il est arrivé des choses plus funestes encore dans cinq des sept cantons dont se compose le diocèse de Bâle, à savoir : Soleure, Berne, Bâle-Champagne, Argovie et Thurgovie. Là aussi il a été fait, sur l'élection et la révocation des curés et des vicaires, des lois qui renversent le gouvernement de l'Église et la constitution divine, soumettent le ministère ecclésiastique à une domination séculière et

(1) Joan., 10, 10.

purement schismatique. En conséquence, Nous réprouvons et condamnons ces lois, nommément celle qui a été faite par le gouvernement de Soleure le 23 décembre de l'année 1872, et Nous voulons qu'on les tienne à tout jamais pour réprouvées et condamnées. Or, Notre vénérable frère Eugène, évêque de Bâle, ayant rejeté avec une juste indignation et une constance apostolique certains articles qui lui étaient proposés, après avoir été votés dans un conciliabule ou une *conférence diocésaine*, comme ils disent, dans laquelle siégeaient cinq délégués des cantons susdits, il a été, pour ce fait, dépossédé de son épiscopat, chassé de son palais et violemment poussé en exil. Pourtant, il avait un motif absolument impérieux de repousser ces articles, car ils attaquaient l'autorité épiscopale, renversaient le gouvernement hiérarchique et favorisaient ouvertement l'hérésie. Dès lors, il n'est sorte de fraude et de vexation qui n'ait été commise afin que, dans ces cinq cantons, le peuple et le clergé fussent entraînés au schisme. En même temps qu'on interdisait au clergé tout commerce avec le pasteur exilé, ordre était donné au chapitre de Bâle de procéder à l'élection d'un vicaire capitulaire ou d'un administrateur, comme si le siège épiscopal était réellement vacant; mais le chapitre, par une protestation publique repoussa courageusement la pensée d'un si indigne attentat. Cependant, par sentence et décret des magistrats civils de Berne, soixante-neuf curés du Jura étaient sommés de ne plus remplir la charge de leur ministère, puis d'abdiquer leurs fonctions, et cela pour l'unique motif qu'ils avaient publiquement déclaré ne reconnaître d'autre évêque et pasteur que Notre vénérable frère Eugène et ne vouloir à aucun prix se séparer honteusement de l'unité de l'Eglise. Par suite, il est advenu que tout ce territoire, qui avait constamment gardé la foi catholique et qui précédemment avait été joint au canton de Berne, sous cette condition et avec cette clause qu'il conserverait toujours intact le libre exercice de sa religion, s'est vu privé des réunions paroissiales, des solennités du baptême, des noces et des funérailles, et cela malgré les protestations, les réclamations et les plaintes de la multitude des fidèles, condamnée par cette souveraine injustice à cette alternative ou bien de recevoir des pasteurs hérétiques et schismatiques imposées par l'autorité politique, ou bien d'être privés de tout secours et de tout ministère sacerdotal.

Aussi, Nous bénissons Dieu qui, répandant cette même grâce par laquelle il soulevait autrefois et affermissait les martyrs, soutient aujourd'hui et fortifie cette part choisie du troupeau catholique virilement attachée à son évêque, pendant qu'il élève un mur pour la maison d'Israël afin de ne pas faiblir dans le combat au jour du Seigneur (1).

(1) Ézéch. 43, 5.

Ignorante de la peur, elle suit les traces du chef des martyrs, Jésus-Christ, lorsqu'en opposant la douceur de l'agneau à la férocité des loups, elle combat pour sa foi avec constance et joyeusement.

A l'imitation de cette noble constance des fidèles Suisses, le clergé et le peuple fidèles en Allemagne suivent avec un zèle non moins recommandable les exemples illustres de ses évêques. Ceux-ci, en effet, sont devenus un spectacle au monde, aux anges et aux hommes qui les contemplent, armés de la cuirasse de la vérité catholique et du casque du salut, combattant partout avec vigueur les combats du Seigneur. Oui, de toutes parts on admire d'autant plus leur force d'âme et leur invincible constance et on célèbre d'autant plus leurs vertus par les plus grands éloges que chaque jour s'étend la cruelle persécution soulevée contre eux dans l'empire d'Allemagne et principalement en Prusse.

Après les nombreuses et graves injustices infligées l'année dernière à l'Eglise catholique, le gouvernement prussien, par les lois les plus dures et les plus iniques, tout à fait contraires à sa conduite précédente, a si complètement soumis l'institution et l'éducation des clercs au pouvoir laïque, qu'à celui-ci il appartient de rechercher et de décider de quelle façon les clercs doivent être instruits et formés pour la vie sacerdotale et pastorale. Allant plus loin, il attribue au même pouvoir le droit de connaître et de juger de la collation des charges et bénéfices ecclésiastiques, et même de priver les pasteurs de ces charges et bénéfices. En outre, afin de renverser plus complètement et plus vite le gouvernement ecclésiastique et l'ordre de soumission hiérarchique institué par Notre Seigneur Jésus-Christ lui-même, ces mêmes lois établissent plusieurs empêchements à ce que les évêques, au moyen des censures et des peines canoniques, pourvoient, selon les circonstances, soit au salut des âmes, soit à la pureté de la doctrine dans les écoles catholiques, soit à l'obéissance qui leur est due par les clercs ; en effet, de par ces lois il n'est permis aux évêques d'agir ainsi que selon le bon plaisir de l'autorité civile et conformément aux règles établies par elle-même. Enfin, pour que rien ne manquât à cette oppression totale de l'Eglise catholique, il a été institué un tribunal royal pour les affaires ecclésiastiques, auquel pourront être déférés les évêques et les pasteurs sacrés aussi bien par les hommes qui leur sont soumis que par les magistrats publics, de façon qu'ils passent en jugement comme accusés et qu'ils puissent être contrainsts dans l'exercice de leur charge spirituelle.

Ainsi, la très-sainte Eglise du Christ à qui, par des promesses solennelles et répétées, et par des traités réguliers, les princes souverains avaient garanti la nécessaire et entière liberté de la religion,



aujourd'hui elle pleure dans ces lieux où elle est dépouillée de tous ses droits et en butte aux attaques d'ennemis qui la menacent d'une dernière ruine; car les nouvelles lois tendent à ce qu'elle ne puisse plus exister désormais.

Il n'est donc pas surprenant que l'ancienne tranquillité religieuse ait été gravement troublée dans cet empire par des lois semblables en même temps que par les autres actes des projets du gouvernement prussien contre l'Eglise. Car, s'il faut faire un crime aux catholiques de ne pas acquiescer à ces lois, qu'ils ne peuvent accepter en sûreté de conscience, il faudra, pour le même motif et de la même façon, accuser les apôtres de Jésus-Christ et les martyrs, qui aimèrent mieux subir les supplices les plus atroces et la mort même plutôt que de trahir leur propre devoir et de violer les droits de leur sainte religion en obéissant aux ordres impies des princes persécuteurs. Assurément, Vénérables Frères, s'il n'y avait pas d'autres lois que les lois du pouvoir civil, et si ces lois n'étaient pas d'un ordre supérieur, de telle sorte qu'il faut les reconnaître et qu'il est interdit de les violer; si, par suite, ces mêmes lois civiles constituaient la règle suprême de la conscience, selon la prétention absurde et impie de quelques-uns, les premiers martyrs et ceux qui les ont imités seraient plutôt dignes de blâme que d'honneur et de louange lorsqu'ils répandaient leur sang pour la foi du Christ et la liberté de l'Eglise; bien plus, il n'eût pas été permis, en dépit des lois et malgré les princes, de répandre et de propager la religion chrétienne, en un mot, de fonder l'Eglise. Cependant la foi enseigne et la raison humaine démontre qu'il existe deux ordres de choses et qu'il faut distinguer deux pouvoirs sur la terre : l'un naturel, qui a mission de veiller à la tranquillité de la société humaine et aux affaires séculières; l'autre dont l'origine est au-dessus de la nature, qui est à la tête de la cité de Dieu, c'est-à-dire de l'Eglise de Jésus-Christ, et qui est institué de Dieu pour la paix des âmes et leur salut éternel. Or, les devoirs de cette double puissance ont été très-sagement réglés de façon que l'on puisse rendre à Dieu ce qui est à Dieu, et à César, pour Dieu, ce qui est à César; en effet, *« si César est grand, c'est qu'il est moindre que le Ciel, car César dépend de celui dont dépend le Ciel et toute créature. »* Or, l'Eglise certainement, ne s'est jamais écartée de ce divin précepte, elle qui, partout et toujours, s'applique à pénétrer l'esprit de ses fidèles de la soumission qu'ils doivent inviolablement observer envers leurs princes et les droits séculiers des princes; avec l'Apôtre, l'Eglise a toujours enseigné que les princes le sont non pas pour la terreur de ceux qui font le bien, mais pour la terreur de ceux qui font le mal; et elle ordonne que les fidèles soient soumis non-seulement par crainte de

la colère du prince, et parce qu'il porte le glaive pour châtier celui qui agit mal, mais aussi par conscience et parce que, dans sa charge, le prince est ministre de Dieu. Mais cette crainte des princes, l'Eglise ne l'a jamais recommandée que pour les œuvres mauvaises, et elle l'a complètement exclue de tout ce qui regarde l'observance de la loi divine, car elle se souvenait de ce que saint Pierre enseigne aux fidèles : *Que personne d'entre vous n'ait à souffrir comme homicide, ou voleur, ou calomniateur, ou jaloux du bien d'autrui ; mais si c'est en qualité de chrétien qu'on le fait souffrir, qu'il ne rougisse pas, et qu'il glorifie Dieu par ce nom.*

Les choses étant ainsi, Vénérables Frères, vous comprendrez facilement de quelle douleur Notre âme a dû être remplie, lorsque récemment, dans une lettre que Nous envoyait l'Empereur d'Allemagne lui-même, Nous avons lu une accusation non moins cruelle qu'inattendue contre une partie, à ce qu'il dit, des catholiques qui lui sont soumis, mais surtout contre le clergé catholique de l'Allemagne et contre les évêques. Et quelle est la cause de cette accusation ? C'est que ceux-ci, ne redoutant ni la prison ni les tribulations et n'estimant pas leur vie plus qu'eux-mêmes (1), refusent d'obéir aux lois que Nous avons rappelées, avec la même constance dont ils ont fait preuve avant qu'elles fussent portées, lorsque leurs protestations dénonçaient toute l'injustice de ces lois et qu'ils s'en expliquaient dans de graves supplications, monument de force et de solidité, qu'ils adressaient au prince, à ses ministres et aux Assemblées souveraines du royaume, aux applaudissements du monde catholique tout entier, et même de plusieurs personnages parmi les hétérodoxes. C'est pour cela qu'aujourd'hui, ils sont accusés du crime de trahison, comme s'ils étaient d'accord et conspiraient avec ceux qui s'efforcent de troubler tout l'ordre de la société humaine, et cela malgré des preuves innombrables et éclatantes qui établissent à l'évidence leur fidélité incontestable et leur obéissance envers le prince, et leur zèle ardent pour les intérêts de la patrie.

Bien plus, l'on vient Nous prier Nous-mêmes d'exhorter ces catholiques et ces saints pasteurs à l'obéissance de ces lois, ce qui revient à Nous proposer de travailler Nous-même à opprimer et à disperser le troupeau de Jésus-Christ. Mais, appuyé sur Dieu, Nous avons confiance que le sérénissime Empereur, après avoir mieux compris et pesé les choses, repoussera un soupçon si incroyable et si mal fondé, conçu contre ses plus fidèles sujets, et qu'il ne souffrira pas plus longtemps que leur honneur soit en butte à des attaques si honteuses

(1) Act. 20, 24.

ou qu'on prolonge plus longtemps contre eux une persécution imméritée. Au reste, Nous eussions ici, complètement passé cette lettre sous silence, si, à notre insu et contre tous les usages, elle n'avait été publiée par le journal officiel de Berlin, en même temps qu'une autre lettre écrite par Nous, et dans laquelle Nous faisons appel à la justice de sérénissime Empereur en faveur de l'Eglise catholique en Prusse.

Tous ces attentats que Nous venons d'énumérer sont devant les yeux de tous. Aussi, quand les cénobites et les vierges vouées à Dieu sont privés de la liberté commune à tous les citoyens et chassés avec une brutalité inhumaine ; quand les écoles publiques où l'on instruit la jeunesse catholique sont soustraites de plus en plus chaque jour à la salubre direction et à la vigilance de l'Eglise ; quand les noviciats institués pour exciter la piété, et quand les séminaires eux-mêmes sont fermés ; quand la liberté de la prédication évangélique est interdite ; quand, en certaines parties du royaume, on défend de donner les éléments de l'instruction religieuse dans la langue maternelle ; quand on arrache aux paroisses les curés qu'y avaient placés les évêques ; quand ces évêques eux-mêmes sont privés de leurs revenus ; quand ils sont chargés d'amende et menacés de la prison ; quand les catholiques sont persécutés par toutes sortes de vexations, est-il possible de renfermer dans Notre âme tout ce qui s'offre à Nous et de ne pas appeler en cause la religion de Jésus-Christ et la vérité.

Mais nous ne sommes pas au bout des injustices qui sont infligées à l'Eglise catholique, car il s'y ajoute le patronage ouvertement accordé par le gouvernement prussien et les autres gouvernements de l'empire d'Allemagne à ces nouveaux hérétiques qui se disent *vieux catholiques*, par un abus du mot qui serait ridicule s'il ne fallait au contraire verser des torrents de larmes sur tant d'erreurs monstrueuses accumulées par cette secte contre les grands principes de la foi catholique, sur tant de sacrilèges perpétrés dans la pratique des choses divines et l'administration des sacrements, sur tant de scandales épouvantables, et enfin sur la perte de tant d'âmes rachetées par le sang de Jésus-Christ.

Or, ce que tentent et à quoi tendent ces malheureux fils de perdition, c'est ce qui ressort abondamment de quelques-uns de leurs écrits, mais surtout de l'écrit impudent et impie qui a été publié naguère par celui qu'ils se sont récemment donné comme pseudo-évêque. Lorsqu'ils attaquent et renversent le vrai pouvoir de juridiction qui appartient au souverain Pontife et aux évêques successeurs des apôtres ; lorsqu'ils transfèrent ce pouvoir au peuple, ou, comme ils disent, à la communauté, ils rejettent et combattent le magis-

tère infaillible aussi bien du Pontife romain que de toute l'Église enseignante. Se posant contre l'Esprit-Saint promis par Jésus-Christ à l'Église, pour qu'il demeurât toujours avec elle, ils affirment avec une incroyable audace que le Pontife romain, et avec lui tous les évêques, les prêtres et les peuples unis à lui par l'unité de foi et de communion, sont tombés dans l'hérésie : l'hérésie lorsqu'ils ont sanctionné et professé les définitions du conseil œcuménique du Vatican. C'est pourquoi ils en viennent à nier même l'indéfectibilité de l'Église, et ils blasphèment que cette Église, a péri dans le monde entier; par suite, que son chef visible et les évêques ont failli. D'où ils tirent la nécessité qui s'impose à eux de restaurer un épiscopat légitime dans la personne de leur pseudo-évêque, lequel, étant entré non par la porte, mais par ailleurs, comme un voleur et un larron, appelle lui-même sur sa tête la condamnation de Jésus-Christ.

Cependant, ces malheureux qui minent les fondements de la religion catholique, qui attaquent tous ses caractères et ses propriétés, qui mettent en avant des erreurs si honteuses et si multipliées, ou plutôt qui les ont prises chez tous les vieux hérétiques et qui les ont rassemblées pour les produire ainsi dans le peuple, ils ne rougissent pas de se dire catholiques et *vieux catholiques*, alors que par leur doctrine, leur nouveauté et leur nombre ils rejettent aussi loin d'eux que possible ce double caractère d'ancienneté et de catholicité. Certes, à meilleur droit encore que jadis Augustin contre les donatians l'Église s'élève contre eux, répandue qu'elle est par toute les nations, elle que Jésus-Christ, Fils de Dieu vivant, a fondée sur la pierre, contre laquelle les portes de l'enfer ne prévaudront jamais et avec laquelle celui à qui fut donnée toute puissance dans le ciel et sur la terre, a dit qu'il serait tous les jours jusqu'à la consommation des siècles. « L'Église crie vers son époux éternel : Qu'est ceci que je ne sais quels hommes s'éloignant de moi murmurent contre moi ? Qu'est ceci que des gens perdus prétendent que j'ai péri ? Apprends-moi le peu de durée de mes jours. Combien de temps serai-je dans ce siècle ? Apprends-le-moi, à cause de ceux qui disent : Elle était, et déjà elle n'est plus ; à cause de ceux qui disent : Les écritures sont accomplies, toutes les nations ont cru ; mais chez toutes les nations l'Église a apostasié et elle a péri, et il l'a appris, et sa voix n'a pas été vaine. Mais comment l'a-t-il appris ? *Voici*, dit-il, *que je suis avec vous jusqu'à la consommation des siècles*. Émue de vos discours et de vos fausses opinions, l'Église demande à Dieu qu'il lui marque le peu de durée de ses jours ; et elle trouve que le Seigneur a dit : *Voici que je suis avec vous jusqu'à la consommation des siècles*. Ici, vous direz sans doute : Mais c'est de nous qu'il l'a dit. Nous sommes et nous serons jusqu'à



la consommation des siècles. Interrogez donc Jésus-Christ lui-même : *Et cet évangile, dit-il, sera prêché dans l'univers entier, en témoignage à toutes les nations et alors viendra la fin.* Donc jusqu'à la fin des siècles l'Eglise est chez toutes les nations. *Que les hérétiques périssent, qu'ils périssent en cessant d'être ce qu'ils sont, et qu'on les retrouve ensuite, afin qu'ils soient ce qu'ils ne sont pas (1) »*

Mais ces hommes s'étant enfoncés plus avant et avec plus d'audace dans la voie d'iniquité et de perdition, selon qu'il advient d'ordinaire aux sectes hérétiques par un juste jugement de Dieu, ils ont voulu se faire aussi une hiérarchie. Ils ont donc élu et se sont constitué pour pseudo-évêque un apostat notoire de la religion catholique, Joseph-Hubert Reinkens; puis, afin que rien ne manquât à ce tissu d'imprudences, ils se sont adressés pour sa consécration à ces jansénistes d'Utrecht, qu'eux-mêmes, avant d'abandonner l'Eglise, tenaient, comme tous les autres catholiques, pour des hérétiques et des schismatiques. Cependant ce Joseph-Hubert ose se dire évêque, et, ce qui passe toute croyance, il est, aux termes d'un décret public, reconnu et nommé comme évêque catholique par le sérénissime Empereur d'Allemagne, qui le propose comme devant tenir la place du véritable évêque et comme devant être obéi par tous ses sujets. Or, les principes les plus élémentaires de la doctrine catholique établissent que personne ne peut être tenu pour légitime évêque, s'il n'est uni par la communion de foi et de charité à la pierre sur laquelle est bâtie l'Eglise du Christ; s'il ne s'attache au Pasteur suprême à qui ont été confiées pour les paître toutes les brebis de Jésus-Christ, s'il n'est uni au confirmateur de la fraternité qui est dans le monde. Et, en effet, « c'est à Pierre que le Seigneur a parlé, à lui seul, afin qu'il fondât l'unité par un seul (2). » C'est à Pierre que la souveraineté divine a accordé ce grand et admirable partage de sa puissance, et si elle a voulu que les autres chefs eussent quelque chose de commun avec lui, jamais elle n'a donné que par lui ce qu'elle n'a pas refusé aux autres (3). » De là vient que de ce siège apostolique où Pierre vit, gouverne et donne à ceux qui la demandent la vérité de la loi (4), découlent tous les droits sur tous les membres de la vénérable communion (5), » et il est certain que « ce siège est aux églises disper-

(1) August. in Psalm., 101. en arrat. 2, num. 8, 9.

(2) Pactanus ad Sympron. ep. 3 n. 11. Cyprian. de unitat. Eccles. Optat. contra Parmen. lib. 7, n. 3. Siricus, ep. 5, ad Episcopos ap. Innoc. I, ep. ad Victric. ad conc. Carthag. et Milev.

(3) Leo M. serm. 3. in sua assumpt. Optat. lib. 2, n. 2.

(4) Petr. Chrys. ep. ad Entich.

(5) Concil. Aquil. inter. epp. Ambros. ep 11, in. 4. Hieron. epp. 14 et 16. ad Damas.

sées par le monde comme la tête de ces membres, de sorte que quiconque s'en sépare devient étranger à la religion chrétienne, parce qu'il cesse d'être dans le même corps. (1). »

C'est pourquoi le saint martyr Cyprien, traitant du pseudo-évêque schismatique Novatien, lui dénia même le nom de *chrétien* comme étant séparé et retranché de l'Église de Jésus-Christ : « Qui que ce soit, dit-il, et quel qu'il soit, celui-là n'est pas chrétien qui n'est pas dans l'Église de Jésus-Christ. Quoiqu'il se vante et qu'en termes pompeux il célèbre sa philosophie et son éloquence, celui qui n'a pas conservé la charité fraternelle et l'unité ecclésiastique a perdu même ce qu'il fut auparavant. Comme il n'y a de par le Christ qu'une Église divisée en plusieurs membres par le monde entier, il n'y a qu'un épiscopat répandu par la multiplicité des autres évêques, réunis par la concorde au premier des évêques Or, celui-là (Donatien), après la tradition de Dieu, après l'unité de l'Église catholique rassemblée et jointe de toutes parts, s'efforce de faire une Église humaine. Mais celui qui n'observe ni l'unité de l'esprit, ni l'union de la paix et qui se sépare du lien de l'Église et du collège des prêtres, celui-là ne peut avoir ni le pouvoir, ni l'honneur de l'évêque, car il n'a voulu observer ni l'unité, ni la paix de l'épiscopat (2). »

Nous donc qui, bien qu'indignes, avons été placé sur cette chaire suprême de Pierre pour la garde de la foi catholique, afin de conserver et de défendre l'unité de l'Église universelle, nous conformant à l'exemple de Nos prédécesseurs et aux règles des saintes lois, par la puissance qui Nous est donnée du Ciel, non-seulement nous déclarons que l'élection du dit Joseph-Hubert Reinkens est faite contre la sanction des saints canons, illicite, vaine et absolument nulle, et que sa consécration est sacrilège, non-seulement Nous la rejetons et la détestons, mais, par l'autorité du Dieu tout puissant, Nous excommunions et anathématisons ce même Joseph-Hubert, et avec lui tous ceux qui ont osé l'élire, ceux qui ont prêté les mains à sa consécration sacrilège, tous ceux qui y ont aidé et qui, ayant embrassé son parti, lui ont donné aide, faveur, secours ou consentement. Nous déclarons, édictons et mandons qu'ils sont séparés de la communion de l'Église, et qu'ils doivent être rangés au nombre de ceux dont l'apôtre a tellement interdit le commerce et la fréquentation à tous les chrétiens, qu'il prescrit même de ne plus leur donner salut (3).

(1) Bonif. I, ep. ad Episcopos Thesal.

(2) Cyprian. contra Novatian. ep. 52 ad Antonium.

(3) II Jean., v. 10.

Par tous ces faits, auxquels Nous avons touché plus pour les déplorer que pour les raconter, il vous est suffisamment démontré, Vénérables Frères, combien triste et pleine de périls est la situation des catholiques dans les contrées de l'Europe que Nous avons indiquées. Mais les choses ne vont pas mieux et les temps ne sont pas plus calmes en Amérique, dont certaines contrées sont tellement hostiles aux catholiques que leurs gouvernements semblent nier par leurs actes la foi catholique qu'ils professent. Depuis quelques années, en effet, il s'est élevé là une guerre terrible contre l'Église, ses institutions et les droits de ce Saint-Siège. Si Nous examinions cet État, certes il ne manquerait pas de choses à en dire; mais à cause de la gravité de ces faits, ils ne peuvent être examinés incidemment et nous en traiterons ailleurs plus au long.

Quelqu'un de vous, Vénérables Frères, s'étonnera peut-être de voir s'étendre si loin la guerre qui, de notre temps, est déclarée à l'Église catholique. Mais quiconque, connaissant le caractère, les passions et les projets des sectes, — qu'elles s'appellent maçonniques ou d'un tout autre nom, — les compare avec le caractère, le système et l'étendue de cette conspiration qui, de toutes parts, s'attaque à l'Église, il ne pourra douter un instant que la calamité présente ne doive être rapportée aux ruses et aux machinations de ces sectes. Car c'est en elles que prend sa force la synagogue de Satan, qui arme ses troupes contre l'Église de Jésus-Christ, déploie ses étendards, et livre combat. Dès le commencement, Nos prédécesseurs, sentinelles vigilantes en Israël, ont dénoncé aux Rois et aux peuples ces sectes abominables; puis ils les ont frappées coup sur coup de leurs condamnations. Nous-mêmes, Nous n'avons point failli à ce devoir. Et plutôt à Dieu que les Pasteurs suprêmes de l'Église eussent été mieux écoutés par ceux qui auraient pu détourner une peste si pernicieuse! Mais elle, se glissant à travers les anfractuosités sinueuses, et s'appliquant, sans relâche, à tromper le grand nombre par des ruses perfides, en est enfin arrivée à ce point qu'elle s'élance de son repaire et se produit au grand jour comme étant désormais toute puissante et maîtresse. Le nombre de ceux qui furent séduits de la sorte étant devenus considérables, ces sociétés funestes pensent que leurs vœux vont être accomplis, et que bientôt elles toucheront au but qu'elles se proposent et qu'elles n'ont pas encore atteint. Ayant enfin obtenu ce qu'elles avaient si longtemps souhaité, à savoir, d'être, sur plusieurs points, à la tête du gouvernement, elles en sont venues à rassembler audacieusement leurs forces et tous les moyens que l'autorité peut leur fournir, afin de réduire l'Église de Dieu au plus dur esclavage, de renverser les fondements sur lesquels elle s'appuie, et d'altérer les

caractères divins qui la font briller d'un vif éclat. Quoi de plus ? Ce qu'on veut, c'est, après l'avoir ébranlée par ces assauts répétés, après l'avoir fait défaillir et tomber, de l'exterminer, s'il était possible, par toute la surface du monde. Les choses étant ainsi, Vénérables Frères, donnez tous vos soins à prémunir contre les embûches et la contagion de ses sectes les fidèles confiés à votre garde et à retirer de la perdition ceux qui, par malheur, auraient inscrit leurs noms dans la liste de ses sectes. Mais avant tout, faites connaître et combattez l'erreur de ceux qui, victimes de la ruse ou la voulant répandre, ne craignent pas d'affirmer que ces sociétés ténébreuses n'ont en vue que l'utilité sociale et le progrès d'une mutuelle bienveillance. Exposez-les souvent et placez plus haut devant leurs yeux les constitutions pontificales qui traitent de ce fléau, et enseignez-leur que par ses constitutions sont condamnées non-seulement les sociétés maçonniques instituées en Europe, mais toutes celles qui sont en Amérique et dans tous les pays du globe.

Au reste, Vénérables Frères, puisque nous vivons en des temps qui, nous donnant beaucoup à souffrir, nous fournissent aussi l'occasion de beaucoup mériter, ayons souci avant toutes choses et comme de bons soldats du Christ, de ne pas perdre courage ; au contraire, prenant dans la tempête même où nous sommes ballotés, le ferme espoir d'une tranquillité future et d'un calme plus complet pour l'Église, relevons-nous et relevons avec nous le clergé et le peuple fidèle, nous confiant dans le secours divin et cherchant notre encouragement dans ce noble commentaire de Chrysostome : De toutes parts, les flots montent, dit-il, la tempête est grosse, mais nous ne craignons pas d'être submergés, car nous sommes plantés sur la pierre. Que la mer sévisse ; elle ne pourra dissoudre la pierre, que les flots se dressent ; ils ne peuvent engloutir la barque de Jésus. Rien n'est plus puissant que l'Église. Elle est plus forte que le Ciel même. *Le Ciel et la terre passeront*, dit Jésus-Christ, *mes paroles ne passeront pas*. Quelles paroles ? *Tu es Pierre et sur cette pierre je bâtirai mon Église, et les portes de l'enfer ne prévaudront pas contre elle*. Que si vous ne croyez pas aux paroles, croyez aux faits. Que de tyrans ont tenté d'opprimer l'Église ! Que de bûchers, de fournaises, de dents de bêtes, de glaives acérés ! Et ils n'ont rien pu ! Où sont ces ennemis ! Ils sont livrés au silence et à l'oubli. Et l'Église, où est-elle ? Elle brille avec plus d'éclat que le soleil. Les œuvres que poursuivent ces hommes sont mortes. Celles que l'Église a consacrées sont immortelles. Or, si les chrétiens, quand ils étaient si peu, n'ont pas été vaincus, comment pourriez-vous les vaincre, quand l'univers entier est plein de leur religion ? *Le ciel et la terre passeront ; mes paroles ne passeront*



*pas* (1). C'est pourquoi, sans nous laisser émouvoir par aucun péril et sans hésiter un seul moment, persévérons dans la prière, et appliquons nous à obtenir que tous nous fassions nos efforts pour apaiser la colère céleste provoquée par les crimes des hommes ; afin que Dieu se lève enfin dans sa miséricorde, qu'il commande aux vents et qu'il fasse la tranquillité.

En attendant, Vénérables Frères, et comme témoignage de Notre singulière bienveillance, Nous vous accordons du fond du cœur la Bénédiction apostolique à vous et à tout le peuple confié aux soins de chacun de vous.

Donné à Rome, près Saint-Pierre, le 21 novembre, l'an du Seigneur MDCCCLXXIII, de Notre Pontificat le vingt-huitième.

PIE IX, PAPE.

---

**Roumanie.** — DISCOURS PRONONCÉ PAR LE PRINCE CHARLES, A L'OUVERTURE DE LA SESSION LÉGISLATIVE, LE 27 NOVEMBRE 1873.

Messieurs les sénateurs,  
Messieurs les députés,

L'ouverture de la session du Corps législatif cette année est signalée par un fait remarquable dans notre vie constitutionnelle. La Chambre des députés commence la troisième session ordinaire de sa législative et le Sénat accomplira cette fois-ci le terme fixé par la Constitution pour son renouvellement périodique.

Je salue donc avec une satisfaction plus vive que jamais la réunion de la représentation nationale. Je constate en même temps avec plaisir que pendant tout ce temps, la bonne harmonie n'a jamais cessé d'exister entre les grands pouvoirs de l'État. Le pays, tranquille par cette stabilité, commence à recueillir les fruits des principes conservateurs qui vous ont guidés.

Ce n'est qu'ainsi que mon gouvernement a pu vaincre les difficultés de la situation et poser en même temps les bases d'une réorganisation sérieuse, dont le pays sent fortement la nécessité. Cette œuvre, pour laquelle la garantie du temps est indispensable, a été commencée avec énergie, elle est poursuivie avec activité. C'est à votre concours éclairé qu'elle devra son achèvement. Fort à l'intérieur, un gouvernement sera toujours respecté au dehors.

Nos relations extérieures sont des plus satisfaisantes. J'ai eu maintes occasions pour me convaincre de la confiance qu'inspire aux puissances étrangères l'état actuel de la Roumanie et le progrès qu'elle a réalisé en quelques années. Mon voyage de cet été et les sentiments

(1) *Hom.*, ante exil, n. 1 et 2.

de bienveillance qui m'ont été témoignés de la part des souverains avec lesquels j'ai eu l'honneur de me rencontrer sont pour moi une nouvelle preuve de la considération dont notre pays jouit à l'étranger. Nous ne pouvons que nous féliciter et être reconnaissants de l'intérêt que la puissance voisine a porté à notre exposition, ainsi que de l'accueil gracieux dont j'ai été personnellement honoré par S. M. l'Empereur et Roi d'Autriche-Hongrie.

Je vous fais, en outre, connaître, avec un plaisir tout particulier, messieurs les sénateurs, messieurs les députés, que la convention postale que mon gouvernement a conclue avec l'empire de Russie, et que vous avez ratifiée dans la dernière session, a déjà été mise à exécution. Mon gouvernement aura encore à soumettre à votre approbation, dans la session actuelle, d'autres conventions également conclues avec d'autres puissances.

L'administration des districts a beaucoup gagné par suite des modifications que vous avez introduites dans la loi des conseils départementaux, et aujourd'hui la majeure partie des comptes de districts et communes pour les années révolues est liquidée. Je suis convaincu que, par la modification de la loi communale, vous apporterez dans l'administration des communes des améliorations réclamées par tous.

Grâce aux lois que vous avez votées et aux ressources que vous avez bien voulu accorder par les budgets des années 1872 et 1873, le service télégraphique et postal s'est sensiblement amélioré et ses revenus ont augmenté. Mon gouvernement présentera à votre ratification une convention conclue avec les compagnies de voies ferrées ayant pour objet l'établissement de plus de quatre-vingts nouveaux bureaux télégraphiques sur toutes les stations de chemins de fer, sans avoir recours pour cela à de nouvelles charges budgétaires.

En ce qui concerne le service pénitencier, le gouvernement attend le vote de la loi sur le régime des prisons, ainsi que la délibération sur les ressources dont on pourrait disposer pour effectuer les constructions indispensables. De cette manière il pourra généraliser le système moralisateur du travail qui a déjà été appliqué à Marginéni.

L'administration de la justice dans toutes les branches sera la préoccupation constante de mon gouvernement. Vous avez reconnu vous-mêmes, la session dernière, messieurs les sénateurs, messieurs les députés, que nos lois réclament de nombreuses modifications. Les projets nécessaires pour atteindre ce but, généralement désiré, vous seront présentés par mon ministre au département de la justice. La Commission chargée de la modification du Code de procédure civil s'occupe avec activité de cet important travail qui sera soumis à vos délibérations le plus tôt que faire se pourra.

Non moins préoccupé du personnel appelé à appliquer les lois, mon gouvernement a encore élaboré un projet qui, par l'introduction de certains changements dans la loi actuelle sur l'admissibilité et l'avancement dans les fonctions judiciaires, précise les conditions exigées pour la noble et délicate carrière de magistrats.

Les travaux publics ont pris cette année un nouvel essor. Les résultats bienfaisants de la loi sur la prestation sont éprouvés par le pays entier; en dehors des immenses facilités que les chaussées jusqu'aujourd'hui ont apportées aux communications publiques, l'agriculture, de son côté, n'en a pas moins profité. Dans nos ports principaux d'importantes constructions commencent à s'élever. Le quai du port de Giurgevo a été terminé en grande partie; ceux de Braila et de Galatz sont en voie de construction. Nos voies ferrées actuellement en circulation ont commencé à donner les fruits salutaires que ce puissant moteur de la civilisation a produits dans le monde entier. Les communications, autrefois très-difficiles et coûteuses, ont été facilitées d'une manière inconnue jusqu'aujourd'hui; les plus pauvres en jouissent avec la même facilité que les plus riches et nous pouvons constater avec plaisir le développement de notre commerce, par suite des relations établies entre les différents centres de population d'une extrémité du pays à l'autre.

Le transport de nos céréales à nos ports — source principale des richesses du pays — s'est opéré cette année par les voies ferrées et continue à s'effectuer en grandes quantités et à des prix réduits par rapport aux prix que les cultivateurs payaient jusqu'aujourd'hui.

Relativement aux revenus réalisés, nous pouvons affirmer dès à présent que le bénéfice en faveur des annuités dépassera les prévisions budgétaires.

Par l'Exposition de Vienne nous avons mis en évidence la force productive de notre agriculture et de notre industrie naissante. Le résultat que nous en avons obtenu n'est pas moins flatteur pour nous, vu le nombre considérable de médailles et de récompenses que nos produits agricoles surtout ont obtenues.

Je suis fier de vous annoncer, messieurs les sénateurs, messieurs les députés, le résultat satisfaisant que l'application de la loi sur l'organisation de notre force armée a obtenu. Cette loi, promulguée le 27 mars de l'année dernière, nous a donné, en moins de deux ans, une nouvelle preuve de tout ce que nous pouvons attendre du pays lorsqu'il est question de ses droits et des moyens de les conserver.

Deux concentrations, l'une générale l'année passée et l'autre opérée cette année par division territoriale, ont encore démontré la facilité avec laquelle le peuple roumain se forme dans la noble carrière

des armes. L'armée permanente, l'armée territoriale, les milices et les gardes nationales, tous ces éléments de notre force militaire ont répondu à l'appel qui leur a été fait avec un zèle tout patriotique. En ce qui touche la partie matérielle de cette institution nous avons encore beaucoup à faire ; néanmoins, le matériel du génie a été augmenté, il en est de même du matériel des ambulances et de celui des munitions, dont le manque se faisait profondément sentir.

En outre, l'instruction militaire a été consolidée d'une manière définitive par l'institution d'une école divisionnaire qui, cette année même, a donné les résultats les plus heureux en provoquant une nouvelle émulation parmi nos sergents.

Mon ministre au département des finances vous soumettra, messieurs les sénateurs, messieurs les députés, la situation financière du Trésor public dans toutes ses parties et dans tous ses détails. Cette situation n'a pas beaucoup changé depuis la fin de la dernière session. L'application de la loi, concernant le dernier impôt que vous avez voté sur les établissements de boissons spiritueuses, a donné des résultats qui ont dépassé toute attente ; néanmoins l'énorme crise qui subsiste depuis plusieurs mois dans le monde financier et qui a constamment augmenté, a aussi pesé sur les finances de notre pays en portant atteinte au crédit général, ce qui a réagi d'une manière défavorable sur la productibilité de quelques-uns de nos principaux revenus indirects. Cette crise, sans précédents par son étendue et sa durée, a, pour un moment et pour la première fois, provoqué une faible baisse sur nos effets publics. Mais, en comparant cette baisse sans importance à celle dont les effets publics étrangers ont été frappés, nous ne pouvons que nous féliciter et être satisfaits de la solidité de notre crédit à l'intérieur aussi bien qu'à l'étranger.

Par l'institution d'une banque d'escompte et de circulation, le crédit et les transactions commerciales ne feront qu'acquérir un plus large développement. Mon gouvernement vous présentera un projet de loi à ce sujet.

Avec l'excédant provenant du dernier impôt, contre toute prévision, le budget de l'année 1874, qui a été voté avec un déficit de plus de 2 millions, se présente aujourd'hui sous des conditions satisfaisantes.

En une période de deux années et demie, mon gouvernement, de concert avec vous, a surmonté et a résolu de grandes et nombreuses difficultés qui pesaient lourdement sur le pays et le Trésor public. Ce résultat a été obtenu par l'émission de l'emprunt domanial et par l'augmentation graduelle des revenus de l'État, augmentation s'élevant à une somme annuelle de 19 millions environ. Aujourd'hui il ne



nous reste qu'à équilibrer la situation du Trésor public, en avisant aux moyens les plus efficaces pour combler le vide constaté dans la session dernière, pour couvrir les différents crédits qui peuvent encore être demandés, ainsi que pour satisfaire aux charges afférentes au budget de l'année 1875.

Non-seulement les besoins matériels, mais encore ceux d'un ordre moral, ont été l'objet constant de la sollicitude des pouvoirs publics de l'État. Un pas immense a été fait à cet égard. Par la loi que vous avez votée l'année passée, concernant l'élection des métropolitains et des évêques et l'institution du saint-synode, et en pourvoyant aux vacances des sièges épiscopaux, vous avez réédifié l'Église roumaine sur les anciennes bases que les canons œcuméniques et les traditions nationales lui avaient assignées. L'institution d'une autorité suprême qui représente l'Église roumaine, au dedans comme au dehors, assure le respect des dogmes et le maintien de la discipline ecclésiastique. Ce que vous avez fait pour l'Église, vous ne tarderez pas, j'en suis sûr, à le faire aussi pour l'instruction publique; une expérience de plusieurs années nous a suffisamment démontré que, dans la loi actuelle, il y a aussi des lacunes à combler et de nouvelles dispositions à ajouter. Je n'ai aucun doute que vous n'apportiez également votre attention éclairée sur des réformes si importantes.

Messieurs les sénateurs,

Messieurs les députés,

Par ce qui précède, il vous sera facile d'apprécier combien sont nombreux et importants les travaux qui vont être soumis à vos délibérations dans la session actuelle.

Mon gouvernement a préparé les matériaux de cette œuvre. De votre côté, j'en ai la conviction, vous voudrez bien apporter à cette œuvre patriotique votre puissant concours.

Animés par le désir du bien public, vous serez unis en une seule et même pensée, en une volonté unique : l'affermissement et la prospérité de notre patrie bien-aimée.

Dieu bénisse vos travaux !

---

**Serbie.** — DISCOURS PRONONCÉ PAR LE PRINCE MILANO A L'OUVERTURE DE LA SEKUPITCHINA, LE 27 NOVEMBRE 1873.

Messieurs les députés,

En me retrouvant au milieu des représentants de la nation, ma première pensée, mon premier désir est de vous souhaiter cordialement la bienvenue.

Depuis votre dernière réunion, aucun événement extraordinaire n'est venu détourner mon attention du cours normal des affaires de l'État.

Les lois que vous avez votées dans la dernière session ont été promulguées et sont maintenant en pleine exécution.

La crise commerciale et financière qui s'est produite sur les principaux marchés du monde, sans avoir pu être surmontée jusqu'à présent, a fait à notre commerce une situation extrêmement difficile. Les mauvaises années qui ont précédé ont rendu les conséquences de cette crise encore plus sensibles. Mon gouvernement est venu en aide au commerce du pays autant que le lui ont permis les moyens restreints dont il disposait, et l'expérience faite cette année prouve de la manière la plus concluante combien il est nécessaire que notre commerce ne soit pas réduit à dépendre presque exclusivement du crédit étranger. Pour y parvenir, nous devons nous consacrer le plus sérieusement possible au développement de l'agriculture et de l'industrie.

Dans le cours de cette année, j'ai entrepris un voyage à l'étranger. Je suis heureux de pouvoir vous dire que j'ai été accueilli partout avec une grande distinction, et particulièrement par S. M. l'Empereur d'Autriche, Roi de Hongrie. De même, la cordiale réception que m'a faite le Président de la République française, S. Exc. le maréchal de Mac-Mahon, a laissé en moi un souvenir ineffaçable. En vous en parlant avec reconnaissance, il m'est agréable de constater que les distinctions dont j'ai été l'objet sont pour moi une nouvelle preuve de l'amitié et de l'estime qu'on a pour la nation serbe.

Mes relations avec la cour suzeraine et les puissances garantes sont inspirées de ma part par le désir d'assurer à la Serbie non seulement le respect de ses droits, mais encore la bienveillance et l'appui de ces hautes cours. J'ai lieu d'espérer que cette attitude de notre part n'aura que de bonnes conséquences pour la solution de nombreuses questions qui intéressent notre pays, et qu'on ne peut pas mener à bonne fin à moins de dispositions conciliantes de part et d'autre.

De retour de mon voyage, j'ai accepté la démission de mon précédent ministère et j'ai entrepris la formation d'un nouveau cabinet. Dans ce but, je me suis adressé à des hommes dont le passé et l'expérience politiques me donnent l'assurance qu'ils géreront les affaires de l'État dans l'esprit de notre Constitution, animés du respect de la légalité et guidés par le désir du progrès. Leur dévouement envers la dynastie des Obrenowich est pour moi hors de doute. Leur ayant accordé mon entière confiance, je me crois en droit d'espérer maintenant que les représentants de la nation, à leur tour, leur prêteront leur appui dans tout ce qui concerne le bien de notre chère patrie, en se livrant avec patriotisme à l'examen consciencieux des projets de lois qu'ils leur soumettront et à l'appréciation de leurs actes.

Mes ministres, n'étant en fonctions que depuis peu de temps, ne pourront pas vous soumettre des projets de loi sur tout ce qu'il y aurait à entreprendre dans les différents services publics. Étant responsables de tous leurs actes, il est juste de leur laisser le temps de connaître à fond les affaires qui leur sont confiées. D'ailleurs, la précipitation est toujours fâcheuse, et particulièrement dans les questions de législation. Mes ministres se borneront donc pour cette fois à soumettre à votre appréciation les mesures indispensables et ceux des projets de lois dont l'urgence est pour ainsi dire évidente, et dont l'ajournement pourrait être préjudiciable aux intérêts de l'État.

Dans cet ordre d'idées, vous trouverez tout à fait naturel que la question des chemins de fer, qui n'a pu arriver au résultat désiré sur la base du plan précédemment élaboré, doive être l'objet de nouvelles études. Personne ne contestera l'immense importance de cette question dans laquelle les erreurs et les différences, en apparence insignifiantes, se traduisent par millions. Nous reconnaissons tous que c'est une question vitale pour notre patrie, et qu'elle doit être le plus tôt possible amenée à une solution. C'est une des études les plus importantes dont mon gouvernement aura à s'occuper, et au sujet de laquelle il soumettra ses propositions à la prochaine Assemblée nationale.

Messieurs les députés, j'appelle votre attention spéciale sur la nécessité de conserver l'équilibre dans notre budget. Il est généralement connu qu'on ne jouit de crédit qu'à condition de conserver cet équilibre et de faire régner un bon ordre dans les finances de l'État. Or, sans un bon crédit, il nous sera difficile de réussir dans les travaux auxquels nous nous vouerons en vue du développement matériel du pays.

J'attends de vous, Messieurs les députés, que vous vous livriez à l'examen des projets de lois que vous soumettront mes ministres avec cette attention patriotique, cette sagesse et cette indépendance que le prince de Serbie est en droit d'attendre des représentants de la nation.

Consacrons-nous à agir dans cet esprit et unissons nos forces pour contribuer chacun pour sa part et tous ensemble à la prospérité et à un meilleur avenir de notre chère patrie.

Que Dieu daigne bénir vos travaux !

---

**États-Unis d'Amérique.** — MESSAGE DU PRÉSIDENT GRANT AU CONGRÈS, LE 2 DÉCEMBRE 1873.

Nous avons été informés officiellement de l'existence de l'état de guerre entre la Hollande et le Sultan d'Achin. Les fonctionnaires des

États-Unis qui sont près du théâtre des hostilités ont, en conséquence, reçu avis d'avoir à observer la plus stricte neutralité. Il y a lieu de croire qu'ils ont obéi à ces instructions.

Le gouvernement ottoman et celui d'Égypte ont récemment manifesté l'intention d'enlever aux consuls étrangers les pouvoirs de juridiction et qu'ils ont exercés jusqu'ici dans les États turcs d'organiser des tribunaux spéciaux. Néanmoins, comme le Congrès a voté des lois qui confèrent aux consuls des États-Unis dans ces pays le droit d'exercer des fonctions judiciaires, en vertu du traité de 1830, je ne me suis pas cru libre d'accepter formellement les modifications proposées sans l'assentiment du Congrès, dont la décision sur ce sujet est vivement sollicitée à une époque aussi rapprochée que possible.

Je transmets avec les présentes une demande de la République de Santo Domingo tendant à l'exercice d'un protectorat américain sur cette République, et j'appelle l'attention de la décision du Congrès sur ce sujet.

Depuis l'ajournement du Congrès, les traités suivants ont été conclus avec les puissances étrangères : Une convention de naturalisation avec le Danemark ; une convention avec le Mexique pour le renouvellement des pouvoirs de la commission des réclamations ; un traité d'amitié, de commerce et d'extradition avec l'État libre d'Orange, et une convention de naturalisation avec l'Équateur. •

Je renouvelle la recommandation faite dans mon message de décembre 1870, priant le Congrès d'autoriser le postmater général d'informer de leur nomination, par l'entremise de son département, tous les fonctionnaires publics.

J'appelle particulièrement l'attention du Congrès sur les lois des États-Unis concernant l'expatriation et l'élection de nationalité par les individus. Beaucoup de citoyens des États-Unis résident d'une manière permanente à l'étranger avec leurs familles, sous les provisions de l'Acte approuvé en 1855.

Les enfants de ces personnes doivent être considérés et traités comme citoyens des États-Unis, mais les droits de citoyen ne s'étendent pas aux personnes dont les parents n'ont jamais résidé aux États-Unis. Il est ainsi arrivé que des personnes qui n'ont jamais résidé aux États-Unis ont pu invoquer la protection des États-Unis contre l'appel au service militaire par le gouvernement sous la protection duquel ils sont nés et ont été élevés.

Dans certains cas même, des citoyens naturalisés aux États-Unis sont retournés à leur pays d'origine avec l'intention d'y rester, et leurs enfants, issus d'un mariage contracté depuis leur retour, et qui



n'avaient jamais été aux États-Unis, ont réclamé notre protection quand le cours du temps leur avait imposé l'obligation du service militaire pour le seul gouvernement qui les eût connus jusqu'à l'année 1868. Les opinions des tribunaux et des juristes se sont partagées sur le point de savoir jusqu'à quel point la doctrine de l'allégeance perpétuelle tirée de nos anciennes relations coloniales avec la Grande-Bretagne était applicable aux citoyens américains.

Le Congrès a alors sagement fixé ces doutes en disposant que toute déclaration, instruction, opinion, ordre ou décision d'une branche quelconque de ce gouvernement qui dénie, restreint, altère ou met en question le droit d'expatriation, est en opposition avec les principes fondamentaux de ce gouvernement; mais le Congrès n'a pas indiqué dans ce statut, et n'a pas indiqué depuis, quels actes doivent être considérés comme établissant le fait d'expatriation, et pour ma propre gouverne, lorsque j'ai eu à résoudre telles questions soulevées par les exigences de la Constitution, j'ai dû prendre l'opinion écrite du principal agent de chaque département exécutif.

Le résultat me démontre qu'un supplément de législation est nécessaire. Je recommande, en conséquence, ce sujet aux études attentives du Congrès. Je transmets ci-joint copie des diverses opinions des principaux agents des départements exécutifs, de même que d'autres correspondances et renseignements importants sur ce sujet. Les États-Unis, qui ont pris l'avance dans l'abolition de la doctrine féodale de l'allégeance perpétuelle, sont des derniers à déterminer comment leurs propres citoyens peuvent faire élection d'une autre nationalité. Les papiers ci-joints indiquent ce qui est nécessaire pour nous mettre au pair avec les autres principales nations en liberté de législation sur cette question internationale.

Nous avons déjà dans nos traités adhéré aux principes qui doivent être incorporés dans les lois destinées à accomplir ces résultats. Nous avons admis que les citoyens des États-Unis cessent d'être citoyens, et peuvent volontairement se soumettre à l'allégeance d'autres puissances. Nous avons admis que la résidence en pays étranger, sans intention de retour, constitue le fait d'expatriation. Nous sommes tombés d'accord, dans certains cas, sur la longueur de temps nécessaire pour cet objet.

J'invite le Congrès à déterminer quand et comment l'expatriation peut être accomplie, afin de fixer par une loi la condition des femmes américaines qui épousent des étrangers, ainsi que l'état civil des enfants nés à l'étranger de parents américains, résidant d'une façon plus ou moins permanente à l'étranger, et de faire des règlements sur divers autres points à la convenance du Congrès.

Conformément au vœu du Congrès, j'ai transmis au ministre américain à Madrid, avec l'invitation de la présenter au gouvernement espagnol, la résolution approuvée le 3 mars dernier, offrant au peuple espagnol, au nom du peuple américain, les félicitations du Congrès sur ses efforts pour consolider en Espagne les principes de liberté universelle sous la forme d'un gouvernement républicain. L'existence de cette nouvelle république a été inaugurée par l'abolition de l'esclavage à Porto Rico. Cette mesure bienfaisante a été suivie de la libération de plusieurs milliers de personnes illégalement retenues comme esclaves à Cuba. Ensuite le capitaine général de cette colonie a été privé du pouvoir de mettre de côté les ordres des autorités supérieures de Madrid, qui était un privilège de sa place depuis 1825.

Les propriétés sequestrées de citoyens américains, qui avaient été la cause d'une longue et fréquente correspondance, ont dû être par ordre rendues à leurs propriétaires. Toutes ces mesures libérales ont été prises en face d'une violente opposition dirigée par les propriétaires d'esclaves révolutionnaires de la Havane, qui s'efforcent vainement d'arrêter la marche des idées qui ont détruit l'esclavage dans la chrétienté, Cuba seule exceptée. Malheureusement, cette funeste influence a jusqu'ici réussi à paralyser les efforts de tous les hommes libéraux d'Espagne pour abolir l'esclavage à Cuba, et à empêcher l'exécution des réformes promises dans cette île.

La lutte pour la suprématie politique continue; le parti esclavagiste et aristocratique de Cuba se met de plus en plus ouvertement en hostilité vis-à-vis du gouvernement métropolitain, tout en maintenant un lien politique avec la république de la Péninsule; et quoiqu'il usurpe et défie l'autorité du gouvernement métropolitain toutes les fois que cette usurpation et ce défi tendent dans le sens de l'oppression et du maintien des abus, il n'en est pas moins une puissance à Madrid, et reconnu comme tel par le gouvernement.

Ainsi un élément plus dangereux pour la continuité des relations coloniales entre Cuba et l'Espagne que celui qui a inspiré l'insurrection à Yara; un élément opposé à tout redressement des abus dans les affaires publiques, sans aucune aspiration à la liberté, ne commandant aucune sympathie dans les cœurs généraux, visant à river plus étroitement les chaînes de l'esclavage et de l'oppression, — s'est emparé de plusieurs des attributs du pouvoir à Cuba, et, sous des semblants de fidélité à la mère-patrie, épuise les ressources de l'île et commet des actes qui sont en contradiction flagrante avec ces principes de justice, de libéralisme et de droit qui donnent un caractère de noblesse à une république. Dans l'intérêt de l'humanité,

de la civilisation et du progrès, il faut espérer que cette mauvaise influence sera bientôt détournée.

Le steamer *Virginus* a été, le 26 septembre 1870, régulièrement enregistré au port de New-York comme appartenant à la marine marchande du pays. Le 4 octobre 1870, ayant reçu le certificat de son immatriculation dans la forme légale, il est parti du port de New-York, et n'a plus été depuis sous la juridiction territoriale des États-Unis. Le 31 octobre dernier, tandis qu'il naviguait en pleine mer sous le pavillon des États-Unis, il a été saisi de vive force par la canonnière espagnole *Tornado*, et conduit dans le port de Santiago de Cuba, où nombre de ses passagers ont été inhumainement et, au moins en ce qui concerne ceux qui étaient citoyens des États-Unis, mis à mort sans procès régulier.

C'est un principe bien établi, affirmé par les États-Unis depuis le commencement de leur indépendance nationale, reconnu par la Grande-Bretagne et par d'autres puissances maritimes, et proclamé par le Sénat, dans une résolution prise à l'unanimité le 16 juin 1858, que les vaisseaux américains en pleine mer, en temps de paix, portant le pavillon américain, restent sous la juridiction du pays auquel ils appartiennent, et, par conséquent, toute visite, molestation ou destruction d'un tel navire par un pouvoir étranger, constitue une dérogation à la souveraineté des États-Unis.

En accordance avec ce principe, la restitution du *Virginus* et la remise des survivants de ses passagers et de son équipage, de même qu'une convenable réparation au drapeau et la punition des autorités qui se sont rendues coupables des actes de violence illégale, ont été demandées. Le gouvernement espagnol a reconnu la justice de la demande et a pris des mesures pour la remise immédiate du navire et des survivants de ses passagers et de son équipage, ainsi que pour le salut du drapeau, et pour un jugement en vue de punir ceux contre qui il sera prouvé qu'ils se sont rendus coupables d'actes illégaux de violence contre des citoyens des États-Unis, de même aussi que pour donner des dommages-intérêts à ceux qui pourront prouver y avoir droit.

Une copie du protocole d'une conférence entre le secrétaire d'État et de ministre espagnol, dans laquelle les termes de cet agrément ont été consentie, est ci-jointe. La correspondance à ce sujet avec la légation des États-Unis, est en chiffres, et par câble, et a besoin d'être collationnée avec le texte primitif. Il m'a semblé exigé par l'importance de cette affaire de ne pas vous soumettre cette correspondance jusqu'à ce que le texte exact en puisse être reçu par la malle. Il est prochainement attendu, et vous sera soumis dès qu'il sera reçu. En

en restant là sur ce sujet pour le moment, je désire réitérer l'expression que ma conviction que l'existence de l'esclavage africain à Cuba est la principale cause de la lamentable condition de l'île.

Je ne doute pas que le Congrès ne partage mon espoir qu'il disparaîtra prochainement, et que la paix et la prospérité suivront de près l'abolition. La saisie de propriétés américaines à Cuba ; la cruauté contre des citoyens américains contre lesquels n'a été prouvé aucun acte d'hostilité envers le gouvernement espagnol ; le meurtre de prisonniers pris les armes à la main ; et, finalement, la capture en pleine mer d'un bâtiment naviguant sous le pavillon des États-Unis et portant des papiers américains ; tous ces actes ont soulevé une explosion d'indignation qui a pour un moment semblé nous entraîner à la guerre.

Pendant les négociations entre les États-Unis et le gouvernement espagnol au sujet de cette capture, j'ai autorisé le secrétaire de la marine à mettre notre établissement naval sur le pied de guerre, dans la mesure au moins des crédits annuels pour cette branche du service, confiant dans le Congrès et dans l'opinion publique du peuple américain pour justifier ma conduite.

---

**Suisse.** — M. CÉRÉSOLE A Mgr AGNOZZI, CHARGÉ D'AFFAIRES  
DU SAINT-SIÈGE.

Bern, le 12 décembre 1873.

Le Conseil fédéral a reçu le 8 de ce mois, par la légation de la Confédération suisse auprès de S. M. le Roi d'Italie, communication du texte officiel d'un document intitulée « *Epistola encyclica* » que S. S. le Pape Pie IX a adressé en date du 21 novembre 1873 aux patriarches, primats, archevêques et évêques de l'Église catholique.

Si ce document, qui a reçu en Suisse la publicité complète à laquelle lui donne droit la liberté de la presse, se bornait à promulguer sur les questions de doctrine ou de discipline ecclésiastique les décisions du souverain pontife de l'Église romaine, le Conseil fédéral n'aurait point à s'en occuper. Il a respecté jusqu'ici et il s'efforcera toujours de faire respecter la liberté de croyance dans les diverses confessions. Par les propositions qu'il a faites, il y a plusieurs mois déjà, à l'Assemblée fédérale pour le règlement constitutionnel des questions ecclésiastiques, il a prouvé, ainsi que M. le chargé d'affaires du Saint-Siège lui-même l'a reconnu dans un entretien récent avec le président de la Confédération, qu'il est animé à l'égard de tous les cultes d'un esprit de justice et d'impartialité.

Mais l'encyclique *Etsi multa luctuosa*, du 21 novembre 1873, renferme et précise à l'égard de diverses autorités légitimement consti-



tuées en Suisse et de certaines décisions que ces autorités ont régulièrement prises, des accusations de la nature la plus directe et la plus grave.

Au nombre de ces accusations figurent celle d'avoir violé la foi publique (*obstante etiam data publice fide*) et celle d'avoir, par l'expulsion d'un prêtre du territoire suisse, commis un acte honteux et plein d'ignominie pour ceux qui l'ont ordonné comme pour ceux qui l'ont exécuté (*foeda et indecora mandantibus atque exequentibus*).

Bien que le pouvoir temporel des papes n'existe plus, le Conseil fédéral avait cru devoir maintenir jusqu'ici des rapports diplomatiques et officiels avec le Saint-Siège. Il l'a fait par égard pour le Souverain Pontife et sa situation présente, par considération personnelle pour le chargé d'affaires actuel du Saint-Siège, à l'esprit conciliant duquel il se plaît à rendre hommage, et par respect pour les sentiments religieux des catholiques suisses.

Mais puisqu'au mépris de ces relations et des égards qui en sont la conséquence élémentaire, le Pape profère avec éclat contre les autorités suisses et leurs actes des accusations graves et répétées, il est du devoir et de la dignité du Conseil fédéral de reconnaître qu'une représentation diplomatique permanente du Saint-Siège de Suisse est devenue inutile.

Le Conseil fédéral a en conséquence l'honneur de porter à la connaissance de monseigneur Agnozzi, et de l'inviter à porter à la connaissance de son Gouvernement, qu'à dater de ce jour, et par le fait du Saint-Siège, la Confédération suisse ne peut plus reconnaître le chargé d'affaires du Pape comme représentant diplomatique accrédité auprès d'elle.

Le Conseil fédéral prie monseigneur Agnozzi de bien vouloir lui faire connaître la date à laquelle il se propose de fixer son départ. Il prendra les mesures nécessaires pour que jusqu'à ce moment le chargé d'affaires du Saint-Siège jouisse de tous les égards qui sont dus à son caractère diplomatique.

En exprimant à monseigneur Agnozzi le regret qu'il éprouve de devoir prendre la détermination qui fait l'objet de la présente note, le Conseil fédéral saisit cette occasion pour l'assurer de sa considération distinguée.

Au nom du Conseil fédéral suisse :

*Le président de la Confédération,*  
CÉRÉSOLE.

*Le chancelier de la Confédération,*  
SCHIESS.



# QUESTION D'ORIENT

---

## AFFAIRE DU CANAL DE SUEZ

---

M. DE LESSEPS AU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

(*Extrait.*)

Paris, le 22 mars 1872.

Monsieur le ministre, j'ai l'honneur de transmettre à Votre Excellence, sous ce pli, une copie de la décision prise par le conseil d'administration de la Compagnie universelle du canal maritime de Suez, dans sa séance du 4 mars 1872, et qui détermine le mode de perception des droits de transit qui sera appliqué, à dater du 1<sup>er</sup> juillet prochain, aux navires passant par le canal de Suez.

Veuillez agréer, etc.

*Signé* : CH. AIMÉ DE LESSEPS.

---

### ANNEXE

(*Extrait.*)

Le conseil d'administration de la Compagnie universelle du canal maritime de Suez,

Vu les articles 14 et 17 de l'acte de concession du 5 janvier 1856, ainsi conçus :

Art. 14. Nous déclarons solennellement, pour nous et nos successeurs, sous la réserve de la ratification par S. M. I. le Sultan, le grand canal maritime de Suez à Peluse et les ports en dépendant ouverts à toujours, comme passages neutres, à tout navire de commerce traversant d'une mer à l'autre, sans aucune distinction, exclusion ni préférence de personnes ou de nationalités, moyennant le paiement des droits et l'exécution des règlements établis par la Compagnie universelle concessionnaire pour l'usage dudit canal et dépendances.

Art. 17. Pour indemniser la Compagnie des dépenses de construction, d'entretien et d'exploitation qui sont mises à sa charge par les présentes, nous l'autorisons dès à présent, et pendant toute la

durée de sa jouissance, telle qu'elle est déterminée par les paragraphes 1<sup>er</sup> et 3 de l'article précédent, à établir et percevoir, pour le passage dans les canaux et les ports en dépendant, des droits de navigation, de pilotage, de remorquage, de halage ou de stationnement, suivant des tarifs qu'elle pourra modifier à toute époque, sous la condition expresse :

1° De percevoir ces droits, sans aucune exception ni faveur, sur tous les navires dans des conditions identiques;

2° De publier les tarifs, trois mois avant la mise en vigueur, dans les capitales et les principaux ports de commerce des pays intéressés;

3° De ne pas excéder, pour le droit spécial de navigation, le chiffre maximum de 10 francs par tonneau de capacité des navires et par tête de passager;

. . . . .

Décide :

1° A partir du 1<sup>er</sup> juillet 1872, la Compagnie universelle du canal maritime de Suez percevra le droit spécial de navigation de 10 francs par tonne sur la capacité réelle des navires.

2° Le *gros tonnage*, ou tonnage brut, inscrit sur les papiers de bord des navires jaugés d'après la méthode anglaise *actuellement en usage* servira de base à cette perception.

3° Les navires de toutes nations dont les papiers de bord n'indiqueront pas ce tonnage établi d'après la méthode ci-dessus, y seront ramenés au moyen du barème le plus récent de la Commission internationale du Bas-Danube, rectifié ou complété au besoin.

4° Les bâtiments qui n'auraient pas de papiers de bord, ou n'en auraient que d'incomplets, seront jaugés par les agents de la Compagnie d'après la règle *actuellement en usage* en Angleterre pour mesurer les navires chargés.

5° Tous les espaces couverts à demeure ou provisoirement, qui ne seraient pas compris dans le tonnage officiel du navire, seront jaugés par les agents de la compagnie suivant la règle *actuellement en usage* en Angleterre. Le tonnage obtenu sera soumis à la taxe.

6° Les bâtiments d'État seront traités, pour la perception des droits dus à la compagnie, conformément aux règles appliquées aux navires de commerce.

Tout en adoptant comme base de la perception de ses droits, le tonnage résultant du mode de mesurage d'après la méthode indiquée, la Compagnie du canal maritime de Suez ne renonce pas, pour l'avenir, à l'application de tel mode nouveau de jaugeage qui se pré-



senterait avec des avantages de précision supérieurs à tous ceux du mode actuel.

Fait et délibéré le 4 mars 1872.

*Le Président-Directeur,*  
*Signé : FERD. DE LESSEPS.*

---

M. DE RÉMUSAT AU COMTE DE VOGÜÉ, A CONSTANTINOPLE.

(Extrait.)

Versailles, le 25 juillet 1872.

Monsieur le comte, vous savez que l'aggravation de charges résultant, pour le commerce maritime, du nouveau mode adopté par la Compagnie du canal de Suez, pour le calcul du droit de tonnage qu'elle est autorisée à percevoir, a soulevé de la part des intéressés de nombreuses réclamations, que leurs Gouvernements respectifs, ainsi que le Gouvernement ottoman, sont en ce moment accupés à examiner.

En réponse aux communications qui m'ont été adressées par les représentants de quelques puissances maritimes, dans le but de connaître l'opinion du Gouvernement français sur la suite que comporteraient ces réclamations, j'ai annoncé l'intention de m'abstenir de toute intervention diplomatique jusqu'à l'issue du procès que la Compagnie des messageries maritimes a intenté, en France, à la Compagnie du canal de Suez. La question me paraît, en effet, devoir tomber d'elle-même si nos tribunaux décident que les déclarations antérieures de cette dernière Compagnie lui imposent l'obligation de prendre, comme par le passé, pour base de ses perceptions, le tonnage inscrit sur les papiers de bord ; ce serait donc seulement le cas d'une décision en sens contraire qu'il y aurait lieu de rechercher jusqu'à quel point l'interprétation que la Compagnie de Suez donne aujourd'hui aux mots *tonneau de capacité* est conforme au sens que le Gouvernement territorial a entendu leur attribuer dans le firman de concession. Je suis d'ailleurs disposé, pour ma part, à considérer cette interprétation comme équitable, puisqu'elle tend à prendre pour base de perception le nombre de tonneaux représentant la capacité utile du navire, au lieu du nombre de tonneaux, toujours inférieur à la réalité, qui s'obtient par l'application des méthodes de jaugeage en vigueur chez les différentes nations.

Agréez, etc.

*Signé : DE RÉMUSAT.*

LE COMTE DE VOGÜÉ, A CONSTANTINOPLE, A M. DE RÉMUSAT.

(Extrait.)

Péra, le 48 décembre 1872.

Monsieur le ministre, j'ai eu l'honneur de vous faire connaître la demande qui avait été adressée à la Sublime Porte par la Compagnie des messageries maritimes, à l'effet d'obliger la Compagnie du canal de Suez à revenir à l'ancien mode de perception jusqu'à ce que la question du tonnage ait été tranchée par l'autorité compétente. J'ai ajouté que cette demande avait été appuyée par la grande majorité des représentants étrangers.

J'apprends aujourd'hui que ces démarches auraient fait impression sur l'esprit de Khalil-Pacha, et qu'il se serait décidé à inviter M. de Lesseps à venir à Constantinople pour s'entendre avec lui sur le meilleur mode de régler la perception provisoire. En même temps, le ministre des affaires étrangères a donné l'ordre d'expédier les circulaires destinées à provoquer la formation d'une commission technique pour l'unification des jaugeages, indiquant comme lieu de réunion soit Constantinople, soit Londres.

Veuillez agréer, etc.

Signé : VOGÜÉ.

M. DE RÉMUSAT A M. DUFAURE, MINISTRE DE LA JUSTICE.

(Extrait.)

Versailles, le 49 décembre 1872.

Monsieur et cher collègue, vous savez que la Compagnie des messageries maritimes a fait un procès à la Compagnie du canal de Suez au sujet des modifications apportées par cette dernière dans le mode de constatation du tonnage des navires qui traversent l'isthme.

Le tribunal de commerce de la Seine a rendu, le 26 octobre dernier, un jugement qui, après avoir rejeté l'exception invoquée par la Compagnie de Suez pour décliner la compétence des tribunaux français, a statué sur le fond du litige et donné gain de cause à la Compagnie des messageries.

Le Gouvernement ottoman s'est ému de cette décision, et m'a fait remettre, par l'entremise de son ambassadeur à Paris, Server-Pacha, une protestation contre la compétence que s'est attribuée le tribunal de commerce de la Seine dans une question qui, suivant lui, serait exclusivement du ressort de l'autorité turque.

J'ai l'honneur de vous envoyer ci-joint le texte de la dépêche ministérielle, dont copie m'a été remise par Server-Pacha. Je vous serai obligé de vouloir bien me faire connaître votre manière de voir sur la suite que vous paraîtrait comporter la proposition du Gouvernement ottoman.

Agréer, etc.

Signé : RÉMUSAT.

## ANNEXE

LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES A L'AMBASSADEUR  
DE TURQUIE, A PARIS.

45 novembre 1872.

J'ai reçu la dépêche que Votre Excellence a bien voulu m'adresser pour me communiquer le jugement prononcé par le tribunal de commerce de la Seine, le 26 octobre dernier, dans une question d'interprétation d'une clause de l'acte de concession délivré, le 3 janvier 1856, à la Compagnie universelle du canal maritime de Suez.

L'interprétation de cet acte de concession est essentiellement du ressort du Gouvernement auteur de la concession, et ne peut d'aucune manière appartenir à un tribunal étranger.

D'autre part, la Compagnie universelle du canal maritime de Suez, dont le siège principal se trouve établi à Alexandrie, est égyptienne et, comme telle, soumise aux lois et usages de l'Empire. Le Gouvernement impérial est donc en droit de protester, comme il proteste par la présente dépêche, contre la compétence que s'est attribuée le tribunal de commerce de la Seine, et, à cet effet, je prie Votre Excellence de la communiquer à Son Excellence M. le ministre des affaires étrangères, et de lui en laisser copie.

Agréez, etc.

Signé : KHALIL-PACHA.

LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DU SULTAN A L'AMBASSADEUR  
DE TURQUIE A PARIS. (*Dépêche communiquée par Server-Pacha à M. de Rémusat.*)

Le 25 décembre 1872.

Des publications récentes, faites par la Compagnie du canal de Suez, ont été signalées à l'attention du Gouvernement impérial. Quelques-unes de ces publications ont trait à la modification de la perception du péage du canal, et donnent à supposer que la Sublime Porte aurait sanctionné ce changement; les autres se rattachent à la juridiction dont relève la Compagnie.

Quant aux premières, je me bornerai à dire que si le nouveau mode de perception de la taxe du canal avait reçu l'approbation souveraine, un firman impérial en eût instruit le public. La vérité est que le Gouvernement impérial s'est réservé de s'entendre avec les autres puissances sur une unité de tonnage, et d'étudier ensuite la question du péage, de façon qu'il puisse arriver à fixer un droit qui donne satisfaction, autant que possible, aux exigences du commerce maritime et aux besoins de la Compagnie du canal. D'ailleurs, Votre Excellence trouvera ci-joint une copie de la lettre par laquelle M. de Lesseps s'engage, au nom de la Compagnie, à se soumettre à la déci-

sion qui sera ultérieurement prise par le Gouvernement impérial à cet égard.

Il est également du devoir du Gouvernement impérial de relever les erreurs que renferme la lettre de M. de Lesseps à Son Excellence M. le comte de Rémusat, en date du 3 de ce mois, sur la question de juridiction.

La dépêche que j'ai adressée à Votre Excellence sous la date du 15 novembre, n° 33745, 222, ainsi que la lettre par laquelle j'en ai communiqué une copie à M. de Lesseps, sont assez explicites pour ne donner lieu à aucune équivoque sur la manière de voir du Gouvernement impérial à l'égard de la juridiction à laquelle la Compagnie du canal doit être soumise. Voici, du reste, les termes de l'article 16 du firman par lequel Sa Majesté Impériale le Sultan a sanctionné la concession du canal maritime de Suez.

« La Compagnie universelle du canal maritime de Suez étant égyptienne, elle est régie par les lois et usages du pays ; toutefois, en ce qui regarde sa constitution comme société et les rapports des associés entre eux, elle est, par une convention spéciale, réglée par les lois qui, en France, régissent les sociétés anonymes. Il est convenu que toutes les contestations de ce chef seront jugées en France par des arbitres, avec appel, comme surarbitre, à la Cour impériale de Paris.

« Les différends, en Égypte, entre la Compagnie et les particuliers, à quelque nationalité qu'ils appartiennent, seront jugés par les tribunaux locaux, suivant les formes consacrées par les lois et usages du pays et les traités.

« Les contestations qui viendraient à surgir entre le Gouvernement égyptien et la Compagnie seront également soumises aux tribunaux locaux et résolues suivant les lois du pays. »

C'est en se plaçant au point de vue de cet article que le Gouvernement impérial, dès qu'il a eu connaissance du jugement rendu par le tribunal de commerce de la Seine dans le procès intenté par la Compagnie des messageries maritimes à celle du canal de Suez, n'a pas hésité à protester, non-seulement à cause de l'incompétence de ce tribunal pour interpréter l'acte de concession, comme le prétend M. de Lesseps, mais encore parce que la Compagnie du canal de Suez ne pouvait se soumettre à cette juridiction sans violer le firman dont elle tient la concession.

Votre Excellence comprendra facilement que nous ne puissions pas laisser croire que nous permettrons à la Compagnie de se soustraire à la juridiction à laquelle elle est soumise par l'acte même en vertu duquel elle existe. En conséquence, le Gouvernement impérial vient de s'adresser à Son Altesse le Khédive d'Égypte pour que



la Compagnie soit invitée à se conformer, en tous points, aux dispositions du firman de concession dans ses rapports avec des tiers. Les droits du Gouvernement impérial sont trop bien établis pour être ébranlés par les interprétations arbitraires qu'on trouve dans les dernières publications de M. de Lesseps ; mais le doute qu'elles tendent à soulever, en ce qui concerne la question de juridiction, aurait pour résultat d'exposer le public à de fausses démarches et à de graves inconvénients.

Veillez, monsieur l'ambassadeur, communiquer cette dépêche à Son Excellence M. le ministre des affaires étrangères de France et lui laisser une copie.

*Signé : KHALIL.*

---

### ANNEXE

M. DE LESSEPS A KHALIL-PACHA.

9 novembre 1872.

J'ai l'honneur de transmettre à Votre Excellence copie d'un jugement prononcé, le 26 octobre dernier, par le tribunal de commerce de la Seine, auquel la Compagnie des messageries maritimes françaises avait demandé d'interpréter un article de l'acte de concession délivré, le 5 janvier 1856, à la Compagnie du canal de Suez, et confirmé par firman de Sa Majesté Impériale le Sultan.

Avant le prononcé de ce jugement, le 29 septembre dernier, j'avais adressé au président du tribunal de commerce de la Seine, afin de mettre à couvert ma responsabilité à l'égard du Gouvernement ottoman et de constater ses droits, une déclaration tendant à décliner la compétence du tribunal de Paris, l'interprétation de l'acte de concession étant essentiellement du ressort du Gouvernement auteur de la concession, et ne pouvant en aucune manière appartenir à un tribunal étranger.

Son Altesse le Khédive, auquel j'ai communiqué le document, me fit connaître par télégramme, dont copie est ci-jointe, que son opinion était conforme à ma déclaration du 29 septembre, mais qu'une entente avec Constantinople était nécessaire avant de la formuler.

Je me suis empressé d'interjeter appel du jugement du tribunal de commerce de la Seine auprès de la Cour supérieure, devant laquelle je vais me présenter, renouvelant ma déclaration d'incompétence, à fin de faire annuler le jugement du premier ressort.

En conséquence, je prie Votre Excellence de me mettre en mesure de m'appuyer sur la protestation de la Sublime Porte en faveur de la déclaration de la Compagnie du canal de Suez, dont le siège social est à Alexandrie.

Quant au fond du procès soulevé par la Compagnie des message-

ries maritimes françaises, la Compagnie du canal de Suez sera toujours prête à donner à la Sublime Porte tous les renseignements nécessaires sur les droits que l'on prétend contester, et à s'en rapporter à la décision qui sera rendue par le Gouvernement ottoman.

Veuillez, etc.

*Signé* : DE LESSEPS.

M. DE VOGÜÉ, A CONSTANTINOPLE, A M. DE RÉMUSAT.

(Extrait.)

Péra 8 janvier 1873.

Monsieur le ministre, j'ai l'honneur de vous envoyer une copie de la circulaire que la Sublime Porte a adressée à tous ses représentants à l'étranger, pour provoquer la réunion d'une commission pour l'unification des tonnages. L'expédition de cette circulaire a été faite la semaine dernière.

Veuillez agréer, etc.

*Signé* : VOGÜÉ.

### ANNEXE

CIRCULAIRE DE S. E. KHALIL-PACHA AUX REPRÉSENTANTS DE LA  
SUBLIME PORTE A L'ÉTRANGER.

Le désir du Gouvernement impérial d'assurer un traitement égal à tous les navires, sans distinction de pavillon, qui fréquentent les ports de l'Empire, et les difficultés surgies par suite de la récente modification apportée dans la perception de la taxe de navigation que payent les bâtiments traversant le canal de Suez, nous donnent la certitude qu'une démarche ayant pour but d'arriver à l'adoption d'un jaugeage uniforme serait accueillie avec faveur par les États maritimes. Grâce au développement des voies de communication, les relations des peuples entre eux prennent une grande extension. Il en résulte une solidarité d'intérêts qui, envisagée au point de vue du commerce maritime, tend à faire disparaître les mesures de protection établies en faveur du pavillon national. D'un autre côté, les progrès de la science sont tels, de nos jours, qu'on peut déterminer avec précision la dimension d'un navire et sa capacité utilisable pour le transport des marchandises. Aussi le Gouvernement impérial ne doute pas qu'une commission de savants et d'hommes expérimentés parviendrait à trouver un mode uniforme de mesurer les navires, et à fixer un tonneau type qui servirait à la fois de base pour les transactions commerciales et pour la perception des droits auxquels est assujettie la navigation.

En conséquence, le Gouvernement impérial vous charge de présenter quelles seraient les vues du Gouvernement près duquel vous êtes accrédité sur l'institution d'une pareille commission à Londres,

centre du commerce maritime, ou à Constantinople. Votre Excellence voudra bien m'informer aussitôt que possible du résultat de ses démarches.

Veuillez agréer, etc.

*Signé : KHALIL.*

---

M. DE RÉMUSAT AU COMTE DE VOGÜÉ À CONSTANTINOPLE.

Versailles, le 9 janvier 1873.

Monsieur le comte, vous connaissez les motifs qui m'ont déterminé à m'abstenir de toute intervention dans le débat engagé entre la Compagnie des messageries et celle du canal de Suez, tant que les puissances maritimes représentées à Constantinople observeraient la même réserve. J'aurais désiré persister dans cette ligne de conduite jusqu'à l'issue du litige dont la Cour de Paris est saisie ; mais, en présence des actives démarches que font plusieurs agents diplomatiques étrangers pour amener la Porte à exiger de la Compagnie de Suez le retour immédiat à l'ancienne tarification ainsi que le remboursement des excédants de taxe perçus depuis six mois ; en présence du revirement qui semble s'être opéré, par suite de ces démarches, dans les dispositions du Gouvernement ottoman, je crains que la neutralité, possible encore à Paris, ne le soit plus aujourd'hui à Constantinople : je crois donc devoir, en prévision de la nécessité où nous pourrions nous trouver prochainement de changer d'attitude, vous exposer les vues de mon département sur le fond de l'affaire, en vous faisant en même temps connaître mon opinion au sujet de la nature et des limites du mandat qu'il conviendrait de donner à la conférence dont la Porte propose la réunion.

Comme j'ai déjà eu l'honneur de vous l'écrire, il est, à mon avis, équitable, en principe, que chaque navire soit taxé, au passage du canal de Suez, d'après son tonnage utile ; en fait, la situation financière de la Compagnie justifie l'application de ce principe aux perceptions qu'elle est autorisée à effectuer. Or, que se passe-t-il aujourd'hui ? Cette compagnie, après avoir, dans le but d'attirer le commerce maritime, pris d'abord pour base de perception le tonnage inscrit sur les papiers de bord, a voulu, au bout de trois années, user, au moins en ce qui concerne les bateaux à vapeur, du droit qu'elle prétendait tenir du firman même de concession, et imposer ces bâtiments en raison de leur tonnage utile, notablement supérieur à leur tonnage officiel. Elle a reconnu, d'ailleurs, que l'espace occupé par les machines et les soutes à charbon devait, comme par le passé, ne pas être soumis à la taxe ; mais, en même temps, elle s'est assurée, par ses calculs, que cet espace équivalait à l'excédant du tonnage utile sur le tonnage officiel, et en conséquence elle a cru pouvoir, par voie de compensation, prélever

la taxe sur le tonnage officiel, sans déduction de l'espace occupé par la machine et le charbon ; en d'autres termes, sur le *gros tonnage*. Mais deux questions se sont aussitôt présentées : Le Gouvernement du Sultan approuvait-il l'interprétation donnée par la Compagnie aux termes du firman ? D'un autre côté, le calcul d'après lequel l'espace occupé par la machine et le charbon équivaldrait à l'excédant du tonnage utile sur le tonnage officiel était-il exact ? Ces questions, non encore résolues, me paraissent résumer tout le débat au point de vue diplomatique.

En ce qui concerne le premier point, nous étions fondés, jusqu'à ce jour, à penser que le nouveau mode de perception avait obtenu l'approbation tout au moins implicite du Gouvernement territorial, puisque, ni pendant les longues études préparatoires auxquelles s'est livrée la Compagnie, ni au mois de mars dernier, lorsque la décision a été prise, ni au mois de juillet suivant, lorsqu'elle a été mise à exécution, ni pendant les six mois qui se sont écoulés depuis lors, la Porte n'a désavoué l'interprétation donnée par la Compagnie au firman de concession. Aujourd'hui même, la dépêche de Khalil-Pacha, qui vient de m'être communiquée par Server-Pacha, ne repousse pas absolument cette interprétation : elle tend à établir en effet que le tarif ne peut être augmenté que par un firman nouveau, et que ce firman n'existe pas. Mais il s'agit en ce moment d'interpréter le tarif, non de l'élever, et, si le Gouvernement ottoman déclare que, dans sa pensée, les mots *tonneau de capacité* doivent désigner le tonnage utile, cette déclaration, à mon avis, résoudra complètement la question. Je vois d'ailleurs, avec plaisir, par la lettre de Khalil-Pacha, que, dans le cas où il s'agirait d'un exhaussement de tarif, la Porte semblerait disposée à s'entendre avec les autres Puissances au sujet du taux à fixer pour donner à la fois satisfaction aux exigences du commerce maritime et aux besoins de la Compagnie. Elle comprend en effet que le caractère essentiellement international de la grande voie qu'elle a ouverte aux marines de tous les pays lui impose l'obligation morale de ne pas aggraver les conditions de ce transit sans un accord préalable avec les Gouvernements intéressés. Mais, quant à présent, nous n'avons pas à nous occuper de cette éventualité.

Relativement au second point, je pense, monsieur le comte, qu'il y aurait lieu de vérifier tout d'abord les calculs au moyen desquels la Compagnie a déterminé la différence existant entre le tonnage officiel des navires jaugeés par la méthode anglaise et leur tonnage utile. Vous savez que le mode de jaugeage appliqué en France avant 1837 faisait ressortir assez exactement le nombre de tonneaux de marchandises que les navires étaient présumés pouvoir prendre à fret ; mais, comme les méthodes en vigueur dans les autres pays donnaient



un nombre de tonneaux comparativement moindre, et assuraient, par conséquent, aux navires étrangers un traitement plus favorable qu'aux nôtres pour le paiement des droits de navigation, qui se calculent presque partout d'après le tonnage inscrit sur les papiers de bord, le Gouvernement français crut devoir, pour rétablir l'égalité, modifier sa méthode, de manière à réduire d'un sixième le tonnage officiel. Il en résulta que les papiers de bord d'un navire français dont la capacité utile était de 120 tonneaux n'indiquèrent plus que 100 tonneaux de jauge ; en Angleterre, où le mode de mesurage donne un résultat inférieur d'environ 5 p. 100 au volume obtenu par notre méthode, un navire de 100 tonneaux représenterait dès lors une capacité utile de 126 tonneaux. On fait remarquer en outre que les changements apportés depuis 1837 aux constructions navales ont encore accru l'écart qui sépare le tonnage officiel du tonnage utile.

L'assertion de la Compagnie, au sujet de l'équivalence qui existerait entre le nombre de tonneaux représentant cette différence et l'espace occupé par le charbon et les machines, aurait donc un caractère plausible, surtout si l'on considère que cet espace lui-même est loin de correspondre, en moyenne, à la proportion, jusqu'ici admise en France, des deux cinquièmes du navire. Il est donc probable que la vérification des calculs de la Compagnie fera reconnaître qu'ils s'écartent peu de la réalité, et, dans ce cas, le Gouvernement ottoman aurait à décider s'il veut simplement maintenir ce nouveau mode de perception, ou s'il entend l'établir sur des bases plus précises.

S'il ne s'agissait que d'une simple vérification de calculs, cette affaire pourrait être réglée par voie de correspondance ; mais, dans le cas où l'on voudrait donner au péage du canal de Suez une régularité et un caractère définitif qui prévinsent toute réclamation ultérieure, la réunion d'une commission internationale me paraîtrait nécessaire. Dans ma pensée, monsieur le comte, cette commission n'aurait pas à s'occuper de la question générale de l'unification du tonnage : un tel résultat s'obtient plutôt par le temps, par la force des choses, que par la voie des conférences diplomatiques. Je verrais d'ailleurs plus d'un inconvénient à subordonner le règlement de l'affaire du canal à une éventualité aussi incertaine, et sans doute aussi éloignée que celle d'une entente universelle des puissances, non-seulement au sujet de l'inscription du tonnage utile sur les papiers de bord et, par suite, de l'exhaussement du tonnage officiel, mais encore sur la réduction des tarifs de navigation, qui serait la conséquence naturelle de cet exhaussement. Le mandat de la commission devrait être, à mon avis, limité à la détermination du tonnage utile d'après

lequel seraient perçus les droits au passage du canal ; il suffirait dès lors qu'elle recherchât, d'une part, la proportion dans laquelle devrait être augmenté le *gross tonnage* obtenu par la méthode anglaise (le tonnage des bâtiments jaugés d'après un autre système pouvant être facilement ramené au tonnage anglais au moyen du barème usité sur le bas Danube), et d'autre part, les rectifications à introduire dans la méthode employée en Angleterre pour la déduction de l'espace occupé par les machines et le charbon. Subsidiairement, elle pourrait être appelée à examiner si le régime de la navigation dans le canal de Suez ne comporterait pas dans la pratique certaines améliorations : peut-être, en effet, serait-il possible d'alléger les charges afférentes aux bâtiments sur lest, de mieux proportionner les droits entre les navires qui, ne portant que des marchandises, payent seulement en raison de leur capacité, et les navires qui, affectés au transport des passagers, payent à la fois pour leur capacité et pour leur chargement ; enfin de donner au tarif un caractère différentiel par rapport à la valeur des marchandises transportées, en remplaçant, par exemple, une partie du droit de tonnage par un droit calculé sur la valeur approximative de la cargaison.

En définitive, je serais disposé, monsieur le comte, après que le Gouvernement ottoman aurait déclaré vouloir taxer d'après leur tonnage utile les navires passant par le canal, à donner mon adhésion à la convocation d'une commission internationale qui aurait pour mandat de déterminer ce tonnage. Naturellement, la Porte désignerait le lieu de réunion ; je remarquerai seulement que le choix de la ville de Londres, qui s'expliquerait parfaitement si la question à régler était celle de l'unification du tonnage, est moins indiqué du moment où la commission n'aurait à s'occuper que d'une mesure exclusivement applicable au canal de Suez. Le travail de cette commission terminé, il n'y aurait pas lieu de procéder à la signature d'une convention internationale, puisqu'il s'agirait d'un acte d'administration intérieure, émanant de l'initiative du Sultan ; mais, après que les puissances représentées dans la commission auraient approuvé le résultat de ses délibérations, un protocole spécial constaterait leur adhésion en leur reconnaissant implicitement le droit d'être encore consultées si le péage du canal soulevait, par la suite, de nouvelles difficultés. Ce protocole pourrait, en outre, contenir certaines réserves auxquelles les Gouvernements intéressés subordonneraient leur adhésion : ainsi, ils pourraient, ce me semble, en retour de l'assentiment qu'ils auraient donné au changement du mode de perception, se réserver le droit de demander plus tard une réduction de tarif dans le cas où le développement du transit par le canal

de Suez viendrait à placer la Compagnie dans une situation exceptionnellement prospère.

Si la réunion de cette commission aboutissait à un résultat satisfaisant, j'y verrais, pour ma part, un autre avantage que celui du règlement de la question pendante. L'unification générale des méthodes de jaugeage a déjà fait un grand pas depuis que les principales puissances, et en dernier lieu la France, ont adopté la méthode anglaise; elle en aura fait un plus décisif encore le jour où, sur un point aussi fréquenté que l'est le canal de Suez par les navires de tous les pays, une pratique incessante aura donné la sanction de l'expérience aux bases adoptées pour la détermination du tonnage utile. C'est ainsi que cette question avancera par degrés vers sa solution définitive, qui réalisera un progrès mémorable dans les relations des peuples maritimes.

*Signé : RÉMUSAT.*

---

M. DUFAURE A M. DE RÉMUSAT.

Versailles, le 44 février 1873.

Monsieur le ministre et cher collègue, j'ai l'honneur de vous faire connaître que j'ai transmis à M. le procureur général de Paris la protestation du Gouvernement ottoman contre le jugement du tribunal de commerce de la Seine rendu dans l'affaire des Messageries maritimes contre la Compagnie de l'isthme de Suez.

J'ai prié ce magistrat de placer cette protestation sous les yeux de la Cour, en ajoutant qu'il ne m'appartenait pas d'intervenir dans ce débat, dont l'autorité judiciaire est actuellement saisie.

Agréé, etc.

*Signé : DUFAURE.*

---

M. DE RÉMUSAT ET AU COMTE DE VOGÜÉ, A CONSTANTINOPLE.

Versailles, le 43 février 1873.

M. le comte, le caractère qu'a pris l'intervention des représentants de l'Angleterre et de l'Autriche auprès de la Porte ottomane dans l'affaire du péage de Suez, et la coalition d'intérêts privés de diverses nationalités qui s'est formée pour provoquer le retour à l'ancien tarif, nous permettent difficilement de suivre jusqu'au bout la ligne de conduite que nous avons d'abord cru devoir adopter : une abstention plus prolongée ne constituerait-elle pas en effet, de notre part, sous les apparences d'une stricte impartialité, l'abandon des droits de nos nationaux intéressés dans l'entreprise du canal? la conclusion définitive du procès pendant à Paris peut d'ailleurs éprouver de nouveaux retards : après l'arrêt de la Cour d'appel, il y aura sans doute recours en cassation, et pendant cette troisième instance, les adversaires de la Compagnie de Suez ne manqueront pas de redou-

bler d'efforts à Constantinople. L'existence de ce procès nous oblige encore, il est vrai, à une certaine réserve; mais vous réussirez facilement, je n'en doute pas, en usant des ménagements de langage que comporte la situation, à donner à votre attitude un caractère plus prononcé dans le sens des vues que j'ai eu l'honneur de vous exposer.

J'ajouterai que ce ne sont point, à proprement parler, les vues de M. de Lesseps que je désire faire prévaloir. Le but unique que je crois devoir poursuivre, en faisant abstraction des personnalités engagées dans ce débat, c'est de déterminer le Gouvernement du Sultan à adopter la solution qu'après mûr examen, je considère comme la plus équitable en principe et comme la plus propre à sauvegarder, en fait, les intérêts des nombreux Français qu'une pensée patriotique, plus que le désir du gain, a portés à soutenir de leurs capitaux une entreprise dont, malgré son origine étrangère, le caractère était, à leurs yeux, éminemment national. La discussion, vous le savez, porte tout entière sur le sens des mots *tonneau de capacité*, et c'est au Gouvernement ottoman qu'il appartient de valider, en se l'appropriant, telle ou telle interprétation. Or ces mots me paraissent devoir être interprétés dans le sens du tonnage utile, et non du tonnage officiel, qui, comme le constate l'exposé des motifs du décret du 24 décembre dernier sur le jaugeage des navires de commerce, ne représente qu'un peu plus de la moitié de la capacité totale des navires, alors que la capacité utilisable en représente pour le moins les trois cinquièmes.

Si le Gouvernement du Sultan déclare que, par l'expression *tonneau de capacité*, le firman a entendu désigner le tonnage utile des navires, et non leur tonnage officiel, quelles seront les conséquences de cette interprétation? Il sera avéré que la Compagnie de Suez, lorsqu'elle a pris, au début, le tonnage officiel pour base de perception, n'a pas atteint de prime abord le maximum de la taxe qu'elle était autorisée à exiger, et que, lorsqu'elle a voulu, plus tard, baser ses perceptions sur le tonnage utile, après en avoir prévenu assez à l'avance le commerce maritime, elle n'a pas dépassé, en exhaussant son tarif, la limite des droits que lui conférait son acte de concession. De plus, les excédants de taxe dont les réclamants demandent le remboursement devront rester acquis à la Compagnie, du moment où le mode de perception qui les aura produits sera reconnu régulier, et la Porte se trouvera ainsi exonérée, de plein droit, de la responsabilité que l'on voudrait faire retomber sur elle dans le cas où la Compagnie ne restituerait pas elle-même ces excédants.

Agrérez, etc.

Signé : RÉMUSAT.



LE COMTE D'HARCOURT A M. DE RÉMUSAT, A LONDRES.

*(Extrait.)*

Londres, le 26 février 1873.

Monsieur le ministre, conformément aux instructions que vous avez bien voulu me donner, j'ai mentionné, dans une conversation avec lord Granville, les pourparlers qui ont lieu à Constantinople relativement à la modification apportée par la compagnie du canal de Suez à la base de perception des péages.

J'ai dit à lord Granville que la Porte, considérée par la compagnie de Suez comme étant seule autorisée à interpréter l'acte de concession du canal, était appelée à se prononcer sur la question; que le recours à Constantinople nous paraissait régulier et correct, puisque l'acte de concession et, par suite, son interprétation étaient les attributs de la souveraineté qui appartient en propre au Gouvernement ottoman; que, d'un autre côté nous ne pouvions rester indifférents à la situation des actionnaires français qui ont fourni en grande partie les capitaux de l'entreprise;

Que la balance des charges et des recettes du canal faisait ressortir un déficit considérable au préjudice de la compagnie;

Que si cet état de chose se prolongeait, les capitalistes qui ont ouvert une voie nouvelle à la navigation ne recueilleraient que la ruine dans une entreprise dont la marine de tous les pays tire de si grands avantages;

Qu'un semblable résultat nous paraîtrait contraire à l'équité comme aux intérêts généraux de la navigation, inséparables de ceux de la compagnie elle-même;

Que le Gouvernement français se flattait donc qu'il n'entrerait pas dans la pensée du Cabinet de Londres de faire à Constantinople aucune démarche de nature à compromettre l'existence même de l'entreprise.

Lord Granville est convenu avec moi qu'il n'était dans l'intérêt de personne que la compagnie fût ruinée, mais il a évité d'aborder la question de principe; il s'est borné de répondre que si l'opportunité d'un changement de tarification était reconnue, l'Angleterre n'avait pas l'intention de repousser tous arrangements ou propositions qui pourraient être faits dans ce but, mais que, jusqu'au moment où ces arrangements seraient pris, la tarification primitive était la seule légale, et que le Cabinet de Londres, à qui ses nationaux avaient demandé, l'année dernière, s'ils devaient se soumettre aux prétentions de la compagnie, leur avait conseillé de ne payer les droits que sous toutes réserves et en protestant.

Veuillez agréer, etc.

Signé : D'HARCOURT.

M. LE COMTE VOGÜÉ, A CONSTANTINOPLE, A M. DE RÉMUSAT.

(Extrait.)

Péra, le 4 mars 1873.

Monsieur le ministre, j'ai informé verbalement Khalil-Pacha que l'adhésion du Gouvernement français à la réunion, proposée par la Porte, d'une commission qui serait chargée d'étudier la question du jaugeage des navires devrait, dans votre opinion, être subordonnée aux conditions suivantes :

1° Interprétation préalable de l'acte de concession de la compagnie du canal de Suez dans le sens du *tonneau utile* ;

2° Limitation du mandat de la commission à la détermination de la différence entre le tonnage utile et le tonnage officiel.

Khalil-Pacha m'a répondu que la Sublime Porte était résolue à ajourner toute décision après la conclusion du procès pendant devant la Cour d'appel de Paris. Quoique l'arrêt de la Cour ne puisse avoir, en Turquie, aucune valeur légale ou obligatoire, il n'en constitue pas moins, aux yeux du ministre, un document important, doué d'une valeur morale dont il est difficile de ne pas tenir compte. Le Gouvernement ottoman est d'ailleurs indécis sur la question de savoir si cette interprétation doit être donnée par la voie administrative ou par la voie judiciaire, ou si elle doit être déférée par lui à l'examen d'une commission spéciale. Khalil-Pacha a également ajourné à la même époque toute réponse relativement au mandat de la commission de jaugeage.

Veuillez agréer, etc.

Signé : VOGÜÉ.

M. DE RÉMUSAT A L'AMBASSADEUR D'AUTRICHE-HONGRIE, A PARIS.

(Note verbale.)

Versailles, le 40 mars 1873.

Son Excellence, M. l'ambassadeur d'Autriche-Hongrie, à Paris, a communiqué à M. de Rémusat la note que son Gouvernement a fait remettre, le 13 février dernier, à la Porte ottomane au sujet de la réunion, proposée par le Gouvernement du Sultan, d'une conférence internationale qui serait chargée de préparer l'unification générale des méthodes de jaugeage des navires. M. le comte Apponyi a exprimé en même temps le désir de savoir si le Gouvernement français serait disposé à accueillir les ouvertures de la Porte et, en outre, à déférer à la commission projetée l'examen des questions soulevées par le nouveau mode de calcul des droits perçus au passage du canal de Suez.

Si cette conférence doit être chargée de réaliser l'œuvre, aussi dif-

ficile qu'importante, de l'unification des systèmes de jaugeage, le Gouvernement français lui prêterait son concours le plus empressé. Mais dans ce cas il lui paraîtrait impossible de subordonner le règlement de l'affaire spéciale du canal de Suez à l'éventualité, sans doute éloignée, d'une entente universelle des puissances, non-seulement sur l'adoption de la méthode qui donnerait les résultats les plus conformes à la vérité en faisant ressortir toute la capacité utilisable des navires, mais encore sur l'abaissement des taxes maritimes qui serait la conséquence forcée de l'élévation du tonnage officiel.

Quant à la réunion d'une conférence qui aurait à s'occuper spécialement du péage du canal, l'Ambassadeur de France à Constantinople est autorisé à y adhérer sous certaines conditions, dont M. de Rémusat croit pouvoir faire connaître la substance sans s'écarter de la réserve à laquelle il se trouve astreint par le litige encore pendant devant les tribunaux français, entre la compagnie de Suez et celles des Messageries maritimes.

Il paraît tout d'abord au Gouvernement français que, préalablement à la convocation de cette conférence, la Porte ottomane doit décider si c'est sur la capacité réellement utilisable, ou seulement sur le tonnage officiel, que doit être basée la perception des taxes imposées aux navires dans le canal de Suez. Le débat qui s'est élevé entre les armateurs et la compagnie repose tout entier, en effet, sur l'interprétation des mots tonneau de capacité, et c'est, en définitive, au Gouvernement du Sultan qu'il appartient de fixer le sens de cette expression. Jusque-là, non-seulement la réunion de la conférence projetée serait sans objet, mais encore son mandat lui-même ne saurait être défini, car il varierait forcément suivant que la question sera résolue dans l'un ou dans l'autre sens.

Si le Gouvernement du Sultan déclare que, d'après le sens qu'il entend donner des termes du firman, la Compagnie de Suez n'excède pas les limites de son tarif en prenant pour base de perception le tonnage utile aux navires, il y aura lieu, à moins qu'on ne préfère régler ces points par voie de correspondance, de faire déterminer par une commission internationale, d'abord l'écart existant entre la capacité utilisable des bâtiments et le tonnage inscrit sur les papiers de bord, ensuite la méthode que la compagnie aurait à employer pour calculer cette différence. Si, au contraire, la Porte interprétait le firman dans le sens du tonnage officiel, la réunion de cette commission ne saurait plus avoir qu'un but : celui de préparer les bases d'un acte collectif d'adhésion des puissances maritimes à l'exhaussement de tarif que le Gouvernement Turc se verrait alors obligé d'autoriser

d'urgence, pour que la compagnie de Suez pût faire face à ses engagements et continuer l'exploitation du canal dans des conditions équitablement rémunératrices.

En ce qui concerne la question de juridiction à laquelle il est fait allusion dans la note de M. le comte Apponyi, le Gouvernement français pense qu'elle doit être réglée séparément et qu'il est préférable de ne pas la déférer à l'appréciation de la conférence projetée.

M. l'ambassadeur de France à Vienne est, au surplus, en mesure de fournir, sur la manière de voir du Gouvernement français concernant le nouveau mode de perception adopté par la compagnie de Suez, les explications complémentaires que désirerait obtenir le Gouvernement de Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique.

---

M. DE RÉMUSAT AU COMTE DE VOGÜÉ, A CONSTANTINOPLE.

Versailles, 42 mars 1873.

Monsieur le comte, j'ai l'honneur de vous adresser ci-joint le texte de l'arrêt de la Cour d'appel de Paris dans l'affaire du canal de Suez.

La Cour s'est crue obligée, par l'article 4 du Code civil, de statuer sur la réclamation des Messageries maritimes. Mais elle s'est appliquée à établir qu'elle ne prononçait que sur un procès privé et dans les limites de l'article 14, qui autorise un Français à citer un étranger devant les tribunaux français pour les obligations nées en pays étranger. Elle ajoute, d'ailleurs, que dans l'espèce la décision du juge français ne peut avoir force exécutoire à l'étranger qu'en vertu d'un *exequatur* du souverain territorial.

Quant aux droits du Gouvernement ottoman d'interpréter définitivement, selon ses vues, l'acte de concession du canal, il demeure incontesté.

Dans ces conditions, l'arrêt de la Cour de Paris pourrait d'autant moins éveiller les susceptibilités de la Porte qu'en fait il n'entraînera aucune mesure d'exécution contre la compagnie égyptienne, celle-ci ayant obtenu gain de cause jusque dans le règlement des dépens.

En résumé, au point de vue diplomatique et international, je ne considère cette sentence que comme un argument théorique d'une haute autorité en faveur du système soutenu par la compagnie de Suez, et c'est à ce titre que je vous le transmets.

Agréé, etc.

Signé : RÉMUSAT.

---



## ANNEXE.

## COUR D'APPEL DE PARIS

(1<sup>re</sup> chambre)

PRÉSIDENCE DE M. LE PREMIER PRÉSIDENT GILARDIN

Audiences des 31 janvier, 4, /, 21, 22, 25 février, 4 et 11 mars.

## La Cour,

Considérant que la compagnie des Messageries maritimes a eu à acquitter aux mains de la compagnie universelle du canal de Suez, pour le passage de ses navires dans le canal, des droits de navigation déterminés par un firman de concession du Gouvernement égypto-ottoman ;

Qu'elle actionne la compagnie de Suez, laquelle est une société égyptienne, en restitution de sommes perçues par celle-ci au delà de la taxe légitime des droits de navigation ;

Que, sur le déclinatoire opposé par la compagnie de Suez, la Cour doit, en premier lieu, examiner sa compétence ;

## Sur la compétence :

Considérant que si la compagnie de Suez avait perçu des péages dépassant le taux du maximum fixé par le firman de sa concession, elle aurait manqué à une obligation qui lui était imposée envers les tiers ;

Que cette perception illégitime aurait constitué de sa part un quasi-délit ;

Qu'ainsi se serait formé entre les parties le lien de droit par suite duquel la compagnie des Messageries aurait action, selon l'article 14 du Code civil, pour poursuivre la compagnie étrangère de Suez devant les tribunaux français, en exécution d'obligations ayant pris naissance à l'étranger ;

Considérant que la compagnie de Suez excipe à tort de l'article 16 du firman du 22 février 1866, portant que les différends soulevés en Égypte, entre la compagnie et des particuliers de toute nationalité, doivent être soumis à la justice égyptienne ;

Considérant que cette disposition du firman n'a pu enlever aux Français le droit qu'ils tiennent de l'article 14 du Code civil de pouvoir citer l'étranger devant les tribunaux français ;

Que ce droit ne pourrait être perdu pour eux que s'ils y avaient volontairement renoncé ;

Qu'une renonciation de ce genre ne peut, dans l'espèce, s'induire du fait de la compagnie des Messageries maritimes, qui n'a acquitté

le péage d'entrée du canal qu'en obéissant à des exigences de perception, et qu'avec toutes réserves ;

Que, dans la cause, la compétence des tribunaux français est donc démontrée ;

Au fond :

Considérant que les parties sont en désaccord sur le sens de l'article 17 du firman de concession du 5 janvier 1856, qui autorise la compagnie de Suez à percevoir une taxe de droits de navigation, et qui règle les bases d'après lesquelles cette taxe sera perçue ;

Que l'article 17 impose à la compagnie ces deux obligations : « 1° de ne pas excéder pour le droit spécial de navigation le chiffre maximum de 10 francs par tonneau de capacité des navires et par tête de passager ; 2° de percevoir les droits, sans aucune exception ni faveur, sur tous les navires dans des conditions identiques ; »

Considérant que la compagnie des Messageries maritimes soutient que l'article 17, qui rattache la perception du droit de navigation à la monnaie française, ainsi qu'au tonneau de mer français, a entendu, dans le même ordre d'idées, que le tonnage à admettre comme moyen général d'établissement de la taxe fût le tonnage officiel français ;

Que la prétention contraire de la compagnie de Suez se formule ainsi : la compagnie devait, d'après l'article 17, maintenir, sans avantage d'aucune sorte, une rigoureuse égalité de perception de la taxe entre les navires de tous les pavillons ; ce résultat ne pouvait être atteint qu'en ramenant à l'unification d'un tonnage la variété des tonnages officiels des diverses marines marchandes, d'où seraient sorties de grandes inégalités ; dans cet état, qui accusait une regrettable confusion du droit international, la compagnie de Suez, responsable de la perception égale de la taxe, a dû être autorisée à l'établir sur le procédé d'évaluation de tonnage le plus propre à révéler pour les navires de tout pavillon, abstraction faite des jaugeages officiels, la capacité réellement utilisable de l'espace susceptible de contenir sans innavigabilité un nombre déterminé de tonneaux français de mer ;

Considérant que, devant ces prétentions respectives des parties, l'article 17 du firman de concession est à interpréter ;

En droit :

Considérant qu'on ne saurait dénier à la Cour la faculté d'interpréter le firman pour la détermination des droits privés dont elle est juge ;

Que vainement on allègue qu'elle porterait atteinte par là à une souveraineté étrangère, la concession du canal de Suez ne devant être interprétée que par le Gouvernement égypto-ottoman, qui en est l'auteur ;

Considérant que, d'une part, l'article 14 du Code civil attribue une juridiction exceptionnelle et absolue aux tribunaux français pour statuer, sans exception aucune, sur toutes les obligations nées en pays étranger, dont un étranger peut être tenu envers un Français, et que l'application de cet article doit être faite à tout débat qui s'agit pour des droits privés entre personnes privées ;

Que, d'autre part, l'article 4 du Code civil commande, dans tous les cas, au juge de juger, sous peine de déni de justice ;

Qu'il suit de ces textes de loi que les tribunaux français ne peuvent être arrêtés dans l'accomplissement de leur mission par la nature, quelle qu'elle soit, administrative ou législative, des actes d'où aurait pu dériver, en pays étranger, l'obligation d'un étranger envers un Français ;

Que le droit des Français ayant été placé, à cet égard, sous la protection de la justice française, celle-ci doit trouver en elle-mêmes les moyens complets de son exercice, sans avoir à attendre, pour une interprétation quelconque, le secours d'une autorité ou d'une justice étrangère ;

Que nulle atteinte n'en saurait résulter pour la souveraineté étrangère, puisqu'en pareil cas la décision du juge français ne porte au fond que sur des droits privés, et que, de toute façon, cette décision ne peut avoir force de chose jugée et force exécutoire à l'étranger qu'en vertu d'un *exequatur* du Gouvernement étranger ;

En fait :

Considérant que, suivant l'article 17 du firman, le péage du canal doit être au maximum de 10 francs par tonne de capacité ;

Que ce texte, ainsi que cela est de part d'autre reconnu, se réfère à la monnaie française du franc et à la tonne maritime française ;

Que les mots : « tonne de capacité » s'entendent d'une mesure de vide ou de volume, par opposition à la tonne effective et matérielle de marchandises ;

Que cette mesure de la tonne, qui n'a jamais varié en France, depuis l'ordonnance de 1681, de Colbert, est, dans le système métrique actuel, le cube d'un mètre 44 centièmes ;

Que telle est, définition donnée, la capacité de la tonne, ou la tonne de capacité ;

Considérant que l'acte de concession, ne mentionnant que la tonne de capacité, ne dit rien du procédé par lequel on calculera dans le navire le nombre des tonnes et l'on établira le tonnage à l'effet de supporter la taxe ;

Que c'est à ce silence de la convention qu'il faut suppléer ;

Considérant que la partie qui prend un engagement garde, pour ce

qui tient aux moyens de l'exécuter, une liberté que des dispositions expresses de la convention auraient seules pu lui ôter ou restreindre; que la convention n'ayant prescrit à la compagnie de Suez aucune jauge officielle ni aucune méthode déterminée de tonnage, la compagnie est restée, à cet égard, en possession de sa liberté; qu'elle est libre d'adopter le mode de jaugeage qui lui convient le mieux, pourvu qu'elle demeure dans les termes stricts de son contrat, et qu'il ne soit jamais perçu qu'un maximum de 10 francs par tonne de capacité de 1<sup>m</sup>.44 réellement existante dans les parties du navire disponibles au fret et au transport;

Considérant que cette interprétation se confirme par le paragraphe 8 de l'article 34 des statuts de la compagnie, qui sont annexés au firman de concession, et servent à en préciser le sens et la portée;

Que ledit article est conçu en ces termes : « Le conseil d'administration statue sur les objets suivants. . . conditions et mode de perception de tarifs; »

Que ces expressions s'appliquent, par leur généralité, à l'opération du tonnage, qui est un mode de perception des tarifs;

Que, de l'avis de la compagnie des Messageries elle-même, la compagnie de Suez use de sa liberté dans l'opération du tonnage, puisqu'on ne lui conteste point le pouvoir de fixer les divers coefficients ou le barème général au moyen desquels elle ramènerait les tonnages officiels des navires des diverses nations à la base d'une taxe uniformément perçue, sans faveur pour aucun pavillon;

Qu'en présence des textes ci-dessus, soit du firman, soit des statuts, la compagnie de Suez doit être libre aussi bien de déterminer le mode fondamental du tonnage pour tous les navires que le mode particulier des coefficients applicables à la jauge officielle des navires des diverses nations;

Considérant aussi que l'interprétation doit se faire, surtout dans les actes consentis par l'autorité publique, d'après l'objet le plus équitable que les parties contractantes pouvaient avoir en vue;

Qu'il s'agissait de la perception d'un droit de navigation sur une faculté de fret ou de transport;

Qu'il était juste en soi que la perception du droit se fit sur toute la capacité utilisable du navire, puisque le navire profitait commercialement dans toute cette mesure de l'avantage de la traversée sur le canal;

Qu'il est notoire qu'à l'époque de la concession, partout, même en France, les tonnages officiels n'étaient, par des causes qui se rattachaient à la concurrence des marines marchandes, qu'une expression



souvent très-affaiblie et toujours inexacte du nombre des tonneaux que les navires étaient capables de porter ;

Que l'adoption par la compagnie de Suez d'un tonnage dégagé des atténuations des patentes officielles, et répondant à la vérité du fret et du transport, ne pouvait donc que prêter à la perception du droit de navigation sa base la plus juste ;

Que tel est le caractère du gross-tonnage anglais que la compagnie de Suez a adopté par son règlement de navigation du 4 mars 1872, qui a donné lieu au procès ;

Que le choix de la compagnie se justifie d'autant mieux que ce gross-tonnage tend à se généraliser dans la pratique maritime, et que la France se l'est approprié depuis le commencement du procès, par le décret du 28 décembre 1872 ;

Que si au gross-tonnage anglais la compagnie de Suez a fait, il est vrai, une addition pour atteindre à une détermination plus exacte de la capacité utilisable du navire, on n'a point cherché à démontrer ni même allégué devant la Cour que ce mode de jaugeage dût conduire à compter plus de tonnes de 1<sup>m</sup>,44 qu'il n'en entre réellement dans les flancs des navires réservés à la cargaison et au transport ;

Considérant enfin, pour donner un dernier fondement à cette interprétation, que la commune intention des parties contractantes, tant du Khédive, que de la compagnie de Suez, s'est clairement révélée soit dans les faits qui se sont produits lors de la préparation du contrat, soit dans les faits qui l'ont suivi, et qui en ont marqué l'exécution volontaire par le Gouvernement égypto-ottoman et par la compagnie ;

Considérant, quant aux premiers de ces faits, que le témoignage du consul général des Pays-Bas, M. de Ruysenaërs, chargé par le Khédive d'arrêter avec M. de Lesseps le texte français du contrat, et le témoignage concordant de Mougel-Bey, actuellement membre du conseil du ministère des travaux publics en Turquie, ne laissent pas de doute sur le sens qu'on a voulu attacher aux mots « tonne de capacité » dans l'article 16 du firman ;

Que ces mots « tonne de capacité » ont été substitués, sur une observation de M. de Ruysenaërs, au mot « tonne » qui se trouvait seul dans le texte primitif, et que M. de Ruysenaërs a rendu compte de la manière suivante de ce changement : « Cette expression m'a paru indiquer la capacité réelle du navire, le complet chargement qui pouvait y être placé ; c'est le sens que j'y donnais dans ma pensée ; j'acceptai par conséquent cette rédaction, et elle fut approuvée par S. A. Mohammed-Saïd ; »

Qu'il est certain que dans les pourparlers officiels qui ont élaboré la concession et fixé la rédaction reproduite par l'article 17 du firman, il était entendu que les droits de navigation se percevraient sur le nombre de tonnes représentant toute la capacité utilisable ou tout le chargement possible des navires ;

Considérant que l'exécution donnée à la concession, soit par la puissance publique en Égypte, soit par la compagnie de Suez, n'a pas attesté moins démonstrativement que tel était le véritable sens du contrat ;

Qu'en effet, dès le début, la compagnie de Suez, affirmant toute l'étendue de son droit, a déclaré, par son premier règlement de navigation du 17 août 1869, que le droit serait perçu sur le tonnage réel, et que jusqu'à nouvel ordre seulement les papiers officiels de bord serviraient à l'établissement du droit ;

Que depuis, la compagnie n'a cessé de mettre publiquement à l'étude, dans des commissions formées des hommes les plus compétents, la question du meilleur mode de tonnage, jusqu'au règlement de navigation définitif du 4 mars 1872 ;

Que ces actes divers n'ont soulevé aucune opposition du Khédive ni du Gouvernement du Sultan, malgré des réclamations insistantes qui s'étaient produites jusque par la voie diplomatique ;

Que, d'un commun accord, l'exécution de la concession a donc eu lieu dans le sens qui autorisait la compagnie de Suez à ne s'astreindre à aucun tonnage officiel et à régler le péage du canal sur le nombre vrai des tonnes qu'un navire pouvait porter sans cesser d'être navigable ;

Que cette exécution du contrat avec l'approbation tacite du Souverain a d'autant plus de force probante qu'il s'agit d'un péage de navigation qui est généralement considéré comme une sorte d'impôt et d'attribut de la puissance publique ; qu'un commissaire ottoman était placé près de la compagnie de Suez avec la mission de surveiller, dans l'intérêt public, l'exécution régulière de la concession ; et que si la compagnie avait forcé abusivement la base de la perception de cette sorte d'impôt qui lui était abandonné, l'autorité aurait eu le strict devoir de réprimer une infraction du contrat qui serait devenue une prévarication véritable ;

Considérant qu'il suit de l'interprétation du firman fixée par toutes les raisons qui précèdent, que la compagnie de Suez n'a pas outre-passé son droit en établissant le règlement de navigation du 4 mars 1872 et en opérant les perceptions de péage qui en ont été la conséquence ;

Par ces motifs,

Statuant sur l'appel interjeté par la compagnie de Suez du jugement rendu entre les parties au tribunal de commerce de la Seine, sous la date du 26 octobre 1872,

Met à néant le jugement ;

Décharge la compagnie universelle du Canal de Suez des dispositions et condamnations contre elle prononcées ;

Faisant ce que les premiers juges auraient dû faire :

Déclare la compagnie des Messageries maritimes mal fondée en ses demandes, fins et conclusions, l'en déboute ;

Ordonne la restitution de l'amende ;

Et condamne la compagnie des Messageries maritimes à tous les dépens de première instance et d'appel.

---

M. DE RÉMUSAT AU COMTE DE VOGÜÉ, A CONSTANTINOPLE.

Versailles, le 24 mars 1873.

Monsieur le comte, ainsi que j'ai déjà eu l'honneur de vous le faire remarquer, l'arrêt rendu par la Cour d'appel de Paris dans l'affaire du Canal de Suez ne constitue qu'un argument théorique en faveur de l'interprétation qui nous paraît devoir être admise ; mais cet argument n'en a pas moins une valeur considérable. Du moment où la Cour, dans sa haute impartialité, juge qu'en basant ses perceptions sur la capacité utile des bâtiments, la compagnie interprète dans leur vrai sens et suivant l'équité les mots « tonneau de capacité, » cette appréciation, dont l'autorité ne saurait être méconnue, nous donne une nouvelle force pour soutenir que la question d'où est né le procès se trouve résolue par les termes mêmes du firman, et qu'il doit suffire d'une simple déclaration de la Porte pour mettre un terme à toute réclamation analogue. Cet arrêt nous permet, en outre, de nous départir enfin de la réserve à laquelle nous avons cru devoir nous astreindre pendant le cours de l'instance : nous pouvons aujourd'hui, discuter officiellement par écrit tous les points sur lesquels les représentants des puissances maritimes à Constantinople ont été mis en mesure de faire connaître les vues de leurs gouvernements respectifs, et je vous prie, monsieur le comte, de vouloir bien utiliser dès à présent, et à cet effet, les divers arguments que vous puiserez soit dans la décision de la Cour, soit dans ma correspondance.

La période d'abstention est passée en ce qui nous concerne, et, ne le fût-elle pas, il nous serait impossible de ne pas intervenir activement en présence de l'attitude de plus en plus prononcée qu'a prise le Gouvernement anglais dans cette affaire. Quant à la conférence proposée par la Porte, je persiste à penser qu'il n'y aura lieu de la réunir qu'après que le Gouvernement ottoman, consacrant, en vertu

de son droit souverain, l'interprétation qu'il a déjà admise dans la pratique, aura déclaré que les taxes établies par le firman doivent être perçues sur toute la capacité utilisable des navires. Mon intention n'a pas été d'ailleurs, en faisant des réserves au sujet du mandat qu'elle aurait à remplir, d'assigner à ce mandat une limite qui ne pourrait être dépassée : cette conférence devra, ce me semble, déterminer tout d'abord l'écart existant entre le tonnage utile des navires et celui que font ressortir les méthodes de jaugeage en vigueur ; mais si elle préférerait rechercher, dès le début, un mode de mesurage simple et pratique qui permet d'évaluer exactement, à leur passage dans le canal, la capacité utilisable des navires, nous ne pourrions qu'encourager cette étude, pourvu, bien entendu, que le maintien provisoire du nouveau mode de perception appliqué par la compagnie de Suez fût hors de toute contestation.

Agréez, etc.

Signé : RÉMUSAT.

---

M. DE RÉMUSAT AUX AGENTS DIPLOMATIQUES FRANÇAIS AUPRÈS DES  
PUISSANCES MARITIMES EUROPÉENNES.

Versailles, le 31 mars 1873.

Monsieur, la Cour d'appel de Paris a rendu son arrêt dans le procès pendant entre la compagnie de l'Isthme et celle des Messageries maritimes. Cet arrêt, annulant le jugement du tribunal de commerce de la Seine du 26 octobre 1872, a reconnu la régularité du nouveau mode de calcul adopté par la compagnie de Suez pour la perception des droits de transit, et a débouté la compagnie des Messageries de sa demande en restitution du supplément de taxe perçu depuis le 1<sup>er</sup> juillet dernier. J'ai l'honneur de vous adresser ci-joint le texte de la décision de la Cour. Je crois devoir signaler à votre attention particulière ceux de ses considérants qui se rapportent au fond du litige ; ils s'accordent, dans leur ensemble, avec l'opinion adoptée dès le principe par mon département, et bien qu'au point de vue diplomatique et international, l'arrêt du 11 mars ne constitue qu'un argument théorique en faveur de l'interprétation qui nous paraît devoir être admise, la valeur de cet argument n'en est pas moins très-considérable.

En résumé, la Cour de Paris juge qu'en prenant la capacité utilisable des navires pour base de ses perceptions, la compagnie de Suez interprète dans leur vrai sens les termes du firman : *tonneau de capacité* ; que ce mode de calcul est conforme à l'équité, et qu'enfin son application doit être considérée comme ayant reçu l'acquiescement tacite du Gouvernement territorial : c'est, vous le savez, ce que nous avons toujours soutenu à Constantinople. Sans doute, la solution qu'a



reçue ce litige n'a pas infirmé le droit qu'a la Porte ottomane de fixer d'une manière générale et définitive le sens de l'acte de concession ; mais nous sommes, de notre côté, plus fondés que jamais à insister pour faire prévaloir une interprétation qui est, à nos yeux, aussi logique en principe qu'équitable dans ses conséquences. Toute réclamation doit cesser du jour où le Gouvernement du Sultan aura déclaré que la compagnie de Suez n'a pas dépassé le maximum de taxe établi par le firman ; j'ai donc prié M. le comte de Vogüé de renouveler ses efforts pour provoquer cette déclaration, et j'espère que le cabinet de..... voudra bien adresser à son représentant en Turquie des instructions dans le même sens. Je vous serai, dans tous les cas, obligé, monsieur, de ne rien négliger pour le déterminer à associer ses démarches aux nôtres dans l'intérêt d'une entreprise qui, par l'éminent service qu'elle a rendu au commerce maritime, a droit au sympathique appui de toutes les nations civilisées.

Agréez, etc.

Signé : RÉMUSAT.

---

M. LE COMTE D'HARCOURT, A LONDRES, A M. DE RÉMUSAT.

(Extrait).

Londres, le 2 avril 1873.

Monsieur le ministre, conformément aux instructions que vous m'avez fait l'honneur de m'adresser, j'ai appelé à plusieurs reprises l'attention de lord Grandville sur l'affaire du péage du canal de Suez. Lord Grandville m'a toujours répondu qu'il examinerait la question, et il a semblé vouloir éviter de formuler un avis sur les objections que je lui présentais jusqu'à ce qu'il ait eu à se prononcer devant le Parlement à l'occasion d'une interpellation annoncée par un membre de la Chambre des communes, au sujet de la modification du tarif du canal de Suez et de la réforme judiciaire en Égypte. L'interpellation vient d'avoir lieu. J'ai l'honneur de transmettre ci-joint à Votre Excellence un extrait du *Times* qui en donne le compte rendu.

Comme vous le remarquerez, monsieur le ministre, ces deux questions sont liées ou plutôt fondues dans l'esprit de M. Baillie Cochrane, l'auteur de l'interpellation, ainsi que des membres qui ont soutenu sa motion. Reconnaisant tardivement que l'Angleterre est plus intéressée que toutes les autres puissances réunies au maintien des communications maritimes à travers l'isthme, ils se fondent sur cette considération même pour faire ressortir le danger de laisser le contrôle du canal à la disposition d'une compagnie exclusivement française, qui ne reconnaît elle-même que la juridiction consulaire de notre pays. C'est ainsi qu'ils rattachent l'affaire de la réforme judiciaire à celle du canal, attribuant la salubre réserve avec laquelle le Gou-

vernement français procède à la révision de nos capitulations en Égypte à son désir de soustraire la compagnie de Suez à la juridiction des tribunaux mixtes qu'il s'agit d'instituer.

Il paraîtra sans doute utile, monsieur le ministre, de constater la sincérité avec laquelle les promoteurs de cette interpellation ont manifesté leur désir de faire rentrer entre des mains anglaises la direction d'une affaire qui touche aux premiers intérêts de la Grande-Bretagne.

Le sous-secrétaire d'État pour les affaires étrangères a eu soin, dans sa réponse, de disjoindre les deux questions, et, traitant chacune séparément, il a d'abord exposé la difficulté survenue entre la compagnie du canal et les navigateurs de tous les pays, par suite de la substitution du tonnage brut au tonnage officiel pour la perception des droits. Il a ensuite rendu compte des communications échangées entre les différents Gouvernements intéressés au sujet de cette affaire, et il a résumé l'état de la question par les trois points exposés dans la note adressée par la Porte, le 3 mars dernier, à sir H. Elliot, à savoir :

1<sup>o</sup> Proposition de la Porte de former une commission chargée d'établir une règle commune pour le mesurage de la capacité des navires;

2<sup>o</sup> Marche à suivre pour la modification des droits perçus au passage du canal ;

3<sup>o</sup> Question des droits à percevoir pour l'avenir.

Je crois devoir reproduire *in extenso* les explications dans lesquelles lord Enfield est entré sur ces trois points, et qui concordent avec celles que lord Grandville avait déjà antérieurement formulées : « En ce qui regarde le premier point, le Gouvernement adhère à la nomination, par chaque puissance maritime, d'un commissaire chargé de décider quelles déductions il y aura lieu de faire sur le tonnage brut des navires et comment sera mesurée la capacité utile ; la commission se réunira à Constantinople ou à Londres, mais de préférence à Londres ; l'Autriche semble préférer Constantinople ; il n'y a pas doute, en tout cas, pour le choix d'une de ces deux villes. Quant au second point, le Gouvernement pense que la Porte doit inviter la compagnie du canal à percevoir les droits originaires fixés. Sur le troisième point, enfin, bien que le Gouvernement ne refuse pas de reconnaître à la Porte le droit d'augmenter les taxes du tarif actuel, il espère qu'elle ne voudra pas en user de manière à causer un préjudice aux intérêts maritimes, et il insiste pour qu'avant qu'aucune augmentation soit définitivement consentie, les puissances maritimes soient appelées à donner leur avis. »

Veillez agréer, etc.

Signé : D'HARCOURT.

M. DE RÉMUSAT AU COMTE DE VOGÜÉ, A CONSTANTINOPLE.

(Extrait.)

Versailles, 3 avril 1873.

Monsieur le comte, comme vous le verrez par la lecture du *Journal officiel* du 2 de ce mois, j'ai fait connaître à l'Assemblée nationale, dans sa séance de mardi dernier, les motifs qui ne me permettaient pas de lui communiquer, quant à présent, la correspondance de mon département relative au péage de l'isthme de Suez. J'ai répondu à M. Cézanne, qui demandait cette communication, que la question sur laquelle la Cour d'appel de Paris avait eu à se prononcer n'était malheureusement pas encore décidée, et que, jusqu'à ce que le Gouvernement du Sultan, seul en droit d'interpréter le firman d'institution de la compagnie, en eût déterminé le sens d'une manière définitive, je désirerais me renfermer dans la réserve que m'imposaient les convenances diplomatiques. J'ai d'ailleurs profité de cette occasion pour manifester hautement la légitime sollicitude que nous inspire l'entreprise du canal de Suez, et tout en témoignant un égal intérêt au commerce maritime, j'ai annoncé l'intention d'empêcher, par tous les moyens en mon pouvoir, que cette grande œuvre, dont la France s'honore, ne vint à passer en d'autres mains.

Le langage que j'ai tenu contribuera sans doute, monsieur le comte, à faciliter le succès de vos démarches. J'espère donc recevoir bientôt l'avis que le Gouvernement ottoman, mis par vous en demeure de fixer le sens de l'acte de concession, n'hésite pas davantage à sanctionner une interprétation en dehors de laquelle je ne vois que matière à interminables discussions. La tarification actuelle n'impose pas, du reste, des charges bien onéreuses aux navires qui prennent la voie de l'isthme, et ne paraît pas de nature à entraver les opérations du commerce européen, tandis qu'au contraire, pour la compagnie de Suez, son maintien est une question vitale : les dépenses de cette compagnie, en effet, malgré les économies de tout genre qu'elle a réalisées, s'élèvent à près de dix-sept millions par an, chiffre que ne pourraient atteindre ses recettes si elle était forcée de revenir au mode primitif de perception.

Agrérez, etc.

Signé : RÉMUSAT.

M. LE COMTE DE VOGÜÉ, A CONSTANTINOPLE, A M. DE RÉMUSAT.

(Extrait.)

Péra, le 5 avril 1873.

Monsieur le ministre, par votre dépêche du 21 mars, vous m'invitez à entrer en correspondance officielle avec le Gouvernement ottoman au sujet de la question du canal de Suez.

Je me suis empressé de me conformer à vos instructions : vous trouverez ci-joint copie de la note que j'ai adressée à Safvet-Pacha.

J'ai tâché, en la rédigeant, de reproduire aussi fidèlement que possible les opinions développées dans les dépêches du département, et j'espère que vous voudrez bien en approuver les termes.

Veuillez agréer, etc.

*Signé : VOGÜÉ.*

#### ANNEXE

M. LE COMTE DE VOGÜÉ, A CONSTANTINOPLE, A SAVVET-PACHA.

Péra, le 5 avril 1873.

Monsieur le ministre, par une circulaire en date du 1<sup>er</sup> janvier 1873, S. Exc. Khalil-Pacha a chargé les représentants du Gouvernement à l'étranger de proposer aux États maritimes la réunion d'une commission internationale ayant pour objet de préparer l'unification des tonnages par l'adoption d'un mode uniforme de jaugeage et la fixation d'un tonneau type, qui servirait à la fois de base aux transactions commerciales et à la perception des droits de navigation.

Aucune proposition formelle faite au Gouvernement de la République n'ayant suivi l'envoi de cette circulaire, M. le comte de Rémusat a dû différer sa réponse jusqu'au jour où, sur l'invitation même de Khalil-Pacha, j'ai eu l'honneur de lui faire savoir qu'il pouvait se considérer comme officiellement saisi de la question par la communication qui m'a été faite de la circulaire précitée. Dans l'intervalle, je me suis borné à faire connaître verbalement, soit à Votre Excellence, soit à son prédécesseur, quelles étaient les vues du Gouvernement français.

Aujourd'hui je reçois de M. le comte de Rémusat l'instruction de reprendre officiellement à la communication du ministère impérial des affaires étrangères.

Le Gouvernement français ne saurait qu'applaudir à l'initiative prise par la Sublime Porte, à l'effet d'introduire l'uniformité dans les méthodes de jaugeage et de ramener à une exactitude plus mathématique le mode de mesurer la capacité utilisable des navires; il est prêt à s'associer à cette œuvre, complément naturel du travail d'unification que la création du système métrique français a inauguré. Mais il croit que les travaux de la commission seront d'autant plus utiles que leur objet aura été plus clairement défini. Avant donc d'adhérer à la proposition de la Sublime Porte, le Gouvernement français croit devoir provoquer certaines explications de nature à le fixer sur la portée du mandat qu'il convient d'assigner à la commission internationale.

Quoique la question des taxes perçues par la compagnie du canal de Suez ne soit qu'incidemment visée dans la circulaire de Khalil-Pacha, il est bien évident que les difficultés qui ont surgi à l'occasion de cette perception ont été la raison déterminante de l'initiative



prise par la Sublime Porte, et que les conclusions de la commission projetée pourront exercer une influence considérable sur la solution de ces difficultés. On ne saurait donc contester au Gouvernement français le droit de s'inquiéter au préalable du sort qui serait réservé à une œuvre qui touche de si près aux intérêts de ses nationaux. Votre Excellence n'ignore pas la part prépondérante prise par les capitaux français dans le percement de l'isthme : jusqu'à présent l'exploitation de l'entreprise ne leur a donné aucune rémunération, et les actionnaires du canal sont les seuls à ne pas participer aux bénéfices que leur initiative et leur industrie ont procurés au commerce maritime du monde. Une pareille situation ne peut qu'éveiller notre sollicitude, et toute mesure qui aurait pour effet de l'aggraver encore ne saurait trouver le Gouvernement français indifférent. J'hésite d'autant moins à exprimer ces sentiments, que je les sais conformes à ceux que la Sublime Porte n'a cessé de témoigner à une compagnie placée sous la protection des lois ottomanes.

Je suis donc conduit à entretenir Votre Excellence de cette question spéciale et à lui faire connaître de quelle manière elle est envisagée par mon Gouvernement. Je ne reproduirai pas ici ce que j'ai déjà eu l'honneur de lui exposer dans mes communications verbales ou confidentielles, me bornant à rappeler sommairement les points principaux du débat.

Aux termes de son acte de concession, la compagnie du canal de Suez est autorisée à percevoir une taxe maximum de 10 francs par « tonne de capacité; » elle est tenue, en même temps, de traiter tous les navires sur le pied de l'égalité, sans distinction de pavillon.

Cette dernière clause avait pour conséquence nécessaire d'obliger la compagnie à adopter un mode uniforme de jaugeage, afin d'éviter l'inégalité qui eût résulté de l'application de la taxe aux différentes jauges officielles. Ainsi conduite à choisir un tonneau type unique, la compagnie, se fondant sur le droit qu'elle prétend tenir des termes mêmes de son acte de concession, a pris pour base de ses calculs la capacité réelle et utilisable des navires. Le système qu'elle a adopté après une discussion approfondie a été officiellement soumis au Gouvernement égyptien; il a été publié et annoncé dans les délais réglementaires; la compagnie assure qu'aucune communication officielle émanant des autorités compétentes n'en a contesté l'exactitude. Ainsi en règle vis-à-vis du Gouvernement concessionnaire et du public, la compagnie a dû se croire légalement autorisée à appliquer sa méthode, et les nouveaux tarifs ont été mis en vigueur à partir du 1<sup>er</sup> juillet 1872.

C'est alors que des protestations se sont produites et qu'elles ont

amené, de la part de certaines puissances, une intervention diplomatique tendant à obtenir de la Sublime Porte qu'elle obligeât la compagnie du canal à revenir à la perception primitive et à rembourser les sommes supplémentaires perçues depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1872.

Le débat est aujourd'hui soumis à l'appréciation souveraine de la Sublime Porte. Au fond, il porte uniquement sur le sens qu'il convient d'attribuer aux mots « tonne de capacité » inscrits dans le texte de l'acte de concession de 1856.

Suivant la compagnie de Suez, ces mots s'appliquent à la capacité réelle et utilisable des navires, c'est-à-dire à l'espace réellement susceptible de recevoir la cargaison sans que le navire cesse d'être navigable : en un mot, la compagnie soutient que le tonnage imposable des navires est leur faculté réelle de transport évaluée en tonneau de mer français.

Cette interprétation a été admise par la Cour d'appel de Paris, qui a puisé dans l'étude des témoignages produits devant elle la conviction que le choix de cette expression : « tonneau de capacité » avait été inspiré aux rédacteurs du firman par l'intention de faire prévaloir le principe de la capacité utilisable.

Le Gouvernement français, mis en présence d'intérêts également respectables et d'un texte émanant d'un Gouvernement étranger, s'est tenu sur la réserve tant que la Cour n'avait pas rendu son arrêt : aujourd'hui qu'elle a prononcé, il ne peut que s'approprier une opinion émise par une aussi haute autorité. Mais il s'empresse de reconnaître que, si l'arrêt de la Cour suffit entre Français pour trancher le débat, il est sans valeur juridique sur le sol ottoman et laisse entier le droit du Sultan d'interpréter selon ses vues un firman émanant de sa souveraineté.

C'est donc à la Sublime Porte qu'il appartient en dernier ressort de fixer le sens des mots contestés. S'il s'agissait ici d'un texte de loi dont il fallût déterminer la valeur juridique et les conséquences légales, on admettrait que cette interprétation pût être déléguée aux tribunaux ordinaires; mais il s'agit d'un terme technique qui ne peut avoir qu'une valeur absolue, puisqu'il sert de facteur à un calcul de tarifs. Le législateur n'a pu en laisser l'appréciation à l'arbitraire des intéressés ou à l'interprétation variable des juridictions étrangères; il a dû nécessairement lui attribuer un sens précis lorsqu'il l'a écrit dans l'acte qui fait la loi des parties.

C'est ce sens précis qu'il appartient aujourd'hui au législateur de faire connaître, afin de mettre un terme à une controverse que lui seul peut trancher.

Je viens donc prier Votre Excellence de vouloir bien me faire con-

naître quelle est la signification que la Sublime Porte a attachée aux mots « tonne de capacité, » quand elle a donné force de loi à l'acte de concession octroyé à la compagnie universelle du canal de Suez.

Si, comme il y a lieu de le penser d'après les termes mêmes de la circulaire de Khalil-Chérif-Pacha, le Gouvernement ottoman, sanctionnant le principe qu'il a déjà admis en pratique, déclare que, dans sa pensée, ces mots s'appliquent à la capacité utilisable des navires, le mandat de la commission internationale sera facile à définir, car elle aura pour mission de traduire en chiffres un principe nettement posé, et de déterminer pour chaque pays l'écart existant entre le tonnage utile et le tonnage officiel.

Dans ces conditions, mon Gouvernement s'empressera de prendre part aux travaux de la commission, et je puis dès aujourd'hui, en vertu des instructions dont je suis muni, transmettre à Votre Excellence son adhésion officielle.

Si, au contraire, le Gouvernement ottoman, revenant sur son consentement tacite, donnait une définition différente, je me verrais obligé de réserver les droits de mes nationaux et de solliciter de nouvelles instructions.

Dans l'intervalle, j'ai l'espoir que la compagnie du canal ne sera pas exposée à perdre les avantages d'une définition dont le bénéfice serait acquis à son système; j'ai trop confiance dans les sentiments qui animent la Sublime Porte pour supposer qu'elle voudût imposer à la compagnie un retour pur et simple au tarif provisoire qu'elle avait adopté au début de son exploitation et le remboursement des sommes supplémentaires perçues depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1872; une mesure aussi radicale aurait pour effet de porter aux actionnaires français un préjudice grave, dont mon Gouvernement verrait avec regret la Sublime Porte se faire l'instrument. Je m'étonnerais d'ailleurs, que les puissances intéressées insistassent dans le sens de cette solution : une pareille exigence serait trop en désaccord avec les sentiments sympathiques que leurs représentants à Constantinople professent à l'égard du canal, pour que je veuille l'admettre; et quant à la responsabilité pécuniaire dont on a menacé la Porte, je doute qu'elle puisse être établie par des arguments solides.

Je me réserve d'ailleurs de discuter, s'il y a lieu, ces points avec Votre Excellence lorsqu'elle aura bien voulu répondre à la question que j'ai l'honneur de lui poser relativement au sens que la Sublime Porte a attribué aux mots « tonne de capacité, » quand elle les a employés dans l'acte de 1856 comme base du droit de navigation accordé à la compagnie universelle du canal de Suez.

Agréé, etc.

Signé : VOGÜÉ.

M. DE RÉMUSAT AU COMTE D'HARCOURT, A LONDRES.

Versailles. le 42 avril 1873.

Monsieur le comte, vous m'avez fait l'honneur de m'adresser, le 2 de ce mois, le résumé de la discussion à laquelle avait donné lieu, la veille, à la Chambre des communes, la nouvelle tarification appliquée dans le canal de Suez. C'est avec un intérêt particulier que j'ai pris connaissance de ce résumé et des réflexions que vous y avez jointes : elles concordent de tout point avec celles que m'avait suggérées la lecture du compte rendu de la séance, et je constate avec plaisir la communauté d'idées qui existe entre votre ambassade et mon département,

Comme vous le faites remarquer, monsieur le comte, le sous-secrétaire d'État pour les affaires étrangères a eu soin de disjoindre les deux questions du péage de Suez et de la réforme judiciaire en Égypte, entre lesquelles M. Baillie-Cochrane avait, dans son interpellation, établi une étroite connexité, au point même de déclarer qu'à ses yeux la question du péage, prise isolément, était comparative-ment sans importance. Sur la question de la réforme judiciaire, lord Enfield a suffisamment laissé voir, quelque réservé qu'ait été son langage, qu'il était loin de s'associer aux chimériques appréhensions manifestées par les autres orateurs, au sujet du préjudice que les décisions des tribunaux consulaires français en Égypte pourraient causer à la navigation anglaise, si elles étaient trop favorables aux intérêts de la compagnie de Suez. En ce qui concerne l'autre question, il s'est borné à résumer les conclusions de la lettre adressée, le 3 mars dernier, par lord Granville, à sir H. Elliot, et il a maintenu, dans un langage moins absolu toutefois que celui de cette dépêche, la prétention de son Gouvernement d'exiger que le mode primitif de perception soit rétabli et appliqué jusqu'à ce que les puissances étrangères se soient entendues sur le taux de la surtaxe dont on pourrait autoriser le prélèvement sans entraver le commerce maritime.

Je vois, monsieur le comte, par le discours de lord Enfield, que, quelque active qu'ait été votre intervention auprès de lord Granville, elle n'a pas eu jusqu'ici pour résultat de faire modifier l'attitude prise par le Cabinet de Londres au début de cette affaire. Je ne puis donc que vous prier de vouloir bien renouveler vos démarches, en insistant sur les considérations qui se trouvent développées dans ma correspondance avec votre ambassade. Le *Foreign Office* se prévaut de ce que Khalil-Pacha aurait déclaré illégal l'exhaussement, sans l'approbation préalable de la Porte, du tarif établi par l'acte de concession ; mais cette déclaration ne pourrait avoir l'importance qu'on veut lui



attribuer qu'autant que la compagnie aurait dépassé les limites de son tarif : or, elle ne les a pas dépassées, puisqu'elle ne fait autre chose que prélever les droits sur le tonnage utile, ainsi que le firman, tel qu'il nous paraît devoir être interprété, l'y avait autorisée dès le principe. J'ajouterai que l'Angleterre est intéressée à attribuer le même sens que nous aux termes du firman ; car si l'interprétation opposée prévalait, une élévation du maximum de la taxe deviendrait aussitôt nécessaire, et l'adhésion que les puissances maritimes se verraient obligées de donner à cette mesure constituerait un précédent regrettable.

Un des orateurs qui ont soutenu la motion de M. Baillie-Cochrane a émis une observation que nous pourrions nous approprier, le cas échéant, pour amener le Gouvernement anglais à partager nos vues, ou tout au moins à garder une bienveillante neutralité. M. Eastwick a fait remarquer avec raison que, sans les obstacles que le Cabinet de Londres, à l'époque où il était dirigé par lord Palmerston, a suscités à l'entreprise du canal, cette grande œuvre eût été terminée beaucoup plus tôt et au prix de sacrifices bien moins considérables, et que dès lors, l'Angleterre ne doit s'en prendre qu'à elle-même de la nécessité où se trouve aujourd'hui la compagnie de Suez d'atteindre la limite extrême de son tarif pour pouvoir exploiter le canal dans des conditions suffisamment rémunératrices.

Agréez, etc.

*Signé : RÉMUSAT.*

---

M. GAVARD, CHARGÉ D'AFFAIRES A LONDRES, A M. DE RÉMUSAT.

Londres, le 30 avril 1873.

Monsieur le comte, dans une visite que je viens de faire au comte Granville, je lui ai fait observer que ce qui me paraissait acquis, c'est que toutes les puissances reconnaissent la compétence exclusive de la Porte pour trancher la question, et désiraient également sauver la compagnie de la ruine. J'ai ajouté que la discussion ne me semblait donc rouler que sur les moyens d'arriver à ce résultat et de garantir tous les intérêts engagés, et j'ai eu soin de faire allusion à l'opinion même émise par Sir H. Elliot dans celles de ses dépêches qui nous ont été communiquées. « Certainement, m'a répondu le comte Granville, nous ne demandons pas mieux que de faire vivre la compagnie, mais à certaines conditions : notamment, que ses frais d'administration ne dévoreront pas le plus clair de son revenu. » Je me suis empressé de rappeler que la compagnie avait déjà donné sur ce point les explications les plus satisfaisantes ; mais voyant que le principal secrétaire d'Etat revenait sur un argument que je croyais déjà complètement réfuté, je n'ai pas pensé qu'il fût opportun de le presser

davantage. Il m'a dit d'ailleurs, que c'était à Constantinople que l'affaire se traitait, et il me semble en effet que, dans l'état de la question, c'est auprès de la Porte qu'il est utile d'agir en ce moment.

Agrérez, etc.

*Signé : GAVARD.*

---

M. DE RÉMUSAT AU COMTE D'HARCOURT, A LONDRES.

Versailles, le 5 mai 1873.

Monsieur le comte, la lecture des dernières dépêches de votre ambassade, relatives à l'affaire du canal de Suez, m'a suggéré quelques observations d'un caractère général dont je crois utile de vous faire part. Je voudrais écarter de la négociation engagée à Constantinople certaines appréciations, qui se sont formées d'après de fausses apparences, et qui nuisent à un examen impartial de la question en elle-même.

Dans vos entretiens avec lord Granville, je retrouve cette considération, que la compagnie de Suez s'est plu à s'attribuer le caractère de société française, et que nous hésiterions, de notre côté, à lui reconnaître le caractère de société ottomane.

Si, en matière de juridiction, la compagnie doit être traitée comme française et non comme égyptienne, dit lord Granville, non-seulement la décision finale de toutes les questions de taxes passera entre les mains d'une nation européenne, à l'exclusion de toutes les autres, mais encore le canal cessera de fait d'être égyptien ou ture, et deviendra français.

L'idée que la compagnie, avec l'appui du Gouvernement français, chercherait à déclinier la nationalité étrangère et la juridiction qui en est la suite naturelle est entièrement inexacte, et voici l'origine de cette erreur. La compagnie de Suez est égyptienne, aux termes du contrat passé au Caire le 22 février 1866 et ratifié par le firman du 19 mars suivant, auquel il a été incorporé textuellement. L'article 16 du contrat établit que, conséquemment, elle est régie par les lois et usages du pays, sauf en ce qui concerne les rapports des associés entre eux, pour lesquels elle est justiciable des tribunaux français. Aux termes du même article, les différends en Égypte entre la Compagnie et les particuliers, à quelque nationalité qu'ils appartiennent, sont jugés par les tribunaux locaux, suivant les formes consacrées par les capitulations, telles qu'elles y sont comprises et appliquées. Les contestations entre le Gouvernement égyptien et la compagnie sont soumises au même régime.

Il n'existe donc aucun doute, monsieur le comte, ni sur la situation légale de l'administration du canal de Suez, ni sur la juridiction dont elle relève. Si les règles de procédure n'ont pas été constamment sui-

vies, c'est qu'elles ont dû fléchir devant des obstacles bien connus de tous les Gouvernements qui ont des nationaux en Égypte. Dans les circonstances où la compagnie est demanderesse contre un Français, elle a devant le tribunal consulaire français un recours qui lui offre toute sécurité; si elle actionne un Anglais, un Italien, un Allemand, elle trouve également des garanties auprès des tribunaux de l'Angleterre, de l'Italie et de l'Allemagne à Alexandrie ou au Caire, et c'est toujours au prétoire consulaire de ces différentes puissances qu'elle se présente. Les conditions changent si elle est défenderesse; car, ayant l'indigénat égyptien, c'est devant les tribunaux locaux qu'elle doit être actionnée, et les délibérations qui se poursuivent depuis bientôt cinq ans, à Paris, au Caire et à Constantinople, pour préparer la réforme des institutions judiciaires de l'Égypte, ont assez mis en lumière l'état d'imperfection où elles sont encore aujourd'hui. Le Khédive, dans un esprit d'équité et avec un juste sentiment de la difficulté qui devait se présenter toutes les fois que M. de Lesseps serait défendeur, paraît s'être prêté, dès le principe, à l'établissement d'un *modus vivendi* en vertu duquel les affaires qui peuvent surgir dans ces conditions sont aplanies par la voie administrative ou portées devant le tribunal consulaire français. Mais ce régime, ainsi que l'indiquent les termes employés pour le définir, est essentiellement provisoire; il doit cesser aussitôt que les nouveaux tribunaux égyptiens seront constitués, aussi personne ne presse avec plus de zèle que la compagnie la conclusion de l'arrangement.

Ainsi, l'administration du canal est, en principe, soumise à la juridiction locale, en ce sens qu'elle est régie par la loi du *forum rei* comme tous les indigènes, individus ou sociétés, et si elle a obtenu du Vice-Roi un régime de faveur pour les cas où elle aurait à ester, non devant les tribunaux consulaires étrangers, mais devant la justice territoriale, bientôt elle va être en position de renoncer d'elle-même à un privilège qui, jusqu'ici d'ailleurs, n'a entraîné d'inconvénients pour personne.

L'intervention des tribunaux français dans l'action intentée à la compagnie de Suez par celle des Messageries nationales ne saurait obscurcir une situation aussi nette. On a conclu de ce que le tribunal de commerce de la Seine et la Cour d'appel avaient retenu la cause, que ces deux juridictions, comme les parties elles-mêmes, méconnaissaient la compétence de la justice égyptienne. Il n'en est rien. Le Gouvernement de la République, je n'hésite pas à le dire, eût préféré qu'une autre direction eût été imprimée au procès. Il a regretté que la question d'incompétence n'eût pas été soulevée dès le début. La marche adoptée par les deux parties leur a été suggérée par des con-

sidérations secondaires. L'une ignorait encore, assure-t-elle, les termes mêmes du firman de 1866, au moment où elle a saisi le tribunal de commerce; l'autre avait sans doute confiance dans son droit et espérait, non sans raison, ainsi que l'a démontré l'arrêt de la Cour d'appel, que l'opinion des tribunaux français lui apporterait une force morale pour l'interprétation de ses nouveaux règlements sur le jaugeage. Mais cette déviation n'a point altéré le principe. Les parties ne contestent pas aujourd'hui que le Sultan soit seul compétent pour prononcer sur l'objet du litige. Les nouvelles instances engagées ne sont que la suite plus ou moins naturelle des premières, et, si les tribunaux consentent à rester en possession de l'affaire, c'est en vertu de prescriptions légales clairement établies par l'arrêt de la Cour d'appel en ces termes : « Considérant que, d'une part, l'article 14 du Code civil attribue une juridiction exceptionnelle et absolue aux tribunaux français pour statuer, sans exception aucune, sur toutes les obligations, nées en pays étranger, dont un étranger peut être tenu envers un Français, et que l'application de cet article doit être faite à tout débat qui s'agit pour des droits privés entre personnes privées ;

« Que, d'autre part, l'article 4 du Code civil commande dans tous les cas au juge de juger, sous peine de déni de justice ;

« Qu'il suit de ces textes de loi que les tribunaux français ne peuvent être arrêtés dans l'accomplissement de leur mission par la nature, quelle qu'elle soit, administrative ou législative, des actes d'où aurait pu dériver en pays étranger l'obligation d'un étranger envers un Français ;

« Que le droit des Français ayant été placé à cet égard sous la protection de la justice française, celle-ci doit trouver en elle-même les moyens complets de son exercice, sans avoir à attendre pour une interprétation quelconque le secours d'une autorité ou d'une justice étrangère ;

« Que nulle atteinte n'en saurait résulter pour la souveraineté étrangère, puisqu'en pareil cas la décision du juge français ne porte au fond que sur des droits privés, et que, de toute façon, cette décision ne peut avoir force de chose jugée et force exécutoire à l'étranger qu'en vertu d'un *exequatur* du Gouvernement étranger. »

La raison de droit par laquelle nos tribunaux, une fois saisis par la compagnie des Messageries, ont dû prononcer un jugement n'est donc pas particulière à la cause et n'implique nullement que la justice française considère la compagnie de Suez comme française. On conteste la compétence de la justice ottomane; c'est, au contraire, comme étrangère que cette compagnie est envisagée, en vertu d'un article de



loi qui s'appliquerait de même à tout étranger en cas semblable, et sans que d'ailleurs le jugement soit exécutoire au delà de nos frontières.

Après ces explications, il ne saurait donc, je le crois, subsister aucun doute sur le peu de fondement des arguments que l'on voudrait tirer contre la compagnie, soit du *modus vivendi* qu'elle a obtenu temporairement de l'équité du Khédive, en raison de l'insuffisance des tribunaux indigènes égyptiens, soit du *modus agendi* qui a été suivi par les deux parties dans leurs contestations et qui s'est imposé à nos tribunaux. La discussion ne pourra que gagner à être dégagée d'une considération accessoire qui, sans toucher au fond du débat, le compliquait de difficultés plus apparentes que réelles. Le percement de l'isthme de Suez a été certainement une idée française; c'est un fait acquis à l'histoire de la civilisation et que nous retenons au compte des services que la France lui a rendus. Mais, si la compagnie a été française dans ses éléments constitutifs, elle est devenue moralement universelle par les capitaux qui, de tous les points du monde, ont concouru à son œuvre. Elle a toujours été et demeure égyptienne par la loi qui la régit. En ce qui nous concerne, nous respectons comme un principe de droit public et comme une sauvegarde pour cette grande entreprise la souveraineté étrangère sous la protection de laquelle elle est placée, et qui, selon nous, a seule compétence pour décider la question en litige.

Agréé, etc.

Signé : RÉMUSAT.

---

M. DE RÉMUSAT AU COMTE DE VOGÜÉ A CONSTANTINOPLE.

Versailles, le 6 mai 1873.

Monsieur le comte, vous m'avez fait l'honneur de me communiquer, le 8 du mois dernier, le texte d'une note que vous veniez d'adresser au ministre des affaires étrangères du Sultan, pour le prier officiellement de vous faire connaître dans quel sens le Gouvernement ottoman interprétait les mots *tonneau de capacité*, employés dans l'acte de concession de la Compagnie. Vous avez en même temps notifié à Safvet-Pacha notre adhésion conditionnelle à la réunion d'une commission internationale qui serait chargée, la signification de ces mots une fois arrêtée, de déterminer l'écart existant, pour chaque pays, entre le tonnage utile et le tonnage officiel.

J'approuve complètement, monsieur le comte, la teneur de votre note : les vues de mon département y sont exposées avec une mesure et une lucidité qui ne peuvent que contribuer au succès de vos démarches, et j'espère que vous aurez bientôt à me transmettre une réponse favorable. En attendant, je me plais à vous renouveler mes remerci-

ments pour le concours éclairé que vous me prêtez en cette circonstance.

Agrérez, etc.

Signé : RÉMUSAT.

---

M. DE LESSEPS AU DUC DE BROGLIE.

(Extrait.)

Paris le 14 juin 1873.

Monsieur le duc, j'ai été invité à communiquer à Votre Excellence un extrait du procès-verbal de la séance tenue, le 10 de ce mois, par le conseil d'administration de la Compagnie du canal de Suez.

Cet extrait contient le récit détaillé de la mission que je viens de remplir, pendant cinq mois, à Constantinople, pour défendre les droits des actionnaires français qui ont constitué, par leurs capitaux, l'entreprise de la nouvelle voie maritime et en ont assuré le succès par leur persévérance et leur dévouement. . . . .

J'ai été chargé d'appeler particulièrement l'attention de Votre Excellence sur le dernier paragraphe, ainsi conçu, de mon compte rendu :

« Il s'agit simplement, en présence des réclamations contraires des ambassadeurs de France et d'Angleterre, de demander, comme autrefois, le maintien du *statu quo*, en attendant que toutes les puissances maritimes se mettent d'accord pour rentrer dans la vérité officielle du mesurage de la partie utilisable des navires, et pour adopter un mode universel, équitable et égal pour tous les pavillons, mode qui, suivant l'opinion de la science, ne pourra pas être différent de celui que nous avons adopté nous-mêmes. »

La compagnie est décidée à se renfermer dans l'exécution littérale de son contrat. Tout changement fait sans son consentement serait une violation de ce contrat. Elle a déjà protesté contre un projet de surélévation de la taxe de navigation, parce que ce serait l'arbitraire remplaçant la légalité, la suppression de toute garantie d'avenir pour le commerce maritime, et la voie ouverte à la destruction des conventions en vertu desquelles les capitaux français ont été appelés.

Votre Excellence jugera dans quelle mesure il lui conviendra d'appuyer les moyens de défense de la compagnie du canal, qui consistent à empêcher la Porte, pour donner satisfaction à des exigences diplomatiques, de faire subir une modification à notre cahier des charges sans un concert des parties contractantes.

En vous exprimant, monsieur le duc, notre gratitude pour la protection efficace que n'a cessé de nous accorder le département des affaires étrangères et dont vous venez encore de nous donner un nouveau témoignage, je vous prie d'agréer, etc.

Signé : FERD. DE LESSEPS.

LE DUC DE BROGLIE A M. LE COMTE DE VOGÜÉ, A CONSTANTINOPLE.

(Extrait.)

Versailles, le 28 juin 1873.

Monsieur le comte, le président de la compagnie de Suez demande que mon département insiste, à Constantinople, pour le maintien provisoire du système de perception employé depuis un an par l'administration du canal. L'intérêt des nombreux actionnaires français qui ont confié leurs fonds à cette entreprise suffit pour motiver, de notre part, des démarches dans ce sens ; mais, si la commune entente vers laquelle tendent les efforts de la Porte vous semble devoir se réaliser plus facilement sur le terrain de la combinaison dont vous m'avez déjà entretenu, et qui consisterait dans l'établissement d'une surtaxe temporaire, vous pourrez appuyer cette combinaison, à la double condition toutefois que, d'une part, le taux de la surtaxe soit assez élevé pour assurer aux capitaux engagés dans l'entreprise une rémunération convenable, et que, d'autre part, cette surtaxe elle-même soit uniquement considérée comme la représentation approximative de l'excédant de droits qu'auraient à payer les navires, s'ils étaient jaugeés selon leur capacité utilisable. Cette dernière condition, je n'ai pas besoin de vous le faire remarquer, a particulièrement pour objet de sauvegarder les intérêts du commerce maritime, auquel il importe, en effet, que le maximum de 10 francs établi par le firman de concession ait en tout le caractère d'une limite infranchissable.

Quant au taux du droit additionnel, il ne devrait pas, à mon avis, dans l'état actuel des recettes de la compagnie, être inférieur à 5 francs par tonneau de jauge officielle. Ce chiffre équivaut, à peu près, à l'excédant des perceptions effectuées d'après le *gross tonnage* sur celles qui seraient effectuées d'après le *net tonnage*. Les recettes se maintiendraient ainsi au niveau actuel, ce qui permettrait à la compagnie de distribuer un revenu de 2 à 3 p. 100 à ses actionnaires, tout en laissant encore subsister un arriéré de plusieurs années.

Agréez, etc.

Signé : BROGLIE.

M. LE COMTE DE VOGÜÉ A CONSTANTINOPLE AU DUC DE BROGLIE.

Thérapie le 1<sup>er</sup> juillet 1873.

Monsieur le duc, le Conseil des ministres a rendu une décision dont le texte vient de m'être communiqué à titre confidentiel, en attendant la notification qui en sera faite aux Cabinets intéressés.

Par cette décision, le Gouvernement ottoman s'est borné à poser des principes généraux, sans entrer dans les détails d'exécution ; mais il s'est servi d'un langage qui n'exclut pas les commentaires. En cher-

chant à dégager le véritable sens des mots, on peut ramener, je crois, la décision ministérielle aux propositions suivantes :

« La capacité impossible des navires transitant par le canal de Suez est leur capacité utilisable.

« La compagnie du canal doit adopter le système de jaugeage qui serait reconnu comme donnant le plus exactement possible cette capacité utilisable. Le système qui lui est recommandé comme le plus exact parmi ceux qui sont en vigueur est le système Moorsom. Néanmoins, si la compagnie rejette ce système, la Porte fait appel à une commission internationale pour déterminer, d'un commun accord, le meilleur mode de mesurage du tonnage utile des navires. »

En rendant cette décision, la Porte a eu pour premier objectif de dégager entièrement sa responsabilité. Elle ne se prononce catégoriquement que sur un principe, celui de la capacité utilisable, et prétend n'être responsable ni envers M. de Lesseps de l'obstacle mis à l'exercice d'un droit, ni envers les Gouvernements étrangers des sommes perçues par la compagnie. Les ministres ont ensuite eu en vue les intérêts de la compagnie, qu'ils savent liés à ceux de l'Empire ottoman, et ils ont tenu grand compte, en outre, de l'opinion exprimée par le Gouvernement français. Tout en constatant ces dispositions, je ne pouvais m'attendre à un résultat aussi satisfaisant.

En résumé, toute la question se ramène aujourd'hui aux deux termes auxquels, dès le début de l'affaire, M. le comte de Rémusat l'avait lui-même réduite, puisqu'il avait accepté le principe de la commission et qu'il avait subordonné son adhésion définitive à l'interprétation préalable de l'acte de concession dans le sens de la capacité utilisable. La condition essentielle exigée par le département se trouvant remplie, je pense, monsieur le duc, si votre sentiment est conforme à celui de votre prédécesseur, que vous n'aurez pas d'objection à faire représenter le Gouvernement français dans une commission technique internationale dont les travaux serviraient de base à une solution définitive et légale.

Veuillez agréer, etc.

*Signé: VOGÜÉ,*

---

M. LECOMTE DE VOGÜÉ, A CONSTANTINOPLE, A M. LE DUC DE BROGLIE.

Thérapia, le 16 juillet 1873.

Monsieur le duc, j'ai l'honneur de vous adresser ci-annexé copie d'une note que la Sublime Porte m'a écrite, en réponse à ma note du 5 avril, relative au jaugeage des navires transitant par le canal de Suez.

Cette pièce renferme la traduction officielle de la lettre vizirienne



adressée au Khédive, et dont j'ai eu l'honneur de vous entretenir par ma dépêche du 2 de ce mois.

Veuillez agréer, etc.

*Signé ; VOGÜÉ.*

---

### PREMIÈRE ANNEXE

LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE TURQUIE  
A L'AMBASSADEUR DE FRANCE A CONSTANTINOPLE.

Thérapie, le 46 juillet 4873.

Monsieur l'ambassadeur, en réponse aux communications que Votre Excellence a bien voulu adresser à mon département relativement à la question du droit de passage perçu par la compagnie du canal de Suez, j'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint la traduction de la lettre que la Sublime Porte vient d'adresser à ce sujet à Son Altesse le Khédive.

Ce document expose clairement le point de vue sous lequel le Gouvernement impérial envisage dans toutes ses conséquences le nouveau système de perception adopté par la compagnie du canal maritime. Je me borne donc à prier Votre Excellence de vouloir bien en faire part à son Gouvernement, pour l'édifier sur la manière de voir de la Sublime Porte à l'égard d'une question qui intéresse au plus haut point le commerce et la navigation.

Veuillez agréer, etc.

*Signé : RACHID.*

---

### DEUXIÈME ANNEXE.

SON ALTESSE LE GRAND VIZIR A SON ALTESSE LE KHÉDIVE D'ÉGYPTE.

47 djemazi-el-oula 4290.

(42 juillet 4873).

Altesse, ainsi que Votre Altesse le sait, depuis l'ouverture du canal de Suez jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet 1872, la compagnie avait perçu, à titre de droit de passage, sur les navires traversant le canal, 10 francs pour chaque tonneau inscrit sur les papiers de bord, sans que cette perception eût été confirmée par le Gouvernement impérial. Mais, à partir du 1<sup>er</sup> juillet, la compagnie a procédé, toujours sans autorisation préalable du Gouvernement, à la perception de la même taxe d'après le nouveau système adopté par elle pour le jaugeage des navires. Ce procédé n'a pas manqué de soulever les réclamations des puissances. Ces dernières, ainsi que la compagnie, se sont adressées au Gouvernement impérial pour l'interprétation de la clause de l'acte de concession accordé, le 2 rebi-ul-ewel 1272, par l'Administration égyptienne à la compagnie de Suez et confirmé par le firman impérial du 2 zilkadé 1282, portant qu'on n'excédera pas pour le droit

de navigation le chiffre maximum de 10 francs par tonneau de capacité. En conséquence, et vu la nécessité d'écarter les réclamations existantes en fixant l'interprétation de cette clause, le Conseil des ministres a délibéré sur cette question et l'a soumise à un examen attentif et approfondi. Or, en ratifiant, comme il est dit ci-dessus, l'acte de concession susmentionné, le Gouvernement n'a entendu, en réalité, l'expression de « tonneau de capacité » qui se trouve dans un passage de cet acte que dans un sens absolu ; il n'a eu nullement en vue le tonneau inscrit sur les papiers de bord de telle ou telle puissance.

En effet, les navires de tout pavillon traversent le canal ; ils doivent, d'après les dispositions de l'acte de concession, être soumis à une taxe égale. Mais, comme les différents Gouvernements n'ont pas encore adopté un système de tonnage identique, il était nécessaire de faire usage de l'expression de tonneau de capacité en général, de telle manière que cette expression pût s'appliquer au tonneau qui serait plus tard adopté par tous les Gouvernements, ainsi que par le Gouvernement impérial pour sa marine.

Dans cet ordre d'idées, il serait naturel d'adopter le tonnage qui donnerait, avec la plus grande approximation, la capacité utilisable. Or, comme parmi les systèmes officiels actuellement en usage, le système Moorsom est évidemment celui qui en approche le plus, la Sublime Porte est d'avis qu'on devrait s'en tenir au *net tonnage* fixé d'après ce système. Toutefois, dans le cas où les puissances ou M. de Lesseps ne désireraient pas continuer à maintenir ce système, il serait nécessaire de réunir une commission internationale à l'effet de déterminer la capacité utilisable. Il est évident que le Gouvernement impérial ne peut fixer un mode de mesurage définitif qui n'a pas encore été arrêté et adopté par les autres Gouvernements.

Tel étant le résultat de la délibération du Conseil des ministres, et Sa Majesté, à qui l'affaire a été soumise, ayant ordonné d'agir en conformité, je viens porter la décision qui précède à la connaissance de Votre Altesse, afin qu'elle veuille bien aviser aux mesures nécessaires en conséquence.

---

M. LE COMTE DE VOGÜÉ, A CONSTANTINOPLE, AU DUC DE BROGLIE.  
(Extrait.)

Thérapia, le 6 août 1873.

Monsieur le Duc, en accusant réception au Grand Vizir de sa lettre du 12 juillet, le Khédive avait demandé des explications sur le sens de la dernière phrase. La Porte a répondu par la nouvelle lettre vizirienne dont j'ai l'honneur de vous envoyer ci-joint la traduction.

Agréez, etc.

Signé : VOGÜÉ.

## ANNEXE.

SON ALTESSE LE GRAND VIZIR A SON ALTESSE LE KHÉDIVE D'ÉGYPTE.

6 djemazi-el-aker.

J'ai eu l'honneur de recevoir la lettre que Votre Altesse a bien voulu m'adresser, en date du 22 djemazi-el-ewel, pour demander des éclaircissements relativement à la décision de la Sublime Porte mentionnée dans ma lettre du 17 du même mois, sur le système de tonnage devant servir de base à la perception de la taxe sur les navires traversant le canal de Suez.

Ainsi que Votre Altesse le sait, la compagnie s'en était référée à l'avis et à la décision du Gouvernement impérial, en vue de la solution de cette affaire. L'avis et la décision exposés dans ma susdite lettre étant conformes à l'équité et à la justice, nous avons lieu d'espérer que la compagnie réglera sa conduite là-dessus. Je prie Votre Altesse de vouloir bien notifier le contenu de cette même lettre à la compagnie du canal maritime, en la prévenant, en même temps, qu'elle assumerait la responsabilité des conséquences qui résulteraient de sa conduite, si elle était opposée à l'avis et à la décision justes et légaux de la Sublime Porte.

---

M. LE DUC DE BROGLIE A M. LE COMTE DE VOGÜÉ, A CONSTANTINOPLE.

Versailles, le 8 août 1873.

Monsieur, par sa lettre du 16 du mois dernier, M. le comte de Vogüé m'a communiqué la traduction officielle de la lettre que le Grand Vizir a écrite au Khédive, pour lui notifier la décision de la Porte dans l'affaire du canal de Suez.

Le Gouvernement ottoman reconnaît, par cette décision, le principe de la capacité utilisable, et, dans le cas où soit les autres puissances, soit M. de Lesseps, refuseraient d'admettre que le tonnage net obtenu au moyen de la méthode Moorsom est la représentation de cette capacité, il défère la question à une commission internationale.

Il résulte, d'un autre côté, d'un télégramme que M. le comte de Vogüé m'a envoyé le 2 de ce mois, que les représentants de plusieurs puissances insistent à Constantinople pour que la compagnie de Suez reçoivent l'ordre de revenir dès à présent à l'ancien mode de perception. J'espère, monsieur, que vous réussirez à empêcher qu'une décision soit prise dans ce sens. De mon côté, je fais remettre aux différents Gouvernements la note dont copie est ci-annexée. Les considérations qui s'y trouvent développées me paraissent de nature

à produire une sérieuse impression sur l'esprit de la Porte ottomane, et je ne puis que vous engager à les utiliser à l'appui de vos démarches.

Aujourd'hui, du reste, que le principe de la capacité utilisable a définitivement prévalu, le règlement de l'affaire de Suez ne peut plus soulever que des difficultés de détail. Je me plais à reconnaître que cet important résultat est dû, en grande partie, aux efforts éclairés de M. le comte de Vogüé, à qui je me réserve d'en exprimer verbalement ma satisfaction.

Recevez, etc.

Signé : BROGLIE.

---

#### ANNEXE.

Versailles, le 7 août 1873.

Par une lettre que le Grand Vizir a écrite au Khédive et dont la traduction a été officiellement communiquée aux puissances maritimes, le Gouvernement ottoman a fait connaître sa décision sur les questions relatives au péage de l'isthme de Suez.

La lettre vizirienne, par l'interprétation qu'elle donne des mots *tonneau de capacité*, reconnaît formellement à la compagnie le droit de baser ses perceptions sur la capacité utilisable : c'est-à-dire, de percevoir la taxe de 10 francs, établie par l'acte de concession, autant de fois que le navire en transit peut porter de tonneaux de marchandises sans cesser d'être dans de bonnes conditions de navigabilité. Que le nombre de ces tonneaux soit supérieur ou inférieur à celui qu'indiquent les papiers de bord, la compagnie n'a pas à s'en préoccuper; elle ne saurait être tenue d'admettre comme exacte la méthode suivant laquelle le bâtiment a été jaugé dans son pays d'origine, puisque, d'après la déclaration expresse du Gouvernement ottoman, les mots *tonneau de capacité* ne désignent nullement le tonnage inscrit sur les papiers de bord de telle ou telle puissance.

Ce principe est trop rationnel pour n'avoir pas obtenu par avance l'adhésion des puissances intéressées. Toute méthode de jaugeage n'a-t-elle pas pour but, en effet, de déterminer le nombre de tonneaux qu'un navire peut prendre à fret, et si la méthode appliquée donne un chiffre inexact, n'est-il pas juste, et dans certains cas nécessaire, de rectifier ce résultat? La question se réduit donc à savoir si l'on arrive à un résultat vrai par l'emploi du mode de mesurage usité chez les principales nations maritimes. Avant de passer à l'examen des autres points traités dans la lettre vizirienne, on croit devoir entrer, à cet égard, dans quelques explications.



Il est établi, en France, qu'une quantité de marchandises du poids de 1,000 kilogrammes occupe, en moyenne un espace de 1 mètre cube 44 centièmes, et l'équivalence entre ce poids et ce volume est généralement admise par les autres nations maritimes. La capacité utilisable d'un navire se compose donc d'autant de fois 1 mètre cube 44 centièmes qu'il peut porter de milliers de kilogrammes en marchandises; en d'autres termes, et pour employer un exemple basé sur des chiffres, si la charge normale d'un bâtiment, le poids maximum des marchandises qu'il peut prendre à fret en restant navigable, est de 100.000 kilogrammes, son tonnage utile, c'est-à-dire la portion de son volume total qui serait occupée par une cargaison pesant 100,000 kilogrammes, doit être de 144 mètres cubes. Mais par quel moyen détermine-t-on le tonnage utile? Est-ce par la constatation matérielle du nombre de kilogrammes que peut porter le navire? Non, c'est par une simple opération de cubage. On calcule d'abord le volume total du bâtiment; puis, on fait subir à ce volume une réduction correspondante à l'écart moyen que l'on a reconnu exister entre la capacité totale de la capacité utilisable. Il semble dès lors que la détermination de la capacité utilisable ne saurait rencontrer aucune difficulté; et cependant l'exactitude des résultats ainsi obtenus est, dans la pratique, sérieusement contestée: c'est de là qu'est née la question du péage de l'isthme de Suez.

En quoi le mode actuel de jaugeage peut-il être défectueux? Serait-ce que la méthode employée pour le cubage des navires donnerait des chiffres erronés? Il est au contraire avéré que le système Moorsom fournit le moyen d'évaluer aussi approximativement que possible la contenance totale d'un bâtiment, et que son adoption, qui se généralise chaque jour davantage, a réalisé, sous ce rapport, un progrès notable dans les méthodes de jaugeage en vigueur chez les nations maritimes. Serait-ce plutôt que l'écart moyen entre la capacité totale et la capacité utilisable aurait été mal calculé? Là réside, en effet, la cause de l'erreur.

L'inexactitude du tonnage officiel date, en France, de l'année 1837, époque à partir de laquelle la capacité utilisable, qui avait été jusqu'alors évaluée, d'après des calculs d'une justesse reconnue, à 60 p. 100 de la capacité totale, ne fut plus censée représenter que 51 p. 100 de cette capacité. L'administration française ne se dissimulait pas d'ailleurs qu'en réduisant ainsi d'un sixième environ le tonnage officiel, elle s'éloignait de la vérité; mais elle voulait, avant tout, rapprocher le système français des systèmes en vigueur chez les autres nations, quelque défectueux qu'ils fussent, pour ne pas laisser la marine nationale souffrir plus longtemps, en matière de taxes de navigation, des iné-

galités de traitement qui étaient la conséquence forcée de la différence des tonnages officiels. On ajoutera que, par suite, notamment, des progrès réalisés dans les constructions navales, la capacité utilisable représente aujourd'hui, en moyenne, au delà de 60 p. 100 de la capacité totale des navires.

Aucune puissance, ne saurait, du reste, se refuser à reconnaître que le tonnage inscrit sur les papiers de bord est, en général, inférieur à la réalité, et que la capacité utilisable d'un bâtiment dépasse 51 p. 100 de son volume. Le Gouvernement anglais, en particulier, s'est implicitement prononcé dans ce sens. Lord Grandville, en effet, tout en soutenant, dans la lettre qu'il a écrite à sir H. Elliot, le 31 août 1872, et dont plusieurs puissances ont reçu communication, que la compagnie de Suez devait continuer à percevoir ses taxes d'après le tonnage inscrit sur les papiers de bord, ne s'en montrait pas moins disposé à admettre, en principe, que pour les navires à vapeur la meilleure base de perception serait le tonnage officiel, sans déduction de l'espace occupé par la machine et les soutes à charbon; d'où il résultait que, dans son opinion et sauf quelques réserves concernant les bâtiments affectés au transport de troupes ou de passagers, cet espace pouvait être regardé comme l'équivalent de la différence existant entre le tonnage réellement utile et le nombre de tonneaux obtenu par l'application de la méthode anglaise de jaugeage.

Indépendamment de la cause d'erreur qui réside dans la faiblesse des évaluations relatives à la capacité utilisable, il en est une dont il convient aussi de tenir compte, quoiqu'elle soit moins avérée et qu'elle se rapporte uniquement aux bâtiments à vapeur : c'est l'exagération des déductions qu'on fait subir au tonnage officiel de ces bâtiments, dans le but d'exonérer l'emplacement occupé par la machine et le charbon de l'application des taxes maritimes. Comme la plupart des navires qui traversent l'isthme sont mus par la vapeur, ces deux causes se trouvent presque toujours réunies. Or, la compagnie estime que, pour en neutraliser l'effet, il est nécessaire, en percevant les taxes de transit, d'augmenter de près de 50 p. 100 le tonnage net inscrit sur les papiers de bord, ou, ce qui revient au même, de prendre pour base de perception le *gross tonnage*, c'est-à-dire le tonnage officiel avant les déductions.

Après avoir expressément reconnu le principe de la capacité utilisable, le Gouvernement ottoman évite, dans la lettre vizirienne, de prendre une décision sur ces questions d'application. Il se borne à constater qu'il ne s'est prononcé sur la légalité ni de l'une ni de l'autre des deux bases de perception que la compagnie a tour à tour adop-

tées : en premier lieu, lorsqu'au début de son exploitation, désirant encourager le commerce maritime à délaisser les anciennes voies, elle a perçu les taxes sur le tonnage net officiel ; en second lieu, lorsque, après trois années de sacrifices financiers, elle s'est décidée à atteindre la limite extrême de son tarif et à effectuer ses perceptions d'après le *gross tonnage*, qui lui a paru représenter approximativement le tonnage utile des bâtiments à vapeur. La compagnie a-t-elle, en prenant cette dernière décision, outrepassé son droit ? Oui, sans doute, s'il est vrai que le tonnage officiel diffère à peine du tonnage utile ; non, si le tonnage utile est notamment supérieur au tonnage officiel. Or, sur ce point, la Porte, n'ayant pas d'opinion arrêtée, préfère s'abstenir. Elle incline, il est vrai, à penser que le tonnage officiel obtenu par la méthode anglaise se rapprocherait assez de la capacité utilisable pour pouvoir être adopté comme base de perception ; mais elle se hâte d'ajouter que, si cette manière de voir n'est pas partagée soit par les puissances, soit par M. de Lesseps, la question devra être déferée à une commission internationale qui sera chargée de déterminer la capacité utilisable.

Ce dernier mode de solution paraît au Gouvernement français aussi équitable que pratique. Il existe, en effet, entre le tonnage officiel des bâtiments et leur tonnage utile, un écart trop considérable pour que le premier tonnage puisse servir, même provisoirement, de base aux perceptions actuelles de la compagnie. On ignorait si, comme la Porte paraît le croire, le résultat obtenu par la méthode anglaise est aujourd'hui celui qui se rapproche le plus ou, pour mieux dire, qui s'éloigne le moins de la capacité utilisable ; mais il est certain que la méthode française, et surtout la méthode autrichienne, récemment abandonnées à cause de la défectuosité des procédés de cubage, donnaient, au point de vue du tonnage utile, des résultats préférables à ceux que l'on obtient par le système anglais : ainsi un navire qui, mesuré d'après ce système, jauge 824 tonneaux, en aurait jaugeé 1,000 d'après l'ancienne méthode autrichienne. On ne saurait, d'ailleurs, s'attendre à ce que la compagnie de Suez abandonne volontairement un mode de perception dont la base est, suivant elle, le principe de la capacité utilisable : ce n'est pas au moment où ce principe vient d'être officiellement reconnu qu'elle va renoncer à en invoquer le bénéfice, alors surtout que le retour à l'ancienne tarification aurait les conséquences les plus désastreuses pour ses intérêts.

Le mandat de la commission internationale à laquelle la sage prévoyance de la Porte ottomane a réservé la solution de la question technique de tonnage devrait, dans l'opinion du Gouvernement fran-

çais, être strictement limité à la détermination de la capacité utilisable. La commission aurait, avant tout, à rechercher, au moyen des observations et des études comparatives qu'elle jugerait nécessaires, à quelle fraction de la capacité totale correspond, en moyenne la capacité utilisable. Cette vérification terminée, les autres points seraient bientôt réglés : il y aurait le même écart entre le tonnage utile et le tonnage officiel qu'entre la fraction qui serait déterminée par la commission et celle de 51 p. 100 qui sert aujourd'hui de base au calcul de jaugeage; il serait dès lors facile de fixer le tant pour cent dont devrait être augmenté le nombre des tonneaux portés sur les papiers de bord, pour que la compagnie pût percevoir la taxe sur toute la capacité utilisable. D'un autre côté, l'examen et, au besoin, la rectification des procédés employés pour déduire l'espace occupé par la machine et le charbon ne présenteraient sans doute point de sérieuses difficultés, et les travaux de la commission ne tarderaient pas à aboutir à une solution qui concilierait tous les intérêts.

En circonscrivant dans ces limites le mandat de la commission, on en accélérera l'accomplissement. Plus le travail sera simplifié, plus l'entente sera facile entre les commissaires. La grande question de l'unification des méthodes de jaugeage ne sera pas résolue encore; mais elle aura fait un pas décisif, le jour où, sur un point aussi fréquenté que l'est le canal de Suez par les marines de toutes les nations, le principe de la capacité utilisable recevra une application incessante. Quant au choix du lieu de réunion, le Gouvernement français n'a pas de préférence à exprimer; il lui paraît seulement nécessaire que la commission trouve, dans la ville où elle sera convoquée, toutes les facilités désirables pour effectuer rapidement ses investigations.

Il est d'autant plus à souhaiter que la commission internationale proposée par la lettre vizirienne soit promptement convoquée, que l'on conçoit difficilement quel sera, avant sa réunion et pendant les travaux, le régime qui pourra, sans soulever de réclamation, être appliqué aux navires dans le canal de Suez. Des démarches ont été récemment faites auprès de la Porte ottomane à l'effet d'obtenir que la compagnie reçoive l'ordre de revenir dès à présent à l'ancienne tarification. Mais il est peu probable et que cet ordre soit donné, et que, s'il venait à l'être, la compagnie pût être contrainte de s'y conformer. comment exiger d'elle qu'au moment même où on lui reconnaît, en principe, le droit de taxer toute la capacité utilisable, elle adopte un mode de perception qui n'atteint qu'une partie de cette capacité? Et que de complications pourraient s'ensuivre si, comme il est probable, la commission conclut à l'élévation du nombre des tonneaux



inscrits sur les papiers de bord ! Dans ce cas, la compagnie ne serait-elle pas en droit de réclamer un dédommagement du déficit occasionné dans ses recettes ? Elle pourrait, il est vrai, être autorisée à percevoir, jusqu'à l'époque où la commission se séparerait, une taxe supplémentaire établie sur la jauge officielle ; mais, pour que cette mesure ne soulevât aucune réclamation de sa part, il faudrait que la surtaxe fût calculée de manière à représenter la différence en sus que les navires auraient à payer s'ils étaient jaugés d'après leur capacité utilisable : or les éléments de ce calcul manquent encore, c'est la commission qui est appelée à les fournir. On le voit donc, tant que la question plutôt posée que résolue par la lettre vizirienne n'est pas tranchée, on ne peut s'attendre à ce que la compagnie adopte la base de taxation qui lui est le plus défavorable ; elle maintiendra probablement le tarif actuel, et l'on reste ainsi en présence des difficultés dont on voulait sortir.

Au lieu de s'arrêter à ces questions secondaires, les puissances maritimes envisageront certainement à un point de vue plus élevé les devoirs de protection qu'elles ont à remplir à l'égard du commerce maritime. Elles comprendront que ses intérêts et ceux de la compagnie de Suez sont solidaires, et qu'elles sauvegardent les uns comme les autres en assurant à cette société les moyens d'exploiter dans des conditions suffisamment rémunératrices la voie nouvelle dont elle a doté le monde. Quant au Gouvernement français, quelque sollicitude que lui inspire une entreprise que la France a puissamment aidée de ses capitaux en même temps que de ses sympathies, quelque désir qu'il ait de la soustraire à des embarras financiers qui sont en partie la conséquence des embarras qu'a rencontrés, à une autre époque, la courageuse initiative de son promoteur, c'est surtout dans l'intérêt du commerce maritime qu'il appelle de ses vœux une entente générale. Ce n'est en effet qu'à la faveur de cette entente que les puissances européennes pourront faire introduire dans le tarif de la compagnie les améliorations qu'il comporte, notamment au point de vue de l'allègement des charges afférentes aux navires sur lest, aux transports de guerre et aux paquebots-poste ; conserver le maximum de 10 francs par tonneau comme limite infranchissable ; obtenir l'abaissement de cette taxe lorsque la situation de l'entreprise sera devenue prospère ; faire établir enfin qu'en raison du caractère essentiellement international du canal de Suez, les conditions du transit ne pourront jamais être aggravées sans un accord préalable entre la Porte ottomane et les principaux Gouvernements intéressés.

M. LE DUC DE BROGLIE AUX AGENTS DIPLOMATIQUES FRANÇAIS  
AUPRÈS DES PUISSANCES MARITIMES.

(Extrait.)

Versailles, le 12 août 1873.

Monsieur, le Gouvernement ottoman a fait connaître, par une lettre vizirienne adressée au Khédive, et dont vous trouverez ci-joint la traduction officielle, sa décision définitive sur les questions relatives au péage de l'isthme de Suez.

Le résultat de l'examen auquel cette décision a donné lieu, de la part de mon département, est consigné dans la note que j'ai l'honneur de vous transmettre, également ci-annexée. Comme vous le verrez, l'opinion du Gouvernement français peut se résumer ainsi qu'il suit :

Le principe de la capacité utilisable étant désormais reconnu, il y a lieu de réunir au plus tôt une commission internationale pour en régler l'application au péage du canal de Suez.

Le mandat de cette commission devra être strictement limité à la détermination du rapport moyen existant entre la capacité totale des navires obtenue par le système Moorsom et leur capacité utilisable.

Pendant les travaux de cette commission, la compagnie de Suez continuerait provisoirement à appliquer le mode actuel de perception, qui, d'après ses évaluations, permet d'atteindre tout le tonnage net utilisable des bâtiments à vapeur.

Je vous prie, monsieur, de remettre une copie de cette note à M. le ministre des affaires étrangères de . . . . , en exprimant le vœu que son Gouvernement s'associe aux conclusions qui s'y trouvent formulées.

Recevez, etc.

*Signé : DE BROGLIE.*

---

M. LE SOURD, CHARGÉ D'AFFAIRES DE FRANCE A CONSTANTINOPLE,  
AU DUC DE BROGLIE.

Thérapia, le 20 août 1873.

Monsieur le duc, j'ai reçu la dépêche que Votre Excellence m'a fait l'honneur de m'adresser le 2 de ce mois, et à laquelle était joint un mémoire qui résume la situation faite à la compagnie de Suez par les lettres viziriennes écrites au Khédive. Ce travail plein d'intérêt m'eût fourni des arguments puissants si j'avais dû combattre, il y a une semaine, chez le Gouvernement ottoman, la velléité de rendre obligatoire pour la compagnie l'application immédiate du *net tonnage*; mais Votre Excellence sait que je n'ai pas eu à lutter sur ce terrain et que le Gouvernement ottoman s'est dérobé aux instances des agents de plusieurs puissances à Constantinople en provoquant, par

la circulaire ci-jointe, la réunion d'une commission internationale. Cette combinaison finale est la seule qui renferme une solution et puisse écarter des complications sérieuses. Il importe toutefois de bien s'entendre, avant l'ouverture des conférences, sur ses attributions, sur la nature de son mandat, sur le degré d'autorité réservé à ses conclusions. Or les divergences apparaissent déjà sur ces divers points. Si la commission est, comme Votre Excellence le pense, comme le texte de la lettre vizirienne l'indique clairement, une assemblée technique, chargée uniquement de déterminer la capacité utilisable des navires, elle peut, pour ainsi dire, omettre la question spéciale du canal de Suez, généraliser sa tâche et rechercher scientifiquement à quelle fraction de la capacité totale des navires correspond leur capacité utilisable. Cette fraction étant admise d'un accord unanime, M. de Lesseps l'adopterait, fidèle à l'interprétation de la Porte, qui a reconnu la base de la capacité utilisable, et il serait fondé à augmenter de tant pour cent, selon le verdict de la commission, le nombre de tonneaux portés sur les papiers de bord. Resterait à examiner quels procédés devraient être employés pour déduire l'espace occupé par les machines et le charbon, et l'on obtiendrait enfin un résultat qui serait la loi de la société du canal. Telle devrait être, je me l'imagine, la marche rationnelle des travaux ; j'estime néanmoins que la communication du mémoire que Votre Excellence a fait remettre aux divers Gouvernements sera d'autant plus opportune que je vois régner ici, dans l'esprit de leurs agents, quelque incertitude en ce qui touche le rôle de la commission, et la précision avec laquelle le Gouvernement français l'expose et l'analyse est bien propre à les éclairer et peut-être à les rallier à notre sentiment.

Quant à la Sublime Porte, c'est dans la plus stricte neutralité qu'elle entend se maintenir.

Veillez agréer, etc.

*Signé : LE SOURD.*

---

#### ANNEXE

SON EXCELLENCE RACHID-PACHA, MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE TURQUÉ, AUX REPRÉSENTANTS DE LA SUBLIME PORTE A L'ÉTRANGER.

La décision du Gouvernement impérial relative aux droits du canal de Suez, que je vous ai communiquée par ma dépêche en date du 19 juillet, prévoit le cas où, par suite d'un défaut d'entente quant à l'application des principes posés par la Sublime Porte, il y aurait lieu d'avoir recours, pour la solution définitive, aux lumières de la commission internationale. A ce point de vue, cette question vient

désormais s'ajouter tout naturellement aux attributions de la commission dont le Gouvernement impérial prenait l'initiative de proposer la convocation par sa circulaire en date du 1<sup>er</sup> janvier 1873. Cette dernière proposition ayant été accueillie partout avec empressement depuis longtemps, et Constantinople ayant été presque unanimement désigné comme le lieu de sa réunion, il a été décidé qu'elle sera convoquée le 15 septembre prochain, afin de ne pas retarder plus longtemps des travaux dont l'utilité se fait sentir d'une manière si impérieuse. En outre, il a été convenu que les puissances participantes auraient la faculté de s'y faire représenter à leur convenance, soit par un ou deux délégués.

Veuillez, en notifiant la date de cette réunion à M. le ministre des affaires étrangères, le prier de désigner les personnes qui auront la mission d'y représenter le Gouvernement. . . . .

---

M. DUTREIL, CHARGÉ D'AFFAIRES DE FRANCE A LONDRES,  
AU DUC DE BROGLIE.

(Extrait.)

Londres, le 4<sup>er</sup> septembre 1873.

Monsieur le duc, dans sa réponse à la note que je lui avais transmise conformément aux instructions de Votre Excellence, lord Granville donne à la lettre vizirienne une interprétation tout autre que celle qui résulte de l'examen dont elle a été l'objet de la part de Votre Excellence. D'après le Gouvernement britannique, la compagnie de Suez n'aurait pas le droit de percevoir d'autres taxes de transit que celles établies sur la base du tonnage net mesuré d'après le système Moorsom jusqu'à l'adoption d'un autre système par la commission internationale. J'ai fait remarquer à lord Granville, avec lequel je viens d'avoir un entretien, que cette interprétation ne me semblait pas résulter des termes de la lettre vizirienne, qui parle, il est vrai du système Moorsom comme de celui qui donne avec le plus d'exactitude la capacité utilisable des navires, mais n'exclut pas les autres modes de jaugeage. Le comte Granville m'a répondu que si, en effet, les intentions du Gouvernement ottoman à cet égard n'étaient pas clairement exprimées dans la note adressée au Khédive, il lui était impossible, après les informations qu'il avait reçues de l'ambassade de Sa Majesté à Constantinople, de mettre en doute l'exactitude de la conclusion à laquelle il s'était arrêté. Il a ajouté que, pour éviter les difficultés auxquelles ne peut manquer de donner lieu la mesure prise le 1<sup>er</sup> juillet de l'année dernière, le Gouvernement français aurait intérêt à inviter la compagnie à abandonner ce système en attendant les décisions de la commission.



Je n'ai pu que faire des réserves sur l'impression que produirait à Versailles la manière dont le Cabinet de Londres envisageait la question.

*Signé* : DUTREIL.

---

M. LE DUC DE BROGLIE A M. LE SOURD, CHARGÉ D'AFFAIRES DE FRANCE A CONSTANTINOPLE.

Versailles, le 40 septembre 1873.

Monsieur, j'ai l'honneur de vous informer que j'ai désigné, pour représenter le Gouvernement français à la commission internationale convoquée à Constantinople, un agent de mon département, M. le baron d'Avril, consul général et membre de la commission européenne du Danube, et M. Rumeau, inspecteur général des ponts et chaussées, que M. le ministre des travaux publics avait bien voulu mettre à ma disposition.

Vous trouverez ci-joint, monsieur, copie des instructions que je viens d'adresser à nos deux commissaires. Je vous autorise à les communiquer à Rachid-Pacha, ainsi qu'à ceux des représentants des autres puissances auxquels vous jugerez utile d'en donner connaissance. J'ai d'ailleurs invité nos commissaires à cesser de prendre part aux délibérations de la commission, dans le cas où celle-ci viendrait à mettre en question le principe de la capacité utilisable en interprétant autrement que la Porte les termes de l'acte de concession.

Dans la pensée du Gouvernement français, les conclusions de la commission ne devraient devenir exécutoires qu'après avoir reçu l'adhésion des puissances représentées dans son sein. Cette réserve m'a été suggérée par le désir de ne pas abandonner à la commission la solution définitive d'une question aussi importante que celle de la capacité utilisable. Il m'a aussi paru qu'il y avait lieu, pour nous prémunir contre l'extension exagérée que pourrait recevoir un mandat qui n'est pas encore nettement déterminé, de n'attribuer à ce mandat qu'un caractère consultatif. Mais je n'en reconnais pas moins au Gouvernement du Sultan le droit de s'approprier les conclusions de la commission et d'en prescrire, si bon lui semble, l'application au canal de Suez. Seulement, la Porte, avant d'arrêter la base de perception à laquelle la compagnie devra désormais se conformer, tiendra certainement à s'assurer que les calculs au moyen desquels la commission aura déterminé la capacité utilisable sont considérés comme exacts par les puissances intéressées.

Recevez, etc.

*Signé* : BROGLIE.

---

M. LE DUC DE BROGLIE AUX COMMISSAIRES DU GOUVERNEMENT  
FRANÇAIS A LA COMMISSION INTERNATIONALE DE CONSTANTINOPLE.

Versailles, le 40 septembre 1873.

Monsieur, en adhérant à la réunion de la commission proposée par la Porte ottomane, j'ai formulé, en ce qui concerne la nature et les limites de son mandat, des réserves qui devront, jusqu'à nouvel ordre, vous servir de règle de conduite. Vous les trouverez exposées dans la note ci-annexée, que j'ai fait remettre récemment aux principales puissances maritimes. J'y insiste tout d'abord pour que la commission soit uniquement chargée de déterminer la capacité utile des navires. Comme vous le savez, monsieur, nous avons obtenu du Gouvernement ottoman qu'il interprêtât définitivement l'acte de concession du canal de Suez dans le sens qui nous paraissait le plus rationnel et le plus équitable : il a déclaré que les mots *tonneau de capacité* ne désignaient nullement le tonnage inscrit sur les papiers de bord et que le firman autorisait la compagnie à percevoir le droit de 10 francs par tonneau sur toute la capacité utilisable. Il ne reste donc plus aujourd'hui qu'à s'entendre sur le meilleur moyen d'évaluer exactement cette capacité. Celui qu'emploie la compagnie de Suez pour les bâtiments à vapeur, en ne déduisant pas du tonnage obtenu par la méthode anglaise l'espace qu'occupent la machine et les soutes à charbon, a soulevé certaines objections : on a contesté que cet espace fût l'équivalent de la différence existant entre le tonnage officiel et le tonnage utile. Or ce sont précisément ces objections que la commission est appelée à faire cesser en déterminant l'écart entre les deux tonnages et en rectifiant ensuite, s'il y a lieu, la base de perception adoptée par la compagnie.

La commission ne me semblerait pas compétente pour examiner le mode de perception qui devrait être appliqué dans l'isthme pendant la durée de ses travaux. Elle s'exposerait même, en examinant cette question, à porter indirectement atteinte au principe de la capacité utilisable. La compagnie, en effet, affirme que ses perceptions actuelles sont conformes à ce principe : or, si, avant d'avoir vérifié l'exactitude de cette assertion, la commission se prononçait pour le retour immédiat à l'ancienne tarification, qui avait pour base un tonnage notoirement inférieur au tonnage utile, elle préjugerait ainsi la question qu'elle est appelée à étudier et à résoudre.

Le mandat de la commission ne comporte pas non plus, dans mon opinion, l'examen de la situation financière et des actes administratifs de la compagnie. Celle-ci peut être appelée, le moment venu, à fournir des explications sur les calculs qui l'ont amenée à considérer le *gross tonnage* officiel comme équivalent au *tonnage utile net*; mais

elle doit conserver vis-à-vis de la commission son entière indépendance, et si le commerce maritime est intéressé à obtenir que certains changements soient apportés au régime du canal, c'est par la voie diplomatique que ces améliorations doivent être obtenues. Rien ne me paraît s'opposer, du reste, à ce que la commission, avant de se séparer émette à ce sujet une série de vœux, que les puissances maritimes s'empresseront sans doute d'appuyer auprès de la Porte ottomane.

En définitive, votre principal but devra être, monsieur, de faire adopter par la commission le mode d'évaluation de la capacité utilisable qui vous paraîtra donner les résultats les plus exacts. Comme l'indique la note ci-jointe, le procédé de cubage employé en Angleterre est très-satisfaisant ; mais le chiffre par lequel on divise ensuite le volume obtenu pour avoir la capacité utile est beaucoup trop élevé.

La connaissance que vous possédez des questions de jaugeage me dispense de vous adresser sur ce point des instructions détaillées ; vous parviendrez, je l'espère, de concert avec votre collègue, à faire adopter vos vues par la commission en ce qui concerne le diviseur dont l'emploi doit donner le tonnage utile. Aucune puissance ne saurait, au surplus, se refuser à reconnaître qu'il existe un écart considérable entre la capacité utile des navires et le tonnage que font ressortir les diviseurs usités chez les différentes nations ; les preuves abondent, même dans les documents officiels, tant français qu'étrangers, et il vous sera facile de démontrer en outre que la méthode anglaise, comparée aux autres méthodes connues, est une de celles qui, au point de vue du tonnage utile, donnent les résultats les plus éloignés de la vérité.

La solution de cette question générale aura un double avantage : elle mettra fin aux difficultés soulevées par le péage de l'isthme de Suez, et elle préparera les voies à une entente de toutes les puissances pour l'adoption d'une méthode de jaugeage uniforme et vraie dans ses résultats. Mais je ne pense pas que la commission qui va se réunir à Constantinople puisse être chargée de réaliser cette entente universelle. Qu'elle fasse prévaloir le principe de la capacité utilisable et qu'elle en facilite l'application sur le parcours du canal de Suez, ce sera un grand point obtenu. Pour introduire ensuite ce principe dans la pratique journalière des différentes nations, il faudra, je pense, entreprendre des négociations longues et compliquées, que son mandat ne me paraît pas comporter.

La question principale qu'il s'agit de régler a trop d'importance, monsieur, pour que je n'aie pas cru devoir réserver expressément

l'adhésion du Gouvernement français aux décisions qui seront adoptées. Je vous prierai donc de n'accepter qu'*ad referendum* le résultat des délibérations auxquelles vous aurez participé.

Recevez, etc.

Signé : BROGLIE.

---

M. LE DUC DE BROGLIE A M. DUTEUIL, CHARGÉ D'AFFAIRES DE FRANCE  
A LONDRES.

(Extrait.)

Versailles, 15 septembre 1873.

Monsieur, je vois, par la réponse de lord Granville à notre note du 7 août, que le Cabinet de Londres, interprétant autrement que nous les termes de la lettre vizirienne, attribue un caractère impératif à ce qui nous paraît un simple avis donné par la Porte ottomane, J'ignore comme vous quelles sont les déclarations verbales que l'ambassadeur de Sa Majesté Britannique à Constantinople aurait reçues à ce sujet ; mais j'ai tout lieu de croire à un malentendu. Non-seulement, en effet, la rédaction de la lettre vizirienne ne se prête pas à l'interprétation que lord Granville croit être fondé à considérer comme exacte ; mais encore cette interprétation serait en opposition formelle avec le principe de la capacité utilisable, que la même lettre reconnaît et constate. La Porte déclare qu'il ne peut y avoir pour la compagnie de Suez d'autre base légale de perception que le tonnage utile ; lorsqu'elle ajoute ensuite que le tonnage net obtenu par le système Moorsom paraissant être celui qui se rapproche le plus de ce tonnage utile, la compagnie devrait le prendre provisoirement pour base de ses perceptions, elle n'entend évidemment émettre qu'une simple opinion, qu'elle défère d'ailleurs par avance, en cas de contestation, à l'examen d'une commission internationale. Et comment aurait-elle pu être plus affirmative, alors qu'un écart considérable existe, en fait, entre le tonnage net des navires jaugeés par la méthode anglaise et leur capacité utilisable, et que cette méthode, comparativement aux autres méthodes connues, est une de celles qui donnent, au point de vue du tonnage utile, les résultats les plus éloignés de la vérité ? Vous parviendrez, je l'espère, monsieur, à faire comprendre à lord Granville, que dans cette situation, il me serait difficile d'inviter la compagnie de Suez, alors même que je serais en mesure d'exercer quelque influence sur ses décisions, à percevoir ses taxes, jusqu'à la fin des travaux de la commission, d'après le tonnage net obtenu par la méthode Moorsom, lequel n'est autre, pour la plupart des navires, que celui que portent leurs papiers de bord.

D'un autre côté, il semble que, dans l'opinion du principal secrétaire d'État de Sa Majesté Britannique pour les affaires étrangères, le mandat de la commission devrait principalement consister, une



fois que la compagnie serait revenue à son ancien mode de perception, à recueillir ses observations et à examiner la suite dont elles seraient susceptibles. Je pense, pour ma part, monsieur, que la commission doit uniquement s'occuper de déterminer la capacité utilisable des navires. Il se peut que, dans le cours de ses délibérations, elle ait occasion de demander à la compagnie des explications sur les calculs qui l'ont amenée à considérer le *gross tonnage* officiel comme équivalent au tonnage utile net ; mais là devra se borner, à mon avis, son ingérence dans les actes administratifs d'une entreprise qui doit conserver vis-à-vis d'elle son entière indépendance.

Recevez, etc.

Signé : BROGLIE.

M. LE DUC DE BROGLIE A M. LE SOURD, CHARGÉ D'AFFAIRES  
A CONSTANTINOPLE.

(Extrait.)

Versailles, le 24 septembre 1873.

Monsieur, il résulte des instructions qu'ont reçues les commissaires austro-hongrois que, dans la pensée du Cabinet de Vienne, la Commission doit être chargée d'examiner toutes les difficultés soulevées par le péage du canal de Suez. Ainsi que je vous l'ai déjà écrit, le mandat de la commission doit, d'après nous, consister avant tout, et même uniquement, à déterminer la capacité utilisable, qui, de l'aveu même du comte Andrassy, est supérieure au tonnage officiel. Je vous prie donc de faire tous vos efforts pour empêcher que la Porte ne donne à ce mandat l'extension que le Gouvernement austro-hongrois voudrait lui voir attribuer.

Nous ne pouvons pas non plus admettre, tant que cette question ne sera pas réglée, que la compagnie soit contrainte, comme le désire le Cabinet de Vienne, de baser ses perceptions soit sur les énonciations des papiers de bord, soit, ce qui revient au même pour la plupart des navires, sur le tonnage net obtenu par la méthode Moorsom. Une telle exigence nous paraîtrait aussi injuste qu'illogique, du moment où le Gouvernement ottoman a reconnu à la compagnie le droit de percevoir ses taxes sur le tonnage utile, et où la compagnie affirme que le nouveau mode de perception est conforme à ce principe.

Enfin, le Gouvernement austro-hongrois se montre disposé à accepter l'établissement temporaire d'une surtaxe de 2 francs par tonneau de jauge officielle. Je n'ai pas besoin de vous faire remarquer que l'insuffisance de cette surtaxe, au double point de vue des besoins de l'entreprise et de l'écart qui existe entre le tonnage utile et le tonnage officiel, ne manquerait pas de motiver, de la part de la compagnie, des réclamations fondées.

Recevez, etc.

Signé : BROGLIE.

M. LE DUC DE BROGLIE AUX AGENTS DIPLOMATIQUES DE FRANCE PRÈS  
DES PUISSANCES REPRÉSENTÉES A LA COMMISSION INTERNATIO-  
NALE DE CONSTANTINOPLE.

(Circulaire.)

Versailles, le 27 septembre 1873.

Monsieur, pour faire suite à mes précédentes communications sur le péage du canal de Suez, j'ai l'honneur de vous adresser une copie des instructions que j'ai données aux commissaires chargés de représenter le Gouvernement français dans la commission internationale convoquée à Constantinople. Je les ai en même temps invités à n'accepter qu'*ad referendum* le résultat des délibérations auxquelles ils auront participé.

Si le Gouvernement.... vous exprimait le désir de connaître la nature et l'étendue du mandat de nos commissaires, vous pourriez lui communiquer, à titre confidentiel, la substance de ces instructions.

Agréez, etc.

Signé : BROGLIE.

---

M. LE BARON D'AVRIL COMMISSAIRE FRANÇAIS A CONSTANTINOPLE,  
A M. LE DUC DE BROGLIE.

Péra, le 4 octobre 1873:

Monsieur le duc, en devançant à Constantinople l'ouverture des séances de la commission internationale, qui, par suite d'ajournements successifs, ne se réunira que le 6 de ce mois, j'ai pu, par des entretiens avec quelques-uns de mes collègues, me rendre compte du système au moyen duquel on s'efforcera d'annuler les conséquences qui découlent du principe de la capacité utilisable inscrit dans la lettre vizirienne.

D'après ce système, le diviseur qui sert généralement aujourd'hui à calculer le tonnage officiel, et qui représente 100 pieds cubes anglais, ou 2 mètres cubes 83, est indiscutable et ne saurait être modifié. La commission internationale n'a pas à le mettre en question. La capacité utilisable d'un navire, c'est le nombre de fois que ce volume-type est compris dans le cubage total diminué des espaces non susceptibles d'être utilisés pour le fret. Par là, on oppose à la recherche de la capacité vraiment utilisable une barrière préjudicielle, puisqu'on n'admet la possibilité d'un changement dans le mode de calcul de cette capacité qu'en ce qui touche la déduction des espaces qui ne peuvent pas recevoir de marchandises.

En conséquence, lorsque la lettre vizirienne dit que la compagnie de Suez peut frapper de 10 francs par tonneau la capacité utilisable, elle aurait entendu seulement que du volume total exprimé en unités de 100 pieds cubes il faut déduire les espaces non utilisables pour le fret. La tâche de la Commission internationale consisterait à déter-

miner quels sont ces espaces et quelle est la meilleure manière de les calculer.

Le système qui nous est opposé est le système des papiers de bord, explicitement condamné par la lettre vizirienne. Il est la négation même du principe de la capacité utilisable tel que le Gouvernement français l'a défini dans la communication que Votre Excellence a adressée à toutes les puissances au mois d'août dernier, à l'effet de préciser nettement et à l'avance les conditions de notre participation à la conférence internationale. La consécration d'un tel système par la majorité de la commission réaliserait donc une éventualité prévue par les instructions de Votre Excellence.

Veuillez agréer, etc,

*Signé: D'AVRIL.*

---

M. LE SOURD CHARGÉ D'AFFAIRES DE FRANCE A CONSTANTINOPLE  
AU DUC DE BROGLIE.

(Extrait.)

Thérapie, le 7 octobre 1873.

Monsieur le duc, j'ai l'honneur d'adresser ci-joint à Votre Excellence le texte des instructions données par le Gouvernement ottoman à ses commissaires.

Rachid-Pacha m'avait, il y a quelques jours, communiqué ces instructions, en me demandant de lui soumettre mes observations. Je n'avais usé de la faculté qu'il m'accordait qu'avec une extrême discrétion, et je m'étais borné à suggérer un petit nombre de modifications qu'il avait accueillies. Depuis lors il m'avait fait dire que, malgré les tentatives répétées de certains agents étrangers, la Porte adoptait dans son intégrité le projet d'instructions tel qu'il m'avait été communiqué. C'est donc avec étonnement qu'hier, en comparant à l'épreuve typographique qui m'avait été antérieurement remise le texte, devenu officiel, des instructions des délégués turcs, j'y ai découvert, dans un des derniers alinéa, la phrase entièrement nouvelle qui suit : « Il s'ensuit donc naturellement que la commission aura aussi à examiner si le mode actuellement appliqué dans la perception des droits du canal de Suez est en harmonie avec les prescriptions de l'acte de concession et du firman impérial, suivant l'interprétation qui leur a été donnée par les deux lettres viziriennes à S. A. le Khédive. » Cette addition inattendue m'a paru trop contraire aux assurances de Rachid-Pacha et à notre sentiment sur le mandat de la commission pour que je tardasse à voir le ministre et à lui en demander la signification. Je lui ai représenté qu'à mon avis, en accordant à la commission le droit d'examiner si le tarif actuellement appliqué dans l'isthme de Suez était conforme aux prescriptions du contrat de concession et au firman qui a sanctionné cet acte, la Porte allait à l'encontre et de ses vues et

de ses intérêts. Rachid-Pacha m'a répondu qu'il ne comprenait pas comme moi le sens de la phrase en question ; mais il m'a, en même temps, avoué que son insertion avait été presque exigée par M. l'ambassadeur d'Angleterre.

Veillez agréer, etc.

Signé : LE SOURD.

## ANNEXE

### INSTRUCTIONS DE MM. LES DÉLÉGUÉS OTTOMANS.

La pensée du Gouvernement impérial, en convoquant la commission internationale pour le tonnage, est établie dans une circulaire du ministère des affaires étrangères, en date du 1<sup>er</sup> janvier 1873, dont je crois utile de rappeler ici même le texte :

« Le désir du Gouvernement impérial d'assurer un traitement égal à tous les navires, sans distinction de pavillon, qui fréquentent les ports de l'Empire, et les difficultés surgies par suite de la récente modification apportée dans la perception de la taxe de navigation que payent les bâtiments traversant le canal de Suez, nous donnent la certitude qu'une démarche ayant pour but d'arriver à l'adoption d'un jaugeage uniforme serait accueillie avec faveur par les États maritimes.

« Grâce au développement des voies de communication, les relations des peuples entre eux prennent une grande extension. Il en résulte une solidarité d'intérêts qui, envisagée au point de vue du commerce maritime, tend à faire disparaître les mesures de protection établies en faveur du pavillon national. D'un autre côté, les progrès de la science sont tels, de nos jours, qu'on peut déterminer avec précision la dimension d'un navire et sa capacité utilisable pour le transport des marchandises. Aussi le Gouvernement impérial ne doute pas qu'une commission de savants et d'hommes expérimentés parviendrait à trouver un mode uniforme de mesurer les navires et à fixer un tonneau type qui servirait à la fois de base pour les transactions commerciales et pour la perception des droits auxquels est assujettie la navigation.

« En conséquence, le Gouvernement impérial vous charge de pressentir quelles seraient les vues du Gouvernement près duquel vous êtes accrédité sur l'institution d'une pareille commission à Londres, centre du commerce maritime, ou à Constantinople. »

Telle était alors la pensée du Gouvernement impérial, et les événements qui se sont succédé depuis n'ont fait que confirmer les considérations sur lesquelles il s'était fondé pour demander le concours des lumières des principaux États maritimes, en vue de régulariser cette question d'un intérêt si général. L'empressement que



ces États ont bien voulu mettre à répondre à l'invitation qui leur avait été adressée suffirait, à lui seul, pour démontrer la justesse des idées qui ont dicté cette démarche. Néanmoins il ne me semble pas inopportun d'insister ici avec quelques détails sur les circonstances particulières qui justifient l'initiative que le Gouvernement ottoman a prise et qui expliquent l'insistance qu'il a mise à demander cette réunion.

Le 2 zilhidjé 1282 (19 mars 1866), le Gouvernement ottoman acceptait et approuvait par firman impérial le contrat intervenu le 22 février 1866, entre S. A. le Khédive, d'une part, et M. de Lesseps d'autre part, au sujet de l'entreprise du canal de Suez. Ce contrat confirmait, entre autres, l'acte de concession accordé précédemment à M. de Lesseps le 5 janvier 1856, et dont l'article 17 porte textuellement ce qui suit :

« Pour indemniser la Compagnie des dépenses de construction, d'entretien et d'exploitation qui sont mises à sa charge par les présentes, nous l'autorisons dès à présent, et pendant toute la durée de sa jouissance, telle qu'elle est déterminée par les paragraphes 1<sup>er</sup> et 3 de l'article précédent, à établir et percevoir, pour le passage dans les canaux et les ports en dépendant, des droits de navigation, de pilotage, de remorquage, de halage ou de stationnement, suivant des tarifs qu'elle pourra modifier à toute époque, sous la condition expresse :

« 1<sup>o</sup> De percevoir ces droits, sans aucune exception ni faveur, sur tous les navires dans des conditions identiques ;

« 2<sup>o</sup> De publier les tarifs, trois mois avant la mise en vigueur, dans les capitales et les principaux ports de commerce des pays intéressés ;

« 3<sup>o</sup> De ne pas excéder, pour le droit spécial de navigation, le chiffre maximum de 10 francs par tonneau de capacité des navires et par tête de passager. »

En exécution de l'article précité, la compagnie publiait, le 17 août 1869, le premier règlement de navigation du canal maritime de Suez, dont l'article 11 est ainsi conçu :

« Les péages sont calculés sur le tonnage réel des navires, quant au droit de transit et aux frais de remorquage et de stationnement.

« Ce tonnage est déterminé, jusqu'à nouvel ordre, d'après les papiers officiels du bord.

« Le droit de transit d'une mer à l'autre est de dix francs (10 fr.) par tonne de jauge et de dix francs (10 fr.) par passager, payables à l'entrée de Port-Saïd ou de Suez.

« Les frais de remorquage sont fixés à deux francs (2 francs) par tonne. »

En conséquence, les droits de navigation perçus par la compagnie, à partir de l'inauguration du canal, furent calculés, sur le tonnage porté sur les papiers de bord. Mais le 4 mars 1872 la compagnie publiait un nouvel acte de navigation, dont l'article 12 établissait la manière dont ces droits seraient perçus à dater du 1<sup>er</sup> juillet 1873. Voici cet article :

« 1<sup>o</sup> A partir du 1<sup>er</sup> juillet 1872, la compagnie universelle du canal maritime de Suez perçoit le droit spécial de navigation de 10 francs par tonne sur la capacité réelle des navires.

« 2<sup>o</sup> Le *gross tonnage*, ou tonnage brut inscrit sur les papiers de bord des navires jaugés d'après la méthode anglaise actuellement en usage, sert de base à cette perception.

« 3<sup>o</sup> Les navires de toutes nations dont les papiers de bord n'impliquent pas ce tonnage établi d'après la méthode ci-dessus y sont ramenés au moyen du barème annexé au présent règlement.

« 4<sup>o</sup> Les bâtiments qui n'ont pas de papiers de bord ou n'en ont que d'incomplets sont jaugés par les agents de la compagnie, d'après la règle actuellement en usage en Angleterre pour mesurer les navires chargés.

« 5<sup>o</sup> Tous les espaces couverts à demeure ou provisoirement, qui ne sont pas compris dans le tonnage officiel des navires, sont jaugés par les agents de la Compagnie, suivant la règle actuellement en usage en Angleterre. Le tonnage obtenu est soumis à la taxe.

« 6<sup>o</sup> Les bâtiments d'État sont traités par la perception des droits dus à la Compagnie conformément aux règles appliquées aux navires de commerce.

« Le droit de 10 francs par tête de passager, ainsi que le droit de transit, est payable d'avance à l'entrée de Port-Saïd ou de Suez.

« Les droits de stationnement ou d'ancrage à Port-Saïd, à Ismaïlia et devant le terre-plein de Suez sont fixés à 2 centimes par jour et par tonne après un séjour de vingt-quatre heures à la place assignée par le capitaine du port, quelle que soit la durée du stationnement. Ces frais sont exigibles tous les dix jours.

« Les erreurs dans la déclaration du tonnage ou dans la perception des droits devront être rectifiées dans le mois qui suivra le passage du navire. Après ce délai, les rectifications ne seront pas admises; aucune application erronée du tarif ne pourra jamais être invoquée à titre de précédent contre la Compagnie.

« *N. B.* — Tout en adoptant comme base de la perception de ces droits le tonnage résultant du mode de mesurage d'après la méthode

indiquée, la compagnie du canal maritime ne renonce pas, pour l'avenir, à l'application de tel mode nouveau de jaugeage qui se présenterait avec des avantages de précision supérieurs à ceux du mode actuel. »

Pour justifier l'abandon du système primitif de ses perceptions, la compagnie alléguait : 1° l'insuffisance des évaluations portées sur les papiers de bord ; 2° l'inégalité du traitement qui ne pouvait manquer d'en résulter, contrairement aux stipulations expresses de l'acte de concession.

Quant à l'exactitude du mode de mesurage adopté par elle, elle s'appuyait sur l'avis d'une commission d'hommes compétents qu'elle avait eu soin de consulter avant sa nouvelle publication. Cette mesure de la compagnie, qui mettait à la charge des navires une taxe supérieure à celle qu'ils avaient acquittée jusqu'alors, souleva des réclamations. Les différentes marines intéressées prétendaient que les taxes ainsi prélevées par la compagnie dépassaient la limite maximum indiquée dans l'acte de concession. La compagnie, de son côté, dans de nombreuses communications qu'elle faisait parvenir à la Sublime Porte, par l'organe de M. de Lesseps, ne cessait d'invoquer l'acte de concession, afin de prouver la légitimité de ses procédés. Bientôt après, et sans s'arrêter à l'examen des procédés de mesurage adoptés par la compagnie, plusieurs puissances s'adressèrent à la Sublime Porte pour obtenir tout d'abord l'interprétation officielle des termes de l'acte de concession qui servait de base aux droits perçus par la compagnie. Auteur de la concession, la Sublime Porte ne crut pas pouvoir refuser l'interprétation qui lui était instamment demandée, et cette interprétation fut formulée dans la lettre vizirienne adressée, en date du 17 djemazi-ul-ewel 1290, à Son Altesse le Khédive, et dont la teneur suit :

« Ainsi que Votre Altesse le sait, depuis l'ouverture du canal de Suez jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet 1872, la compagnie avait perçu, à titre de droit de passage, sur les navires traversant le canal, 10 francs pour chaque tonneau inscrit sur les papiers de bord, sans que cette perception eût été confirmée par le Gouvernement impérial.

« Mais, à partir du 1<sup>er</sup> juillet, la compagnie a procédé, toujours sans autorisation préalable du Gouvernement, à la perception de la même taxe d'après le nouveau système adopté par elle pour le jaugeage des navires. Ce procédé n'a pas manqué de soulever les réclamations des puissances.

« Ces dernières, ainsi que la compagnie, se sont adressées au Gouvernement impérial pour l'interprétation de la clause de l'acte de concession accordé le 2 rébiul-ewel 1292 par l'administration

égyptienne à la compagnie de Suez, et confirmé par le firman impérial du 2 zilkadé 1282, portant qu'on n'excédera pas, pour le droit de navigation, le chiffre maximum de 10 francs par tonneau de capacité. En conséquence, et vu la nécessité d'écarter les réclamations existantes en fixant l'interprétation de cette clause, le Conseil des ministres a délibéré sur cette question et l'a soumise à un examen attentif et approfondi. Or, en ratifiant, comme il est dit ci-dessus, l'acte de concession susmentionné, le Gouvernement impérial n'a entendu en réalité l'expression de *tonneau de capacité* qui se trouve dans un passage de cet acte que dans un sens absolu; il n'a eu nullement en vue le tonnage inscrit sur les papiers de bord de telle ou telle Puisseance.

« En effet, les navires de tout pavillon traversent le canal; ils doivent, d'après les dispositions de l'acte de concession, être soumis à une taxe égale. Mais, comme les différents Gouvernements n'ont pas encore adopté un système de tonnage identique, il était nécessaire de faire usage de l'expression de *tonneau de capacité* en général, de telle manière que cette expression pût s'appliquer au tonneau qui serait plus tard adopté par tous les Gouvernements, ainsi que par le Gouvernement impérial pour sa marine.

« Dans cet ordre d'idées, il serait naturel d'adopter le tonnage qui donnerait, avec la plus grande approximation, la capacité utilisable. Or, comme parmi les systèmes officiels actuellement en usage le système Moorsom est évidemment celui qui en approche le plus, la Sublime Porte est d'avis qu'on devrait s'en tenir au *net tonnage* fixé d'après ce système. Toutefois, dans le cas où les puissances ou M. de Lesseps ne désireraient pas continuer à maintenir ce système, il serait nécessaire de réunir une commission internationale à l'effet de déterminer la capacité utilisable. Il est évident que le Gouvernement impérial ne peut fixer un mode de mesurage définitif qui n'a pas encore été arrêté et adopté par les autres Gouvernements.

« Tel étant le résultat de la délibération du Conseil des ministres, et Sa Majesté, à qui l'affaire a été soumise, ayant ordonné d'agir en conformité, je viens porter la décision qui précède à la connaissance de Votre Altesse, afin qu'elle veuille bien aviser aux mesures nécessaires en conséquence. »

Peu après, de nouveaux éclaircissements ayant été demandés, Son Altesse le Grand Vizir faisait parvenir, à la date du 6 djémazi-ul-ahir 1290, à Son Altesse le Khédive la lettre suivante :

« J'ai eu l'honneur de recevoir la lettre que Votre Altesse a bien voulu m'adresser, en date du 22 djemazi-ul-ewel, pour demander des éclaircissements relativement à la décision de la Sublime Porte,



mentionnée dans ma lettre du 17 du même mois, sur le système de tonnage devant servir de base à la perception de la taxe sur les navires traversant le canal de Suez.

« Ainsi que Votre Altesse le sait, la compagnie s'en était référée à l'avis et à la décision du Gouvernement impérial en vue de la solution de cette affaire. L'avis et la décision exposés dans ma susdite lettre étant conformes à l'équité et à la justice, nous avons lieu d'espérer que la compagnie réglera sa conduite là-dessus. Je prie Votre Altesse de vouloir bien notifier le contenu de cette même lettre à la compagnie du canal maritime, en la prévenant en même temps qu'elle assumerait la responsabilité des conséquences qui résulteraient de sa conduite, si elle était opposée à la décision et à l'avis justes et légaux de la Sublime Porte. »

Sollicitée d'interpréter les termes de *tonneau de capacité* de l'acte du 5 janvier 1856, la Sublime Porte s'empressait de constater que sa pensée avait été une pensée de justice et d'égalité. Prenant pour point de départ la vérité incontestable que les taxes du canal doivent être supportées en proportion de l'utilité qui en dérive pour ceux qui en profitent ; que cette utilité elle-même est en raison directe de l'importance du navire considéré comme machine de transport, de ses facultés commerciales exprimées par sa capacité vraie, la Sublime Porte maintenait, comme elle maintient aujourd'hui encore : 1° que, sous quelque pavillon qu'ils naviguent, deux navires d'une même capacité doivent être taxés également, — premier principe ; — 2° que deux navires de capacité inégale doivent contribuer dans le rapport exact qui existe entre leurs capacités utilisables, — deuxième principe. — Toute convention plus ou moins arbitraire était ainsi écartée pour s'en tenir à la réalité des faits, et c'est là ce que les deux lettres vizirielles précitées ont entendu établir, en donnant comme assiette de la taxe la capacité vraie, et rien que la capacité vraie, des navires. Quant à entreprendre l'examen technique des procédés de la compagnie et à en apprécier le mérite pour les confirmer ou pour les rejeter ; quant à préciser les formules scientifiques par lesquelles la capacité utilisable pourrait être obtenue, c'est ce que la Sublime Porte n'aurait pas hésité à faire, si elle avait pu trouver sur ce point des règles dont l'exactitude eût été universellement reconnue. Malheureusement, ce n'était pas le cas ; et, au milieu des vives discussions auxquelles les différentes formules employées pour le mesurage des navires avaient fourni matière, le seul parti qui lui restât à prendre, ce fut de laisser à la compagnie la responsabilité de ses mesurages et de recommander l'adoption du système Moorsom, celui de tous qui a semblé réunir jusqu'à présent le plus de suffrages et dont les parties en con-

flit elles-mêmes s'accordaient à admettre l'exactitude en principe. La Sublime Porte eut la satisfaction de voir ses intentions dûment appréciées par les puissances intéressées ; et la lettre de M. de Lesseps, ci-annexée en copie, et qui nous est parvenue dernièrement, montre jusqu'à quel point les vues de la Sublime Porte ont été partagées par la compagnie elle-même. Le débat soulevé par l'acte de navigation du 4 mars se résumait ainsi à préciser d'une manière scientifiquement exacte les moyens par lesquels on peut obtenir la capacité vraiment utilisable d'un navire ; la question spéciale soumise au jugement de la Sublime Porte se trouvait dès lors ramenée à la question générale de la rectification des méthodes d'évaluation de tonnage. Mais il n'a pas tenu au Gouvernement ottoman qu'il en fût autrement, et l'œuvre de l'interprétation administrative a dû forcément s'arrêter à la limite au delà de laquelle les données positives faisaient entièrement défaut.

C'est aujourd'hui à la commission internationale de fournir les éléments qui permettent à la Sublime Porte de donner à son interprétation le complément indispensable pour la pratique.

C'est en grande partie en prévision de cette éventualité que la Sublime Porte avait cru utile de prendre l'initiative de la convocation de la commission par la circulaire ministérielle citée plus haut.

Une circulaire ministérielle plus récente, celle du 13 août 1873, expliquait cette pensée dans les termes suivants :

« La décision du Gouvernement impérial relative aux droits du canal de Suez, que je vous ai communiquée par ma dépêche du 19 juillet, prévoit le cas où, par suite d'un défaut d'entente quant à l'application des principes posés par la Sublime Porte, il y aurait lieu d'avoir recours pour la solution définitive aux lumières de la Commission internationale. *A ce point de vue*, cette question vient désormais s'ajouter tout naturellement aux attributions de la commission, dont le Gouvernement impérial prenait l'initiative de provoquer la convocation par sa circulaire du 1<sup>er</sup> janvier 1873. »

L'œuvre qui a uni la Méditerranée avec la mer Rouge, en ouvrant une voie nouvelle à la navigation des mers, aura eu, entre autres résultats, celui de porter ainsi sur le terrain pratique une question qui, pour n'être pas tout à fait récente, n'en était pas moins demeurée jusqu'à présent dans le domaine de la spéculation. C'est là ce qui explique aussi l'initiative du Gouvernement ottoman en vue de la réalisation d'une idée dont il ne saurait réclamer la priorité.

Cette idée, en effet, n'est pas nouvelle. Il y a déjà plusieurs années que la rectification des méthodes de jaugeage et la détermination d'un tonnage correspondant à la réalité des faits ont fait en Occident

l'objet de recherches suivies. A côté de l'importance théorique qui s'attachait à la mesure exacte des navires et à la solution scientifiquement vraie de la cubature de ces corps, terminés presque toujours par des surfaces courbes que les exigences de la navigation diversifient à l'infini, à côté, disons-nous, de ce problème scientifique, venait se placer un intérêt de justice et d'équité qu'il est aisé de comprendre. Chez toutes les nations on trouve des contributions établies sur les navires et calculées d'après leur grandeur relative. L'idée primitive avait été de proportionner la taxe au tonneau de poids, et le progrès des idées sur ce point a consisté évidemment à s'écarter de plus en plus du système de la taxation en poids pour adopter un système de taxation par contenance, par volume. C'est ainsi qu'en présence de l'extrême différence entre le poids et les charges qu'un même navire peut recevoir, on essaya d'établir une unité de poids moyen, à laquelle on fit correspondre l'unité de volume, le tonneau de capacité, auquel plus tard on s'attacha presque exclusivement, sans égard pour l'idée de poids. Diversité des poids, difficulté ou plutôt impossibilité d'établir d'une manière logique l'unité moyenne de poids à laquelle devait correspondre l'unité de volume, imperfection des méthodes de jaugeage, c'était plus qu'il n'en fallait pour compliquer le problème.

Il y a plus: on ne fait que constater une vérité qui a été relevée par des autorités compétentes, en disant qu'en vue de favoriser le pavillon national les administrations des différents États ont été souvent portées à faire plier les calculs, d'ailleurs imparfaits, de la science au désir de diminuer, moyennant des énonciations de tonnage insuffisantes, les droits que les navires auraient à acquitter pour leur entrée et leur station dans les ports étrangers. De tout cela il est résulté pour les papiers de bord une déplorable confusion qui, en rendant la plupart du temps impossible la réduction à une mesure commune des tonnages officiels de divers pays, aboutissait, par une conséquence aussi fâcheuse qu'inmanquable, à une surcharge des navires dont le mesurage se rapprochait le plus de la vérité. Cette injustice ne fut jamais mieux sentie que le jour où l'on entreprit de grands travaux d'art dans le but de favoriser la navigation et dont les revenus devaient être calculés exactement sur les redevances à acquitter par chaque navire, à raison de sa capacité. Si l'on ferma les yeux sur les inégalités que nous venons de signaler tant que les droits de navigation ne présentèrent qu'un caractère purement fiscal, il devint impossible de persister dans cette voie lorsqu'en présence des ports artificiels, des docks, des phares, des canaux créés par la main de l'homme et avec le capital des particuliers, on se vit dans la né-

cessité de déterminer aussi exactement que possible les redevances à acquitter en proportion du service rendu, calculé lui-même en raison directe de la capacité vraie des navires. De là, le besoin universellement senti, dans ces derniers temps, de profiter des progrès réalisés dans le domaine de la science pour rectifier les anciennes méthodes de jaugeage, en même temps que les évaluations du tonnage; de là, enfin, l'idée de l'unification, au moins théorique du tonnage,, que cette commission est appelée à revêtir de sa sanction.

La commission a donc pour mission d'indiquer le mode d'évaluation du tonnage qui, dans l'état actuel des connaissances mathématiques et de l'expérience nautique, approche le plus de la vérité, et subsidiairement et par une conséquence naturelle, d'établir les rapports qui existent entre le tonnage ainsi rectifié et les différents tonnages officiels actuellement en usage. Or, sans vouloir en rien préjuger les délibérations de la commission, je crois pouvoir avancer qu'en ce qui concerne le côté scientifique des méthodes de mesurage, il existe déjà une solution aussi satisfaisante que possible.

A en juger par l'accueil favorable que la plupart des États lui ont fait, la règle de mesurage connue en Angleterre sous le nom de *Moorsom* paraît, en principe, réunir toutes les conditions d'une bonne formule; c'est d'après cette règle qu'on arrive aujourd'hui à établir la capacité totale. Mais cette formule abstraite ne suffit pas, et c'est à l'expérience maritime de lui faire subir les modifications sans lesquelles elle ne saurait rendre ce qu'on lui demande, et qui n'est autre chose que la capacité vraiment utilisable du navire. C'est sur ce point que la controverse est vive. Pour prendre l'exemple de l'Angleterre, toutes les défalcations, toutes les déductions qu'on fait subir à la formule *Moorsom* pour arriver au *net registered tonnage* sont-elles toutes également justes? Reposent-elles sur quelque principe? ou bien n'ont-elles que le caractère d'appréciations plus ou moins conventionnelles? C'est, en tout cas, ce que l'on a prétendu, ce que l'on prétend principalement pour les navires mus par la vapeur, et ce sera là surtout que la commission aura à porter la lumière de ses connaissances, de son expérience et de son autorité. Il y a là évidemment des points d'une appréciation délicate, mais en même temps essentielle pour la correction des règles de mesurage qu'il y aura lieu de prescrire. Je ne doute pas que la commission ne témoigne, dans cette partie délicate de ses fonctions, de cette largeur de vues si nécessaire pour saisir dans son ensemble le mécanisme complexe du commerce moderne. S'agissant de taxes à imposer aux navires, on fait souvent appel à l'intérêt de la navigation. Cet intérêt a droit à tous les égards, sans aucun doute; mais l'objection dont on entend faire usage n'est



vraie qu'autant qu'il s'agit de taxes arbitraires, de taxes qui, comme je le disais plus haut, ont un caractère purement fiscal. Il n'en est plus de même lorsqu'il s'agit de taxes qui ont un caractère rémunérateur et qui ne sont imposées qu'en considération de travaux exécutés dans l'intérêt même de la navigation.

Les grands travaux entrepris en vue de la facilité et de la sécurité de la circulation maritime ajoutent, en réalité, à l'utilité et par conséquent aussi à la valeur du navire lui-même. L'intérêt des armements maritimes et celui des entreprises qui ont en vue la navigation sont, pour ainsi dire, solidaires, et l'on ne peut nuire à l'un sans nuire à l'autre à la fois. Pour arriver à faire la part de chacun de ces deux intérêts, il est essentiel de tenir la balance égale, d'être juste, et pour cela il suffit d'être dans l'exactitude, dans la vérité. De même qu'il serait injuste de taxer les parties du navire qui en constituent le poids mort, ou pour mieux dire le volume improductif, inutile, de même aussi nous pensons qu'il ne serait pas juste de dérober à la taxation une portion quelconque des parties vives du navire, de sa capacité vraiment productive, vraiment utilisable.

Il s'ensuit donc naturellement que la commission aura aussi à examiner si le mode actuellement appliqué dans la perception des droits du canal de Suez est en harmonie avec les prescriptions de l'acte de concession et du firman impérial, suivant l'interprétation qui leur a été donnée par les deux lettres vizirielles à Son Altesse le Khédive.

Voilà quant au fond.

Quant à la forme, je n'hésite pas à croire que la commission se fera un devoir de s'entourer de toutes les lumières qui sont à sa portée, et qu'au besoin elle ne refusera pas d'entendre la voix des hommes qui sont à même de lui fournir les renseignements les plus exacts et les plus précis.

Je terminerai en ajoutant que les délibérations de la commission, à laquelle Votre Excellence est appelée à prendre part, auront une portée dont on ne saurait exagérer l'importance.

Les intérêts qui se rattachent à l'évaluation du tonnage sont si nombreux et si importants qu'il ne nous appartient pas de préjuger l'extension pratique que les diverses puissances croiront convenable de donner, dans plus ou moins de temps, aux conclusions de la commission. Mais pour ce qui nous concerne, et eu égard au caractère d'urgence que présente la question du canal, je crois de mon devoir de déclarer, dès à présent, que le Gouvernement impérial, qui a fondé de si légitimes espérances sur le résultat de ces conférences, se réserve le droit de s'approprier les conclusions de la commission qui

seront de nature à recevoir une exécution immédiate, et d'en régler le mode d'application.

Constantinople, octobre 1873.

---

M. TARGET, A LA HAYE, AU DUC DE BROGLIE.

(Extrait.)

La Haye, le 10 octobre 1873.

Monsieur le duc, j'ai repris ce matin, avec M. le baron de Gericke, la conversation sur les travaux de la conférence internationale réunie actuellement à Constantinople. J'ai cru devoir lui donner communication verbale de la dépêche de Votre Excellence du 27 septembre. Je n'ai pas été chargé par M. le ministre des affaires étrangères de transmettre à Votre Excellence les instructions écrites données au commissaire hollandais ; mais il résulte d'une note que M. le baron de Gericke a bien voulu me communiquer officieusement :

1° Que le Gouvernement néerlandais désirerait que la Conférence formulât un système de jaugeage international d'après les bases du système Moorsom ;

2° Que les résolutions de la conférence, sans être obligatoires pour les Gouvernements, eussent cependant plus d'autorité que ne semble leur en reconnaître la dernière dépêche que Votre Excellence m'a fait l'honneur de m'adresser ;

3° Qu'enfin l'interprétation donnée par le Gouvernement ottoman à l'acte de concession n'autorise la perception de ces droits, jusqu'à ce qu'un nouvel accord international soit intervenu, que selon les calculs du système Moorsom (c'est à-dire le *net tonnage* anglais), et qu'ainsi le tarif actuel de la compagnie manque de base légale.

Le Gouvernement néerlandais espère, enfin, que la conférence chargée de régler d'aussi vastes et complexes intérêts que ceux qui touchent aux relations du commerce entre les nations civilisées n'hésitera pas à demander de sérieuses modifications au tarif du 1<sup>er</sup> juillet 1872.

Veuillez agréer, etc.

Signé : TARGET.

---

M. LE BARON D'AVRIL, COMMISSAIRE FRANÇAIS A CONSTANTINOPLE,  
AU DUC DE BROGLIE.

(Extrait.)

Péra, le 22 octobre 1873.

Monsieur le duc, M. Jansen, commissaire des Pays-Bas, avait déposé, à la séance du 18 octobre, un projet de résolution ainsi conçu : « La détermination du tonnage brut d'un navire, ou *gross tonnage*, sans aucune déduction, est le mieux effectuée par le système Moorsom, tel qu'il est exposé dans la loi anglaise de 1854 (articles 20 et 21). »

Toute la séance d'aujourd'hui a été consacrée à un exposé de M. Rumeau. Cet exposé avait pour conclusion la proposition suivante :

« Nous demandons que, conformément aux instructions de la Su blime Porte, qui recommandent de prendre pour base du tonnage des navires *leur capacité utilisable pour le transport des marchandises*, la commission, avant d'aller plus loin, se livre à la recherche et à la détermination de cette capacité pour tous les navires en général, considérés indépendamment de leur mode de propulsion, toute réserve étant faite à l'égard des navires à vapeur pour les déductions particulières aux machines, qui seront l'objet d'un examen spécial. »

Comme vous le voyez, la commission internationale est mise en demeure de s'occuper d'abord de la capacité utilisable...

Veillez agréer, etc.

Signé : D'AVRIL.

M. LE GÉNÉRAL LE FLÔ, A SAINT-PÉTERSBOURG AU DUC DE BROGLIE.  
(Extrait.)

Saint-Pétersbourg, le 23 octobre 1873.

Monsieur le duc, j'ai pu m'assurer que les dispositions du Gouvernement russe à l'égard de la compagnie du canal de Suez ne se sont pas modifiées, et qu'il persiste à approuver et à soutenir à Constantinople les divers points de vue qui ont servi de base aux instructions données à notre commissaire, à savoir :

1° Que le mandat de la commission doit être exclusivement limité à la détermination de la capacité utilisable des navires traversant le canal de Suez, la question de tonnage ne devant pas être généralisée quant à présent, si ce n'est tout au plus à titre consultatif ;

2° Que les commissaires ne pourront accepter qu'*ad referendum* les décisions de la commission, les diverses puissances se réservant d'examiner elles-mêmes et d'approuver, avant toute mise à exécution, la solution intervenue ;

3° Que le mandat de la commission ne comporte ni l'examen de la situation financière et des actes administratifs de la compagnie, ni la détermination d'aucun mode de perception à suivre pendant la durée du travail de la commission, une pareille détermination, quelle qu'elle soit, devant naturellement avoir pour effet de préjuger la question qui est précisément soumise à ses délibérations ;

4° Enfin, que les commissaires ne sauraient adhérer à aucune revendication, de la part des armateurs, pour les sommes perçues en trop, selon eux, depuis l'adoption de la nouvelle tarification du 1<sup>er</sup> juillet 1872.

Sur ces divers points, le Gouvernement russe reste en complet accord avec le Cabinet français.

Veillez agréer, etc.

Signé : Général LE FLÔ.

## LES COMMISSAIRES FRANÇAIS A CONSTANTINOPLE AU DUC DE BROGLIE.

(Télégramme.)

Constantinople, le 30 octobre 1873.

Sur l'initiative du délégué suédois, des pourparlers ont lieu depuis deux jours à l'effet de résoudre préalablement l'affaire du canal par une transaction. La discussion sur le tonnage brut a été suspendue.

LES COMMISSAIRES FRANÇAIS A CONSTANTINOPLE  
AU DUC DE BROGLIE.

(Télégramme.)

Constantinople, le 1<sup>er</sup> novembre 1873.

Les autres délégués, moins le délégué russe, proposaient une surtaxe temporaire de 3 francs sur le tonnage net. La surtaxe serait réduite à 2 francs quand le tonnage net serait à 2,150,000 tonnes. La surtaxe serait supprimée lorsque le tonnage net aurait atteint 2,200,000 tonnes.

Nous avons déclaré ne pas pouvoir consentir à ce que le point de départ fût inférieur à la perception actuelle, équivalente à une surtaxe de 4 fr. 50, laquelle décroîtrait progressivement, pour être supprimée au tonnage net de 3 millions. Les autres délégués se sont déclarés prêts à discuter avec nous les chiffres de tonnage à partir desquels la surtaxe serait d'abord amoindrie et plus tard éteinte; mais ils ont maintenu le point de départ de 3 francs, et ils affirment qu'ils n'iront pas au delà. La tentative de transaction paraît devoir échouer. Les délégués turcs n'ont émis aucune opinion.

M. LE DUC DE BROGLIE AUX COMMISSAIRES FRANÇAIS  
A CONSTANTINOPLE.

(Télégramme.)

Versailles, le 3 novembre 1873.

La Commission n'a pas à discuter la question de surtaxe, qui ne saurait être réglée que par la voie diplomatique, et qui, dans tous les cas, serait aujourd'hui prématurée. Comme l'établit la proposition faite par M. Rumeau, le 22 octobre, il s'agit avant tout, de déterminer la capacité utilisable des navires. Toute autre proposition ne pourrait être l'objet que de pourparlers officieux et en dehors de la commission même. Maintenez-vous fermement sur ce terrain.

LES COMMISSAIRES FRANÇAIS A CONSTANTINOPLE  
AU DUC DE BROGLIE.

(Télégramme.)

Constantinople, le 4 novembre 1873.

A moins d'ordres contraires, nous ne paraîtrons pas à la séance de samedi prochain. La transaction a été seulement l'objet de pourparlers officieux en dehors de la commission même.



Devons-nous partir ou rester à Constantinople ? La proposition Jansen a été votée séance tenante par tous les délégués, excepté par les délégués russes.

---

M. LE BARON D'AVRIL, COMMISSAIRE FRANÇAIS  
A CONSTANTINOPLE, AU DUC DE BROGLIE.

(Extrait.)

Constantinople, le 4 novembre 1873.

Monsieur le duc, à la séance d'aujourd'hui, la clôture de la discussion a été prononcée d'un commun accord.

Le président a rappelé alors qu'il y avait deux propositions : l'une de M. Jansen, formulée le 18 octobre; l'autre présentée, le 22 du même mois, par les délégués de la France. A l'unanimité des voix, moins celles de l'Autriche et de la Grèce, la commission a donné la priorité à notre proposition. Il a été procédé au vote. La prise en considération a été rejetée par une majorité de 9 voix. La Russie et la Turquie ont seules voté avec nous.

Ce vote réalisait l'éventualité prévue dans les instructions de Votre Excellence. J'ai donc demandé la parole à propos du vote, et j'ai prononcé la déclaration suivante, dont M. Rumeau et moi avions d'avance arrêté les termes :

« Il est à craindre que nous ne soyons sur la voie de constater un dissentiment primordial.

« Environ deux mois avant la réunion de la commission, le Gouvernement français a eu soin, par une communication étendue, de faire connaître aux puissances maritimes comment il comprenait l'objet de cette réunion et les conditions dans lesquelles il s'était décidé à y prendre part.

« A notre connaissance, non-seulement cette manière de voir n'a été contredite par aucun Gouvernement; mais nous l'avons trouvée explicitement confirmée par les instructions des délégués de la Sublime Porte, qui, reconnaissant que les règles de jaugeage avaient été successivement faussées et qu'elles ne donnaient plus la mesure vraie de la capacité de transport des navires, en a recommandé la réforme sur la base de la capacité utilisable et d'un tonneau type propre à la fois à servir de base aux transactions commerciales et à la perception des droits de navigation.

« En refusant de procéder d'abord à la recherche de la capacité utilisable, malgré nos instantes et itératives demandes, la commission nous semble avoir méconnu les intentions de la Sublime Porte et l'esprit dans lequel le Gouvernement s'est fait représenter à la conférence.

« Dans cette situation, les délégués français, pour obéir à leurs

instructions, s'abstiendront de prendre part à la suite de la délibération. »

Cette communication a donné lieu, de la part des commissaires des Pays-Bas, de l'Autriche-Hongrie et de la Grande-Bretagne, à diverses observations auxquelles nous n'avons pas répondu.

Il n'y avait plus à l'ordre du jour que la proposition de M. Jansen. Elle a été adoptée à l'unanimité des 10 voix participant au vote. La Russie a réservé son vote.

A ce moment de la séance on nous a apporté un télégramme du 3 novembre, où nous avons été heureux de trouver l'approbation anticipée de Votre Excellence.

Veillez agréer, etc.

Signé : D'AVRIL.

---

M. LE DUC DE BROGLIE AUX COMMISSAIRES FRANÇAIS  
A CONSTANTINOPLE.

(Télégramme.)

Versailles, le 5 novembre 1873.

J'approuve votre conduite. Ne partez pas avant d'avoir reçu de nouvelles instructions.

---

M. LE DUC DE BROGLIE A M. LE SOURD, CHARGÉ D'AFFAIRES  
DE FRANCE A CONSTANTINOPLE.

(Télégramme.)

Versailles, le 8 novembre 1873.

Nos commissaires ont été nommés pour aider, de concert avec leurs collègues, le Gouvernement ottoman à déterminer la capacité utilisable dont la lettre vizirienne a consacré le principe, et à régler, conformément à cette base, les difficultés soulevées par le péage du canal. Si la discussion ne peut être amenée sur ce terrain, leur mandat est terminé. J'attends toutefois leur rapport pour apprécier s'ils doivent définitivement se retirer. Un malentendu peut exister. La commission ayant voulu s'occuper de l'unification des systèmes de jaugeage, quelques commissaires ont exprimé leur préférence pour le système Moorsom en termes qui semblaient exclure l'examen de la question de la capacité utilisable. Nos commissaires ont alors insisté pour que cet examen fût immédiatement abordé, et la majorité s'y est refusée. Mais son refus implique-t-il l'intention d'écarter cette question de ses délibérations ultérieures ?

Nous n'avons nullement la pensée de faire réformer le système Moorsom, qui sert aujourd'hui d'assiette à nos propres tarifications ; mais, comme il est avéré que le nombre de tonneaux qu'il fait ressortir est inférieur au nombre de tonneaux de marchandises du poids de 1,000 kilogrammes qu'un navire peut prendre à fret, nous demandons que la commission recherche l'écart existant entre ces deux

nombres, afin que la détermination de cet écart par le Gouvernement ottoman permette à la compagnie d'effectuer ses perceptions sur une base incontestée. Veuillez donc déclarer à la Porte que s'il n'est pas satisfait à notre demande, nous ne traiterons plus la question que par la voie diplomatique.

---

M. LE DUC DE BROGLIE AUX AGENTS DIPLOMATIQUES FRANÇAIS PRÈS DES GOUVERNEMENTS REPRÉSENTÉS DANS LA COMMISSION INTERNATIONALE DE CONSTANTINOPLE.

Versailles, le 11 novembre 1873.

Monsieur, vous savez sans doute que les délégués du Gouvernement français près de la commission internationale du jaugeage, réunie à Constantinople, n'ayant pas réussi à faire mettre en délibération les questions qu'ils étaient spécialement autorisés à traiter, ont cessé d'assister aux séances. J'ai approuvé leur conduite et je viens d'adresser à M. le chargé d'affaires de France à Constantinople un télégramme ainsi conçu (*suit le texte du télégramme du 8 novembre*).

Je vous prie, monsieur, de donner des explications dans ce sens au Gouvernement auprès duquel vous êtes accrédité.

---

M. LE SOURD, CHARGÉ D'AFFAIRES DE FRANCE A CONSTANTINOPLE,  
AU DUC DE BROGLIE.

(Télégramme).

Péra, le 14 novembre 1873.

D'accord avec nos délégués, j'ai prié le ministre des affaires étrangères de faire communiquer demain, par Ethem-Pacha, à la commission une note officieuse résumant votre télégramme du 8.

Notre but est d'être fixés sur les intentions de la commission relativement à la recherche de la capacité absolue.

---

M. LE DUC DE BROGLIE A M. LE SOURD A CONSTANTINOPLE.

(Télégramme).

Péra, le 19 novembre 1873.

A la séance du 18, le président a lu une communication de Rachid-Pacha, reproduisant la substance de votre télégramme du 8. Dans la même séance, la commission a voté une réponse évasive consistant à dire qu'elle est prête à examiner les propositions des délégués français; mais elle ne fait aucune mention de l'écart qui est en question, non plus que du principe de la capacité utilisable. Elle se réserve d'ailleurs expressément d'appliquer au canal tel tonnage qu'elle jugera convenable après examen.

Dans ces conditions, nos délégués jugent impossible de rentrer à la commission.

---

M. LE SOURD, A CONSTANTINOPLE, AUDUC DE BROGLIE CHARGÉ D'AFFAIRES  
DE FRANCE, A CONSTANTINOPLE.

(Extrait).

Péra, le 49 novembre 1873.

Monsieur le Duc, la communication que, d'accord avec nos délégués, j'avais prié Rachid-Pacha d'adresser à la Commission, par l'entremise de son président a été faite dans la séance d'hier. Elle reproduit presque textuellement le résumé de votre télégramme en date du 8 novembre. La Commission a répondu en votant à l'unanimité, sur la proposition du délégué autrichien, la résolution ci-annexée, qui est loin de nous donner la satisfaction et les éclaircissements que nous réclamions.

Veuillez agréer, etc.

Signé : LE SOURD.

---

#### ANNEXE.

La Commission constate qu'elle n'a jamais eu l'intention d'écarter une question quelconque, proposée par l'un ou l'autre délégué. Elle avait simplement arrêté que la question du tonnage général serait discutée avec les autres questions.

La discussion sur cette question étant épuisée, la commission est prête à entendre messieurs les délégués de France formuler leurs propositions, qui seront discutées au sein de la commission. La commission se réserve cependant toute sa liberté quant à l'application de tel ou tel tonnage qui aurait à servir de base de perception pour la compagnie du canal de Suez, dont les conditions légales seront soumises à un examen approfondi et spécial de la commission.

La commission n'a pas eu l'intention de préjuger cette question particulière par le débat général du tonnage. Elle procédera avec la même réserve à l'examen des propositions qui seront formulées par messieurs les délégués de France.

18 novembre 1873.

---

M. LE DUC DE BROGLIE A M. LE SOURD, A CONSTANTINOPLE.

(Télégramme).

Versailles, 22 novembre 1873.

La commission n'a pas à appliquer au canal tel ou tel tonnage, mais seulement à fournir à la Porte les éléments d'une décision. Or, parmi ces éléments se trouve, en première ligne, le rapport existant entre le volume total d'un navire et le volume des marchandises de poids moyen qu'il peut porter en restant navigable. Si la commission se décide à aborder franchement cette question, avant ou après celle des déductions des bateaux à vapeur, nos délégués pourront concou-



rir utilement à l'examen de ces deux points. Mais si elle refuse, il ne leur reste qu'à se retirer ; je désire seulement, dans ce cas, que son refus soit bien constaté. Insistez donc pour que son président la mette en demeure de se prononcer catégoriquement. Insistez aussi sur l'intérêt qu'a le Gouvernement ottoman, au point de vue de sa souveraineté, à maintenir la commission dans son rôle consultatif. Quant à la question de surtaxe, nous sommes disposés à la traiter lorsque les travaux de la commission seront plus avancés, mais sans abandonner le terrain du droit, c'est-à-dire le principe de la capacité utilisable.

---

LES COMMISSAIRES FRANÇAIS A CONSTANTINOPLE  
AU DUC DE BROGLIE.

(*Télégramme*) Constantinople, le 24 novembre 1873.

On a voté sur les déductions des bateaux à vapeur. La discussion sur le tonnage général est terminée. La commission doit commencer demain la question du canal. Des négociations sont entamées pour notre rentrée, à condition que nos collègues admettraient l'écart comme base de la perception.

---

M. LE SOURD, A CONSTANTINOPLE, AU DUC DE BROGLIE.

(*Télégramme*). Constantinople, le 26 novembre 1873.

Dans la discussion de la question du canal, entamée hier à la commission, plusieurs commissaires, et même l'un des délégués turcs, ont opiné que le tonneau net Moorsom représentait le tonneau de capacité. Un vote en ce sens est imminent. Dans une réunion privée, ce matin, la majorité des commissaires a offert de conseiller à la Porte une surtaxe de 3 fr. 80., y compris la bonification résultant du nouveau régime des déductions, cette surtaxe devant décroître, puis s'éteindre, par l'augmentation progressive du tonnage. Nous sollicitons l'envoi d'instructions.

---

M. LE DUC DE BROGLIE A M. LE SOURD A CONSTANTINOPLE.

(*Télégramme*). Versailles, le 28 novembre 1873.

Maintenez-vous sur le terrain indiqué par le télégramme du 22. Nous demandons que la commission recherche théoriquement le rapport existant entre le volume d'un navire et celui des marchandises qu'il peut porter, et que les conséquences à tirer de son avis soient laissées à l'appréciation de la Porte, en ce qui concerne le tarif du canal. Faites comprendre au Gouvernement ottoman qu'il ne doit pas laisser remettre en question, au sein de la Commission, l'interprétation de la lettre vizirienne, et insistez surtout pour que ses délégués

n'interprètent pas autrement qu'il ne l'a fait lui-même les mots *tonneau de capacité*.

---

M. LESOURD, A CONSTANTINOPLE, AU DUC DE BROGLIE.

(Télégramme).

Péra, le 30 novembre 1873.

Sir H. Elliot m'a dit hier soir que les délégués anglais déposeront à la prochaine séance une motion déclarant illégal le tarif actuellement en vigueur dans l'isthme. Il est certain que cette motion sera votée, à moins que les commissaires français ne soient autorisés à adhérer, mardi, à la transaction offerte. Nous n'espérons pas que les autres commissaires dépassent le chiffre de 3 fr. 80 cent.

---

M. LE DUC DE BROGLIE A M. LESOURD, A CONSTANTINOPLE.

(Télégramme).

Versailles, le 4<sup>er</sup> décembre 1873.

Nous nous attendons à ce que le Gouvernement ottoman, fidèle aux assurances qu'il nous a données et aux termes mêmes de la convocation, ne laisse pas introduire devant la Commission une proposition aussi manifestement contraire à son mandat, et étrangère à sa compétence.

En faisant cette communication au ministre ottoman, ajoutez que nous ne pourrions entrer dans la voie de la transaction qu'aux conditions suivantes :

Le contrat qui lie les deux parties ne pourrait être modifié que par l'accord des parties contractantes, sans intervention des tiers.

Le Gouvernement ottoman devrait donc autoriser le Khédive d'Égypte à entrer en négociations avec la compagnie de Suez pour la modification du contrat tendant à l'établissement d'une surtaxe.

Pour indemniser la compagnie du sacrifice qu'on lui demanderait de faire en renonçant, pendant toute la durée de la surtaxe, à se prévaloir du droit qu'elle tient de l'acte de concession et de l'interprétation vizirienne de percevoir sur la capacité utilisable des navires, le Gouvernement égyptien l'autoriserait à percevoir une surtaxe de... par tonneau de registre anglais.

Cette surtaxe serait ou ferme ou décroissante, suivant le tonnage total annuel.

Si cette dernière forme était adoptée, le point de départ de l'échelle décroissante devrait être 4 francs, et la surtaxe devrait prendre fin quand le tonnage total annuel aurait atteint 3 millions de tonnes de registre.

---

LES COMMISSAIRES FRANÇAIS A CONSTANTINOPLE AU DUC DE BROGLIE.

(Télégramme.)

Constantinople, le 3 décembre 1873.

La commission se prononcera certainement sur la question du canal, soit en condamnant la perception actuelle, soit en examinant la surtaxe.

Dans une réunion privée de ce jour, elle offre, comme dernier terme de ses concessions et sans discussion possible, 4 francs pour point de départ de la surtaxe sur le tonnage de registre anglais obtenu par la déduction de 32 p. 0/0, et 3 francs seulement pour les navires qui seront ou sont déjà jaugeés conformément à la règle danubienne admise par la loi anglaise de 1854 pour certaines catégories de navires.

La surtaxe de 4 francs descendrait à 3 francs lorsque les navires seraient jaugeés par la règle danubienne proposée par la commission. La surtaxe ainsi réduite serait perçue sur le jaugeage net jusqu'au tonnage de 2,100,000 tonnes.

Elle décroîtrait ensuite de 50 centimes par 100,000 tonnes. Une réponse catégorique est urgente, pour prévenir la déclaration d'illégalité de la perception actuelle.

---

M. LE DUC DE BROGLIE A M. LE SOURD A CONSTANTINOPLE.

(Télégramme.)

Versailles, le 4 décembre 1873.

Je confirme mon télégramme du 1<sup>er</sup> décembre, quant à la compétence de la commission et à la marche à suivre pour la transaction. L'accord des parties contractantes est indispensable. C'est un point de droit que la compagnie de Suez ne peut abandonner sans compromettre son existence légale. On ne peut, à Constantinople, que s'entendre d'avance officieusement sur les limites dans lesquelles la Porte autorisera les modifications à consentir par le Khédive à l'acte de concession. Je ne crois pas cette entente impossible, d'après le télégramme de nos délégués en date d'hier. Le point de départ de 4 francs est acceptable. L'échelle de décroissance n'a pas été suffisamment étudiée : elle offre des anomalies qui ne peuvent être dans la pensée des auteurs de la proposition. Ils ne peuvent vouloir que les recettes de la compagnie décroissent avec l'augmentation du transit.

---

LES COMMISSAIRES FRANÇAIS A CONSTANTINOPLE  
AU DUC DE BROGLIE.

(Télégramme.)

Constantinople, le 6 décembre 1873.

Nous avons lieu de penser que la commission ne prononcera pas dès aujourd'hui la déclaration d'illégalité ; mais cette déclaration est

imminente, si la transaction échoue. Dans cette situation, nous croyons qu'il est nécessaire d'adhérer aux bases de transaction énoncées dans nos derniers télégrammes.

---

M. LE SOURD, A CONSTANTINOPLE, AU DUC DE BROGLIE.

(Télégramme.)

Péra, le 41 décembre 1873.

Il résulte des dernières explications et d'une communication officielle de la Porte que les délégués doivent déclarer qu'ils sont autorisés par leurs Gouvernements à accepter les bases de la transaction à intervenir entre le Khédive et M. de Lesseps. C'est seulement à cette condition que la déclaration d'illégalité sera abandonnée.

---

M. LE DUC DECAZES A M. LE SOURD A CONSTANTINOPLE.

(Télégramme.)

Versailles, le 11 décembre 1873.

Je vous autorise à adhérer à la transaction proposée au nom des Gouvernements représentés dans la commission, c'est-à-dire au chiffre de 14 francs par tonneau de jauge officielle nette, avec échelle décroissante à partir du jour où le transit du canal aura atteint 2,100,000 tonneaux. Je désirerais seulement que cette échelle, qui décroîtrait par 100,000 tonneaux d'augmentation jusqu'à 10 francs, fût calculée de manière à assurer à la compagnie, pour chaque période, une augmentation de recette, quelque faible qu'elle fût. Il serait anormal qu'une diminution de revenu correspondît à un accroissement de transit, alors surtout que les dépenses d'exploitation et d'entretien du canal en seraient augmentées. Ce point me paraît, du reste, pouvoir être facilement réglé dans cet ordre d'idées sans qu'il en résulte un surcroît de charges pour le commerce maritime, dont nous avons toujours tenu à sauvegarder les intérêts.

Quant aux taxes accessoires, je ne vois pas d'inconvénient à ce qu'on demande à la compagnie l'engagement de les maintenir au taux actuel. Cependant il est équitable d'admettre une exception dans certains cas, par exemple, si les frais de remorquage n'étaient pas couverts par la taxe perçue. J'ajouterai que les taxes de stationnement et de halage ne sont pas encore établies et qu'il conviendrait d'en fixer le montant sur des bases modérées.

Il est bien entendu que ces conditions devront faire l'objet d'un nouveau contrat entre le Gouvernement territorial et la Compagnie pour la modification du tarif établi par l'acte de concession. Nous persistons, d'ailleurs, à ne pas reconnaître à la commission le droit de se prononcer sur la légalité des perceptions de la compagnie.

---



## M. LE DUC DECAZES A M. LE SOURD, A CONSTANTINOPLE.

(Extrait.)

Versailles, le 12 décembre 1873.

Monsieur, au moment où la transaction dont nous acceptons les bases va mettre fin aux difficultés qu'avait fait naître le nouveau péage du canal de Suez, je me plais à vous exprimer ma satisfaction du zèle avec lequel vous avez, à plusieurs reprises, insisté auprès du Gouvernement ottoman sur la nécessité de maintenir fermement le principe de la capacité utilisable consacré par ses déclarations antérieures. La bonne volonté que vous a manifesté le ministre des affaires étrangères du Sultan n'a malheureusement pas été assez efficace pour empêcher le délégué ottoman qui présidait la commission de devenir un auxiliaire des adversaires de ce principe. Il en est résulté que, sans émettre un vote directement opposé aux termes de la lettre vizirienne du 12 juillet dernier, les commissaires, à la presque unanimité, ont adopté des décisions inconciliables avec l'interprétation donnée par la Porte au firman de concession. Dans cette situation, nous ne pouvions repousser la pensée d'un arrangement amiable, et j'approuve l'attitude conciliante que vous avez prise en présence d'ouvertures faites avec l'assentiment des puissances intéressées.

Agrééz, etc.

Signé : DECAZES.

## M. LE SOURD, A CONSTANTINOPLE, AU DUC DECAZES.

(Télégramme.)

Péra, le 13 décembre 1873.

La Commission a adopté aujourd'hui les éventualités de la transaction, avec quelques modifications dans la forme. Elle a ensuite voté qu'il n'y avait plus lieu de donner suite à la déclaration d'illégalité de la perception actuelle. La Commission aura probablement terminé ses travaux samedi prochain.

## M. LE DUC DECAZES AUX AGENTS DIPLOMATIQUES DE FRANCE AUPRÈS DES PUISSANCES REPRÉSENTÉES DANS LA COMMISSION INTERNATIONALE.

Versailles, le 15 décembre 1873.

Monsieur, l'affaire du canal de Suez vient d'entrer dans une nouvelle phase, qui permet d'en espérer la prochaine conclusion. Les Gouvernements représentés dans la Commission internationale de Constantinople ont accepté, par l'intermédiaire de leurs délégués, l'élévation temporaire de la taxe de 10 francs par tonneau à 14 francs, à la condition que, d'après le nouveau contrat à intervenir entre le Gouvernement égyptien et la compagnie, les perceptions auraient dorénavant pour base le tonnage net obtenu par le système Moorsom. J'ai adhéré à cette transaction sous certaines réserves : j'ai l'honneur

de vous communiquer, ci-joint, une note qui résume, en ce qui les concerne, les vues de mon département.

Agréez, etc.

Signé : DECAZES.

---

### ANNEXE.

Versailles, le 15 décembre 1873.

En présence de l'attitude prise par les délégués français et russes, et de leur persistance à maintenir le principe de la taxation d'après la capacité utilisable, la commission internationale de Constantinople a cru devoir faire des offres de transaction. Elle a d'abord proposé, dans des pourparlers officiels, d'autoriser la compagnie, en revenant à l'ancienne base de perception, à élever son tarif de 10 à 13 francs par tonneau de jauge officielle, tant que le transit du canal demeurerait au-dessous de 2 millions de tonneaux par an ; plus tard, elle a offert le chiffre de 13 fr. 80 cent., et en dernier lieu elle s'est décidée à admettre une perception de 14 francs jusqu'à 2.100,000 tonneaux, avec échelle décroissante par 100,000 tonneaux d'augmentation, de manière à revenir à la taxe de 10 francs lorsque le chiffre annuel du transit aurait atteint 2,600,000 tonneaux. Une transaction sur ces bases, en garantissant la compagnie contre la double éventualité du retour à l'ancien tarif et du remboursement des excédants de taxe perçus depuis dix-huit mois, assurerait son existence et lui permettrait d'atteindre, sans cesser d'entretenir le canal en bon état, l'époque où l'accroissement graduel du transit élèverait ses revenus à un taux rémunérateur. Nous venons, en conséquence, d'adhérer, sous certaines réserves, à cette proposition, qui eût reçu de nous un accueil plus empressé si elle n'avait coïncidé avec une sorte de menace, de la part de la commission, de déclarer illégales les perceptions actuelles, alors que cette question était tout à fait en dehors de sa compétence.

Les réserves que nous avons formulées sont les suivantes :

1° Considérant que le contrat qui lie les deux parties ne peut être changé que de leur commun accord sans intervention de tiers, et qu'en agissant autrement la Compagnie compromettrait son existence légale, nous demandons que les conditions proposées servent de point de départ à la négociation d'un nouveau contrat entre le Khédivé et la compagnie pour la modification du tarif établi par l'acte de concession. Ce point ne paraît pas devoir soulever de difficultés.

2° Nous tenons à constater que, dans notre pensée, cette augmentation temporaire du tarif primitif est destinée à dédommager la Compagnie du sacrifice qu'elle fera en renonçant à se prévaloir du droit,

conféré par son acte de concession et reconnu par la lettre vizirienne, d'effectuer ses perceptions d'après la capacité utilisable.

3° Nous insistons pour que l'échelle décroissante soit modifiée, sans d'ailleurs qu'il en résulte un surcroît de charges pour le commerce maritime. Cette échelle offre des anomalies provenant de ce que la décroissance de la taxe serait trop rapide : on ne peut vouloir qu'une diminution de revenus corresponde à un accroissement de transit, alors surtout que les dépenses d'exploitation et d'entretien du canal en seront augmentées. Il importe donc que l'échelle soit calculée de manière à assurer à la compagnie, pour chaque période successive, une augmentation de recettes, quelque faible qu'elle soit.

4° Pour les taxes accessoires, nous ne voyons pas d'inconvénient à ce qu'on demande à la compagnie l'engagement de les maintenir au taux actuel, sauf dans le cas où leur produit ne couvrirait pas les frais du service pour lequel elles seraient perçues.

Sous ces réserves, le Gouvernement français adhère volontiers à la transaction proposée, dont les bases lui paraissent concilier, dans une mesure suffisamment équitable, les intérêts de la compagnie de Suez avec ceux du commerce maritime, qu'il a constamment tenu à sauvegarder.

---

LES COMMISSAIRES FRANÇAIS, A CONSTANTINOPLE, AU DUC DE BROGLIE.

(Télégramme.)

Constantinople, le 19 décembre 1873.

La commission de tonnage a clos ses travaux dans la séance d'hier; elle a voté à l'unanimité un rapport final contenant le résumé des règlements pour l'unification du tonnage et l'avis de la Commission relatif à la transaction, aux bases de laquelle les délégués ont déclaré que leurs Gouvernements les avaient autorisés à adhérer.

---

M. LE DUC DECAZES A M. LE BARON D'AVRIL, COMMISSAIRE FRANÇAIS  
A CONSTANTINOPLE.

(Extrait.)

Versailles, le 19 décembre 1873.

Monsieur, votre télégramme de ce jour m'informe que la commission internationale a terminé ses travaux sans avoir émis un vote déclarant illégales les perceptions effectuées par la compagnie de Suez à partir du 1<sup>er</sup> juillet 1872. Ce vote a été prévenu par la transaction dont nous avons accepté les bases, et dans les circonstances actuelles je ne puis que considérer cette solution comme satisfaisante.

C'est vainement, en effet, que, dans le cours des délibérations, vous vous êtes efforcés, M. Rumeau et vous, avec un zèle que je me plais à reconnaître, d'amener la discussion sur son véritable terrain

et d'empêcher que la légalité des perceptions effectuées d'après la capacité utilisable ne fût remise en question. Lorsque, en prévision d'un vote contraire au principe que vous étiez chargés de défendre, vous avez cessé d'assister aux séances, on pouvait espérer que, pour faciliter votre rentrée, la commission adopterait une attitude plus conciliante, à laquelle semblait devoir l'encourager la décision prise par les délégués russes de continuer à participer à ses travaux. Cette attente a été trompée : la presque unanimité des commissaires, trouvant dans les délégués ottomans des auxiliaires inattendus, ont persisté à émettre des votes inconciliables avec l'interprétation précédemment donnée par la Porte au firman de concession. D'après nous, le principal objet de la réunion devait être de rechercher l'écart existant entre le nombre de tonneaux de jauge obtenus par la méthode Moorsom et le nombre de tonneaux de marchandises qu'un bâtiment peut porter en restant navigable. Ils n'ont pas nié l'existence de cet écart; mais ils ont soutenu que, dans le choix de leurs méthodes de jaugeage, les nations maritimes ne se préoccupaient nullement d'établir entre ces deux nombres une concordance même approximative, et, de cette assertion, que les faits semblent loin de confirmer, ils ont déduit une interprétation toute nouvelle des mots *capacité utilisable*. Cette expression, qui jusqu'ici, dans notre pensée comme dans celle de la Porte, et en apparence aussi dans la pensée des autres puissances, s'appliquait au volume des marchandises de poids moyen qu'un bâtiment est présumé pouvoir prendre à fret, ne devait, suivant eux, désigner autre chose que le tonnage officiel après la déduction de l'espace occupé dans les bâtiments à vapeur par la machine, la chaudière et le combustible; d'où il résultait que la lettre vizirienne, dans la même phrase qui excluait comme base de perception le tonnage net officiel, l'aurait imposé sous le nom de capacité utilisable. Cette interprétation n'a pas été désavouée, le moment venu, par les représentants de la Porte ottomane, et, en présence d'un parti pris contre lequel tout effort semblait devoir échouer, nous n'avons pu que nous prêter finalement à la transaction par laquelle se sont terminées ces difficultés.

Recevez, etc.

Signé : DECAZES.

---

M. LE BARON D'AVRIL, COMMISSAIRE FRANÇAIS A CONSTANTINOPLE,  
AU DUC DE BROGLIE.

(Extrait.)

Constantinople, le 19 décembre 1873.

Monsieur le duc, la commission a tenu, le 18 décembre, sa dernière séance, qui a été consacrée au vote sur le rapport final lu à la précédente réunion.



La première partie de ce rapport, à l'élaboration de laquelle nous n'avons pas participé, est consacrée à l'unification du tonnage; la seconde au canal de Suez.

Dans cette seconde partie, le mot *avis*, placé en vedette avant le préambule de la transaction, fait suffisamment ressortir le caractère consultatif de notre délibération.

J'ai l'honneur de vous adresser ci-joint le texte de ce rapport, qui a été signé par tous les délégués, et qui sera présenté au Sultan par le président de la commission.

Veuillez agréer, etc.

*Signé : D'AVRIL.*

---

## ANNEXE

### RAPPORT FINAL

RÉSUMANT LES TRAVAUX DE LA COMMISSION INTERNATIONALE POUR LE TONNAGE  
RÉUNIE A CONSTANTINOPLE EN 1873.

La commission internationale réunie à Constantinople pour répondre à l'appel adressé aux puissances maritimes par le Gouvernement de Sa Majesté Impériale le Sultan, prenant pour guide de ses travaux les dépêches circulaires du Gouvernement impérial à ses représentants à l'extérieur, en date des 1<sup>er</sup> janvier et 13 août 1873, les lettres vizirielles à Son Altesse le Khédivé d'Égypte du 17 djémazi-ul-ewel et du 6 djémazi-ul-ahir 1290, et les instructions de la Sublime Porte à ses délégués, a consacré vingt et une séances à la discussion des questions qui lui ont été soumises, en procédant d'après les règles qu'elle s'est elle-même préalablement tracées, ainsi qu'en témoignent les procès-verbaux annexés à ce rapport.

En fixant l'ordre de ses travaux, la commission a cru devoir s'en tenir aux indications données par le Gouvernement de Sa Majesté Impériale dans les lettres d'invitation adressées aux Puissances et dans les instructions données aux délégués ottomans.

Lesdites pièces recommandent de rechercher, en premier lieu, le meilleur mode de constater :

- 1<sup>o</sup> La capacité totale et la capacité utilisable d'un navire ;
- 2<sup>o</sup> Comme conséquence, d'examiner ensuite les conditions actuelles de la perception des droits de navigation par la compagnie du canal de Suez.

La commission, poursuivant cet ordre d'idées, a divisé ses travaux en deux parties distinctes :

- 1<sup>o</sup> Question générale du tonnage ;
- 2<sup>o</sup> Question des perceptions des taxes pour le passage dans le canal de Suez.

Abordant l'examen du premier point et envisageant cette question sous tous ses aspects, elle l'a classée en deux principales divisions : Tonnage brut et tonnage net.

Formulant son avis sur cette partie de ses travaux, la commission résume ainsi qu'il suit les considérations qui déterminent les propositions qui vont suivre :

L'usage traditionnel de toutes les nations maritimes est d'assujettir les navires de commerce à un mesurage dont le résultat, sous le nom générique de *tonnage*, sert de base à l'application des taxes auxquelles le corps du navire est ou peut être soumis, pour quelque cause et en quelque lieu que ce soit.

La fixation du tonnage appartient, en tout pays, au pouvoir souverain, comme un des attributs de l'autorité publique. Réglée, à l'origine, dans chaque État, selon les convenances locales, elle a tendu à se dégager des divergences de nation à nation ; mais, au fur et à mesure que les échanges maritimes se développaient, les privilèges réservés aux bâtiments nationaux ont fait place à la concurrence internationale.

L'objectif des anciennes règles de tonnage a été d'abord le déplacement, avec une unité de poids, qui s'exprimait aussi en volume supposé équivalent pour déterminer ce qu'un navire peut porter ou contenir.

Mais partout l'expérience a démontré l'impossibilité de fixer d'une manière constante, le port du navire, qui varie nécessairement suivant la nature, la forme et la densité de chacun des éléments concourant à former les cargaisons, et selon les saisons, l'état de la mer et la durée relative des voyages. Il est toujours possible, au contraire, de mesurer exactement la capacité intérieure du navire et d'en déduire d'une manière pratique, les espaces qui, manifestement, ne peuvent pas être utilisés pour la production du fret. C'est à cette conclusion qu'ont abouti les diverses ordonnances réglant ce sujet, après avoir successivement traversé des phases analogues de tâtonnements et d'études.

Heureusement, après avoir passé par toutes ces phases, malgré les variations dans les procédés, on est, à la fin, arrivé à établir, dans des conditions à peu près semblables, une statistique comparative du tonnage maritime des différentes nations.

En adoptant partout les mêmes règles de jaugeage, la comparaison ne laisse plus rien à désirer, et la navigation sera partout taxée d'une manière uniforme et équitable.

Cette unification du tonnage peut être réalisée en adoptant une formule qui réunit les trois conditions suivantes :

1° Mesurer la capacité intérieure du navire avec toute la précision que comporte pratiquement la science géométrique ;

2° Exprimer cette capacité en tonneaux, adoptant pour diviseur commun une unité de jauge qui résume le mieux, pour toutes les marines, les traditions séculaires de l'expérience commune, et qui donne comme quotient une moyenne de toutes les conditions variables dans lesquelles les navires sont employés ;

3° N'admettre, pour la détermination du tonnage net, qui sert de base à l'application des taxes, aucune déduction qu'à la condition que les espaces déduits ne soient pas employés pour la production de fret, soit en y mettant des passagers, soit en y mettant des marchandises.

La Commission s'est demandé s'il ne serait pas mieux de supprimer l'expression *tonneau de jauge*, afin de faire cesser la confusion continuelle entre le tonneau de jauge et les différents tonneaux employés par le commerce, soit en poids, soit en mesure ; mais, après mûre délibération, elle a jugé que le temps n'est pas encore venu pour recommander un tel changement dans les usages du monde commercial et maritime, et elle s'est décidée à adopter, pour unité de jauge, le tonneau de capacité du système Moorsom de 100 pieds cubes anglais ou de 2.83 mètres cubes.

Ces principes posés, la commission internationale ayant reconnu que le procédé de mesurage de la capacité des navires inauguré par le *Merchant shipping Act*, de 1854, sous le nom de système Moorsom dans le Royaume uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande réalise le mieux les conditions requises pour la détermination du tonnage brut ; qu'aucun système ne se prête mieux à l'application des règles précises de déduction qui doivent déterminer le tonnage net, et ne se recommande avec de plus grands avantages pour l'unification du tonnage que la Commission doit rechercher et désire atteindre ;

Constatant d'ailleurs :

1° Que la plupart des puissances maritimes en ont ainsi jugé, puisque l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, le Danemark, les États-Unis d'Amérique, la France, l'Italie, la Norvège et la Turquie, ont successivement, avec des variantes dans l'application, adopté le système Moorsom, et que la Belgique, l'Espagne, les Pays-Bas et la Suède, d'après les déclarations de leurs délégués respectifs, sont également en voie de l'adopter ;

2° Qu'en ce qui concerne le tonnage net des navires à vapeur, les prescriptions de la loi anglaise de 1854 laissent beaucoup à désirer, notamment en ce que la déduction est calculée pour une catégorie de

navires dont les machines sont dans un certain rapport avec la capacité totale, en prenant un centième pour cent du tonnage brut, tandis que, dans d'autres navires, la déduction dépend simplement de l'espace occupé par la machine ;

3° Qu'il y a deux autres systèmes de déduction, la différence entre lesquels consiste dans le traitement des soutes à charbon : l'un avec les cloisons mobiles est appelé la règle du Bas-Danube, l'autre pour des soutes fixes est adopté en Allemagne, Autriche-Hongrie, France et Italie ; que, par le premier de ces systèmes, on laisse la liberté aux armateurs d'employer sans inconvénient leurs navires partout dans le commerce général du monde, tandis que, par l'autre système, ils sont obligés d'adopter les soutes à charbon fixes pour des voyages déterminés, mais en vue des opinions partagées sur les avantages de l'un ou de l'autre système ;

La commission recommande à l'acceptation des puissances maritimes les modes de procéder ci-après indiqués et les règles de jaugeage annexées au présent rapport.

S'ils sont adoptés, il sera désirable que les papiers de bord des navires présentent un tableau de tous les détails du mesurage et du calcul par lesquels on aurait trouvé le tonnage brut et des déductions opérées pour déterminer le tonnage net.

Pour le cas où il y aurait des exceptions dans le mesurage de la capacité totale du navire, on devrait le mentionner dans les papiers de bord.

En discutant et fixant les règles de jaugeage annexées à ce rapport, la commission a été guidée par les considérations suivantes, qu'elle soumet aussi à l'approbation des puissances maritimes :

§ 1<sup>er</sup>. Tout navire de commerce, à quelque nation qu'il appartienne, doit être muni d'un certificat de jauge constatant :

a) Le tonnage brut ou *gross tonnage*, qui est l'expression de la capacité totale du navire, et

b) Le tonnage net, qui est l'expression de la capacité du navire après déduction des espaces reconnus non utilisables pour la production du fret.

§ 2. Le certificat de jauge dont il s'agit, délivré par les autorités compétentes de l'État auquel appartient le navire, après jaugeage opéré d'après les prescriptions des règles proposées par la commission internationale, fait foi en tout pays pour servir de base à la perception des taxes auxquelles le corps du navire est ou peut être soumis, pour quelque et cause en quelque lieu que ce soit. Lesdites taxes sont appliquées au tonnage net du navire.

§ 3. La détermination du tonnage brut ou capacité totale d'un



navire est le mieux effectuée au moyen des procédés de jaugeage et de calcul connus sous le nom de *système Moorson*, tels qu'ils sont définis par les règles de jaugeage adoptées par cette commission et annexées au présent rapport.

§ 4. Le tonnage brut comprend le résultat du jaugeage de tous les espaces au-dessous du pont supérieur, ainsi que de ceux compris dans toutes les constructions permanentes, couvertes et closes sur ce pont.

(Pour leur définition, voir les règles de jaugeage annexées).

§ 5. Les déductions à opérer du tonnage brut pour déterminer le tonnage net sont :

1° Les déductions générales s'appliquant aux navires à voiles et aux navires à vapeur ;

2° Les déductions spéciales aux navires à vapeur.

§ 6. Les déductions générales s'appliquent :

1° Au logement de l'équipage (ne sont pas considérés comme faisant partie de l'équipage les gens de service, quels qu'ils soient, embarqués pour le service des passagers).

2° Aux cabines des officiers de bord (celle du capitaine non comprise) ;

3° Aux cuisines et aux lieux d'aisances et latrines à l'usage exclusif du personnel du bord, qu'ils soient situés au-dessous ou au-dessus du pont supérieur ;

4° Aux espaces couverts et clos, s'il en existe, placés sur le pont supérieur et destinés à la manœuvre du navire.

Tous les espaces appliqués à chacun des usages ci-dessus indiqués peuvent être limités séparément suivant les besoins et les habitudes de chaque pays ; ils sont cubés isolément et additionnés, le total devant être déduit, s'il est au-dessous de 5 p. 100 du tonnage brut, et ne pouvant, dans aucun cas, dépasser 5 p. 100 dudit tonnage.

Outre les espaces compris dans les déductions, il a été proposé, au sein de la commission, de déduire aussi les espaces occupés par la cabine du capitaine, les soutes à voiles, à cordages et autres agrès de la manœuvre ; mais ces propositions n'ont pas obtenu la majorité absolue des voix.

§ 7. La commission recommande la suppression de tout système qui ferait dépendre la détermination du tonnage net d'un navire à vapeur de la déduction d'un tantième pour cent de la capacité totale du navire.

§ 8. Les déductions spéciales aux navires à vapeur s'appliquent

a) A la chambre des machines et des chaudières ;

b) Au tunnel des navires à hélice ;

c) Aux soutes à charbon permanentes, les espaces des chambres, tunnel et soutes étant exactement mesurés.

§ 9. Si le navire n'a pas de soutes permanentes, ou s'il a seulement des soutes latérales, et si l'approvisionnement de charbon est logé dans des magasins prélevés sur la cale au moyen de cloisons mobiles, on ne fera pas entrer l'espace des soutes latérales ou des magasins à charbon dans le mesurage. Dans ce cas, on appliquera la règle en vigueur aux bouches du Danube, c'est-à-dire que, pour tenir compte de l'approvisionnement moyen de combustible, on accordera 50 p. 100 de l'espace de la machine, si le navire est à roues, et 75 p. 100 de l'espace de la machine, si le navire est à hélice.

(Voir article 16 des règles de jaugeage annexées.)

§ 10. Les navires munis de soutes permanentes pourront néanmoins être jaugés selon la règle du Danube. Dans ce cas, le tonnage net sera établi conformément aux prescriptions du paragraphe ci-dessus.

§ 11. Dans aucun cas (sauf pour les remorqueurs), le total des déductions spéciales aux navires à vapeur ne pourra dépasser 50 p. 100 du tonnage brut.

§ 12. Pour les navires remorqueurs, et à la condition expresse que ces navires seront exclusivement affectés au remorquage, les déductions spéciales s'appliqueront sans limite aux espaces réellement occupés par la chambre des machines et l'approvisionnement du combustible.

§ 13. Provisoirement et jusqu'à ce que tous les Gouvernements aient adopté des règles uniformes pour le tonnage net, et dans le but d'obtenir, en attendant, une certaine uniformité de pratique, il pourra, dans tout État, être délivré aux navires à vapeur appartenant audit État, par les soins des autorités compétentes, pour la délivrance du registre de jauge constatant le tonnage d'après la loi nationale en vigueur, un certificat annexe qui fera foi dans les ports étrangers, et qui établira le tonnage net auquel devront être appliquées les taxes à payer dans ces ports.

§ 14. Dans les États qui ont déjà adopté le système Moorsom, le certificat annexe mentionné ci-dessus sera dressé facultativement, soit d'après la règle applicable aux navires à soutes permanentes, soit d'après la règle du Danube.

§ 15. Dans les pays où le système Moorsom sera, mais n'est pas encore adopté, les navires à vapeur pourront être mesurés d'après la règle 2 de la loi anglaise de 1854, avec les facteurs 0,0017 et 0,0018. Du tonnage brut ainsi trouvé, on opérera les déductions spéciales accordées par les paragraphes 6 à 12 ci-dessus. Le certificat annexe

spécifié au paragraphe 13 constatera le tonnage brut et le tonnage net du navire ; ledit tonnage net sera établi facultativement, soit d'après la règle applicable aux navires à soutes permanentes, soit d'après la règle du Danube.

§ 16. Les navires non pontés n'ont pas été compris dans les règles internationales de jaugeage proposées.

§ 17. Comme sanction pénale, on recommande d'ordonner que si un des espaces permanents qui ont été déduits est employé pour y mettre des marchandises ou des passagers, ou pour en tirer profit en l'affrétant, cet espace sera ajouté au tonnage net et ne pourra plus être déduit.

Les dispositions des paragraphes ci-dessus embrassent les principes qui ont guidé la commission dans son travail, et elle émet le vœu que, pour garantir l'application identique desdits principes dans tous les États, les règles de jaugeage proposées par elle soient adoptées par voie diplomatique, ou par les délégués munis de pleins pouvoirs, qui pourraient s'entendre sur les procédés à employer et pour tous les détails d'exécution.

En abordant la seconde partie de la tâche qui lui a été dévolue par le Gouvernement de Sa Majesté Impériale le Sultan, la commission a posé dans les termes suivants, d'accord avec la teneur des instructions du Gouvernement ottoman à ses délégués, la question à résoudre :

« Le mode actuellement appliqué pour la perception des droits du canal est-il en harmonie avec les prescriptions de l'acte de concession et du firman impérial, selon l'interprétation qui leur a été donnée par les deux lettres vizirielles à Son Altesse le Khédive? »

Examen fait de l'acte de concession et des documents ci-dessus indiqués, la commission a ouvert la discussion, et après avoir entendu successivement messieurs les délégués d'Allemagne, d'Autriche-Hongrie, de Belgique, d'Espagne, de la Grande-Bretagne, de Grèce, d'Italie, des Pays-Bas, de Russie, de Suède-Norwége et de Turquie, elle a été appelée à délibérer sur le projet de résolution présenté par les délégués de la Grande-Bretagne, ainsi qu'en témoignent les procès-verbaux 13, 14, 15, 16.

Avant de se prononcer par un vote sur cette résolution, la commission, dans la séance du 9 décembre, a reçu de son président communication de la lettre, en date du même jour, adressée à Son Excellence par Son Excellence Rachid-Pacha, ministre des affaires étrangères.

Déférant à la recommandation contenue dans cette lettre, la commission a discuté et officiellement adopté la rédaction de l'avis sui-

vant, qui a été accepté à l'unanimité, et qu'elle espère être conforme au désir exprimé par la Sublime Porte :

### AVIS.

Invitée par la Sublime Porte à exprimer un avis sur le mode de perception applicable au canal de Suez en vertu du contrat de concession, du firman de 1866 et des lettres vizirielles du 17 djémazi-ul-ewel et du 6 djémazi-ul-Ahir 1290, et se conformant au désir exprimé dans la lettre adressée le 9 décembre 1873 par Son Excellence Rachid-Pacha, ministre des affaires étrangères de Turquie, à Son Excellence Edhem-Pacha, président de la commission ;

Se référant, d'une part, à l'acte de concession de l'entreprise du canal de Suez, lequel acte doit rester intact ;

Se référant, d'autre part, pour l'application des prescriptions de cet acte, aux principes généraux et aux règles de jaugeage, tels que la commission internationale les a précédemment déterminés ;

La commission est d'avis qu'on peut régler le mode de cette perception par une transaction dont les dispositions sont les suivantes :

#### NAVIRES JAUGÉS D'APRÈS LE SYSTÈME MOORSOM.

1. Il sera perçu sur chaque tonne de registre net des navires dont les déductions propres aux machines ont été déterminées d'après la section (a) de la clause 23, qui définit la règle 3 de la loi anglaise de 1854, outre la taxe de 10 francs, une surtaxe de 4 francs.

2. Cette surtaxe sera réduite à 3 francs pour chaque bâtiment qui aura inscrit sur ses papiers de bord ou annexé à ces papiers le tonnage net résultant du système de jaugeage recommandé par la commission internationale, lequel formera la base de la perception de la taxe et de la surtaxe.

3. Il est entendu que les navires qui sont déjà mesurés d'après l'alternative posée par la commission, et notamment suivant la section (b) de la clause précitée de la loi anglaise de 1854, n'auront à acquitter, dès à présent, que la surtaxe de 3 francs par tonneau de registre net, sous la condition que les déductions pour la machine et le combustible n'excéderont pas 50 p. 100 du tonnage brut.

#### NAVIRES JAUGÉS D'APRÈS UN AUTRE SYSTÈME QUE CELUI DE MOORSOM.

4. Le tonnage brut des navires qui ne sont pas jaugés d'après le système Moorsom sera ramené au tonnage de ce système par l'application des facteurs du barème du bas Danube, et leur tonnage net sera déterminé d'après la section (a) de la clause 23 précitée. Ils payeront,



outre la taxe de 10 francs, une surtaxe de 4 francs par tonne sur ce tonnage pet.

## DISPOSITION COMMUNE A TOUS LES NAVIRES.

5. La surtaxe de 3 francs par tonne nette de registre sera progressivement réduite dans les proportions ci-après spécifiées, à mesure du développement du tonnage net des navires transitant annuellement par le canal, et de manière à ne plus percevoir finalement que la taxe maximum de 10 francs par tonne sur le tonnage net constaté par les papiers de bord, aussitôt que ce tonnage aura atteint, pendant une année, 2,600,000 tonnes de tonnage net de registre.

La décroissance de la surtaxe suivra les proportions ci-après :

Aussitôt que le tonnage net aura atteint le chiffre de 2,100,000 tonnes pendant une année, la compagnie ne pourra, à partir de l'année suivante, percevoir la taxe qu'à raison de 2 fr. 50 c. par tonne.

A partir de l'année qui suivra celle durant laquelle le tonnage net aura atteint 2,200,000 tonnes, la surtaxe ne sera plus que de 2 fr. par tonne, et ainsi de suite, chaque augmentation de 100,000 tonnes pour une année, entraînant une diminution de surtaxe de 50 centimes par tonne pendant l'année suivante ; de telle sorte qu'au moment où le *net tonnage* aura atteint 2,600,000 tonnes pendant une année, la surtaxe sera définitivement supprimée et la taxe ne dépassera plus le chiffre maximum de 10 francs par tonne de registre net.

Il est bien entendu

1° Qu'au cas où l'augmentation du tonnage net réalisée pendant une année dépasserait 100,000 tonnes, la surtaxe décroîtrait pendant l'année suivante d'autant de fois 50 centimes par tonne qu'il se serait produit de fois 100,000 tonnes de plus.

2° Qu'une fois que la surtaxe aura été diminuée ou abolie d'après les conditions qu'on vient de dire, aucune augmentation ou réimposition ne pourra avoir lieu, même si le tonnage de transit venait de nouveau à descendre.

3° Que l'année mentionnée plus haut commence le 1<sup>er</sup> janvier, nouveau style.

6. Les bâtiments de guerre, les bâtiments construits ou nolisés pour le transport de troupes et les bâtiments sur lest seront exemptés de toute surtaxe ; ils ne seront pas soumis à une taxe supérieure au maximum de 10 francs par tonne, qui sera prélevée sur leur tonnage net de registre.

Après avoir exprimé cet avis dans sa dix-neuvième séance, le premier délégué de Turquie, autorisé par son Gouvernement, a fait les deux déclarations suivantes :

« Que la permission de percevoir une surtaxe de 1 franc, concédée à la compagnie universelle du canal maritime de Suez dans l'année 1871, pour un but spécial, est abrogée;

« Qu'aucune modification ne pourra être apportée aux conditions de transit, soit en ce qui concerne les droits de navigation, soit en ce qui concerne les droits de remorquage, d'ancrage, de pilotage, etc., qu'avec l'assentiment de la Sublime Porte, qui, de son côté, s'entendra à ce sujet avec les principales puissances intéressées, avant de prendre aucune détermination. »

MM. les délégués de la Grande-Bretagne, d'Italie, d'Espagne, de Belgique, d'Autriche-Hongrie, d'Allemagne, de Turquie, de France, de Grèce, de Russie et de Suède-Norwége ont déclaré, dans la vingtième séance, qu'ils sont autorisés par leurs Gouvernements à adhérer aux dispositions de la transaction.

MM. les délégués des Pays-Bas ont déclaré qu'ils sont autorisés par leur Gouvernement à y adhérer également, sous les réserves aites.

Ce rapport final est fait et signé dans une seule expédition, à Constantinople, ce 6/18<sup>e</sup> jour de décembre 1873, 28<sup>e</sup> jour du mois de chewal 1290.

*Le Président,*

*Signé : EDHEM.*

Pour l'Allemagne, *Signé : GILLET, HARGREAVES.*

Pour l'Autriche-Hongrie, *Signé : G. DE KOSJEK,  
L. ZAMARA, E. F. NICOLICH.*

Pour la Belgique, *Signé : Cam. JANSSEN.*

Pour l'Espagne, *Signé : Joaquin TOGOES, A. RUATA.*

Pour la France, *Signé : A. D'AVRIL, RUMEAU.*

Pour la Grande-Bretagne, *Signé : J. STOKES,  
Philip FRANCIS.*

Pour la Grèce, *Signé : A. A. H. ANARGYROS.*

Pour l'Italie, *Signé : E. COVA, F. MATTEI, Alex. VERNONI.*

Pour les Pays-Bas, *Signé : JANSSEN, Richard S. KEUN.*

Pour la Russie, *Signé : B. E. STEIGER, KORCHIKOFF.*

Pour la Suède et la Norwége,

*Signé : O. VON HEIDENSTAMM.*

Pour la Turquie, *Signé : EDHEM, M. SALIH, H. MADRILLY.*

*Le Secrétaire,*

*Signé : CARATHÉODORY.*

M. LE COMTE DE VOGÜÉ, A CONSTANTINOPLE, AU DUC DECAZES.

(*Extrait.*)

Péra, le 31 décembre 1873.

Monsieur le duc, le Gouvernement ottoman vient de porter à la connaissance de Son Altesse le Khédive d'Égypte, le résultat des travaux de la commission internationale du tonnage. J'ai l'honneur de vous adresser ci-annexée la copie de la lettre vizirienne qui renferme cette communication.

Veuillez agréer, etc.

*Signé* : VOGÜÉ.

---

#### ANNEXE.

SON ALTESSE LE GRAND VIZIR A SON ALTESSE LE KHÉDIVE.

Faisant suite à mes communications précédentes, j'ai l'honneur de faire parvenir à Votre Altesse, en double exemplaire ci-joint, les procès-verbaux et le rapport final de la commission internationale pour le tonnage, qui vient de terminer ses travaux.

Ainsi que Votre Altesse voudra bien le relever de la lecture de ces documents, toutes les questions relatives au tonnage ont été résolues de manière à faire disparaître dans l'avenir toute incertitude d'interprétation et toute objection.

Indépendamment du règlement de ces points, règlement qui fixe la base du droit de péage à percevoir par la compagnie du canal de Suez, Votre Altesse trouvera, dans les procès-verbaux et dans le rapport final susmentionnés, les détails d'un avis exprimé par la commission internationale sur une transaction destinée à régler le mode de perception des taxes. Les dispositions de cette transaction ont été adoptées en vertu d'autorisations spéciales.

L'avis émis sur ce point ayant été exprimé à l'unanimité par la commission internationale et approuvé par la Sublime Porte, Votre Altesse est invitée à en entretenir la compagnie du canal.

Dans tous les cas, il est essentiel que les droits soient perçus sur la base du *net tonnage* établi par la commission internationale dans un délai de trois mois, qui donnera un temps suffisant pour se concerter sur toutes les mesures relatives à la mise à exécution de la transaction conseillée par la commission internationale.

---

M. LE DUC DECAZES AU CONSUL GÉNÉRAL DE FRANCE A  
ALEXANDRIE.

Versailles, le 3 février 1874.

Monsieur, vous m'avez rendu compte des dispositions que le président de la compagnie de Suez vous avait manifestées à son retour en Égypte, relativement à la transaction conseillée par la commis-

sion internationale de Constantinople pour le règlement de la question du péage du canal.

Vous inspirant des communications que vous aviez reçues de mon département ainsi que de l'ambassade de France à Constantinople, vous avez engagé M. de Lesseps à se conformer aux vues émises dans la lettre vizirienne du 30 décembre, et vous ne lui avez pas laissé ignorer que les intérêts de la compagnie de Suez seraient sérieusement compromis si une solution n'intervenait pas, dans le délai de trois mois, sur les bases proposées par la commission de Constantinople ; néanmoins M. de Lesseps vous a paru, à ce moment-là, peu disposé à entrer dans la voie de conciliation qui venait de lui être ouverte.

Je ne puis, monsieur, qu'approuver le langage que vous avez tenu, et que vous inviter à renouveler, s'il y a lieu, vos efforts pour amener M. de Lesseps à une appréciation plus exacte des exigences de la situation actuelle. Il me paraît, du reste, nécessaire avant tout que la lettre vizirienne du 30 décembre lui soit officiellement communiquée par le Gouvernement égyptien. Quels que soient les motifs de la réserve dans laquelle le Khédive paraît vouloir se renfermer, il ne peut, ce me semble, différer plus longtemps cette notification, dont il serait d'ailleurs équitable de prendre la date pour point de départ du délai de trois mois fixé par la Porte ottomane.

Recevez, etc.

*Signé : DECAZES.*

---

M. LE COMTE DE VOGÜÉ A CONSTANTINOPLE AU DUC DECAZES.

(Extrait.)

Péra, le 17 février 1874.

Monsieur le duc, j'ai reçu de M. de Lesseps communication du projet et ci-annexé, qu'il voudrait substituer à la transaction recommandée par la commission internationale de Constantinople, et qui n'endiffère, du reste, que par la durée de la surtaxe et les bases de l'échelle décroissante.

Je ne puis que regretter de voir M. de Lesseps se refuser à accepter purement et simplement les bases de la transaction, telles qu'elles ont été posées par la commission. Il me semble que c'est pour nous une question de loyauté, après avoir accepté la décision finale de la commission, de ne pas aider M. de Lesseps à s'affranchir de l'exécution des mesures qu'elle comporte. Il est bon, cependant, de constater que, dans les deux premiers articles de son contre-projet, le président de la Compagnie de Suez accepte les deux points principaux des décisions de la commission de Constantinople : 1° le système de tonnage tel qu'il y a été formulé, et 2° le taux des surtaxes qui y ont été consenties. Mais l'article 3, au lieu d'admettre que la décroissance de la



surtaxe commencera à partir du jour où le tonnage des navires transitant par le canal atteindra le chiffre fixé par la commission, ne fait partir cette décroissance que du moment où les actionnaires de la compagnie seront remboursés de leurs coupons arriérés et où les recettes de la compagnie seront suffisantes pour exécuter certains travaux évalués à trente millions, et pour assurer un revenu annuel de 3 p. 100 du capital-actions. En substituant ainsi à un échelle de tonnage une échelle de recettes, M. de Lesseps s'expose à voir les puissances étrangères demander à intervenir dans l'évaluation des ressources de la compagnie, comparées à ses dépenses, c'est-à-dire dans l'administration intérieure de la compagnie, au lieu d'avoir à constater seulement un fait matériel, le montant du tonnage.

Veuillez agréer, etc.

Signé : VOGÜÉ.

---

### ANNEXE.

LE PRÉSIDENT DE LA COMPAGNIE DU CANAL DE SUEZ A SON ALTESSE  
LE PRINCE HÉRITIER, MINISTRE DE L'INTÉRIEUR DU KHÉDIVE.

Le Caire, le 31 janvier 1874.

Monseigneur, j'ai l'honneur d'accuser réception à Votre Altesse de sa dépêche du 29, accompagnant la lettre vizirienne que Son Altesse le Khédivé vient de recevoir, relative aux droits du canal de Suez, ainsi qu'un exemplaire des procès-verbaux et du rapport final de la commission internationale pour le tonnage.

Partageant le désir de transaction exprimé par la Sublime Porte, j'ai étudié avec le plus grand soin les documents qui me sont communiqués.

J'ai été d'abord frappé, sans en être étonné, de la droiture et de la recherche sincère de la vérité qui distinguent les remarquables instructions données à MM. les commissaires ottomans.

Après avoir rappelé les deux lettres viziriennes expliquant que le Gouvernement impérial n'avait pas entendu l'expression *tonneau de capacité* dans un sens absolu, et n'avait eu nullement en vue le tonnage inscrit sur les papiers de bord de telle ou telle puissance, les instructions ajoutent :

« Sollicitée d'interpréter les termes de *tonneau de capacité* de l'acte du 5 janvier 1856 (article 17), la Sublime Porte s'empressait ainsi de constater que sa pensée était une pensée de justice et d'égalité. Prenant pour point de départ la vérité incontestable que les taxes du canal doivent être supportées en proportion de l'utilité qui en dérive pour ceux qui en profitent, que cette utilité elle-même est en raison directe de l'importance du navire, considéré comme machine de transport, de ses facultés commerciales exprimées par sa capacité vraie, la Su-

blime Porte maintenait, comme elle maintient aujourd'hui encore : 1° que, sous quelque pavillon qu'ils naviguent, deux navires d'une même capacité doivent être taxés également, — premier principe; 2° que deux navires de capacité inégale doivent contribuer dans le rapport exact qui existe entre leurs capacités utilisables, — deuxième principe. Toute convention plus ou moins arbitraire était ainsi écartée pour s'en tenir à la réalité des faits, et c'est là ce que les deux lettres vizirielles précitées ont entendu établir, en donnant comme assiette de la taxe la *capacité vraie*, et rien que la *capacité vraie des navires...* »

« On ne fait que constater une vérité qui a été relevée par des autorités compétentes, en disant qu'en vue de favoriser le pavillon national, les administrations des différents États ont été souvent portées à faire plier les calculs, d'ailleurs imparfaits, de la science au désir de diminuer, moyennant des énonciations de tonnages insuffisants, les droits que les navires auraient à acquitter pour leur entrée et leur station dans les ports étrangers. De tout cela, il est résulté pour les papiers de bord une déplorable confusion, qui, en rendant la plupart du temps impossible la réduction à une mesure commune des tonnages officiels des divers pays, aboutissait, par une conséquence aussi fâcheuse qu'immanquable, à une surcharge des navires dont le tonnage se rapprochait le plus de la vérité. Cette injustice ne fut jamais mieux sentie que le jour où l'on entreprit de grands travaux d'art dans le but de favoriser la navigation, et dont les revenus devaient être calculés exactement sur les redevances à acquitter par chaque navire, à raison de sa capacité. Si l'on ferma les yeux sur les inégalités que nous venons de signaler tant que les droits de navigation ne présentèrent qu'un caractère purement fiscal, il devint impossible de persister dans cette voie lorsqu'en présence des ports artificiels, des docks, des phares créés par la main de l'homme et avec le capital des particuliers, on se vit dans la nécessité de déterminer aussi exactement que possible les redevances, à acquitter en proportion du service rendu, calculé lui-même en raison directe de la *capacité vraie des navires...*

« S'agissant de taxe à imposer aux navires, on fait souvent appel à l'intérêt de la navigation. Cet intérêt a droit à tous les égards, sans aucun doute. Mais l'objection dont on entend faire usage n'est vraie qu'autant qu'il s'agit de taxes arbitraires, de taxes qui ont un caractère purement fiscal. Il n'en est plus de même lorsqu'il s'agit de taxes qui ont un caractère rémunérateur et qui ne sont imposées qu'en considération de travaux exécutés dans l'intérêt même de la navigation.

« Les grands travaux entrepris en vue de la facilité et de la sécu-

rité de la circulation maritime ajoutent en réalité à l'utilité et par conséquent aussi à la valeur du navire lui-même. L'intérêt des armements maritimes et celui des entreprises qui ont en vue la navigation sont, pour ainsi dire, solidaires, et l'on ne peut nuire à l'un sans nuire à l'autre à la fois. Pour arriver à faire la part de chacun de ces deux intérêts, il est essentiel de tenir la balance égale, d'être juste, et pour cela, il suffit d'être dans l'exactitude, dans la vérité. »

La compagnie du canal de Suez ne pourra manquer de s'entendre avec un Gouvernement dont le langage, empreint de tant de noblesse et de loyauté, a servi de base et de règle aux discussions de la commission internationale du tonnage. Il ressort des procès-verbaux que tous les membres de la commission ont voulu mettre un terme aux difficultés qui se sont produites en assurant la bonne marche de l'œuvre universelle du canal et sa prospérité, en même temps que les intérêts de la navigation générale.

Animé des mêmes intentions, et après avoir constaté que le conseil d'administration de la compagnie a agi légalement en appliquant le maximum de son droit de 10 francs par tonne de capacité utilisable, je me déclare prêt à proposer à l'assemblée générale des actionnaires, dès que j'y serai autorisé par la Sublime Porte, la transaction suivante, conforme aux principes émis dans le rapport final résument les travaux de la commission internationale.

ART. 1<sup>er</sup>. Le tonnage officiel, tel qu'il a été formulé à Constantinople par une commission internationale, est accepté avec le calcul d'une surtaxe en faveur du canal de Suez.

ART. 2. La surtaxe de 3 francs dans certains cas et de 4 francs dans d'autres, équivalant à la perception actuelle du canal, est adoptée.

ART. 3. La surtaxe sera maintenue jusqu'à ce que les actionnaires soient remboursés de leurs coupons arriérés depuis l'ouverture du canal (30 millions de francs); que les améliorations complémentaires actuellement prévues et réclamées par la navigation pour faciliter et accélérer le transit du canal soient exécutées (30 millions), et que le capital actions ait atteint un revenu net de 8 p. 100 résultant du bilan présenté à l'assemblée générale annuelle des actionnaires.

A partir de cette époque, la surtaxe sera successivement réduite et éteinte, à raison de 50 centimes par année.

ART. 4. Par exception, les bâtiments de guerre, les bâtiments construits ou nolisés pour le transport des troupes, seront exemptés de toute surtaxe. Ils payeront le droit de 10 francs par tonne sur le tonnage adopté.

ART. 5. La surtaxe d'un franc, concédée à la compagnie univer-

selle du canal maritime de Suez, dans l'année 1871, pour un but spécial, est abrogée.

ART. 6. Le droit de pilotage ne dépassera pas le chiffre maximum actuel de 20 francs par décimètre d'enfoncement.

Les droits d'ancrage ou de stationnement ne dépasseront pas le chiffre maximum actuel de 5 centimes par jour et par tonne, dans les cas où ces droits sont payés aujourd'hui.

Je suis convaincu que, si le Gouvernement ottoman avait connu les nécessités intérieures de la Compagnie, il aurait, avec son équité habituelle, pris l'initiative du mode proposé de réduction et d'extinction de la surtaxe.

Il n'insistera certainement pas sur l'exemption de la surtaxe en faveur des bâtiments sur lest, attendu que l'intention des parties contractantes a été d'abréger toute formalité pouvant retarder l'expédition des navires et de supprimer toute investigation en ce qui concerne la nature des cargaisons, le principe de la taxe du transit étant le déplacement d'eau du navire, et non la nature du chargement.

Si un bâtiment passe le canal sur lest, c'est que, par la richesse de la cargaison de retour, il est assuré d'un fret total rémunérateur, et il faut considérer que la perception actuelle du canal équivaut à peine aux frais d'assurances que l'on payait autrefois par bâtiments à voiles passant par le Cap, c'est-à-dire moins de 5 p. 100 de la valeur moyenne du chargement qu'il peut contenir.

J'espère que la Sublime Porte appréciera mes observations, et je prie Son Altesse le Khédive de vouloir bien les transmettre, avec la bienveillance qu'elle n'a cessé de témoigner à l'entreprise que Sa Majesté Impériale le Sultan a daigné placer sous sa haute protection.

Veuillez agréer, etc.

*Signé : F. DE LESSEPS.*

M. LE COMTE DE VOGÜÉ, A CONSTANTINOPLE, AU DUC DECAZES.

(Extrait.)

Péra, le 11 mars 1874.

Monsieur le duc, j'ai l'honneur de vous envoyer ci-joint copie de deux lettres adressées par le Grand Vizir au Vice-Roi d'Égypte pour faire connaître à Son Altesse l'opinion de la Sublime Porte concernant le contre-projet que M. de Lesseps voudrait substituer à la transaction recommandée par la commission internationale de Constantinople.

Agréez, etc.

*Signé : DE VOGÜÉ.*



## PREMIÈRE ANNEXE

SON ALTESSE LE GRAND VIZIR A SON ALTESSE LE KHÉDIVE D'ÉGYPTE.

Le 7 mars 1874 (18 moharrem 1291).

Altesse, j'ai eu l'honneur de recevoir la lettre de Votre Altesse, en date du 17 zilhijé 1290, ainsi que la lettre y incluse de M. de Lesseps en réponse à la communication adressée à Votre Altesse, le 22 zilcadé 1290, au sujet des travaux de la commission internationale pour le tonnage.

Dans sa susdite lettre, M. de Lesseps formule les termes de la proposition qu'il se déclare prêt à soumettre à l'adoption de l'Assemblée générale des actionnaires de la Société du canal. Il y joint certains documents qui donnent le chiffre des dépenses que pourraient nécessiter certains travaux supplémentaires à entreprendre dans l'intérêt de la navigation.

La proposition de M. de Lesseps s'écartant sur des points essentiels de celle qui avait été formulée par la commission internationale, je crois nécessaire, afin d'éviter tout malentendu, de me reporter à la teneur de la communication du 22 zilcadé.

Dans cette communication, il avait été établi que la commission internationale, en considération des instructions de la Sublime Porte, dont M. de Lesseps lui-même a fait une appréciation bien favorable, avait fixé, avec l'autorité qui n'appartenait qu'à elle seule, la base du droit du péage à percevoir par la compagnie du canal. En même temps, Votre Altesse était invitée à porter à la connaissance de la compagnie l'avis émis, grâce au concours unanime des volontés des diverses puissances maritimes, sur un arrangement d'un caractère spécial. Dès lors, il est aisé de comprendre qu'il serait impossible à la Sublime Porte de revenir sur aucun de ces points.

Toutes les améliorations suggérées dans l'entretien du canal peuvent mériter l'attention du Gouvernement impérial. Mais la Sublime Porte ne saurait entreprendre de le recommander à l'appréciation des intéressés que lorsque la question du péage aura d'abord cessé de faire difficulté, et qu'ensuite les améliorations auront été formulées par la Compagnie d'une manière suffisamment motivée.

En conséquence, et conformément à l'esprit et à lettre de la communication du 22 zilcadé, Votre Altesse est priée de donner connaissance de ce qui précède à la société et de lui *réitérer l'assurance* que, dans le cas où, avant l'expiration du délai trimestriel, elle n'aurait pas adhéré à la transaction proposée, le droit de péage sur les navires traversant le canal devra être perçu sur la base de 10 francs par ton-

neau, d'après le calcul du tonnage net établi par la commission internationale.

## DEUXIÈME ANNEXE

SON ALTESSE LE GRAND VIZIR A SON ALTESSE LE KHÉDIVE  
D'ÉGYPTE.

Le 7 mars 1874.

Par ma lettre de ce jour, je réponds à celle par laquelle Votre Altesse me transmettait la réponse de M. de Lesseps à la communication qui lui a été faite des résultats de la commission internationale. M. de Lesseps semble croire que la proposition de la surtaxe et la règle pour le calcul du tonnage net adoptée par la Commission ne font qu'un seul et même tout. Ma réponse, dans laquelle j'ai voulu éviter toute controverse, explique suffisamment qu'il y a là deux questions bien distinctes : qu'il dépend entièrement de la compagnie d'accepter ou de refuser la transaction concernant la surtaxe, mais que sa décision sur ce point ne saurait exercer aucune influence sur le mode de calcul établi par la détermination du tonnage net. Dans le memorandum de M. de Lesseps, que Votre Altesse m'avait transmis précédemment par sa lettre du 16 zilcadé 1290, celui-ci semblait révoquer en doute la compétence de la commission à résoudre une question que soulevaient les termes d'une concession accordée par le Gouvernement à une compagnie, concession, disait-il, qui a le caractère d'un contrat. Je reconnais avec empressement la justesse de la réponse que Votre Altesse fit à M. de Lesseps, en lui faisant savoir qu'elle transmettait son memorandum à la Sublime Porte.

La dernière lettre de M. de Lesseps indique qu'il a quitté le terrain sur lequel il s'était placé dans son susdit memorandum, dont la date était d'ailleurs antérieure à celle de la lettre du 22 zilcadé. Il ne pouvait lui échapper que, même dans l'hypothèse où l'on assimilerait sa concession à un simple contrat, la compagnie, aussi bien que les représentants des intérêts maritimes, s'en étant remis à l'interprétation de la Sublime Porte pour lever les difficultés qui avaient surgi sur l'explication de ce contrat, et la Porte ayant interprété la clause douteuse du contrat, nulle autre autorité n'aurait pu établir avec plus de compétence la règle technique qui devait terminer l'application de cette interprétation que la commission internationale, qui représentait les lumières réunies de toute l'Europe. Toute discussion ultérieure paraissant donc superflue, Votre Altesse est invitée, ainsi qu'il est dit dans ma lettre en date d'aujourd'hui, à tenir la main ferme à l'exécution de la mesure qui prescrit la perception d'un droit de 10 francs par tonneau, d'après l'évaluation du tonnage net établi par la commis-

sion, dans le cas où, avant l'expiration du terme de trois mois, indiqué par la lettre du 22 zilcadé, la compagnie n'aurait pas notifié à Votre Altesse son adhésion à la transaction proposée.

---

M. LE COMTE DE VOGÜÉ, A CONSTANTINOPLE, AU DUC DECAZES.

Péra, le 30 mars 1874.

Monsieur le duc, en réponse aux deux lettres vizirielles du 7 mars, M. de Lesseps a adressé au Khédivé d'Égypte les deux lettres dont je joins ici le texte. Son Altesse s'est empressée de les communiquer à la Sublime Porte.

Il résulte de ces deux documents, d'une part, que le président de la compagnie du canal de Suez se soumet à la règle du tonnage élaborée par la commission de Constantinople et imposée par le Gouvernement ottoman, tout en protestant contre le dommage que lui cause l'application de la taxe légale de 10 francs par tonneau de capacité établie d'après cette règle; d'autre part, que la compagnie du canal repousse la transaction conseillée par la commission internationale, et à laquelle avaient adhéré toutes les puissances représentées dans le sein de cette commission.

En informant la Porte de ces deux décisions, M. de Lesseps ajoute que le nouveau tarif basé sur le système de la commission de Constantinople (ou système danubien) ne pourra être mis en vigueur que le 1<sup>er</sup> juillet, et il prévient le Gouvernement ottoman qu'il le rend responsable des pertes que subirait la compagnie, si elle était obligée d'appliquer immédiatement le nouveau tarif sans avoir pu légalement compenser, par les moyens réguliers dont elle dispose, l'abaissement que cette modification amènera dans ses recettes, pertes évaluées, suivant M. de Lesseps, à 700,000 francs par mois.

Au reçu de ces documents, Rachid-Pacha s'est empressé de convoquer tous les chefs de mission pour les leur communiquer officiellement et leur demander leur avis. La réunion a eu lieu aujourd'hui.

Le ministre a commencé par donner connaissance des pièces; puis il a déclaré que la Porte, prenant acte de la déférence avec laquelle M. de Lesseps se soumettait à ses décisions en matière de tonnage, était disposée à lui accorder le délai de trois mois qu'il demandait, mais qu'avant de répondre dans ce sens, elle désirait savoir si cette mesure ne soulèverait pas d'opposition de la part des puissances qui avaient concouru aux travaux de la commission internationale.

L'ambassadeur de Russie a déclaré, tant en son nom qu'au nom de son Gouvernement, qu'il n'avait aucune objection à élever. Quant à moi, avant d'aborder le fond de la question, j'ai demandé au ministre

de nous expliquer à quel titre il nous consultait. J'ai alors soutenu que les puissances n'avaient aucune qualité pour s'immiscer dans les rapports du Gouvernement ottoman avec une compagnie ottomane, tant que celle-ci restait dans les termes de son acte de concession. Remontant dans le passé, j'ai fait allusion aux incidents de la commission ; j'ai rappelé comment cette réunion d'hommes spéciaux, convoquée pour un but technique, avait pu dévier son mandat jusqu'à être transformée en une sorte de cour de justice ; j'ai ajouté que le Gouvernement français ne s'était pas associé à ces procédés et ne s'y associerait pas dans l'avenir ; que, si pourtant la Porte persistait à admettre cette ingérence étrangère dans ses affaires intérieures, je me contenterais d'en prendre acte, afin de me prévaloir de ce précédent le jour où mon intervention serait nécessaire aux actionnaires français du canal, dont les intérêts étaient aussi respectables que ceux des armateurs anglais.

Je fis observer ensuite que la commission de Constantinople avait accompli un double travail : en premier lieu, un travail technique qui avait abouti à une méthode de jaugeage ; en second lieu, un travail de conciliation qui avait produit un projet de transaction pratique. La méthode du jaugeage avait été adoptée par la Porte, qui l'avait imposée à M. de Lesseps, lequel se soumettait ; quant à la transaction, elle n'était nullement obligatoire. M. de Lesseps la repoussait et préférait s'en tenir aux termes de son firman ; le rôle de la commission et des puissances qui l'avaient constituée était donc entièrement épuisé. Si l'application des termes du firman soulevait quelque difficulté entre la compagnie et le Gouvernement concessionnaire, les voies de droit ne manquaient sans doute pas pour la résoudre ; en tout cas, ce litige n'avait rien d'international, et je ne reconnaissais ni à moi, ni à mes collègues, aucune compétence pour le juger.

Le ministre me répondit que la réunion n'avait aucun caractère officiel ; qu'il avait désiré s'éclairer des lumières des représentants étrangers ; qu'on ne pouvait refuser au Gouvernement ottoman la faculté de consulter les puissances plus intéressées que lui dans la question du péage du canal ; que les résolutions de la Commission de Constantinople étaient l'œuvre des puissances ; qu'en se les appropriant et en les imposant à la compagnie de Suez, le Gouvernement n'avait fait que céder au vœu de la majorité : chacun savait qu'il n'avait pu agir autrement qu'il n'avait fait. Aujourd'hui encore, il était prêt à souscrire au désir de la compagnie en lui accordant le délai de trois mois qu'elle demandait ; mais il ne voulait pas le faire sans l'assentiment des puissances qui avaient concouru avec lui à l'élaboration de la règle qu'il avait adoptée.

Je répliquai que je constatais avec un certain étonnement la



pression qui avait été exercée sur le Gouvernement ottoman. Le ministre avouait qu'il n'avait pas agi librement en imposant à la compagnie les conclusions de la commission, et qu'aujourd'hui encore, s'il était libre, il souscrirait aux demandes de la compagnie; en un mot, le Gouvernement ottoman voulait abriter sa responsabilité derrière celle des puissances. Il m'était impossible d'admettre cette théorie : à mon sens, la commission n'avait eu qu'un rôle technique ; une fois ce rôle rempli, elle avait disparu, et il ne restait plus en présence que le Gouvernement ottoman et une compagnie ottomane. Le Gouvernement était libre d'accepter ou de rejeter les conclusions de la commission; en se les appropriant et en les imposant à la compagnie, il assumait seul la responsabilité des effets qu'elles produiraient ; je maintenais l'incompétence des puissances et les réserves que j'avais déjà faites à ce sujet.

Le ministre d'Allemagne et le chargé d'affaires d'Angleterre, chacun de leur côté, se dirent incapables, sans instructions spéciales, d'exprimer un avis sur la question ; mais, se référant à leurs instructions générales, ils déclarèrent que leurs Gouvernements respectifs considéraient le Gouvernement ottoman comme engagé envers eux à faire exécuter les résolutions de la commission de Constantinople.

Le ministre d'Autriche-Hongrie s'attacha à réfuter, point à point, les lettres de M. de Lesseps, soutenant que l'article 17 du firman n'était pas applicable dans l'espèce, vu que l'adoption du système de jaugeage danubien n'était pas une modification du tarif, mais le retour à la légalité, dont la compagnie était sortie depuis dix-huit mois; assurant que le délai de trois mois demandé par M. de Lesseps n'avait pour but que de lui laisser le temps d'appliquer les surtaxes de pilotage et de remorquage à l'aide desquelles il voulait combler le déficit de ses recettes; rappelant que M. de Lesseps avait, dès le principe, accepté l'interprétation qui serait donnée par le Gouvernement ottoman des mots « tonneau de capacité ; » qu'il était donc mal fondé à protester contre l'interprétation que la Porte, éclairée par les travaux de la commission, avait officiellement promulguée. Sa conclusion fut qu'il n'y avait plus lieu de faire aucune concession à la compagnie; que trois mois de délai lui avaient été accordés à partir de la première notification; qu'à l'expiration de ce délai, c'est-à-dire dans le courant du mois prochain, la compagnie, ayant repoussé la transaction, devait être tenue d'appliquer la taxe de 40 francs au tonnage net.

Une discussion assez animée et assez confuse s'engagea alors. Au bout de quelque temps, Rachid-Pacha se résuma en disant qu'il per-

sistait à vouloir accorder à la compagnie la faculté de n'appliquer qu'à partir du 1<sup>er</sup> juillet le système de jaugeage fixé par la commission; mais qu'il attendrait, pour répondre au Khédive en ce sens, que les divers Gouvernements, consultés par le télégraphe, eussent donné leur adhésion.

Comme il est à prévoir que la majorité des puissances répondra dans un sens défavorable à la compagnie, je vous serai reconnaissant, monsieur le duc, de me faire parvenir vos instructions le plus tôt possible.

Quant au parti adopté par M. de Lesseps, je ne saurais en ce moment en apprécier la valeur, ni préjuger l'accueil que vous lui réserverez. Je fais des vœux pour qu'en échangeant les réalités de la transaction pour les chances aléatoires d'une nouvelle campagne, il ait bien servi les intérêts de la compagnie qu'il dirige. Puisqu'il a préféré se renfermer dans l'exercice pur et simple des droits qu'il tient de son acte de concession, il est à désirer, pour le succès de sa cause, qu'il se maintienne sur un terrain strictement légal et ne donne prise, par aucun côté, aux attaques d'adversaires décidés et vigilants.

Veuillez agréer, etc.

*Signé : VOGÜÉ.*

#### PREMIÈRE ANNEXE.

LE PRÉSIDENT DE LA COMPAGNIE DU CANAL DE SUEZ A SON ALTESSE  
MEHEMED TEWFIK, PRINCE HÉRITIER, MINISTRE DE L'INTÉRIEUR,  
AU CAIRE.

Le Caire, le 20 mars 1874.

Monseigneur,

J'ai eu l'honneur de recevoir la dépêche de Votre Altesse en date d'hier, et j'ai étudié avec la plus grande attention les deux lettres vizirielles du 7 mars 1874 adressées à Son Altesse le Khédive.

La précédente lettre vizirielle du 22 zilcadé 1290, mentionnant une transaction conseillée par une commission internationale à laquelle la compagnie du canal de Suez n'avait pas été appelée à participer, nous avait semblé renfermer un simple projet. La disposition conseillée ne pouvait être intitulée transaction que si elle était le résultat d'un accord entre les parties contractantes.

Aussi m'étais-je empressé de montrer mes bonnes dispositions à entrer en négociations, et j'avais soumis à la Sublime Porte, par le bienveillant intermédiaire de Son Altesse le Khédive, une proposition que je jugeais assez équitable pour la présenter au conseil d'administration de la compagnie et à l'assemblée générale des actionnaires.

Les deux nouvelles lettres vizirielles se traduisent, non plus par une demande de négociation, mais par une intimation formelle devant au besoin être appuyée par une force gouvernementale. En conséquence, je retire ma proposition de conciliation et je maintiens dans toute leur intégralité les droits écrits des actionnaires du canal, sans aucune modification.

La compagnie financière du canal de Suez, n'ayant par elle-même d'autre force que son droit et désirant éviter un conflit qui serait fâcheux pour tout le monde, se voit obligée de se soumettre provisoirement; mais elle constate la violation d'un contrat public juridiquement établi par l'article 17 suivant de son acte de concession ratifié par Sa Majesté Impériale le Sultan :

« Article 17 de l'acte de concession du 5 janvier 1856 :

« Pour indemniser la compagnie des dépenses de construction, d'entretien et d'exploitation qui sont mises à sa charge par les présentes, nous l'autorisons, dès à présent et pendant toute la durée de sa jouissance, à établir et percevoir, pour le passage dans les canaux et les ports en dépendant, des droits de navigation, de pilotage, de remorquage, de halage ou de stationnement, suivant des tarifs qu'elle pourra modifier à toute époque, sous la condition expresse :

« 1° De percevoir ces droits, sans aucune exception ni faveur, sur tous les navires, dans des conditions identiques;

« 2° De publier les tarifs, trois mois avant la mise en vigueur, dans les capitales et dans les principaux ports de commerce des pays intéressés;

« 3° De ne pas excéder, pour le droit spécial de navigation, le chiffre maximum de 10 francs par tonne de capacité des navires et par tête de passager. »

Je remets, ci-joint, la copie d'une protestation que j'avais déposée à Constantinople, le 13 mai de l'année dernière, à l'époque où une première tentative avait été faite pour porter atteinte aux droits de la compagnie du canal de Suez. Cette atteinte devenant aujourd'hui un fait mis arbitrairement à exécution, malgré les observations contenues dans mon memorandum du 22 décembre 1873 et ma proposition du 31 janvier 1874, je renouvelle personnellement mes protestations antérieures, et, me portant fort pour les actionnaires qui m'ont confié leurs capitaux sous la foi d'un contrat solennel revêtu de toutes les formalités légales, je déclare rendre la Porte ottomane responsable de toutes les pertes pouvant résulter de l'application de la taxe de 10 francs par tonne suivant le calcul inexact de la commission internationale, au lieu de la tonne de véritable capacité utilisable déterminée par notre contrat.

Je dois, en outre, considérer comme une seconde violation de contrat, de la part de la Sublime Porte, l'obligation qui nous serait imposée d'appliquer le nouveau tarif avant le délai exigé par l'acte de concession et les statuts pour la publicité des modifications de tarifs, et je fais, à ce sujet, une réserve spéciale pour le dommage qui nous serait causé jusqu'au moment où la compagnie aura pu légalement prendre les dispositions nécessaires afin de compenser, suivant les moyens réguliers dont elle profitera, le dommage, évalué, dans l'état actuel, à environ 700,000 francs par mois.

Je vous prie, monseigneur, d'agréer, etc.

*Signé* : FERD. DE LESSEPS.

## DEUXIÈME ANNEXE.

LE PRÉSIDENT DE LA COMPAGNIE DU CANAL DE SUEZ A SON ALTESSE  
MEHEMED TEWFIK, PRINCE HÉRITIER, MINISTRE DE L'INTÉRIEUR,  
AU CAIRE.

Ismailia, le 24 mars 1874.

Monseigneur,

En exécution de la mesure imposée à la compagnie de Suez par la Sublime Porte, sous menace de l'emploi de la force, et au sujet de laquelle j'ai adressé hier à Votre Altesse ma protestation, j'ai l'honneur de l'informer que je viens d'engager, par voie télégraphique, le conseil d'administration de la compagnie à faire les publications exigées par notre contrat pour appliquer dans le délai légal, c'est-à-dire le 1<sup>er</sup> juillet prochain, le nouveau tarif du droit spécial de navigation d'après le tonnage danubien.

Le premier et le troisième paragraphe de l'article 17 de l'acte de concession du 5 janvier 1856 contiennent les prescriptions suivantes :

« La compagnie pourra modifier ses tarifs à toute époque, sous la condition expresse de publier les tarifs, trois mois avant la mise en vigueur, dans les capitales et les principaux ports de commerce des pays intéressés. »

Veillez, Monseigneur, agréer, etc.

*Signé* : FERD. DE LESSEPS.

M. LE COMTE VOGÜÉ, A CONSTANTINOPLE, AU DUC DECAZES.  
(Télégramme.) Constantinople, le 7 avril 1874.

Le conseil des ministres a décidé qu'il y avait lieu de répondre au Vice-Roi d'Égypte de faire exécuter les ordres primitifs de la Porte, ceux qui fixent à trois mois, à partir de la première signification, la mise en vigueur du tonnage adopté à Constantinople.



Cette décision a été réclamée par les représentants d'Angleterre, d'Autriche, d'Allemagne et d'Italie.

---

M. LE COMTE VOGÜÉ, A CONSTANTINOPLE, AU DUC DECAZES.

(Télégramme.)

Péra, le 15 avril 1874.

Ismail-Pacha a télégraphié à la Porte que M. de Lesseps se refusait à toute concession et aurait menacé d'interrompre le service du canal.

Ismail-Pacha voudrait être autorisé, dans ce cas, à prendre lui-même la direction du service.

Le Cabinet anglais a adressé à Constantinople un télégramme comminatoire invitant la Porte à faire appliquer le tonnage devenu légal depuis la sanction donnée aux travaux de la commission internationale.

---

M. LE DUC DECAZES AU COMTE DE VOGÜÉ, A CONSTANTINOPLE.

Versailles, le 16 avril 1874.

Monsieur le comte, je viens de recevoir le rapport que vous m'avez fait l'honneur de m'adresser le 30 du mois dernier, concernant l'affaire du canal de Suez ; j'en ai pris connaissance avec un vif intérêt. Faisant suite à vos dépêches des 17 février et 11 mars précédents, il m'éclaire suffisamment sur la nouvelle phase dans laquelle est entrée cette affaire pour que je puisse aujourd'hui vous envoyer les instructions que vous avez déjà réclamées et que j'avais cru devoir ajourner momentanément, pressentant que les événements allaient se précipiter de manière à leur enlever toute actualité.

Bien qu'ayant manifesté, dès son retour en Égypte, les dispositions peu conciliantes qui avaient motivé l'appréciation contenue dans ma lettre à M. de Cazaux, en date du 3 février, M. de Lesseps s'était cependant décidé à accepter plusieurs des bases essentielles de la transaction recommandée par la commission de Constantinople, à savoir : le système de jaugeage Moorsom combiné avec la méthode danubienne, la fixation de la taxe de transit à 13 et 14 francs suivant le cas, et le principe de la décroissance du tarif jusqu'à 10 francs. C'était principalement le point de départ de cette décroissance qu'il désirait faire modifier. Mieux éclairé sur ses véritables intérêts et sur le parti qu'il pouvait tirer du projet de transaction, il se serait empressé d'adhérer à ce projet, sous la réserve d'en discuter ultérieurement les conséquences : tout en regrettant qu'il n'eût pas agi de la sorte, je supposais néanmoins que la négociation pourrait se rouvrir sur ses propositions. N'était-il pas possible, en effet, d'admettre que le tarif temporaire auquel les puissances avaient adhéré,

pour faciliter à la compagnie les moyens de faire face à ses engagements financiers, serait maintenu de manière à lui permettre d'amortir l'arriéré d'intérêts dû aux actionnaires ? En outre, n'était-il pas de l'intérêt même du commerce maritime que ce tarif fût combiné de façon à assurer le prochain achèvement de travaux considérés comme le complément nécessaire de l'œuvre du canal ? On pouvait enfin prétendre que le mode de décroissance indiqué dans le contre-projet de M. de Lesseps devait être plus favorable au commerce maritime que le mode conseillé par la commission : non-seulement, en effet, le président de la compagnie acceptait le chiffre de 50 centimes comme base de l'échelle décroissante, malgré le défaut de corrélation qui pouvait en résulter entre le mouvement du transit et celui des recettes, mais encore il consentait à ce que la taxe decrût chaque année, alors même que la navigation diminuerait dans le canal, tandis que, d'après le projet de la commission, la décroissance devrait s'arrêter dès que l'augmentation du transit dans l'année n'aurait pas atteint le chiffre de 100,000 tonnes.

Quelque dignes d'examen, d'ailleurs, que me parussent les nouvelles bases de transaction que je viens de rappeler, je ne me suis dissimulé, monsieur le comte, ni la difficulté qu'il y aurait à faire admettre par les Gouvernements la prolongation du tarif temporaire au delà du terme primitivement convenu, ni les obstacles qu'allaient rencontrer quelques-unes des prétentions imprudemment formulées par M. de Lesseps ; en outre, j'ai pensé, comme vous, que l'adhésion que nous avions donnée aux conclusions de la commission nous faisait un devoir de nous abstenir de toute initiative. Je me proposais donc seulement, pour le cas où la Porte se déciderait à soumettre le contre-projet de M. de Lesseps à l'examen des puissances intéressées, de seconder les démarches qu'elle pourrait faire pour les amener à modifier d'un commun accord les bases arrêtées à Constantinople. Les réserves dont nous avons entouré notre adhésion nous autorisaient à faire valoir, en temps opportun, certaines considérations d'équité qui avaient échappé à l'appréciation des délégués et auxquelles leurs Gouvernements pouvaient se montrer accessibles.

Mais cette éventualité ne s'est pas réalisée. La Porte a, par la lettre vizirienne du 7 mars, mis purement et simplement la compagnie de Suez en demeure d'adhérer au projet élaboré à Constantinople, et d'appliquer, dès la fin de ce mois, la taxe de tonnage d'après la base recommandée par la Commission. M. de Lesseps a fait à cette notification une réponse regrettable : il a déclaré qu'il renonçait au bénéfice de la transaction et que, contraint de céder, il ferait percevoir les droits sur la base du tonnage net officiel, non point dans les dé-

lais qui lui avaient été signifiés, mais à partir du 1<sup>er</sup> juillet prochain. Il se réservait de compenser, par des moyens qu'il considère comme réguliers, le déficit qui en résulterait dans les recettes du canal. C'est alors que le Gouvernement ottoman, toujours préoccupé du soin d'éviter, de la part des puissances, des réclamations immédiates, a cru devoir convoquer, à titre officieux, les chefs de mission, pour savoir si la prorogation du délai assigné à la compagnie serait acceptée par leurs Gouvernements. Dans cette réunion, vous avez, monsieur le comte, fait ressortir, avec autant de justesse que d'à-propos, le droit qu'avait la Porte de ne prendre conseil que d'elle-même, et vous avez insisté pour qu'elle usât de sa liberté d'action, sans chercher davantage à dégager sa responsabilité en déférant aux Gouvernements étrangers la solution de questions qui n'étaient pas de leur compétence. Malheureusement, quelque impression qu'aient pu produire la netteté de votre langage et l'élévation des vues que vous avez développées, le ministre des affaires étrangères du Sultan, tout en se montrant disposé à substituer le terme du 1<sup>er</sup> juillet à celui du 1<sup>er</sup> mai, ainsi que M. l'ambassadeur de Russie n'avait pas hésité à le conseiller, n'en a pas moins persisté à subordonner sa décision à l'assentiment des puissances; vos collègues, de leur côté, en ont référé à leurs Gouvernements, et je vois, par votre télégramme du 7 de ce mois, que les réponses reçues n'ont pas été favorables à la compagnie, puisque la Porte vient de maintenir définitivement le terme qu'elle avait d'abord fixé.

Dans cette situation, qui ne peut se prolonger puisque le délai expire le 29 courant, les instructions que j'ai l'honneur de vous adresser, monsieur le comte, ne sauraient avoir qu'un caractère éventuel. Il serait difficile, en effet, de préjuger un dénouement qui est susceptible d'être modifié, d'un instant à l'autre, par des résolutions extrêmes soit de M. de Lesseps, soit des intéressés. J'ai cru tout d'abord nécessaire d'arrêter au plus tôt le président de la compagnie dans la voie dangereuse où il s'est engagé, et je viens d'adresser des instructions à cet effet à notre consul général à Alexandrie. Pour atténuer la fâcheuse impression produite sur les puissances maritimes par l'attitude de M. de Lesseps et pour prévenir des complications qui pourraient compromettre gravement les intérêts de son entreprise, je lui fais conseiller, en déclarant catégoriquement que nous ne le suivrions pas sur un autre terrain, d'appliquer, dès la fin de ce mois, les quatre premiers articles de l'avis de la commission, c'est-à-dire le droit de 14 francs par tonneau de jauge nette calculée d'après la méthode anglaise, et celui de 13 francs lorsque cette jauge serait modifiée par l'application de la règle danubienne. En notifiant

sa décision au Gouvernement territorial, il se réserverait de présenter ultérieurement, avec documents à l'appui, les considérations qui lui paraîtraient de nature à justifier une extension de la durée de ce tarif temporaire, au double point de vue du paiement de l'arriéré d'intérêts dû aux actionnaires et de l'exécution des travaux complémentaires d'amélioration du canal. De plus, il annoncerait l'intention de soumettre à la Porte des propositions pour la fixation ou l'exhaussement du taux des taxes autres que le droit spécial de navigation.

Si, comme je l'espère, M. de Lesseps se conforme à mes avis, il est à présumer que, toute cause d'irritation ainsi écartée, les Gouvernements consentiront à examiner dans un esprit d'équité les nouvelles combinaisons qui auraient pour objet d'améliorer encore, s'il était nécessaire, la situation de la compagnie de Suez, et qu'ils se rappelleront combien les conditions exceptionnelles dans lesquelles a été entreprise une œuvre aussi considérable et aussi aléatoire, les difficultés de toute nature qui en ont entravé les commencements, l'importance des services qu'elle rend déjà au commerce maritime, la recommandent à leur sympathique intérêt.

Agréez, etc.

*Signé* : DECAZES.

---

M. LE MARQUIS DE LAROCHEFOUCAULD A LONDRES  
AU DUC DECAZES.

*(Extrait.)*

Londres, le 18 avril 1874.

Monsieur le duc, conformément aux instructions que vous m'avez fait l'honneur de m'adresser, j'ai informé le comte Derby des avis que le Gouvernement français avait cru devoir adresser à M. de Lesseps; j'ai eu soin toutefois de ne pas cacher au principal secrétaire d'État de Sa Majesté le regret que nous avait inspiré le refus de l'ajournement demandé par le directeur de la compagnie du canal de Suez, pour l'application du nouveau tarif, et j'ai insisté sur l'utilité de faire entendre à Constantinople comme à Alexandrie les conseils de la modération.

Le comte Derby m'a marqué la satisfaction qu'il éprouvait de ce que nous nous trouvions, en dernière analyse, d'accord pour recommander à M. de Lesseps l'exécution des articles 1, 2, 3 et 4 de l'avis de la commission de Constantinople. Il n'a pas cherché à me cacher le vif intérêt qu'il attache à cette affaire, dont l'opinion se préoccupe beaucoup en Angleterre. Il est certain, m'a-t-il dit, que, dans l'état actuel des choses, si les droits sont perçus au profit d'une compagnie presque exclusivement française, il sont prélevés pour la plus grande partie sur la marine anglaise : les dispositions de ce pays et de son



Gouvernement à l'égard de la compagnie de Suez s'expliquent donc fort naturellement.

Le principal secrétaire d'État de Sa Majesté m'a, avec intention, laissé deviner sa pensée, en me disant, dans le cours de notre entretien et à titre d'opinion purement personnelle, qu'il serait peut-être désirable que les puissances maritimes pussent s'entendre pour l'acquisition du canal.

Cette insinuation, bien que formulée en termes très-vagues, m'a frappé, parce qu'elle répond tout à fait au sentiment qui se fait jour dans tous les journaux anglais. En suggérant une combinaison qui désintéresserait honnêtement la compagnie, le comte Derby n'a fait qu'imprimer son caractère personnel à un projet qui se traduit, dans une certaine presse, par l'espoir peu dissimulé de profiter de la ruine de la compagnie pour racheter l'affaire à vil prix.

Je n'ai relevé l'insinuation du comte Derby que dans la mesure nécessaire pour lui marquer que je l'avais comprise, et je la livre à l'appréciation de Votre Excellence.

Veuillez agréer, etc.

*Signé* : LA ROCHEFOUCAULD.

---

M. LE DUC DECAZES AUX AGENTS DIPLOMATIQUES FRANÇAIS AUPRÈS  
DES PUISSANCES MARITIMES EUROPÉENNES.

Versailles, le 20 avril 1874.

Monsieur, vous connaissez les bases de la transaction proposée, à la fin de l'année dernière, par la commission internationale de Constantinople pour le règlement des difficultés qu'avaient soulevées les modifications apportées, dix-huit mois auparavant, au mode de perception du péage du canal de Suez.

Ces bases, ayant obtenu l'adhésion unanime des puissances représentées dans la commission, ont fait l'objet d'une notification officielle du Gouvernement ottoman au président de la compagnie. Mais M. de Lesseps ne les a acceptées qu'en partie, et, invité par la Porte à percevoir, dès le 29 de ce mois, le droit de transit des navires sur le tonnage net obtenu par la méthode Moorsom, il a pris une attitude qui pouvait faire craindre de fâcheuses complications. J'ai donc cru devoir l'engager à se soumettre aux ordres qu'il avait reçus, en se réservant de faire valoir ultérieurement les raisons d'équité qui pourraient justifier l'amélioration des conditions dans lesquelles se trouve aujourd'hui placée son entreprise. Bien que j'ignore encore s'il se sera conformé à mes avis, il me paraît utile, monsieur, de vous mettre dès à présent en mesure de faire connaître au Gouvernement auprès duquel vous êtes accrédité la ligne de conduite adoptée par le Gouvernement français en cette circonstance. J'ai l'honneur, à cet

effet, de vous envoyer ci-joint copie des instructions que j'ai adressées le 16 de ce mois à M. l'ambassadeur de France à Constantinople.

Agrérez, etc.

*Signé : DECAZES.*

---

M. LE COMTE DE VOGÜÉ, A CONSTANTINOPLE, AU DUC DECAZES.

Péra, le 21 avril 1874.

Monsieur le duc, je viens compléter par quelques détails les renseignements que j'ai déjà eu l'honneur de vous donner par le télégraphe sur les affaires du canal de Suez.

A la suite de la conférence officieuse du 30 mars dont j'ai eu l'honneur de rendre compte au département, les divers chefs de mission intéressés ont consulté leurs Gouvernements par le télégraphe. Tous ont répondu en demandant l'application des délibérations de la commission internationale ; la Russie est la seule qui ait donné à son avis la forme d'un conseil amical ; les autres ont accentué avec plus ou moins de vivacité l'expression de leur sentiment. Le télégramme de lord Derby mettait le Gouvernement ottoman en demeure de faire exécuter ses décisions, ceux des Cabinets de Vienne, de Berlin et de Rome, plus modérés dans la forme, étaient aussi nets dans le fond. Devant cette insistance, la Porte n'a pas cru pouvoir donner suite à ses projets conciliants : elle s'est laissée d'autant plus facilement entraîner, que l'attitude prise envers elle par M. de Lesseps était, d'autre part, non moins inquiétante ; il a été facile de prouver au grand vizir qu'en accordant au président du canal le délai qu'il demandait, le Gouvernement ottoman n'échappait pas, par cette concession nouvelle, au danger des revendications et des actions en indemnité. Ainsi menacés de deux côtés, et par les puissances, qui les sommaient de tenir leurs engagements, et par M. de Lesseps, qui les rendait responsables du tort causé à la compagnie par l'exécution de ces mêmes engagements, les ministres du Sultan se sont rangés du côté des puissances européennes.

Dans un conseil tenu le 5 avril, il a été décidé que le Khédivé serait invité à veiller à l'exécution des ordres de la Porte, c'est-à-dire à la mise en vigueur, à partir du 29 avril prochain, du tarif basé sur le tonnage net. Un télégramme, expédié dans ce sens le 7, et communiqué par le Khédivé à M. de Lesseps, a reçu de lui la réponse que j'ai l'honneur d'annexer sous le n° 1. C'est un refus catégorique.

En le communiquant à la Sublime Porte, Ismaïl-Pacha ajoutait que l'intention de M. de Lesseps était de suspendre le service du canal au jour fixé. Il demandait, dans ce cas, l'autorisation de prendre lui-

même en main, pour le compte de la Compagnie, l'administration du transit.

A cette communication, la Porte a répondu par un télégramme (annexe n° 2) qui prescrivait au Khédive d'employer tous les moyens, même la force, pour assurer l'exécution des ordres souverains, mais qui réservait la question de l'administration du canal par le Gouvernement égyptien, en cas d'abandon des services par M. de Lesseps. En même temps, Rachid-Pacha envoyait à tous les représentants de la Turquie à l'étranger le télégramme ci-annexé sous le n° 3.

Le Khédive s'est aussitôt mis en devoir de remplir la mission qui lui était donnée : trois bataillons étaient mis sur le pied de guerre ; le personnel et le matériel nécessaires à l'exploitation du canal étaient préparés. En même temps, Son Altesse pressait le grand vizir de lui envoyer l'autorisation nécessaire pour pouvoir, le cas échéant, prendre en main l'administration du canal.

J'ai fait alors connaître à Rachid-Pacha le langage que vous aviez tenu au président de la compagnie. J'ai fait valoir les efforts qui étaient tentés par vous, monsieur le duc, pour amener M. de Lesseps à une plus saine appréciation des circonstances, et j'ai montré l'intérêt qu'il y avait pour le Gouvernement ottoman à ne pas compromettre, par des mesures précipitées, le succès de vos démarches. J'ai lieu de croire que ces conseils n'ont pas été perdus : la loyauté de votre attitude et de votre langage a été très-appreciée, et l'on attend les meilleurs effets de votre intervention auprès de la compagnie du canal. Le Khédive a été invité à ne rien brusquer et le Conseil des ministres a été convoqué pour demain. Tout en désirant éviter des complications et ne pas compromettre l'existence, dans sa forme actuelle, de la compagnie du canal, le Gouvernement ottoman sent qu'il lui est difficile de se soustraire à l'obligation de faire respecter ses décisions souveraines : à ses yeux, le seul système de tonnage aujourd'hui légal dans l'isthme est celui qui a été élaboré par la commission internationale et sanctionné par la Porte. Quels qu'aient été les procédés dont on a usé alors, cette légalité est difficile à contester après les déclarations par lesquelles toutes les puissances, sans exception, et M. de Lesseps lui-même, ont reconnu le droit du Sultan d'interpréter selon ses vues les mots « tonneau de capacité. »

On ne saurait donc se dissimuler aujourd'hui que la seule base d'une négociation utile serait l'acceptation par M. de Lesseps du système de tonnage prescrit par la Porte, sauf à discuter les chiffres des diverses taxes auxquelles il servirait d'assiette, soit suivant le mode transactionnel de la commission de Constantinople, soit suivant tout autre procédé. Je suis entièrement convaincu que la Porte, étant ras-

surée du côté du tonnage, se prêterait avec empressement à étudier avec la compagnie les moyens de lui fournir, en dehors même des recettes assurées par la transaction de Constantinople, les ressources nécessaires aux travaux complémentaires du canal. On peut même présumer que, devant une question ainsi posée, l'opposition des puissances cesserait ; plusieurs de mes collègues m'en ont donné l'assurance.

Il est bien à désirer que M. de Lesseps comprenne la situation que lui ont faite les circonstances et qu'il se décide à suivre les sages conseils qui lui ont été donnés : l'intérêt des actionnaires exige de sa part certains sacrifices, et ce serait mal les servir que de ne pas écouter les avis inspirés au Cabinet de Versailles par sa profonde sympathie pour la compagnie du canal, non moins que par une appréciation exacte des dangers auxquels l'expose la résistance de son président.

Veuillez agréer, etc.

*Signé : VOGUÉ.*

---

### PREMIÈRE ANNEXE.

LE PRÉSIDENT DE LA COMPAGNIE DU CANAL DE SUEZ A SON ALTESSE  
MEHEMED-TEWFIK, PRINCE HÉRITIER, MINISTRE DE L'INTÉRIEUR.

Le Caire, 11 avril 1874.

Monseigneur, en réponse à la communication d'un télégramme de la Sublime Porte, en date du 7 de ce mois, j'ai l'honneur de déclarer qu'après un premier refus de mes propositions de négociation ou de conciliation et après un deuxième refus du délai statutaire pour publier la modification de tarif imposée arbitrairement, j'opposerai, en ma qualité de chef d'une société financière universelle, et comme citoyen français, une résistance absolue à la violation d'un contrat bilatéral accepté et accompli par quarante mille, actionnaires français.

En l'absence de tout plaignant responsable et de toute sentence ou jugement, ni la Porte ni les puissances n'ont aucun droit de s'immiscer dans nos affaires lorsque nous observons strictement les termes de notre contrat.

Je prends mes dispositions pour réunir dans les délais légaux l'assemblée générale des actionnaires, auxquels la question actuelle sera présentée intacte, avec le maintien de tous leurs droits.

Je remets, ci-joint, copie : de l'article 12 de l'acte de concession du 30 novembre 1854, des articles 14 et 22 de l'acte de concession du 5 janvier 1856 et du firman impérial du 19 mars 1856.

Veuillez, monseigneur, agréer, etc.

*Signé : FERD. DE LESSEPS.*

---



## DEUXIÈME ANNEXE.

SON ALTESSE LE GRAND VIZIR A SON ALTESSE LE KHÉDIVE D'ÉGYPTE.

*(Télégramme).*

Le 16 avril 1874.

Le Conseil des ministres, après avoir délibéré sur le télégramme que Votre Altesse a bien voulu m'adresser le 11 avril pour me transmettre la protestation de M. de Lesseps contre l'application du tarif de navigation, vient d'arrêter la résolution suivante :

En présence du refus de M. de Lesseps et de l'attitude menaçante qu'il a prise vis-à-vis de la Sublime Porte, Votre Altesse est autorisée à user de tous les moyens et de toute la force nécessaires pour assurer la stricte application, à la date fixée, du tarif. Dans le cas où M. de Lesseps abandonnerait le canal et se retirerait en interrompant le service, Son Altesse voudra bien me le télégraphier, pour que je lui fasse connaître la décision du Gouvernement impérial.

## TROISIÈME ANNEXE.

SON EXCELLENCE RACHID-PACHA A L'AMBASSADEUR DE TURQUIE  
A PARIS.*(Télégramme)*

Le 16 avril 1874.

Par mon télégramme du 14 avril, je vous ai fait connaître la protestation formulée par M. de Lesseps contre l'application, à la date fixée, du tarif de navigation du canal, et l'attitude menaçante qu'il a prise en se déclarant résolu à résister à toute mesure qui serait adoptée. Ce fait avait fixé toute l'attention du Gouvernement impérial, et, ainsi que je vous le faisais pressentir, le Conseil des ministres, après en avoir délibéré, a décidé de télégraphier aujourd'hui même à Son Altesse le Khédive pour l'autoriser, au cas où M. de Lesseps persisterait dans son refus, à user de tous les moyens et de toute la force nécessaires pour contraindre M. de Lesseps à obtempérer aux injonctions de la Sublime Porte et pour assurer d'une manière effective l'application du tarif en question.

Vous savez, sans que j'aie besoin de le dire, que nous agissons, en cette circonstance, d'accord avec les puissances ; qu'il s'agit ici d'une question d'autorité, et surtout de faire exécuter une décision dont la légalité a été reconnue par les Gouvernements, qui sont unanimes à nous conseiller d'user d'énergie pour obtenir résolument l'exécution des dispositions arrêtées. D'autre part, d'après nos informations, M. de Lesseps, aussitôt qu'il se verra mis sérieusement en demeure d'obéir à l'invitation qui lui a été adressée, poussera les choses jusqu'à abandonner le canal, à retirer le personnel administratif, les employés préposés aux travaux d'entretien et autres, à éteindre les

feux, à arrêter les communications télégraphiques sur le canal, ce qui amènera forcément des perturbations dans le service et peut-être, par suite, l'interruption de la navigation. Nous déclarons donc formellement, dès à présent, que la grave responsabilité et toutes les conséquences qui pourraient en résulter resteront à la charge de M. de Lesseps et du conseil d'administration du canal.

Vous connaissez toute l'influence qu'a le Gouvernement français sur le président et le conseil d'administration de la compagnie du canal; aussi aurez-vous soin, en exprimant ce qui précède à M. le duc Decazes, de lui rappeler que la France s'est elle-même ralliée à la décision de la commission; de faire ressortir à ses yeux la haute gravité du cas, et de l'amener à exercer une action pressante sur le conseil susmentionné, afin de nous éviter d'en venir à cette extrémité et d'employer des moyens auxquels nous n'avons recours que bien malgré nous et contraints par les circonstances.

---

ALI-PACHA AU DUC DECAZES.

Paris, le 23 avril 1874.

L'ambassadeur de Turquie à Paris a l'honneur de transmettre ci-joint à Son Excellence M. le ministre des affaires étrangères copie d'une dépêche télégraphique qu'il vient de recevoir de la Sublime Porte relativement à l'affaire du canal de Suez.

Ali-Pacha saisit cette occasion pour renouveler à M. le duc Decazes les assurances de sa haute considération.

---

#### ANNEXE

Son Altesse le Khédivé me télégraphie que M. de Lesseps, auquel il avait fait part de la résolution du Gouvernement impérial, s'est enfin décidé à se conformer aux ordres de la Sublime Porte touchant l'application, à partir du 29 avril, du nouveau tarif de navigation.

Veuillez faire part de ce qui précède au Cabinet près duquel vous êtes accrédité.

---

M. CAZAUX, A ALEXANDRIE, AU DUC DECAZES.

(Extrait.)

Alexandrie, le 27 avril 1874.

Monsieur le duc, la question du canal de Suez est terminée, ou plutôt elle entre dans une nouvelle phase. M. de Lesseps a cédé; il reconnaît, en protestant, les décisions de la commission internationale que la Porte a adoptées et lui impose. La crise a été difficile et a même présenté des dangers sérieux: on a pu craindre que l'occupation du canal par les troupes égyptiennes ne rencontrât des résis-

tances de la part de la colonie étrangère établie entre Suez et Port-Saïd.

Rien, cependant, n'avait été négligé de notre part pour prévenir ces complications. Dès le 1<sup>er</sup> janvier, M. le comte de Vogüé, après m'avoir dit d'insister auprès de M. de Lesseps pour lui faire accepter franchement la transaction, ajoutait que si, dans trois mois, l'accord n'était pas fait, nous nous trouverions en face de difficultés très-sérieuses. Le 10 janvier, je me rendais à Ismaïlia, et je pouvais ajouter aux conseils que je donnais à M. de Lesseps de la part de M. de Vogüé les informations que je rapportais moi-même du Caire. Plus tard, le 21 mars, je lui communiquais officiellement les instructions que j'avais reçues de Votre Excellence et de M. l'ambassadeur de France à Constantinople : j'insistais, notamment, sur le caractère irrévocable des instructions de la Porte et sur la nécessité de ne pas laisser écouler le délai de trois mois sans conclure d'arrangement.

Dans la réponse qu'il a faite, le 27 mars, à ma communication, M. de Lesseps s'exprimait en ces termes : « Je n'ai jamais voulu reconnaître le droit à la Sublime Porte d'interpréter, sans examen contradictoire et sans les formalités judiciaires admises dans tous les pays civilisés, le contrat qui lie l'Égypte et la Turquie aussi bien que les actionnaires du canal de Suez. La compagnie saura trouver dans son droit les moyens de résister à l'exécution des dispositions prises contre elle. »

Tel était l'état des choses quand a commencé la crise qui s'est terminée par la déclaration faite hier par M. de Lesseps à Son Altesse. Le document qui indique le mieux le caractère de cette crise est la lettre de M. de Lesseps au prince Tewfik, en date du 11 de ce mois, où il est dit : « Après un premier refus de mes propositions de négociation ou de conciliation, après un deuxième refus du délai statutaire pour publier la modification du tarif imposé arbitrairement, j'opposerai, en ma qualité de chef d'une société financière universelle et comme citoyen français, une résistance absolue à la violation d'un contrat bilatéral accepté et accompli par quarante mille actionnaires français. »

Le 16 de ce mois, le président de la compagnie de Suez quittait le terrain de la lutte et se rendait à Jérusalem. Je savais les décisions irrévocables; les préparatifs militaires étaient faits en hâte; le général américain Stone prenait le commandement des troupes; le commandant Mac-Killop, au service égyptien, partait pour Port-Saïd avec quelques forces navales. M. de Lesseps, avant de s'embarquer pour la terre sainte, avait adressé aux ouvriers de l'isthme quelques paroles énergiques qui avaient surexcité leur ardeur de résistance. La situation me parut assez grave pour que je crusse nécessaire d'en-

tretenir le Vice-Roi d'une affaire qui compromettrait tant d'intérêts français. Son Altesse accueillit avec sa courtoisie ordinaire mon intervention, qui avait pour effet de prévenir, s'il était possible, des complications dont elle sentait elle-même les conséquences. Toute mon argumentation eut alors pour but de démontrer que l'interprétation donnée par Son Altesse au dernier acte du président du canal était exagérée, et que rien ne me paraissait s'opposer, jusqu'au 28, à ce qu'on substituât à la lettre du 11 une nouvelle lettre adhérent au tarif de la commission, sauf les réserves indiquées par votre télégramme du 15. Le Khédive finit par se déclarer favorable à cette solution, si la Porte l'acceptait. J'en référerai immédiatement à Constantinople, et M. de Vogüé me répondit le 24 avril : « Sans vouloir s'engager, la Porte m'a laissé entendre qu'elle ne ferait pas d'opposition à la formule dont vous me parlez. Elle maintient les termes de sa lettre du 7 mars quant aux travaux du canal, mais à la condition que la question du péage ne fera plus de difficulté. » M. de Vogüé ayant bien voulu seconder ainsi, par ses instances auprès de la Porte, les démarches que je tentais ici auprès du Vice-Roi en faveur du canal, M. de Lesseps a trouvé, à son retour, le 25 de ce mois, les intérêts de sa compagnie aussi bien sauvegardés qu'avaient pu le permettre les circonstances. Nubar-Pacha m'a notifié officiellement, par la lettre dont Votre Excellence trouvera ci-joint une copie, l'adhésion de la compagnie de Suez au nouveau tarif. Mais si M. de Lesseps a cédé, il ne l'a fait qu'à son corps défendant et en protestant. J'ai l'honneur de vous envoyer le texte de sa protestation; vous trouverez également ci-joint l'état des forces qui campent en ce moment le long du canal. Un télégramme de Votre Excellence, que je reçois à l'instant, me demande si l'occupation a précédé l'adhésion de la compagnie ou l'a suivie. Les bâtiments conduits par l'amiral Mac-Killop sont arrivés à Port-Saïd au moment où M. de Lesseps y débarquait, revenant de Jérusalem. Quant aux troupes du général Stone, elles étaient déjà depuis un ou deux jours à Suez et aux environs d'Ismailia. Elles se trouvent encore sur tous ces points, se bornant à y tenir garnison. Mais les établissements de la Compagnie sont respectés, et l'action de ses agents n'est nullement entravée.

Veuillez agréer, etc.

*Signé : CAZAUX.*

#### PREMIÈRE ANNEXE.

LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DU KHÉDIVE A L'AGENT ET  
CONSUL GÉNÉRAL DE FRANCE EN ÉGYPTÉ.

Le Caire, le 26 avril 1874.

Monsieur l'agent et consul général, j'ai l'honneur d'inclure sous



ce pli la copie de la lettre que M. de Lesseps a adressée à Son Altesse monsieur le ministre de l'intérieur, et par laquelle il fait connaître au Gouvernement égyptien qu'il se conformera, à partir du 29 avril, à la décision de la Sublime Porte, relativement au tarif à appliquer aux bâtiments transitant par le canal de Suez.

Je vous prie, etc.

*Signé : NUBAR.*

## DEUXIÈME ANNEXE.

LE PRÉSIDENT DE LA COMPAGNIE DU CANAL DE SUEZ  
AU MINISTRE DE L'INTÉRIEUR DU KHÉDIVE.

« Le Caire, le 26 avril 1874.

Monseigneur,

En réponse à la dépêche que Votre Altesse m'a fait l'honneur de m'adresser hier, je m'empresse de lui transmettre la copie d'un télégramme expédié le même jour à l'administration du canal de Suez à Paris.

« Le Caire, le 25 avril 1874.

« Considérant les ordres donnés par la Porte pour prendre possession du canal, et sous protestation réservant tous droits des actionnaires, notre service du transit appliquera, à partir du 29, le tarif du droit spécial de navigation avec surtaxe imposé par la Porte.

« *Signé : LESSEPS.* »

Votre Altesse trouvera ci-joint ma protestation contre la décision de la Porte ottomane, afin qu'elle soit signifiée à Constantinople.

Veuillez agréer, etc.

*Signé : Ferd. DE LESSEPS.*

## TROISIÈME ANNEXE.

A S. A. LE PRINCE HÉRITIER MOHAMED TEWFIK PACHA, AU CAIRE.

Un contrat ne peut être modifié que par l'accord des parties contractantes. Si l'une des parties veut arbitrairement imposer sa volonté contre les termes de la convention, il y a violation de contrat.

L'article 17 du contrat public passé entre le Gouvernement égyptien et la compagnie du canal de Suez, contrat ratifié par firman de la puissance suzeraine, avait donné lieu, de la part de tiers non intervenus au contrat, à des contestations judiciaires; ces tiers ont été déboutés de leurs demandes et condamnés par deux hautes cours de justice.

Des Gouvernements étrangers, sans autorité ni compétence dans l'espèce, sont intervenus diplomatiquement auprès de la puissance suzeraine.

Le président de la compagnie de Suez, après renvoi de la question

d'Alexandrie à Constantinople, négocia auprès de la Porte ottomane, demandant que les tiers plaignants vinssent porter leurs réclamations devant un tribunal judiciaire ou administratif constitué de manière à établir un débat contradictoire.

L'ambassadeur d'Angleterre s'étant opposé à ce que l'affaire fût examinée par le Conseil d'État, attendu qu'aucun sujet britannique ne se présentait, comme plaignant contre la compagnie, le président-directeur, après un séjour de cinq mois à Constantinople, protesta contre toute immixtion étrangère.

Peu de temps après, la Porte ottomane rendit une décision interprétative de l'article 17, conforme aux droits de la compagnie, qui se déclara satisfaite.

Mais l'ambassadeur d'Angleterre, secondé par deux de ses collègues étrangers, exigea la formation d'une commission internationale, dont la mission primitive, indiquée dans des instructions très-justes et très-sages de la Porte ottomane, était de déterminer un tonnage universel en rapport avec la capacité utilisable des navires.

Cette commission, où plusieurs États ne furent pas représentés, particulièrement les États-Unis d'Amérique, dont la navigation est égale à celle de l'Angleterre, et à laquelle ne furent point convoqués des délégués des parties contractantes, ne se borna pas à adopter un tonnage dont l'inexactitude est mathématiquement démontrée, mais elle émit l'avis d'en imposer l'application à la compagnie du canal de Suez. L'Ambassadeur d'Angleterre se chargea de convertir l'avis en obligation.

Le président-directeur de la compagnie, prenant en considération la pression diplomatique exercée sur la Porte, se montra disposé à soumettre à l'assemblée générale des actionnaires un projet de transaction qui semblait devoir donner satisfaction à des exigences injustifiables en droit, en même temps qu'il sauvegardait, dans une juste mesure, les intérêts respectables des actionnaires du canal.

Les propositions de transaction furent repoussées par une sommation ordonnant au Khédivé d'Égypte d'employer la force pour contraindre la compagnie.

Le président, en protestant énergiquement, répondit dans les termes suivants : « La compagnie financière du canal de Suez, n'ayant par elle-même d'autre force que son droit, et désirant éviter un conflit qui serait fâcheux pour tout le monde, se voit obligée de se soumettre provisoirement; mais elle constate la violation d'un contrat public formellement établi par l'article 17 de son acte de concession. »

Il se contenta ensuite de demander que, pour l'application de la

taxe illégale contre laquelle il protestait, les formalités statutaires fussent observées, afin que la compagnie pût se conformer aux obligations suivantes de son acte de concession :

« La compagnie pourra notifier ses tarifs à toute époque, sous la condition expresse de publier les tarifs trois mois avant la mise en vigueur, dans les capitales et les principaux ports des pays intéressés. »

Un télégramme de la Porte, en date du 7 avril, adressé au Khédive, repoussa tout délai légal pour la publication du tarif imposé.

Le président répondit qu'il opposerait une résistance absolue à la violation d'un contrat bilatéral, accepté et accompli par quarante mille actionnaires français, et il ajouta : « En l'absence de tout plaignant responsable et de toute sentence ou jugement, ni la Porte ni les puissances n'ont aucun droit de s'immiscer dans nos affaires, lorsque nous observons strictement les termes de notre contrat. Je prends mes dispositions pour réunir, dans les délais voulus par notre loi, l'assemblée générale des actionnaires, auxquels la question actuelle sera présentée intacte avec le maintien de tous leurs droits. »

Une communication de Son Altesse le Khédive, en date du 5 avril, informa le président-directeur que la Porte ottomane, maintenant le délai fixé au 29 avril pour l'application de la décision relative au tarif, lui ordonnait d'obtenir ce résultat en usant de tous les moyens, même de la force, et de prendre au besoin possession du canal, au lieu et place de la compagnie.

Le soussigné, président-directeur du canal de Suez, reconnaît que le Khédive d'Égypte a été obligé d'appuyer par une force militaire, qui est déjà rendue sur les lieux, les sommations de la Porte.

Considérant que l'attentat, provoqué par une coalition étrangère, contre le droit public et privé est arrivé à une extrémité qui n'admet pas, de la part d'une société financière, une résistance matérielle ;

Que la suspension de la navigation dans le canal de Suez, conséquence forcée d'une occupation militaire, serait un véritable désastre pour le commerce du monde ;

A donné l'ordre au service du transit de la compagnie d'appliquer, à partir du 29 avril, le tarif du droit spécial de navigation avec la surtaxe, tel qu'il a été imposé par la Porte ottomane.

Et, en conséquence, il proteste contre une décision arbitraire et illégale dont la compagnie se réserve de demander la modification par tous moyens légaux, maintenant toujours, comme elle l'a fait jusqu'à présent, les droits de ses actionnaires dans les conditions du contrat du 5 janvier 1856, ratifié par Sa Majesté Impériale le Sultan.

Fait au Caire, le 26 avril 1874.

Signé : F. DE LESSERS.

---

## QUATRIÈME ANNEXE

*État des forces égyptiennes le long du canal de Suez.*

A Ismaïlia, 200 hommes d'infanterie, 50 cavaliers; à Néfische, 600 hommes, moitié cavalerie, moitié infanterie, commandés par des officiers indigènes, mais sous les ordres des officiers de la mission américaine, qui est toute sur le canal avec le général Stone et Mac Killop-Bey.

Un personnel complet de télégraphistes avec tous les appareils.

A Port-Saïd, la frégate *Mehemet-Ali*, la corvette *Dakhaliéh* et un remorqueur avec un matériel de balisage.

Entre Ismaïlia et Suez : 200 hommes à Sahia, autant à Geneffe et à Chalouf, prêts à prendre les garages voisins.

On a convoqué 5,000 Bédouins pour relier les gares; 1,500 sont à Port-Saïd.

---

M. LE GÉNÉRAL LE FLÔ, A SAINT-PÉTERSBOURG, AU DUC DECAZES.

Saint-Pétersbourg, le 27 avril 1874.

Monsieur le duc, un télégramme du général Ignatief a annoncé ce matin que M. de Lesseps s'était résigné à se conformer aux ordres du Sultan et à appliquer, à la date prescrite, le nouveau tarif fixé par la commission internationale. Le Cabinet de Saint-Pétersbourg est très-satisfait de ce résultat, qu'il attribue en grande partie à l'intervention conciliante et résolue à la fois du Gouvernement de la République. Le général Ignatief avait, de son côté, écrit une lettre très-pressante à M. de Lesseps, qui se trouvait à Jérusalem.

La première nouvelles des résistances de la compagnie avait causé quelque inquiétude à Saint-Pétersbourg, et le chancelier, qui avait d'abord donné sa complète approbation à la demande de M. de Lesseps de conserver l'ancien tarif jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet, télégrapha immédiatement au général Ignatief d'avoir à se renfermer désormais, d'accord avec la majorité des ministres étrangers, dans la stricte exécution des résolutions de la commission. Consulté par le prince Gortschakoff sur ce que je pensais que ferait notre Gouvernement, je répondis que je n'avais reçu aucune instruction; que notre intérêt et notre appui moral restaient acquis à M. de Lesseps, mais qu'il me semblait que nous étions liés par l'adhésion que nous avions donnée à l'imposition du nouveau tarif, et que, si légitimes que fussent les plaintes de la compagnie, je craignais qu'il ne nous restât, quant à présent du moins, qu'à nous incliner devant la décision du Sultan.

Votre dépêche du 20 avril m'a donné raison, monsieur le duc; le prince Gortschakoff a fort approuvé les réserves formulées dans le projet



de déclaration adressé par Votre Excellence à M. de Lesseps. Quand le moment sera venu de présenter de nouveau les considérations sur lesquelles se fondent les justes réclamations de la compagnie, nous pourrons, je crois, compter sur le concours résolument bienveillant de la Russie.

Veuillez agréer, etc.

*Signé*: Général LE FLÔ.

M. LE DUC DECAZES AUX AGENTS DIPLOMATIQUES FRANÇAIS AUPRÈS  
DES PUISSANCES MARITIMES EUROPÉENNES.

Versailles, le 30 avril 1874.

Monsieur, pour faire suite à ma communication du 20 de ce mois, j'ai l'honneur de vous informer que M. de Lesseps n'a pas persisté dans ses projets de résistance, et que, tout en protestant et en réservant l'approbation de l'assemblée générale des actionnaires, il a donné l'ordre d'appliquer le tarif dont la Porte avait prescrit la mise à exécution à dater du 29 avril.

Les troupes que le Khédive avait envoyées sur les principaux points de l'isthme se sont dès lors abstenues, d'après ce que m'annonce le consul général d'Alexandrie, d'occuper les établissements de la compagnie.

M. de Lesseps ne pouvant, sans l'assentiment préalable de l'assemblée des actionnaires, apporter aux contrats de la compagnie avec le Gouvernement égyptien les modifications que serait de nature à entraîner la mise en vigueur du nouveau régime, je pense, monsieur, qu'il n'y aura lieu d'aborder l'examen des questions soulevées par les réserves qu'il a faites qu'après que cette assemblée, qui vient d'être convoquée pour le 2 juin prochain, aura pris des résolutions définitives. Je vous prie, en attendant, de faire part à M. le ministre des affaires étrangères de..... de mon opinion à cet égard. Vous pourrez ajouter que nous nous efforcerons d'utiliser ce délai d'un mois pour préparer les voies à l'adoption, par la Compagnie, de décisions propres à faire cesser des difficultés non moins préjudiciables à ses intérêts qu'à ceux du commerce maritime.

Agréer, etc.

*Signé*: DECAZES.

M. DE LA ROCHEFOUCAULD A LONDRES AU DUC DECAZES:

(Extrait.)

Londres, le 1<sup>er</sup> mai 1874.

Monsieur le Duc, l'affaire de Suez continue de faire l'objet des conversations dans le monde officiel et des commentaires de la presse; aujourd'hui, j'ai eu occasion d'en causer moi-même avec différentes personnes et notamment avec M. Disraëli. Il m'a parlé d'une dépêche que le Gouvernement a reçue d'Egypte et de laquelle il résulte que

M. de Lesseps, se conformant à la décision de la Commission, consent en effet à percevoir les droits d'après le tonnage net du système Moorsom, mais que d'autre part, se prévalant du droit que la concession confère à la Compagnie, il soumet les navires au jaugeage pour s'assurer de leur capacité. Le premier ministre n'a pas fait difficulté d'admettre que le président de la compagnie de Suez était parfaitement dans la légalité.

Je remarque un certain mouvement qui se fait dans l'opinion, depuis que la décision prise en dernier lieu par M. de Lesseps est connue. On convient généralement qu'il n'était pas équitable de faire juger une question qui touche à des intérêts contradictoires exclusivement par les représentants d'un seul de ces intérêts.

Veuillez agréer, etc.

*Signé* : LA ROCHEFOUCAULD.

---

M. LE DUC DE CAZES AUX AGENTS DIPLOMATIQUES FRANÇAIS  
AUPRÈS DES PUISSANCES MARITIMES EUROPÉENNES.

Versailles, le 7 mai 1874.

Monsieur, vous savez que l'affaire du péage de Suez, après avoir fait craindre de nouvelles complications, est entrée dans une période d'apaisement. Cédant à nos avis réitérés, M. de Lesseps s'est décidé à appliquer, sous réserve des droits de la compagnie et des résolutions de l'assemblée générale des actionnaires, le tarif temporaire dont la Porte ottomane, d'après les conclusions de la Commission internationale, avait prescrit la mise en vigueur à partir du 29 avril. Cette solution de fait, bien qu'elle ne supprime pas dès à présent toute cause de difficultés ultérieures, permet de prévoir la complète et prochaine conciliation d'intérêts plus divergents en apparence qu'en réalité. Pour vous mettre à même de dissiper, le cas échéant, en ce qui concerne nos intentions, des malentendus qui pourraient retarder un accord si désirable, je crois utile, monsieur, de bien préciser, en vous rappelant les précédents de l'affaire, la règle de conduite que le Gouvernement français a adoptée dès le principe et qu'il a invariablement suivie jusqu'à ce jour.

La compagnie de Suez, lorsqu'elle commença, en novembre 1869, à exploiter le canal, se croyait en droit de baser ses perceptions sur le tonnage réellement utile des bâtiments et non sur le tonnage restreint indiqué par les papiers de bord. Toutefois, pour encourager le commerce maritime à délaisser les anciennes voies, elle annonça que, provisoirement, les taxes seraient perçues d'après ce dernier tonnage. Ce fut seulement deux ans et demi plus tard que, se voyant dans l'impossibilité de surmonter, tant qu'elle n'élèverait pas ses tarifs, des embarras financiers principalement dus aux difficultés de

toute sorte qui avaient assailli les débuts de son entreprise, elle se décida à prendre pour base de perception le tonnage utile : elle le calcula en exhaussant le tonnage officiel dans une proportion de 50 p. 100, correspondante à l'écart qu'une commission réunie par ses soins, et composée d'hommes spécialement compétents, avait constaté entre les deux tonnages. Mais, dès que ces dispositions eurent été notifiées au commerce maritime, celui-ci s'en émut, et leur légalité fut contestée par plusieurs Gouvernements étrangers, désireux avant tout d'empêcher que de nouvelles charges ne vinssent grever, dans la traversée du canal, les marines de leurs nations respectives.

Saisis de la question par les communications de quelques-uns de ces Gouvernements, ainsi que par les réclamations de la compagnie des Messageries maritimes, nous l'examinâmes au double point de vue du droit de la compagnie de Suez et de l'intérêt de notre navigation. Nous dûmes, d'abord, reconnaître que la distinction établie par l'administration du canal entre les deux tonnages était conforme aux principes de notre législation sur la matière, et quant au chiffre de l'écart, nous le jugeâmes approximativement exact. D'un autre côté, malgré le défaut de précision des termes du firman relatifs au péage, la légalité de la nouvelle base de perception nous sembla suffisamment établie ; mais, comme cette question d'interprétation était du ressort du Gouvernement territorial, nous nous bornâmes à la lui déférer, tout en faisant des vœux pour qu'elle reçût une solution qui permit d'exploiter le canal dans des conditions équitablement rémunératrices. Les intérêts du commerce maritimes excitaient d'ailleurs à un égal degré notre sollicitude : les avantages indirects que lui procurerait l'affermissement de la situation financière de l'entreprise devaient le prédisposer à accepter un exhaussement de tarif peu onéreux en lui-même ; mais nous n'en désirions pas moins lui assurer, dès que cette situation serait devenue prospère, le bénéfice d'une taxation plus modérée, et nous pensions qu'il serait facile d'y parvenir si les autres puissances voulaient bien se joindre à nous pour réclamer, sur ce point, un engagement formel en retour de l'adhésion qu'elles donneraient à la nouvelle base de perception. Nous nous propositions, en outre, d'obtenir, à la faveur de cette commune entente, des garanties contre l'aggravation ultérieure du régime fiscal de l'isthme, et de faire adopter diverses combinaisons de tarif qui, sans diminuer l'ensemble des recettes, tendraient à améliorer, au moyen d'une répartition plus égale des charges comparativement aux avantages recueillis, les conditions dans lesquelles s'effectue le transit des navires et des marchandises.

Nous nous efforçâmes, à plusieurs reprises, de rallier les principales puissances à ce plan de conduite, que nous leur représentâmes comme le plus propre à concilier les intérêts de la compagnie de Suez avec ceux du commerce maritime. Mais elles préférèrent insister pour le retour à l'ancienne tarification, tout en laissant entrevoir qu'elles accepteraient une surtaxe momentanée ; l'une d'elles proposa même, pour cette surtaxe, le chiffre de 2 francs par tonneau de jauge officielle. Nous ne pouvions les suivre sur ce terrain : c'eût été admettre implicitement l'illégalité de la nouvelle base de perception, reconnaître par conséquent le droit des tiers au remboursement des excédants de taxe perçus depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1872, et exposer la compagnie à se voir marchander une surtaxe que les Gouvernements étrangers, presque exclusivement préoccupés de l'intérêt maritime, s'efforceraient de circonscrire dans les bornes les plus étroites. Nous persistâmes donc à soutenir que le Gouvernement ottoman était seul compétent pour apprécier si la compagnie avait dépassé ou non la limite extrême assignée à ses tarifs par l'acte de concession, et nous n'acceptâmes la proposition d'une commission internationale qu'autant que cette question aurait été préalablement réglée. Si la nouvelle base de perception était reconnue légale, la commission devrait se livrer à des travaux purement techniques, puisqu'elle n'aurait alors qu'à vérifier les calculs au moyen desquels la compagnie prétendait obtenir le tonnage utile des navires ; dans le cas contraire, son mandat, entièrement administratif, devrait consister à déterminer le chiffre de la surtaxe qu'il serait indispensable, après le rétablissement de l'ancienne base de perception, d'accorder à la compagnie pour qu'elle pût faire face à ses engagements et réaliser des recettes rémunératrices.

Quant au Gouvernement ottoman, pendant les premiers mois qui suivirent les réclamations des puissances, il garda une attitude réservée. De notre côté, nous avons jugé convenable, dès que la question avait été portée devant nos tribunaux par la compagnie des Messageries, de nous abstenir des démarches qui auraient pu faire préjuger notre opinion sur l'objet du litige. Mais il vint un moment où la neutralité ne nous fut plus possible : les démarches actives que poursuivaient à Constantinople les adversaires de la compagnie de Suez et l'insistance avec laquelle quelques agents diplomatiques étrangers réclamaient non-seulement le retour à l'ancien tarif, mais encore la restitution immédiate des excédents de taxe perçus depuis plusieurs mois, ayant fait incliner le Gouvernement ottoman vers des résolutions préjudiciables à cette entreprise, nous dûmes reprendre notre liberté d'action. Ce fut alors que nous nous attachâmes à mettre en



relief la théorie du tonnage utile, consacrée maintes fois en France par des actes officiels et qui venait d'être exposée de nouveau dans le rapport publié en tête du décret du 24 décembre 1872 sur le jaugeage des navires. Cette théorie ne rencontra pas de contradicteurs ; nul ne nia la concordance qui devait exister en principe, et qui, dans la plupart des pays, avait longtemps existé en fait, entre l'unité officielle de jaugeage et le tonneau usuel du commerce, représentant en marchandises un poids moyen de 1,000 kilogrammes sous le volume d'un mètre cube 44 centièmes. Les deux causes, que nous indiquions, de l'écart existant aujourd'hui entre le tonnage officiel et le tonnage utile ne furent pas non plus contestées : comme vous avez pu le voir, monsieur, par les explications que contiennent plusieurs dépêches de mes prédécesseurs dont votre ambassade a reçu communication dans le cours de l'année dernière, cet écart est dû à l'exagération, d'une part, de la réduction que l'on fait subir au volume total des navires pour obtenir le nombre de tonneaux de marchandises qu'ils peuvent prendre à fret, et, d'autre part, de la nouvelle réduction que l'on opère spécialement sur le tonnage des bâtiments à vapeur pour exonérer de l'application des taxes maritimes l'emplacement occupé par la machine et le combustible. Nos arguments, dont l'arrêt de la Cour de Paris du 11 mars 1873 corrobora l'autorité morale, produisirent sur le Gouvernement ottoman une impression favorable ; il reconnut que le percement de l'isthme ayant pour but de faciliter les échanges internationaux par la voie maritime, la compagnie qui, à l'aide de capitaux privés, avait exécuté cette grande entreprise était en droit de baser sur la capacité de transport des bâtiments, exprimée en tonneaux de marchandises, la perception des taxes destinées à rémunérer le service rendu à la navigation.

Ce ne fut toutefois qu'au mois de juillet dernier que la Porte interpréta officiellement dans ce sens le firman de concession. Elle déclara, en se servant de nos propres expressions, que les droits devaient être perçus d'après la « capacité utilisable » des navires, et non d'après le tonnage inscrit sur leurs papiers de bord. Elle ajoutait, il est vrai, que la méthode anglaise de jaugeage lui paraissait être celle dont les résultats se rapprochaient le plus du tonnage utile ; mais, en même temps, elle s'en remettait, en cas de désaccord sur cette question technique, à l'appréciation d'une commission internationale. Dans sa note du 7 août suivant, qui fut communiquée à plusieurs puissances, mon prédécesseur s'attacha à faire ressortir la concordance qui existait, relativement au principe, entre les vues du Gouvernement ottoman et les nôtres ; quant à la méthode Moorsom, il constata que, si elle donnait des résultats très-satisfaisants pour le

cubage des navires, il n'en était pas de même pour l'évaluation du tonnage utile, le coefficient employé comme diviseur du volume total étant trop élevé, et il n'hésita pas, dès lors, à donner son assentiment à la réunion d'une commission qui serait chargée de vérifier cette cause d'erreur, en même temps que de déterminer exactement les déductions à allouer aux bâtiments à vapeur pour l'espace occupé par la machine et le combustible. En outre, M. de Broglie, reproduisant les réserves qu'avait déjà formulées M. de Rémusat dans sa dépêche du 9 janvier 1873 à M. le comte de Vogüé, déclara que, dans son opinion, cette commission ne devait, en aucun cas, être appelée à se prononcer sur la légalité des actes de la Compagnie. Les instructions qui furent plus tard données aux commissaires français, et dont votre Ambassade fut autorisée à faire connaître la substance au Gouvernement..... continrent les mêmes réserves sur la nature et l'étendue du mandat de la commission.

La plupart des Puissances ne partagèrent malheureusement pas notre manière de voir. Elles chargèrent leurs commissaires d'examiner toutes les questions soulevées par le péage du canal, et ceux-ci, réunis à Constantinople au commencement d'octobre, ne tardèrent pas à s'engager dans une voie où il fut impossible à nos délégués de les suivre. Niant le principe sur lequel la compagnie s'était appuyée pour modifier son mode de perception, ils soutinrent que, dans le choix de leurs méthodes de jaugeage, les nations ne se préoccupaient nullement de faire concorder, même approximativement, le tonneau de jauge avec le tonneau usuel du commerce; en conséquence, ils refusèrent de reconnaître, entre le tonnage officiel et le tonnage utile, d'autre écart que celui provenant de l'exagération des déductions allouées aux bâtiments à vapeur, exagération à laquelle ils proposaient de remédier par l'adoption de la règle suivie sur le Danube pour le calcul de ces déductions. Ce système, inutilement combattu par les délégués français et russes, prévalut dans le sein de la commission; les délégués ottomans eux-mêmes l'admirent, bien que, dans la rédaction de leurs instructions, la Porte se fût visiblement inspirée de notre théorie sur le tonnage utile, et la majorité des commissaires se disposait à déclarer illégale la nouvelle tarification du canal, lorsque nos délégués cessèrent de prendre part aux délibérations. Leur retraite, et l'attitude que conservèrent les délégués russes, amenèrent la commission à conseiller une transaction qui, laissant entière la question d'interprétation du firman, garantissait la compagnie contre la double éventualité du retour immédiat à l'ancien tarif et du remboursement des excédants de taxe perçus depuis dix-huit mois. Quoique les termes dans lesquels cette transaction était

formulée ne nous parussent pas répondre exactement à l'objet que les puissances se proposaient, nous l'acceptâmes cependant, sous les réserves expresses que vous connaissez et avec l'intention formelle de les faire valoir ultérieurement. Le Sultan s'étant, par suite, approprié les conclusions de la commission, il en résulta que la compagnie pourrait dorénavant ajouter, à la taxe de 10 francs par tonneau de jauge nette officielle, une surtaxe de 4 francs, jusqu'à ce que le transit annuel du canal se fût élevé à 2,100,000 tonneaux, et qu'alors cette surtaxe devrait diminuer graduellement, pour cesser d'être perçue dès que le transit aurait atteint le chiffre de 2,600,000 tonneaux.

Tel est, monsieur, l'historique exact de cette longue négociation. Je n'ai pas besoin de relater ici les incidents qui ont suivi la signature des conclusions de la commission par tous les délégués et leur adoption par la Porte ottomane : l'adhésion de M. de Lesseps à la plupart des bases de la transaction ; son contre-projet tendant à faire reculer le point de départ de la décroissance de la nouvelle taxe, pour faciliter à la compagnie les moyens d'amortir un arriéré d'intérêts s'élevant à 30 millions de francs et d'exécuter dans le canal des travaux complémentaires devant coûter une somme égale ; le rejet de ses propositions par le Gouvernement du Sultan ; sa demande d'un sursis de trois mois pour l'application du nouveau régime et le refus qui lui fut opposé malgré nos instances et celles de la Russie ; l'intention qu'il a un moment manifestée de ne pas appliquer la tarification imposée à la compagnie ; les mesures prises par l'autorité territoriale en prévision de sa résistance aux ordres reçus ; enfin, sa soumission à ces ordres, accompagnée de protestations et de réserves. Comme j'ai déjà eu l'honneur de vous l'écrire, j'aime à croire que les résolutions prochaines de l'assemblée générale des actionnaires auront un caractère de modération qui contribuera à faciliter le règlement définitif de l'affaire du péage de Suez. Si la compagnie, en acceptant la transaction, insiste pour que les bases en soient améliorées, tant par la suppression d'anomalies contraires à l'équité, que par l'addition de stipulations dont le commerce maritime ne pourrait manquer de bénéficier, les puissances ne se refuseront pas, je l'espère, à examiner des demandes ainsi motivées. Elles ne sauraient méconnaître en effet les titres que possède à leur bienveillance et à leur justice une entreprise qui honore notre époque, et du succès de laquelle l'Europe retire déjà des avantages exceptionnels.

Agréé, etc.

Signé : DECAZES.

---

M. DE LAROCHEFOUGAULD, A LONDRES, AU DUC DECAZES.

Londres, le 41 mai 1874.

Monsieur le duc, vous avez bien voulu confirmer le langage que j'avais tenu au principal secrétaire d'État en réponse à ses insinuations relatives au rachat possible de l'entreprise. Assuré de votre assentiment, j'ai saisi la première occasion pour insister de nouveau sur la nécessité d'écarter de nos prévisions une hypothèse qui ne répond en rien à l'état actuel des choses. Lord Derby ne m'a fait aucune objection; mais, se plaçant à un autre point de vue, il m'a parlé du danger de laisser ensabler l'entrée du canal; il m'a dit que les ingénieurs anglais avaient quelque inquiétude à cet égard et m'a demandé de lui dire ce que nous en pensions nous-mêmes.

Je n'ai pas manqué de lui faire remarquer que la meilleure manière d'empêcher l'ensablement du canal, c'était de procurer à la compagnie les moyens de maintenir et de poursuivre ses travaux; je lui ai d'ailleurs promis de vous faire part du désir qu'il m'a exprimé.

Une question relative à l'affaire de Suez sera posée dans le commencement de cette semaine à la Chambre haute; elle fournira sans doute au principal secrétaire d'État l'occasion de donner des explications que je ne manquerai pas de transmettre à Votre Excellence.

Veuillez agréer, etc.

*Signé* : LA ROCHEFOUGAULD.

M. GAVARD, CHARGÉ D'AFFAIRES A LONDRES, AU DUC DECAZES.

Londres, le 7 juin 1874.

Monsieur le duc, en répondant à une question qui lui avait été adressée par un membre de la Chambre haute, Lord Derby a fait connaître, dans la séance de vendredi dernier, la manière dont le Gouvernement envisageait l'affaire du canal de Suez au point de vue de la garantie des intérêts de la navigation et des droits des actionnaires.

Il a d'abord rendu pleinement justice au promoteur de cette grande entreprise, à la persévérance et à l'habileté avec lesquelles il l'a poursuivie et a finalement triomphé des obstacles de toute sorte semés sur son chemin; il a reconnu les services inappréciables que le percement du canal rend à toutes les nations de l'Europe et à l'Angleterre plus qu'à toute autre. Puis il a contesté l'assertion de l'auteur de l'interpellation, qui avait prétendu que l'interruption subite du mouvement maritime entre l'Orient et l'Occident restait à la merci de la volonté d'un seul homme; il a, au contraire, tiré un argument des derniers incidents pour prouver que le canal était placé sous l'au-



torité du Khédivé et de la Porte, et sous la garantie des relations que les puissances européennes entretiennent avec le Sultan.

En ce qui concerne les difficultés nouvelles qui pourraient surgir, lord Derby s'est plu à en écarter la prévision, ne voyant pas quel intérêt aurait M. de Lesseps à les provoquer; il a déclaré, en tout cas, qu'il était, pour sa part, disposé à s'associer à toute proposition raisonnable destinée à prévenir le retour des difficultés qui viennent de se produire. Il a eu soin d'ajouter immédiatement après cette déclaration, pour qu'on n'en altérât pas le sens, qu'il ne faisait aucune allusion à la proposition de rachat dont on venait d'entretenir la Chambre, parce que pour acheter une chose il fallait qu'il y eût un vendeur, et qu'il n'avait pas entendu dire que la Compagnie eût fait aucune offre de céder ses droits. Il a dit, en outre, que s'il condamnait comme inique la pensée de dépouiller les constructeurs du canal de leur propriété malgré leur volonté, il ne l'écartait pas moins comme irréalisable, parce qu'elle ne pourrait jamais réunir le consentement unanime des puissances européennes.

Il reste, il est vrai, suivant lord Derby, l'hypothèse où la compagnie viendrait à offrir elle-même la cession de ses droits; mais il a fait observer qu'il lui paraissait assez inutile d'examiner par avance une semblable proposition et assez imprudent, quand on veut acheter une chose, de commencer par déclarer qu'on ne peut s'en passer. Il a terminé en disant : « Si une proposition pour transférer la propriété du canal à une commission internationale venait à être présentée de telle manière que tous les Gouvernements participassent à ses avantages dans des conditions d'égalité, je ne dis pas qu'il ne serait pas juste d'examiner une semblable proposition; mais elle n'a pas été faite, et je n'ai aucun motif de croire qu'elle doive être faite. »

Dans cette circonstance, comme dans plusieurs occasions précédentes, le comte Derby n'a fait que reproduire devant la Chambre les explications qu'il avait déjà données dans ses entretiens particuliers et dont l'ambassade a rendu compte à Votre Excellence. On y voit sa pensée tout entière : respect avant tout des droits et de la propriété de la compagnie, mais désir qu'elle soit amenée à les céder volontairement à une commission internationale.

Veillez agréer, etc.

*Signé : CH. GAVARD.*

---

M. DE LA ROCHEFOUCAULD, A LONDRES, AU DUC DECAZES.

(Extrait.)

Londres, 29 juin 1874.

Monsieur le Duc, un membre du parti conservateur a développé dans la séance d'hier la motion suivante : « Le commerce du pays est

si gravement intéressé au maintien de la navigation du canal de Suez qu'il est désirable que le Gouvernement de Sa Majesté donne immédiatement son adhésion au projet de réforme judiciaire en Égypte, proposé et approuvé par les représentants de toutes les grandes puissances, en vertu duquel des tribunaux seront institués pour la meilleure administration de la justice et le règlement des différends qui peuvent surgir entre les armateurs anglais et les administrateurs de la compagnie du canal de Suez. »

La discussion qui a suivi, et dans laquelle des membres importants de tous les partis ont été entendus, a disjoint les deux questions que M. Baillie-Cochrane avait confondues dans sa motion sans beaucoup de raison, et le débat a porté exclusivement sur le projet de réforme judiciaire en Égypte.

C'est sur ce point que le sous-secrétaire d'État des affaires étrangères s'est étendu dans sa réponse. Il a exposé les anomalies et les inconvénients, indiqué les abus qui résultent de l'administration de la justice en Égypte par seize ou dix-sept consulats différents, dont chacun est exclusivement compétent pour les causes dans lesquelles un de ses nationaux est défendeur. Il a repris l'historique des négociations engagées depuis 1867 ; il a rappelé la part que la France a prise à la préparation de la réforme et la résistance qu'elle a opposée à certaines parties du projet.

Je crois devoir mettre sous les yeux de Votre Excellence les paroles mêmes par lesquelles M. Bourke a terminé ses explications : « L'année dernière, une conférence s'est tenue à Constantinople, dans laquelle des représentants des différentes puissances ont donné leur adhésion au projet de réforme présenté par la France. Depuis cette époque, la France a soulevé quelques difficultés sur une question de détail concernant la banqueroute frauduleuse, Le Gouvernement de Sa Majesté est maintenant en communication avec le Gouvernement français sur ce point, et il n'est pas sans espoir que ces difficultés seront surmontées. Si elles ne l'étaient pas, il serait loisible au Gouvernement de Sa Majesté d'agir d'après la suggestion qui a été faite dans le cours de ce débat et d'adopter le projet en se passant de l'assentiment de la France. (Approbation.) C'est une détermination que le Gouvernement de Sa Majesté d'agir regretterait beaucoup de prendre, parce qu'il est convaincu que, pour que ces réformes puissent être avantageusement mises en pratique, il est nécessaire que tous les Gouvernements s'entendent pour leur application.

« Quant aux pièces relatives à cette affaire, toute personne initiée au maniement des affaires étrangères comprendra que, comme la négociation est encore pendante depuis 1867, cette publication aurait

nui à son succès. Quand nous seront arrivés à une conclusion avec ou sans l'assentiment de la France, le Gouvernement est prêt à déposer sur la table tous les documents qui pourront servir à élucider la marche de l'affaire. Il désire vivement seconder le Vice-Roi dans son projet de réforme ; le Khédive a depuis longtemps montré qu'il avait les vues plus éclairées sur ce sujet, et nous sommes très-désireux que, dans l'intérêt de l'Égypte comme du commerce de l'Angleterre, il reçoive en les mettant en pratique, la cordiale assistance du Gouvernement de Sa Majesté. » (Marques d'approbation.)

Sur cette déclaration, la motion a été retirée par son auteur.

Veuillez agréer, etc.

*Signé* : LA ROCHEFOUCAULD.

---

M. LE COMTE DE VOGÜÉ, A CONSTANTINOPLE, AU DUC DECAZES.

Péra, le 6 avril 1875.

Monsieur le duc, conformément aux instructions verbales que j'avais reçues de Votre Excellence, je me suis appliqué, dès mon arrivée à Constantinople, à préparer le terrain des négociations nouvelles que la compagnie du canal de Suez se propose de suivre auprès du Gouvernement ottoman. Je l'ai fait en me maintenant exactement dans l'ordre d'idées que j'avais eu l'honneur de vous soumettre et auquel vous aviez bien voulu donner votre approbation. J'ai dit, soit au Grand Vizir, soit au ministre des affaires étrangères, soit à ceux de mes collègues que j'ai pu entretenir de cette affaire, que mon intention n'était pas de rentrer dans les discussions précédentes : je prenais le fait existant, la situation créée à la compagnie par les résolutions antérieures, et je me bornais à en exposer les conséquences. Le système de perception élaboré par la commission de Constantinople et imposé par la Porte assurait l'existence journalière de la compagnie : l'expérience avait démontré que les recettes ainsi obtenues pouvaient suffire à l'entretien annuel du canal et à une rémunération modeste du capital engagé ; mais ces recettes étaient absolument impuissantes à assurer le développement de l'entreprise. Rigoureusement maintenues, par l'application de l'échelle décroissante, au-dessous d'un chiffre qu'elles ne pourraient de longtemps dépasser, elles ne sauraient fournir les ressources nécessaires à l'exécution des améliorations reconnues urgentes. Or, l'intérêt du commerce et de la navigation réclamait impérieusement des travaux immédiats et considérables ; un rapport du colonel Stokes lui-même le démontrait victorieusement. Le développement pris par la marine à vapeur, les dimensions colossales et imprévues données aujourd'hui aux bâtiments de construction nouvelle, les ensablements produits à Port-Saïd par les apports du Nil, modifiaient les conditions premières de

l'exploitation ; il y avait des courbes à redresser, des gares d'évitement à élargir, des défenses à construire, des jetées à prolonger ou à modifier, enfin tout un ensemble de travaux à étudier et à exécuter immédiatement, sous peine de compromettre l'entreprise en elle-même et de diminuer les immenses services qu'elle rend au commerce général. Pour ces travaux extraordinaires et complémentaires il fallait des ressources extraordinaires. Pour créer ces ressources, l'autorisation du Gouvernement ottoman était nécessaire à la compagnie ; elle viendrait bientôt la solliciter elle-même et rappeler au Grand Vizir que, dans sa lettre du 7 mars 1874, il avait promis d'examiner avec sollicitude les propositions que la compagnie pourrait lui faire pour l'exécution des travaux dont la nécessité serait justifiée. Le négociateur serait animé des dispositions les plus conciliantes ; j'espérais qu'il rencontrerait l'accueil bienveillant d'un Gouvernement sous la protection duquel il plaçait ses intérêts et ne serait pas combattu par les représentants des Puissances qui ont si souvent fait profession d'une sympathie sincère pour la grande œuvre de M. de Lesseps. J'espérais enfin qu'on ne réduirait pas la compagnie, en lui fermant toute autre voie, à l'obligation de demander ces ressources extraordinaires aux indemnités pécuniaires qu'elle se croit en droit de réclamer du Gouvernement ottoman. Je laissais en même temps entrevoir la possibilité de faire de l'abandon de ces réclamations pécuniaires le complément des négociations amicales qui allaient s'ouvrir.

Cette exposition a été favorablement accueillie. Le Grand Vizir a tenu un langage très-sympathique au canal, mais il s'est plaint de l'intervention de la diplomatie étrangère dans une question d'ordre administratif ; je lui ai alors rappelé que j'avais été, pendant tout le cours des discussions passées, le défenseur isolé des droits et de la dignité de la Sublime Porte et que le Gouvernement ottoman était seul responsable de la tournure qu'avait prise cette affaire. Deux fautes avaient été commises par lui : la première, lorsqu'il avait transformé en débat international un litige qui aurait dû conserver son caractère administratif ; la seconde, lorsqu'il avait, par un procédé que je ne voulais pas rappeler, transformé une commission purement technique et scientifique en une cour de justice chargée de connaître des rapports de la compagnie ottomane du canal avec le Gouvernement ottoman. Le Gouvernement français s'était inutilement opposé à cette direction donnée aux débats : il avait donc été obligé de prendre acte des ingérences admises par la Sublime Porte et de s'en prévaloir pour la défense des intérêts des actionnaires français du canal. C'est à ce titre seulement qu'il intervenait dans la question ; mais il désirait vivement que son intervention devint inu-



tile et que le représentant de la compagnie fût assuré de pouvoir directement et librement trouver, de concert avec la Sublime Porte, une solution conforme à l'équité et aux véritables intérêts des parties en cause.

Le Grand Vizir et Safvet-Pacha m'ont semblé frappés par ce langage et se sont montrés disposés à étudier avec sollicitude et sympathie les propositions de la compagnie. Mais, quelles que soient leurs dispositions personnelles, on ne saurait se dissimuler l'influence que doit exercer sur leurs résolutions finales l'opinion du Gouvernement anglais. Le Cabinet de Londres pèse nécessairement sur leur esprit de tout le poids de ses intérêts maritimes et de l'immense flotte de commerce qui chaque année traverse sous son pavillon l'isthme de Suez; son concours est celui qu'il importe surtout d'obtenir, et je serais bien étonné que le Cabinet ottoman s'arrêtât à une décision qui n'aurait pas reçu son approbation.

Je n'ai rien négligé, dans ma sphère d'action, pour atteindre ce résultat, et j'augure favorablement de mes premières démarches. Sir H. Elliot, avec son esprit droit et net, a rapidement saisi la nouvelle phase de la question, et il m'a assuré de son adhésion personnelle au système que je lui exposais. Il a cru devoir seulement, aux termes des conclusions finales de la transaction de Constantinople, réserver l'approbation de son Gouvernement pour toute modification qui serait opposée aux tarifs aujourd'hui existants. Je me suis permis de demander à M. l'ambassadeur d'Angleterre comment il ferait pour concilier le respect, quelquefois exagéré, qu'il professe pour la liberté d'action du Gouvernement ottoman avec l'obligation qu'il voudrait lui imposer de soumettre au contrôle de toutes les puissances les relations administratives de la compagnie de Suez avec la Sublime Porte. Sir H. Elliot s'est retranché derrière les résolutions de la commission de Constantinople, résolutions adoptées par le Gouvernement ottoman lui-même; mais il n'a pas laissé ignorer qu'il serait le premier à conseiller à son Gouvernement de ne pas refuser à la compagnie de Suez les ressources nécessaires à l'exécution de travaux qu'il savait indispensables. Peut-être jugerez-vous opportun, monsieur le duc, de faire appuyer à Londres les bonnes dispositions de M. l'ambassadeur d'Angleterre et de confirmer mon langage par l'autorité de votre parole. Je n'ai jusqu'à présent parlé qu'en mon propre nom, en évitant avec soin d'engager, soit mon Gouvernement, soit la Compagnie de Suez.

M. Charles Aimé de Lesseps, représentant de la compagnie de Suez, m'a suivi de près à Constantinople; ses qualités sympathiques, son esprit conciliant et ferme, en font un négociateur heureusement

choisi. J'ai lieu de le croire satisfait de ses premiers entretiens, soit avec le Grand Vizir, soit avec M. l'ambassadeur d'Angleterre; il a tenu un langage absolument conforme au mien et a pu s'apercevoir que le terrain était bien préparé. Je ne doute pas que cet accord ne se maintienne : il est indispensable au succès final, que je ne saurais entrevoir en dehors de la ligne que je me suis tracée et que je n'ai adoptée, d'ailleurs, qu'après avoir reçu votre entière approbation.

J'aurai soin de tenir Votre Excellence exactement informée de la marche ultérieure de ces délicates négociations.

Veillez agréer, etc.

*Signé : VOGÜÉ.*

M. LE COMTE VOGÜÉ, A CONSTANTINOPLE, AU DUC DECAZES.

Péra, 44 avril 1875.

Monsieur le duc, j'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint copie d'un mémoire qui a été remis à Safvet-Pacha par M. Charles de Lesseps. Dans cette pièce, le représentant de la compagnie du canal de Suez établit l'impossibilité où se trouve la compagnie, avec les recettes limitées que lui a assignées la commission de Constantinople, d'exécuter les travaux extraordinaires jugés indispensables à la sécurité de la navigation; il soumet ensuite à l'examen de la Sublime Porte divers systèmes destinés à créer les ressources nécessaires à l'exécution de ces travaux complémentaires.

M. l'ambassadeur d'Angleterre a insisté pour que ce document fût communiqué à toutes les puissances signataires de la transaction de Constantinople, et j'ai lieu de croire que le ministre des affaires étrangères se conformera à son désir. Je pense néanmoins que cette communication n'arrêtera pas les négociations qui se poursuivent ici; afin de leur donner une forme pratique, le ministre a chargé un des fonctionnaires de son département de discuter avec M. de Lesseps les termes d'un arrangement définitif. Je ne doute pas que ces deux négociateurs ne parviennent rapidement à se mettre d'accord; mais, quel que soit le système sur lequel ils arrivent à s'entendre, je ne pense pas qu'il reçoive la sanction de la Porte s'il n'a préalablement obtenu l'assentiment des principales puissances. C'est donc de ce côté que les efforts doivent être dirigés, et j'espère que vous voudrez bien munir les représentants de la France auprès de ces Gouvernements des instructions nécessaires pour leur permettre d'exposer la phase nouvelle de la question, de rassurer les divers Cabinets sur les intentions du Gouvernement français relativement aux faits accomplis, et de combattre les objections que pourrait soulever la communication du mémoire de M. de Lesseps.

Veillez agréer, etc.

*Signé : VOGÜÉ.*

## ANNEXE.

Les dépenses de la Compagnie du canal de Suez peuvent être divisées en deux catégories : les dépenses obligatoires, qui comprennent l'entretien et l'exploitation du canal; les dépenses d'amélioration réclamées par la navigation, qu'elles intéressent particulièrement.

Les dépenses obligatoires sont les suivantes :

Charges sociales (intérêts et amortissement des emprunts, contrôle du Gouvernement).....	11,700,000 <sup>r</sup>
Entretien du canal, dépenses d'exploitation, frais généraux.....	5,400,000
Domaines (frais généraux, création de voies, appropriation de terrains).....	450,000
Eaux (dépenses relatives à la conduite qui, partant d'Ismailia, fournit entre cette localité et Port-Saïd, ainsi qu'à cette dernière ville, la seule eau potable....	200,000
Entretien du matériel.....	300,000
Intérêts de 400,000 titres représentant les coupons dus aux actionnaires pour la période improductive de juillet 1870 à juillet 1874.....	1,700,000
Dans peu d'années cette dépense sera augmentée, pour l'amortissement de ces 400,000 titres, de.....	300,000
Intérêts à 5 p. 100 du capital social.....	10,000,000
<b>TOTAL.....</b>	<b>30,050,000</b>

On remarquera que, dans ce chiffre de dépenses de 30 millions, aucune somme n'est portée ni pour l'imprévu, ni pour des acquisitions de matériel, ni pour aucun travail nouveau.

Et cependant l'imprévu doit nécessairement se produire; il se produira notamment à Port-Saïd, où le chenal d'accès demande un travail constant pour être maintenu dans les conditions primitives. Les acquisitions de matériel seront successivement nécessitées par l'usure des machines actuellement employées qui ont servi à la construction du canal. Les travaux nouveaux présentent un caractère d'utilité qui ne peut être contesté; ils auraient en effet pour objet principal d'améliorer la facilité du passage proportionnellement à l'accroissement du tarif. On parerait ainsi à un inconvénient grave qui, sans cela, ne tarderait pas à se produire : la durée de la traversée d'une mer à l'autre augmentée en raison même du développement de la navigation.

Voici, sous réserve des modifications ou additions que l'expérience ferait apporter à ce programme, les travaux actuellement prévus

que la Compagnie entreprendrait si ses ressources le lui permettaient, l'exécution en étant, bien entendu, répartie sur un assez grand nombre d'années :

## TRAVAUX PROJÉTÉS.

Amélioration des gares.....	3,059,375'
Rectification des courbes.....	3,208,800
Agrandissement du canal dans la section de Suez...	750,000
Empierrement des berges.....	1,540,000
Achèvement des bassins actuels de Port-Saïd.....	915,000
Établissement de pieux d'amarrage en fonte avec massifs en maçonnerie autour des bassins de Port-Saïd, dans les gares et sur le parcours du canal pour amarrage et déséchouage des navires.....	4,494,200
Création des nouveaux bassins suivant le projet de la commission franco-égyptienne de 1866.....	9,720,000
Achat de matériel pour exécuter les travaux.....	4,500,000
TOTAL.....	28,187,375

## TRAVAUX ÉVENTUELS.

Travaux en vue du maintien de l'accès facile de Port-Saïd (prolongement de la jetée ou tout autre système qui serait reconnu préférable).....	9,000,000
Construction de quais maçonnés autour des bassins de Port-Saïd.....	Mémoire.
Dragage dans l'avant-port de Port-Saïd pour élargir le chenal d'entrée.....	3,375,000
TOTAL GÉNÉRAL.....	40,560,375

Or, quels sont les moyens dont dispose la compagnie pour couvrir ces dépenses de diverse nature ?

Le tarif imposé le 29 avril 1874 à la Compagnie du canal de Suez lui fait, dans le présent, subir une perte immédiate de 10 à 11 p. 100, et pour l'avenir, en supposant l'application ultérieure de ce mode de perception avec toutes ses conséquences, il limiterait la recette annuelle, pendant un temps indéterminé, à 30 millions.

On sait que la compagnie perçoit, sous toutes réserves de ses droits, 14 fr. par tonne pour les navires jaugés d'après le système Moorsom, 13 francs pour les navires jaugés d'après le système danubien, et 10 francs pour les navires de guerre et les navires sur lest.

De plus, la Sublime Porte a manifesté l'intention que cette percep-



tion soit successivement abaissée jusqu'à 10 francs, le tarif décroissant à 50 centimes par 100,000 tonnes depuis 2,100,000 tonnes de trafic annuel jusqu'à 2,700,000 tonnes. Cette décroissance est calculée de telle sorte que la recette de la compagnie atteindrait, dans cette hypothèse, son maximum lorsqu'il y aurait 2,100,000 tonnes traversant le canal, et qu'elle resterait stationnaire jusqu'à ce que le nombre des navires transitant représentât un mouvement de plus de 2,700,000 tonnes. Or, le tonnage de 1871 étant à peine supérieur à 1,600,000 tonnes, il faudrait une augmentation de trafic de 1,200,000 tonnes environ pour que la compagnie commençât à voir dépasser ce maximum dans une proportion tant soit peu appréciable. Cette indication suffit à montrer que cette espérance est ajournée à une époque éloignée et que nul ne saurait préciser.

Quelle serait donc, pendant cette longue période de transition, la situation de la compagnie ?

Les recettes se décomposeraient ainsi :

Droit de navigation sur 2,100,000 tonnes à 13 francs.	27,300,000'
Nous prenons cette base, admettant que, lorsqu'on sera arrivé à ce chiffre de tonnage, tous les navires seront jaugés d'après le système danubien. Nous ne mentionnons pas les navires de guerre et sur lest, dont la quantité est essentiellement variable et n'est pas, d'ailleurs, fort importante.	
Recettes de pilotage, passagers, remorquage, passage de barques, domaine, eaux.....	2,800,000
<b>TOTAL.....</b>	<b>30,100,000</b>

Si l'on rapproche cette recette de 30 millions du montant des dépenses obligatoires annuelles, et bien que dans ces dernières les actionnaires ne figurent que pour un simple revenu de 5 p. 100, on voit que la recette couvre à peine la dépense. Les travaux d'amélioration et l'imprévu n'ont aucune part dans cette évaluation. Et cependant nous avons montré combien le commerce est intéressé à l'exécution de ces travaux d'amélioration, que la compagnie avait entrepris dès l'ouverture du canal maritime, malgré la modicité de ses recettes, mais qu'elle a dû forcément interrompre, lorsqu'elle s'est vue, par suite de la décision récente de la Porte, contrainte de subir un tarif qui, même en tenant compte d'une augmentation de trafic, ne permettra, en définitive, de faire face qu'aux dépenses obligatoires. L'état de choses actuel continuant, on ne saurait prévoir le moment où ces travaux pourraient être repris.

En effet, lorsqu'il s'agit d'un travail neuf, le conseil d'administration de la compagnie ne peut l'entreprendre que lorsqu'il y est autorisé par l'assemblée des actionnaires. Comment pourrait-il même lui demander un pareil sacrifice ? Les actionnaires du canal de Suez ont dû contracter des emprunts onéreux, occasionnés par les difficultés que la politique leur a suscitées pour l'achèvement de l'œuvre ; ils ont été privés pendant quatre ans de tout revenu ; ils ne jouiront d'un intérêt assuré de 5 p. 100 que lorsque le revenu annuel atteindra une trentaine de millions (le revenu de 1874 n'a été que de 25,700,000 fr., encore bien que le tonnage établi sur la capacité utilisable ait servi de base à la perception pendant la première partie de l'année). Dans ces conditions, les actionnaires n'autoriseraient certainement pas leur conseil d'administration à diminuer leur modeste revenu pour exécuter des travaux uniquement profitables à une navigation qui bénéficie en ce moment du tarif non rémunérateur imposé à la Compagnie.

C'est là une situation qu'il est de l'intérêt général de faire cesser, et il était du devoir de la compagnie de la signaler à la haute attention du Gouvernement impérial.

En vue de couvrir les dépenses afférentes aux travaux d'amélioration, ainsi que les dépenses imprévues dont il est sage de tenir compte, la compagnie doit songer à se procurer des ressources spéciales, qui peuvent être trouvées de deux manières : ou par l'établissement d'une taxe de stationnement ou autre, d'un franc par tonne, ou par l'éloignement de la décroissance projetée du tarif dans une proportion à déterminer, de manière à équivaloir à une augmentation de perception d'un franc par tonne.

Par l'adoption de l'un de ces deux systèmes, la compagnie serait mise à même de pourvoir à des nécessités d'un intérêt général ; mue par un large esprit de conciliation et consentant à de réels sacrifices, elle pourrait alors proposer à ses actionnaires l'acceptation du tarif qui lui a été imposé, n'attendant que du développement futur du mouvement commercial la part du bénéfice à laquelle lui donne si légitimement droit le service rendu par elle au monde entier.

*Le Vice-Président du Conseil d'administration  
de la Compagnie du canal de Suez,  
Signé : CH. A. DE LESSEPS.*

---

M. LE DUC DE CAZES AUX AGENTS DIPLOMATIQUES FRANÇAIS AUPRÈS  
DES PUISSANCES MARITIMES EUROPÉENNES.

Versailles, le 14 mai 1875.

Monsieur, les instructions que j'ai adressées, le 16 avril de l'année

dernière, à M. le comte de Vogüé au sujet de l'affaire de Suez, et que j'ai eu l'honneur de vous communiquer le 20 du même mois, prévoyaient la nécessité où la compagnie de l'isthme se trouverait ultérieurement de demander à la Porte un supplément de ressources pour pouvoir exécuter certains travaux indispensables à la facilité et à la sécurité de la navigation.

En présence de l'intérêt qui s'attache au prompt accomplissement de ces travaux, la compagnie n'a pas cru devoir différer plus longtemps de soumettre au Gouvernement ottoman, avec l'exposé de sa situation financière, ses propositions relatives à l'amélioration des conditions matérielles dans lesquelles s'effectue aujourd'hui le transit par le canal. M. Charles de Lesseps, vice-président du conseil d'administration, s'est, en conséquence, rendu à Constantinople, et a remis à Safvet Pacha le mémoire dont vous trouverez ci-joint copie. Ce document a dû être communiqué par la Porte aux puissances qui ont pris part à la conférence de l'année dernière.

D'après les informations qui me sont adressées par M. le comte de Vogüé, le Gouvernement ottoman a fait à ces ouvertures un accueil favorable et serait disposé, s'il pouvait compter sur l'assentiment des autres puissances, à s'entendre avec la compagnie pour arrêter les bases d'une décision équitable. Il est difficile de méconnaître la réalité des besoins auxquels cette décision serait destinée à pourvoir : je me plais donc à penser que, dans son esprit de justice, le Gouvernement..... n'hésitera pas à appuyer avec nous les demandes de la compagnie du canal pour l'objet déterminé auquel elles se rapportent. Il n'est point question, vous pourrez au besoin le faire remarquer, de discuter les conditions qui ont été imposées à la compagnie d'après les conclusions de la commission de Constantinople, ni de réagir contre les résolutions prises à cette époque par la Porte ottomane ; il s'agit uniquement d'accroître les ressources de l'entreprise en vue du développement à lui donner dans l'intérêt du commerce maritime : or, l'insuffisance de ces ressources ne saurait être contestée, du moment où l'application de l'échelle décroissante doit nécessairement empêcher pendant longtemps que les recettes ne dépassent le chiffre strictement nécessaire pour l'entretien du canal et pour une rémunération modeste du capital engagé.

L'affectation d'une partie des recettes actuelles aux travaux urgents signalés dans le mémoire de M. de Lesseps serait d'ailleurs d'autant plus difficile à exiger que les conditions premières du transit ont été sensiblement modifiées par un ensemble de circonstances qui ne pouvaient être prévues au moment de la concession, telles que la création, pour l'exploitation de la nouvelle voie ouverte à la naviga-

tion européenne, d'une flotte commerciale mue par la vapeur et composée de bâtiments à dimensions jusqu'alors inconnues.

Quant aux moyens proposés par la compagnie pour faire face à ces dépenses extraordinaires, ils consisteraient, comme vous le verrez, soit dans l'établissement d'une taxe de stationnement ou autre, d'un franc par tonneau, soit dans une prolongation de la période décroissante du tarif. J'inclinerais, en ce qui me concerne, vers ce dernier moyen, sans vouloir toutefois insister pour son adoption.

Je vous prie, monsieur, de faire connaître au ministre des affaires étrangères de..... le sentiment du Gouvernement français sur l'objet et le véritable caractère des négociations actuellement engagées entre le vice-président de la compagnie de Suez et la Porte ottomane. J'ai autorisé notre ambassadeur à prêter son appui aux démarches de M. Charles de Lesseps, en se concertant avec ses collègues étrangers, et j'apprendrais avec satisfaction que des instructions analogues fussent envoyées au représentant de..... à Constantinople.

Agréé, etc.

*Signé* : DECAZES

M. LE COMTE BOURGOING, A CONSTANTINOPLE, AU DUC DECAZES.

(Extrait.)

Thérapia, le 23 juin 1875.

Monsieur le duc, M. de Vogüé vous a informé que Safvet Pacha avait écrit au Khédive pour lui demander son avis sur le nouveau projet de la compagnie. Depuis lors, le grand vizir a déclaré à M. Charles de Lesseps que, bien que la réponse du Khédive fût favorable, il y avait lieu, aux termes mêmes de cette réponse, d'examiner avec le plus grand soin les propositions de la compagnie; que cet examen serait fait bien plus complètement en Égypte qu'à Constantinople, et qu'on s'entendrait en ce sens avec le Khédive, lors de son prochain voyage dans la capitale de l'Empire.

Dans ces circonstances, le délégué de la compagnie de l'isthme croit, pour le moment du moins, sa présence inutile à Constantinople. Il va donc retourner à Paris pour assister à l'assemblée générale des actionnaires et rendre compte de sa mission à ses commettants.

Veuillez agréer, etc.

*Signé* : BOURGOING.

M. LE DUC DECAZES AU CHEVALIER NIGRA.

Versailles, le 3 juillet 1875.

Monsieur le chevalier, vous avez bien voulu porter à ma connaissance, en me communiquant une dépêche que vous aviez reçue de M. Visconti-Venosta, le résultat de l'examen auquel a donné lieu, de



la part de votre Gouvernement, le mémoire présenté à la Porte ottomane par le vice-président de la compagnie de Suez à l'appui de sa proposition de modifier, en vue de travaux urgents et extraordinaires, le régime fiscal actuellement applicable aux navires qui transitent à travers le canal. Vous m'avez, en même temps, informé que M. le ministre des affaires étrangères d'Italie désirait connaître l'opinion du Gouvernement français sur cette proposition.

Il a été satisfait par avance, monsieur le Chevalier, au désir de M. Visconti-Venosta ; car, au moment où vous m'avez donné lecture de sa dépêche, j'avais déjà chargé monsieur le ministre de France à Rome de lui exposer les vues du Gouvernement français au sujet des questions soulevées par la demande de la compagnie. M. le marquis de Noailles a dû, en conséquence, faire connaître au Gouvernement italien que nous étions, en principe, favorables à cette demande, et que, sans vouloir en aucune manière engager la Porte à revenir sur ses résolutions de l'année dernière, nous jugions, cependant, qu'il était de l'intérêt commun des puissances de se joindre à nous pour faire obtenir à la compagnie un supplément de ressources à défaut duquel elle ne pourrait pas assurer au commerce maritime les conditions de célérité et de sécurité nécessaires.

Telles étant les dispositions du Gouvernement français, je n'ai pu apprendre qu'avec regret que M. le ministre des affaires étrangères d'Italie ne considérait pas la demande de la compagnie de Suez comme suffisamment justifiée. Je désirerais, monsieur le chevalier, que les explications que je vais avoir l'honneur de vous donner sur les principaux points auxquels se rapportent les objections indiquées par M. Visconti-Venosta eussent pour effet de l'amener à apprécier comme moi les ressources et les besoins de la compagnie.

La dépêche dont vous m'avez donné communication relève tout d'abord une erreur qu'aurait commise M. Ch. de Lesseps en évaluant à 1,600,000 tonneaux le mouvement du transit en 1874, tandis que, d'après les renseignements recueillis par le vice-consul d'Italie à Suez, le mouvement se serait élevé à 2,423,672 tonneaux. Pour répondre à cette objection, il me suffira de faire observer que ce dernier chiffre, qui a été textuellement emprunté aux publications périodiques de la compagnie, représente le *gross tonnage* que l'administration du canal a cessé, depuis plus d'un an, sur l'ordre formel de la Porte, de prendre pour base de ses perceptions ; quant au chiffre de 1,600,000 tonneaux et, plus exactement, de 1,635,111 tonneaux pour 1,264 navires, il représente le tonnage net d'après lequel la compagnie se trouve aujourd'hui obligée de percevoir les taxes de transit.

Suivant un autre passage de la même dépêche, la somme de 2 mil-

lions de francs qui figure, dans le mémoire de M. Ch. de Lesseps, au nombre des dépenses annuelles obligatoires, et qui servirait à payer les intérêts, avec amortissement, des titres concédés aux actionnaires en compensation de la période improductive de juillet 1870 à juillet 1874, aurait dû être affectée à l'entretien et à l'amélioration du canal. Je me suis demandé, monsieur le chevalier, si cette observation ne proviendrait pas de quelque méprise sur la nature des dispositions adoptées par la compagnie pour le paiement de l'arriéré d'intérêt dû aux actionnaires. En réalité, la compagnie n'a fait autre chose que convertir une dette échue en une dette payable à longs termes et par annuités : il était dû à chaque actionnaire 85 francs d'intérêts arriérés, en tout 34 millions, au paiement desquels elle se voyait obligée d'affecter, pendant une longue période de temps, la totalité des revenus nets à l'exploitation ; grâce à la combinaison qu'elle a proposée aux actionnaires et que ceux-ci ont acceptée, elle éteint graduellement cette dette, qui n'a fait que changer de forme, en assumant une charge annuelle et temporaire de 2 millions, et elle recouvre ainsi la libre disposition du surplus des bénéfices pour l'appliquer à la rémunération du capital social au fur et à mesure des échéances semestrielles, ainsi qu'aux améliorations que nécessiterait le développement normal de l'entreprise.

Quant aux dépenses qu'entraînerait l'exécution des travaux extraordinaires et dont l'urgence est signalée, le chiffre de 48 millions, auquel les évalue le mémoire de M. Ch. de Lesseps, est naturellement sujet à vérification, sans toutefois qu'il doive en résulter une ingérence insolite dans les affaires de la compagnie. Je n'hésite donc pas à admettre que la nature des travaux devra être bien déterminée, afin qu'il existe une exacte corrélation entre leur importance et les avantages à concéder. Pour le cas, d'ailleurs, où, au lieu de modifier le point de départ de la décroissance que doit subir à un moment donné le droit de transit actuel, on préférerait autoriser la compagnie à percevoir une taxe supplémentaire, je m'associerais également à la seconde réserve énoncée par M. Visconti-Venosta et aux termes de laquelle le produit de cette surtaxe devrait être intégralement affecté à l'exécution des travaux projetés.

Je vous prierai en terminant, monsieur le chevalier, de vouloir bien soumettre à votre Gouvernement une considération qui me paraît devoir dominer l'examen des questions soulevées par la demande de la compagnie.

Le but de cette demande est de pouvoir exécuter dans un bref délai des travaux que la compagnie, réduite à ses ressources actuelles, serait forcée d'échelonner à longs termes. Il s'agit, à Port-Saïd, d'as-

surer aux navires qui se pressent de plus en plus nombreux à l'entrée du canal un accès large et facile, que les moyens aujourd'hui employés pour empêcher l'ensablement du port ne suffisent pas toujours à leur procurer. Il s'agit, sur plusieurs points du canal, d'approprier cette grande voie de transit, par l'élargissement et, au besoin, la rectification de ses courbes, ainsi que par l'augmentation du nombre des garages, aux dimensions nouvelles que les armateurs font aujourd'hui donner à leurs bâtiments pour répondre aux exigences toujours croissantes du commerce de l'Europe avec l'extrême Orient : depuis un an, plusieurs navires de 125 à 128 mètres de longueur figurent dans la flotte régulière du canal, et la lenteur relative avec laquelle s'opère leur trajet, les accidents auxquels ils sont plus particulièrement exposés, occasionnent parfois des retards dont les autres navires engagés dans le canal ont également à souffrir. Or, qui est le plus intéressé, de la compagnie ou du commerce maritime, à voir cesser cet état de choses ? Ce n'est évidemment pas la compagnie, qui, devant subir pendant plusieurs années les effets de l'échelle décroissante établie par la Porte sur l'avis de la commission de Constantinople, n'est appelée à bénéficier de l'augmentation du transit que dans un avenir éloigné, et qui même, si le mode de décroissance est maintenu sans changement, percevra à la fin de la troisième année des recettes inférieures à celles de la première année, tandis que, dans le cours de cette période sexennale, le mouvement du transit aura éprouvé une augmentation de près de 30 p. 100 à laquelle correspondra un certain accroissement des frais d'exploitation.

Agrérez, etc.

*Signé : DECAZES,*

---

M. LE DUC DECAZES A L'AMBASSADEUR D'ANGLETERRE, A PARIS.

Versailles, le 5 juillet 1875.

Monsieur l'ambassadeur, Votre Excellence m'a fait l'honneur de me remettre copie d'une dépêche du principal secrétaire d'État de la Reine pour les affaires étrangères, dans laquelle se trouve exposée l'opinion du Gouvernement anglais sur les propositions adressées à la Porte ottomane par le vice-président de la compagnie de Suez.

La lecture attentive de cette dépêche m'a suggéré quelques observations que je crois devoir communiquer à Votre Excellence, avec l'espoir qu'elles pourront n'être pas sans influence sur les décisions définitives du Gouvernement de Sa Majesté Britannique.

Lord Derby exprime d'abord l'opinion que les propositions de la compagnie impliqueraient certaines modifications de son contrat primitif avec le Gouvernement égyptien, et que dès lors il conviendrait, avant tout, de s'assurer de l'adhésion du Khédive à ces changements.

Il ne m'avait pas semblé, monsieur l'ambassadeur, que la concession de l'une ou de l'autre des facilités demandées à la Porte pour pouvoir exécuter sans retard des travaux urgents et extraordinaires dût porter atteinte aux dispositions stipulées dans l'origine entre le Vice-Roi et M. de Lesseps; le nouvel examen auquel je viens de me livrer à ce sujet a confirmé mon impression première. Sans doute, l'intervention du Khédivé ne saurait être écartée; mais, ainsi que Votre Excellence voudra bien le remarquer, le droit d'établir certaines taxes accessoires a été expressément reconnu à la compagnie par son acte de concession; c'est le Gouvernement ottoman qui, plus tard, d'après l'avis de la commission de Constantinople, en a subordonné l'exercice à l'assentiment qu'il s'est réservé de donner après entente avec les puissances intéressées; c'était donc à lui, ce me semble, que la compagnie devait s'adresser aujourd'hui pour obtenir l'autorisation de percevoir une taxe de stationnement ou autre d'un franc par tonneau. L'autre mesure sollicitée, à défaut de celle-là, par M. Ch. de Lesseps consisterait à éloigner le point de départ et, au besoin, à modifier l'échelle de décroissance que doit subir, à un moment donné, la surtaxe de 3 francs par tonneau dont la Porte a admis la perception temporaire: or, toutes les dispositions relatives à cette décroissance sont l'œuvre de la commission de Constantinople, et la décision souveraine qui les a rendues obligatoires pour la compagnie peut être modifiée sans qu'il soit nécessaire de rien changer aux contrats primitifs. Bien que, du reste, le Khédivé se fût abstenu d'intervenir, en 1873, dans la solution des questions alors soumises à l'examen des délégués des puissances intéressées, la Porte ne s'en est pas moins empressée de lui communiquer les demandes de M. Charles de Lesseps: je viens d'apprendre qu'il s'y est montré favorable en principe et qu'il se réserve seulement de les examiner avec soin au point de vue de la nécessité et de l'importance des travaux projetés.

D'un autre côté, le principal secrétaire d'État de la Reine signale comme contraire aux prescriptions du Gouvernement ottoman le mesurage auquel l'administration du canal soumettrait les navires dans le but de vérifier le tonnage inscrit sur leurs papiers de bord. En outre, le caractère conditionnel de l'offre qu'aurait faite la compagnie, pour le cas où ses demandes seraient accueillies, de cesser ce mesurage, en même temps que d'abandonner ses réclamations périodiques contre la réduction qu'ont éprouvée ses recettes par suite de l'application du tarif actuel, paraît à lord Derby peu compatible avec le respect dû aux décisions du Gouvernement ottoman, et cette considération porterait le Cabinet de Londres à différer, jusqu'à ce que la compagnie se fût complètement soumise à l'autorité de la



Porte, l'examen de propositions qui se recommandent, d'ailleurs, par leur objet, à sa bienveillante attention.

Si ces propositions m'eussent paru s'écarter de la déférence à laquelle la compagnie est tenue envers le Gouvernement ottoman, je n'aurais pas hésité, monsieur l'ambassadeur, à m'abstenir moi-même de toute intervention; mais les explications que je vais avoir l'honneur de donner à Votre Excellence amèneront, je l'espère, le principal secrétaire d'État de la Reine à reconnaître avec moi que l'attitude de la compagnie a été ce qu'elle devait être en cette circonstance.

En ce qui concerne le mesurage auquel ont été assujettis les navires au début de l'application du nouveau tarif, je prierai tout d'abord Votre Excellence de remarquer que M. l'ambassadeur d'Angleterre à Constantinople, bien qu'ayant appuyé auprès de la Porte les réclamations de ses nationaux contre ce mode de procéder, n'a pas fait difficulté d'admettre, d'après ce que m'écrivait dernièrement M. le comte de Vogüé, que la question pourrait être réglée en même temps que les différents points auxquels se rapportent les demandes de M. Ch. de Lesseps. La manière d'agir de la compagnie ne paraissait donc pas à sir H. Elliot de nature à motiver les observations dont elle est aujourd'hui l'objet de la part de lord Derby. Quoi qu'il en soit, on ne saurait, à mon avis, contester, en principe, à l'administration du canal le droit de vérifier par elle-même les indications de tonnage dont elle croit être fondée à se défier : peut-être a-t-elle trop fréquemment usé de cette faculté à l'époque où les bâtiments n'étaient pas encore porteurs de certificats constatant leur capacité utile évaluée d'après la méthode danubienne; mais aujourd'hui, si je suis bien informé, elle ne procède au mesurage que très-rarement et dans les seuls cas où il existe de fortes présomptions d'inexactitude. J'ajouterai que le commerce maritime du Royaume-Uni est intéressé, au point de vue de l'égalité des conditions de concurrence, à ce que les bâtiments appartenant à des pays où l'on apporte aux opérations de jauge un soin moins scrupuleux qu'en Angleterre ne tirent pas avantage des dissimulations de tonnage que facilitent trop souvent leurs papiers de bord.

Quant aux protestations de la compagnie contre l'application du nouveau tarif, elles n'excluent pas, en fait, sa soumission aux ordres de la Porte, et tout en les considérant comme inefficaces et intempestives, je ne saurais y voir un motif suffisant d'ajourner l'examen de demandes qui intéressent essentiellement le commerce maritime. Il me paraît difficile, en effet, de ne pas admettre que la question d'interprétation du firman de concession est restée entière en ce qui

concerne la compagnie, et que celle-ci, n'ayant pris aucune part à la transaction d'où est sorti le tarif actuel, ne s'est pas trouvée liée de plein droit par l'adhésion du Gouvernement français aux bases de cet arrangement. Si aujourd'hui, pour reconnaître les concessions nouvelles qui lui seraient faites, elle adhérerait formellement, à son tour, à la transaction intervenue à Constantinople au mois de décembre 1873, ce résultat n'aurait, ce me semble, rien qui pût froisser la susceptibilité de la Porte ni celle des autres puissances intéressées.

Quoi qu'il en soit, il serait à mon avis très-regrettable, mnsieur l'ambassadeur, que des difficultés de forme fissent ajourner indéfiniment la négociation dont M. Charles de Lesseps a pris l'initiative. Ce n'est pas la compagnie de Suez, Votre Excellence ne peut manquer de le reconnaître, qui est la plus intéressée au succès de cette négociation : ses recettes, dès que le mouvement de transit se sera élevé à 2,100,000 tonneaux par an, subiront un temps d'arrêt qui pourra se prolonger plusieurs années; et, comme au bout de la sixième période annuelle elles seraient même moindres qu'à la fin de la première, la compagnie, si elle ne consultait que son intérêt immédiat, pourrait souhaiter que le chiffre de 2,100,000 tonneaux restât stationnaire, un accroissement de transit de 8 p. 100 devant avoir pour unique résultat d'augmenter les frais d'exploitation. Est-on dès lors fondé à espérer que, dans le but de rendre la traversée du canal plus sûre et plus prompte à la fois, elle s'imposera d'onéreux sacrifices dont elle ne recueillerait le fruit qu'à une époque sans doute très-éloignée et qui auraient pour effet immédiat d'aggraver sa situation financière? Le commerce maritime, au contraire, a tout intérêt à ce que les travaux projetés s'exécutent à bref délai. Il importe, en effet, d'assurer à Port-Saïd, où les moyens employés jusqu'ici pour combattre l'ensablement du port seront bientôt peut-être insuffisants, un accès large et facile aux nombreux navires qui abordent ou quittent le canal. Il n'est pas moins urgent d'approprier sur plusieurs points cette grande voie de transit, en élargissant ses courbes, en les rectifiant au besoin et en augmentant le nombre des garages, aux dimensions nouvelles que les armateurs font donner à leurs bâtiments pour répondre aux exigences toujours croissantes du commerce de l'Europe avec l'extrême Orient : depuis un an, plusieurs navires de 125 à 128 mètres de longueur figurent dans la flotte régulière du canal, et la lenteur relative de leur trajet, les accidents auxquels ils sont plus particulièrement exposés, occasionnent parfois des retards dont les autres bâtiments engagés à leur suite ont également à souffrir. J'ajouterai qu'au point de vue même des charges pécuniaires que lui impose la traversée du canal, le commerce maritime retirerait des

avantages réels de l'adoption des propositions faites par la compagnie : sans doute il aurait à supporter passagèrement un surcroît de dépenses; mais le prompt accomplissement des améliorations que réclame le canal devant avoir pour effet de développer le mouvement de transit et d'accélérer ainsi l'époque où la surtaxe de 3 francs aura complètement disparu, il ne tarderait pas à trouver dans ce dégrèvement définitif un ample dédommagement de ses sacrifices momentanés.

Veuillez agréer, etc.

*Signé* : DECAZES.

---

M. DE BOURGOING, A CONSTANTINOPLE, AU DUC DECAZES.

(Extrait.)

Thérapia, le 7 juillet 1875.

Monsieur le duc, j'ai eu l'honneur de vous faire connaître les réserves et les atermoiements que le Gouvernement ottoman avait opposés au représentant de la compagnie de Suez. Le conseil d'administration de la compagnie, instruit de cette attitude de la Porte, a donné ordre à M. Charles de Lesseps de quitter Constantinople.

Veuillez agréer, etc.

*Signé* : DE BOURGOING.

---

M. LE DUC DECAZES A M. DE BOURGOING, A CONSTANTINOPLE.

Versailles, le 31 août 1875.

Monsieur le comte, vous m'avez fait l'honneur de m'informer qu'en présence des difficultés que lui paraissait rencontrer la négociation entreprise à Constantinople par son délégué, le conseil d'administration de la compagnie de Suez s'était décidé à rappeler M. Charles de Lesseps.

Je savais déjà, monsieur le comte, que les Gouvernements intéressés n'avaient pas reçu communication officielle des propositions de la compagnie. Plusieurs d'entre eux, en effet, avaient répondu aux agents de mon département, qui, d'après mes instructions, recommandaient ces propositions à leur bienveillant examen, qu'ils réserveraient leur décision tant que la Porte n'aurait pas pris l'initiative de cette négociation.

En conséquence de votre dépêche du 7 juillet, j'ai cru devoir suspendre toute démarche et inviter nos agents diplomatiques à considérer la solution de la question comme provisoirement ajournée. Ce résultat me paraît regrettable, surtout pour le commerce maritime, qui avait un intérêt beaucoup plus immédiat que la compagnie à ce que les propositions de celle-ci fussent acceptées par le Gouvernement ottoman.

Les dispositions manifestées à cette occasion par les puissances ont

été, d'ailleurs, généralement favorables. Les cabinets de Berlin et de Vienne ont adhéré en principe à la combinaison proposée, en émettant l'avis qu'il y aurait lieu de faire régler, le cas échéant, les questions de détail par une commission internationale; le Gouvernement austro-hongrois a demandé, en outre, que la compagnie fût appelée à donner en temps et lieu des explications sur les travaux projetés ainsi que sur l'affectation à ces travaux du produit intégral de la surtaxe qu'elle serait autorisée à percevoir. Le Gouvernement italien a formulé la même demande, à laquelle nous nous sommes montrés disposés à nous associer, sous la réserve, toutefois, qu'il n'en résulterait aucune ingérence insolite des puissances dans les affaires ni dans la gestion administrative de la compagnie. Les cabinets de Madrid et d'Athènes ont accentué plus encore que ceux de Berlin et de Vienne l'expression de leur bon vouloir. Quant à la Russie, ses vues, comme précédemment, s'accordent en tout avec les nôtres. Le cabinet de la Haye s'est borné à donner l'assurance qu'il consentirait à l'éloignement de la période de décroissance du tarif, si la Porte proposait de modifier les résolutions prises à la suite des travaux de la commission de Constantinople. Enfin, le Gouvernement anglais a émis l'avis que l'examen des propositions de la compagnie devait être différé jusqu'à ce qu'elle se fût complètement soumise à l'autorité de la Porte en cessant de protester contre l'application du nouveau tarif. J'ai l'honneur de vous envoyer, à titre d'information, copie d'une dépêche que j'ai écrite à lord Lyons le 5 juillet dernier, et dans laquelle j'ai cherché à faire revenir le Cabinet de Londres sur cette opinion, ainsi qu'à écarter quelques autres objections présentées par le principal secrétaire d'État de Sa Majesté Britannique.

Agréez, etc.

*Signé* : DECAZES.

---

M. GAVARD CHARGÉ D'AFFAIRES FRANÇAIS A LONDRES  
AU DUC DECAZES.

Londres, le 20 novembre 1875.

Monsieur le duc, suivant les instructions que j'avais reçues de Votre Excellence, j'ai profité de l'entretien que j'avais ce matin avec lord Derby pour passer des difficultés financières de la Turquie à celles de l'Égypte. Le principal secrétaire d'État m'a dit que le Khédive cherchait à hypothéquer ses actions du canal de Suez à la Banque anglo-égyptienne. Je lui ai alors demandé s'il n'était pas aussi question de la vente de ces actions à la société générale. « Je ne vous cache pas, m'a-t-il répondu, que j'y verrais de sérieux inconvénients. Vous savez quelle est mon opinion sur la compagnie française : elle a couru les risques de l'entreprise; tout l'honneur lui en revient, et



je ne désire contester aucun de ses titres à la reconnaissance de tous. Mais reconnaissez que nous sommes les plus intéressés dans le canal, puisque nous en usons plus que tous les autres pavillons réunis ; le maintien de ce passage est devenu pour nous une question capitale ; je verrais donc avec grande satisfaction venir le moment où il sera possible de largement désintéresser les actionnaires et de remplacer la compagnie par une sorte d'administration ou de syndicat où toutes les puissances maritimes seraient représentées. En tout cas, nous ferons notre possible pour ne pas laisser monopoliser dans des mains étrangères une affaire dont dépendent nos premiers intérêts. La garantie résultant du contrôle de la Porte n'est plus suffisante aujourd'hui ; si nous perdions celle que nous offre encore la participation du Khédive, nous serions absolument à la merci de M. de Lesseps, auquel je rends d'ailleurs toute justice. La compagnie et les actionnaires français possèdent déjà 110 millions sur les 200 que représente le capital des actions ; c'est assez. »

Après quelques mots au sujet de la compagnie du canal de Suez, je revins à l'emprunt hypothécaire dont lord Derby m'avait parlé. Il m'a répondu qu'il désirait que le Khédive n'hypothéquât pas ses titres, mais qu'à tout prendre l'hypothèque n'était pas l'aliénation des titres et qu'on pouvait toujours les recouvrer. Il a insisté, en finissant, sur le mauvais effet que produirait, dans les circonstances actuelles, la vente des titres à une compagnie française, et en même temps sur son désir d'éviter le réveil d'anciennes rivalités qu'un fait de ce genre ne manquerait pas de provoquer.

Veillez agréer, etc.

Signé : GAVARD.

M. LE COMTE D'HARCOURT, A LONDRES, AU DUC DECAZES.

(Extrait.)

Londres, le 27 novembre 1875.

Monsieur le duc, je viens de chez le comte Derby, à qui j'ai exprimé le désir que j'éprouvais de savoir de sa bouche ce qui avait décidé l'Angleterre à acquérir du Khédive les actions de la compagnie de Suez.

Voici à peu près ce que m'a répondu lord Derby :

« Ce n'est qu'au commencement de la semaine que nous avons su l'intention et le besoin de Khédive de vendre ses actions. Mon désir, et je l'ai exprimé, était qu'il les gardât ; mais, d'une part, il avait un besoin urgent de se procurer des ressources pour des remboursements qui n'admettaient pas de retard, et, d'autre part, nous avons su qu'il y avait des négociations suivies entre la société générale et le Gouvernement égyptien pour l'acquisition des mêmes actions. Il fallait donc laisser passer ces valeurs en d'autres mains, ou les acheter nous-

mêmes. Je puis vous assurer que nous avons agi avec l'intention uniquement d'empêcher une plus grande prépondérance d'influence étrangère dans une affaire si importante pour nous. Nous avons la plus grande considération pour M. de Lesseps; nous reconnaissons qu'au lieu de nous opposer à sa grande création, nous aurions mieux fait de nous y associer. Je renie pour mes collègues et pour moi toute intention de dominer les délibérations de la compagnie et d'abuser de notre récente acquisition pour violenter ses décisions. Ce que nous avons fait est purement défensif. Je ne crois pas d'ailleurs que le Gouvernement et les sujets anglais soient maîtres de la majorité des actions. J'ai dit, il y a quelque temps, à la Chambre des lords, que je ne m'opposais pas à un arrangement qui mettrait le canal de Suez sous la direction d'un syndicat international. Je n'en ferai pas la proposition, mais je ne retire nullement mes paroles. »

Veillez agréer, etc.

*Signé : D'HARCOURT.*

**Italie.** — CIRCULAIRE DE M. VISCONTI-VENOSTA AUX AGENTS DIPLOMATIQUES DE L'ITALIE AU SUJET DU FUTUR CONCLAVE.

Rome, 4<sup>er</sup> janvier 1874.

Un fait important pour le gouvernement de l'Église a eu lieu dernièrement au Vatican. Le pape, qui s'était refusé jusqu'ici à nommer des cardinaux, a obéi tout à coup à d'autres inspirations. Dans un consistoire tenu le 22 décembre au Vatican, Sa Sainteté a nommé douze cardinaux : six étrangers et six Italiens. Parmi ces derniers se trouve un membre de la société de Jésus et un moine augustin.

Je n'accueillerai point les divers bruits qui courent sur les motifs qui ont engagé tout à coup Sa Sainteté à prendre cette décision. Il est possible que des inquiétudes de la part de certains Gouvernements n'y soient pas étrangers. Je n'ignore pas que plusieurs puissances, d'après un usage honorable et qu'elles se sont transmis, n'exercent une certaine influence sur quelques-unes de ces nominations aux plus hautes dignités ecclésiastiques. Ce que je dois établir, c'est le fait que le Gouvernement du roi a soigneusement évité d'exercer une influence pour ou contre la nomination des cardinaux, et qu'il n'avait par là même aucun motif de se prononcer pour ou contre aucun des candidats. Le Saint-Père pouvait agir et choisir en pleine liberté. A ce sujet, comme pour la nomination des évêques, la publication des bulles, des brefs et des encycliques, la liberté de l'Église a été exercée dans les conditions d'une souveraineté sans limites.

Le consistoire du 22 décembre était secret, et la nomination des

nouveaux princes de l'Église a eu lieu sans le cérémonial ordinaire.

Nous regrettons cette déviation des usages traditionnels. Nous sommes convaincus que les Romains auraient assisté avec plaisir aux solennités qui accompagnent ordinairement le revêtement de la pourpre des personnages éminents choisis par le Pape pour cette haute dignité. Il n'y avait rien dans l'état où se trouve la ville de Rome qui pût justifier la crainte que les nouveaux dignitaires ne seraient pas traités par la population avec des égards respectueux.

Dans une courte allocution, — elle n'a pas paru dans les journaux que l'on considère comme les organes autorisés du Vatican, — le Saint-Père avait exposé les motifs qui l'engageaient à augmenter le nombre des membres du Sacré Collège. D'après des récits que je dois regarder comme exacts, le Pape aurait aussi fait des allusions : qu'il était nécessaire d'empêcher qu'en cas d'un conclave, les ennemis de l'Église ne cherchassent à exercer une influence illégale sur l'élection des on successeur. Après que le Pape lui-même a parlé de la possibilité d'un conclave, je ne crois pas manquer au respect dû à Sa Sainteté si je saisis cette occasion pour vous faire connaître la conduite que le Gouvernement du Roi est résolu à tenir, au cas où cette éventualité viendrait à se réaliser.

Cette conduite ne dépend pas du bon plaisir des membres du cabinet italien ; elle a été depuis longtemps prescrite au pouvoir exécutif par l'article 6 de la loi du 13 mai 1874, que je crois utile de rappeler :

« Art. 6. — Pendant la vacance du siège apostolique, aucune autorité civile ou politique ne devra, sous aucun prétexte, empêcher ou limiter la liberté personnelle des cardinaux. Le Gouvernement prendra les mesures nécessaires pour protéger les réunions du conclave et des conciles, contre tout désordre violent de l'extérieur. »

L'article 7 ajoute :

« Aucun fonctionnaire public, aucun agent de police ne devra, sous prétexte d'un ordre à exécuter, pénétrer dans les palais et dans les lieux de résidence ordinaires ou voisins du Saint-Père, dans les réunions du conclave ou d'un concile général, sans y être autorisé par le Saint-Père, par le conclave ou par le concile. »

Enfin, il est dit dans l'article 10 :

« Les ecclésiastiques qui, par suite de leur position à Rome, prennent part aux actes de la puissance ecclésiastique du Saint-Siège, ne peuvent être soumis, à cause de leur position, à aucune perquisition ou surveillance de la part des autorités. Tout étranger investi à Rome d'une dignité ecclésiastique, jouit de la protection personnelle garantie aux citoyens italiens d'après les lois du royaume. »

Ces dispositions sont claires; elles seront suivies exactement et scrupuleusement. Elles me paraissent prévenir d'une manière satisfaisante les inquiétudes sur les suites d'un événement qui paraît encore être éloigné, mais qui est trop dans l'ordre naturel des choses humaines pour que les Gouvernements ne soient obligés de s'en occuper un jour. D'après les articles ci-dessus, le conclave trouverait à Rome un lieu protégé par les lois d'une manière exceptionnelle.

Comme il jouit à Rome de sa souveraineté par une loi, qu'il est placé au-dessus des agitations des partis et soustrait à toute influence de la part du Gouvernement ou de la population, il se réunira sous toutes les conditions de sûreté et d'indépendance qui répondent à son noble but.

Il ne sera pas nécessaire de faire appel au sens politique des hommes qui auront l'honneur de diriger à cette époque l'administration italienne. Leur devoir leur est prescrit, leur responsabilité est en jeu, non-seulement devant l'Europe et le monde catholique, mais aussi devant les grandes puissances de l'État. Quelques prescriptions de la loi sont déjà en pleine vigueur. Les étrangers qui sont revêtus à Rome de dignités ecclésiastiques n'ont jamais eu à se plaindre d'être troublés dans l'exercice de leur ministère. Plusieurs cardinaux, tels que le cardinal Cullen, le cardinal Bonnechose et le nouveau cardinal-archevêque de Valence, ont visité Rome plusieurs fois. Le Gouvernement ne s'est occupé ni du but de leur voyage, ni des intentions que l'on supposait à ces personnages éminents.

Depuis trois ans, Rome a l'honneur d'être le siège d'un double corps diplomatique. Tous les moyens de contrôle qu'assurent des institutions libérales sont accessibles à tous les partis; aussi, le Gouvernement royal n'a-t-il jamais reçu aucune plainte au sujet de l'exercice du culte ou des fonctions ecclésiastiques. Le seul acte de souveraineté dans les choses de religion dont le Pape s'était jusqu'ici abstenu, était la nomination des cardinaux. Le nombre des membres du Sacré Collège a été augmenté, il le sera probablement encore sans que la présence du Gouvernement royal trouble en quelque sorte la manifestation de la puissance ecclésiastique. Les faits parlent bien plus clairement que toutes les phrases. Tous les hommes intelligents savent dès maintenant que la grande institution religieuse de la papauté n'est privée d'aucune des libertés nécessaires.

L'ordre, le repos, l'absence de toute pression, qu'elle vienne d'en haut ou d'en bas, ne manqueront pas au conclave. La liberté que le Saint-Père avait dans la récente élection, sera garantie complète et absolue au conclave qui sera convoqué pour nommer un successeur de saint Pierre. Plusieurs années nous séparent encore, il faut l'es-



pérer, de l'événement auquel je fais allusion. Cependant, il n'est pas superflu de montrer, à l'occasion de la nomination des douze cardinaux, que le fonctionnement le plus essentiel du Sacré-Collège, Rome peut avoir lieu avec les mêmes formes canoniques et la même sécurité, la même dignité, la même tranquillité que dans les conclaves précédents.

Recevez, etc.

VISCONTI-VENOSTA.

---

**Portugal.** — DISCOURS DU ROI A L'OUVERTURE DES CHAMBRES, LE  
2 JANVIER 1874.

Dans cette occasion solennelle je suis heureux de me voir entouré des représentants de la nation.

Nos rapports avec les Puissances étrangères continuent à être satisfaisants.

La tranquillité publique s'est maintenue inaltérable dans tout le Royaume et dans nos provinces d'outre-mer.

En vertu des autorisations données à mon Gouvernement, par les lois du 2 juillet 1867 et du 5 mars 1858, des souscriptions publiques ont été ouvertes dans le pays pour l'émission de la première série d'obligations du chemin de fer du Minho, d'une valeur de 1,535 millions 670 mille reis effectifs, et pour la consolidation de la dette flottante pour la somme de 38,000 millions de reis nominaux. La souscription, dans les deux cas, a réussi. Les offres ont même dépassé la demande.

Mon ministre des finances vous rendra compte de ces opérations ; elles, montrent la vitalité du pays, son patriotisme et la prospérité relative dont il jouit.

En vue d'améliorer l'armement de notre armée sur le pied de paix, mon Gouvernement doit à la bienveillance des Gouvernements de Sa Majesté la Reine d'Angleterre et de Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, un approvisionnement de carabines modernes pour l'infanterie et la cavalerie, et de canons du système Krupp. Nous avons obtenu directement ces armes des arsenaux de la Grande-Bretagne et de la Prusse. Pour légaliser la dépense faite du chef de ces armements et du matériel de guerre dont l'achat ou la fabrication ont été indispensables, mon Gouvernement vous présentera les propositions nécessaires. Vous les apprécierez comme cette importante question le mérite.

Les travaux du chemin de fer du Minho ont continué et ceux du chemin de fer de Regoa ont commencé ; la ligne d'Estremoz du sud-est déjà livrée à la circulation.

Les travaux sur les routes ordinaires ont pris le plus grand développement compatible avec les ressources que la loi leur consacre.

Des faits bien constants et de toute évidence démontrent combien les voies ferrées ont contribué à l'augmentation de la richesse publique ; le moment est venu d'étendre aux deux provinces de Beira cette grande mesure. Non-seulement elle sera d'une grande utilité pour ces provinces, mais elle donnera aussi des facilités considérables à nos communications internationales.

Mon Gouvernement vous présentera à cet effet des propositions qui, cependant, seront mesurées à l'état des finances du pays.

Outre les projets de lois qui n'ont pas été discutés dans la dernière session, d'autres, d'un intérêt général, vous seront présentés bientôt par mes ministres.

J'ai toute confiance dans votre patriotisme et dans votre zèle ; je suis convaincu que vous donnerez toute votre attention aux propositions de mon Gouvernement et que vous soumettrez à un examen approfondi tout ce qui peut contribuer au perfectionnement de l'administration proprement dite, à la diffusion de l'instruction et à l'amélioration de toutes les branches du service de notre armée de terre et de mer, et des colonies, qui ont bien des droits à la considération du Gouvernement.

En satisfaisant aux obligations constitutionnelles, mon ministre des finances vous présentera le budget pour l'année économique de 1874-1875 ; vous y verrez que l'état des finances est satisfaisant et que, grâce aux mesures prises, aux efforts de tout le pays et à l'heureuse paix dont nous jouissons, notre crédit est augmenté, la recette est égale à la dépense, sans augmentation dans les impôts.

En éveillant votre attention sur un sujet si lié aux plus grands intérêts nationaux, je me fie pleinement dans votre sagesse, et je suis bien certain qu'avec l'aide de Dieu, vous ferez tout ce qui sera possible, pour améliorer de plus en plus nos finances, afin que nous puissions profiter des progrès de la civilisation.

---

**Espagne. — MANIFESTE DU MARÉCHAL SERRANO A LA NATION ESPAGNOLE.**

Madrid, le 8 janvier 1874.

Le pouvoir exécutif, qui, dans les circonstances anormales actuelles, vient d'assumer l'autorité politique et s'armer de pouvoirs extraordinaires, croit de son devoir de s'adresser à la nation pour expliquer son origine, justifier son attitude et exposer loyalement et avec franchise ses projets.

Les Cortès constituantes, élues sous l'empire de la terreur, par un seul parti, tous les autres s'abstenant ou se trouvant procrits, sont arrivées au pouvoir sans la force morale nécessaire à tout corps sou-

verain, et plus indispensable encore à celui qui, par son origine et son caractère, se trouve dans l'obligation d'entreprendre l'œuvre de réformes indépendantes et non désirées, et d'inaugurer de terribles et périlleuses innovations.

Nées dans de semblables circonstances, les Cortès se sont vues divisées, dès le premier jour de leur existence, par des tendances contraires et par des projets inconciliables, troublées par la discorde, en proie aux rivalités des factions, inquiètes sans autorité, agitatrices sans énergie inhabiles, à faire le bien et même, chose plus étrange! impuissantes à faire le mal, comme est celui qui se voit retenu par le frein de l'impuissance et entraîné par le désir d'agir; avec des velléités d'ordre, mais manquant de foi; avec des aspirations révolutionnaires, mais n'ayant ni conscience ni espérances; ne tenant à la vie politique et sociale par aucune racine; privées même de toute opinion, parce qu'elles se sont vues, dans le sentiment du peuple, l'objet d'une tiède indifférence et une cause de terreur pour tous les autres intérêts sociaux. Ingrates vis-à-vis de l'éloquent tribun, de l'éminent et honoré patricien, de l'illustre homme d'État qui dirigeait les destinées du pays, elles venaient de le dépouiller de la dictature, cette ancre de salut dans les moments du péril suprême, dictature que celui-ci exerçait avec circonspection, loyauté, modération et patriotisme.

Incapables à constituer un nouveau Gouvernement durable, les Cortès se seraient consumées en stériles et effrayants efforts à créer d'éphémères et de méprisables pouvoirs, et à contribuer ainsi au triomphe de la plus épouvantable anarchie, à la suite de laquelle serait arrivé, en dernier ressort, ou l'absolutisme carliste ou le cantonalisme dissolvant qui eût démembré l'unité nationale en la transformant en une infinité de petits États agités, avec leur cortège obligé de rancunes, d'envies, d'appétits grossiers, devant lesquels l'empire de la loi n'aurait plus été un frein pour en arrêter la violence et le débordement.

Dans ces conjonctures suprêmes, l'ordre social, l'intégrité de la patrie, son honneur, son existence même, ont été sauvés par un effort puissant et énergique, par une inspiration soudaine et heureuse; par un acte de vigueur toujours regrettable et douloureux à accomplir, mais que l'heure du péril justifiait et qui trouve aujourd'hui son excuse et sera demain l'objet de louanges impérissables.

La garnison de Madrid n'a fait que servir d'instrument et de bras à l'opinion unanime du pays, exécutrice fidèle et résolue des sentiments de la nation, qui désavouait et repoussait de ses vœux énergiques ses fallacieux représentants dont la disparition politique est pour elle un sujet de congratulation et de remerciement, car leur con-

duite et leurs actes ne tendaient à rien moins qu'à la tuer en la rayant du nombre des peuples civilisés.

Aussi le contentement qu'en ont éprouvé tous les honnêtes gens, la vive et joyeuse allégresse qu'en ont ressentie les populations paisibles et laborieuses, les exclamations spontanées et générales qui s'en sont suivies, le retour subit à l'espérance ; tout enfin, jusqu'à cette tendance marquée à un prompt rétablissement de notre crédit déchu, tout cela est arrivé à la fois, à peine les Cortès étaient-elles dissoutes, et tout est venu en même temps confirmer nos affirmations antérieures.

Tous les hommes éminents, tous les personnages importants résidant à Madrid ont été sur-le-champ réunis et consultés ; tous ces dignes représentants des partis libéraux ont reconnu et acclamé le maréchal Serrano comme chef du pouvoir exécutif. Les enthousiastes adhésions du peuple et de l'armée, que le télégraphe a apportées de tous les points des provinces, sont venues confirmer ce choix. Le maréchal Serrano a dès lors formé le nouveau ministère dont nous venons vous exposer à présent la pensée et la mission.

Rebelles à la souveraineté nationale, manifestée mille fois par le vote de la majorité ; trois fois indociles à ce qui a été résolu et décrété mille fois également par la Providence sur les champs de bataille ; opposés à tout progrès et abhorrant l'esprit du siècle et les nobles doctrines sur lesquelles se base la civilisation moderne, les carlistes continuent d'être soulevés en armes dans les provinces du Nord, infestant, pillant nombre d'autres provinces par leurs bandes, et soutenant une guerre civile sanglante, destructive du commerce et de l'industrie, menaçant de nous plonger dans la misère et la barbarie perpétuelles.

Tant que le drapeau international sera arboré à Carthagène, détruisant notre marine et formant un objet de scandale et d'abomination pour la population civile ; tant que dans les colonies sera allumé le brandon de la discorde et que des fils ingrats persisteront à renier la mère patrie et à la dépouiller de la belle île, gage et monument de sa plus grande gloire, il est difficile, il est impossible d'exercer toutes les libertés.

Avant toutes choses il faut un pouvoir fort, dont les délibérations soient rapides et significatives, où la discussion ne retarde pas l'acte, où l'opposition n'ôte point force aux lois avant leur promulgation. Voilà le pouvoir que nous sommes disposés à exercer avec un esprit ferme, avec décision et avec la conscience nette et sûre que nous l'exercerons pour le bonheur de la patrie.

Ce pouvoir, néanmoins, doit avoir son terme, qui viendra, et fasse



le ciel que ce soit bientôt après l'accomplissement et la réalisation de l'objet qui a présidé à sa création ! L'avènement d'un tel pouvoir ne détruit pas la loi fondamentale, il la suspend seulement, afin que réellement et en vérité elle resplendisse sur les ruines de l'anarchie matérielle et morale qui nous dévore actuellement, et dont nous espérons la défaite.

Les partis qui sont au pouvoir ont fait la révolution de 1868 et la Constitution de 1869 ; ils ne condamnent ni ne détruisent leur œuvre personnelle ; ils n'ouvrent pas une nouvelle période constituante ; ils ne veulent pas que l'intérim et le provisoire prennent parmi nous la place de la stabilité et de la perpétuité. De même que le sculpteur pétrit d'abord sa statue afin que la matière cède mollement et se prête aux formes qu'il veut lui donner, de même est faite la Constitution de 1869.

Les principes élevés de la démocratie moderne, les plus amples libertés, les droits les plus sacrés y ont été consignés. L'abdication volontaire du monarque et la proclamation de la république n'ont rayé qu'un article. La loi fondamentale ayant été ainsi modifiée par des événements providentiels, nous ne devons pas permettre que, par un cas fortuit, elle arrive à changer d'essence et, toujours à l'exemple du sculpteur, nous croyons arrivée l'heure de la fondre en bronze solide, grâce au dur creuset et au moule solide de la dictature.

Aussitôt que nous aurons réalisé cette vaste entreprise, la Constitution de 1869 rendra au pays tous les droits qui y sont consignés ; la patrie et les institutions actuelles auront été sauvées ; et avec la tranquillité et le calme convenables, en dehors des passions que la guerre civile fait aujourd'hui fermenter, les citoyens se rendront aux urnes et nommeront les représentants qui approuveront ou désapprouveront nos actes et feront des lois dans les Cortès ordinaires, désignant la forme et le mode de l'élection du magistrat suprême de la nation, spécifiant ses attributions et élisant le premier qui devra occuper cette position si élevée.

Nous ne sommes pas mus uniquement par la pensée de conserver intégrales les conquêtes de la révolution. Notre conscience nous dit que la loi fondamentale repose sur la vérité et s'appuie sur les plus saines doctrines. Dans la vérité politique il y a quelque chose qui, pour ceux qui ont foi dans les idées, ne dépend pas du lieu ni du temps.

La démocratie ne consiste pas à détruire, en la nivelant, la hiérarchie sociale née de la nature convenable des choses. La démocratie consiste seulement dans l'égalité des droits politiques, dans la destruction de tous les privilèges. La démocratie ne consiste pas à dénier à

qui illustre sa patrie par ses vertus et ses exploits, le droit de transmettre à sa postérité quelque chose de plus personnel et propre que la fortune, le reflet de sa gloire et l'éclat de son nom.

La noblesse et les classes aisées ne doivent donc pas redouter la démocratie, qui doit être encore moins redoutée par les bons catholiques et les hommes sincèrement religieux. Heureusement a cessé le courant qui, en d'autres siècles, a pu nous conduire au protestantisme, et il est facile d'augurer que la liberté des cultes ne brisera pas chez nous l'unité catholique dans les consciences. Au contraire, elle l'affirmera et l'ennoblira en la basant sur une concordance spontanée dans la loi et non sur la compression tyrannique et la violence.

En conséquence, l'État ne peut ni affliger ni offenser l'Église en négligeant et offensant les croyances de l'immense majorité des Espagnols et en se mettant en lutte ouverte contre l'une des forces les plus puissantes, persistantes et organisées que renferme la société dans son sein. Quiconque supposera le contraire le fera dans le but de séduire les imprudents et les ignorants, et de déguiser sous le manteau de la religion leur soif de nouveautés et de désordres, et leur haine contre la civilisation, le progrès et la liberté.

Le Gouvernement se montrera très-sévère contre les propagateurs de telles idées, qui tendent à bouleverser l'ordre et à retarder le rétablissement de la paix et de la liberté. Le Gouvernement sera inexorable contre ceux qui le combattront les armes à la main.

C'est ainsi uniquement par le moyen de cette rude discipline que renaitra le calme public et que le peuple se sentira débarrassé des ennemis qui l'inquiètent et pourra se montrer digne de l'ample liberté qu'il a conquise et des vertus républicaines dont il a besoin pour en jouir et s'en servir comme d'un moyen assuré pour s'élever à la suprême hauteur qu'il atteignit dans les siècles passés, aujourd'hui encore, comme il le fut autrefois, au-dessus des nations européennes les plus civilisées et les plus puissantes.

Tous nos efforts tendront à ce but ; nous ne nous dissimulons pas toute la difficulté et tous les périls d'une telle tâche, ni le poids énorme que nous assumons sur nos épaules, ni la responsabilité terrible que nous contractons devant l'histoire si nous n'atteignons pas ce but. Mais nous avons confiance dans la bonne volonté, la droiture et le jugement de nos concitoyens, dans notre propre énergie, dans la bravoure de notre armée de terre et de mer, et dans la vitalité, l'élan, la vertu et la force de l'Espagne, encore appelée aux plus glorieuses destinées.

*(Suivent les signatures des membres du Gouvernement.)*

## DÉCRET

L'opinion publique, se servant du bras providentiel, de l'armée a dissous les dernières Cortès constituantes.

Le pays a donné à cet acte son assentiment le plus complet ; le pouvoir exécutif en a accepté toute la responsabilité et décrète comme suit :

Art. 1<sup>er</sup>. Les Cortès constituantes de 1873 sont déclarées dissoutes.

Art. 2. Le Gouvernement de la république convoquera les Cortès ordinaires aussitôt que, l'ordre une fois rétabli et consolidé, le suffrage universel pourra fonctionner librement.

*Signé* : Le président du pouvoir exécutif de la République, Francisco SERRANO ; le ministre des affaires étrangères, Praxedes Mateo SAGASTA ; le ministre de grâce et justice, Cristino MARTOS ; le ministre de la guerre, Juan de ZAVALA ; le ministre de la marine, Juan-Baptisto TOPETE ; le ministre des finances, José ECHEGARRAY ; le ministre de l'intérieur, Eugenio Garcia RUIZ ; le ministre des travaux publics, Tomas-Maria MOSQUERA ; le ministre d'outre-mer, Victor BALAGUER.

---

**Turquie.** — LETTRE DU GRAND VIZIR AU KHÉDIVE D'ÉGYPTE  
SUR LES DROITS DE TONNAGE DU CANAL DE SUEZ.

Constantinople, le 14 janvier 1874.

Comme suite à mes précédentes communications, j'ai l'honneur de transmettre à Votre Altesse, en duplicata, les procès-verbaux et le rapport de la commission internationale du tonnage, qui vient de terminer ses travaux.

Ainsi que Votre Altesse pourra s'en rendre compte en parcourant ces documents, toutes les questions relatives au tonnage ont été déterminées de façon à faire disparaître dorénavant toutes les incertitudes d'interprétation et toutes les objections.

Outre les règles posées sur ces points, règles qui fixent la base des droits que la compagnie a le droit de percevoir, Votre Altesse trouvera, tant dans les procès-verbaux que dans le rapport définitif de la commission, les détails d'une recommandation faite par cette commission, relativement à une transaction ayant pour but de déterminer d'une manière définitive les droits de tonnage.

Cette transaction, je dois en informer Votre Altesse, a été arrêtée et acceptée en vertu d'une autorité spéciale donnée à la commission. Les recommandations ci-dessus ayant été exprimées à l'unanimité par la commission et approuvées par la Sublime Porte, Votre Al-

tesse est par conséquent invitée à en faire communication à la Compagnie du canal.

Dans tous les cas, il est essentiel que les droits soient perçus sur la base du tonnage net établi par la commission internationale dans le délai de trois mois, délai qui laisse un temps suffisant pour prendre les mesures nécessaires à une convenable exécution de l'arrangement recommandé par la commission internationale.

---

**Russie.** — UKASE RELATIF AU SERVICE OBLIGATOIRE, PRÉCÉDÉ  
DU MANIFESTE DE L'EMPEREUR ALEXANDRE.

Saint-Pétersbourg, le 4/13 janvier 1874.

A tous nos fidèles sujets savoir faisons :

Dans notre constante sollicitude pour assurer le bien de notre Empire et le doter de meilleures institutions, nous ne pouvions nous dispenser de porter notre attention sur le mode actuel de prestation du service militaire. D'après la législation en vigueur, cette obligation pesait exclusivement sur la classe des bourgeois et des paysans, et une partie considérable de sujets russes était affranchie de ce devoir également sacré pour tous.

Ce régime, qui avait pris naissance sous un ordre de choses différent, se trouvant en désaccord avec les conditions actuelles de l'Empire, ne correspond plus aux exigences militaires de l'époque. Les événements contemporains ont prouvé que la force des États ne consiste pas uniquement dans la valeur numérique de l'armée, mais principalement dans ses qualités morales et intellectuelles, qui ne parviennent à leur plus haut degré de développement que lorsque la défense de la patrie devient l'œuvre commune de la nation, quand tous, sans distinction de rang et de classe, s'unissent pour l'accomplissement de cette tâche sacrée.

Ayant jugé indispensable de réformer l'organisation des forces militaires de l'Empire sur les bases indiquées par l'expérience du temps, nous avons ordonné en 1870 au ministre de la guerre d'élaborer des propositions pour un mode de recrutement perfectionné de nos armées, étendant sur toutes les classes de la population l'obligation du service militaire.

L'empressement éprouvé de nos fidèles sujets à se sacrifier pour la patrie était pour nous un sûr garant que notre appel trouverait un écho sympathique dans tous les cœurs russes. Nos espérances n'ont pas été déçues. Notre valeureuse noblesse et les autres classes exemptées du recrutement nous ont exprimé, par de nombreuses manifestations, leur désir empressé de partager avec le reste de la nation les charges du service militaire obligatoire.



Nous avons accueilli ces manifestations avec un sentiment d'orgueilleuse satisfaction et une humble gratitude envers la Providence qui a placé sous notre sceptre un peuple chez lequel l'amour de la patrie et l'abnégation constituent l'apanage héréditaire de toutes les classes et se perpétuent de génération en génération.

En vue de préparer sur les principes généraux indiqués un nouveau règlement pour le service militaire, une commission spéciale a été instituée et composée de membres recrutés dans différentes administrations et d'autres personnes possédant des connaissances spéciales. Le règlement élaboré par la commission et amendé, après un examen approfondi, par le conseil de l'Empire, répond entièrement à nos vues. Adoptant comme principe fondamental que la défense du Trône et de la patrie constitue le devoir sacré de tout sujet russe, ce règlement appelle à la participation au service militaire toute la population masculine, sans admettre ni rachat, ni remplacement.

L'action de cette nouvelle loi ne sera pas étendue à la population cosaque, dont le service militaire est réglé d'une manière spéciale, non plus qu'à quelques races étrangères, au Transcaucase et à d'autres localités éloignées désignées dans l'ukase au Sénat dirigeant, et pour lesquelles des règlements spéciaux seront promulgués. Sauf ces exceptions et quelques exemptions temporaires signalées dans l'ukase susmentionné, la population masculine de l'Empire et du royaume de Pologne ayant atteint l'âge de vingt ans, sera soumise à un tirage au sort, qui déterminera une fois pour toutes les jeunes gens frappés de l'obligation du service et ceux qui en resteront exemptés.

Bien qu'un terme de quinze ans de service soit fixé pour ceux qui seront incorporés dans l'armée de terre, ils seront renvoyés dans leurs foyers au bout de six ans, et plus tôt si faire se peut, avec obligation de se présenter sous les drapeaux, à l'appel du Gouvernement, seulement en cas d'urgence impérieuse.

Des termes particuliers de service seront fixés pour la marine et pour les troupes cantonnées dans certaines localités éloignées. Quant aux jeunes gens qui auront fait des études dans des établissements d'éducation, y compris même les écoles primaires, la durée de leur séjour dans l'armée en temps de paix est notablement réduite, suivant la nature et le degré de leur instruction, et d'autres facilités importantes leur sont réservées.

En sanctionnant la loi sur le service militaire obligatoire, élaborée sur les bases susmentionnées, et en nous adressant à nos sujets au nom de la patrie, si chère à nos cœurs, pour les appeler à l'accomplissement zélé des devoirs qui leur sont imposés, nous n'avons pas l'intention de nous écarter des principes qui nous ont invariablement

guidé pendant tout notre règne. Nous ne rechercherons point, comme nous n'avons pas recherché jusqu'à présent, l'éclat de la gloire militaire, et nous considérons comme la meilleure destinée celle qui nous est donnée par la Providence de conduire la Russie à la grandeur par la voie des progrès pacifiques et du développement intérieur général.

L'organisation d'une puissante force armée ne saurait ni enrayer ni ralentir ce développement; elle servira au contraire de garantie pour sa marche continue et régulière, en assurant la sécurité de l'État et en prévenant toute atteinte portée à son repos. Quant aux privilèges importants accordés aux jeunes gens qui ont reçu de l'instruction, nous espérons qu'ils seront un nouveau moyen de répandre au sein de notre peuple les vraies lumières, dans lesquelles nous voyons le fondement et le gage de son bonheur futur.

Donné à Saint-Petersbourg le premier janvier de l'an de grâce mil huit cent soixante-quatorze et de notre règne le dix-neuvième.

ALEXANDRE.

---

*Ukase de S. M. l'Empereur au Sénat dirigeant.*

Ayant sanctionné aujourd'hui le nouveau règlement sur le service militaire obligatoire nous ordonnons ce qui suit :

I. Ce règlement devra être mis en pratique dans tout l'Empire et le royaume de Pologne. Seront soustraits à son application :

1° Les populations cosaques, dont le service militaire est réglé d'une manière spéciale;

2° Les localités ci-dessous mentionnées et quelques parties de la population dont les obligations militaires seront déterminées plus tard par des règlements spéciaux conformément aux exigences locales, savoir : *a*, le Transcaucase, le Turkestan, la province Maritime et celle de l'Amour, les arrondissements de Sredné-Kolysk, Verkhoïansk et Vilinsk, de la province de Yakoutsk, les sections de Touroukhansk et de Bogoutchansk, du gouvernement et de l'arrondissement de Yéniséïsk; la section de Togoursk, du gouvernement et de l'arrondissement de Tomsk, et les arrondissements de Bézérof et de Sourgout, du gouvernement de Tobolsk; *b*, les populations indigènes exemptées jusqu'à présent du recrutement en argent et en nature, et domiciliées dans le nord du Caucase, le gouvernement d'Astrakhan, les provinces de Tourgaï et d'Oural'sk et dans tous les gouvernements et provinces de la Sibérie occidentale et orientale, ainsi que les Samoïèdes établis dans le district de Mézène du gouvernement d'Arkhangel.

II. L'application du service militaire obligatoire aux *Bachkirs*

Teptiars devra les libérer de l'acquittement d'un droit de 60 kopecks par âme qui avait été fixé par le règlement du 14 mai 1863.

III. Seront maintenues les exemptions du service militaire aux catégories suivantes, en y comprenant les fils nés à l'époque de leur établissement : *a. Exemptions viagères* aux Rousnaks arrivés dans le territoire de la Russie en 1854 ; aux émigrés étrangers établis sur des immeubles des particuliers et qui se sont fait naturaliser russes en vertu de la décision du conseil de l'Empire sanctionnée par nous le 18 décembre 1861 ; aux Tchèques émigrés dans les provinces du sud-ouest, auxquels ont été appliqués les droits et privilèges établis par la décision susmentionnée du conseil de l'Empire ; aux étrangers établis dans le Royaume de Pologne avant le 1<sup>er</sup> janvier 1872, qui se sont fait naturaliser russes ; et enfin aux émigrés russes arrivant des provinces de l'intérieur établis sur des terres domaniales près de la forteresse de Novogeorgievsk ; *b. Exemption pendant vingt ans* à dater de l'époque de leur immigration ; aux immennonites établis en nouvelles colonies dans l'Empire, d'après le règlement du 19 novembre 1851, ainsi qu'aux mennonites établis sur des immeubles de particuliers et qui se sont fait naturaliser Russes en vertu de la décision du conseil de l'Empire du 18 décembre 1861 ; *c. Durant vingt ans, à compter du 31 mars 1860*, aux bourgeois de Vladicavcaz inscrits dans les matricules de cette ville avant la promulgation du présent ukase et aux habitants des ci-devant villes d'Anapa et de Novorossiisk, qui sont inscrits dans les matricules du port de Temruk ; *d. Pendant six ans, à partir de la promulgation du présent ukase*, à tous les mennonites établis dans l'Empire qui ne seront pas dans le cas de bénéficier de l'immunité spécifiée au paragraphe *b* du présent article.

IV. Dans les familles des personnes tuées pour leur fidélité au trône et à la loi pendant les derniers troubles dans le Royaume de Pologne et les provinces occidentales, une exemption sera accordée à trois membres de chaque famille, et réservée de préférence aux fils et aux petits-fils du défunt.

V. Seront exemptées les personnes qui se trouvant, le jour de la promulgation du présent ukase, au service des chemins de fer de Varsovie-Vienne, Varsovie-Bromberg, Varsovie-Térespol et des fabriques de Lodz, jouissaient de la franchise de recrutement en vertu de l'article 15 des règles annexées à notre manifeste du 26 juin-8 juillet 1868 sur le recrutement dans le royaume de Pologne, et concernant les classes et les personnes exemptés de cette obligation.

VI. Des attermoiements de quatre ans pour l'entrée dans les rangs de l'armée seront accordés, pour les cinq premiers recrutements qui suivront l'introduction du règlement sur le service obligatoire, aux

jeunes gens appelés par le sort et appartenant à des familles qui entretiennent un commerce, une fabrique ou un établissement industriel, en vertu d'une patente de guilde ou autre, à l'exception toutefois des établissements pour les boissons fortes (*Règlement sur les boissons*, article 301, supplément de 1869 et *Observations*), lors même que, dans ce dernier cas, les jeunes recrues se trouveraient près d'un père ou grand-père, encore capable de travailler, et auraient des frères, mais âgés de moins de seize ans. Ces attermoiements ne leur seront pas comptés dans les années de service, ni sous les drapeaux, ni dans la réserve.

VII. La formation des arrondissements d'appel, conformément à l'article 67 et suivants du règlement sur le service militaire obligatoire, devra être achevée dans le courant de trois mois à dater de la réception du présent ukase.

VIII. Un délai de six mois, à dater de la promulgation du présent ukase, sera fixé aux jeunes gens appelés au premier recrutement d'après le nouveau règlement, c'est-à-dire à ceux qui auront eu vingt ans dans le courant de l'année 1873, pour la remise de leur déclaration relative à l'inscription aux arrondissements d'appel, conformément aux articles 95 et 96 du règlement susmentionné.

IX. Seront appelés à faire partie de la milice, en dehors des individus qui y seront incorporés en vertu des articles 10 et 154 du règlement, tous les individus au-dessous de quarante ans qui ne se trouvent pas au service militaire (à l'exception de ceux mentionnés aux articles 4 et 5 du présent ukase) qui au 1<sup>er</sup> janvier 1874 auront dépassé l'âge de vingt et un ans ainsi que ceux qui, se trouvant au service militaire, seront licenciés avant d'avoir atteint l'âge de quarante ans.

X. Le recrutement annoncé par notre manifeste du 22 novembre 1873 pour le terme du 15 janvier au 15 février devra être effectué conformément aux règles mentionnées dans ce document. Il sera fait remise des arrérages qui pourraient tomber à la charge des arrondissements de recrutement pour l'exécution de cette levée d'hommes, ainsi que de tous les autres arrérages de ce chef.

XI. Les règles ci-dessous seront observées pour les quittances de recrutement qui pourraient rester en circulation après l'exécution de la levée mentionnée à l'article précédent :

a. Les quittances devront être présentées jusqu'au 1<sup>er</sup> octobre 1874 au plus tard aux assemblées de recrutement de district, d'arrondissement et de ville, qui devront, soit les échanger contre des quittances d'un nouveau modèle, soit faire une inscription constatant leur présentation.

b. Toute quittance présentée à l'assemblée de district, d'arrondis-



sement ou de ville sera inscrite au nom d'un individu selon le désir de son possesseur, et ne pourra être transférée ni vendue à des tiers.

c. Aux appels pour le service militaire ces quittances ne seront acceptées que pour la personne au nom de laquelle elles sont inscrites, ou pour son frère germain, demi-frère, frère consanguin, utérin ou cousin.

d. Les quittances de recrutement qui ne seront pas présentées pour être échangées au terme fixé ci-dessus perdent toute valeur.

e. Le détenteur d'une quittance peut la présenter au trésor et recevra 480 roubles.

f. L'ordre et le terme du rachat des quittances seront fixés par le ministre des finances après la constatation du chiffre total de celles qui se trouveront en circulation.

Le Sénat dirigeant fera ses dispositions pour l'application du présent ukase.

*Signé* : ALEXANDRE.

---

**Allemagne.** — DISCOURS DU PRINCE DE BISMARCK, DANS LA SÉANCE DU 16 JANVIER 1874, AU SUJET DU LIVRE DU GÉNÉRAL DE LA MARMORA.

*Le prince de Bismark.* — Je demande la parole pour une observation personnelle.

J'ai appris que dans la séance d'aujourd'hui M. de Mallinckrodt a soutenu, — je vous prie de me rectifier si j'ai été mal informé, — a soutenu que dans certaines négociations d'autrefois j'aurais promis au général italien Govone la cession d'un département prussien, je ne sais plus exactement lequel, sur la Moselle ou sur la Saar. Je suis obligé de déclarer, en me servant des expressions les plus énergiques, que c'est là une invention audacieusement mensongère, qui naturellement n'a pas été faite par M. le député, mais par un autre.

Toutefois M. le député devrait être plus prudent, et devrait se garder de reproduire des assertions qui méritent une critique si sévère. La chose a été inventée dans une intention mensongère, haineuse; il n'y a pas une syllabe de vrai dans tout cela; je n'ai jamais promis ni même fait prévoir à personne la cession d'un village ou même d'un champ de trèfle. Tout ce qui circule ou qu'on affirme là-dessus, je le déclare, comme je l'ai déjà dit, totalement, audacieusement et intentionnellement mensonger, et inventé pour noircir ma personne. (Bruyants applaudissements).

*M. Windthorst* (Meppen). — Je demande la parole.

*Le prince de Bismark.* — Je n'ai pas encore fini. (*Hilarité.*) Puisque j'ai pris la parole pour une observation personnelle, je veux en même temps protester contre des paroles qui ont été prononcées à mon

adresse, dans la séance d'hier. Je ne saurais trop recommander aux honorables députés qui ont ainsi parlé de moi, d'autant plus qu'ils prétendent, très-sincèrement d'ailleurs, je n'en doute pas, défendre la cause du christianisme et de la religion de vérité, je ne saurais trop leur recommander d'être eux-mêmes un peu plus prudents en ce qui touche la vérité, et de ne pas accepter comme vrai, sans aucun contrôle, tout ce qui leur arrive même des sources les plus impures.

Ces messieurs devraient ne pas oublier que l'autorité instituée par Dieu et qui nous gouverne a un certain droit, même dans les personnes que S. M. l'Empereur a placées à la tête de l'Empire, je ne veux pas dire à être traitée avec égards, mais du moins à être traitée avec décence devant l'étranger; il ne faut pas de parti pris calomnier son propre Gouvernement aux yeux de l'étranger. Il y a un proverbe sur l'oiseau et son nid que je ne veux pas reproduire ici et qui prescrit des règles de propriété qu'on devrait imiter. (*Hilarité.*)

Je reviens à l'incident d'hier. M. de Schorlemer m'a reproché mes prétendues inconséquences. Alors même qu'il eût réussi à prouver la justesse de ce reproche, la cause qu'il défend n'en deviendrait pas meilleure. Mais il n'a même pas réussi à faire cette démonstration. Je vais le réfuter au moyen de ses propres arguments.

Il me reproche d'avoir dit autrefois que le dogme de l'infaillibilité, accepté par des millions de catholiques, devait être respecté. C'est encore mon opinion aujourd'hui. Aussi ai-je respecté le dogme. L'ai-je jamais attaqué? Attaque-t-on voire foi de quelque façon que ce soit? J'ai seulement indiqué les conséquences qui découlaient du nouveau dogme pour notre existence politique, j'ai appelé l'attention sur les difficultés qui en résultaient pour notre société civile, et sur la nécessité de mêler aussi peu que possible les questions de croyance aux affaires politiques. Mais la foi elle-même je la respecte, et je la respecterais même si elle s'étendait à des objets plus éloignés encore de mes propres sentiments et de ceux des autres chrétiens protestants. Pour vous, la liberté de conscience consiste à avoir le droit d'exercer une domination sur l'État et sur ceux qui croient autrement que vous. Quand vous ne pouvez pas dominer, vous prétendez être opprimés.

M. de Schorlemer prétend que je n'ai pas prouvé que la conduite des évêques fût révolutionnaire. Pouvez-vous nier que les évêques refusent d'obéir aux lois et contestent l'autorité de la loi? L'honorable préopinant a dit que personne n'avait plus contribué que moi au renversement de l'ancienne Constitution germanique, qui pourtant était aussi une loi. Mais ce n'est pas la même chose de se proposer l'abrogation d'une loi ou de nier l'autorité d'une loi existant de fait

et de droit. En outre, il est des gens qui ont plus contribué que moi à tuer la Diète germanique, et ce sont les amis politiques de l'orateur auquel je réponds : ce sont les gouvernements de l'ancienne Confédération qui ont voulu faire prévaloir des révolutions dont la conséquence inévitable devait être le renversement des anciennes institutions germaniques.

M. de Schorlemer a soutenu, en outre, et cette assertion appartient à la même catégorie que celles que M. de Mallinckrodt vous a fait entendre aujourd'hui, M. de Schorlemer a soutenu qu'en 1866 j'avais poussé les régiments hongrois et dalmates de l'armée autrichienne à la désertion. Cela n'est pas vrai. Et si M. le député me demande la preuve de l'exactitude de mon démenti, je lui répondrai qu'il est des faits notoires dont il est plus facile de constater l'existence que d'en donner la preuve. Ne pourrait-il pas me demander aussi de lui prouver que le soleil luit aujourd'hui ? Il est une masse de faits qui sont connus, et pour la démonstrations desquels, si on la voulait instantanée et scientifique, il faudrait des livres et des discours à perte de vue. C'est un des moyens de discussion les plus favorisés de la fraction du centre, de toujours demander la preuve.

A mon tour, je demanderai à l'honorable député s'il peut prouver l'exactitude de l'assertion relative à ce que j'aurais fait en 1866 pour encourager des régiments à la désertion. Il est de notoriété universelle que les prisonniers de guerre hongrois ont formé ici une légion hongroise ; des offres nous avaient été faites sous ce rapport dès le début de la guerre ; je les ai repoussées à ce moment, bien que ce fût pour un ministre une lourde responsabilité de repousser un concours, admissible d'après le droit de la guerre, à la veille d'une lutte avec une puissance militaire de premier ordre comme l'Autriche, alors que la nôtre n'était pas encore éprouvée. Toutefois, j'avais toujours compté de ne pas pousser notre conflit avec l'Autriche jusqu'à un point où il eût dégénéré en une discorde irréconciliable ; je fis parvenir l'expression de ce sentiment jusqu'au trône de S. M. Apostolique ; nos troupes étaient déjà en marche que je faisais encore des propositions qui auraient pu facilement conduire à une entente.

J'ai donc, au début de la guerre, décliné les offres hongroises. Mais après la bataille de Sadowa, lorsque l'Empereur Napoléon eut fait connaître par le télégraphe son intention d'intervenir, je me dis : Je n'ai plus le droit, vis-à-vis de mon pays, de dédaigner un moyen de défense et de guerre quel qu'il soit, pourvu qu'il soit complètement autorisé par les lois de la guerre. Je ne voulais pas que nos succès fussent compromis par l'apparition de la France sur le théâtre des événements. Bien que la France n'eût à cette époque que peu de

troupes, l'adjonction d'un contingent français aurait suffi pour faire une armée solide des nombreuses troupes de l'Allemagne du Sud, qui avait un matériel très-bon, mais mal organisé, et cette armée nous aurait forcés à couvrir Berlin et à renoncer à poursuivre nos succès en Autriche.

C'est dans ces conditions, en face d'une nécessité urgente, que j'ai non point effectué, mais autorisé la formation d'une légion hongroise. Qu'y a-t-il là de révolutionnaire ? Je prendrai la liberté de retourner l'appréciation de l'honorable préopinant. Si nous nous trouvions en guerre avec la France, s'il arrivait qu'il se formât en France, de citoyens allemands ou de prisonniers de guerre allemands, une légion papale qui offrirait son concours à la France, l'honorable préopinant verrait-il un acte révolutionnaire dans l'acceptation de ce concours par l'homme qui se trouverait à la tête des affaires en France, par le comte de Chambord par exemple ? Je ne le crois pas.

*M. Windthorst.* — Assurément tout ce qui vient d'être dit est fort intéressant ; mais quel rapport cela a-t-il avec le paragraphe du projet de loi sur le mariage civil que nous discutons en ce moment ?

*M. Lasker.* — Les ministres ont toujours le droit de prendre la parole ; c'est un droit constitutionnel.

*Le prince de Bismark.* — Je rappellerai que c'est pour une observation personnelle que j'ai pris la parole.

*M. de Mallinckrodt.* — L'honorable ministre n'a pas voulu, d'après ce qu'il vient de nous dire, laisser passer une heure sans démentir ce qu'il appelle une calomnie, et pourtant il a laissé s'écouler des mois sans infliger un démenti aux assertions qu'il traite aujourd'hui de calomnieuses. Ces assertions se trouvent dans un livre publié par le ministre-président d'Italie, le général La Marmora. Ce livre contient une série de documents que, pour ma part, je n'ai jamais voulu croire complètement exacts, mais qui cependant sont des documents officiels. Il y est beaucoup question des pourparlers qui ont précédé la guerre de 1866, et les personnes qui rendent compte de ces pourparlers étaient évidemment en situation de dire la vérité, car elles racontent ce qu'elles ont elles-mêmes vu et entendu.

Ce livre est publié depuis plusieurs mois, il a été traduit en allemand et vendu à un grand nombre d'exemplaires. Il y avait donc des motifs sérieux pour le rectifier ou le démentir. On est chez nous si prodigue de démentis officiels et officieux que le silence absolu gardé vis-à-vis d'une publication aussi importante a dû faire croire à beaucoup de monde qu'il y a au moins un fond de vérité dans les dépêches publiées par M. de La Marmora. Du moment où M. le ministre-président affirme que les assertions contenues dans ce livre



sont fausses et mensongères, je n'ai plus aucune raison de croire à leur vérité. Je passe tout simplement le reproche de mensonge, qui ne saurait m'atteindre, à sa véritable adresse, celle du ministre-président général La Marmora. Nous verrons s'il sera en mesure de prouver l'exactitude de ce qu'il a avancé. (*Approbation au centre; protestations à gauche.*)

*Le prince Bismark.* — M. de La Marmora n'est plus, en Italie, ni ministre-président ni général ; c'est un simple homme privé qui a publié d'une façon illicite des documents qui étaient arrivés à sa connaissance alors qu'il était ministre-président ; il n'existe pas encore en Italie de dispositions pénales contre des délits de cette nature, mais on songe à en créer, par suite précisément de la publication de M. de La Marmora. Je ne suis pas surpris que le préopinant préfère le témoignage d'un ennemi à celui des faits ; M. de La Marmora est pour nous un ennemi, d'après toute sa conduite, d'après toute sa politique, et je pourrais écrire sur cette politique des livres beaucoup plus désagréables que celui qu'il a écrit sur la mienne, si je ne répugnais d'attirer des puissances étrangères dans de semblables discussions.

Le préopinant me reproche d'avoir attendu des mois avant de démentir les assertions que je conteste aujourd'hui. Si je voulais démentir tout ce qui s'imprime contre moi, il me faudrait créer un ministère spécial pour le charger de ce soin. Et je m'en fais gloire ! Dans ma longue carrière, consacrée au service dévoué de mon Roi et de mon pays, j'ai eu l'honneur de me faire beaucoup d'ennemis. De la Garonne — pour commencer par la Gascogne — à la Vistule, du Belt au Tibre, sur les bords de l'Oder et du Rhin, vous chercheriez inutilement un personnage aussi puissamment détesté que moi ; je le dis avec orgueil, et je suis heureux que le préopinant confirme mon dire d'un signe de tête ; il est assez équitable pour le reconnaître.

*M. de Mallinckrodt.* — M. le ministre nous a conduits de la Garonne au Tibre et nous a expliqué au long et au large comme quoi M. de La Marmora est un simple personnage privé. Mais il ne s'agit pas de tout cela. Des documents ont été publiés. Ces documents disent-ils vrai, oui ou non ? Je n'accepte pas le reproche du préopinant, que j'attache plus de prix au témoignage d'un ennemi. Quand on recherche la vérité, on ne se préoccupe pas de la situation politique des témoins ; on se demande seulement s'ils sont dignes de foi ou non. Je ne reconnais pas à M. le ministre-président le droit de dire que je me soucie moins que lui de l'honneur de notre pays. Mais il est vrai que les opinions peuvent différer sur ce qu'exige l'honneur d'un pays. Lorsque le gouvernement d'un pays se rend coupable d'actes comme celui dont il est question en ce moment, la Chambre doit déclarer, dans

l'intérêt de l'honneur du pays, qu'elle réproûve ces actes. Nous ne rendons pas service à l'honneur du pays en dissimulant les fautes. (*Applaudissements sur les bancs du centre.*)

*Le prince Bismark.*— Lorsqu'un homme a agi publiquement devant tout l'Europe, commemoi, il a le droit d'invoquer les faits. Un morceau quelconque de territoire a-t-il été cédé? Y a-t-il eu des négociations sur une cession de territoire? J'aurais pu, au moyen d'une très-petite cession, — Napoléon III se serait au besoin contenté d'un village, — amener les plus grands résultats. Rien ne m'aurait été plus facile que d'agir comme le préopinant croit que j'ai agi. L'ai-je fait? J'estime qu'on n'a pas le droit d'abuser de la tribune pour forcer, par des calomnies, les chefs de gouvernement à se défendre contre de semblables reproches et récriminations, pour lesquels je ne trouve pas d'expression parlementaire; la presse en trouvera bien une. (*Tonnerre d'applaudissements.*)

*M. de Mallinckrodt.*— Pourquoi donc M. le ministre-président n'envoie-t-il pas ses attaques à leur adresse véritable, à ceux qui ont écrit et publié les documents dont il s'agit? A mon avis, ces documents ne sont pas apocryphes. En tout cas, il faudrait commencer par prouver que le texte publié ne concorde pas avec l'original.

L'incident est clos.

**Saint-Siège.** — NOTE DE MONSIEUR AGNOZZI A M. CERESOLE, EN RÉPONSE A SA NOTE DU 12 DÉCEMBRE 1873.

Lucerne, le 17 janvier 1874.

Le chargé d'affaires du Saint-Siège auprès de la Confédération suisse vient de recevoir de S. Em. le cardinal Antonelli, par l'entremise duquel il avait porté à la connaissance du Saint-Siège la note fédérale adressée au soussigné, en date du 12 décembre, les ordres et instructions qui lui étaient nécessaires pour répondre à la haute autorité fédérale.

Selon sa note, le Conseil fédéral, après avoir lu l'Encyclique adressée le 21 novembre 1873 par Sa Sainteté à tous les patriarches, primats, archevêques et évêques de l'Église catholique, a cru voir dans cet acte du Saint-Père des accusations graves et directes contre diverses autorités suisses, relativement à diverses résolutions prises par elles, notamment celles de violation de traités publics et d'expulsion d'un prêtre et citoyen suisse, monseigneur Mermillod, évêque d'Hébron, vicaire apostolique de Genève, hors du territoire de la confédération suisse. En conséquence, le conseil fédéral a été d'opinion qu'une représentation diplomatique permanente du Saint-Siège était devenue inutile, et il fait savoir au soussigné, avec l'invitation d'en faire rap-

port au Saint-Siège, que les autorités fédérales, à partir de la date de la note ci-dessus indiquée, cesseraient de reconnaître le chargé d'affaires du Saint-Siège comme représentant diplomatique accrédité auprès de la Confédération suisse. Enfin, il a demandé au soussigné de lui annoncer le jour de son départ de la Suisse.

Le Saint-Père, sans parler du soussigné, ne devait pas s'attendre à ce qu'une Encyclique adressée, en sa qualité du chef suprême de l'Eglise, aux autorités ecclésiastiques qui sont en communauté avec le Saint-Siège, pourrait donner lieu à une note diplomatique de cette teneur. Par sa lettre aux évêques de la catholicité, Sa Sainteté désignait et condamnait des actes regrettables qui violaient les obligations contractées et solennellement jurées par les autorités de l'État, et implicitement stipulées dans les traités de Vienne et de Turin, que les hautes autorités fédérales ont elles-mêmes reconnu par de précédentes déclarations être en pleine vigueur.

Il est dès lors évident que le Saint-Père, contraint par les devoirs de sa charge apostolique, ou tout au moins en vertu des traités susmentionnés, à manifester ses plaintes et ses réclamations, ne pouvait négliger de dire que la parole publique donnée avait été violée.

En outre, l'exil du vicaire apostolique de Genève, prononcé en dehors de toute loi fédérale et cantonale, ayant nécessairement donné lieu à une protestation de Sa Sainteté auprès du Conseil fédéral, par l'organe du soussigné, un jugement public défavorablement motivé, partagé par les catholiques fidèles et même par un grand nombre de protestants, était déjà intervenu, et le Saint-Père n'était libre ni de le contredire, ni de ne pas en relever la responsabilité.

Il résulte de ces observations que la rupture des relations diplomatiques entre le Saint-Siège et les autorités fédérales, prononcée par celles-ci, n'est fondée sur aucun motif établi ou valable en droit, d'autant moins que le Conseil national, dans sa séance du 27 novembre, avait décidé, par 69 voix contre 41, que la nonciature apostolique auprès de la Confédération devait demeurer maintenue.

Le soussigné, en protestant contre une décision si inattendue, et aussi pénible pour le Saint-Père que préjudiciable aux intérêts des catholiques de la Suisse, espère que le Haut Conseil fédéral, dans une plus juste appréciation des actes du Saint-Siège, voudra revenir sur la résolution annoncée par la note du 12 décembre 1873.

Mais si, au contraire le Conseil fédéral voulait persister dans sa résolution, le soussigné se considérerait comme contraint de céder devant la nécessité et de quitter le territoire de la Confé-

dération suisse dès le jour où il recevrait d'une manière définitive ses passe-ports.

Le chargé d'affaires du Saint-Siège saisit cette occasion pour assurer, etc.

*Signé : J. B. AGNOZZI.*

---

**Suède.** — DISCOURS DU ROI A L'OUVERTURE DE LA DIÈTE,  
LE 49 JANVIER 1874.

« Messieurs,

« Je suis heureux de vous saluer au moment où, conformément à la Constitution, vous allez commencer vos délibérations sur les affaires de la patrie.

« Nos rapports avec les puissances étrangères sont des plus satisfaisants. J'en ai reçu une nouvelle preuve cet été par les visites de plusieurs princes étrangers, parmi lesquels le Prince impérial d'Allemagne est venu ici dans la capitale de la Suède.

« A l'Exposition universelle de Vienne, notre pays a de nouveau participé d'une manière honorable à un concours avec les nations les plus civilisées et les plus industrieuses.

« Un de mes plus grands soins a été de faciliter les relations entre les Royaumes-Unis par une meilleure organisation de leurs rapports de commerce et de navigation. A cet effet, un projet de loi, élaboré dans l'ordre voulu pour les affaires communes, sera communiqué à la Diète ainsi qu'au Storting de Norwége.

« Une série d'années fécondes a augmenté le bien-être du pays à un degré jusqu'ici inconnu, et l'accroissement considérable des revenus de l'État en a été un des résultats. En même temps cependant qu'il a été plus facile pour le travail indépendant d'obtenir une rémunération élevée, les appointements alloués de l'État sont devenus de plus en plus insuffisants par suite du renchérissement incessant de tous les objets de première nécessité. Dans les cas où une augmentation fixe des appointements n'a pu être portée dès à présent sur le budget ordinaire, je vous proposerai une indemnisation provisoire à compter du commencement de l'année courante.

« J'ai fait élaborer les bases d'une nouvelle organisation de l'armée en conformité des principes qui se trouvent indiqués dans l'adresse présentée par vous lors de la dernière session, et j'ai confié l'étude de cette organisation à une commission d'hommes compétents. Aussitôt que j'aurai examiné ce travail, ainsi qu'un autre relatif à la marine, j'ai l'intention de vous les communiquer avant la clôture de la présente session.

« Une enquête a été commencée également sur la question de l'abolition des impôts fonciers, question qui a été mise dans un



rapport direct avec celle de l'organisation de la défense nationale.

« Conformément à la demande de la Diète, un projet a été élaboré de transférer aux tribunaux ordinaires certaines affaires qui jusqu'ici ont été du ressort de l'administration. Ce projet, qui a été examiné par le tribunal suprême, vous sera soumis. J'ai aussi l'intention de vous proposer des réformes dans d'autres branches de la législation et de l'administration, ainsi que de vous soumettre un plan pour la continuation et l'achèvement des lignes de chemins de fer dont la construction pour le compte de l'État a été décidée. »

« En appelant sur vos travaux les bénédictions du Tout-Puissant, je déclare ouverte la présente session et je vous assure, messieurs, de mon affection et de ma bienveillance. »

---

**Espagne. — CIRCULAIRE DE M. SAGASTA AUX AGENTS  
DIPLOMATIQUES DE L'ESPAGNE A L'ÉTRANGER.**

Madrid, le 25 janvier 1874.

Le Gouvernement formé à Madrid, le 3 janvier, ayant été accepté sans réserves par la nation dans toute la plénitude de ses attributions, juge que l'heure est venue pour lui d'adresser la parole aux puissances étrangères pour leur exposer clairement et loyalement le caractère des événements qui l'ont fait naître, ainsi que les aspirations qui ont présidé à sa constitution et qui détermineront à l'avenir sa politique tout entière.

L'Europe et le monde civilisé connaissent la série déplorable des événements divers et quelquefois contradictoires dans leur aspect extérieur, mais semblant toutefois s'accorder entre eux dans leurs fins, douloureux dans leur signification, qui ont ébranlé et ensanglanté l'Espagne à partir du jour où le dernier monarque annonça son abdication.

Dans l'étroit contact des intérêts et dans cette communion d'idées qui soutient aujourd'hui les peuples, les diverses puissances auront vu aujourd'hui, comme notre pays l'a déjà éprouvé à d'autres époques, une répercussion de ces choses et de ces catastrophes qui semblent avoir été imposées aux nations comme un suprême enseignement et une dernière purification de la liberté moderne.

Les désastres et les perturbations sont venus détourner en Espagne le cours naguère calme et majestueux d'une révolution consommée sans effusion de sang, et acceptée à l'intérieur aux acclamations unanimes, embrassant la sphère la plus étendue du droit public, accueillie avec une rare bienveillance et bientôt reconnue dans la personne de son magistrat suprême par les Gouvernements les plus respectables de l'un et de l'autre continent.

Voyant l'Espagne livrée aux guerres et aux calamités qui, comme un cortège fatidique, ont suivi la soudaine résolution du dernier roi et désolé notre malheureux pays, les puissances de l'Europe, craignant peut-être de voir rejaillir sur elles les étincelles de l'incendie qui nous dévore, ont pu sans doute remarquer que la rapacité des appétits voraces ne permettrait pas au pays de jouir de la tranquillité, de faire prévaloir le régime de la liberté dans l'ordre et la paix, et de consolider les institutions qui sont la garantie du maintien d'un tel état de choses.

Que se passe-t-il aujourd'hui ? Nous voyons les vaisseaux de notre marine nationale envahis et enlevés au pays ; notre armée détruite par un esprit d'insubordination et d'indiscipline jusque-là sans exemple dans l'histoire de l'Espagne ; nos villages démantelés ; nos populations rurales exposées aux batailles, à la ruine et à la désolation qui en sont la conséquence, sous le coup des attaques perpétuelles de ces soldats de terre et de mer qui jadis encore étaient les protecteurs de notre sécurité, de ces soldats, objet d'orgueil pour la patrie et que nous enviait l'étranger ; notre unité nationale, conquise au prix de tant de luttes glorieuses et séculaires entreprises par nos aïeux, et que nous voyons menacée d'une destruction complète ; l'audace et l'insolence de ces partisans de l'absolutisme qui semblent mesurer leur hardiesse et l'étendue de nos malheurs et de nos désastres.

Toutes les puissances se renferment dans une attitude de réserve, et si quelques-unes d'entre elles sortent de cette indifférence, c'est pour exprimer par d'importantes résolutions leur prévention et leur inquiétude à notre égard ; la propriété attaquée ; tous les intérêts tenus dans un état d'alarme ; la religion outragée et persécutée, l'existence même de la famille mise en danger par des controverses passionnées et menaçantes ; les fondements éternels sur lesquels reposent les sociétés humaines discutés et violemment combattus ; le doute dans tous les esprits, le découragement dans tous les cœurs, et néanmoins, malgré cet état de choses si effrayant, le peuple espagnol conservait encore de secrètes espérances de salut, et par une mystérieuse intuition qui se communiquait parmi ses enfants les plus éminents, il avait confiance de recouvrer sa vigueur et la paix sans le sacrifice coûteux de ces libertés dont il a joui si longtemps, sans renonciation de sa part aux progrès obtenus pendant les dernières années et que l'ignorance ou la perfidie ont si malheureusement faussés de nos jours.

Tel est le résumé exact, le caractère distinctif de la crise suprême que nous avons traversée, et qu'il importe d'exposer avec une scrupu-

leuse fidélité, car c'est de la sorte que tous les Gouvernements pourront se bien éclairer sur la nature de ces événements et s'en former une opinion consciencieuse.

La nation espagnole, soudainement privée de tous les moyens nécessaires pour défendre et équilibrer l'organisme social; dépouillée par surprise des institutions garantissant son existence et facilitant ses développements, — la nation a fait depuis longtemps tous ses efforts pour reprendre possession d'elle-même, reconstituer lentement son économie sociale ébranlée et s'émanciper avec le moins de violence possible de ceux-là même qui avaient exploité sa longanimité en couvrant notre sol de sang et de ruines, ainsi que de ceux qui, il y a peu de jours encore, prétendaient la livrer à l'anarchie et à la dissolution par leurs théories fédéralistes si cruellement éprouvées, et de ceux encore qui, dans le nord de notre Espagne, veulent empêcher les mouvements périlleux en nous conduisant à une immobilité perpétuelle, et étouffer les manifestations imprudentes.

Pour arriver à ce but primordial, l'opinion publique, ne songeant qu'à la délivrance et à la régénération du pays, seconda tous les efforts, procura ingénieusement toutes les combinaisons capables de rendre, par des moyens pacifiques, le pays maître de lui-même, et accepta avec joie, et quelquefois demanda indirectement le concours efficace de ceux qui, peu de temps auparavant, le conduisaient à un abîme.

Ainsi, lorsqu'au mois de septembre dernier, les Cortès fédérales résolurent de suspendre leurs délibérations en octroyant à un Gouvernement également fédéral des pouvoirs dictatoriaux et ayant pour but le salut du pays, la plupart de nos concitoyens et des représentants de nos partis adhérèrent avec le plus grand empressement à la décision de cette Assemblée, oubliant son origine, fermant généreusement les yeux sur les vellétés insensées de l'exclusivisme, suicide dans lequel elle s'était agitée jusque-là. — Parlement fécond uniquement pour multiplier les dangers et persévérant seulement pour contrarier avec un orgueil satanique le pays qui lui demandait de tous côtés, à grands cris l'ordre et la tranquillité.

Un acte qui fut plus unanime et plus expressif encore, bien qu'il ne fût ni plus noble ni plus désintéressé, c'est l'adhésion enthousiaste par laquelle tous les partis et toutes les classes de notre société secondèrent et facilitèrent l'œuvre de reconstitution de l'illustre tribun qui, instruit par une douloureuse expérience, renonça avec une sincérité et un héroïque patriotisme aux doctrines les plus utopiques de son école, et obtint des dernières Cortès une dictature, condamnée par une loi fatale à se changer en une impuissance dérisoire ou à

être exercée principalement contre les Cortès qui l'avaient créée.

Dès que l'Espagne put apprécier la portée de cette autorité et connaître la loyauté de ceux qui étaient chargés de l'exercer, l'opinion publique, la presse, les forces vives de notre pays se groupèrent d'un commun accord autour du Gouvernement qui assumait et occasionnait par ses projets des aspirations unanimes, et rendirent irrévocable la décision que la Chambre avait adoptée comme une trêve passagère.

Par cet accord élevé, les Cortès s'engagèrent devant la conscience de l'Espagne et du monde civilisé à continuer l'œuvre réparatrice qu'elles avaient commencée, tard il est vrai, ou à périr répudiées par la patrie devant l'explosion du sentiment national. Si les peuples les plus libres et les plus avancés dans la voie du progrès écartent de la discussion quelques principes et les considèrent d'un commun accord comme des dogmes immuables qu'il n'est jamais permis de combattre, nous devons à plus forte raison regarder comme définitifs les décrets et résolutions qui reconstituaient notre armée, rassemblaient et groupaient notre marine, rétablissaient le droit de propriété et préservaient l'unité nationale du péril le plus imminent.

Néanmoins l'Espagne espéra toujours. Seulement, après que les Cortès eurent repris leur tâche, alors que, par leur premier vote, elles se désistèrent de leurs intentions réparatrices et qu'elles s'attaquèrent passionnément aux institutions les plus fondamentales et au démembrement du territoire de la patrie, dans la décomposition de l'Assemblée apparut alors le triomphe, différé pendant trois mois, de la démagogie sans frein, et le pays se trouva entraîné au suicide par ceux qui paraissaient convoiter aveuglément et obstinément le Parlement. C'est alors que la garnison de Madrid, avec une admirable prévoyance et avec un sens merveilleux, sut interpréter les aspirations de l'armée, celles de la marine et celles de tout le pays, sauvant en quelques heures la vie et l'honneur de la nation.

Le pouvoir exécutif de la République qui, sous la présidence du général Serrano, s'est constitué le 4 janvier à Madrid, est l'expression de cet acte nécessaire et solonel. On verra par ces actes combien était vaine l'obligation d'assimiler ce Gouvernement à ceux qui, à des époques antérieures, produisirent les coups d'État, et l'on devait juger sans fondement la comparaison de l'acte patriotique réalisé par la garnison de cette capitale, avec les actes que, pour d'autres siècles et pour des fins différentes, enregistre l'histoire.

Le nouveau pouvoir exécutif naquit pour répondre à l'instinct sauveur de la conservation qui, au moment suprême, donna l'élan à la nation et motiva la conduite de notre armée. Tout d'abord fut com-



posée une junte dans laquelle furent représentés tous les groupes libéraux qui n'ont pas voulu augmenter par leurs rivalités la série déjà nombreuse des turbulences et des conflits, et cette junte embrassa dans sa composition les deux partis qui, le plus directement et le plus activement, contribuèrent au soulèvement de septembre.

Répondant spontanément à cette origine, obéissant à l'empire des faits et limitant les changements produits par son avènement, comme l'exigeait l'extraordinaire gravité de ce moment historique, le pouvoir exécutif maintient la Constitution de 1869, supprimant l'article que le dernier roi biffa en abdiquant. Il conserve dans l'organisation des pouvoirs la forme qu'il trouve établie, et il recueille la dictature qu'exerçait peu d'heures auparavant un ministère formé dans les Cortès.

Ainsi, le Gouvernement actuel, dont l'existence n'est pas limitée et qui n'a à craindre aucune contrainte par le veto parlementaire, va dès maintenant utiliser toutes les ressources confiées à sa responsabilité, avec l'esprit le plus ferme, par les mesures les plus rapides et les plus énergiques, d'une main plus assurée et persévérante, jusqu'à la fin de la guerre civile et l'anéantissement complet des fougueuses passions de la démagogie.

La nation, affranchie dès lors de la vague inquiétude résultant de la pression exercée jusqu'à ce jour par la multitude armée, pourra former son opinion tranquillement et spontanément dans les urnes. Ensuite le pays, représenté aux Cortès, comblera le vide produit dans nos institutions par l'abdication volontaire du monarque; il signalera dans la Constitution de l'État les améliorations conseillées par les coûteux enseignements de ces derniers temps, et réclamées comme indispensables. Il remettra en état de nouveau les ressorts déjà ébranlés du pouvoir et développera la situation vigoureuse qui distingue les peuples libres; il conjurera assurément hors de l'Espagne, ainsi que le pouvoir exécutif doit conjurer résolument dès ce jour, les plus soupçonneuses défiances.

Dès le principe le Gouvernement a trouvé une garantie de cette flatteuse espérance et le gage inestimable de la confiance que lui accorde le pays dans l'adhésion unanime de l'armée à l'acte sauveur de la garnison de Madrid, et dans la reconnaissance spontanée qui lui a été ultérieurement octroyée par toute la population et l'immense majorité des autorités nommées et soutenues par le ministère précédent.

A titre de résultat le plus intéressant et de véritable justification de la nouvelle situation politique, doivent être comptées tout d'abord la rapidité avec laquelle ont été réprimés de nouveaux efforts d'insurrection fédérale et la facilité avec laquelle fut abattu le drapeau des communistes qui, sur les formidables murailles de Carthagène,

avait été depuis des mois l'épouvante des Espagnols et le scandale de tous les peuples civilisés.

Le pouvoir exécutif de la République, salué ainsi et accueilli par tous les citoyens paisibles plutôt comme expression spontanée du besoin national que comme résultat d'efforts partiels, travaillera soigneusement à mériter et à conserver cette confiance exceptionnelle. S'identifiant avec la révolution de 1868, il maintiendra dans la sphère du pouvoir le sentiment politique de ce glorieux soulèvement à l'aide et pour le développement duquel les hommes composant aujourd'hui le Gouvernement obtinrent pour l'Espagne constitutionnelle l'amitié et la considération de tous les peuples, et inspirèrent aux divers États de l'Europe et de l'Amérique le respect et la réciprocité qu'ils méritent à tant de titres.

Groupés aujourd'hui autour d'un Code démocratique, c'est dans cette Constitution, dans sa fidèle exécution, dans l'exercice des libertés qu'elle proclame, et surtout dans l'usage sévère et vigilant des garanties qu'elle donne à l'ordre, qu'il faut chercher le critérium politique du Gouvernement espagnol, aussitôt qu'auront cessé les complications qu'il espère surmonter.

Mais le Gouvernement pense que dans ces circonstances critiques, au moment où les divisions politiques se compliquent d'autant plus que la multiplicité des événements ne permet pas de préciser les limites de chaque parti, et où la rapide succession des sentiments ne permet pas d'établir dans l'opinion des démarcations visibles et fixes, alors la qualification des hommes et des gouvernements se trouve tant dans leurs actes que dans leurs aspirations nouvelles.

L'usage de l'autorité et les moyens pratiques auxquels elle en appelle sont aussi nécessaires pour déterminer un caractère politique que les déclarations conseillées par le patriotisme, la série de leurs mesures et l'ensemble de leurs antécédents, forment la signification (ou le caractère distinct) des Gouvernements, ainsi que leurs principes ou leur suprême idéal.

Par ce motif, le pouvoir exécutif qui, avec une décision patriotique, a pris, en se formant, une dictature en mains, assume avec plaisir, à la face des diverses puissances, comme il la revendiquait un jour auprès des élus du pays, la représentation de cet acte fondamental et celle des moyens énergiques par lesquels il s'efforce, dès sa naissance, de mériter au dehors la cordiale amitié de tous les peuples et, simultanément, au dedans, de conserver à tout prix l'intégrité de la patrie, l'ordre et la liberté.

Par ordre du pouvoir exécutif, je vous le mande à cette fin que, dans une entrevue confidentielle, il vous plaise donner lecture de

ce document à M. le ministre des affaires étrangères, lui laissant en outre la copie d'usage.

Dieu vous garde pendant de longues années !

*Signé : PRAXEDES-MATEO SAGASTA.*

**Italie.** — LETTRE DU GÉNÉRAL DE LA MARMORA AU DIRECTEUR  
DU JOURNAL *l'Opinione*.

Florence, 26 janvier 1874.

Monsieur le directeur, ayant été informé des graves accusations qui ont été dirigées contre moi à la Chambre des députés de Berlin du 16 janvier courant, et des autres qu'on a ensuite répandues dans un grand nombre de journaux allemands, je vous prie de vouloir bien publier dans votre respectable journal cette déclaration de ma part.

Le prince de Bismark, en se défendant du reproche d'avoir un moment pensé à la cession d'un morceau quelconque du territoire allemand, qui lui a été adressé dans la séance du 16 janvier, affirmait que cette accusation n'était que l'écho d'une infâme calomnie, ourdie à l'étranger dans le seul but de dénigrer sa réputation. Si la chose se fût arrêtée là, ma réponse aurait été très-facile. Comme je n'avais absolument rien affirmé, l'accusation de calomnie ne pouvait être dirigée contre moi.

Mais quant au général Govone, auteur du document qui avait servi de texte aux attaques de M. Mallinckrodt, tous ceux qui ont connu ce général, prématurément enlevé à l'Italie et également renommé pour sa valeur, pour sa capacité et son intégrité, savent que s'il a pu se tromper en attribuant à quelques expressions du ministre prussien un sens qu'elles n'avaient pas, il était certainement incapable d'altérer sciemment la vérité, ni d'inventer ou de répandre des calomnies sur le compte de qui que ce soit.

Mais le *Moniteur prussien* porte maintenant la question sur un tout autre terrain. Il s'agit de la note du comte Usedom, datée du 12 juin 1866. Si les accusations qui sont portées étaient vraies, ce document serait, comme les autres que contient mon livre : *Un peu de lumière sur les événements politiques et militaires de l'année 1866*, falsifié de fond en comble. Et la preuve du faux s'inférerait de ce que j'aurais mutilé cette note de façon à en changer entièrement le sens.

Résolu à opposer à la provocation insouvenante du grand chancelier et de la presse officieuse allemande le calme que je trouve dans la sécurité de ma conscience, je me bornerai à reproduire ici intégralement la lettre particulière que m'écrivait le ministre Usedom, en soulignant la partie que j'avais omise dans mon livre, par égard pour la personne qui y est nommée.

Voici la lettre entière :

Florence, 42 juin 1866.

Par un télégramme arrivé cette nuit, le comte de Bismark me fait savoir qu'il s'attend au commencement des hostilités dans peu de jours.

Par rapport à l'affaire hongroise, le comte Czaky, que vous m'avez adressé dans le temps, et que j'avais à mon tour recommandé au comte Bismark, s'est rendu dernièrement à Berlin, où il a trouvé un bon accueil.

Le comte de Bismark m'ordonne en ce moment même de communiquer à Votre Excellence que le Gouvernement est prêt à fournir une moitié des fonds nécessaires à l'affaire hongroise et slave si le Gouvernement veut se charger de l'autre.

On aurait besoin :

1° D'un million de francs pour le prime-abord et les préparatifs;

2° De deux millions pour le moment d'une entrée en campagne effective de la part des populations en question.

Ce serait donc pour chaque Gouvernement respectif un million et demi.

Le comte Bismark, dans le cas que la proposition fût acceptée de la part du Gouvernement italien, pour venir en aide à une entreprise d'un intérêt commun aux deux pays, ne sait pourtant comment faire parvenir avec la célérité nécessaire ces sommes à leur destination.

Il serait fort obligé à V. Exc. si elle voulait faire l'avance de la moitié prussienne par le trésor italien, et je suis autorisé dans ce cas à donner promesse officielle du remboursement par mon Gouvernement.

Comme il y a dans le quadrilatère beaucoup de régiments croates, je crois qu'il importerait beaucoup si on pouvait faire éclater le plus tôt possible un mouvement de l'autre côté de l'Adriatique.

USEDOM.

Or, si j'eusse été le promoteur de l'insurrection hongroise, le comte de Bismark ne se serait pas plaint de moi au comte Barral, comme il résulte du passage du télégramme suivant du 15 juin (page 331 de mon livre) :

D'un autre côté, je ne vous cacherai pas que j'aurais voulu voir accepter par le général La Marmora la combinaison qui, au moyen de quelques millions fournis en commun, nous aurait procuré une puissante insurrection en Hongrie.

A quoi je répondais le jour même :

« Quant aux Hongrois, il paraît qu'on ignore à Berlin que la Hongrie est presque dégarnie de troupes, et que par conséquent elle pourrait bien se soulever si elle y était disposée. »



Et si j'avais favorisé l'insurrection en Hongrie, on m'eût très-probablement épargné la *Note* d'Usedom de 17 juin, ayant pour but de m'imposer un plan de campagne dicté par les émigrés hongrois, et fondé sur l'insurrection, que j'ai toujours combattu, comme il est connu de tous.

Comme ensuite, si je dois en croire le *communiqué* du *Moniteur prussien*, on serait arrivé jusqu'à demander à notre Gouvernement si les documents que j'ai publiés se trouvent dans les archives du ministère, et à demander qu'en ce cas on procède à la confrontation du texte original et de ma contrefaçon supposée, je dois déclarer :

1° Que les documents en question n'étant pas des papiers d'État, mais des lettres ayant un caractère privé et confidentiel, ils ne peuvent se trouver au ministère des affaires étrangères ;

2° Que voulant, toutefois, rendre possible la confrontation à laquelle le *Moniteur prussien* semble faire appel, je dépose chez le notaire, D<sup>r</sup> Pierre Frattocchi, en son étude à Rome, rue Muratte, 20, où ils seront visibles pour ceux qui en feront la demande, les originaux des deux documents en question, c'est-à-dire :

1° La lettre particulière du comte d'Usedom, datée du 12 juin 1866 ;

2° Le rapport particulier du général Govone, du 3 juin 1866.

Je fais ce dépôt pour répondre à une accusation publique, aussi grave qu'inattendue, non parce que j'ai besoin de me justifier devant mon pays, où tous, amis comme adversaires politiques, ont toujours rendu pleine justice à ma loyauté ainsi que me la rendront, je l'espère, tous les étrangers qui connaissent ma vie politique.

Agréez, monsieur le directeur, l'expression de ma profonde estime et de ma considération.

ALPHONSE LA MARMORA.

**Turquie.** — CIRCULAIRE DE RACHID-PACHA AUX AGENTS DIPLOMATIQUES DE LA PORTE A L'ÉTRANGER, SUR LA DÉNONCIATION DES TRAITÉS DE COMMERCE.

Constantinople, janvier 1874.

Le développement progressif du commerce et de l'industrie donne lieu dans chaque pays à des transformations économiques qui, à la longue, nécessitent des modifications dans ses relations commerciales avec les autres États. C'est ainsi que les traités de commerce qui lient aujourd'hui la Sublime Porte avec les puissances amies ne répondent plus aux besoins du jour. L'expérience a surabondamment démontré que les circonstances au milieu desquelles ces actes ont été conclus ne sont plus les mêmes.

Or le traité de commerce signé le . . . . entre les deux États réserve aux hautes parties contractantes la faculté de le reviser ou de le faire

cesser soit après la quatorzième, soit après la vingt et unième année, à la condition de le dénoncer un an d'avance.

Usant de cette faculté, la Sublime Porte a résolu d'inviter le Gouvernement de Sa Majesté à vouloir bien s'unir à elle pour arriver, par un nouvel examen, à une entente qui, en mettant l'acte dont il s'agit en rapport avec les progrès quise sont accomplis depuis la date de la conclusion dans les diverses branches du commerce et de l'industrie, maintiendrait les relations commerciales des deux pays dans des conditions réciproquement satisfaisantes.

Bien que le terme indiqué pour la dénonciation ne soit pas encore arrivé, le Gouvernement impérial a cru opportun de le devancer, en vue de laisser aux hautes parties contractantes le temps de se concerter, d'apprécier les modifications qu'il y aurait lieu d'introduire dans le traité, de prendre des résolutions communes sur le nouvel acte à conclure, et d'élaborer enfin le tarif qui en fera partie. Mais il demeure entendu que le nouveau traité n'entrera en vigueur qu'à l'expiration de l'ancien, c'est-à-dire le....

Je viens, en conséquence, prier Votre Excellence de vouloir bien porter la décision de la Sublime Porte à la connaissance du Gouvernement de S. M., afin qu'il puisse aviser aux moyens de procéder à la révision du traité de commerce qui existe entre les deux États.

Agréez, etc.

Signé : RACHID-PACHA.

**Italie.** — DISCOURS PRONONCÉ DANS LA SÉANCE DE LA CHAMBRE DU 4 FÉVRIER 1871, EN RÉPONSE A UNE INTERPELLATION DE M. NICOTERA SUR LE LIVRE DU GÉNÉRAL DE LA MARMORA.

M. Visconti-Venosta. — L'interpellation de l'honorable M. Nicotera, avec une modération et une dignité de langage à laquelle je suis heureux de rendre justice, a pour objet la publication faite par l'honorable générale La Marmora, touchant les événements de 1866. Je crois n'avoir pas besoin de déclarer que le Gouvernement décline toute responsabilité à l'égard de cette publication, demeurée un fait personnel qu'il n'était pas en notre pouvoir de prévenir.

Mais puisque je suis appelé à parler de cette publication, il est de mon devoir d'ajouter que le Gouvernement la désapprouve et la déplore. (*Bravo! très bien! de diverses parties de la Chambre.*) Il la déplore d'autant plus que nous voyons qu'elle fournit des prétextes aux adversaires de la politique d'un Gouvernement ami et de l'éminent homme d'Etat qui dirige cette politique, dans le but de formuler contre eux des accusations injustes, ne pouvant avoir d'origine que dans un malentendu, attendu qu'elles tombent devant l'évidence des faits et des résultats obtenus. (*Très-bien! — Bravo!*)

Il n'a pas pu certainement être dans l'intention de l'honorable général La Marmora (et toute sa vie le prouve) de fournir des armes à ceux qui, s'ils sont les adversaires du Gouvernement allemand, ne sont pas moins les adversaires de l'Italie, et qui ne demanderaient pas mieux que de voir troublés les rapports entre les deux pays. (*Très-bien !*)

Mais puisque cette déplorable conséquence a eu lieu, le ministre ne pouvait pas hésiter à tenir au Cabinet de Berlin le langage qu'il tient maintenant au Parlement, attendu qu'il est conforme à la vérité et conforme aux relations amicales qui existent entre les Gouvernements et à la solidarité d'intérêts communs en face d'un parti dont les agitations, les efforts, la conduite, il ne faut pas l'oublier, ont essentiellement pour origine et pour objet son hostilité contre l'Italie. (*Très-bien !*)

Quant aux documents contenus dans la publication, l'honorable député Nicotera me demande : Les tenez-vous par documents publics ou privés ? Le Gouvernement pense que beaucoup de ces documents, encore bien qu'ils aient une forme confidentielle, regardent cependant les intérêts publics. (*Très-bien !*) Ainsi, nous ne pouvons pas nous associer au jugement porté sur eux par l'honorable général La Marmora. Il est vrai que dans notre législation il n'existe pas de détermination précise relative à l'usage de ces documents, ni de règles bien claires pour distinguer les lettres qui peuvent être considérées comme lettres personnelles, d'avec celles qui sont des documents appartenant à l'État.

Les réserves et les principes existant dans les traditions du Gouvernement de la maison de Savoie sont tombés en désuétude à l'introduction du régime parlementaire qui, l'honorable Nicotera le reconnaîtra, rend encore plus difficile de déterminer nettement ce qui peut être concédé comme une garantie du droit de la légitime défense, et la limite où commence l'intérêt supérieur à tous les autres, c'est-à-dire l'intérêt commun.

Le Gouvernement sent qu'il convient de s'occuper de cette question ; il sent qu'il convient d'étudier mûrement une question qui n'est pas très-facile ni très-simple si l'on veut arriver à des résultats pratiques et efficaces. Mais quand, en temps opportun et dans une occasion opportune il aura arrêté ses idées à cet égard, le Parlement sera appelé à délibérer sur la mesure qu'il pourra proposer.

L'honorable député Nicotera m'a demandé si des actes que le ministre à entre les mains il résulte quelque chose qui puisse compromettre la dignité de notre pays. Il est à peine besoin de déclarer, en réponse à sa demande, que rien de semblable ne peut exister et qu'il

n'existe aucun document contraire à la dignité et à l'honneur de la politique nationale.

Répondant ensuite à quelques mots de M. Chiaves, M. Visconti-Venosta ajoute :

Je ne crois pas que, dans la discussion qui a eu lieu à Berlin, et dont l'honorable député Chiaves vient de parler, il ait été tenu un langage auquel puisse être donnée l'interprétation qu'il y donne.

Si j'ai bonne mémoire (je regrette de n'avoir pas les pièces sous les yeux), le chancelier de l'Empire germanique a dit qu'il aurait pu à son tour récriminer contre le général La Marmora...

*Plusieurs voix* : C'est vrai !

M. Visconti-Venosta. — Mais que pourtant il ne voulait pas faire intervenir dans la question d'autres Gouvernements, c'est-à-dire le Gouvernement italien. Tel a été, si j'ai bonne mémoire, le sens de ses paroles qui, tout en laissant intactes les déplorables contestations entre le prince de Bismark et le général La Marmora, ne contenaient rien qui mit en cause directement le Gouvernement. Je partage moi-même l'opinion alors émise par le prince de Bismark. Il ne serait pas agréable, sous aucun rapport, que les deux Gouvernements se laissassent entraîner à discuter entre eux d'une manière historique et rétrospectives, touchant les incidents qui ont pu accompagner les événements de 1866. (*Mouvement d'approbation*).

Que reste-t-il de l'alliance et de la guerre de 1866 ? La Prusse a posé les fondements de la grandeur et de l'union de l'Allemagne, et l'Italie a pu accomplir son programme national. Elle a pu accomplir son indépendance et en même temps resserrer avec l'Autriche, notre ancien adversaire, les liens d'une amitié durable. Les souvenirs de cette alliance sont restés comme un gage des rapports amicaux qui existent entre les deux pays. (*Bien !*) Voilà le résultat : gardons-le tel qu'il est. Pour personne, il n'est bon ni de l'offusquer ni de l'atténuer. (*Très-bien ! Très-bien !*)

Le devoir du Gouvernement est de sauvegarder ce résultat. Ce devoir nous est tracé par les intérêts de notre pays. (*Vive et générale approbation.*)

M. Nicotera se déclare entièrement satisfait de la réponse de l'honorable ministre. (*Bravo ! Très-bien !*)

---

**Allemagne.** — DISCOURS IMPÉRIAL LU PAR LE PRINCE DE BISMARCK  
A L'OUVERTURE DU REICHSTAG, LE 5 FÉVRIER 1874.

Honorés messieurs,

Sa Majesté l'Empereur a daigné m'autoriser à vous souhaiter la bienvenue, au commencement de la seconde période législative du



Reichstag allemand, en son nom et au nom des Gouvernements fédérés.

Je dois tout d'abord obéir à un ordre formel, en exprimant le vif regret de mon très-gracieux maître, qu'il ne lui ait pas encore été permis de saluer personnellement le Reichstag dans sa nouvelle composition.

Les travaux de la période législative qui vient de se terminer ont été absorbés dans une mesure prépondérante par le règlement de la situation qui est résultée de la nouvelle organisation politique de l'Allemagne et des suites de la dernière guerre. Ce règlement est achevé dans les points principaux. La communauté de la législation est réalisée presque sans exception entre le nord et le sud de notre patrie dans tous les domaines qui, avant la fondation de l'Empire, étaient traités comme affaires communes de la Confédération.

La situation financière commune est réglée sur la base de la Constitution, et l'indemnité de guerre, presque complètement payée, est employée suivant les indications des lois qui règlent son emploi.

Les vieux pays allemands qui avaient été arrachés, par des guerres antérieures, à l'Empire germanique, et lui sont revenus par la paix de Francfort, sont aujourd'hui représentés pour la première fois constitutionnellement dans notre milieu.

La première place parmi les projets de loi dont vous aurez, messieurs, à vous occuper, revient à un projet d'organisation militaire générale, qui avait déjà été soumis, dans une forme peu différente, au dernier Reichstag. Ce n'est pas seulement à une promesse contenue dans la Constitution, et à une nécessité résultant de l'agrandissement de l'armée allemande, que ce projet de loi doit donner satisfaction; ce qui exige, plus énergiquement encore que ces considérations, le règlement solide de la puissance et de la capacité défensives de l'Allemagne, c'est le premier devoir qui s'impose à toute communauté politique, à savoir de protéger l'indépendance de son territoire et le développement pacifique des forces intellectuelles et économiques qui lui sont inhérentes.

Les dispositions législatives qui furent prises immédiatement après la dernière guerre, en faveur des invalides militaires, n'ont pas supporté dans tous les détails l'épreuve des expériences faites depuis. Il sera fait appel à votre concours pour écarter les inconvénients qui se sont produits.

Vous ne prêterez pas une moindre attention aux dispositions nécessaires pour atténuer les rigueurs que l'ancienne législation de la Confédération du Nord sur les prestations militaires a eues pour

conséquence dans un grand nombre de communes pendant la dernière guerre.

Les comptes constitutionnels des recettes de l'Empire ne sont pas encore complètement réglés, tant sous le rapport matériel qu'au point de vue de la forme. Des projets de loi sur l'administration des recettes et des dépenses de l'Empire, et sur l'organisation et les attributions de la Cour des comptes, doivent combler cette lacune, qui a frappé les Gouvernements fédérés aussi bien que le Reichstag.

Le règlement des budgets de 1867 à 1870 vous sera présenté, afin que vous en donniez décharge.

La situation légale de la presse a déjà été l'année passée l'objet des délibérations du Conseil fédéral et du Reichstag. Le besoin d'une loi commune sur cette matière est hors de doute. Les Gouvernements fédérés ont examiné le projet qui leur a été soumis par le Gouvernement prussien, et ils s'efforcent de mettre en harmonie, dans le projet qui résultera de leurs résolutions et dont vous serez saisis, la libre expression des opinions par la presse avec les garanties qu'exige non moins justement l'intérêt public contre les abus de cette liberté.

Un projet de loi additionnel au règlement industriel vous sera présenté, dans le but d'assurer, par une procédure simple et affranchie de toute forme vexatoire, le règlement des litiges entre patrons et ouvriers, au moyen de tribunaux dont les membres seront pris dans les deux catégories. Ce projet de loi est en même temps destiné à prévenir les préjudices dont l'ordre public et le travail national sont menacés par des pressions illégales sur la libre volonté des ouvriers et par la violation illégale de conventions conclues.

La grande différence entre les institutions, les unes vieilles, les autres insuffisantes, qui existent sur les côtes de l'Allemagne pour protéger les personnes et les biens victimes de désastres maritimes, a déterminé les Gouvernements fédérés à faire élaborer un règlement côtier qui sera mis en vigueur sur toute l'étendue des côtes allemandes, et auquel vous aurez à donner votre approbation.

Les résultats du budget de l'année passée n'ont pas encore pu être complètement arrêtés; mais on en sait suffisamment pour autoriser la confiance que les recettes de l'année dernière, après défalcation des sommes très-considérables accordées pendant la dernière session en surplus du budget, ont fourni un notable excédant.

Les relations extérieures autorisent la conviction que tous les Gouvernements étrangers sont, comme le nôtre, résolus et appliqués à conserver au monde les bienfaits de la paix, et à ne se laisser ébranler dans cette sollicitude et dans leur confiance réciproque par aucune tendance de parti visant à troubler la paix. Les rencontres ré-

pétées de monarques puissants, amis de la paix et personnellement très-proches les uns des autres, ainsi que les heureux rapports de l'Allemagne avec les peuples qui sont traditionnellement nos amis, donnent à S. M. l'Empereur la ferme confiance qu'une paix durable est assurée, et Sa Majesté m'a chargé d'exprimer cette confiance.

---

**Brunswick.** — RESCRIPT MINISTÉRIEL A LA DIÈTE  
SUR LA RÉGENCE.

Brunswick, le 9 février 1874

Un projet de loi ayant été concerté entre le Gouvernement ducal et la Diète, à l'effet d'instituer une régence dans l'éventualité, prévue par ce projet, le ministère d'État s'est attaché à demander, en vue de l'exécution de cette loi, la garantie nécessaire à S. M. l'Empereur d'Allemagne, ainsi que l'assentiment de S. A. R. le Grand-Duc d'Oldenbourg. A notre grand regret, ces efforts n'ont pas eu le succès désiré.

Bien que S. A. R. le Grand-Duc d'Oldenbourg se soit montrée prête à prendre la question de la régence en considération, sous la réserve de la garantie de S. M. l'Empereur d'Allemagne, S. M. Impériale a hésité à assumer la garantie demandée, attendu que ne saurait être enlevé à l'Empire allemand l'examen de la légitimation de ses membres; par conséquent aussi, l'examen du droit de succession dans un État fédéré; et parce que le projet proposé porterait préjudice au droit et au devoir de l'Empire. Par conséquent, S. M. Impériale, à son grand regret, ne saurait répondre à la demande qui lui a été soumise. Bien que la loi adoptée par la Diète ait pour seul objet de maintenir provisoirement l'état des choses tel qu'il subsistera à la mort de S. A. le Duc régnant, et qu'elle ne vise donc que l'établissement d'un interrègne provisoire, sans préjudice des droits de succession et des titres du futur successeur, comme membre de l'Empire allemand, nous n'en persistons pas moins à douter qu'on réussira à faire prévaloir cette manière de voir auprès de l'Empereur, et à obtenir ainsi la garantie demandée. Or, l'indépendance du pays et son administration constitutionnelle étant déjà garanties par la Constitution de l'Empire, nous croyons qu'une loi pour l'établissement d'un régime intérimaire dans l'éventualité précitée pourrait être rendue aussi avec l'assentiment de la Diète, sans la garantie impériale. Par conséquent, nous laissons à la Diète le soin de se prononcer dans la question de savoir si elle est disposée à entrer dans de nouvelles délibérations au sujet d'une pareille loi, ou si elle préfère laisser reposer, quant à présent, la réalisation d'un pareil acte législatif. Au demeurant, nous croyons désirable que, comme autrefois, les autres délibérations sur cette affaire

aient lieu en séance secrète, et nous répétons sur ce point notre proposition antérieure à ce sujet.

*Signé : CAMPE.*

---

**Norwége.** — DISCOURS DU ROI A L'OUVERTURE DU STORTHING,  
LE 40 FÉVRIER 1874.

Messieurs,

Je suis heureux de me trouver de nouveau avec le Storthing de Norwége au commencement de nos travaux communs pour le salut de la patrie bien-aimée.

Nos rapports avec les puissances étrangères sont des plus satisfaisantes. J'en ai reçu une nouvelle et précieuse preuve par les visites de plusieurs princes à l'occasion du couronnement.

Depuis la dernière session du Storthing, les conjonctures ont continué d'être favorables à nos moyens de production; le pays a fait des progrès rapides en activité et en bien-être. En même temps toutefois un renchérissement général a eu lieu, qui a rendu les conditions des employés de l'État si difficiles que l'intervention du Gouvernement est devenue nécessaire. Une proposition d'indemnisations provisoires sera présentée au Storthing.

J'ai pris en considération sérieuse la question soulevée par la décision du Storthing en 1872, d'introduire dans la loi fondamentale un changement d'après lequel les membres du conseil d'État seraient admis à prendre part aux délibérations du Storthing. L'examen consciencieux de cette question m'a convaincu que la réforme proposée, pour devenir utile, doit être accompagnée d'autres modifications de la loi fondamentale. La proposition des modifications nécessaires à cet effet sera présentée au Storthing.

Je soumettrai au Storthing le projet d'une nouvelle loi relative aux rapports de commerce et de navigation entre les Royaumes-Unis. Les facilités projetées pour le commerce et la navigation profiteront aux deux peuples en donnant un essor plus étendu à leur activité.

N'ayant pu sanctionner la décision du dernier Storthing au sujet des modifications à introduire dans la loi de conscription, lesquelles différaient sur plusieurs points importants du projet présenté au Storthing, j'ai examiné s'il y avait lieu de faire de nouvelles propositions à cet égard. Vu la différence des opinions, j'ai trouvé plus convenable d'étudier cette affaire dans ses rapports avec d'autres questions relatives à l'armée avant de la soumettre de nouveau au Storthing. Des travaux préliminaires à cet effet ont déjà été commencés.



Les ressources allouées par le dernier Storting pour subvenir aux frais occasionnés par la participation de la Norvège à l'exposition universelle de Vienne ainsi qu'à l'exposition de Drummen ont été bien employées. La coïncidence de ces deux expositions a cependant été un peu défavorable à ceux qui voulaient participer aux deux.

De nombreux projets de nouvelles lignes de chemins de fer et d'enquêtes préliminaires ont été soulevés. J'y reconnais une preuve des forces croissantes de la nation. Les communications à faire au Storting au sujet des chemins de fer ne pourront être présentés que dans quelque temps.

En déclarant ouverte cette session, j'appelle sur vos travaux la bénédiction du Tout-Puissant, et je vous assure, messieurs, de mon affection et de ma bienveillance royale.

**Prusse.** — LETTRE DU COMTE D'USEDOM A LA *Norddeutsche allgemeine Zeitung*, AU SUJET DU LIVRE DU GÉNÉRAL DE LA MARMORA

Berlin, le 41 février 1874.

J'ai l'honneur de vous envoyer les journaux que vous m'aviez confiés. J'y trouve l'assertion que ma note, bien connue, adressée le 17 juin 1866 au général La Marmora, aurait été approuvée à Berlin avant d'être remise, et que l'ancien ministre italien Jacini en aurait la preuve écrite.

Ce dernier point est absolument impossible; quels que soient les documents que possède M. Jacini, ils ne se rapportent pas à ce sujet.

Ce n'est qu'immédiatement avant les hostilités que j'ai reconnu d'une façon positive que le général La Marmora voulait rester avec son armée dans le quadrilatère et ne pas marcher sur Vienne pour venir en aide à l'armée prussienne.

Ma note a été un dernier essai pour amener, à la douzième heure, le général à une autre résolution, et pour prouver au moins à mon Gouvernement que je n'avais abandonné ni ses vues ni la cause de la Prusse.

Ce n'est donc qu'au dernier moment que j'ai pu avoir l'idée d'adresser une note dans ce sens. Le 17 au matin, j'en télégraphiai le texte à Berlin; le soir je l'écrivis à la hâte et je la fis remettre, à onze heures du soir, au général La Marmora, qui devait partir le lendemain matin pour l'armée. Deux de ses secrétaires de légation furent témoins de la chose. Il n'y avait pas à songer à se faire approuver à Berlin.

Le fond même, il est vrai, de ma note, correspondait à ce qu'à ma connaissance certaine mon Gouvernement demandait à l'Italie; il est

absurde de supposer que j'aurais voulu mystifier notre alliée en lui conseillant des choses contraires aux vues de la Prusse.

Mais, je le répète expressément, la résolution d'adresser une note, le texte, la forme de rédaction, tout cela a été de ma propre initiative.

Quant à la note même, l'expression : *un coup au cœur de l'Autriche* a donné lieu à beaucoup de mauvais jeux de mots, mais sans raison aucune. Dans tout manuel militaire *marcher sur la capitale de l'ennemi* s'appelle *frapper l'ennemi au cœur*. On ne peut donner à ces mots un sens qui indiquerait une haine contre l'Autriche, dépassant la mesure dans un état d'hostilité ordinaire.

La Prusse avait le *droit* de demander à l'Italie de marcher sur Vienne, parce qu'elle s'y dirigeait elle-même, et qu'un pareil mouvement combiné aurait aussitôt mis fin à la guerre. Ce plan stratégique, conseillé dans la note, date de Napoléon I<sup>er</sup>, qui l'exécuta en 1797, et força ainsi l'Autriche à la paix de Leoben. Le 6 décembre 1797, Napoléon, en ce moment devant Mantoue, écrivait au Directoire :

« Envoyez-moi 30,000 hommes de renfort, et je marche sur le Frioul, je m'empare de Trieste, je porte la guerre dans les États de l'Empereur, l'insurrection en Hongrie, et je vais à Vienne. » (Voyez Lanfrey, *Histoire de Napoléon I<sup>er</sup>*, t. I, ch. V.)

C'est là du reste le plan qui doit venir naturellement à l'idée de celui qui est maître de l'Italie et de la mer. Mais Napoléon III et La Marmora *voulaient* absolument, au lieu de marcher sur Vienne, localiser la campagne dans le quadrilatère.

Quant à l'insurrection de la Hongrie, c'était *alors, comme maintenant*, un moyen parfaitement autorisé par le droit des gens et que la France et l'Italie elles-mêmes avaient employé en 1839. Pendant plusieurs années après, le Gouvernement italien entretint une légion de Hongrois, rien que dans ce but.

En 1866, du reste, cette insurrection aurait difficilement amené la guerre civile; elle se serait bornée à une démonstration sans effusion de sang, mais qui aurait pu avoir son effet en inspirant de la crainte.

Quant à ceux qui, dans notre pays, prétendent qu'on aurait dû renoncer à de pareils avantages en cas de guerre, et qu'on sacrifie en retour, sur les champs de bataille, tant et tant de milliers de nos frères prussiens en plus, avec ces gens-là, on ne saurait raisonner.

Signé : USEDOM.

---

**Italie.** — LETTRE DU GÉNÉRAL DE LA MARMORA EN RÉPONSE A CELLE  
DU COMTE D'USEDOM DU 11 FÉVRIER.

Florence, le 14 février 1874.

Je trouve dans les journaux d'hier le télégramme suivant, envoyé par l'agence Stefany :

« Berlin, le 12 février.

« *La Gazette de l'Allemagne du Nord* publie une lettre de M. d'Usedom, en date du 11 février 1874, laquelle dément catégoriquement l'assertion que la note du 17 juin 1866, avant d'avoir été consignée au général La Marmora, ait été présentée et approuvée à Berlin. Il dit que l'intention du général de La Marmora de rester dans le quadrilatère et de ne pas marcher sur Vienne se manifesta positivement peu de temps avant que la guerre éclatât.

« La décision de faire cette note fut donc prise dans les derniers moments. M. d'Usedom télégraphia cette décision à Berlin le 17 juin au matin.

« Le soir, en grande hâte, il écrivit la note, parce que le général La Marmora voulait se rendre à l'armée dans la matinée du 18.

« La note fut consignée au général La Marmora le 17, à onze heures du soir. Il était donc impossible de la faire approuver à Berlin.

« Les idées fondamentales seulement répondaient à ce que M. d'Usedom avait des raisons de croire être la volonté de son Gouvernement; mais le texte et la forme de la rédaction étaient complètement son œuvre. »

Je dois admettre que, venant de Berlin, ce télégramme ne laisse rien à désirer du côté de l'exactitude, et qu'il résume fidèlement le document qu'il mentionne; et dès lors, sans attendre la *Gazette de l'Allemagne du Nord*, et au risque d'être une fois encore solennellement désapprouvé par qui aurait dû surtout me défendre, je me crois obligé à déclarer immédiatement :

1° Que je partis pour l'armée dans la matinée du 17 et non dans celle du 18 juin 1866, comme l'affirme le télégramme rapporté ci-dessus;

2° Que la fameuse note Usedom ne me fut pas consignée le 17, à onze heures du soir, puisque j'étais déjà parti de Florence; elle me fut expédiée par la poste, et je la recevais à Crémone dans la journée du 19;

3° Enfin je ne manifestai et ne pouvais manifester à personne l'intention de rester avec l'armée dans le quadrilatère et de ne pas marcher sur Vienne, en premier lieu parce que je n'étais pas le commandant suprême, et ensuite parce que, comme chef d'état-major, mon intention formelle était de conseiller que l'armée dépassât le quadrilatère aussitôt que cette opération pourrait être entreprise sans courir le risque d'un désastre.

Et ce désastre serait inévitablement arrivé à notre armée si nous avions accepté l'absurde conseil de traverser et de tourner le quadrilatère sans nous préoccuper des 80,000 hommes d'excellentes troupes

commandées par l'archiduc Albert, bien décidé, comme on l'a vu, à nous disputer le passage sur tous les points.

*Signé : A. LA MARMORA.*

**Italie.** — LETTRE DE M. JACINI AU JOURNAL *la Perseveranza*, EN RÉPONSE A LA LETTRE DU 11, DU COMTE D'USEDOM.

Milan, le 45 février 1874.

Je lis dans le *Nord deutsch Allgemeind Zeitung* du 13 courant une lettre du comte Usedom, adressée à un de ses amis qu'il nomme. Cette lettre commence de la manière suivante : « Je m'empresse de vous retourner les épreuves incluses que vous m'avez envoyées. J'y trouve la déclaration que ma note au général La Marmora, en date du 17 juin 1866, avant d'être envoyée, a été soumise et approuvée à Berlin. L'ex-ministre Jacini aurait en mains les documents qui prouvent la chose. Cette dernière circonstance est absolument impossible; quels que soient les documents que puisse avoir M. Jacini, ils ne regardent pas ce point. »

Je n'ai pas besoin d'attendre que les épreuves d'impression mises sous les yeux du comte Usedom deviennent une publication pour déclarer, dès à présent, que non-seulement je ne possède pas de documents prouvant l'inspiration berlinoise de la note Usedom du 17 juin, mais que cette supposition est précisément les antipodes de ce que j'ai toujours écrit et pensé à propos de cette note, du jour où elle a été écrite jusque aujourd'hui.

Rappelons quelques dates : Le général La Marmora est resté au ministère des affaires étrangères jusqu'à la matinée du 17 juin 1866. Ce matin-là même il partit pour le camp, et il envoya la déclaration de guerre à l'archiduc Albert le 20 juin. Le comte Usedom (ici il est tombé dans une erreur de mémoire déjà rectifiée par le général La Marmora), « non pas avant, mais après le départ du général La Marmora, » a consigné en mes mains ce document trop connu, et je m'enpressai de la faire parvenir à sa destination. Je ne pouvais pas faire autre chose. Mais je dois ajouter que le flagrant contraste qui m'a paru pouvoir être relevé entre cette note et la correspondance du général Govone, de Berlin, au sujet d'accords militaires avec notre allié, ne m'a laissé aucun doute que le document ait été conçu et rédigé à la légation prussienne à Florence, par des personnes qui assurément ne connaissaient pas les idées récemment échangées à Berlin, avec le général Govone, relativement aux affaires militaires. Mon opinion, que j'ai toujours conservée et qui aujourd'hui « définitivement » est confirmée par le comte Usedom, a reçu encore un appui immédiat par une lettre que le général La Marmora m'écrivit de Crémone et qui



a été publiée en partie par le capitaine Chiala, dans ses *Remarques historiques sur les préliminaires de la guerre de 1866*.

*Au ministre Jacini.* — Crémone, 19 juin. (Remarquez que c'est le jour qui a précédé la déclaration de guerre). — J'ai reçu aujourd'hui la lettre (note) du ministre Usedom du 17, et je n'ai pas le temps d'y répondre. Mais la vérité est que, si je lui répondais, je devrais lui dire des choses très-désagréables... Je ne serai pas étonné que cet écrit eût été inspiré par... ou par d'autres individus de cette sorte....

Votre affectionné ami et collègue.

*Signé : LA MARMORA.*

Tout le monde se rappelle que lorsque la fameuse note Usedom fut rendue publique (à tort ou à raison, je ne me prononce pas à cet égard), l'enthousiasme de nombreux organes de la presse ne connut plus de bornes.

Il fut prétendu par beaucoup que le plan de la guerre proposé dans ce document était un chef-d'œuvre dans lequel se révélait, à l'évidence, tout le génie du maréchal Moltke. Je me rappelle avoir dû cent fois combattre cette opinion avec des adversaires et amis italiens et allemands; or donc, à l'arrivée hier de la nouvelle que le comte Usedom déclarait dans une lettre publique que cette note du 17 juin 1866 est entièrement son œuvre, qu'elle fut écrite en hâte, trois jours avant la déclaration de guerre et avant qu'il fût possible d'en avoir l'approbation de Berlin, je me suis dit à moi-même : Voilà une nouvelle qui, au moins, me procurera l'avantage d'amener beaucoup de mes adversaires et de mes amis éloignés à se rappeler que j'ai toujours soutenu cette thèse contre eux. La dernière chose à laquelle j'eusse pu m'attendre, c'était de lire dans une lettre du comte Usedom qu'il existe quelqu'un au monde assurant que je possède des documents prouvant précisément le contraire de ce que j'ai toujours cru et soutenu, et qui reçoit maintenant une lumineuse confirmation. Voulant me tenir dans les rigoureuses limites d'une rectification en ce qui me touche personnellement, je m'abstiens d'ajouter d'autres paroles qui, étant trop rares, ne serviraient pas, ou qui, suffisantes, mais non-absolument nécessaires, seraient aujourd'hui inopportunes.

Croyez-moi avec toute considération.

*Signé : JACINI.*

**France.** — RAPPORT DU DUC DÉCAZES AU MARÉCHAL DE MAC-MAHON  
SUR LES ARCHIVES DU MINISTÈRE DES AFFAIRES-ÉTRANGÈRES.

Versailles, le 17 février 1874.

Monsieur le Président,  
Une activité de plus en plus étendue s'est manifestée en Europe, et

particulièrement en France, depuis un demi-siècle, dans toutes les branches de l'érudition historique. Ce qui distingue essentiellement ce grand mouvement des esprits, c'est la prétention plus ou moins justifiée, mais commune à ceux qui y ont pris part, de renouveler ou du moins de reviser et de compléter les études de leurs devanciers en remontant aux sources vives de l'histoire, c'est de substituer aux appréciations systématiques, aux hypothèses, aux lieux communs trop facilement accrédités par plus d'un historien, une œuvre composée avec des pièces originales, telles que les mémoires, les correspondances, enfin les documents de toute espèce émanés des personnages qui ont dirigé les événements ou qui y ont pris part.

De là une ardeur de recherches qui s'est adressée à toutes les collections appartenant soit à des particuliers, soit à l'État, et, après avoir commencé à explorer les divers dépôts, ouverts au public, s'est dirigée vers les archives des affaires étrangères. Ce riche et précieux dépôt renferme un assez grand nombre de documents appartenant au xvi<sup>e</sup> siècle et à la première moitié du xvii<sup>e</sup>; mais ces documents ne forment que des séries fractionnées et incomplètes. Ce n'est qu'à partir de 1662 que les correspondances diplomatiques forment des séries suivies et qui se continuent sans interruption jusqu'à nos jours. Dans l'origine, le dépôt des affaires étrangères était considéré comme une dépendance immédiate du cabinet du ministre et se trouvait placé sous sa surveillance directe; mais le nombre croissant des documents obligea bientôt à les placer dans un local séparé, sous la garde d'un agent spécial. Successivement établies à Paris et à Versailles, les archives furent définitivement transférées à Paris après la Révolution, et c'est de cette époque surtout que datent les communications, faites d'ailleurs, à titre tout à fait exceptionnel, à ceux qui désiraient les consulter. Ces chercheurs privilégiés ne se montrèrent pas toujours dignes, il faut bien le dire, de la faveur qui leur était accordée : quelques-uns, abusant de la trop grande confiance que les fonctionnaires chargés de la garde des archives avaient mise en eux, ne craignirent pas de soustraire les pièces qui les intéressaient le plus, et plusieurs volumes appartenant à divers pays portent encore la trace de ces grossières et coupables mutilations. Il en résulte que l'accès des archives des affaires étrangères demeura à peu près interdit et ne s'ouvrit guère qu'à des littérateurs chargés par l'État lui-même de certains travaux historiques.

La règle alors adoptée, et maintenue en principe jusqu'à nos jours, c'est que le dépôt des affaires étrangères existe, avant tout, pour l'usage, soit de l'administration centrale du ministère, soit des agents français qui, pour se préparer à aller remplir leurs missions à l'étranger,

ont besoin d'étudier les correspondances et les mémoires de leurs prédécesseurs. Toutefois, à partir de la Restauration, les archives furent, quoique dans une mesure plus ou moins restreinte, ouverte aux travailleurs du dehors.

Il n'est que juste de dire que, dans ces dernières années, leur accès est devenu plus facile. Il résulte en effet des relevés du registre dans lequel sont inscrits, jour par jour, les noms des personnes admises et le nombre des volumes consultés, que pour la période comprise entre le 1<sup>er</sup> janvier 1867 et le 1<sup>er</sup> janvier 1874, sur 48 demandes d'autorisation, 45 ont été favorablement accueillies ; le nombre des volumes communiqués s'est élevé, dans la même période, à près de 2,800. De plus, il n'est pas tenu compte, dans ce relevé, des personnes qui, se trouvant dans l'impossibilité de venir aux archives, ont obtenu que des extraits ou des copies de documents fussent faits pour elles par les employés de la direction.

Cet état de choses constitue une notable amélioration. Il est permis cependant de se demander s'il ne serait pas possible d'offrir aux érudits et aux historiens qui désireraient consulter nos archives des facilités plus étendues. C'est une question qu'il y a tout avantage à soumettre à l'examen d'une commission composée de manière à présenter de complètes garanties de lumières et d'impartialité. On donnerait ainsi satisfaction à ce qu'il y aurait de vraiment fondé dans les plaintes qui se font entendre de temps en temps dans le public lettré. Ce serait, en outre, la meilleure réponse qu'il y aurait à faire à ceux qui voudraient que nos archives fussent ouvertes au public comme l'est la Bibliothèque nationale, oubliant qu'un dépôt tel que celui des affaires étrangères ne peut être livré à une entière publicité ; car il contient, sur bien des points de la politique, sur beaucoup de questions nationales et étrangères, des informations de nature à devoir rester secrètes quelquefois pour un assez long temps.

En 1833, M. Guizot, alors ministre de l'instruction publique, conçut et fit adopter par le roi Louis-Philippe le projet d'une « publication générale de tous les matériaux importants et encore inédits sur l'histoire de notre patrie. » Après avoir énuméré les dépôts publics dans lesquels il signalait de nombreuses richesses encore inexplorées, l'illustre écrivain ajoutait : « Le Gouvernement possède d'autres archives dont lui seul dispose et dont il peut sans inconvénient communiquer, en partie du moins, les inappréciables trésors : je veux parler des archives des différents ministères, et notamment du ministre des affaires étrangères. Jusqu'ici, tantôt la nature du Gouvernement, tantôt de justes convenances ont rendu ces grands dépôts à peu près inaccessibles... En s'arrêtant vers le commencement du dernier

siècle, non-seulement l'intérêt de l'État, mais l'intérêt des familles, ne pourra souffrir la moindre atteinte. Évidemment, les faits, les documents antérieurs au règne de Louis XV n'appartiennent plus à la politique, mais à l'histoire, et rien n'empêche de publier ceux qui méritent la publicité.

La grande publication historique dont M. Guizot posait alors les bases et indiquait l'objet, qui a produit la collection déjà si considérable des *Documents inédits relatifs à l'histoire de France*, a eu l'honneur d'exciter l'émulation des autres Gouvernements de l'Europe, qui, successivement, ont suivi l'exemple que la France leur avait donné. Quant au dépôt de nos affaires étrangères, il figure déjà pour une part qui n'est pas sans importance dans la collection française, et pour ne parler que des publications les plus récentes, il suffit de citer la volumineuse correspondance de Mazarin, qu'on imprime en ce moment sous les auspices du ministère de l'instruction publique, et la correspondance de Richelieu, dont l'édition est sur le point d'être terminée.

Y aurait-il un moyen d'étendre et de rendre plus actif ce mode de publication ? Convierait-il, par exemple, que les attributions conférées en cette matière au ministère de l'instruction publique fussent modifiées, soit en y associant d'une manière plus active le département des affaires étrangères, soit en le chargeant de publier lui-même les documents qu'il croirait utile de mettre en lumière ? Ces questions pourraient être examinées avec avantage par la même commission.

Il est un autre objet qui ne mériterait peut-être pas moins de fixer son attention ; ce serait de rechercher et d'indiquer les mesures qu'il conviendrait de prendre ou de remettre en vigueur pour assurer le retour au dépôt des affaires étrangères des papiers diplomatiques. Il est arrivé plus d'une fois que des correspondances conservées, contrairement aux règlements, par des ambassadeurs ou autres envoyés à l'étranger, sont restées après eux en possession de leurs héritiers et sont arrivées, en passant de main en main, dans le magasin d'un libraire, où elles sont devenues un objet de commerce. On a cherché plus d'une fois à remédier à ces graves inconvénients, tantôt en adressant un appel amiable au bon vouloir des familles, tant en ayant recours à la rigueur de la loi qui confère au Gouvernement le droit d'apposer les scellés, après la mort des détenteurs, sur les papiers d'État. Ces mesures sont loin d'avoir produit les résultats qu'on s'en était proposé, et dans la plupart des cas elles n'ont pas même été employées. Convierait-il de rechercher les moyens de les rendre plus efficaces ? C'est un point que la commission pourrait comprendre parmi ceux qui seraient l'objet de son examen.



Le ministre devant se réserver la liberté de ses appréciations et l'entière indépendance de ses décisions, les travaux de la commission ne sauraient avoir qu'un caractère consultatif ; mais je serais heureux de m'éclairer de ses lumières et je suis assuré que ses avis auraient pour résultat d'apporter à mon administration un précieux concours.

J'ai donc l'honneur, monsieur le Président, de vous demander d'en autoriser la formation ; elle serait composée conformément à la liste annexée à ce rapport et que je sou mets également à votre approbation.

Veuillez agréer, monsieur le Président, l'hommage de mon respectueux dévouement.

*Le ministre des affaires étrangères,*  
*Signé : DECAZES.*

Approuvé :  
Maréchal DE MAC-MAHON,  
duc DE MAGENTA.

---

Le Président de la République française,  
Sur la proposition du ministre des affaires étrangères,  
Décrète :

Art. 1<sup>er</sup>. Une commission des archives diplomatiques est instituée auprès du ministère des affaires étrangères.

Art. 2. Sont nommés membres de cette commission :

MM. le baron de Viel-Castel, ancien directeur des affaires politiques,  
membre de l'Académie française, président.

le comte d'Haussonville, de l'Académie française.

Camille Rousset, de l'Académie française.

le marquis de Saint-Aulaire, ancien député.

Maury, directeur des Archives nationales, de l'Académie des inscriptions et belles-lettres.

Faugère, ministre plénipotentiaire de première classe, directeur des Archives et de la Chancellerie.

Desprez, ministre plénipotentiaire de première classe, conseiller d'État, directeur des affaires politiques au département des affaires étrangères.

Weiss, conseiller d'État.

Geffroy, professeur à la Faculté des lettres de Paris.

Hervé, publiciste.

Valfrey, publiciste.

Art. 3. M. Viennot, sous-directeur des Archives, remplira les fonctions de secrétaire de la commission.

MM. Étienne Gallois, ancien bibliothécaire du Sénat, et Melchior Tiran, consul en disponibilité, rempliront celles de secrétaire adjoint.

Art. 4. Le ministre des affaires étrangères est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Versailles, le 21 février 1874.

Maréchal de MAC-MAHON,  
duc de Magenta.

Par le Président de la République :

*Le ministre des affaires étrangères,*

*Signé : DECAZES.*

**Brésil.** — NOTE DU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES A MON-SEIGNEUR SANGUIGNI INTERNONCE APOSTOLIQUE, EN RÉPONSE A SA NOTE PROTESTANT CONTRE LA CONDAMNATION DES ÉVÊQUES DE PARA ET D'OLINDA.

Rio-de-Janeiro, le 1<sup>er</sup> mars 1874.

J'ai reçu le 24 du mois dernier, la note que S. Em. Mgr don D. Sanguigni, internonce apostolique et envoyé extraordinaire du Saint Siège, m'a fait honneur de m'adresser le 22.

Dans cette note, Votre Excellence parle du jugement du vénérable évêque d'Olinda, fait allusion au procès intenté à celui de Para et, après avoir déclaré que le tribunal civil est incompetent, conclut en protestant contre toute violation des droits et lois de l'Eglise, commise dans cette affaires, principalement au préjudice des privilèges ecclésiastiques.

Les termes mêmes de la protestation indiquent quelle peut et doit être la réponse du Gouvernement impérial. Je la formule en peu de mots, non qu'il soit difficile au Gouvernement de soutenir ce que nie Votre Excellence, mais parce que je ne dois pas accepter une discussion sur ce qui peut être discuté seulement par qui a le droit de le faire.

Le tribunal qui a jugé le vénérable évêque d'Olinda et qui doit juger l'évêque de Para est la Cour suprême qui justifie de l'Empire, compétente en vertu de nos lois, et cette compétence ne dépend de l'opinion d'aucune autorité étrangère, quelle qu'elle soit.

Votre Excellence me permettra donc de dire que la protestation de M. l'internonce apostolique est inconvenante et nulle, et ne peut, comme telle, produire aucun effet. J'ai l'honneur de renouveler à S. Em. Mgr D. Sanguigni les assurances de ma haute considération.

**Pérou.** — CONSTITUTION APOSTOLIQUE CONCERNANT LE PÉROU.

Rome, le 3 mars 1874.

PIE, ÉVÊQUE,

*Serviteur des serviteurs de Dieu pour l'impérissable mémoire de la chose.*

Parmi les bienfaits signalés dont Dieu, riche en miséricorde, a comblé la nation péruvienne, brille surtout le don de la vérité catho-

lique, que les Péruviens ont su conserver soigneusement depuis qu'elle leur a été apportée par les prédicateurs de l'Évangile, qu'ils ont même su cultiver jusque-là que de leur sein sont issus des héros jugés dignes, par l'Église, de l'honneur des autels. C'est là pour cette nation une véritable gloire, comme aussi de n'avoir jamais failli à la tâche de maintenir la foi, après que le Pérou a été séparé de la domination des Rois Catholiques d'Espagne. Il est déclaré, en effet, d'une manière solennelle dans les lois faites pour la constitution de la République, que « le Pérou professe la religion catholique, qu'il la protège et qu'il ne souffrira l'exercice public d'autres cultes. »

A ce soin de conserver l'unité catholique se rattachent d'autres actes qui, dans cette même contrée, ont été accomplis par l'autorité publique. Ainsi la dotation des diocèses déjà existants ou de ceux nouvellement érigés a été libéralement augmentée ou instituée; des subsides ont été accordés aux séminaires institués pour la propagation de la foi; avec une égale magnificence, il a pourvu à la diffusion de la saine doctrine, c'est-à-dire que des paroisses ont été fondées dans les villes de ceux qu'on a convertis à la foi; enfin des sommes considérables ont été dépensées soit pour réparer et pour orner les églises, soit pour en élever de nouvelles, soit pour favoriser et promouvoir la splendeur du culte religieux.

Toutes ces choses, qui nous étaient connues, le bien-aimé Fils et l'homme illustre Pierre Galvez, délégué par la République du Pérou auprès de ce Siège apostolique, nous les a rappelées et nouvellement exposées, afin d'obtenir de notre personne un public et solennel témoignage de la République susdite envers l'Église catholique.

C'est pourquoi, voulant satisfaire les désirs que le Gouvernement du Pérou nous a exprimés par son représentant, et suivant en cela l'exemple de nos prédécesseurs, lesquels ont comblé de faveurs et de grâces spéciales ceux qui ont bien mérité de la chose chrétienne, nous avons résolu, après avoir pris conseil de quelques cardinaux de la sainte Église romaine, d'accorder, comme de fait nous accordons par notre autorité apostolique, au Président de la République du Pérou et à ses successeurs temporaires, la jouissance, dans le territoire de la République, du droit de patronage dont jouissaient, par la grâce du Siège apostolique, les Rois Catholiques de l'Espagne, avant que le Pérou fût séparé de leur domination.

Cependant, à la concession de ce privilège nous mettons comme condition et loi que les biens actuellement assignés, soit au clergé à titre de dotation, soit au ministère sacré et à l'exercice du culte dans les diocèses du territoire de la République, soient maintenues intégralement et distribués avec diligence et fidélité, comme aussi nous

y mettons la condition que le Gouvernement du Pérou continue à favoriser et à protéger la religion catholique

Ces lois et ces conditions étant observées, le Président de la République du Pérou et ses successeurs auront le droit de présenter au Siège apostolique, à l'occasion de la vacance au siège archiepiscopal ou des sièges épiscopaux, des ecclésiastiques dignes et aptes, afin que, selon les règles prescrites par l'Église, il soit procédé à l'institution canonique, de telle manière cependant que la présentation des candidats devra se faire, à moins d'empêchement légitime, dans le terme d'un an à partir de la vacance du siège. Toutefois, les candidats ainsi présentés ne jouiront d'aucun droit quant à l'administration épiscopale avant qu'ils aient obtenu les Lettres apostoliques de leur institution et qu'ils les aient exhibées au chapitre, suivant la teneur de notre constitution *Romanis Pontifex* promulguée le cinq des calendes de septembre, l'an mil huit cent soixante-treize de l'Incarnation du Seigneur.

Le Président de la République aura aussi le droit de présenter à l'évêque des hommes dignes pour qu'ils soient promus aux dignités et canonicats *de gratia* de quelque chapitre que ce soit, comme aussi de présenter des hommes dignes pour la collation des prébendes des églises cathédrales, alors même qu'elles soient vacantes dans la curie romaine, pourvu que leur vacance ait été déclarée par l'autorité ecclésiastique.

Ledit Président jouira aussi du même droit de présentation quant aux canonicats *de officio* et aux paroisses, en observant toujours la forme canonique du concours et de l'examen; lorsque l'examen aura été fait, le Président élira un ecclésiastique parmi les trois sujets les plus dignes qui lui auront été présentés, afin qu'ensuite cet ecclésiastique reçoive de l'évêque l'institution canonique.

Enfin les Présidents de la République jouiront, dans les églises du Pérou, des honneurs dont jouissaient autrefois les Rois d'Espagne, en vertu du droit de patronage accordé par le Saint Siège.

Nous voulons, ordonnons et statuons toutes ces choses, et nous ordonnons en même temps que nos présentes Lettres et tout ce qu'elles contiennent demeurent toujours valables et efficaces, de telle manière qu'elles doivent sortir leur plein effet, sans que nul ne puisse en aucun temps, quelle que soit d'ailleurs sa condition et sa dignité, à quelque titre et sous quelque prétexte que ce soit, les transgresser, les attaquer ou les révoquer.

Et ce, nonobstant tout ce qui a pu être édicté, même dans les Conciles généraux et universels, nonobstant les Constitutions et Ordonnances apostoliques, les règles établies par nous, et par notre Chan-



cellerie, surtout pour ce qui traite *de jure quæsito non tollendo*, nonobstant enfin toute autre chose contraire qui mériterait une mention spéciale.

Nous voulons encore qu'aux exemplaires et copies des présentes Lettres, même imprimées, pourvu qu'elles soient signées par un notaire public, et munies du sceau d'une personne constituée en dignité ecclésiastique, on ajoute en tous lieux autant de foi que si l'on exhibait l'original des présentes.

Qu'il ne soit donc permis à aucun homme de transgresser ce document de notre décret, indult, statut, ordre et volonté, ou de le contrecarrer par une téméraire audace. Si quelqu'un osait le faire, qu'il sache qu'il aura encouru l'indignation de Dieu Tout-Puissant et de ses Apôtres les bienheureux Pierre et Paul.

Donné à Rome, près de Saint-Pierre, l'année de l'Incarnation du Seigneur mil huit cent soixante-quatorze, le troisième jour des nones de mars, de notre Pontificat la vingt-neuvième année.

*Signé* : A. Card. VANNICELLI, vice-dataire.

F. Card. ASQUINI.

Visa de la Curie, I. DE AQUILA.

**Saint-Siège. — ENCYCLIQUE DU SAINT-PÈRE AUX CARDINAUX, ARCHEVÊQUES ET ÉVÊQUES DE L'EMPIRE D'AUTRICHE-HONGRIE**

Rome, le 7 mars 1874.

Chers fils et vénérables frères, salut et bénédiction apostolique.

A peine avions-nous, dans notre lettre du 2 novembre de l'année dernière, annoncé au monde catholique la grave persécution qui a été inaugurée contre l'Église en Prusse et dans la Suisse, qu'une nouvelle inquiétude nous a été préparée par la nouvelle d'autres injustices menaçant cette Église, qui, semblable à son divin Époux, peut exhaler à son tour cette plainte : « Vous avez encore ajouté à la douleur de mes blessures. » Ces injustices nous inquiètent d'autant plus qu'elles sont commises par le Gouvernement du peuple autrichien, qui, comme aux plus grandes époques des États chrétiens, a combattu vaillamment pour la foi catholique, dans la plus étroite alliance avec ce Siège apostolique.

Il est vrai que depuis quelques années déjà on a publié dans cette monarchie des décrets qui sont en contradiction flagrantes avec les droits les plus sacrés de l'Église et les traités solennellement conclus, et que, conformément à notre devoir, nous avons dû condamner et déclarer invalides dans notre allocution du 22 juin 1868 à

nos vénérables frères les cardinaux de la sainte Église romaine. Mais aujourd'hui on présente aux délibérations et à l'approbation du Reichsrath de nouvelles lois qui tendent ouvertement à mener l'Église catholique à l'asservissement le plus pernicieux, au bon plaisir du pouvoir séculier, contrairement à la divine disposition de Notre-Seigneur Jésus-Christ.

Car le Créateur et le Rédempteur du genre humain a fondé l'Église assurément comme son royaume visible sur la terre ; il l'a dotée non-seulement des dons surnaturels d'un enseignement infaillible pour la propagation de la sainte doctrine, d'un saint sacerdoce pour le service divin et la sanctification des âmes par le sacrifice et les sacrements, mais il lui a encore donné un pouvoir propre et plein de rendre des lois, de juger et d'exercer une salutaire contrainte dans toutes les choses qui se rapportent au but véritable du royaume de Dieu sur la terre.

Mais comme ce pouvoir surnaturel du gouvernement ecclésiastique, basé sur la disposition de Jésus-Christ, est entièrement distinct et indépendant de la domination séculière, ce royaume de Dieu sur la terre est le royaume d'une société parfaite qui se règle et se gouverne d'après ses propres lois et son propre droit, par ses propres chefs, qui veillent pour rendre compte des âmes non pas aux souverains séculiers, mais au Prince des pasteurs, à Jésus-Christ, qui a institué les pasteurs et les docteurs, lesquels, dans leur charge spirituelle, ne sont soumis à aucun pouvoir séculier. De même que les chefs sacrés ont pour devoir de gouverner, de même il est du devoir des fidèles, d'après l'avertissement de l'apôtre, de leur obéir et de se soumettre à eux, et c'est pourquoi les peuples catholiques ont le droit sacré de ne pas être entravés par le pouvoir civil dans ce devoir sacré, divin, de suivre la doctrine, la discipline et les lois de l'Église.

Vous reconnaissez avec nous, chers fils et vénérables frères, combien le texte des lois débattues aujourd'hui par le Reichsrath autrichien renferme et manifeste une grave violation de cette divine constitution de l'Église, un renversement intolérable des droits du Siège apostolique, des saints canons et de tout le peuple catholique.

En effet, en vertu de ces lois, l'Église du Christ, dans presque tous ses rapports et ses actes relatifs à la direction des fidèles, est jugée et considérée comme complètement subordonnée et assujettie au pouvoir supérieur de l'autorité séculière ; et ceci est exprimé très-ouvertement et pour ainsi dire comme un principe dans l'exposé des motifs qui explique la portée et le sens des lois proposées. Il y est aussi expressément déclaré que le gouvernement séculier, en vertu de son pouvoir illimité, possède le droit de faire des lois sur les questions

séculières, et de surveiller et de dominer l'Église comme toutes les autres sociétés humaines qui existent dans le sein de l'Empire.

Par là, le gouvernement séculier s'arroe le jugement et l'enseignement sur la constitution et les droits de l'Église catholique, aussi bien que sur sa haute direction supérieure, qu'il exerce par lui-même en partie par ses lois et par ses actes, en partie par diverses personnes ecclésiastiques.

De là il suit que la volonté et la puissance du gouvernement civil prennent la place du pouvoir religieux qui a été établi par une ordonnance divine pour la direction de l'Église et pour l'édification du corps du Christ. Contre une telle usurpation du sanctuaire, le grand Ambroise dit à bon droit : « On prétend que tout est permis à César et que tout lui appartient ; je réponds : Ne va point t'imaginer cependant que tu possèdes sur ce qui est consacré à Dieu un droit impérial. Ne t'exalte pas, mais sois soumis à Dieu ; il est écrit : Ce qui est de Dieu appartient à Dieu, ce qui est de César à César. A l'Empereur appartiennent les palais, au prêtre les églises. »

Pour ce qui regarde en outre ces lois que l'on a fait précéder d'un exposé des motifs, elles sont en vérité de la même nature et du même caractère que les lois prussiennes, et elles préparent à l'Église catholique, dans l'Empire d'Autriche, les mêmes malheurs, quoiqu'elles paraissent offrir à première vue une certaine modération quand on les compare aux lois prussiennes.

Nous ne voulons pas examiner en détail chacun des articles de ces lois, mais nous ne pouvons d'aucune façon passer sous silence la cruelle offense qui nous est déjà faite, à nous-même et à ce Siège apostolique par la présentation de telles lois, comme à vous-mêmes, bien-aimés fils et dignes frères, et aussi à tout le peuple catholique de cet Empire.

Le Concordat qui a été conclu en l'année 1855 entre nous et l'illustre Empereur, et qui a été confirmé par ce même monarque catholique, par une promesse solennelle, et promulgué dans tout l'empire comme loi de l'Empire est maintenant présenté à la Chambre des députés avec la déclaration qu'il est complètement sans vigueur et annulé sans négociations préalables avec ce Siège apostolique, bien plus, avec un mépris public de nos plus justes représentations. Eût-on jamais osé faire publiquement une pareille chose dans les temps où la foi publique avait encore quelque prix ? Mais maintenant, dans cette triste époque, on l'entreprend et on l'achève. Contre cette violation publique du Concordat, nous protestons de nouveau devant vous, bien-aimés fils et vénérables frères.

Nous réprouvons d'autant plus cet outrage infligé à l'Église, que la

cause et le prétexte de la rupture du Concordat et des autres lois qui s'y rattachaient ont été insidieusement appuyés sur la définition des enseignements de la foi, publiés et confirmés par le Concile œcuménique du Vatican ; et l'on appelle ces dogmes catholiques, d'une manière impie, des nouveautés et des changements des articles de foi et de la Constitution de l'Église.

Il peut y avoir dans l'Empire d'Autriche quelques personnes qui rejettent la foi catholique pour ces indignes inventions ; mais son illustre Monarque, avec toute la Maison impériale, la conserve et la confesse ; l'immense majorité du peuple la conserve et la confesse, et c'est à ce peuple que l'on donnera des lois appuyées sur de telles inventions !

Ainsi, sans notre connaissance et notre volonté, on a déchiré la convention que nous avons conclue avec le noble Empereur, dans l'intérêt du salut des âmes et à l'avantage de l'État. Une nouvelle forme de droit a été prétextée, et l'on a attribué au gouvernement civil une nouvelle puissance, afin qu'il pût mettre la main sur les choses ecclésiastiques et qu'il pût ordonner et arranger les affaires de l'Église à son gré.

Avec ces lois projetées, on arrive à lier de lourdes chaînes et à paralyser la liberté inviolable de l'Église, pour le salut des âmes, pour le gouvernement des fidèles, pour la direction religieuse du peuple et même du clergé, pour faire progresser la vie chrétienne vers la perfection évangélique, dans l'administration et même la propriété des biens. On introduit la perversion dans la discipline, on favorise l'apostasie ; l'union et la conjuration des sectes contre les véritables dogmes chrétiens sont favorisées sous la protection et la garde des lois.

En réalité, une grande tâche nous incomberait si nous voulions mentionner la nature et le nombre des maux que l'on aura à craindre aussitôt que ces lois entreront en vigueur ; mais, chers fils et vénérables frères, elles ne peuvent ni vous tromper ni échapper à votre sagesse, car presque toutes les fonctions et tous les bénéfices ecclésiastiques, et même l'exercice des devoirs pastoraux, sont tellement assujettis au pouvoir séculier que les chefs ecclésiastiques, en supposant qu'ils se soumettraient aux nouveaux droits (ce qui est loin d'être), ne devraient plus ultérieurement administrer leur diocèses, pour lesquels ils ont un compte sévère à rendre à Dieu, d'après les règlements salutaires de l'Église ; mais ils seraient forcés d'exercer cette direction et de la retenir sur l'avis et d'après le bon plaisir de ceux qui sont à la tête de l'État.

Que peut-on attendre ensuite de ces projets de loi qui portent pour



titre : « En considération des communautés religieuses ? » Leur funeste portée et leur sens hostile sont si évidents, que personne ne peut méconnaître qu'ils ne soient médités et préparés pour la perte et la ruine des ordres religieux.

La perte imminente des biens temporels est si grande, finalement, qu'elle se distingue à peine d'une mise en vente et d'un gaspillage publics. Le Gouvernement, notamment, mettra ces biens sous la dépendance après la confirmation de lois, et s'attribuera le droit et le pouvoir de les partager, de les louer et de les réduire par des impôts, au point que le misérable usufruit et le bénéfice qui resteront seront considérés avec raison non comme un honneur pour l'Église, mais comme une dérision et comme un manteau pour couvrir l'injustice.

Comme les lois que discute la Chambre des députés du Reichsrath autrichien sont conçues dans ce sens et sont basées sur les principes que nous avons exposés, vous voyez clairement, sans doute, chers fils et vénérables frères, les dangers actuels qui menacent le troupeau confié à votre vigilance.

L'unité et la paix de l'Église sont notamment mises en jeu, et l'on tend à lui ravir la liberté que saint Thomas de Canterbury appelait à bon droit l'âme de l'Église, sans laquelle elle ne vit pas, sans laquelle elle n'a aucune force contre ceux qui cherchent à posséder par héritage le sanctuaire de Dieu.

Cette parole a été expliquée par un autre invincible défenseur de cette même liberté, par saint Anselme, dans les termes suivants : « Dieu n'aime rien tant en ce monde que la liberté de son Église. Que ceux-là qui veulent moins servir l'Église que la dominer se considèrent sans aucun doute comme les ennemis de Dieu. Dieu veut que son épouse soit libre, et non servante. »

C'est pourquoi nous suscitons et nous enflammons votre vigilance pastorale et le zèle dont vous êtes animés pour la maison du Seigneur, afin que vous vous efforciez d'écarter le danger qui s'approche. Prenez un grand courage pour soutenir un combat digne de votre vertu. Il est certain pour nous que vous ne ferez pas moins, ni en courage ni en force, que ces honorables frères qui ailleurs, parmi les plus amères épreuves, devenus, au milieu du mépris et des persécutions, un spectacle, supportent avec joie, pour la liberté de l'Église, non-seulement le rapt de leurs biens, mais, même dans les chaînes, soutiennent le combat des douleurs.

Au reste, toute notre espérance n'est pas placée en nos propres forces, mais en Dieu. Il s'agit de la cause même de Dieu, qui, par son infailliable parole, nous avertit et nous instruit. « Dans ce monde,

vous aurez des persécutions; mais ayez confiance, j'ai vaincu le monde. »

Nous donc qui, en vertu de notre charge apostolique, où la grâce de Dieu fortifie notre faiblesse, avons été mis au poste de guide dans cette guerre contre l'Eglise, si cruelle et pleine de péricépées, nous disons et nous louons ce que le saint de Canterbury jadis a exprimé dans les termes suivants, qui conviennent admirablement à notre temps et à nos périls : « Le combat que les ennemis de Dieu conduisent contre nous est un combat entre eux et Dieu. » Donc, nous ne désirons d'eux rien autre que ce que ce Dieu éternel, lorsqu'il s'est fait chair pour elle, a laissé à l'Eglise dans son legs éternel. Elevez-vous donc avec nous dans la foi, dans l'amour du Christ, pour la protection de l'Eglise, et venez au secours des hommes avec l'autorité et la sagesse qui vous sont départies; car aucun bien ne saurait leur suffire lorsque l'Eglise de Dieu ne jouit pas de sa liberté.

Nous avons confiance en vous, d'autant plus qu'il s'agit de la cause de Dieu. En ce qui nous concerne, soyez certains que nous préférons de beaucoup souffrir la mort temporelle que d'assumer les épreuves d'une triste servitude. Car l'issue de cette lutte a pour la postérité cette signification : que l'Eglise est éternellement affligée, — que Dieu nous en préserve ! — ou qu'elle se réjouit éternellement dans la liberté.

Mais comme vous devez tendre vos efforts à prévenir les dangers qui menacent, par votre autorité, votre sagesse et votre zèle, vous reconnaîtrez que rien ne sera plus opportun et plus utile que d'examiner en conseil commun les moyens propres à atteindre plus sûrement et plus efficacement le but désiré. Pendant qu'on attaque les droits de l'Eglise, il est de votre devoir de protéger les fidèles; mais le mur de défense sera d'autant plus sûr, et la défense même d'autant plus puissante que vos efforts seront plus unanimes et plus unis, et que les mesures commandées par la situation seront étudiées et arrêtées avec plus de zèle. C'est pourquoi nous vous exhortons à vous réunir le plus tôt possible et à fixer, après une délibération commune, une ligne de conduite sûre et approuvée par tous, qui vous permette, conformément aux devoirs que vos fonctions vous imposent, de combattre d'un commun accord les maux qui menacent et de protéger avec énergie la liberté de l'Eglise. Notre exhortation est nécessaire pour que nous ne paraissions pas avoir négligé notre devoir dans une question aussi importante, car nous sommes convaincu que, même sans exhortation, vous auriez fait votre devoir. Aussi nous n'avons pas encore abandonné l'espoir que Dieu détournera les maux existants. Ce qui nous encourage à cet espoir, c'est la dévotion et la foi de notre fils

bien-aimé dans le Christ, l'Empereur et Roi François-Joseph, que nous avons instamment adjuré, dans une nouvelle lettre de ce jour, de ne jamais tolérer que dans son vaste Empire l'Église soit assujettie à un asservissement ignominieux, et ses sujets catholiques aux plus grandes afflictions.

Mais comme le nombre des assaillants de l'Église est grand, et que chaque assaut est éminemment dangereux, vous pouvez au moins persévérer tranquillement. Que Dieu daigne guider vos décisions et vous soutenir de sa protection puissante, afin que vous puissiez décider heureusement et réaliser ce qui sert la gloire de son nom et le salut des âmes ! Comme signe de cette protection divine et de notre bienveillance particulière, nous vous accordons affectueusement à tous et à chacun, chers fils et vénérables frères, ainsi qu'au clergé et aux fidèles confiés à votre vigilance, notre bénédiction apostolique.

Donné à Rome, près Saint-Pierre, le 7 mars de l'année 1874, la vingt-huitième année de notre pontificat.

*Signé : PIE IX.*

**Turquie. — RACHID-PACHA AU KHÉDIVE D'EGYPTE.**

Constantinople, le 7 mars 1874.

Altesse,

J'ai eu l'honneur de recevoir la lettre de Votre Altesse, en date du 17 zilcadé 1290, ainsi que la lettre y incluse de M. de Lesseps, en réponse à la communication adressée à Votre Altesse le 22 zilcadé 1290, au sujet des travaux de la commission internationale pour le tonnage.

Dans la susdite lettre M. de Lesseps, formule les termes de la proposition qu'il se déclare prêt à soumettre à l'adoption de l'assemblée générale des actionnaires de la société du canal. Il y joint certains documents qui donnent le chiffre des dépenses que pourraient nécessiter certains travaux supplémentaires à entreprendre dans l'intérêt de la navigation.

La proposition de M. de Lesseps, s'écartant sur des points essentiels de celle qui avait été formulée par la commission internationale, je crois nécessaire, afin d'éviter tout malentendu, de me reporter à la teneur de la communication du 22 zilcadé.

Dans cette communication, il avait été établi que la commission internationale, en considération des instructions de la Sublime Porte,

dont M. de Lesseps, lui-même a fait une appréciation bien favorable, avait fixé, avec l'autorité qui n'appartenait qu'à elle seule, la base du droit de péage à percevoir par la compagnie du canal.

En même temps Votre Altesse était invitée à porter à la connaissance de la compagnie l'avis émis, grâce au concours unanime des volontés des diverses puissances maritimes, sur un arrangement d'un caractère spécial. Dès lors il est aisé de comprendre qu'il serait impossible à la Sublime Porte de revenir aujourd'hui sur aucun de ces points.

Toutes les améliorations suggérées dans l'entretien du canal peuvent mériter l'attention du Gouvernement impérial ; mais la Sublime Porte ne saurait entreprendre de les recommander à l'appréciation des intéressés que lorsque la question du péage aura d'abord cessé de faire difficulté, et qu'ensuite les améliorations auront été formulées par la compagnie d'une manière suffisamment motivée.

En conséquence, et conformément à l'esprit et à la lettre de la communication du 22 zilcadé Votre Altesse est priée de donner connaissance de ce qui précède à la société, et de lui réitérer l'assurance que dans le cas où, avant l'expiration du délai trimestriel, elle n'aura pas adhéré à la transaction proposée, le droit de péage sur les navires traversant le canal devra être perçu sur la base de 10 francs par tonneau, d'après le calcul du tonnage net établi par la commission internationale.

Pour traduction conforme à l'original.

*Le drogman du Divan impérial.*

*Signé : SADOULLAH.*

**Turquie.** — RACHID-PACHA AU KHÉDIVE D'EGYPTE.

Constantinople, le 7 mars 1874.

Par ma lettre de ce jour, je réponds à celle par laquelle Votre Altesse me transmettait la réponse de M. de Lesseps à la communication qui lui a été faite des résultats de la commission internationale. — M. de Lesseps semble croire que la proposition de la surtaxe et la règle pour le calcul du tonnage net adoptée par la commission ne font qu'un seul et même tout. — Ma réponse, dans laquelle j'ai voulu éviter toute controverse, explique suffisamment qu'il y a là deux questions bien distinctes ; qu'il dépend entièrement de la compagnie d'accepter ou de refuser la transaction concernant la surtaxe, mais que sa décision sur ce point ne saurait exercer aucune influence sur le mode de calcul établi pour la détermination du tonnage net. Dans le me-



morandum de M. de Lesseps que Votre Altesse m'avait transmis précédemment, par sa lettre du 16 zilcadé 1290, celui-ci semblait révoquer en doute la compétence de la commission à résoudre une question que soulèvent les termes d'une concession accordée par le Gouvernement à une compagnie; concession, disait-il, qui a le caractère d'un contrat. Je reconnais avec empressement la justesse de la réponse que Votre Altesse fit à M. de Lesseps en lui faisant savoir qu'elle transmettait son memorandum à la Sublime Porte.

La dernière lettre de M. de Lesseps indique qu'il a quitté le terrain sur lequel il s'était placé dans son susdit memorandum, dont la date était d'ailleurs antérieure à celle de la lettre du 22 zilcadé. Il ne pouvait lui échapper que, même dans l'hypothèse où l'on assimilerait sa concession à un simple contrat, la compagnie aussi bien que les représentants des intérêts maritimes, s'en étant remis à l'interprétation de la Sublime Porte pour lever des difficultés qui avaient surgi sur l'explication de ce contrat, et la Sublime Porte ayant interprété la clause douteuse du contrat, nulle autre autorité n'aurait pu établir avec plus de compétence la règle technique qui devait terminer l'application de cette interprétation que la commission internationale qui représentait les lumières réunies de toute l'Europe. Toute discussion ultérieure paraissant donc superflue, Votre Altesse est invitée, ainsi qu'il est dit dans ma lettre en dated'aujourd'hui à tenir la main ferme à l'exécution de la mesure qui prescrit la perception d'un droit de 10 francs par tonneau, d'après l'évaluation du tonnage net établi par la commission, dans le cas où, avant l'expiration du terme de trois mois indiqué par la lettre du 22 Zilcadé, la compagnie n'aurait pas notifié à Votre Altesse son adhésion à la transaction proposée.

Pour traduction conforme à l'original.

*Le drogman du Divan impérial.*

*Signé : SADOULLAH.*

---

**Grande-Bretagne.** — LORD LYONS AU DUC DECAZES.

Paris, le 9 mars 1874.

Monsieur le ministre, je me suis empressé de transmettre au Gouvernement de Sa Majesté la note que Votre Excellence m'a fait l'honneur de m'adresser le 15 décembre dernier (1), en réponse aux propositions

(1) Voir *Archives*, 1874, tome I, page 247.

que j'ai été chargé de faire au Gouvernement français, par une note en date du 28 août dernier (2), au sujet de l'application aux bâtiments étrangers de la 16<sup>e</sup> section du *Merchant shipping Act* de 1873, en cas de collisions en mer, dans les limites de la juridiction britannique.

En exécution des instructions que je viens de recevoir du Gouvernement de Sa Majesté, j'ai l'honneur de soumettre à Votre Excellence une note dans laquelle sont exposées en substance les observations que les lords du commerce sont désireux de recommander à l'attention du Gouvernement français.

J'ai, etc.

Signé : LYONS.

---

### ANNEXE.

#### MEMORANDUM.

Le Gouvernement français semble tomber dans une méprise en supposant qu'il a été proposé que les officiers des bâtiments français seraient justiciables des tribunaux anglais pour le crime d'avoir négligé, à la suite d'une collision en mer, de prêter aide et assistance au bâtiment en détresse, ou que les officiers de la marine anglaise seraient justiciables des tribunaux français pour le même crime. Au contraire, il a été distinctement établi, dans la note du 28 août dernier, de lord Lyons au Gouvernement français, qu'en ce qui concerne cette partie de la loi (*Merchant shipping Act* 1873, section 16) qui impose au capitaine une peine criminelle, chaque nation devra agir pour son propre compte.

Mais il a été proposé que dans les instances civiles, pour dommages qui pourraient être portés par ou contre un navire de l'une ou l'autre nation, dans les deux pays, la règle qui a été adoptée par la législation anglaise soit appliquée, que le bâtiment fût anglais ou français, de façon que lorsqu'une action civile pour dommages serait intentée devant un tribunal français ou anglais, et soit que les bâtiments soient français-anglais ou anglais-français, ou l'un français et l'autre anglais, il fût adopté pour règle qu'un bâtiment qui n'aurait pas prêté assistance serait considéré comme étant en faute.

Il était également suggéré qu'il serait désirable, en ce qui concerne les poursuites criminelles, que le défaut d'avoir prêté assistance, qui est maintenant rendu passible d'une peine criminelle pour les

(2) *Idem*, page 246.

capitaines anglais par la loi et devant les tribunaux britanniques, le fût également pour les capitaines français par la loi et devant les tribunaux français.

Le Bureau du commerce espère que dans ces circonstances le Gouvernement français reconnaîtra l'utilité d'amender la loi française, de façon à ce que les règles en question, qui seront à l'avenir adoptées par les tribunaux britanniques, le soient également devant les tribunaux français.

En ce qui concerne le règlement de 1862, le Bureau de commerce est informé que quoiqu'il ne paraisse pas nécessaire d'y faire des changements matériels, il y a cependant quelques points de détail qui demandent à être revus et amendés. Le Bureau du commerce espère prochainement soumettre ces points à l'examen du Gouvernement français.

---

**Prusse.** — NOTE DE MONSIEUR PAUL MALCHERS, A LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS A PROPOS DU PROJET DE LOI RELATIF AUX BIENS DU CLERGÉ.

Cologne, le 10 mars 1874.

Illustre Chambre des députés,

Le projet d'une loi sur l'administration des biens dans les communautés catholiques, présenté à la Diète, contient beaucoup de dispositions incompatibles avec les droits de l'Église catholique. En outre, ces dispositions lèsent et portent gravement atteinte à l'autonomie qui leur appartient, non-seulement en vertu de son institution et de son organisation divines, mais encore d'après les principes généraux du droit, et qui lui est garantie par des traités internationaux spéciaux et les promesses des Souverains, ainsi que par la Constitution, même par la rédaction actuelle de l'article 15.

Dans la question de l'administration des biens, l'autonomie de l'Église est complètement abolie par ce projet de loi, qui enlève toute liberté aux représentants légitimes de l'Église, en les subordonnant soit à la représentation paroissiale, soit aux autorités de l'État; il crée en outre à leur place, pour l'administration des biens de l'Église, des organes tout nouveaux, qui ne peuvent pas être considérés comme légitimes d'après les principes du droit canon.

Le présent projet implique en quelque sorte la sécularisation universelle de la fortune ecclésiastique, en la représentant et la traitant comme propriété des communautés, tandis que, d'après les principes

les plus indubitables du droit commun et du droit canon, ainsi que d'après l'interprétation bien entendue du Code civil prussien et du droit français, elle appartient non aux communautés, mais aux églises.

Les dispositions du projet violent en plusieurs points les droits essentiels et inaliénables de l'Église catholique, de sorte qu'on ne pourra jamais reconnaître, au point de vue du droit, aux organes de la législation de l'État le droit de porter une semblable loi.

C'est pourquoi l'Épiscopat de l'Église catholique romaine, en Prusse sent qu'il est de son devoir et de sa compétence d'élever sa voix contre le présent projet touchant l'administration des biens dans les communautés catholiques. Le soussigné a, en conséquence, l'honneur de prier avec autant de respect que d'instances, au nom et par commission expresse de tous ses collègues, aussi bien qu'en son propre nom, en réservant les droits de l'Église catholique en Prusse contre la violation de son autonomie et de ses attributions, l'illustre Chambre des députés de bien vouloir refuser son approbation au présent projet de loi.

J'ai l'honneur d'être, avec une considération distinguée.

(L. S.) *Signé : PAUL,*  
*archevêque de Cologne.*

---

**Espagne. — MANIFESTE DU PRINCE ALPHONSE.**

Yorktown (Sandhurst), 4<sup>er</sup> décembre 1874.

Monsieur,

J'ai reçu d'Espagne un grand nombre de félicitations à l'occasion de mon anniversaire de naissance, et quelques-unes aussi de compatriotes résidant en France. Je désire que vous soyez l'interprète de ma gratitude et de mes idées.

Tous ceux qui m'ont écrit professent la même conviction, que le rétablissement de la monarchie constitutionnelle peut seule mettre un terme à l'oppression, à l'incertitude et aux cruelles perturbations qu'éprouve l'Espagne. On me dit que la majorité de nos compatriotes pensent de même et qu'avant longtemps j'aurai avec moi tous les hommes de bonne foi, quels que soient leurs antécédents politiques, tous comprenant qu'ils n'ont pas d'exclusion à craindre d'un monarque nouveau et sans passions, ni d'un régime qui s'impose par la nécessité et qui représente l'union et la paix.



Je ne sais ni quand ni comment se réalisera cette espérance, ni même si elle doit se réaliser ; ce que je puis dire, c'est que je n'omettrai rien pour me rendre digne de la difficile mission de la rétablir dans notre noble nation en même temps que le respect des lois et des libertés publiques.

Veuve, à cette heure de tout droit public et indéfiniment privée de ses libertés, il est naturel que la nation tourne ses regards vers le droit constitutionnel auquel elle était accoutumée et vers ces libres institutions qui ne l'empêchèrent pas plus de défendre son indépendance en 1812, que de terminer en 1840 une guerre civile acharnée. Elle a dû, en outre, à ces institutions, de longues années de progrès constant, de prospérité, de crédit public et même de quelque gloire, années dont il est si difficile d'effacer le souvenir, lorsque si grand est le nombre de ceux qui les ont connues.

C'est pour tout cela sans doute que la seule chose qui inspire confiance est la monarchie héréditaire représentative, considérée comme la garantie impossible à remplacer des droits et des intérêts nationaux, par les classes ouvrières comme par les plus élevées.

En attendant, nous voyons aujourd'hui à terre, non-seulement ce qui existait en 1868, mais tout ce qu'on a prétendu créer depuis lors. Si la constitution de 1845 se trouve abolie de fait, il en est exactement de même de celle qui fut faite, en 1869, sur la base de la monarchie qui n'existe plus. Si une réunion de sénateurs et de députés sans mandat légal décréta alors la République, les seules Cortès, régulièrement convoquées dans le but prémédité d'installer ce régime, se virent bientôt dissoutes par les baïonnettes de la garnison de Madrid. Toutes les questions politiques se trouvent ainsi en suspens, et même réservées à la libre décision de l'avenir, de la part des gouvernants actuels.

Par bonheur, la monarchie héréditaire et constitutionnelle possède dans ses principes la flexibilité nécessaire et toutes les conditions de certitude voulues pour que tous les problèmes impliqués dans son rétablissement soient résolus conformément aux vœux et à la convenance de la nation.

Il n'y a pas à attendre que je décide rien par moi-même d'une façon arbitraire. Les princes espagnols n'ont jamais résolu les affaires difficiles de la nation sans Cortès, dans les temps anciens de la monarchie, et ce n'est pas moi qui oublierai cette juste règle de conduite dans ma condition présente, alors que tous les Espagnols sont habitués aux procédés parlementaires. L'heure venue, l'entente et l'accord sur les questions à résoudre seront faciles entre un prince loyal et un peuple libre.

Je ne désire rien tant que de voir notre patrie être libre véritablement. A ce résultat doit puissamment contribuer la dure leçon du temps actuel. Cette leçon ne peut être perdue pour personne; elle le sera moins encore pour les honnêtes et laborieuses classes populaires, victimes de sophismes perfides ou d'absurdes illusions. Tout ce que nous voyons enseigne que les nations les plus grandes et les plus prospères, celles où germent le mieux l'ordre, la liberté et la justice, sont celles qui respectent le plus leur histoire. Cela n'empêche pas qu'elles observent et suivent d'un pas sûr la marche progressive de la civilisation. Plaise donc à la divine Providence que le peuple espagnol s'inspire, un jour, de ces exemples !

Pour ma part, je dois à l'infortune d'être en contact avec les hommes et les choses de l'Europe moderne. Si l'Espagne ne prend pas dans cette Europe une position digne de son histoire, une position indépendante et sympathique, ce ne sera pas ma faute, ni aujourd'hui, ni jamais.

Quelle que soit ma destinée, je ne cesserai pas d'être bon Espagnol, bon catholique comme tous mes ancêtres, ni vraiment libéral comme homme du siècle.

Votre bien affectionné.

*Signé : ALPHONSE.*

---

**Grande-Bretagne.** — DISCOURS DE LA REINE LU PAR LE LORD CHANCELIER A L'OUVERTURE DU PARLEMENT LE 49 MARS 1874.

Milords et messieurs,

Dès que les changements amenés par la retraite de la dernière administration me l'ont permis, je me suis empressée de venir demander vos conseils.

Mes relations avec les puissances étrangères continuent à être dans les meilleurs termes. Je ne manquerai pas de mettre l'influence qui nous est acquise par ces rapports cordiaux au service de la paix de l'Europe et de l'accomplissement fidèle des engagements internationaux.

Le mariage de mon fils, le duc d'Édimbourg, avec la grande-duchesse Marie-Alexandrowna de Russie, est pour moi une source de bonheur, et pour les deux empires un engagement réciproque d'amitié.

La guerre avec les Ashantées s'est terminée par la prise et la destruction de la capitale de ce peuple, et par des négociations qui, je

l'espère, amèneront un état de choses plus satisfaisant que celui qui a existé jusqu'ici sur la côte occidentale d'Afrique.

Le courage, la discipline, l'abnégation de mes troupes de terre et de mer, joints à l'énergie et à l'habileté avec lesquelles l'expédition a été conduite, ont brillamment maintenu, dans les circonstances les plus pénibles, la réputation traditionnelle des armes de la Grande-Bretagne.

Je regrette vivement que la sécheresse ait frappé les provinces les plus peuplées de mon Empire indien, et qu'elle ait produit la pénurie extrême qui a causé la famine sur une vaste étendue de pays habitée par des millions d'habitants. J'ai donné l'ordre au Gouvernement général de l'Inde de ne reculer devant aucun sacrifice pour atténuer, autant que possible, cette terrible calamité.

Messieurs de la Chambre des communes,

Le budget des dépenses, pour la prochaine année financière, vous sera soumis immédiatement.

Milords et Messieurs,

Le retard et les frais occasionnés par le transfert de la propriété foncière en Angleterre sont considérés depuis longtemps comme un vice dans notre législation et un obstacle sérieux aux transactions en fait de propriétés immobilières. Cet objet a occupé l'attention du Parlement dans les précédentes sessions, et j'ai la confiance que les mesures qui vont être soumises à votre approbation seront propres à écarter, en grande partie, le mal dont on s'est plaint.

Vous serez probablement d'avis que la révision de la juridiction et la réunion de l'administration des lois et d'équité qui ont été effectuées en Angleterre pendant la dernière session, doivent, d'après les mêmes principes, être étendues à l'Irlande, et il vous sera demandé de consacrer une partie de votre temps à l'accomplissement de cette tâche.

La plus grande partie de ces changements ne pourront être appliqués aux tribunaux écossais; mais vous serez invités, quant à cette partie de mon royaume, à examiner le mode le plus satisfaisant de mettre les procédures par voie d'appel en harmonie avec la législation actuelle, et, parmi d'autres mesures d'intérêt spécial pour l'Écosse, il vous sera soumis un projet de loi pour amender la loi pour amender la loi concernant les droits sur la propriété foncière et pour faciliter le transfert desdites propriétés.

Des difficultés sérieuses ont été soulevées et des remontrances ont

été faites par des classes nombreuses de la communauté au sujet de la mise à exécution du nouvel acte du Parlement, concernant les relations entre patrons et ouvriers, de l'acte de 1871, sur les délits relatifs au commerce, et de la loi sur les fraudes concernant plus spécialement ces délits. En ces matières, je désire que'avant de tenter aucune nouvelle législation, vous soyez en possession de tous les faits matériels et des questions exactes en discussion, et dans ce but j'ai institué une commission royale pour s'enquérir de l'état et de la mise à exécution de la loi actuelle, dans le but de l'amender promptement si c'est nécessaire.

Un projet de loi sera déposé concernant les articles de la loi réglant la vente des boissons spiritueuses qui ont donné lieu à des réclamations qui paraissent mériter l'intervention du Parlement.

Votre attention sera également appelée sur les lois concernant les sociétés mutuelles et de bienfaisance.

Toutes ces questions exigeront votre sérieuse considération, et je prie que le Tout-Puissant guide vos délibérations pour le bien-être de mon royaume.

---

**Turquie.** — MEHEMET THEWIK, PRINCE HÉRITIER D'ÉGYPTE,  
A M. DE LESSEPS.

Le Caire, 49 mars 1874.

Monsieur le président,

Son Altesse m'a chargé de porter à votre connaissance les deux lettres vizirielles portant toutes deux la date du 7 mars 1874, qu'elle vient de recevoir et dont j'ai l'honneur de vous transmettre ci-dessus les traductions.

Vous verrez, monsieur le président, que le Gouvernement Impérial insiste sur l'exécution des mesures adoptées pour le droit à percevoir sur les bâtiments traversant le canal et invite Son Altesse à tenir la main ferme à l'exécution de la mesure qui prescrit la perception d'un droit de 10 francs par tonneau, d'après l'évaluation du tonnage net établi par la Commission, dans le cas où, avant l'expiration du terme de trois mois indiqué dans la lettre vizirielle du 22 zilkadé, la compagnie n'aurait pas notifié à Son Altesse son adhésion à la transaction proposée.

Son Altesse, monsieur le président, est persuadée que la compagnie de Suez exécutera elle-même la décision de la Sublime-Porte et que son Gouvernement ne se verra pas dans la nécessité d'intervenir



pour tenir la main haute à cette exécution, conformément aux ordres de la Sublime Porte.

Veuillez agréer, monsieur le président, l'expression de ma haute considération.

*Signé*: MEHEMET THEWIK.

**Suez.** — M. DE LESSEPS A MÉHÉMET THEWIK.

Caire, le 20 mars 1874.

Monseigneur,

J'ai eu l'honneur de recevoir la dépêche de Votre Altesse en date d'hier et j'ai étudié avec la plus grande attention les deux lettres vizirielles du 7 mars 1874, adressées à Son Altesse le Khédive.

La précédente lettre vizirielle du 22 zilcadé 1290, mentionnant une transaction conseillée par une commission internationale à laquelle la compagnie du canal de Suez n'avait pas été appelée à participer, nous avait semblé renfermer un simple projet. La disposition conseillée ne pouvait être intitulée transaction que si elle était le résultat d'un accord entre les parties contractantes.

Aussi m'étais-je empressé de montrer mes bonnes dispositions à entrer en négociation, et j'avais soumis à la Sublime Porte, par le bienveillant intermédiaire de Son Altesse le Khédive, une proposition que je jugeais assez équitable pour la présenter au conseil d'administration de la compagnie et à l'assemblée générale des actionnaires.

Les deux nouvelles lettres vizirielles se traduisent non plus par une demande de négociation, mais par une intimation formelle devant au besoin être appuyée par une force gouvernementale. En conséquence je retire ma proposition de conciliation et je maintiens dans toute leur intégralité les droits écrits des actionnaires du canal, sans aucune modification.

La compagnie financière du canal de Suez, n'ayant par elle-même d'autre force que son droit et désirant éviter un conflit qui serait fâcheux pour tout le monde, se voit obligée de se soumettre provisoirement ; mais elle constate la violation d'un contrat public juridiquement établi par l'article 17 suivant de son acte de concession, ratifié par Sa Majesté impériale le Sultan :

Art. 17 de l'acte de concession du 5 janvier 1856.

Pour indemniser la compagnie des dépenses de construction, d'entretien et d'exploitation qui sont mises à sa charge par les présentes, nous l'autorisons, dès à présent et pendant toute la durée de sa jouissance, à établir et percevoir, pour le passage dans les canaux et les ports en dépendant, des droits de navigation, de pilotage, de remorquage, de halage ou de stationnement, suivant des tarifs qu'elle pourra modifier à toute époque, sous la condition expresse :

1° De percevoir ces droits, sans aucune exception ni faveur, sur tous les navires, dans des conditions identiques;

2° De publier les tarifs, trois mois avant la mise en vigueur, dans les capitales et les principaux ports de commerce des pays intéressés;

3° De ne pas excéder, pour le droit spécial de navigation, le chiffre maximum de 10 francs par tonne de capacité des navires et par tête de passager.

Je remets, ci-joint, la copie d'une protestation que j'avais déposée à Constantinople, le 13 mai de l'année dernière, à l'époque où une première tentative avait été faite pour porter atteinte aux droits de la compagnie du canal de Suez. Cette atteinte devenant aujourd'hui un fait mis arbitrairement à exécution, malgré les observations contenues dans mon memorandum du 22 décembre 1873 et ma proposition du 31 janvier 1874, je renouvelle personnellement mes protestations antérieures et, me portant fort pour les actionnaires qui m'ont confié leurs capitaux sous la foi d'un contrat solennel revêtu de toutes les formalités légales, je déclare rendre la Porte ottomane responsable de toutes les pertes pouvant résulter de l'application de la taxe de 10 francs par tonne suivant le calcul inexact de la commission internationale, au lieu de la tonne de véritable capacité utilisable déterminée par notre contrat.

Je dois en outre considérer comme une seconde violation de contrat de la part de la Sublime Porte l'obligation qui nous serait imposée d'appliquer le nouveau tarif avant le délai exigé par l'acte de concession et les statuts pour la publicité des modifications de tarifs, et je fais à ce sujet une réserve spéciale pour le dommage qui nous serait causé jusqu'au moment où la compagnie aura pu légalement prendre les dispositions nécessaires afin de compenser, suivant les moyens réguliers dont elle profitera, le dommage évalué, dans l'état actuel à environ 700,000 francs par mois.

Je vous prie, monseigneur, d'agréer l'hommage de ma respectueuse considération.

*Le président-directeur de la Compagnie de Suez.*

*Signé : FERD. DE LESSEPS.*

---

**Suez.** — M. DE LESSEPS A MEHEMET THEWIK.

Ismaila, le 21 mars 1874.

Monseigneur

En exécution de la mesure imposée à la compagnie de Suez par la Sublime Porte, sous menace de l'emploi de la force, et au sujet de laquelle j'ai adressé hier à Votre Altesse ma protestation, j'ai l'hon-

neur de l'informer que je viens d'engager, par voie télégraphique, le conseil d'administration de la compagnie à faire les publications exigées par notre contrat pour appliquer dans le délai légal, c'est-à-dire le 1<sup>er</sup> juillet prochain, le nouveau tarif du droit spécial de navigation d'après le tonnage danubien.

Le 1<sup>er</sup> et le 3<sup>e</sup> paragraphe de l'article 17 de l'acte de concession du 5 janvier 1856 contiennent les prescriptions suivantes :

« La compagnie pourra modifier ses tarifs à toute époque, sous la condition expresse : de publier les tarifs, trois mois avant la mise en vigueur, dans les capitales et les principaux ports de commerce des pays intéressés. »

Veuillez, monseigneur, agréer l'hommage de ma respectueuse considération.

*Signé : F. DE LESSEPS.*

**Suisse. — PROCLAMATION DU CONSEIL FÉDÉRAL AU PEUPLE SUISSE  
AU SUJET DE LA RÉVISION DE LA CONSTITUTION FÉDÉRALE.**

Berne, le 23 mars 1874.

Fidèles et chers confédérés,

Le premier projet de révision de la Constitution fédérale a été rejeté le 12 mai 1872, par une faible majorité du peuple suisse et par 13 cantons contre 9. Les conseils de la Confédération ont dû se demander dès lors comment il fallait interpréter cette décision souveraine.

Le peuple suisse entendait-il rejeter en principe toute révision de notre loi fondamentale, ou bien a-t-il simplement voulu dire que les autorités législatives s'étaient méprises sur les vœux de la population ou les avaient dépassés?

Le renouvellement intégral du Conseil national, vers la fin de la même année, répondit à cette question. Malgré le résultat du 12 mai, le peuple honora de nouveau de sa confiance les hommes qui, dans les deux camps, avaient combattu au premier rang.

On dut en conclure que le peuple n'était pas absolument opposé à toute révision constitutionnelle, mais que le projet ne l'avait pas satisfait.

L'Assemblée fédérale n'hésita pas à attribuer cette signification aux élections d'octobre 1872; aussi dès le 20-21 décembre décida-t-elle, à une majorité voisine de l'unanimité, d'inviter le Conseil fédéral à lui présenter de nouveau un rapport et des propositions sur la révision de la constitution fédérale.

Dans les débats qui survinrent, aussi approfondis que consciencieux, les conseils législatifs de la Confédération purent se convaincre

que le seul moyen d'arriver à un résultat satisfaisant était d'entrer dans la voie de la conciliation et de s'inspirer d'un sentiment de confraternité fédérale.

Il ne pouvait échapper à aucun observateur impartial que le peuple suisse se partageait en deux partis à peu près de même force; que ces deux partis avaient à cœur, l'un et l'autre, le bien du pays, mais en le comprenant différemment, et qu'étant égaux ou à peu près, ils avaient le droit d'être écoutés à titre égal.

Vous avez maintenant sous les yeux, chers et fidèles confédérés, le résultat de ces délibérations, et vous êtes appelés à décider souverainement, le 19 avril, si vous voulez adopter la nouvelle Constitution fédérale en lieu et place de celle qui nous régit encore, sous l'égide de laquelle la Suisse a été heureuse et considérée pendant une période de vingt-cinq années, mais qui a cessé néanmoins d'être à la hauteur des besoins actuels. Ces vingt-cinq ans ont pu faire vieillir beaucoup de choses, car ils comptent pour plus d'un siècle dans l'histoire du progrès.

Notre intention n'est point d'entrer dans un examen détaillé du projet qui vous est soumis; nous devons nous borner à faire ressortir quelques points propres à caractériser les principes qui ont guidé les conseils de la nation, ou assez importants par eux-mêmes pour mériter une attention particulière.

Notre *organisation militaire* demande une réforme fondamentale si l'on veut que la Suisse soit en état de défendre sa liberté et son indépendance et de repousser victorieusement toute prétention injuste ou offensante. Sur ce point la nécessité d'une réforme est incontestable et depuis longtemps reconnue, non-seulement par les hommes les plus compétents, mais encore par nos jeunes et courageuses milices.

Sans perdre de vue le but à atteindre, non plus que les conditions essentielles d'une bonne organisation militaire, le projet actuel, tenant compte des susceptibilités cantonales, écarte l'idée d'une centralisation absolue et laisse aux cantons une certaine part dans l'administration militaire.

Les difficultés ont été plus grandes sur la question du *droit*.

Le projet de 1872 reposait sur le principe de l'unification complète du droit. Beaucoup de citoyens avaient caressé l'idée qu'il ne devait y avoir en Suisse qu'un seul droit, tout comme une seule armée.

Cette idée resta sans écho dans une grande partie de la population.

Dans l'espoir d'amener un rapprochement, on convint alors de n'attribuer d'autre droit à la Confédération que celui de légiférer sur les intérêts qui se rattachent directement aux relations commer-



ciales et qui, vu les besoins nouveaux, ne peuvent plus être abandonnés, sans grand préjudice pour tous, au libre arbitre de chaque canton.

Les autres parties du droit, c'est-à-dire celles qui sont en rapport plus intime avec les intérêts personnels et locaux, restent dans les attributions de la législation cantonale; c'est le cas du droit pénal tout entier, du droit de succession, du droit matrimonial et du droit hypothécaire dans l'acception restreinte du mot.

Après avoir cédé à la Confédération des attributions souveraines aussi importantes, on a jugé convenable de réserver au peuple une certaine participation en matière de législation fédérale, et de garantir le droit de veto à un nombre déterminé de citoyens ou de cantons. Une disposition de ce genre était d'ailleurs motivée par la circonstance que la plupart des cantons ont déjà admise, sous une forme ou sous une autre, et dans une mesure plus ou moins grande, la participation directe du peuple à la législation.

Nous mentionnerons encore la position nouvelle et plus importante qui est faite au tribunal fédéral; sa sphère d'action a été notablement étendue; il connaîtra d'un grand nombre d'affaires jusqu'à présent déferées à des autorités politiques contrairement aux vrais principes du droit public.

Quant aux droits individuels, il importait surtout de régler d'une manière plus conforme à l'équité ceux des citoyens *établis*. Il n'y a pas moins de 300,000 citoyens suisses domiciliés et exerçant une profession hors de leur canton d'origine. Cette classe de citoyens a droit à d'autant plus d'égards qu'il devient chaque jour plus impossible, grâce à la facilité croissante des relations, de parquer les hommes dans un espace restreint. Il convient d'ailleurs, autant qu'on le peut sans porter atteinte à des droits consacrés, d'accorder à quiconque supporte toutes les charges du citoyen des droits plus étendus que ceux dont les Suisses établis ont joui jusqu'à présent dans certains cantons.

Les articles confessionnels forment un groupe de la plus haute importance.

Le premier principe qui y est posé est celui d'une pleine et entière consécration de la liberté de croyance et de conscience.

Dans des questions qui touchent à ce que nous avons de plus intime et de plus cher, à la recherche de l'infini, l'homme parvenu à l'âge de raison doit être affranchi de toute contrainte extérieure; il ne relève, en pareille matière, que de Dieu et de sa conscience. En conséquence, le devoir de l'État est de protéger chacun de ses membres contre toute atteinte portée à ce droit sacré, et de ne pas permettre qu'une corpo-

ration religieuse quelconque, se prévalant d'une suprématie qu'elle s'arroe elle-même, oppose ses dogmes et ses décrets particuliers aux lois de l'Etat, revendique des prérogatives et prétende à l'autorité.

Un régime pareil irait droit à l'anarchie : il rendrait impossible l'organisation de la société d'après les idées modernes, et conduirait à des conséquences en contradiction avec toute notion juste de l'Etat et de ses attributions.

Il n'est pas besoin d'en dire davantage pour démontrer combien sont dépourvues de fondement les craintes réelles ou simulées au sujet de telle communauté religieuse qui serait menacée par le nouveau projet de Constitution.

Dans les Etats rationnellement organisés, toute communauté religieuse jouit d'une liberté absolue, en tant qu'elle respecte les droits égaux de toute autre communauté religieuse et se soumet à l'autorité de l'Etat, qui comprend tout en soi, pénétrant et protégeant toutes les relations de la vie sociale.

Mentionnons enfin les pouvoirs nouveaux que le projet donne à la Confédération pour étendre sa sollicitude à des intérêts intellectuels d'un ordre élevé et les favoriser le plus possible.

La Confédération devra veiller entre autres à ce que, dans tous les cantons, il soit donné à la jeunesse, sous la direction exclusive de l'autorité civile, une instruction suffisante, obligatoire et gratuite ; ainsi les générations nouvelles recevront une éducation appropriée à l'œuvre qui les attend, et l'enfant du pauvre, comme celui du riche, aura le moyen de s'orienter au milieu des difficultés croissantes de la vie, et de se créer une existence honorable.

Fidèles et chers confédérés,

Nous ne nous dissimulons pas qu'à côté d'avantages incontestables, le projet que nous vous présentons peut avoir aussi ses inconvénients ; nous ne prétendons point avoir atteint le but où nous tendons. Cette œuvre, nous le savons, porte le cachet de toute œuvre humaine.

Les uns trouveront qu'on a imposé des limites trop étroites à la sphère des attributions fédérales ; d'autres estimeront, au contraire, qu'on a déjà outrepassé les bornes de ce qui est compatible avec l'essence de l'Etat fédératif. Mais tout le monde conviendra d'une chose, savoir qu'on est resté fidèle au principe de franche conciliation et de patriotique abnégation qui seul, en présence de tant d'intérêts opposés ou divergents, permettait de mener à bonne fin une œuvre aussi ardue. Vous reconnaîtrez également que le projet renferme un grand nombre de germes féconds, qui, développés par une politique sage et

prudente, produiront de bons fruits, et qu'il donne l'essor à des forces jusqu'ici latentes, qui promettent de devenir des sources nouvelles de prospérité publique.

Vous reconnaîtrez enfin que nous avons travaillé loyalement à élever un édifice où, moyennant quelque bonne volonté, les vingt-deux petites familles qui forment la grande famille suisse puissent vivre en bonne harmonie les unes à côté des autres, se prêter aide et assistance et suivre avec succès, comme d'autres nations, la voie de la civilisation, but commun de l'humanité.

Heureux sommes-nous que cette fois encore l'œuvre nouvelle ait pu être complètement notre œuvre, que, libres de toute influence extérieure, nous ayons pu ne consulter que nos intérêts et nos besoins.

Heureux si nous savons aujourd'hui entendre la voix des temps, cette voix qui nous presse de mettre nos destinées sous l'égide tutélaire de solides institutions constitutionnelles. L'horizon n'est pas sans nuages, les grandes questions sociales surgissent plus nombreuses et plus pressantes que jamais ; accueillons tout ce qui peut ranimer et fortifier la conscience publique.

C'est dans ces sentiments que l'Assemblée fédérale a adopté, le 31 janvier, à une grande majorité, le projet qu'elle nous a chargés de soumettre à votre sanction souveraine.

En ce qui nous concerne, nous partageons sans réserve les vues des représentants que vous avez honorés de votre confiance, et nous n'hésitons pas à vous engager avec une pleine conviction à lui donner votre assentiment,

Nous déclarons en outre, en toute franchise, qu'un nouveau rejet serait à nos yeux un malheur public pour la Suisse, malheur qui ne peut être détourné que si chaque citoyen fait sur l'autel de la patrie le sacrifice d'opinions ou d'intérêts particuliers, et consent à se plier à une nécessité d'un ordre supérieur. Le moment est venu, chacun le sent, de clore l'ère d'agitation de ces dernières années et de rentrer dans la voie d'un progrès continu et pacifique.

Préparez-vous donc, fidèles et chers confédérés, avec courage et confiance, préparez-vous dans un sentiment de patriotisme élevé, à la journée qui doit trancher cette grande question et nous ouvrir une ère nouvelle, pleine d'espérances et de promesses.

Dans un moment aussi solennel, il est du devoir de chaque citoyen de n'écouter que la voix de sa conscience, et de ne se laisser guider que par une seule et unique pensée, celle de *« travailler à l'honneur et au bonheur de la commune patrie, de détourner tout ce qui pourrait lui nuire, fidèlement et sans fraude, aussi vrai qu'il désire que Dieu l'assiste. »*

Livrons-nous à la douce espérance que, dans le grand-livre des annales de notre Confédération suisse, antique mais rajeunie, l'histoire inscrira la date du 19 avril 1874 comme celle d'un jour heureux dont nos neveux se souviendront avec amour et reconnaissance.

Si le projet qui vous est soumis obtient du peuple et des cantons l'accueil que nous lui souhaitons, nous formons pour lui le vœu qui a salué l'avènement de la Constitution actuelle :

*« Puisse l'arbitre des destinées des peuples faire de la nouvelle loi fondamentale de notre pays une source abondante de bénédictions pour nos enfants et nos petits-enfants. »*

*Au nom du Conseil fédéral suisse :*

Le Président de la Confédération,  
SCHENK.

Le Chancelier de la Confédération,  
SCHIESS.

**Suez. — M. DE LESSEPS A MÉHÉMET THEWIK.**

Le Caire, le 11 avril 1874.

Monseigneur,

En réponse à la communication d'un télégramme de la Sublime Porte, en date du 7 de ce mois, j'ai l'honneur de déclarer qu'après un premier refus de mes propositions de négociation ou de conciliation, et après un deuxième refus du délai statutaire pour publier la modification de tarif imposée arbitrairement, j'opposerai, en ma qualité de chef d'une société financière universelle et comme citoyen français, une résistance absolue à la violation d'un contrat bilatéral accepté et accompli par quarante mille actionnaires français.

En l'absence de tout plaignant responsable et de toute sentence ou jugement, ni la Porte ni les puissances n'ont aucun droit de s'immiscer dans nos affaires lorsque nous observons strictement les termes de notre contrat.

Je prends mes dispositions pour réunir dans les délais légaux l'assemblée générale des actionnaires auxquels la question actuelle sera présentée intacte avec le maintien de tous leurs droits.

Je remets ci-joint copies : de l'article 12 de l'acte de concession du 30 novembre 1854, des articles 14 et 22 de l'acte de concession du 5 janvier 1856 et du firman impérial du 19 mars 1866.

Veuillez agréer, monseigneur, l'hommage de ma respectueuse considération.

*Signé : FERD. DE LESSEPS.*



*Firman de concession de S. A. Mohammed-Saïd, vice-roi d'Égypte.*

Art. 12. — Nous promettons enfin notre bon et loyal concours et celui de tous les fonctionnaires de l'Égypte pour faciliter l'exécution et l'exploitation des présents pouvoirs.

Caire, le 30 novembre 1854.

*Deuxième acte de concession.*

(Extrait). . . . .

Art. 14. — Nous déclarons solennellement, pour nous et nos successeurs, sous la réserve de la ratification de S. M. I. le Sultan, le grand canal maritime de Suez à Péluse et les ports en dépendant, ouverts à toujours, comme passages neutres, à tout navire de commerce traversant d'une mer à l'autre, sans aucune distinction, exclusion ni préférence de personnes ou de nationalités, moyennant le paiement des droits et l'exécution des règlements établis par la compagnie universelle concessionnaire pour l'usage dudit canal et dépendances. . . . .

Art. 22. — Comme témoignage de l'intérêt que nous attachons au succès de l'entreprise, nous promettons à la compagnie le loyal concours du Gouvernement égyptien, et nous invitons expressément par les présentes les fonctionnaires et agents de tous les services de nos administrations à lui donner en toute circonstance aide et protection.

Nos ingénieurs, Linant-Bey et Mougel-Bey, que nous mettons à la disposition de la compagnie pour la direction et la conduite des travaux ordonnés par elle, auront la surveillance supérieure des ouvriers et seront chargés de l'exécution des règlements qui concerneront la mise en œuvre des travaux.

Fait à Alexandrie, le 5 janvier 1856.

Alexandrie, le 26 rebi-ul-akhir (5 janvier 1856.)

Cachet de S. A. le Vice-Roi.

*Firman de S. M. I. le Sultan.*

Mon illustre vizir, Ismaïl-Pacha, vice-roi d'Égypte, ayant rang de grand-vizir, décoré de l'Osmanié et du Medjidieh de première classe, en brillants :

La réalisation du grand œuvre destiné à donner de nouvelles facilités au commerce et à la navigation par le percement d'un canal entre la Méditerranée et la mer Rouge étant l'un des événements les plus désirables de ce siècle de science et de progrès, des conférences ont eu lieu depuis un certain temps avec la compagnie qui demande à exécuter ce travail, et elles viennent d'aboutir d'une façon conforme, pour le présent et pour l'avenir, aux droits sacrés de la Porte, comme à ceux du Gouvernement égyptien.

Le contrat, dont ci-après la teneur des articles en traduction, a été dressé et signé par le Gouvernement égyptien conjointement avec le représentant de la compagnie; il a été soumis à notre sanction impériale, et après l'avoir lu, nous lui avons donné notre acceptation.

Suit le contrat *in extenso* signé au Caire, le 22 février 1866.)

Le présent firman, émané de notre Divan impérial, est rendu à cet effet que nous donnons notre autorisation souveraine à l'exécution du canal par ladite compagnie, aux conditions stipulées dans ce contrat, comme aussi au règlement de tous les accessoires selon ce contrat, et les actes et conventions y inscrits et désignés qui en font partie intégrante.

Donné le 2 zilhydjé 1282 (19 mars 1866).

**Saint-Marin.** — PROCLAMATION DES NOUVEAUX CAPITAINES-RÉGENTS A LA SUITE DE LEUR ÉLECTION FAITE A SAINT-MARIN, LE 14 AVRIL 1874.

Citoyens !

La République n'est point de telle ou telle autre classe particulière, mais de toutes les classes de citoyens; c'est pourquoi l'indépendance, la liberté et la prospérité de la patrie doivent être à cœur à tout bon Marino.

Or, appelés au gouvernement suprême de la chose publique, nous déclarons que nous remplirons cette grave tâche consciencieusement et loyalement, mais que, pour réussir heureusement dans nos projets, nous avons besoin du concours de tout le peuple, et la coopération que nous demandons ne doit pas consister en de stériles démonstrations, mais en œuvres sérieuses et loyales; ne doit pas consister en critiques lâches et mal intentionnées, mais en conseils généreux et en une charitable tolérance; ne doit pas consister, enfin, en d'inutiles et inopportunes querelles, mais doit être une coopération de prudence, de concorde et de longanimité.

Si vous vous montrez obéissants à nos conseils et à nos ordres,

nous pourrons, de notre côté, nous occuper du bien public avec un esprit plus tranquille, sauvegarder et défendre nos droits sacrés. Et nous sommes certains que nous y réussirons, car tant, que nous aurons pour défense une Constitution politique qui a pour elle l'épreuve des siècles, tant que tous nous pratiquerons l'obéissance aux lois, le respect scrupuleux envers les devoirs internationaux, le culte de la vertu, de la famille et de Dieu, nous n'aurons pas à craindre de perdre l'héritage de nos ancêtres, et nous mériterons par là, au contraire, le respect universel et la bienveillance de tous les Gouvernements et en particulier de celui qui nous entoure.

Remarqués et loués dans des temps de tyrannie pour notre courageuse abnégation à secourir le malheur, aujourd'hui encore nous lui conserverons le droit sacré d'asile; mais, fidèles exécuteurs des lois du pays et des conventions stipulées avec le royaume d'Italie, nous le refuserons toujours au crime, parce que le crime nous fait horreur, et parce qu'avant peu, il empoisonnerait de son venin meurtrier cette terre consacrée à la vertu.

Citoyens !

Nous faisons appel à votre bon sens, à la rectitude de vos esprits, à votre amour pour la patrie, et nous vous invitons tous à faire cause commune avec le Gouvernement, comme le Gouvernement fait cause commune avec vous. Que d'autres mettent leur confiance dans d'autres forces; quant à nous, chefs d'une seule famille, fils d'une terre petite, mais libre, nous mettons notre confiance en vous et dans la justice.

Vive la République !

Les capitaines-régents,

*Signé* : FILIPPA BELLUZZI, MARINO BABBONI

**France.** — RAPPORT DU DUC DECAZES AU MARÉCHAL DE MAC-MAHON, RELATIF A LA CONSTITUTION D'UNE COMMISSION CHARGÉE D'ÉTUДИER L'ORGANISATION SPÉCIALE DE LA COMPTABILITÉ DES CHANCELLERIES CONSULAIRES, ET D'UNE COMMISSION CHARGÉE D'ÉTUДИER LES TARIFS.

Paris, le 48 avril 1874.

Monsieur le Président, la loi de finances qui a réglé, en 1833, le budget de 1834, avait rendu obligatoire l'insertion au budget de l'État des recettes et dépenses des chancelleries diplomatiques et consulaires. Mais tout en exigeant qu'on soumit désormais à son examen

ces opérations, subordonnées jusqu'alors au contrôle exclusif de l'administration des affaires étrangères, le Corps législatif de 1833 avait admis qu'elles conserveraient un caractère tout spécial d'instabilité qui s'opposait à ce qu'elles fussent l'objet d'un vote rigoureusement déterminé : il s'est donc borné à décider qu'elles formeraient un budget spécial annexé, *pour ordre seulement*, à celui des affaires étrangères, et qui présenterait, d'une part, le chiffre approximatif des recettes prévues; d'autre part, un chiffre de dépenses proportionné à ce chiffre de recettes.

C'est sur cette base que l'ordonnance du 23 août 1833 a établi la comptabilité des chancelleries.

Depuis lors, d'après le désir exprimé par la Cour des comptes et par quelques commissions budgétaires, qui avaient cru possible de ramener cette comptabilité aux formes ordinaires de la comptabilité publique, deux commissions, l'une en 1860, l'autre en 1862, avaient été chargées de reviser les ordonnances de 1833; mais à la suite d'un examen approfondi de la situation toute spéciale des chancelleries, elles ne crurent pas devoir entamer le principe même de l'ordonnance de 1833, et elles se contentèrent d'introduire les modifications de détail contre-signées dans les décrets des 20 août 1860 et 21 juin 1862. Les commissions du budget de 1873 et 1874 ont considéré que ces réformes étaient insuffisantes. Elles ont pensé, malgré les objections précédemment présentées, qu'il y avait lieu de considérer « comme regrettable une comptabilité spéciale qui opère par elle-même, par voie de compensation et de prélèvements, qui ordonnance ses mandats sur des crédits qui lui restent ouverts au Trésor du chef de ses traites, et en dehors des règles communes à la comptabilité générale de l'État; » et elles ont cru qu'il serait utile de faire rentrer ces recettes dans le système général de nos finances publiques.

Il leur semblait ainsi que les recettes de toute nature provenant des actes de chancellerie pourraient être encaissées pour compte du Trésor et versées à celui-ci, et qu'il pourrait être pourvu « aux dépenses de ce service en dehors de ces recettes, avec lesquelles il n'y aurait plus lieu d'établir des compensations, au moyen d'un crédit qui figurerait chaque année pour la totalité de ces dépenses au budget du ministère des affaires étrangères. »

Abordant la question des remises proportionnelles attribuées aux chanceliers, ces mêmes commissions, sans partager les craintes qu'a pu faire naître un système dans lequel les agents semblent intéressés à augmenter les frais de toute nature donnant ouverture à une perception, ont considéré que le principe même de ces remises était fâcheux, et elles ont exprimé le désir que les émoluments attribués



aux chanceliers fussent calculés de manière à remplacer pour eux les remises proportionnelles et que celles-ci disparussent complètement.

Dès le mois de novembre 1872, une commission spéciale, instituée par M. le comte de Rémusat, avait étudié ces graves questions. Sans méconnaître la valeur des considérations qui ont pu maintenir jusqu'ici l'état de choses consacré par les ordonnances réglementaires de 1833, et en constatant d'ailleurs les améliorations de détail successivement introduites dans cette partie du service, cinq des membres de cette commission sur sept ont été d'avis qu'il y aurait lieu d'entrer dans la voie successivement indiquée par la commission de vérification des comptes des ministères et par les commissions du budget ; mais ils ont pensé en même temps que l'étude des moyens pratiques destinés à réaliser cette réforme devait être confiée à une nouvelle commission.

Si la commission d'étude, en effet, a pu se prononcer sur le principe même des réformes à accomplir, elle a dû reconnaître en même temps que l'application de ce principe soulevait certaines difficultés d'exécution, notamment en ce qui concerne, d'une part, les dispositions à prendre pour effectuer les versements au Trésor du produit des taxes de chancellerie, de l'autre, les mesures à adopter pour entourer le service spécial des chancelleries consulaires des garanties exigées de tous les comptables de l'État.

De ces deux questions de détail, la première échappait, par sa nature même, à son examen ; la seconde, au contraire, rentrait trop directement dans sa compétence pour qu'elle ne se considérât pas comme autorisée à exprimer dès à présent, en termes généraux, le vœu que le département des affaires étrangères fût appelé à assurer par lui-même, ainsi qu'il l'a déjà fait mainte fois, le contrôle que réclament les intérêts du Trésor. Ce contrôle, en effet, portant sur la surveillance directe que les chefs de poste sont tenus d'exercer sur les actes de leurs chanceliers, ne pourrait être utilement et convenablement confié qu'à des fonctionnaires appartenant eux-mêmes au ministère des affaires étrangères, et joignant, par conséquent, à l'expérience nécessaire à l'accomplissement de leur mission l'autorité non moins indispensable qu'ils puiseraient dans le caractère même dont ils seraient revêtus.

Il s'agit donc aujourd'hui de réunir une nouvelle commission qui reprenne les travaux de ses devancières, et j'ai l'honneur de vous proposer d'en autoriser la constitution et la réunion.

J'avais pensé qu'il serait possible de confier à cette commission, en même temps que l'examen et l'organisation du régime de la comp-

tabilité des chancelleries, celui des tarifs à laquelle fait allusion le dernier rapporteur du budget des affaires étrangères, M. le vicomte de Rainneville, et qui a pour but de rechercher s'il y aurait lieu et s'il serait possible d'augmenter les ressources de ce service. Mais les taxes insérées au tarif des chancelleries portent sur les différents actes de la compétence des consuls ou des chanceliers : actes de l'état civil, actes de la juridiction civile, commerciale ou criminelle, actes notariés, actes de la navigation, actes administratifs tels que passe-ports et légalisations; leur examen implique donc des connaissances si exactes et si détaillées qu'il est nécessaire de réclamer le concours des fonctionnaires possédant ces compétences spéciales.

Si monsieur le Président entrait dans ces vues, il y aurait lieu de confier l'étude de la révision du tarif des chancelleries à une seconde commission, dont la réunion devrait être immédiate, afin de faire profiter le plus tôt possible le Trésor des nouvelles ressources qu'il est permis d'en espérer. L'enquête relative à cette révision est aujourd'hui complètement terminée; tous les éléments des travaux de la commission sont prêts, et déjà les divers départements qui doivent y participer, prévenus de sa réunion prochaine, ont désigné leurs délégués.

J'ai l'honneur de vous proposer de constituer ces deux commissions; elles seraient composées conformément à la liste annexée à ce rapport et que je sou mets également à votre approbation.

Veillez agréer, monsieur le Président, l'hommage de mon respectueux dévouement.

Le ministre des affaires étrangères,  
*Signé* : DECAZES.

Approuvé.

*Signé* : Maréchal de MAC-MAHON,  
duc DE MAGENTA.

---

*Arrêtés du ministre des affaires étrangères instituant ces commissions  
et en nommant les membres.*

Le ministre des affaires étrangères

Arrête :

Art. 1<sup>er</sup>. Une commission est instituée pour étudier l'organisation spéciale de la comptabilité des chancelleries consulaires, et pour examiner les réformes proposées par la commission du budget de l'Assemblée nationale.

Art. 2. Sont nommés membres de ladite commission : MM. Lefébure; Bonnet (Adrien); le vicomte de Rainneville; le marquis de

Châteaurenard ; Dubois de l'Estang ; de Clercq ; Meurand ; le vicomte d'Arlot de Saint-Saud ; Renaudin ; Redon.

Art. 3. M. Belliard, élève consul, remplira les fonctions de secrétaire de la commission.

Le ministre des affaires étrangères

Arrête :

Art. 1<sup>er</sup> Une commission est instituée pour étudier les tarifs des chancelleries consulaires et en proposer, s'il y a lieu, la révision.

Art. 2. Sont nommés membres de ladite commission : MM. Ancel, Grivart, Baudin, le vicomte de Vallat, Duvergier, Jagerschmidt, Doazan, Laurent, Hénissart, Redon, Bourcier, Saint-Chaffay, Guilbon.

Art. 3. M. Dobignie, chancelier du consulat général de France à Alexandrie, remplira les fonctions de secrétaire de la commission, avec voix délibérative.

**Suisse. — PROCLAMATION DU CONSEIL D'ÉTAT POUR LE VOTE DE LA CONSTITUTION FÉDÉRALE.**

Genève, le 49 avril 1874

Chers concitoyens, électeurs suisses de tous les cantons, vous êtes appelés à vous prononcer aujourd'hui sur le projet de Constitution fédérale qui a été soumis à votre examen, et dont sans doute vous avez consciencieusement étudié les dispositions.

Désireux de contribuer, par votre vote, au triomphe de ce que vous estimez être le vrai et le bien, vous vous rendrez au scrutin guidés par le sentiment de ce que vous devez à la patrie, décidés à répondre uniquement à ce que votre conscience vous commande de faire dans l'intérêt général et pour le bonheur de la famille suisse.

Chers citoyens, Toujours blâmables lorsqu'il s'agit de l'accomplissement d'un devoir civique, l'abstention et l'indifférence ne sauraient être excusées aujourd'hui !

Vous répondrez en grand nombre à l'appel qui vous est adressé, afin que votre empressement prouve tout l'intérêt que vous portez aux affaires fédérales.

Puisse votre décision contribuer à la félicité de la Confédération suisse, notre bien-aimée patrie !

Au nom du Conseil d'État.

*Le Chancelier,*

*Signé : MOÏSE PIGUET.*

**Guatemala.** — LETTRE DE M. MARCO SOTO, MINISTRE DES AFFAIRES-ÉTRANGÈRES AU CHARGÉ D'AFFAIRES DE GRANDE-BRETAGNE, A PROPOS DE L'ATTENTAT COMMIS SUR LA PERSONNE DE M. JOHN MAGEE CONSUL DE GRANDE-BRETAGNE.

Guatemala, le 24 avril 1874.

Monsieur,

Hier, à deux heures de l'après-midi, vous avez bien voulu vous rendre auprès de moi, au ministère des affaires étrangères, pour me communiquer un télégramme que vous veniez de recevoir, vous annonçant que M. John Magee, vice-consul de S. M. Britannique avait été mis en prison par ordre du commandant du port de San José, nommé José Gonzalez, Espagnol de naissance, attaché au service du Gouvernement. Je vous ai immédiatement conduit auprès du Président de la République, qui, après avoir ouï ce que vous aviez à lui communiquer, a chargé le ministre de la guerre de notifier au général Gregorio Solaras, qui se trouve à Escuintla, d'avoir à se rendre à San José pour mettre en liberté M. Magee et ordonner en même temps au commandant Gonzalez d'avoir à se présenter devant le Gouvernement pour lui rendre compte de sa conduite, et pour l'amener, au besoin, de vive force et comme un prisonnier à la capitale, au cas où il aurait interrompu les communications télégraphiques.

L'acte inqualifiable dont il s'agit me force à m'adresser à vous pour vous assurer, en prévision des réclamations de la part de l'Angleterre, que des faits aussi irréguliers, que leur nature rend punissables, ont causé au Gouvernement non-seulement de l'affliction, mais de l'indignation ; et reconnaissant la gravité des événements qui ont eu lieu, il a, dès la première information qui lui est parvenue des circonstances de l'affaire, agi avec toute l'énergie et la sollicitude que réclamaient les relations amicales existant entre le Gouvernement de S. M. Britannique et celui de Guatemala. Vous êtes vous-mêmes témoin de la sollicitude dont mon Gouvernement a fait preuve dans cette déplorable affaire, et combien il a regretté l'outrage commis envers un agent consulaire de S. M. Britannique.

Mon Gouvernement, monsieur, qui désire cultiver les relations les plus amicales avec les puissances étrangères, et surtout avec la Grande-Bretagne, est, à tous égards et sur tous les points, prêt à donner toute satisfaction possible en raison de cette regrettable affaire. Bien mieux, il désire fournir de nouvelles preuves qu'il veut et entend qu'aucun étranger arrivant sur le territoire de la République ne soit insulté dans sa personne ni lésé dans ses intérêts, mais qu'il puisse, au contraire, jouir de l'hospitalité de ce pays et y trouver toutes les garanties et la sécurité que l'on peut rencontrer dans les contrées



les plus civilisées du monde. Dans cette attente, vous pouvez être assuré que les auteurs de l'acte criminel dont il est ici question seront poursuivis et punis selon toute la rigueur de la loi. Mon Gouvernement est, je le répète, prêt à donner la plus complète satisfaction et toute réparation possible à l'occasion des torts commis, dès qu'il sera remis en possession des informations nécessaires.

En m'adressant à vous sur un sujet si pénible que celui-ci, j'ai l'honneur d'être, avec la considération la plus distinguée.

Votre obéissant serviteur.

(L. S.) *Signé* : MARCO SOTO.

**Allemagne.** — DISCOURS DE L'EMPEREUR POUR LA CLOTURE DU REICHSTAG LE 26 AVRIL 1874.

Messieurs,

La session à la fin de laquelle vous arrivez ressemble, par la valeur de ses résultats législatifs, aux plus célèbres sessions des anciens Parlements. La loi la plus importante qui ait été créée avec votre participation doit, d'après les intentions des Gouvernements confédérés, assurer d'une manière durable à l'armée allemande l'organisation sur laquelle se basent la garantie et la sécurité de notre patrie et la paix de l'Europe.

Pour assurer la stabilité de notre Constitution et pour faire de l'entente générale la base du perfectionnement de nos nouvelles institutions nationales, les Gouvernements confédérés ont consenti à réserver à l'avenir la fixation définitive de l'effectif de paix de l'armée allemande, fixation proposée par eux et nécessaire suivant leur conviction.

Ils ont pu faire cette concession, dans la ferme assurance que la discussion régulière du budget militaire et le développement de la vie constitutionnelle donneront au pays et aux Parlements futurs la persuasion que la sécurité du perfectionnement constant et régulier des forces militaires de la nation et l'établissement d'une base légale pour la discussion annuelle du budget sont de toute nécessité. Pour assurer à l'armée allemande une solidité d'organisation répondant à l'importance que cette armée a pour l'Empire, ils ont contribué avec un patriotique empressement à écarter les défauts que l'expérience a fait découvrir dans les prescriptions légales concernant l'entretien des invalides de l'armée et de la marine.

Je vous remercie du soin avec lequel vous avez de nouveau veillé aux intérêts de ceux qui ont sacrifié leurs forces et leur santé au service de la patrie.

Le règlement de la circulation du papier-monnaie en Allemagne

offrait de grandes difficultés, à cause des systèmes multiples qui nous avaient été légués par le passé. Grâce à vos efforts et à la bienveillance des Gouvernements confédérés, on est parvenu à faire disparaître ces différences et à établir un règlement qui aura des résultats satisfaisants pour toutes les branches de communication, par suite de l'adoption d'un papier-monnaie unitaire dans les limites de la plus rigoureuse prudence, et de la suppression de tous les obstacles inhérents au papier-monnaie en différents pays.

Vous avez encore perfectionné sur d'autres points, de concert avec le Conseil fédéral, la législation et les institutions de l'Empire. L'impulsion et l'appui que vous avez donnés, par vos dernières décisions, à la politique que je suis de concert avec les Gouvernements confédérés, me donnent la ferme conviction que la patrie allemande jouira d'un avenir prospère dans la protection des institutions communes à l'Empire, et que l'Europe considérera le soin avec lequel l'Allemagne veille à entretenir ses forces intellectuelles, morales et matérielles, comme une garantie de la paix et du développement de la civilisation.

Je prends congé de vous, messieurs, en remerciant Dieu, qui a daigné m'accorder la possibilité de vous réunir aujourd'hui autour de moi, après une sérieuse maladie.

---

**Suez. — M. DE LESSEPS A MÉHÉMET THEWIK.**

« Le Caire, le 26 avril 1874.

Monseigneur,

En réponse à la dépêche que Votre Altesse m'a fait l'honneur de m'adresser hier, je m'empresse de lui transmettre la copie d'un télégramme expédié le même jour à l'administration du canal de Suez, à Paris.

« Le Caire, le 25 avril 1874.

» Considérant les ordres donnés par la Porte pour prendre possession du canal, et sous protestation, réservant tous droits des actionnaires, notre service du transit appliquera, à partir du 29, le tarif du droit spécial de navigation avec surtaxe imposé par la Porte.

» *Signé : LESSEPS.* »

Votre Altesse trouvera ci-joint ma protestation contre la décision de la Porte ottomane, afin qu'elle soit signifiée à Constantinople.

Veillez agréer, monseigneur, l'hommage de ma respectueuse considération.

*Le président-directeur de la Compagnie  
universelle du canal de Suez,*

*Signé : FERD. DE LESSEPS.*

---

*Protestation du président-directeur de la Compagnie universelle  
du canal maritime de Suez.*

Un contrat ne peut être modifié que par l'accord des parties contractantes. Si l'une des parties veut arbitrairement imposer sa volonté contre les termes de la convention, il y a violation de contrat.

L'article 17 du contrat public passé entre le Gouvernement égyptien et la compagnie du canal de Suez, contrat ratifié par firman de la puissance suzeraine, avait donné lieu, de la part de tiers non intervenus au contrat, à des contestations judiciaires; ces tiers ont été déboutés de leurs demandes et condamnés par deux hautes cours de justice.

Des Gouvernements étrangers, sans autorité ni compétence dans l'espèce, sont intervenus diplomatiquement auprès de la puissance suzeraine.

Le président de la compagnie de Suez, après envoi de la question d'Alexandrie à Constantinople, négocia auprès de la Porte ottomane, demandant que les tiers plaignants vinssent porter leurs réclamations devant un tribunal judiciaire ou administratif, constitué de manière à établir un débat contradictoire.

L'ambassadeur d'Angleterre s'étant opposé à ce que l'affaire fût examinée par le Conseil d'État, attendu qu'aucun sujet britannique ne se présentait comme plaignant contre la compagnie, le président-directeur, après un séjour de cinq mois à Constantinople, protesta contre toute immixtion diplomatique étrangère.

Peu de temps après, la Porte ottomane rendit une décision interprétative de l'article 17 conforme aux droits de la compagnie, qui se déclara satisfaite.

Mais l'ambassadeur d'Angleterre, secondé par deux de ses collègues étrangers, exigea la formation d'une commission internationale dont la mission primitive, indiquée dans des instructions très-justes et très-sages de la Porte ottomane, était de déterminer un tonnage universel en rapport avec la capacité utilisable des navires.

Cette commission, où plusieurs États ne furent pas représentés, particulièrement les États-Unis d'Amérique dont la navigation est égale à celle de l'Angleterre, et à laquelle ne furent point convoqués des délégués des parties contractantes, ne se borna pas à adopter un tonnage dont l'inexactitude est mathématiquement démontrée, mais elle émit l'avis d'en imposer l'application à la compagnie du canal de Suez.

L'ambassadeur d'Angleterre se chargea de convertir l'avis en obligation.

Le président-directeur de la compagnie, prenant en considération la pression diplomatique exercée sur la Porte, se montra disposé à soumettre à l'assemblée générale des actionnaires un projet de transaction qui semblait devoir donner satisfaction à des exigences injustifiables de droit, en même temps qu'il sauvegardait dans une juste mesure les intérêts respectables des actionnaires du canal.

Les propositions de transaction furent repoussées par une sommation ordonnant au Khédive d'Égypte d'employer la force pour contraindre la compagnie.

Le président, en protestant énergiquement, répondit dans les termes suivants :

« La compagnie financière du canal de Suez, n'ayant par elle-même d'autre force que son droit et désirant éviter un conflit qui serait fâcheux pour tout le monde, se voit obligée de se soumettre provisoirement, mais elle constate la violation d'un contrat public formellement établi par l'article 17 de son acte de concession. »

Il se contenta ensuite de demander que, pour l'application de la taxe illégale contre laquelle il protestait, les formalités statutaires fussent observées, afin que la compagnie pût se conformer aux obligations suivantes de son acte de concession :

« La compagnie pourra modifier ses tarifs à toute époque, sous la condition expresse de publier les tarifs trois mois avant la mise en vigueur dans les capitales et les principaux ports des pays intéressés. »

Un télégramme de la Porte, en date du 7 avril, adressé au Khédive d'Égypte, repoussa tout délai légal pour la publication du tarif imposé.

Le président répondit qu'il opposerait une résistance absolue à la violation d'un contrat bilatéral accepté et accompli par 40,000 actionnaires français, et il ajouta :

« En l'absence de tout plaignant responsable et de toute sentence ou jugement, ni la Porte ni les puissances n'ont aucun droit de s'immiscer dans nos affaires lorsque nous observons strictement les termes de notre contrat. Je prends mes dispositions pour réunir, dans les délais voulus par notre loi, l'assemblée générale des actionnaires auxquels la question actuelle sera présentée intacte avec le maintien de tous leurs droits. »

Une communication de S. A. le Khédive, en date du 25 avril, informa le directeur que la Porte ottomane, maintenant le délai fixé au 29 avril pour l'application de la décision relative au tarif, lui ordonnait d'obtenir ce résultat en usant de tous les moyens, même de la force, et de prendre au besoin possession du canal au lieu et place de la compagnie.



Le soussigné, président-directeur de la compagnie du canal de Suez, reconnaît que le Khédive d'Égypte a été obligé d'appuyer par une force militaire, qui est déjà rendue sur les lieux, la sommation de la Porte.

Considérant que l'attentat provoqué par une coalition étrangère contre le droit public et privé, est arrivé à une extrémité qui n'admet pas, de la part d'une société financière, une résistance matérielle;

Que la suspension de la navigation dans le canal de Suez, conséquence forcée d'une occupation militaire, serait un véritable désastre pour le commerce du monde;

A donné l'ordre au service de transit de la compagnie d'appliquer, à partir du 29 avril, le tarif du droit spécial de navigation avec la surtaxe, tel qu'il a été imposé par la Porte ottomane.

Et en conséquence, il proteste contre une décision arbitraire et illégale dont la compagnie se réserve de demander la modification par tous les moyens légaux, maintenant toujours, comme elle l'a fait jusqu'à présent, les droits de ses actionnaires dans les conditions du contrat du 5 janvier 1856, ratifié par S. M. I. le Sultan.

---

**Brésil, — OUVERTURE DES CHAMBRES. DISCOURS DU ROI PRONONCÉ  
LE 5 MAI 1874.**

Augustes et très-dignes représentants de la nation.

Vos réunions sont toujours pour moi un motif de joie et de confiance bien fondée.

Grâce à la Providence divine, la tranquillité publique se maintient partout, et le Brésil va prospérant sous l'influence de ce grand bienfait.

Les dernières nouvelles que j'ai reçues de ma chère fille, la princesse impériale, comtesse d'Eu, m'ont apporté l'heureuse certitude qu'elle donnera un héritier au trône.

Elle devrait donc revenir au Brésil pour remplir une des conditions du contrat de mariage; mais peut-être se verra-t-elle obligée d'éviter un si long voyage; elle se conformera aux instructions des autorités médicales.

L'état sanitaire n'a pas été satisfaisant sur plusieurs points de l'Empire; mais les souffrances du peuple sont adoucies par les secours de l'État et la charité publique.

Le caractère amical de nos relations internationales n'a pas été altéré et le Gouvernement cherche à resserrer de plus en plus les liens d'intérêt réciproques.

Les traités définitifs de paix de la République Argentine avec le Paraguay ne sont pas encore conclus, nous espérons toutefois qu'ils le seront bientôt et sans nouvelles difficultés. A cette fin, nous avons prêté notre aide à notre allié, engagés que nous étions par l'accord du 19 novembre 1871.

Les ratifications d'une convention consulaire avec la Grande-Bretagne, celles d'un traité d'extradition avec la Belgique et d'une convention postale avec la République Argentine ont été échangées.

La conduite des évêques d'Olinda et du Para les a amenés à comparaître devant le Tribunal suprême de justice pour y être jugés. Ce regrettable incident m'a beaucoup ému, mais il fallait qu'une offense si grave envers la Constitution et les lois ne restât pas impunie.

Dans le ferme dessein de conserver intacte la souveraineté nationale et de protéger les droits des citoyens contre les excès de l'autorité ecclésiastique, le Gouvernement compte sur votre solide appui, et sans s'écarter de la modération qu'il a gardée jusqu'à ce jour, il parviendra à mettre un terme à un conflit qui porte autant de préjudice à l'ordre social qu'aux véritables intérêts de la religion.

Les revenus publics ont diminué dans quelques provinces au commencement de l'exercice courant, sans que l'on puisse toutefois prévoir que le résultat définitif sera inférieur aux estimations faites antérieurement, nonobstant l'augmentation des dépenses produites par les améliorations récentes qui avaient été autorisées et le renouvellement d'une partie du matériel de l'armée et de la flotte; il est à croire que cet exercice et le précédent présenteront un excédant de recette.

L'agriculture, notre principale industrie, exige de vos lumières des mesures qui écartent le plus tôt possible les grands embarras contre lesquels elle lutte. Ce qui manque surtout, ce sont des établissements de crédit qui donnent aux planteurs, moyennant des conditions moins onéreuses, les capitaux dont ils ont besoin pour perfectionner et développer leurs travaux. Le nouveau contrat passé avec la Banque du Brésil donne de bons résultats; mais la circonscription de cette Banque ne comprend pas toutes les provinces, et d'ailleurs les moyens dont elle dispose seraient insuffisants sur une plus large échelle.

Vous avez adopté diverses résolutions importantes l'année dernière. Je suis sûr que vous persisterez dans la même voie et que vous examinerez, dans la session actuelle, d'autres projets qui se recommandent de préférence à votre sollicitude pour le bien public.

L'éducation et l'instruction populaires continuent à être l'objet des soins les plus assidus du Gouvernement; il vous soumettra un plan tendant à donner une impulsion plus vigoureuse à ce service si

essentiel, auquel l'initiative particulière prête le plus louable concours.

La réforme électorale est urgente ; j'ose espérer que vous la voterez cette année, et que vous aurez ainsi égard aux grands intérêts qui se lient au gouvernement régulier de nos institutions politiques.

L'organisation des forces militaires exige impérieusement le vote d'une loi qui règle le recrutement d'une façon juste et efficace, en évitant tout à la fois l'insuffisance et les abus du système actuel.

Augustes et très-dignes représentants de la nation, la croyance dans le brillant avenir de notre patrie s'affermir tous les jours davantage ; sa réalisation sera la meilleure récompense de nos efforts incessants. La session est ouverte.

**Espagne.** — CIRCULAIRE DE M. ULLOA AUX AGENTS DIPLOMATIQUES DE L'ESPAGNE A L'ÉTRANGER.

Madrid, le 22 mai 1874.

Monsieur,

Vous trouverez sous ce pli l'exposé que le nouveau Cabinet vient d'adresser au pays, dans le but de fixer sa signification actuelle et ses vûes dans l'avenir. Pour parfaire la pensée du Gouvernement, je crois utile de préciser quel est l'esprit dont il entend s'inspirer dans ses rapports extérieurs, et comment il juge la situation spéciale où les événements récents l'ont placé vis-à-vis des puissances étrangères. Il évitera ainsi que son silence soit interprété d'une manière erronée et il empêchera la malveillance de dénaturer ses projets. L'Espagne se trouve aujourd'hui, après une longue période de secousses et de luttes, dans des circonstances si difficiles qu'elle a besoin de concentrer en elle-même toutes ses forces et de diriger vers la situation intérieure l'ensemble de ses pensées et tous les efforts des pouvoirs publics.

En agissant ainsi, elle pourrait arriver à se délivrer des craintes, des violences et des guerres, et à reprendre l'exercice solennel de sa souveraineté pour décider définitivement et sans appel de ses destinées futures. Ce moment-là semblait lointain alors que, l'armée dissoute ou indisciplinée, le principe d'autorité méconnu, des provinces importantes en proie à l'anarchie ou au carlisme, les liens sociaux brisés, toutes les garanties publiques foulées aux pieds, le pays profondément travaillé par les factions et les gouvernants par l'impuissance, l'unité nationale pouvait être regardée comme se trouvant à la veille d'une dissolution complète.

Mais depuis que, grâce à l'énergie des Cabinets qui nous ont précédés au pouvoir et en présence du danger qui menaçait la société tout entière, un acte de virilité, né de l'indignation et de la honte pu-

bliques plutôt qu'imposé au pays, chassa les cantonalistes de Carthagène, leur dernier repaire, et vint détruire les folles illusions des absolutistes dans les montagnes de Somorrostro, la cause de l'ordre et de la liberté put croire à son triomphe définitif dans un délai assez rapproché, la démagogie fut forcée de plier son noir drapeau, et les partisans fanatiques du passé cessèrent d'inspirer, même aux plus impressionnables, des craintes et des appréhensions qui ne furent jamais partagées, du reste, par ceux qui, familiers avec les vicissitudes de notre histoire, savent que la vitalité et la persévérance du peuple espagnol grandissent dans le malheur et les épreuves.

Cependant, bien que notre situation intérieure soit sensiblement améliorée, nous ne pouvons ni ne devons songer à apporter une attention soutenue et efficace dans les affaires internationales qui préoccupent en ce moment les cabinets étrangers. Les glorieux souvenirs de notre ancienne prépondérance ne peuvent pas peser non plus sur notre esprit d'une manière suffisante pour nous porter à sortir de notre attitude modeste et à arborer des prétentions superbes. Seulement, dans le cas où nos intérêts seraient attaqués, notre honneur national blessé ou l'intégrité de notre territoire menacée, ce qui constitue une hypothèse invraisemblable et inadmissible, nous sortirions de notre réserve pour demander à notre seul patriotisme des conseils afin de défendre notre bon droit avec l'aide de Dieu et l'effort de cette nation généreuse.

Le Gouvernement actuel, qui se trouve en parfaite communion avec les grandes idées modernes, dont l'esprit expansif a brisé souvent le moule des usages traditionnels, compte obtenir la confirmation officielle des rapports amicaux qu'il entretient avec les autres gouvernements, sans recourir à des démarches humiliantes que notre dignité nous défend. Il se flatte de l'espoir d'arriver à la réalisation de ce desideratum par l'importance et la signification de ses actes, et peut-être lui sera-t-il permis d'ajouter par la force de la justice et de l'intérêt des puissances étrangères elles-mêmes. Les liens politiques les plus solides nous attachent à elles, — liens qui naissent de l'intérêt mutuel et que les dangers communs rendent plus étroits sous des formes diverses : des problèmes identiques sont soumis à la généralité du monde civilisé, créant partout les mêmes intérêts et des complications semblables au point de vue politique.

La suppression des distances ; le prodigieux essor du commerce, les communications continuelles entre les peuples ; le cosmopolitisme de la pensée, la similitude des institutions représentatives, tout concourt pour rendre inévitables les impulsions et les résistances, et solidaires les Gouvernements.



Certaines personnes mesurent l'importance des conflits à l'importance des lieux où ils se produisent matériellement. Ceux-là les regardent avec indifférence et les croient entièrement étrangers à leurs intérêts quand ils ne touchent pas ceux-ci de près, comme si l'isolement était possible de nos jours, et si la contagion n'était pas inévitable.

Là où l'on combat pour l'ordre social contre l'anarchie, et pour le droit moderne contre l'exhumation de systèmes décrépits, là se trouvent, là doivent au moins se trouver les sympathies des gouvernements prudents et sensés qui s'inspirent des conseils d'une politique sage et d'un égoïsme bien compris. Il y a à peine quelques mois, l'Espagne soutenait trois guerres civiles qu'aucun déni de justice n'avait provoquées, que les mauvais instincts et des événements déplorables avaient seuls fait naître. Une de ces luttes a pour théâtre l'île de Cuba, où l'on nous dispute, à nous qui avons découvert et civilisé l'Amérique, cette dernière parcelle de terre sur laquelle nous ne luttons pas pour maintenir notre prestige non plus que pour conserver notre influence dans le nouveau monde, mais pour sauvegarder notre honneur, qu'il faut transmettre sans tache à l'histoire. Les provinces basques sont ensanglantées par une autre guerre où l'on cherche à ressusciter une cause définitivement vaincue il y a déjà quarante années.

Enfin l'insurrection fédérale, heureusement maîtrisée, levait sa main parricide sur la nationalité espagnole, pétrie dans le sang de cent générations. Deux de ces guerres ravagent encore notre territoire, enlèvent le plus pur de notre jeunesse et nous imposent d'immenses sacrifices. Les éléments qui allument la troisième de ces luttes fratricides, au grand scandale du monde entier, s'agitent encore dans le sein de notre société si profondément troublée. Ce n'est pas l'Espagne seulement qui a intérêt à voir finir des luttes semblables; l'Europe entière, bien que jouissant de la paix et de la prospérité, tandis que nous nous épuisons pour résister à ces attentats, ne peut rester totalement étrangère à leur issue.

Il est vrai que les flibustiers ne cherchent pour l'instant qu'à nous arracher notre riche Antille; mais si le droit de l'Espagne sur ses provinces transatlantiques était blessé à mort, celui des autres puissances qui possèdent des territoires de l'autre côté des mers serait-il garanti?

Le souvenir des épouvantables insurrections coloniales contemporaines est-il déjà totalement effacé? Le fanatisme n'a pu soulever l'ignorance en Espagne qu'en mettant à profit des circonstances favorables à ses vues, cela est vrai; mais il est également exact qu'en

prêtant une oreille attentive on entend arriver jusqu'à nous une rumeur lointaine et croissante qui dévoile de profondes agitations religieuses malgré la tolérance dont se vante le XIX<sup>e</sup> siècle.

En ce qui regarde la démagogie propagandiste qui, sous des formes et des dénominations diverses, agite, tantôt ouvertement, tantôt dans des conciliabules mystérieux, les bases sur lesquelles repose la société, et qui, sous prétexte de fonder un nouvel ordre de choses par les apôtres de tous les délires, commence par attaquer tout ce qu'il y a de respectable et de sacré dans la conscience humaine, depuis l'idée de la patrie jusqu'à la constitution de la famille, — de cette démagogie-là, l'Espagne n'aurait pas été la seule proie ni la seule victime si, par malheur, l'insurrection avait pu planter son drapeau sanglant sur les ruines de nos villes. De cet esprit large et universel s'inspire le cabinet actuel, entreprenant la tâche que le bien public et les circonstances lui ont dévolue, tâche entourée de très-graves responsabilités, mais qui peut être féconde en grands résultats.

Le Cabinet ne craint donc pas que dans une situation si critique, alors qu'il se pose en champion modeste, mais décidé, de la cause de l'ordre, de la liberté et du progrès, qui est aussi la cause du monde civilisé, celui-ci songe à lui refuser l'appui efficace de ses sympathies, refus qui aurait pour résultat de compromettre l'intégrité et la régularité des rapports diplomatiques; l'opinion publique qui dirige la marche des États ne permet pas les vues étroites ni les méfiances qui présidaient jadis à la politique extérieure alors qu'elle était élaborée dans l'obscurité des chancelleries pour satisfaire des rivalités de nationalités et des ambitions exclusivement dynastiques.

L'opinion publique se forme aujourd'hui sous l'influence de grands sentiments de justice et de grands intérêts généraux; toutes les langues lui servent de véhicule et tous les pays lui accordent ses lettres de naturalisation. C'est elle qui nous a dicté impérieusement nos devoirs, et il n'est pas croyable que, par exception, elle n'ait d'autre résultat cette fois-ci que de nous séparer de la communauté d'aspirations que forme le grand concert européen.

Veillez vous inspirer, monsieur, de ces sentiments. En développant les considérations précédentes auprès des hommes politiques, vous traduirez fidèlement la pensée du Gouvernement, dont les projets honnêtes n'ont nullement besoin de mystère pour être poursuivis, mais qui, au contraire, doivent trouver la plus large publicité et l'approbation de tous ceux qui la connaîtront.

En somme, le Gouvernement tâche, avant tout, de rétablir l'ordre intérieur et d'en finir avec les troubles qui agitent le pays. Il ne veut paraître devant les puissances étrangères avec des prétentions d'aucun

genre; mais il lui semble évident que son œuvre ayant pour but de consolider la paix publique dans une nation profondément troublée, de relever les principes d'autorité abattus par d'inconcevables faiblesses, et de réprimer à la fois et les délires de l'anarchie et l'aveugle entêtement de l'absolutisme, doit être regardée comme une œuvre importante qui ne peut pas rester isolée derrière nos frontières et doit être estimée au delà à sa véritable valeur.

L'affinité d'intérêts et les nobles sympathies que le but poursuivi réveillera sans doute concourront à ce résultat autant que la conscience de la salutaire influence qu'exercerait partout le succès de nos efforts. Le Cabinet espagnol est persuadé qu'il verra ses vues patriotiques réalisées et qu'il pourra sauvegarder les hauts intérêts sociaux et politiques qui lui ont été confiés. Il croit enfin que le peuple espagnol, en sortant d'une situation exceptionnelle et passagère, issue de la gravité des circonstances, trouvera l'ordre moral et matériel assis sur des bases solides, et pourra alors, en pleine jouissance des institutions représentatives, exprimer, sans pression d'aucun genre et dans toute sa pureté, ses véritables sentiments, et montrer quelle est sa volonté souveraine.

Veillez, monsieur, donner lecture de cette lettre, que j'ai l'honneur de vous adresser par ordre du Président du pouvoir exécutif de la République, et d'accord avec le Conseil des ministres, ainsi que de l'exposé des motifs de conduite qui l'accompagne, à M. le ministre des affaires étrangères, et vous lui laisserez un duplicata de ces deux documents, s'il le désire:

*Signé : AUGUSTE ULLOA.*

---

**Roumanie. — MESSAGE DU PRINCE CHARLES À L'OUVERTURE DES CHAMBRES, LE 7 MAI 1874.**

Messieurs les sénateurs,  
Messieurs les députés,

Je vous ai convoqués en session extraordinaire pour que différents projets de loi, notamment financiers et économiques, soient soumis à vos délibérations.

Le terme fixé par la Constitution pour que le Sénat soit renouvelé devant expirer le 2 juin, cette session ne durera que jusqu'à la fin du mois de mai.

L'importance, de même que l'urgence des projets que vous aurez à débattre, m'a décidé à demander le concours des Corps législatifs en un moment où les travaux agricoles réclament les soins de plu-

sieurs d'entre vous. J'ai la conviction, néanmoins, que vous accomplirez ainsi que par le passé ces sacrifices pour le bien du pays.

Dieu bénisse vos travaux.

*Signé : CHARLES.*

---

**Pays-Bas.**—PROCLAMATION DU ROI A L'OCCASION DU VINGT-CINQUIÈME ANNIVERSAIRE DE L'INAUGURATION DE SON RÈGNE.

Amsterdam, le 12 mai 1874.

Chers concitoyens dans la Néerlande et dans les possessions d'outre-mer

Il y a vingt-cinq ans que j'ai accepté la mission de régner sur la nation néerlandaise.

Je promis alors de protéger les droits et les libertés de tous mes sujets et de coopérer à leur prospérité par tous les moyens que les lois mettent à ma disposition. J'ai tenu cette parole royale, soutenu dans mes efforts par la représentation nationale.

Vous, chers concitoyens, vous avez récompensé ma sollicitude par votre amour pour l'ordre, votre obéissance à la loi, votre assiduité infatigable, et surtout par votre amour constant pour moi et ma maison.

La Providence a abondamment béni notre œuvre commune. Il n'y a pas dans l'histoire du pays d'époque plus riche en développement, en progrès des véritables libertés, du bien-être et de la prospérité, que celle des dernières vingt-cinq années.

C'est à ce jubilé de vingt-cinq ans que je me vois placé à la tête d'une nation fidèle et heureuse, et le lien solide, tissé par notre histoire, qui unit aujourd'hui de nouveau, plus intimement que jamais, ma maison et mon peuple, inspire partout le respect.

Tout cela remplit mon cœur de reconnaissance, et la joie qui se manifeste partout dans le pays prouve que tous sont animés du même sentiment.

Notre réjouissance commune est cette union qui fait la force.

Ainsi liés intimement, continuons à marcher dans cette voie si bien tracée. Réunissons nos forces pour travailler au bien-être de la patrie qui nous est chère, afin qu'elle puisse maintenir honorablement sa place parmi les nations civilisées.

*Signé : GUILLAUME.*

---

**Allemagne.** — CIRCULAIRE DU PRINCE DE BISMARCK RELATIVE A L'ÉLECTION D'UN NOUVEAU PAPE, SIGNÉE A BERLIN LE 14 MARS 1874.

*Confidentielle.* — Suivant tous les rapports que nous recevons, la santé du pape Pie IX est en ce moment aussi satisfaisante que pos-



sible, et n'offre aucun symptôme annonçant un changement prochain ; toutefois l'élection d'un nouveau Pape devra se faire tôt ou tard, bien qu'il ne soit pas encore possible d'en calculer et d'en prédire le moment.

L'attitude du chef de l'Église catholique est, pour tous les Gouvernements des pays dans lesquels cette Église a une position reconnue, d'une telle importance, qu'il est nécessaire de se représenter en temps utile les conséquences d'un changement dans la personne du Pape. On a reconnu depuis longtemps que les Gouvernements qui ont des sujets catholiques ont un intérêt considérable et direct dans une nouvelle élection pontificale. La personne à élire ne saurait leur être indifférente ; mais ils sont surtout intéressés à ce que l'élection se fasse au point de vue formel et matériel, avec toutes les garanties qui permettent aux Gouvernements de la reconnaître, pour eux-mêmes et la partie de l'Église catholique de leurs pays, comme valable et excluant tous les doutes. En effet, il est évident que les Gouvernements, avant de permettre dans leurs pays, à un Souverain élu, l'exercice de droits si étendus qu'ils touchent de près, sous beaucoup de rapports, à la souveraineté, ont le devoir d'examiner consciencieusement s'ils peuvent reconnaître l'élection. Un Pape que la totalité ou la majorité des Souverains européens croiraient devoir refuser de reconnaître, pour des motifs formels ou matériels, me semble aussi impossible qu'un évêque qui exercerait ses fonctions dans un pays sans être reconnu par le Gouvernement.

C'est un fait reconnu déjà sous l'ancien régime, alors que les positions des évêques étaient plus indépendantes, et que les Gouvernements n'entraient que fort rarement en relations avec le Pape pour des affaires ecclésiastiques. Les concordats intervenus au commencement de ce siècle ont créé entre le Pape et les Gouvernements des relations plus directes et en quelque sorte plus intimes ; surtout le Concile du Vatican et ses deux décrets les plus importants, sur l'infailibilité et la juridiction du Pape, ont modifié complètement la situation de ce dernier vis-à-vis des Gouvernements, qui ont un intérêt beaucoup plus considérable dans l'élection d'un Pontife, et en même temps un droit incontestable de s'en préoccuper. En effet, par suite de ces décrets, le Pape peut retirer à tout évêque l'exercice des droits épiscopaux et substituer le pouvoir papal au pouvoir épiscopal ; la juridiction épiscopale a été absorbée par la juridiction du Pape ; celui-ci n'exerce plus, comme jusqu'à présent, quelques droits réunis, toute la plénitude des droits épiscopaux repose en ses mains : en principe, il s'est substitué à chaque évêque, et il ne dépend que de lui de se mettre également, dans la pratique, à la place de chaque

évêque vis-à-vis des Gouvernements; les évêques ne sont plus que ses instruments, ses agents, sans aucune responsabilité personnelle; vis-à-vis des Gouvernements ils sont devenus les fonctionnaires d'un Souverain étranger, d'un Souverain qui, grâce à son infaillibilité, est devenu plus absolu que ne l'est le monarque le plus absolu de ce monde.

Avant de concéder une pareille position à un nouveau Pape et de lui permettre l'exercice de droits si étendus, les Gouvernements devraient se demander si le choix et la personne du nouveau Pape offrent les garanties qu'ils sont en droit d'attendre contre l'abus de ce pouvoir. Il est à considérer, en outre, que dans la situation présente on ne peut s'attendre avec certitude à ce que même les garanties dont se trouvait entouré autrefois le Conclave et que celui-ci offrait par ses formes et sa composition soient appliquées, le cas échéant. Le droit d'exclusion exercé par l'Empereur romain, par l'Espagne et la France a été plus d'une fois illusoire; l'influence que les différentes nations peuvent exercer sur le Conclave par le moyen des cardinaux appartenant à ces nationalités dépend de circonstances fortuites.

Qui peut prévoir en quelles circonstances aura lieu la future élection papale, si elle ne se fera pas d'une manière hâtive, de sorte que les anciennes garanties ne seraient pas même assurées par la forme!

Par ces considérations, il me paraît désirable que ceux des Gouvernements européens qui, par les intérêts religieux de leurs sujets catholiques et par l'attitude de l'Eglise catholique dans leur pays, sont intéressés à l'élection du Pape, s'occupent en temps opportun des questions y relatives, et s'entendent entre eux, s'il est possible, au sujet de la conduite à tenir et des conditions dont ils feraient dépendre éventuellement la reconnaissance de l'élection. Un accord des Gouvernements européens dans ce sens serait d'un poids immense et préviendrait peut-être de graves complications.

J'invite donc Votre Excellence à demander confidentiellement au Gouvernement près duquel vous avez l'honneur d'être accrédité, s'il n'est pas disposé à prêter la main à un échange d'idées avec nous et à une entente éventuelle au sujet de cette question. Dès que le consentement désiré serait obtenu, il serait facile de trouver la forme sous laquelle l'accord pourrait être établi. J'autorise Votre Excellence à donner lecture de cette circulaire; en attendant, je vous prie de ne pas vous dessaisir pour le moment et de traiter l'affaire avec discrétion.

*Signé : DE BISMARCK.*

---

**Roumanie.** — MESSAGE DE CLÔTURE DES CHAMBRES DU PRINCE  
CHARLES PRONONCÉ LE 34 MAI 1874.

Messieurs les sénateurs,

Pour la première fois le Sénat atteint le terme de son renouvellement périodique fixé par la Constitution.

Si la stabilité et l'harmonie entre les pouvoirs de l'État est une condition indispensable de la prospérité du peuple, nous sommes en droit de nous féliciter avec tous de ce résultat.

Notre satisfaction est d'autant plus grande que la législature de quatre ans qui se ferme aujourd'hui a été la plus riche par ses travaux.

L'organisation de l'Église d'après les coutumes du pays et les saints canons; l'organisation de l'armée; la sage résolution des difficultés survenues ensuite de la première concession de la ligne Roman-Vérciorova; le maintien de l'ordre dans les finances par la création de ressources nouvelles au budget de l'État; la loi des domaines et de la caisse des pensions; la réforme de l'administration des districts et des communes par la loi sur les conseils départementaux et la loi communale; les conventions télégraphiques et postales avec les États voisins; la loi sur les télégraphes et les postes; la modification du Code pénal et la loi sur le régime des prisons; et même, dans cette laborieuse session extraordinaire, la loi relative au raccordement de nos chemins de fer avec le plus grand réseau de l'Europe; les lois douanière, sanitaire et pour le droit de propriété des colons de Besarabie, toutes ces lois ensemble consolideront l'administration générale de l'État roumain, et pour vous, messieurs, en particulier, ils seront un titre à la reconnaissance du pays.

Dans mon message du 25 mai 1871 (v. s.), également présenté par le Gouvernement actuel, je vous exprimais ma confiance dans les destinées de la Roumanie, et l'espérance que la nation entière, éclairée par l'expérience de difficiles essais et fatiguée de luttes stériles, marcherait, par ses mandataires, d'un pas sûr dans la véritable route du progrès, vers l'ordre et la stabilité.

Ma confiance a été fondée, mon espérance s'est réalisée.

Je vous en exprime donc, messieurs les sénateurs, mes remerciements comme prince, et je prie Dieu qu'il vous ait en sa sainte garde.

La session extraordinaire des Corps législatifs est close.

*Signé : CAROL.*

Messieurs les députés,

Le terme pour lequel vous étiez convoqués en session extraordinaire expire aujourd'hui. Jusqu'au dernier jour de cette laborieuse

session, vous vous êtes occupés de lois économiques et financières que les besoins du pays réclamaient, et vous avez fait au bien public le sacrifice de vos intérêts particuliers.

L'union parfaite qui, cette fois encore, a régné entre les pouvoirs de l'État, a produit d'heureux résultats pour l'affermissement de la Roumanie. En effet, principalement par le vote relatif au raccordement de nos voies ferrées avec le plus grand réseau de l'Europe, de la loi douanière, de la loi concernant le droit de propriété des colons de Bessarabie et de la loi sanitaire, le pays a fait un grand pas dans la voie du réel progrès.

Je vous en exprime donc mes remerciements comme prince et je prie Dieu qu'il vous ait en sa sainte garde.

La session extraordinaire des Corps législatifs est close.

*Signé : CAROL.*

---

**Chil.** — DISCOURS PRONONCÉ PAR M. FEDERICO ERRAZURIZ PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE, A L'OUVERTURE DU CONGRÈS, LE 4<sup>er</sup> JUIN 1874.

Concitoyens du Sénat et de la Chambre des députés,

L'année qui vient de s'écouler est, dans la vie politique de la République, une nouvelle page ajoutée à l'histoire de ses progrès. Nos institutions sont devenues plus robustes ; notre crédit s'est étendu ; la liberté et le droit se sont enracinés de plus en plus dans toutes les sphères de l'activité sociale.

Tel est, en effet, le tableau succinct de notre existence durant l'année qui se termine aujourd'hui. En ouvrant pour la troisième fois vos sessions et en vous rendant compte des travaux qui ont occupé l'attention du Gouvernement, je dois avant tout adresser à la divine Providence l'hommage de notre gratitude pour les bienfaits dont elle n'a cessé de nous favoriser.

Nos relations internationales continuent à se cultiver d'une manière loyale et amicale.

J'espère qu'un arrangement prochain et réciproquement satisfaisant mettra fin aux questions pendantes que nous soutenons avec la Bolivie et la république Argentine. Cet espoir est d'autant plus juste et fondé, que nous nous bornons, en dernier résultat, à demander la fidèle et littérale exécution des pactes internationaux qui engagent solennellement la foi et l'honneur des trois peuples frères.

J'appelle spécialement votre attention sur la convention postale qui a été conclue avec l'Empire germanique par l'intermédiaire de son digne représentant auprès de nous, et qui vous sera bientôt présentée.



A l'intérieur, on a continué activement les travaux dont j'avais été chargé par diverses dispositions législatives.

Le chemin de fer entre San Felipe et les Andes est achevé et en exploitation depuis le 12 février dernier.

Le chemin de fer entre Talcahuano et Chillan, œuvre importante, dont l'administration antérieure a eu l'initiative, a été également livré au service public au mois d'avril de cette année.

Le travail des nouvelles lignes ferrées entre Curico et Angol avance rapidement. Il est probable qu'au mois de février prochain la vapeur nous mettra en communication avec la ville de Talca.

En surmontant de grandes difficultés, le chemin de fer du Nord sera prolongé jusqu'à la douane de Valparaiso, et la ville sera dotée d'une nouvelle rue.

Je vous demanderai bientôt l'autorisation de faire les dernières études d'une ligne ferrée entre Santiago et Valparaiso, par les dépôts de Melipilla et Casablanca.

Je vous annonce avec un véritable plaisir que l'hôpital de Saint-Vincent de Paul est terminé. Cette œuvre, due en grande partie à la générosité des habitants de la capitale, a été fortement appuyée par le Gouvernement.

J'ai conclu avec la compagnie Sud-Américaine de vapeurs un contrat qui sera prochainement soumis à votre approbation. Cette convention impose à l'État, durant dix années, une charge annuelle de 100,000 piastres (500,000 francs) en échange de services importants.

J'ai prêté une attention soutenue à l'intéressant travail de codification des anciennes et défectueuses lois espagnoles qui nous régissent encore.

Le projet de Code des mines et celui de l'organisation et des attributions des tribunaux de justice sont terminés et seront soumis sous peu de jours à votre examen.

L'instruction publique dans toutes ses branches a été l'objet de ma particulière sollicitude.

Le total des recettes fiscales en 1873, a été de 15,392,557 piastres et a dépassé de 1,549,269 piastres la recette de 1872.

Les dépenses publiques, en 1873, ont été de 17,066,391 piastres, sur lesquelles 3,249,893 piastres ont été employées à des travaux extraordinaires, en vertu de lois spéciales.

Le commerce général, en 1873, a été de 76,736,698 piastres, ce qui comporte une augmentation de près de 5 millions de piastres sur le chiffre de l'année 1872.

Conformément à l'autorisation que me confère la loi du 3 décembre

dernier, j'ai mis en adjudication publique l'établissement d'un essai de culture et de fabrication du tabac dans ce pays.

La construction du grand môle de Valparaiso marche sous une direction intelligente et laborieuse.

Les travaux pour l'Exposition internationale qui doit s'ouvrir le 16 septembre 1875 sont très-avancés. Les invitations faites aux pays avec lesquelles nous entretenons des relations commerciales ont été favorablement accueillies.

L'armée et la marine de guerre ont continué, par leur abnégation, leur moralité et leur discipline, à accomplir dignement les devoirs qui leur ont été confiés par la nation.

Concitoyens du Sénat et de la Chambre des députés,

Le Gouvernement a rempli jusqu'à présent une bonne partie de sa tâche. Il vous appartient de lui accorder encore votre intelligente et indispensable coopération pour faciliter dans toutes ses branches le développement de la richesse et de la prospérité nationales.

J'ai confiance en votre zèle éclairé autant que dans le bon sens caractéristique des Chiliens. Notre prospérité actuelle s'est élevée sur ces fondements, qui seront aussi la base des hautes destinées que l'avenir réserve sans doute à notre patrie.

FEDERICO ERRAZURIZ.

---

**Roumanie.** — DISCOURS DU PRINCE CHARLES, LUS A LA CLOTURE DES CHAMBRES, LE 43 JUIN 1874.

Messieurs les sénateurs,

Pour la première fois, le Sénat atteint le terme de son renouvellement périodique fixé par la Constitution.

Si la stabilité et l'harmonie entre les pouvoirs de l'État sont une condition indispensable de la prospérité du peuple, nous sommes en droit de nous féliciter avec tous de ce résultat.

Notre satisfaction est d'autant plus grande que la législature de quatre ans qui se ferme aujourd'hui a été la plus riche par ses travaux.

L'organisation de l'Église d'après les coutumes du pays et les saints canons ; l'organisation de l'armée ; la sage résolution des difficultés survenues ensuite de la première concession de la ligne Roman-Vêr-ciorova ; le maintien de l'ordre dans les finances par la création de ressources nouvelles au budget de l'État ; la loi des domaines et de la caisse des pensions ; la réforme de l'administration des districts et des communes, par la loi sur les conseils départementaux et la loi communale ; les conventions télégraphiques et postales avec les États

voisins; la loi sur les télégraphes et les postes; la modification du Code pénal et la loi sur le régime des prisons; et même, dans cette laborieuse session extraordinaire, la loi relative au raccordement de nos chemins de fer avec le plus grand réseau de l'Europe; les lois douanière, sanitaire et pour le droit de propriété des colons de Bessarabie, toutes ces lois ensemble consolideront l'administration générale de l'Etat roumain, et pour vous, messieurs, en particulier, ils seront un titre à la reconnaissance du pays.

Dans mon message du 23 mai 1871, également présenté par le Gouvernement actuel, je vous exprimais ma confiance dans les destinées de la Roumanie, et l'espérance que la nation entière, éclairée par l'expérience de difficiles essais et fatiguée de luttes stériles, marcherait, par ses mandataires, d'un pas sûr, dans la véritable route du progrès, vers l'ordre et la stabilité.

Ma confiance a été fondée, mon espérance s'est réalisée.

Je vous en exprime donc, messieurs les sénateurs, mes remerciements comme prince, et je prie Dieu qu'il vous ait en sa sainte garde.

La session extraordinaire des Corps législatifs est close.

*Signé : CHARLES.*

Messieurs les Députés,

Le terme pour lequel vous étiez convoqués en session extraordinaire expire aujourd'hui. Jusqu'au dernier jour de cette laborieuse session, vous vous êtes occupés de lois économiques et financières que les besoins du pays réclamaient, et vous avez fait au bien public le sacrifice de vos intérêts particuliers.

L'union parfaite, qui cette fois encore a régné entre les pouvoirs de l'Etat, a produit d'heureux résultats pour l'affermissement de la Roumanie. En effet, principalement par le vote relatif au raccordement de nos voies ferrées avec le plus grand réseau de l'Europe, de la loi douanière, de la loi concernant le droit de propriété des colons de Bessarabie et de la loi sanitaire, le pays a fait un grand pas dans la voie du réel progrès du pays.

Je vous en exprime donc mes remerciements comme prince, et je prie Dieu qu'il vous ait en sa sainte garde.

La session extraordinaire des corps législatifs est close.

*Signé : CHARLES.*

---

**Wurtemberg.** — CLOTURE DU LANDTAG, DISCOURS DU ROI  
PRONONCÉ LE 20 JUIN 1874.

Amés feaux,

La Diète qui se termine aujourd'hui et qui se distingue par l'importance et le nombre de ses résultats, a commencé à une époque

mémorable, agitée par des événements historiques. Dès l'ouverture de la session, j'ai pu signaler le fruit le plus important des succès nationaux, — les traités conclus pour l'établissement d'une Allemagne nouvellement unie par l'Empereur et l'Empire, — comme l'objet principal de nos délibérations. Vous avez dans un esprit patriotique donné votre assentiment à ces traités. La nouvelle situation qui a été créée ainsi dans notre droit public a été un motif plus fort d'étendre la réforme constitutionnelle déjà commencée sur quelques autres points qui ont semblé réclamer une modification opportune. Les résultats obtenus nous autorisent à espérer qu'il sera possible, par la voie du progrès permanent et sage, de réaliser dans l'avenir d'autres réformes de la même manière satisfaisante. L'administration de l'État avait à s'adapter sous plusieurs rapports à la position du Wurtemberg dans l'Empire allemand. L'introduction des institutions de l'Empire exigeait plusieurs changements, en partie très-profonds, du droit en vigueur, lesquels ont réclamé notre concours. Le règlement du budget, eu égard aux exigences augmentées, était accompagné de difficultés. Grâce à l'accroissement des recettes ordinaires et au paiement de l'indemnité de guerre, l'administration des finances s'est trouvée dans la situation favorable de disposer, sans augmentation des impôts, de moyens suffisants pour un grand nombre de dépenses extraordinaires, surtout pour mettre mon corps d'armée sur un pied de guerre convenable.

Avec un empressement auquel je rends volontiers hommage, vous avez accordé les moyens de faire face aux besoins de l'État en tenant largement compte des intérêts de l'instruction publique. Les fonctionnaires publics doivent l'augmentation réitérée de leur traitement à votre appréciation juste et intelligente des propositions de mon Gouvernement. D'accord avec des vœux fréquemment manifestés, mon Gouvernement s'est empressé de satisfaire le besoin économique d'un nouveau développement du réseau des chemins de fer ; par vos résolutions, vous avez contribué de votre côté au développement salutaire de cet important moyen de communications. Vous avez proposé, par la loi qui a été établie de concert avec vous, la réforme, devenue urgente, du système des impôts indirects. Le règlement sur les constructions a été réformé d'une manière conforme aux besoins actuels. Le développement de la culture agricole et forestière a été avancé par la loi réglant l'exercice et le rachat du glanage. Outre les sujets énoncés, d'autres nombreuses propositions ont reçu une solution. Je vous exprime ma reconnaissance royale pour le zèle et le dévouement avec lesquels vous avez accompli nos travaux. Les résultats de vos délibérations seront salutaires pour le pays. Puisse notre cher Wurtemberg



et la patrie allemande tout entière, avec l'aide de Dieu, se réjouir longtemps du bonheur d'une paix sans trouble, d'une prospérité et d'une civilisation croissantes ! Je déclare la Diète close.

---

**Bade.** — CLOTURE DU LANDTAG, DISCOURS PRONONCÉ  
PAR LE GRAND-DUC LE 26 JUIN 1874.

Nobles seigneurs et chers amis,

C'est avec une joie intime que je vous avais salués au début de vos travaux ; c'est avec satisfaction qu'aujourd'hui, à leur clôture, j'en regarde les résultats acquis. Depuis l'ouverture de cette Diète, l'Empire a fait de nouveaux progrès dans la tâche de son développement intérieur, et il offre à ses différents membres, par sa consolidation croissante, la sécurité et la force qu'ils avaient cherchées depuis longtemps. L'harmonie des intérêts de l'Empire et de notre pays facilite, à vous et à moi, l'accomplissement de notre devoir, de consacrer la sollicitude la plus chaude aux destinées de notre patrie particulière par le maintien de notre Constitution, éprouvée par l'expérience d'un demi-siècle. Je constate avec reconnaissance l'achèvement d'une loi municipale qui donne dans les villes importantes du pays une organisation légale à la communauté des habitants qui existait déjà : organisation qui accorde le libre mouvement à tous les éléments bourgeois qui offrent les garanties nécessaires pour la sauvegarde des divers intérêts sociaux, et qui est propre à assurer une action plus étendue aux autorités communales chargées de si nombreuses et importantes affaires. Je constate aussi avec joie tout ce qui a été fait pour l'avancement du développement intellectuel et moral du peuple. J'espère que sous ce double rapport l'enseignement des adultes portera les fruits qu'on en attend, et que les augmentations importantes de traitement qui ont été accordées aux instituteurs primaires profiteront, en augmentant leur zèle professionnel et en les rendant libres de souci, à l'école, dans sa double mission d'instruction et d'éducation.

Je vous exprime ma reconnaissance pour les crédits et pour la large dotation que vous avez accordés à tous les établissements scientifiques, la gloire de notre pays.

Mon Gouvernement prendra en sérieuse considération vos propositions au sujet des voies et moyens de satisfaire le besoin de plus grandes recettes des deux Églises. Plus j'apprécie, au point de vue de la prospérité de l'État, l'action pleine et sans entraves de l'Église, tout en sauvegardant les lois et la justice égale pour tous, plus j'ai l'espoir et l'assurance qu'on réussira à remédier promptement et à

fond aux inconvénients existants. D'accord avec les intentions de mon Gouvernement, vous avez donné votre assentiment aux projets relatifs à l'extension du réseau de chemins de fer et aux différents raccordements avec les lignes des pays voisins. J'espère et je souhaite que les larges crédits qui ont été votés dans ce but et pour un grand nombre d'autres travaux publics, dans l'intérêt des transactions, porteront les fruits attendus dans l'accroissement du bien-être général. Par la réforme des impôts d'État, l'impôt sur la rente du capital, il a été fait un pas très-important en avant, et dans vos délibérations sur l'établissement d'un impôt général sur le revenu, je reconnais une base précieuse pour la continuation de cette œuvre, bien que le projet de loi en question ait dû être retiré avant le vote définitif, à cause des divergences d'opinion qui subsistent pour le moment. Pendant votre retour dans vos foyers, je vous accompagne avec le vœu que, par la grâce de Dieu, une longue période de paix prospère puisse tomber en partage au pays et à l'Empire.

**France. — MANIFESTE DU COMTE DE CHAMBORD.**

2 JUILLET 1874.

Français,

Vous avez demandé le salut de notre patrie à des solutions temporaires, et vous semblez à la veille de vous jeter dans de nouveaux hasards.

Chacune des révolutions survenues depuis quatre-vingts ans a été une démonstration éclatante du tempérament monarchique du pays.

La France a besoin de la royauté. Ma naissance m'a fait votre roi.

Je manquerais au plus sacré de mes devoirs si, à ce moment solennel, je ne tentais un suprême effort pour renverser la barrière de préjugés qui me sépare encore de vous.

Je connais toutes les accusations portées contre ma politique, contre mon attitude, mes paroles et mes actes.

Il n'est pas jusqu'à mon silence qui ne serve de prétexte à d'incessantes récriminations. Si je l'ai gardé depuis de longs mois, c'est que je ne voulais pas rendre plus difficile la mission de l'illustre soldat dont l'épée vous protège.

Mais aujourd'hui, en présence de tant d'erreurs accumulées, de tant de mensonges répandus, de tant d'honnêtes gens trompés, le silence n'est plus permis. L'honneur m'impose une énergique protestation.

En déclarant, au mois d'octobre dernier, que j'étais prêt à renouer avec vous la chaîne de nos destinées, à relever l'édifice ébranlé de notre grandeur nationale, avec le concours de tous les dévouements sincères, sans distinction de rang, d'origine ou de parti ;

En affirmant que je ne rétractais rien des déclarations sans cesse renouvelées, depuis trente ans, dans les documents officiels et privés qui sont dans toutes les mains ;

Je comptais sur l'intelligence proverbiale de notre race et sur la clarté de notre langue.

On a feint de comprendre que je plaçais le pouvoir royal au-dessus des lois et que je rêvais je ne sais quelles combinaisons gouvernementales basées sur l'arbitraire et l'absolu.

Non, la monarchie chrétienne et française est dans son essence même une monarchie tempérée, qui n'a rien à emprunter à ces gouvernements d'aventure qui promettent l'âge d'or et conduisent aux abîmes.

Cette monarchie tempérée comporte l'existence de deux Chambres, dont l'une est nommée par le Souverain, dans des catégories déterminées, et l'autre par la nation, selon le mode de suffrage réglé par la loi.

Où trouver ici la place de l'arbitraire ?

Le jour où, vous et moi, nous pourrions face à face traiter ensemble des intérêts de la France, vous apprendrez comment l'union du peuple et du Roi a permis à la Monarchie française de déjouer, pendant tant de siècles, les calculs de ceux qui ne luttent contre le Roi que pour dominer le peuple.

Il n'est pas vrai de dire que ma politique soit en désaccord avec les aspirations du pays.

Je veux un pouvoir réparateur et fort ; la France ne le veut pas moins que moi. Son intérêt l'y porte, son instinct le réclame.

On recherche des alliances sérieuses et durables ; tout le monde comprend que la Monarchie traditionnelle peut seule nous les donner.

Je veux trouver dans les représentants de la nation des auxiliaires vigilants, pour l'examen des questions soumises à leur contrôle ; mais je ne veux pas de ces luttes stériles de Parlement, d'où le Souverain sort trop souvent impuissant et affaibli, et si je repousse la formule d'importation étrangère que répudient toutes nos traditions nationales, avec son Roi qui règne et qui ne gouverne pas, là encore je me sens en communauté parfaite avec les désirs de l'immense majorité, qui ne comprend rien à ces fictions, qui est fatiguée de ces mensonges.

Français,

Je suis prêt aujourd'hui comme je l'étais hier.

La Maison de France est sincèrement, loyalement réconciliée. Ralliez-vous, confiants, derrière elle.

Trêve à nos divisions, pour ne songer qu'aux maux de la patrie !

N'a-t-elle pas assez souffert? N'est-il pas temps de lui rendre, avec sa Royauté séculaire, la prospérité, la sécurité, la dignité, la grandeur et tout ce cortège de libertés fécondes que vous n'obtiendrez jamais sans elle?

L'œuvre est laborieuse; mais, Dieu aidant, nous pouvons l'accomplir.

Que chacun, dans sa conscience, pèse les responsabilités du présent et songe aux sévérités de l'histoire.

*Signé :* HENRI.

**Turquie.** — LETTRE DU SULTAN ABD-UL-AZIS AU KHÉDIVE D'ÉGYPTE ISMAÏL-PACHA SIGNÉE LE 2 JUILLET 1874.

Khédivé d'Égypte, Ismaïl Pacha,

Votre affection sincère envers notre personne et le Gouvernement impérial a été affirmée et prouvée par des actes dignes de gratitude et d'éloge. Comme auparavant, votre manière d'agir louable nous démontre une fois de plus que vous êtes fidèle à vos hauts devoirs envers le trône auguste. Cette ligne de conduite nous force à vous exprimer combien notre satisfaction est grande et combien vos efforts sont favorablement accueillis par nous. Nous vous faisons donc savoir nos sentiments de parfaite sympathie.

C'est dans ce but que nous avons écrit cette lettre qui reconnaît tout votre zèle. Nous l'avons remise et confiée à notre premier aide de camp Khalil-Pacha.

Que Dieu, qui est la raison même, accorde ses faveurs à ceux qui sont sincèrement fidèles à notre Gouvernement impérial.

Le 18 djemazi-ul-eweli de l'année 1291 (2 juillet 1874).

**France.** — MESSAGE DU MARÉCHAL DE MAC-MAHON, A L'ASSEMBLÉE NATIONALE, LU LE 9 JUILLET 1874.

Messieurs,

Lorsque, par la loi du 20 novembre, vous avez remis entre mes mains le pouvoir exécutif pour sept ans, vous avez voulu, en plaçant au-dessus de toute contestation le mandat que je tenais de vos suffrages, donner aux intérêts la sécurité qui leur est nécessaire et que des institutions précaires sont impuissantes à leur procurer.

Le vote de l'Assemblée m'a imposé de grands devoirs dont je suis responsable envers la France et auxquels, dans aucun cas, il ne m'est permis de me soustraire. Il m'a conféré des droits dont je ne me servirai jamais que pour le bien du pays. Les pouvoirs dont vous m'avez investi ont une durée fixe. Votre confiance les a rendus irrévocables, et, devant le vote des lois constitutionnelles, vous avez



voulu, en me les attribuant, enchaîner vous-mêmes votre souveraineté.

Ces pouvoirs, dont la durée ne peut pas être abrégée, j'userai, pour les défendre, des moyens dont je suis armé par les lois. En le faisant, du reste, je répondrai, j'en suis convaincu, à l'attente et à la volonté de l'Assemblée qui, lorsqu'elle m'a placé pour sept ans à la tête du gouvernement de la France, a entendu créer un pouvoir stable et respecté.

Mais la loi du 20 novembre doit être complétée. L'Assemblée, qui a promis de donner au pouvoir fondé par elle les organes sans lesquels il ne saurait utilement fonctionner, ne peut songer à décliner son engagement. Qu'elle me permette donc aujourd'hui de le lui rappeler d'une manière pressante et d'en réclamer d'elle la prompte exécution.

Le pays appelle de ses vœux l'organisation des pouvoirs publics, qui sera pour lui un gage de stabilité. Il faut que les questions réservées soient résolues. De nouveaux délais, en prolongeant l'incertitude, pèseraient sur les affaires, nuiraient à leur développement et à leur prospérité.

Le patriotisme de l'Assemblée ne faillira point aux obligations qui lui restent à accomplir. Elle donnera au pays ce qu'elle doit et ce qu'il attend. Au nom des plus grands intérêts, je l'adjure de compléter son œuvre, de délibérer sans retard sur des questions qui ne doivent pas rester plus longtemps en suspens; le repos des esprits l'exige. Unis dans la même responsabilité, l'Assemblée et le Gouvernement voudront accomplir ensemble tous les devoirs qui leur sont imposés. Il n'en est pas de plus impérieux que celui qui consiste à assurer au pays, par des institutions régulières, le calme, la sécurité, l'apaisement dont il a besoin.

Je charge mes ministres de faire connaître sans retard à la commission des lois constitutionnelles les points sur lesquels je crois essentiel d'insister.

*Le Président de la République,*

MARÉCHAL DE MAC-MAHON,  
duc de Magenta.

---

**Espagne.** — CIRCULAIRE DE M. ULLOA AUX AGENTS DIPLOMATIQUES A L'ÉTRANGER RELATIVE A L'INSURRECTION CARLISTE, SIGNÉE A MADRID, LE 27 JUILLET 1874.

Très-chèr monsieur,

Le caractère de cruauté revêtu depuis quelque temps par la révolte des carlistes, et qui s'est traduit par des faits ordonnés et commandés par les chefs dudit parti, a forcé le Gouvernement à prendre en sé-

rieuse considération l'essence même et la latitude de ses devoirs dans les circonstances difficiles que nous traversons. Le résultat de nos délibérations, ce sont les mesures rigoureuses qui ont été mentionnées dans la *Gaceta* du 19 courant, et vous trouverez dans leurs considérants l'exposé des motifs de justice et d'ordre public qui les ont inspirées. Aucune de ces mesures, à proprement parler, ne sort des limites du droit propre de légitime défense et n'est en opposition avec les sentiments élevés d'une noble et généreuse nation.

Votre Excellence connaît parfaitement, et toute l'Europe avec elle, la funeste et longue histoire de notre guerre civile, qui s'est reproduite cinq ou six fois dans l'espace de quarante ans, comme si la fatalité avait destiné l'Espagne à traverser périodiquement des époques sanguinaires qui devaient la ruiner et la consumer, arrêter tout progrès et toute prospérité, alors qu'il n'était nécessaire que d'avoir une paix solidement établie pour donner des résultats immenses et bien-faisants. Toutes les guerres civiles ont été excitées par le fanatisme et l'ignorance, ces éternels ennemis de nos institutions nationales, et n'ont produit que l'abaissement du caractère populaire et les infortunes de notre patrie : les rebelles ont saisi le moment où notre armée était occupée sur la terre étrangère, et victorieuse de la trahison et de la tentative de San Carlos de la Rapita, profitant aussi, en 1873, de l'anarchie qui nous dévorait et du désespoir qui s'était emparé de la nation tout entière.

Ce que beaucoup ont oublié, et ce qu'il convient de rappeler à l'heure qu'il est, est l'absence complète de raisons et de prétextes qui, aujourd'hui et toujours, a été le propre du carlisme, pour nous jeter dans l'anarchie et le péril, pour attenter à notre régime politique; voilà ce qu'il a toujours exploité pour nous déshonorer, par la férocité de ses actes, aux yeux du monde entier. Comprend-on et peut-on s'expliquer qu'une injustice permanente, une loi de race, l'infériorité des conditions sociales et autres causes analogues puissent exposer les habitants d'un pays à des soulèvements continus, sans trêve et sans fin?

Les soldats du despotisme peuvent-ils dire, pour justifier leurs prises d'armes, que les contrées mêmes qui sont leur lieu de naissance et leurs foyers, sans supporter aucune des charges afférentes aux autres parties de l'Espagne, ne participent pas à tous leurs avantages? Est-ce bien en vertu de cette position exceptionnelle qu'ils se font gloire de considérer ces provinces comme les égales des provinces voisines? Il faut constater ici un phénomène singulier et étrange : ce sont les privilégiés qui se révoltent, et ceux qui sont soumis à la loi commune qui se défendent, ceux qui ne contribuent ni de leur per-

sonne ni de leur fortune au soutien de l'État, qui entament une lutte à mort contre ceux qui sont le nerf et la force de la nation, et sous le noble et généreux drapeau desquels tous trouvent protection à l'intérieur, appui à l'étranger, sécurité sur toutes les mers. Une minorité aveugle et turbulente, ignorante de ses propres intérêts, qui ont été établis et constitués seulement pendant la paix, prétend enfin ne nous imposer rien moins qu'un système de Gouvernement oppressif et humiliant, — système essentiellement antipathique et opposé à ses propres franchises.

Tels sont les principes de l'insurrection ; ils peuvent se résumer en deux mots : une ingratitude et une absurdité. — La défense de la religion, qu'en masse le peuple espagnol professe et respecte, a servi bien des fois de prétexte hypocrite à la révolte. — Aujourd'hui le fanatisme l'invoque avec bien plus de ferveur apparente que jamais. Prétexte malheureux, s'il en fut, pour cette lutte contre la tolérance religieuse ; on croirait encore en être au temps où, seul, le culte catholique était permis, et où le Code pénal renfermait de sévères sanctions contre ceux qui en exerçaient un autre ! Parler de la religion et de ses sublimes prétextes, alors que les ministres de l'autel eux-mêmes se mettent à la tête des bandes des saccageurs et des assassins, en oser parler, et profaner par le sacrilège ses rites au milieu du pillage et des massacres ; en parler pour n'en faire qu'un instrument destiné à satisfaire les instincts de la vengeance et du sang répandu, voilà qui est pis, comme contraste, que la cynique profession de foi du bandit qui commence par supprimer toute morale et toute conscience.

Les *fueros* menacés, tel a souvent été le prétexte mis en jeu pour exciter les esprits et recruter des partisans. Ce prétexte, aujourd'hui, est un mensonge notoire et scandaleux. Ni les Cortès ni le Gouvernement n'ont touché à aucune de leurs prérogatives ; pendant les périodes les plus agitées du mouvement révolutionnaire, la nation les a respectées comme une garantie de concorde. Comment certaines provinces ont-elles répondu à cette conduite généreuse du Gouvernement ? Comment peuvent-elles justifier après cela de leur situation actuelle et exceptionnelle ? Par la lutte qui se continue encore. C'est ainsi qu'elles respectent les scrupules qui nous ont dicté la convention de Vergara.

Et quoique la révolte carliste soit aussi injustifiable en ses causes que contraire à la liberté et aux progrès dans ses desseins, malgré l'iniquité qui en est la base, elle a cependant les sympathies de personnes qui professent des sentiments honorables, quelles que soient leurs opinions politiques. Ceci ne peut s'expliquer ni par l'esprit de

parti, ni par la rumeur publique, ni par les nouvelles et correspondances particulières. Des ordres draconiens émanés de chefs bien connus, des manifestes lancés dans toute l'Europe avec une inconcevable liberté pour dénoncer des actes inhumains, d'horribles événements qui ont terrifié les populations, tout concourt à prouver authentiquement et incontestablement le caractère éminemment sauvage des actes de ceux qui s'intitulent les uniques défenseurs de la religion chrétienne. Lorsque, par quelques coups de canon, notre armée empêche les rebelles de débarquer leurs armes sur nos côtes, ceux-ci nous traitent d'enfants et de femmes par la voix du commandant général de la Biscaye, déclarant qu'à chaque projectile tiré contre eux, il fusillera un des innocents otages; le général Concha répond par une proclamation noble et humaine aux attestations calomnieuses du chef carliste. Et l'on décime les prisonniers de guerre, et l'on fusille un étranger inoffensif qui allègue en vain sa nationalité et son caractère d'homme de lettres, et l'on annonce (cruelle ironie!) aux peuples civilisés que personne ne recevra de quartier! Inutile de parler des horreurs commises à Cuença : les incendies, les vols commis dans les maisons et édifices publics, les malades jetés par les fenêtres, les assassinats perpétrés en pleine rue, telles sont les scènes de ce drame qui a duré deux jours. On a tout foulé aux pieds, même la dignité d'un vertueux prélat. Tout cela se passait en présence d'une dame, d'une jeune princesse qui avait pour cortège la désolation et la mort. Outre tous les crimes inconnus commis alors, bien des témoins fidèles nous en ont racontés qui ne montrent que trop le degré d'infamie auquel sont parvenus nos plus mortels ennemis.

Les lettres, les journaux rapportent dans leurs moindres détails, sans parler des documents officiels, le nombre énorme de nos prisonniers immolés sans pitié à Olot, où ils avaient été renfermés avant l'entrée de nos troupes.

La plume se refuse à continuer le récit de tant d'abominations, et il n'est pas de cœur qui ne soit saisi d'horreur et de dégoût en présence des actes de ces hommes qui osent s'appeler Espagnols. Sans phrases, je puis assurer à Votre Excellence que le tableau que je viens de faire n'est pas chargé; l'exagération n'est pas le propre d'un Gouvernement qui s'estime, lorsqu'il lance des accusations dans ses documents officiels : je n'ai voulu citer que quelques faits comme exemples, des faits qui défient tout démenti et sont hors de doute. L'opinion publique, représentée par tous les journaux autorisés en Europe, les a énergiquement condamnés, les mettant équitablement, honorablement en parallèle avec les nôtres : d'un côté, l'attitude digne de notre armée, de l'autre, la barbarie des insurgés. On a rarement vu



une appréciation aussi unanime. En Allemagne, en Angleterre, en France, en Italie, en Belgique, partout c'est un tribut payé à la vérité, une protestation, au nom de l'humanité outragée, des vues élevées et étendues au sujet de la cause que nous défendons tous. Souvent l'Espagne a été le théâtre de combats terribles du même genre, qui ont eu des conséquences au delà de ses frontières, et qui ont amené sur ses champs de bataille des éléments, des influences et des protections étrangères.

Les nécessités, les dépenses de la guerre actuelle, en présence des ressources dont disposent les pays occupés par les carlistes, seraient une énigme indéchiffrable, si nous n'en trouvions l'explication dans l'appui, les efforts, les intrigues des partis alliés, qui, plus ou moins ouvertement, sous diverses dénominations, aujourd'hui pénètrent sur notre territoire pour repasser demain sur un autre, pour combattre les conquêtes de la civilisation moderne, ressusciter des systèmes absurdes, et qui ne doivent injustement leur ombre de vitalité et d'espérances qu'à la répression qu'ils ont exercée contre les excès démagogiques. Les efforts du Gouvernement, les sacrifices du pays, n'ont d'autre but que de les décourager entièrement et pour jamais : la dictature n'est pas placée entre nos mains pour le ruiner et le diviser peu à peu ; il ne tient pas autant à notre générosité mal récompensée qu'à nos efforts pour extirper jusqu'aux racines d'un mal qui le consume depuis un demi-siècle.

Ainsi que Votre Excellence l'a observé, les mesures auxquelles j'ai fait allusion en commençant sont de celles qu'imposent de graves circonstances, et elles ont en même temps pour objet d'arrêter les progrès des rebelles, autant que possible. Elles tendent à diminuer les ressources que l'esprit de parti emploie pour prolonger cette guerre fratricide, à exiger, en certains cas, une responsabilité pécuniaire de ceux que les rebelles auraient moralement contraints, par leurs avis ou leurs menaces, à écarter les influences pernicieuses des lieux où elles règnent, à prohiber les associations qui, sous des lois trop faibles, ont répandu la haine, le mépris, la colère et toutes les mauvaises passions déchaînées contre la liberté et la patrie ; à montrer entre les mains du pouvoir militaire toute autorité, à éviter les attentats contraires à l'ordre public, à les punir sommairement et sévèrement. Tel est le résumé des dispositions prises et le but qu'elles se proposent pour mettre promptement un terme à l'insurrection absolutiste. Espérons que grâce à elles, avec la valeur de notre armée et l'esprit viril du peuple, ami des institutions qu'il a conquises, nous verrons les dangers conjurés, et évanouies les craintes suscitées par une lutte indigne de notre temps et de nos mœurs.

Le fanatisme et le despotisme réunis ne prévaudront jamais contre la nation espagnole ; leur triomphe, même éphémère, est impossible lorsque, de générations en générations nous les combattons avec tant de constance et d'ardeur. Dans les conditions spéciales où nous nous trouvons aujourd'hui, nous avons vu répandre dans certaines provinces plus de sang que dans cent batailles, et s'accumuler plus de ruines qu'aux plus mauvais jours de nos discordes civiles. De telles provocations et de tels actes ne peuvent se reproduire sans exciter contre leurs violences et leurs atrocités l'indignation du monde entier, en rabaisant à leurs yeux, au niveau des tribus les plus sauvages, le noble et traditionnel caractère de cette nation valeureuse. Tous les efforts des rebelles sont inutiles. Aujourd'hui comme en 1839, comme en 1849, le résultat sera favorable à la cause du droit contre celle de l'injustice, à la liberté contre la tyrannie, aux idées qui élèvent l'homme et le perfectionnent contre celles qui l'oppriment et l'abrutissent.

Que la douloureuse expérience du passé ne soit pas perdue pour nous : à l'avenir, soyons plus prudents et plus prévoyants que ne le furent nos pères.

L'opinion de l'Europe ne changera pas, heureusement ; elle restera sympathique à nos principes, représentés par le Gouvernement et maintenus par lui. Je ne pense cependant pas inutile que Votre Excellence fasse connaître les motifs et observations présentés dans les conférences officielles et extra-officielles pour fixer d'une manière précise l'attitude que nous imposent les circonstances et la vérité en ce qui concerne la guerre qu'on a si injustement déclarée.

Par l'ordre du Pouvoir exécutif de la République, j'ai l'honneur de porter les présentes à la connaissance de Votre Excellence, en lui renouvelant à cette occasion l'assurance de ma considération la plus distinguée.

(L. S.) *Signé* : AUGUSTO ULLOA.

---

**Saint-Siège.** — MEMORANDUM ADRESSÉ PAR LE PAPE A LA SUBLIME PORTE, CONCERNANT LES COMMUNAUTÉS ARMÉNIENNES.

La condition dans laquelle, depuis quelques années, se trouvent les catholiques arméniens sujets de S. M. le Sultan a constamment appelé toute l'attention et tous les soins du Saint-Siège. Et c'est pour venir en aide aux besoins si graves et si urgents de ces catholiques que le Saint-Siège a cru plusieurs fois nécessaire de s'adresser à la Sublime Porte, soit directement, soit en invoquant la médiation des puissances qui ont protégé depuis bien des siècles les intérêts catholiques en Orient, et qui, dernièrement encore, ont été, par le Gouvernement otto-

man lui-même, invitées à prendre acte de ses bienveillantes dispositions et de sa loyauté envers les populations chrétiennes de son Empire. On a cru parfois que ces démarches allaient obtenir l'effet désiré, et récemment encore on put espérer qu'un avenir meilleur était réservé à la nation arménienne catholique, lorsqu'on donna à entendre que S. M. le Sultan avait résolu de lui rendre son autonomie et ses anciens privilèges, en séparant la communauté catholique arménienne d'avec ceux de ses membres qui, ayant méconnu l'autorité du chef suprême de leur religion, ne pouvaient et ne devaient plus être regardés comme catholiques. Mais la publication qui suivit l'acte du Gouvernement ottoman ne réalisa malheureusement pas cet espoir. On vit en effet que cet acte accordait au petit nombre des dissidents tous les droits et tous les privilèges réservés exclusivement aux catholiques, tandis que ceux-ci, qui cependant forment la grande majorité de la nation, étaient traités comme une fraction méprisable et réduits à une condition inférieure à celle de toute autre communauté chrétienne établie dans l'Empire. En attendant, les catholiques arméniens, appuyés sur cette force que donne la conscience de ne pas manquer aux devoirs toujours religieusement remplis de sujets fidèles et respectueux envers S. M. le Sultan, n'ont jamais cessé de réclamer contre les mesures prises à leur égard, en déclarant qu'ils ne pouvaient pas, même au risque de leur liberté et de leur vie, céder les biens et les églises qui sont la propriété exclusive des vrais catholiques. A ces réclamations, le Saint-Siège n'hésita pas à joindre ses remontrances, et il dut se plaindre surtout de ce que le Gouvernement ottoman ne cessait de regarder et de traiter comme catholiques ces dissidents à l'égard desquels le Saint-Siège, qui en a seul le droit, avait déclaré que par leur propre faute ils étaient hors de la communion de l'Église catholique.

On attendait que les graves difficultés provoquées par les actes des autorités ottomanes les auraient amenées à rendre aux catholiques la justice qui leur est due, lorsque parvint à Rome un télégramme que les principaux notables arméniens catholiques, d'après les intentions de S. A. le Grand Vizir, venaient d'adresser à S. Em. le cardinal-préfet de la sacrée congrégation de la Propagande. Ils communiquaient au Saint-Siège un règlement que Son Altesse elle-même avait proposé à leur acceptation, en menaçant, si dans les huit jours on ne donnait pas une réponse affirmative, de céder aux dissidents tous les biens et toutes les églises de la communauté catholique arménienne. Ce règlement est divisé en cinq articles, dont voici les dispositions :

Art. 1<sup>er</sup>. Le patriarcat de Constantinople et le titre ou bien la dignité de *catholicot* (le patriarche de Cilicie), qui précédemment étaient

réunis, le seront aussi dorénavant dans la même personne, de nationalité ottomane et arméno-catholique.

Art. 2. Quand la charge patriarcale deviendra vacante, un *mahzer* (acte) général, contenant l'élection du nouveau patriarche, sera dressé par les évêques arméno-catholiques, le clergé et le peuple de Constantinople, puis présenté à la Sublime Porte; et quand, après avoir été soumis à la sanction de Sa Majesté, l'iradé impérial aura été rendu, le nouveau patriarche entrera en fonctions selon les usages suivis pour les chefs des autres communautés.

Art. 3. L'élection des évêques dans les provinces de l'Empire aura lieu d'après les anciens usages suivis jusqu'en 1245 de l'hégire (1830), c'est-à-dire que, le siège de telle localité devenu vacant, le clergé et le peuple s'étant réunis, ils choisiront cinq personnes proposées ainsi pour l'épiscopat. Quand le *mahzer* (l'acte) dressé par eux, et faisant connaître leur choix, sera parvenu au patriarcat, le patriarche, sur l'avis du synode des évêques, fera choix de trois personnes parmi les cinq indiquées et présentera ce choix à la Sublime Porte par un *tagrir* (lettre officielle) accompagné du *mahzer* (l'acte) précité. La Sublime Porte nommera et désignera alors l'un d'eux, puis elle délivrera le bérat contenant l'investiture de celui-ci. Ces pièces seront transmises au patriarcat, et il sera procédé au sacre dudit évêque.

Art. 4. Le patriarcat et l'épiscopat étant des dignités conférées à vie, le patriarche ne pourra être destitué tant qu'on n'aura pas constaté qu'il n'a rien fait de contraire au serment prêté par lui, conformément à l'article 5 et à l'acte qu'il remettra en cette occasion. De même, aucun évêque ne pourra être destitué sans notification à la Porte par un *tagrir* (lettre officielle) du patriarche ou sans constatation faite de la sorte par le Gouvernement d'un délit quelconque.

Art. 5. Avant leur investiture, les patriarches et évêques devront présenter à la Sublime-Porte un acte portant qu'ils s'engagent par serment à rester sujets fidèles du Gouvernement, à conformer leur conduite aux lois et règlements de l'État, à administrer les biens nationaux sous le régime des lois de l'Empire, enfin à n'admettre aucune espèce d'intervention extérieure, soit dans l'administration des biens susdits, soit dans toute autre chose que ce soit, à l'exception des affaires de croyance.

On fut non moins vivement surpris qu'attristé par cet événement, soit en considérant la manière tout à fait inusitée dont le Gouvernement avait cru devoir agir en cette affaire, soit en considérant la teneur de l'acte lui-même dont on imposait l'acceptation. En effet, l'on voyait ainsi qu'après les lettres et les menaces qui avaient pour but de forcer les catholiques à s'unir dans une seule communauté avec



les dissidents, on faisait d'autres tentatives et d'autres menaces pour les contraindre à se conformer à la conduite des dissidents ; car ceux-ci, après une faible opposition, avaient trouvé plus avantageux à leurs intérêts de déclarer qu'ils admettaient le règlement de S. A. le Grand-Vizir. Enfin, par un procédé tout à fait nouveau, des notables laïques de la communauté arménienne étaient chargés de traiter avec le Saint-Siège pour en obtenir une modification essentielle dans les rapports de l'Eglise arménienne avec l'autorité civile, voire dans les principes et droits de l'Eglise catholique elle-même.

Car il suffit d'une simple lecture du règlement en question pour se convaincre qu'il ne s'agit pas de régler les relations purement civiles qui doivent exister entre les autorités ecclésiastique et civile, et que d'anciens privilèges et usages rendent plus intimes et plus fréquentes dans l'Empire ottoman. Il s'agit au contraire de changer la discipline générale de l'Eglise catholique, en s'opposant même à ses principes et à ses maximes, qui sont invariables parce qu'ils découlent des dogmes.

Personne, en effet, ne peut ignorer que l'autorité des sacrés pasteurs de tout rite catholique est pleinement indépendante de tout office civil, même des plus élevés qu'on voudrait leur confier ; de sorte que la privation ou la modification de cet office ne pourrait en aucun cas impliquer à cet égard un changement quelconque, et moins encore la cessation de leur ministère pastoral. On sait de même qu'une des maximes fondamentales de la religion catholique, c'est sans contredit, la liberté de l'élection des sacrés pasteurs, en quelque manière qu'elle soit faite, selon les différentes règles établies et mentionnées par les lois disciplinaires de l'Eglise. Et puisque parmi les dogmes principaux de cette même religion on doit compter la communion des sacrés pasteurs, à quelque rite ou à quelque rang dans la hiérarchie ecclésiastique qu'ils appartiennent, avec le Chef suprême de l'Eglise catholique, et leur soumission à son magistère, personne ne pourra jamais prétendre qu'ils s'obligent à méconnaître cette vérité dans toutes ses applications, soit pour ce qui regarde la foi, soit pour ce qui se rapporte à la discipline.

Les considérations qui précèdent se présentent d'elles-mêmes, si l'on ne fait que parcourir le règlement que S. A. le Grand-Vizir a cru devoir proposer aux Arméniens catholiques, pour que ceux-ci essayassent d'en obtenir l'approbation du Saint-Siège.

Or, si une connaissance imparfaite de ce qui regarde les principes et les lois de l'Eglise catholique pouvait induire en erreur les auteurs de ce nouvel acte, on devait s'étonner bien davantage en voyant les dispositions qu'il renferme si peu conformes aux engagements les

plus formels et aux déclarations les plus solennelles de la Sublime Porte elle-même.

On a vu, en effet, par ce qui précède, que le règlement en question ne vise qu'à donner au Gouvernement ottoman une ingérence dans des choses qui sont du domaine purement spirituel.

Or, quand même on ne voudrait pas se rappeler qu'une telle ingérence ne fut jamais exigée dans tous les siècles passés par la Sublime-Porte, il suffirait de se reporter aux déclarations solennelles que tout le monde a pu lire dans le hattî-humayum du 18 février 1856. Par cet acte si important, S. M. I. le Sultan, après avoir rappelé les anciens privilèges et immunités spirituels accordés *ab antiquo*, de la part de ses ancêtres, et à des dates postérieures, à toutes les communautés chrétiennes établies dans son Empire, les confirmait et les sanctionnait en consacrant entre autres le principe de la nomination à vie des patriarches, et les pouvoirs reconnus jusqu'alors dans ceux-ci et dans tous les évêques des différents rites chrétiens. — Mais le Saint-Siège garde avant tout le souvenir du résultat obtenu par la mission extraordinaire que le souverain Pontife, avec le plein consentement de la Sublime Porte, envoya à Constantinople en 1871, en la confiant à M<sup>re</sup> Alexandre Franchi, archevêque de Thessalonique, maintenant cardinal de l'Église romaine et préfet de la sacrée-congrégation de la Propagande. Ce fut la même question religieuse arménienne qui, comme on sait, forma l'objet de cette mission, que l'on doit regarder comme une nouvelle preuve des bienveillantes dispositions qu'a toujours le Saint-Siège de déférer autant que possible aux demandes de l'autorité civile. Le Gouvernement impérial ottoman, rappelant alors ses traditions et ses engagements et ne voulant pas s'en écarter, même dans cette occasion extraordinaire, adressa, le 27 septembre 1871, à l'ambassadeur du Saint-Siège, une note officieuse qui contenait les déclarations formelles qu'on va lire : « Le Gouvernement impérial a de tout temps confié la gestion des affaires spirituelles des différentes communautés de l'Empire à ces communautés elles-mêmes et à leurs Églises. Tous ses actes, ainsi que le *traité de Paris lui-même*, le prouvent suffisamment. La Sublime Porte a donc toujours obéi aux devoirs que lui imposent le soin de sa dignité et la foi aux traités, en s'abstenant de toute pensée et de tout acte de nature à ruiner ou à affaiblir ses engagements et ses promesses sacrées *par la discussion des questions qui sont du domaine spirituel.* »

Ce document très-important, qui, d'un côté, honorait la Sublime Porte, fut accueilli, de l'autre, avec une vive satisfaction par le Saint-Siège, et en conséquence mit fin à la mission pontificale. Personne ne pouvait craindre que le gouvernement qui signait cette note dût un

jour prétendre à une ingérence quelconque dans des affaires religieuses.

Cependant on a dû remarquer avec peine dans les actes postérieurs du Gouvernement ottoman, relatifs au même différend arménien, que l'on s'écartait de ces promesses et de ces déclarations solennelles. Telle est la cause des réclamations fréquentes du Saint-Siège et de cette opposition légale, mais constante, des catholiques arméniens, soit ecclésiastiques, soit laïques. Maintenant, si l'on voulait réellement exiger, même par des menaces et des peines, l'application du règlement proposé, on devrait reconnaître que la Sublime Porte veut à présent changer complètement sa manière d'agir suivie pendant des siècles, et ne plus se borner, comme elle le disait aussi dans la note susénoncée, à adopter... *avec les différentes classes de ses sujets, une ligne de conduite juste et équitable en ce qui concerne leur administration civile*, mais au contraire étendre aussi son ingérence dans les questions qui sont du domaine spirituel.

Il faut cependant espérer que ce changement n'aura pas lieu, et que la justice de S. M. le Sultan et la loyauté de S. A. le Grand-Vizir ne permettront pas qu'on méconnaisse davantage les droits des catholiques arméniens. Ils seront toujours prêts, ces bons catholiques, à prouver de toute manière leur fidélité et leur soumission à S. M. le Sultan dans tout ce qui concerne l'ordre civil; mais ils sont de même décidés, par devoir de conscience, à se soumettre, s'il le faut, aux sacrifices les plus graves pour garder intacte la foi de leurs pères, et inébranlable l'obéissance qu'il doivent à leurs légitimes pasteurs sacrés et au Chef suprême de leur Église, le souverain Pontife romain. Cette conduite bien digne de tout éloge et un examen plus attentif de leurs demandes, ainsi que les déclarations et engagements formels de la Sublime Porte, feront, on doit l'espérer, abandonner le chemin périlleux dans lequel on s'est engagé, et suivre au contraire cette voie qui est indiquée par la justice aussi bien que par les traditions du Gouvernement ottoman. Celui-ci pourra alors se convaincre que c'est bien contre tout droit qu'on donne encore le nom et la qualité de catholiques à ceux qui, s'insurgeant contre leurs chefs religieux légitimes, ont été justement, par ceux-ci, déclarés étrangers à l'Église catholique, dont ils ont méconnu les principes et l'autorité. Enfin, bien loin de regarder comme méprisable fraction, indigne du nom même de catholique, la grande majorité de la nation catholique arménienne, restée fidèle à la foi de ses pères, le Gouvernement impérial devra reconnaître que c'est à elle seule qu'appartiennent les droits, les privilèges, les biens et les églises que les lois de l'Empire ottoman ont toujours regardés comme propriétés de la communauté

catholique arménienne, et préservés de toute atteinte. C'est donc à cette communauté, ainsi reconnue et protégée, que devra, d'après les déclarations susmentionnées de la Sublime-Porte, être confiée exclusivement, sous la dépendance de ses chefs religieux et conformément aux lois ecclésiastiques en vigueur, la gestion des affaires spirituelles, tandis que le Gouvernement gardera toujours sauf et entier son droit de régler l'administration civile de ses sujets de toute religion et de tout rite.

**Espagne. — CIRCULAIRE DE DON CARLOS**

AUX PUISSANCES ÉTRANGÈRES, SIGNÉE A LEQUEITIO LE 4 AOUT 1874.

**AUX PUISSANCES CHRÉTIENNES**

Roi d'Espagne par le droit, et régnant de fait dans une vaste étendue de la monarchie, je m'adresse aux puissances chrétiennes, qui ne sauraient rester indifférentes au sort d'une grande nation dont les destinées influent certainement sur les destinées du monde.

Je veux être connu ; je veux être jugé par mes actes, et non pas sur les calomnies répandues contre moi. — Je veux que la chrétienté, si elle doit prononcer entre le Gouvernement innomé de Madrid et moi, sache bien l'abîme qui sépare le Roi légitime de l'iniquité de quelques aventuriers transformés en dictateurs.

J'ai obéi à la voix du devoir et du patriotisme en confiant à la fortune des armes la revendication de ma couronne, après avoir épuisé tous les moyens pacifiques pour sauver mon pays bien-aimé des horreurs imminentes d'un 93 espagnol. Dieu m'a favorisé : j'ai obtenu le véritable plébiscite, celui que des milliers d'Espagnols scellent, chaque jour du plus pur de leur sang.

Sans armes, sans argent, l'Europe le sait, j'ai formé une armée avec les éléments que me fournissent l'abnégation et l'enthousiasme d'un grand peuple ; j'ai vaincu l'ennemi partout où il m'a présenté le combat.

Je le lui ai offert moi-même, et je n'ai reculé qu'une fois devant une artillerie dix fois supérieure en nombre, incomparable en portée. Et la retraite de Bilbao, dans laquelle je n'ai perdu ni un homme ni un canon, eut pour revanche éclatante la victoire d'Abarzuza. Mes avant-gardes sont aux portes de Madrid, et l'heure est proche où j'aurai complètement anéanti cette armée de la République que l'on cherche vainement à opposer à la marche de nos victoires. Mes ennemis traduisent leur impuissance par le vol, l'assassinat et l'incendie, qu'ils décrètent tout ouvertement et auxquels ils se livrent de sang-froid.

Après avoir ruiné le pays par leurs fatales ambitions, ils le désho-



norent par leurs crimes, le tuent par leur barbare ineptie. L'Espagne sait comme je me suis comporté vis-à-vis d'eux ; j'en appelle à ceux qui ont été mes prisonniers avant la bataille d'Abarzuza. Eux, qui sont Espagnols, diront comme je les ai traités. Rendant toujours justice au courage de ceux mêmes qui m'ont combattu, recevant à ma table les simples chefs de bataillon, adoucissant leur sort et finissant toujours par les mettre en liberté ou par les échanger sur la simple promesse verbale qu'il me serait rendu un nombre égal de mes prisonniers, et cela, je l'ai fait malgré les manquements incessants à la parole du Gouvernement de Madrid, engagé envers moi par l'organe des généraux en chef des troupes républicaines, et malgré la déportation sous les climats meurtriers appliquée à nos prisonniers tombés entre leurs mains ou retenus par eux comme otages au milieu de paisibles populations.

Mais un jour est venu où nos ennemis ont ravagé nos champs, incendié nos villages, assassiné nos blessés et commis toute espèce d'horreurs. Je ne pouvais pas le tolérer, et j'ai soumis les coupables aux rigueurs de la justice. Mais bien que les assassins et tous les incendiaires aient été condamnés à mort, je n'ai permis d'en exécuter qu'un sur dix, déclarant que, protecteur des intérêts et de la vie de mes peuples, je voulais, même ici, les épargner. Impuissants à autre chose et aussi lâches que vils, ils ont recours à la calomnie, — m'accusant devant l'Europe, le monde, d'actes de vandalisme que seuls ils sont capables de commettre.

Je proteste contre ces mensonges ; si les Gouvernements et les Cabinets veulent savoir la vérité, qu'ils envoient des représentants sur le théâtre de nos opérations. — Les ruines d'Abarzura, de Sabales, de Villatuerta, sont autant de témoins de ce que j'affirme. Ils verront ces ruines, ils jugeront, et l'on saura ainsi par eux la discipline qui règne dans mon armée, le gouvernement paternel dont j'ai doté ces provinces, les acclamations qu'elles me prodiguent, l'amour qu'elles me témoignent, même sous le coup de l'oppression énorme qui frappe sans pitié les personnes, les biens et les familles !

J'ai hésité — j'hésite encore — à user de représailles en adoptant contre tous ceux qui ne sont pas directement en armes contre moi de semblables mesures ; mais, si on m'y oblige, je puiserai dans mes sentiments de justice la force nécessaire pour résister aux élans de mon cœur généreux, et je serai d'autant plus sévère que j'aurai plus longtemps usé de clémence.

Les renseignements authentiques que les représentants pourront puiser sur place, et pour la recherche desquels j'accorderai toutes les facilités, vaudront mieux pour l'équité que les fausses données

que répand à plaisir leur régime de terreur, qui a organisé par décret le monopole du mensonge. On a été jusqu'à m'accuser d'avoir fait fuir un étranger pour le fait seul d'avoir été le correspondant d'un journal. — C'est faux.

Un Allemand, le revolver au poing, à la tête d'une bande incendiaire, pris à l'entrée du village de Villatuerta, a été condamné par un conseil de guerre et passé par les armes. Ce que l'on a fait là est bien fait, — je le maintiens, et en pareilles circonstances on agira de même si l'on a à juger, comme ici, un incendiaire et un espion. Du reste, un étranger qui prend part à une guerre civile se place par le fait en dehors des lois internationales de la guerre et s'expose à en subir les conséquences.

Pour ma part, et afin d'éviter des complications internationales, j'ai donné dès le début de la campagne les ordres les plus formels pour défendre d'admettre dans les rangs de mon armée les soldats et officiers étrangers qui s'offraient en masse à combattre pour ma cause. J'ai dit à l'Espagne, dans mon manifeste daté de mon quartier royal le 16 juillet dernier, quelles sont mes vues de gouvernement, de finances, de religion et de politique internationale. Je confirme ici toutes ces déclarations. Mon drapeau est celui de l'ordre.

Tous les progrès légitimes, toutes les améliorations morales et matérielles tiennent sous ses larges plis. Ceux-là qui sont venus en ressentent déjà les bienfaits, qui s'étendront bientôt sur l'Espagne et sur les colonies. Le Gouvernement de la république est mort, et lui-même se déclare vaincu. Tous les organes, tous les amis du dedans et du dehors appellent une intervention étrangère comme l'espérance suprême, comme dernière ancre de salut, et cela parce qu'il n'y a pas en Espagne de force à opposer à mon armée qui s'avance, — expression et enthousiasme de la volonté nationale. — Ceci dit tout.

Je ne crois pas qu'aucun Gouvernement se décide à soutenir une cause si complètement perdue, à combattre avec les fauteurs de crimes aussi abominables, et à s'associer à une politique dont la trahison fait la base, et la rapacité le mobile. Toutefois, si une intervention venait à se produire, fort de notre foi et de notre amour pour la patrie, nous l'attendrions avec sérénité comme nous attendions, au début de la campagne, les bataillons de l'armée républicaine, alors que nous n'étions qu'une poignée d'hommes et que nous manquions à peu près de tout.

Évoquant le souvenir des martyrs de l'indépendance, nous combattrons pour la victoire, ou nous saurions jusqu'au dernier mourir au pied de nos canons, en criant : Vive l'Espagne ! Mais non, il n'y aura pas d'intervention ; mes sentiments conciliants m'en donnent la con-

fiance. — Je suis plein de foi dans l'impartialité des puissances chrétiennes, et je sens dans mon cœur que Dieu est avec nous.

Je désire entretenir avec les nations les relations les plus cordiales, et, gardien de l'honneur de l'Espagne, je chercherai à sauvegarder la dignité et la grandeur que je veux lui rendre, et qui sont le plus sûr garant de la paix dont elle a besoin.

De mon quartier royal.

*Signé: CARLOS.*

---

**Grande-Bretagne.** — CLOTURE DU PARLEMENT, DISCOURS  
DE LA REINE, PRONONCÉ LE 8 AOUT 1874.

Milords et messieurs,

Le moment est venu où je puis vous soulager de vos travaux parlementaires.

En le faisant, mon premier désir est de vous remercier pour l'empressement avec lequel vous avez voté une dotation pour mon fils Léopold à son arrivée à sa majorité.

Mes relations avec toutes les puissances continuent à être amicales, et l'influence qui résulte de ces cordiales relations sera employée, comme précédemment, au maintien des obligations imposées par les traités, au développement et à la consolidation de la paix de l'Europe.

L'Empereur de Russie ayant fait des propositions pour qu'une conférence fût tenue à Bruxelles dans le but d'amoindrir, par de judicieuses dispositions, les rigueurs de la guerre, j'ai, en commun avec d'autres puissances, autorisé un délégué à assister à cette conférence; mais avant d'en agir ainsi j'ai cru qu'il était bon d'obtenir des assurances de toutes les puissances ainsi représentées, qu'aucune question ne sera soulevée qui soit de nature à modifier les règles reconnues du droit international ou d'imposer des restrictions à la direction des opérations navales. Les recommandations qui pourront émaner de la conférence seront l'objet de mon soigneux examen, mais je me suis réservé une pleine liberté d'action en ce qui concerne leur acceptation ou leur rejet.

Des négociations ont été entamées pour le renouvellement du traité de réciprocité entre la colonie du Canada et les États-Unis d'Amérique. Ces négociations, commencées selon le vœu et dans l'intérêt de la colonie, ont été temporairement suspendues par la prorogation du Sénat américain. Elles seront reprises à une date prochaine, et j'ai l'espoir qu'elles conduiront à un accroissement des relations commerciales entre mes sujets coloniaux et les citoyens des États-Unis.

Je déplore profondément la continuation, en Espagne, de troubles

qui forment une exception isolée dans la tranquillité générale de l'Europe; mais, tout en désirant vivement le rétablissement de la paix et de l'ordre civil en ce pays, je crois que ce résultat sera le plus sûrement obtenu par une rigide abstention d'intervention dans les affaires intérieures d'un pays indépendant et ami.

Le traité récemment conclu avec le Sultan de Zanzibar, et qui a pour objet la suppression de la traite des noirs dans l'Afrique orientale, a été fidèlement observé, et a déjà contribué dans une grande mesure à mettre fin à ce trafic en tant qu'il était pratiqué sur mer. Les efforts de mes officiers de marine et consulaires dans cette partie du monde ne se relâcheront pas jusqu'à ce qu'un succès complet ait été obtenu.

Je suis heureuse de pouvoir dire que jusqu'ici, la famine dans l'Inde n'a causé que peu de mortalité, résultat qui peut être principalement attribué, sous la protection de la Providence, aux précautions prises par mon Gouvernement indien. Les vaillants efforts de mon Vice-Roi et de ses subordonnés méritent ma haute approbation.

Depuis la fin des hostilités sur la côte d'Or, un progrès constant a été fait dans la tâche de pacifier le pays et d'organiser son administration. Des traités de paix ont été conclus avec des tribus importantes, et le Roi d'Ashantee a persévéré à s'acquitter de ses obligations envers ce pays.

Messieurs de la Chambre des communes,

Je vous remercie de la libéralité avec laquelle vous avez pourvu aux besoins de l'État.

Milords et messieurs,

J'ai vu avec plaisir les réductions considérables que vous avez pu faire dans les impôts. L'abolition totale des droits sur le sucre ne conférera pas seulement un bénéfice pour les consommateurs d'une marchandise universellement demandée, mais elle sera également d'un grand avantage commercial pour la nation. La suppression du droit sur les chevaux est une autre mesure bien faite pour encourager le commerce et l'industrie du pays. Concurremment avec ces abolitions, et avec une nouvelle réduction de l'impôt sur le revenu à un taux qui le rend presque purement nominal, vous avez été à même d'allouer des crédits importants sur les revenus généraux pour des services qui, d'intérêt général, avaient été jusqu'ici défrayés, soit exclusivement, soit dans une proportion indue, par les taxes locales. J'espère que ces mesures, lorsque leur plein effet se sera fait sentir, conduiront à la prospérité générale du pays, et imprimeront une plus grande élasticité aux recettes.



Bien que votre session ait été forcément raccourcie d'un tiers sur sa durée habituelle, je vois avec satisfaction que vous avez été à même de voter des mesures d'une importance et d'un intérêt général.

J'ai cordialement donné mon assentiment à l'acte « pour l'amélioration de la santé des femmes, des jeunes personnes et des enfants employés dans les manufactures. » Je prévois que par cette mesure non-seulement la santé et l'instruction des classes auxquelles elle se rapporte seront développées, mais que les relations entre patrons et ouvriers dans ces branches importantes de l'industrie seront entretenues sur un pied d'harmonie durable et de bon vouloir mutuel.

J'ai signé avec empressement l'acte pour la réforme du système de patronage dans l'Église d'Écosse. J'espère que la suppression de cette vieille cause de controverse renforcera l'Église et conduira en même temps au bien-être religieux d'un grand nombre de messujets.

L'acte pour l'amélioration du culte public dans l'Église d'Angleterre tendra, je l'espère, à prévenir ou à tempérer les malheureuses controverses qui s'élèvent par suite de la difficulté d'obtenir une prompte décision sur des points de droit douteux, et conduira à une interprétation définitive de la forme autorisée du culte public. De semblables controverses, lorsqu'elles se produisent entre des personnes loyalement désireuses de se conformer à la doctrine et à la discipline de l'Église établie, engendrent des maux sérieux, et leur prompt terminaison par l'autorité compétente est une question de grave importance pour les intérêts de la religion.

Les mesures judiciaires que vous avez votées au sujet de la limitation des actions pour la propriété immobilière, la loi sur les vendeurs et acheteurs, les droits fonciers et la translation de la propriété en Écosse, ainsi que les actes pour la réglementation de la vente des boissons alcooliques, et pour le développement de la législation sanitaire dans le Royaume-Uni, peuvent être considérés comme devant produire des résultats publics avantageux et satisfaisants.

La commission que j'ai instituée pour faire une enquête sur l'état et les résultats de la loi relative aux délits qui se rattachent au commerce a été dans l'impossibilité de la terminer à temps pour qu'elle fût soumise à la législature durant la session qui touche à sa fin ; et je regrette que la pression des affaires à la Chambre des communes ait rendu nécessaire l'ajournement de la discussion de mesures destinées à faciliter la transmission de la terre en Angleterre, de celles pour l'amélioration de l'administration de la justice en Angleterre et en Irlande, et pour l'établissement d'une Cour impériale d'appel. Ces sujets réclameront naturellement votre première attention dans une future session.

En retournant dans vos comtés et parmi vos commettants, vous aurez l'occasion d'exercer profitablement cette influence qui est l'heureux résultat de nos institutions locales, et je prie pour que la protection du Tout-Puissant vous accompagne dans l'accomplissement de tous vos devoirs.

---

**Suisse.** — CIRCULAIRE DE M. SCHIESS CONCERNANT LE MARIAGE  
DES ÉTRANGERS EN SUISSE, SIGNÉE LE AOÛT 1874.

Diverses administrations cantonales, et spécialement les Gouvernements des hauts États de Bâle-Ville et de Fribourg, et le département de justice et police du canton de Vaud, nous ont posé, depuis notre circulaire du 3 juillet 1874, concernant les mariages et l'article 54 de la Constitution fédérale du 20 mai 1874, des questions spéciales auxquelles nous croyons devoir répondre par la présente circulaire.

*Première question.* — La disposition de l'article 54, d'après laquelle le mariage conclu dans un canton ou à l'étranger conformément à la législation qui y est en vigueur, est reconnu comme valable dans toute la Confédération, implique-t-elle que la législation du canton où le mariage est contracté est seule applicable en ce qui concerne même la *capacité et les conditions requises* pour contracter mariage?

La disposition de l'article 54 qui vient d'être rappelée doit être mise en parallèle avec celle de l'article 46 portant que les personnes établies en Suisse sont soumises, dans la règle, à la juridiction et à la législation du lieu de leur domicile, en ce qui concerne les rapports de droit civil.

En rapprochant ces deux textes, l'on voit que la Constitution fédérale entend que la loi du domicile fasse règle et soit appliquée, non-seulement en ce qui concerne les formes, mais encore en ce qui tient aux conditions intrinsèques des contrats, et spécialement du mariage. En conséquence, les cantons sont tenus de reconnaître tous les mariages de leurs ressortissants qui ont été célébrés dans un autre canton et suivant les lois de celui-ci. Mais le canton où un mariage se conclut peut, s'il le juge convenable, appliquer au Suisse établi, quant à la capacité et aux autres conditions essentielles du mariage tenant au statut personnel, les lois de son canton d'origine.

Il le fera, par exemple, lorsque, quant à l'âge de la majorité et aux autorisations, la loi du canton d'origine sera plus favorable que celle du domicile. La Confédération n'entend point, sur ces diverses questions, gêner la liberté des cantons; elle ne s'est proposé qu'un but, c'est que quand des époux suisses se seront régulièrement mariés dans un canton et auront satisfait à la loi et aux prescriptions de celui-ci, leur mariage ne puisse pas être remis en contestation ni

considéré comme nul dans leur canton d'origine, mais qu'il soit, au contraire, admis comme valable dans toute la Suisse.

*Seconde question.* — Quelle est, en face du troisième alinéa de l'article 54 de la Constitution fédérale, la position des étrangers établis en Suisse et qui s'y marient, spécialement lorsqu'ils sont ressortissants d'États qui sont liés avec la Suisse par des conventions leur assurant un traitement semblable à celui des nationaux?

Il faut remarquer à cet égard que si l'article 54 de la Constitution fédérale est obligatoire pour tous les cantons suisses, il ne l'est pas pour les États étrangers, même liés avec la Suisse par des traités. Ces États peuvent, par conséquent, refuser de reconnaître un mariage, d'ailleurs conclu régulièrement en Suisse, s'il n'a pas été célébré dans les conditions de capacité exigées par la loi étrangère. Les cantons pouvant, dès lors, devenir responsables, dans certaines limites, des conséquences de mariages irréguliers conclus sur leur territoire, ils ont le droit de prendre ou de maintenir les mesures qui leur paraissent nécessaires pour mettre à l'abri leur responsabilité, et pour empêcher qu'il ne se célèbre sur leur territoire des mariages étrangers qui ne seraient pas reconnus dans le pays d'origine des époux.

Le Conseil fédéral n'entend pas prescrire à cet égard les formalités à remplir, et il laisse aux cantons le soin d'y pourvoir. Il rappelle seulement que, pour que l'égalité de traitement entre les citoyens suisses et les étrangers au bénéfice de traités d'établissement ne soit pas violée, il importe d'éviter tout ce qui pourrait donner à ces formalités quelque chose de vexatoire et de fiscal. Les émoluments doivent être en particulier réduits au strict nécessaire.

*Troisième question.* — Les cantons ont-ils encore le droit de prescrire, pour les mariages qui se célèbreraient entre Suisses, sur le territoire même de la Confédération, la production de permis de mariage émanés des autorités cantonales ou communales? Ont-ils le droit d'exiger que les Suisses qui se marient à l'étranger se munissent d'abord d'un permis de mariage cantonal ou communal?

Nous ne pouvons que confirmer à cet égard ce que renferme notre circulaire du 3 juillet 1874. Ces permis ne peuvent plus être exigés. Le droit au mariage, étant garanti par la Constitution fédérale, n'a pas besoin, pour être exercé, d'être l'objet d'une autorisation spéciale.

En faisant publier les bans de mariage non-seulement au lieu du domicile, mais encore dans le lieu d'origine des époux, et dès le moment que la célébration du mariage ne peut avoir lieu que lorsque cette publication a été faite sans provoquer d'opposition, les cantons

constatent suffisamment que les époux sont libres de contracter mariage et qu'il n'y a aucune opposition au point de vue légal.

Nous saisissons, etc.

*Le chancelier de la Confédération,*  
SCHIESS.

---

**Brésil.** — DISCOURS PRONONCÉ À LA CLÔTURE DES CHAMBRES,  
LE 12 SEPTEMBRE 1874.

Messieurs les sénateurs,  
Messieurs les députés,

Je vous remercie des sentiments d'affection que vous m'avez exprimés à l'occasion du malheureux événement arrivé à la princesse impériale, ma fille, qui, grâce à Dieu, est aujourd'hui rétablie.

La tranquillité publique n'a été troublée dans aucune partie de l'Empire, excepté dans le district de San Léopold, où une secte d'hommes fanatiques a commis de graves attentats qu'il est nécessaire de réprimer par une intervention militaire.

Les causes qui altéraient la santé publique ont disparu de presque tous les points où sévissaient la variole et d'autres épidémies.

Nous continuons à vivre en paix avec toutes les puissances, qui répondent constamment aux efforts que fait le Brésil pour maintenir avec elles les meilleures relations et développer leurs intérêts et les nôtres.

Nous espérons avoir cette année une abondante récolte de plusieurs de nos produits agricoles. Mais l'avenir de l'agriculture réclame spécialement le puissant secours du crédit, à des conditions favorables, ainsi que le développement de nos voies ferrées et de l'enseignement professionnel. Les sacrifices que nous ferons dans ce but seront grandement compensés par les avantages qui en résulteront pour toutes les classes, et par l'augmentation de la richesse nationale.

Le Gouvernement comprend l'importance de ces mesures et leur donne la plus sérieuse attention.

La nouvelle loi du recrutement militaire va remplacer l'ancien système defectueux de l'enrôlement pour l'armée. Cette loi relèvera la condition du soldat brésilien. Grâce à elle, les charges du service militaire seront réparties impartialement et sans vexations. Cette réforme est digne de notre patriotisme et conforme à la voie du progrès dans laquelle nous sommes entrés.

De votre décision dépendent encore divers projets reconnus d'utilité publique. Outre le budget général de l'Empire, je mentionnerai comme spécialement urgents la réforme électorale, les secours à l'a-



griculture, la réorganisation de l'enseignement primaire et de l'enseignement secondaire.

Vous considérerez principalement la haute convenance qu'il y a à ce que les prochaines élections soient faites sous le régime de la nouvelle loi, qui, en empêchant les abus de la loi actuelle, assurera efficacement la libre et véritable manifestation du vote populaire, sans altérer les bases établies par la Constitution politique du pays.

Dans l'intervalle des travaux législatifs, je suis certain que vous ferez tous vos efforts pour le bien général du peuple brésilien, auquel la nature a tout accordé pour être grand et heureux.

Je déclare la session close.

---

**Pays-Bas. — DISCOURS DU ROI PRONONCÉ A L'OUVERTURE  
DES CHAMBRES, LE 21 SEPTEMBRE 1874.**

Le Roi a ouvert, le 21 septembre, la nouvelle session législative. Voici le discours que Sa Majesté a prononcé à cette occasion :

Messieurs,

C'est avec reconnaissance et satisfaction que je rappelle, à l'occasion de cette session, l'allégresse aussi générale que cordiale avec laquelle le vingt-cinquième anniversaire de mon avènement solennel au trône a été fêté dans notre patrie entière et dans nos colonies et possessions d'outre-mer.

Les intérêts moraux et matériels du peuple néerlandais, si intimement lié à moi et à ma maison, continuent à être l'objet de mes soins assidus.

Je me plais à constater nos rapports très-amicaux avec toutes les puissances.

L'état sanitaire est, en général, satisfaisant.

Les prévisions d'une bonne récolte n'ont pas été déçues jusqu'ici.

En rappelant derechef que les forces de terre et de mer font leur devoir d'une manière digne d'éloges, je tiens à mentionner spécialement qu'aux Indes la flotte et l'armée ont rendu, dans les opérations de guerre à Sumatra, des services éminents, et continuent à mériter ma haute satisfaction.

Grâce à cet état de choses généralement prospère, le rendement de presque toutes les sources de revenu s'est élevé, et l'état des finances peut être considéré comme favorable.

Bien que la plupart des branches du service public réclament chaque fois plus de dépenses, et que la défense du pays et les moyens de communication exigeront dans les premières années des sommes

considérables, je me flatte que, quant à présent, les ressources ordinaires suffiront aux besoins.

Mon attention reste fixée, pour la suite, sur l'amélioration des moyens de revenu.

Vous serez appelés à régler la comptabilité de l'État.

Des projets vous seront présentés pour amender partiellement et compléter les Codes et la loi sur l'organisation judiciaire. En attendant, les travaux qui préparent un Code pénal national touchent à leur terme.

L'enseignement fait toujours l'objet de ma vive sollicitude ; en premier lieu, votre concours sera demandé pour établir la loi sur l'enseignement supérieur, tandis qu'on examine sérieusement quelle modification il faut apporter dans les lois qui régissent les autres branches de l'instruction.

La loi sur la milice nationale est soumise à un travail de révision.

L'achèvement des grands travaux publics doit être assuré ; la construction de quelques autres préparée.

Je serai heureux si, avant la fin de cette session, les premières mesures décisives sont prises pour étendre le territoire du pays aux dépens du Zuyderzée.

Les nouvelles d'Atchin me donnent lieu de croire que la sagesse et la persévérance triompheront de la résistance à l'autorité des Pays-Bas.

La situation de l'archipel indien est, au reste, satisfaisante.

Les cultures promettent un bon rendement.

J'ai l'intention de vous soumettre promptement un projet concernant de nouveaux chemins de fer à établir dans l'île de Java.

Des signes de progrès se font remarquer aux Indes occidentales ; les relations financières de ces colonies avec la mère patrie s'améliorent.

De nombreux et importants travaux vous attendent dans cette session.

Puisse la Providence divine les bénir, et le salut de la patrie rester notre suprême but !

Je déclare ouverte la session des États généraux.

---

**Ile de Madagascar.**— PROCLAMATION DE LA REINE DE MADAGASCAR, ORDONNANT L'AFFRANCHISSEMENT DE TOUS LES ESCLAVES IMPORTÉS DANS L'ÎLE DEPUIS LA SIGNATURE DU TRAITÉ CONCLU AVEC L'ANGLETERRE EN 1865, ET RELATIF A L'ABOLITION DE LA TRAITÉ.

Moi, Ranavalo-Manjaka, par la grâce de Dieu et la volonté du peuple, Reine de Madagascar et défenseur des lois de mon Royaume, j'ai conclu un arrangement avec mes cousins d'au delà des mers, en

vertu duquel il ne pourra pas être amené dans mon Royaume des hommes d'au delà des mers pour devenir des esclaves.

En raison de cela, j'ordonne que s'il y a des Mozambiques venus récemment dans mon Royaume, depuis le 7 juin 1865, année où la convention avec mes cousins d'outre-mer a été complétée, ils devront devenir « *isanny ambaniandro* » (locution qui sert à désigner les hommes libres de Madagascar); et, s'ils désirent demeurer dans ce pays, ils le pourront faire et feront partie de la population libre; et, s'ils préfèrent retourner au delà des mers d'où ils sont venus, il leur sera loisible de le faire. Et si parmi mes sujets il y en avait qui vou-lussent cacher des Mozambiques amenés récemment comme esclaves et ne pas les affranchir pour en faire des hommes libres, ainsi que je l'ai ordonné, ils seront jetés dans les fers pendant dix ans.

Contre-signé : RAINILAIARIVENY,  
Premier ministre et commandant en chef  
de Madagascar.

Signé : RANAVALO,  
Reine de Madagascar.

**Suisse.**— DISCOURS D'OUVERTURE DE L'ASSEMBLÉE FÉDÉRALE SUISSE  
PRONONCÉ PAR M. KOECHLIN, PRÉSIDENT, LE 5 OCTOBRE 1874.

Messieurs, l'Assemblée fédérale est convoquée aujourd'hui pour commencer la seconde partie de sa session d'été, et particulièrement pour discuter le projet de loi sur l'organisation militaire.

Messieurs, développer d'une manière normale et suffisante l'armement national, doter la Confédération des compétences nécessaires pour atteindre ce but, mettre nos institutions militaires en harmonie avec l'état actuel de la science, tel qu'on a pu le constater dans la dernière guerre, organiser une armée fédérale solide pour la défense du territoire national, tel était le désir le plus accentué et le plus justifié du parti révisionniste suisse.

Si la neutralité de la Suisse doit toujours être considérée par nous comme un fort rempart contre lequel viendront se briser les vagues soulevées par les grandes luttes des peuples, et derrière lequel nous resterons abrités, nous et nos enfants, le moment est venu d'armer et de renforcer ce rempart de telle manière que nous arrivions, et nos voisins belligérants avec nous, à cette conviction qu'il ne peut pas être forcé impunément.

Lorsque, dans l'année mémorable de 1870, la Suisse fit demander confidentiellement, par son ministre à Berlin, dans quelle mesure elle pourrait compter sur le respect de sa neutralité, le chancelier actuel de l'Empire allemand répondit, comme on peut le voir dans les actes concernant cette époque :

« Dans la mesure où vous respecterez vous-mêmes la devise de

l'Ordre écossais du Chardon : *Nemo me impune lacessit*. (Personne ne m'attaque impunément.) » Donc une armée bien exercée, toujours prête à marcher et munie des meilleures armes, sera pour nous la meilleure garantie que notre neutralité sera complètement respectée, une meilleure garantie que toutes celles qui n'existent que sur le papier.

L'Assemblée fédérale ne craindra donc pas de faire le nécessaire pour rendre l'importante loi qui lui est soumise conforme au but que nous venons d'indiquer, et faire de nos milices une armée apte à la guerre.

Messieurs, les *tractanda* nous présentent encore une série d'objets qui ne sont pas tous aussi importants et qui n'attirent pas au même degré l'attention. Les projets de loi concernant la responsabilité des entreprises de transport qui doivent occuper en première ligne ce Conseil, sont une matière un peu sèche. Mais vous ne refuserez pas non plus votre attention aux questions qu'ils soulèvent et qui sont pour le développement économique de notre pays d'une haute importance. Bien que l'époque des grandes luttes constitutionnelles, avec les excitations qu'elles comportent, soit arrivée à sa fin, et que l'activité parlementaire, confinée dans l'élaboration des lois nécessaires à l'application de la Constitution, doive couler dans un lit plus tranquille, ce serait une erreur de croire que le travail des Conseils aura à l'avenir moins d'importance et sera moins laborieux.

Car il s'agit à présent de traduire dans la pratique les principes conquis dans la lutte révisionniste. Il s'agit de recueillir ce qu'on a semé à cette époque.

Messieurs, il s'agit avant tout de donner à l'État ce qui est à l'État. En conséquence, les Conseils se mettront avec un zèle infatigable et avec toute l'intelligence dont ils sont capables, à la recherche des principes justes, et ceux qu'ils auront reconnus tels, ils leur donneront force de loi, afin que la nouvelle Confédération devienne une vérité.

Vous devrez, Messieurs, éviter un écueil. On entend de nouveau en Suisse des voix qui cherchent à regagner certaines positions perdues, abandonnées pendant la révision. Ce sont des voix trompeuses. Il s'agit, au contraire, de respecter, en matière de législation, les limites fixées par ce compromis entre les diverses opinions pendant les débats constitutionnels; de laisser de côté, honnêtement et de bonne foi, certaines aspirations auxquelles il a été renoncé volontairement. L'avenir mûrira tout ce qui est bon. Pour le moment, il importe avant tout aux Conseils de rétablir, par des procédés loyaux, la confiance un peu ébranlée entre les Confédérés et de reconstituer ainsi l'unité de la nation, notre bien le plus grand. Dieu veuille qu'il en soit ainsi.

Je déclare ouverte la seconde partie de la session d'été.

---



**Danemark. — OUVERTURE DES CHAMBRES, DISCOURS PRONONCÉ PAR  
LE ROI LE 5 OCTOBRE 1874.**

Nous vous présentons notre salut royal.

Revenu de notre visite aux îles Feroë et à l'Islande, où nous avons été l'objet de tant de témoignages de dévouement de la part de la population, laquelle nous a donné des preuves non douteuses de ce qu'elle partageait notre joie de nous voir au milieu d'elle, c'était pour nous un besoin d'apporter en personne au Rigsdag un salut fraternel de ces pays lointains. Nous comptons que la présence et la participation du Roi à la fête millénaire de l'Islande aura contribué à dissiper les mésintelligences qui n'avaient que trop longtemps empêché la réalisation de nos vœux paternels, et nous espérons que par la nouvelle Constitution de l'île nous aurons inauguré une nouvelle ère et jeté une bonne semence dans un terrain fécond. Plaise au ciel que cette semence porte de bons fruits pour l'Islande et pour son peuple !

Depuis la dernière session, la Loi fondamentale de la Monarchie danoise a atteint sa vingt-cinquième année d'existence, et nous avons célébré cet anniversaire avec notre peuple en souvenir du roi Frédéric, qui a partagé avec son peuple toute la somme de son pouvoir héréditaire, et en reconnaissance des bons résultats de cette largesse.

Si nous avons tenu à ouvrir aujourd'hui en personne la session du Rigsdag, c'est dans le sentiment du devoir royal qui nous incombe, d'exprimer devant le Rigsdag le désir que la discorde qui a assombri, ces dernières années, notre joie au sujet de la Loi fondamentale, cède devant l'esprit d'union, condition de tout travail fécond pour le bien du pays. Nous avons fait à cet égard ce que nous avons jugé favorable au but, et nous espérons que le Rigsdag joindra ses efforts à ceux de notre nouveau ministère pour faire aboutir les réformes tendant à l'essor et à la prospérité de l'État, et que le Rigsdag ne refusera pas son assentiment aux demandes de crédits que nous considérons comme nécessaires pour assurer la marche favorable de l'administration, exploiter avec profit les ressources du pays et renforcer la défense nationale.

Nos relations avec l'étranger n'ont pas cessé d'être bonnes. Bien que les circonstances politiques n'aient pas encore permis une solution de la question du Schleswig du Nord, nous avons le ferme espoir de réussir à amener une solution satisfaisante, laquelle tient d'une manière invariable chaleureusement à cœur à nous comme à notre peuple.

**Tarquie-Roumanie.** — DÉPÊCHE ADRESSÉE PAR AARIFI-PACHA  
AUX REPRÉSENTANTS DU GOUVERNEMENT OTTOMAN A VIENNE, A  
SAINT-PÉTERSBOURG ET A BERLIN.

Constantinople, le 23 octobre 1874.

Les trois puissances du Nord viennent de faire une démarche collective. Les premiers interprètes des ambassades d'Autriche, de l'Allemagne et de la Russie m'ont communiqué une instruction identique de leurs chefs, concernant le droit des Principautés du Danube de conclure des traités de commerce avec les puissances étrangères. J'ai l'honneur de vous envoyer ci-après une copie de cette instruction.

Il en appert que les Cabinets de Vienne, de Berlin et de Saint-Petersbourg, considérant leurs intérêts matériels et la situation des Principautés, déclarent qu'ils ont le droit de conclure avec ces Principautés des traités directs et spéciaux, concernant la douane et le commerce. Les cabinets ajoutent que les négociations n'auront pas de caractère politique. Le prix attaché par le Gouvernement impérial à toute communication qui lui vient des trois puissances, ses alliées et amies, lui impose la tâche de déférer à leurs vœux dans la limite de ce qui lui est possible. Nous nous sommes constamment laissé guider par ce principe, à tel point que le Cabinet de Vienne ayant pris l'initiative de nous proposer de reconnaître aux Principautés danubiennes le droit de conclure avec l'étranger des conventions commerciales, notre première pensée fut de trouver un biais qui nous permit de satisfaire aux exigences de la situation sans porter atteinte aux droits de la Sublime Porte.

Le Gouvernement impérial sait apprécier à leur juste valeur les intérêts plus ou moins graves et immédiats qui se trouvent ici en question. Il ne méconnaît pas plus leur portée que la nécessité de prendre à cet égard une décision pratique. Il n'hésiterait pas à adopter la solution proposée de la question en litige si cette dernière ne dépassait pas considérablement et en toute évidence le but qu'elle doit atteindre.

Il est vrai qu'en faisant cette démarche collective, les trois puissances ont simultanément déclaré qu'elles ne songeaient pas le moins du monde à toucher aux liens qui attachent les Principautés danubiennes à la Cour suzeraine, et c'est avec satisfaction que nous prenons acte de cette déclaration. Mais nous sommes néanmoins contraints et forcés à nous demander si la nouvelle atteinte portée au traité de Paris n'aura pas le même effet que les dérogations antérieures ; nous nous demandons s'il ne viendra pas un jour où la volonté humaine sera impuissante à arrêter un courant auquel on aura donné libre carrière, en sapant toutes ses digues par une série constante, continue de violations de traités...

Si nous formulons cette crainte, ce n'est pas que nous interprétions mal la demande des Principautés. Nous connaissons les prérogatives dont elles jouissent au point de vue administratif et commercial. Nous avouons que les puissances dont les sujets sont en relation avec la Moldavie, la Valachie et la Serbie sont disposées à tenir compte de la situation particulière de ces Principautés; mais il nous serait difficile d'en tirer des conséquences qui transporteraient la question sur un terrain autre que celui des traités.

Puisque nous avons des raisons pour faire abstraction du point de droit et, partant, d'éviter par là une discussion qui nous eût infailliblement mis dans la nécessité de nous adresser en particulier à chacune des puissances signataires du traité de Paris pour connaître son opinion individuelle, la question ne se présente plus à nous que sous une seule face : nous voulons parler de la demande préalable à faire par le Gouvernement des Principautés à la Cour suzeraine. Évidemment, notre proposition laisse toute latitude et le champ libre à toute espèce de délibération ou de discussion légale, puisqu'elle ne tend qu'à faciliter le résultat que les trois Cabinets des puissances du Nord s'efforcent d'atteindre dans l'intérêt de leurs ressortissants.

Les inconvénients qui résultent du manque d'obligation expresse de développer indéfiniment les chemins de communication, on pourrait, dans la pensée de la Sublime-Porte, les supprimer complètement, sans quitter le terrain des traités. Ce n'est pas seulement, comme on semble le croire, une question de forme qui nous dicte notre attitude dans cette question. Que les chanceliers Gortschakoff et Bismark et le comte Andrassy soient bien persuadés que des considérations d'ordre supérieur nous font un devoir de ne pas quitter la ligne de conduite que nous nous sommes tout d'abord tracée. Nous avons l'espoir que Votre Excellence acceptera cette déclaration avec la même loyauté avec laquelle nous exprimons notre pensée.

Je vous prie de porter cette dépêche à la connaissance du ministre des affaires étrangères de l'Empereur et de lui en laisser copie.

*Signé : AARIFI-PACHA.*

---

**République Argentine.** — CIRCULAIRE DE DON PEDRO ANTONIO PEDRO AUX REPRÉSENTANTS DE LA RÉPUBLIQUE ARGENTINE A L'ÉTRANGER.

Buenos-Ayres, 26 octobre 1874.

Monsieur le ministre,

Le peuple argentin, librement consulté, venait de nommer, à une grande majorité, le docteur don Nicolas Avellaneda Président constitutionnel de la République, et le Congrès de lui reconnaître ce

haut caractère, lorsqu'aux approches du jour où devait s'effectuer la transmission du mandat présidentiel, se produisirent des faits assez graves pour affecter profondément nos institutions, si l'on avait pu, ne fût-ce qu'un instant, supposer qu'ils arriveraient à prévaloir.

La République s'étant trouvée constituée, pour la première fois, dans toute son intégrité après les événements qui déterminèrent la dissolution du Gouvernement du Parana, peuples et Gouvernement substituèrent à l'ardeur de la lutte les labeurs de la paix, donnant ainsi cours à l'esprit de progrès du siècle. En douze années de vie constitutionnelle, malgré de douloureuses convulsions intérieures et une guerre étrangère qui dura trois ans, nos progrès prirent un essor si rapide qu'ils excitèrent l'admiration des nationaux et des étrangers. Les chemins de fer, les entreprises industrielles, les télégraphes, qui nous lient à tous les peuples de l'Amérique et de l'Europe; la puissante impulsion donnée à l'éducation publique par la fondation d'écoles, de collèges, de bibliothèques populaires et d'établissements scientifiques; près de cent mille émigrants par année, notre crédit à l'extérieur coté comme celui des nations les plus favorisées dans le grand marché monétaire du monde, tout cela paraissait une preuve certaine que la paix ne serait plus altérée à l'avenir, et que les passions excitées par la crise électorale se calmeraient aussitôt que serait sorti des urnes le nom de l'élu choisi par le peuple.

En effet, de telles agitations sont les convulsions passagères à l'aide desquelles la démocratie produit, à des périodes déterminées à l'avance, les fruits de la liberté, en appelant au pouvoir suprême et à la haute direction des affaires des hommes nouveaux et des idées nouvelles; enfantements incompatibles avec un régime incommutable.

D'autre part, après ce mouvement régulier de principes et d'efforts, si naturel à notre système de gouvernement et si bien approprié à nos maux, nous devons, avec raison, comme en d'autres circonstances, espérer la pacification des esprits. Le changement de l'administration est le signe caractéristique d'une époque nouvelle, parce qu'il la compose d'éléments plus actifs, moins entamés par le temps, moins fatigués par le travail, et dès lors plus apte à interpréter l'esprit et la volonté d'un peuple énergique et entreprenant, qui renouvelle par sa Constitution sa vie même.

Malheureusement cette évolution nécessaire dans le système du gouvernement représentatif républicain ne s'est point effectuée cette fois, ni avec la sérénité et la résignation patriotique d'hommes qui se retirent afin de laisser la place libre à ceux qui doivent les remplacer, ni avec le respect dû à l'autorité du suffrage et de la loi.

Durant la lutte électorale et au moment d'assurer ses résultats, on



aurait pu, sinon justifier, du moins s'expliquer une certaine prédominance d'exaltation, qui est propre à la condition humaine; mais jamais on n'aurait pu supposer qu'une fois le verdict de l'opinion publique connu de tous, et confirmé par la solennelle déclaration du Congrès, il se produirait parmi les vaincus du suffrage un mouvement subversif attentatoire à la paix publique et incompréhensible dans des pays régis par des institutions libres et de la part d'hommes que la nation avait mis un jour à la tête de ses destinées. La lutte électorale, large et ardente, prit des proportions alarmantes dans la province de Buenos-Ayres, où le parti vaincu, niant en fait le grand principe de la souveraineté populaire, sur lequel repose notre système politique, refusa de reconnaître le Gouvernement librement issu de l'élection et consacré par le Congrès.

Cette abusive et criminelle propagande accrut par degrés son intensité dans la presse et les conciliabules, à la faveur d'une liberté d'action, précieuse sans nul doute, mais, en beaucoup de circonstances, funeste.

Le 24 septembre, dix-huit jours avant l'époque fixée pour la transmission légale du pouvoir, une obscure sédition militaire éclata simultanément dans la rade de la capitale, à l'instigation du chef d'une des canonnières de notre escadre et sur les frontières de San Luis, au sud de Buenos-Ayres, dont les troupes de garnison furent entraînées, les premières, par leur ancien chef, l'ex-général Arredondo, qui sacrifia lâchement l'honorable général Ivanowski, son ami et son hôte, dont la loyauté résistait à ses flatteries et à ses promesses; les secondes, commandées par l'ex-général Rivas.

À la nouvelle de ces événements, le Gouvernement de M. Sarmiento décréta les mesures les plus énergiques et les plus efficaces pour le rétablissement de l'ordre, réunissant en faisceau tous les ressorts du pouvoir, afin qu'appuyé d'une manière formelle par le Congrès, secondé par le Gouvernement des provinces et fortifié par le concours des populations, aucun obstacle n'empêchât que, le jour désigné (12 octobre), eût lieu tranquillement et solennellement la transmission du mandat suprême de la République.

Depuis lors, aucun incident grave ne s'est produit; car on ne saurait considérer comme tel ni le manifeste de l'ex-général Bartolome Mitre, ni celui des divers chefs militaires soulevés, bien qu'avec la phraséologie accoutumée des anarchistes de tout pays, ils se soient efforcés de justifier leur rébellion et de pallier, avec des protestations d'abnégation patriotique et des promesses de liberté, leurs ambitieux projets de perpétuité de pouvoir et de dictature.

Malgré les tentatives faites pour imprimer à ce mouvement d'a-

narchie le caractère d'une révolution politique, il est resté toujours ce qu'il fut à l'origine : une obscure révolte militaire. Le triomphe des autorités et de la loi ne se fera point attendre, grâce aux grands et irrésistibles éléments de force matérielle et morale dont le Gouvernement dispose. La rébellion, loin d'avancer, rétrograde, vaincue partout par la seule présence des divisions d'avant-garde de l'armée nationale.

Tels sont, monsieur le ministre, les faits qui se sont accomplis dans les moments solennels où la République procédait au remplacement constitutionnel de son Gouvernement, et même après qu'il fut effectué. Ils n'ont pu avoir lieu sans interrompre la marche heureuse et prospère de la nation, sans affecter le crédit du commerce et sans paralyser l'industrie, arrachant les citoyens à leurs pacifiques labeurs pour prendre les armes et défendre les institutions et les pouvoirs publics constitués par la volonté nationale.

Mais cet arrêt dans notre prospérité nationale par des passions malsaines sera court, et la République se lèvera alors plus forte et plus grande par le triomphe même de la révolution, en donnant une puissante impulsion à ses progrès, et en poursuivant l'application des principes élevés et généreux que le programme du nouveau Président renferme, et qui résument les aspirations du temps présent.

Fidèle à ce programme, le Gouvernement cultivera avec sollicitude les amicales relations qui unissent la République Argentine aux nations diverses; il s'appliquera, avec un égal soin, à faire régner l'ordre à l'intérieur, à développer le commerce et l'industrie, à consolider la stabilité et la paix, et à assurer l'empire des lois qui président à notre organisme constitutionnel, en garantissant la sécurité, la liberté et la propriété à tous les habitants du sol argentin, quels que soient leur *credo* politique et leurs professions.

Ce que je viens d'exposer démontrera à Votre Excellence que la situation de la République ne présente aucun symptôme alarmant, et que la révolte qui s'est produite et déjà expirante peut seulement exercer une influence funeste sur la situation de nos marchés influence que je charge Votre Excellence de combattre, en ne laissant pas donner aux événements une gravité qu'ils sont fort loin d'avoir.

*Signé : PEDRO ANT° PARDO.*

# TABLE PAR ORDRE CHRONOLOGIQUE

## DES MATIÈRES

### DU TROISIÈME VOLUME DE LA QUINZIÈME ANNÉE

(1875)

---

4873

Août 23. <i>Espagne</i> . Lettre manifeste de don Carlos à son frère don Alphonse de Bourbon. . . . .	5
Août 7. <i>Allemagne</i> . Lettre de l'Empereur Guillaume en réponse à la lettre du Pape du 7 août 1873. . . . .	9
Septembre 10. <i>Hesse électorale</i> . Protestation de Frédéric-Guillaume contre la convention conclue entre la Prusse et les agents de la Hesse. . . . .	11
Septembre 15. <i>Brésil</i> . Discours de l'Empereur pour la clôture des Chambres. . . . .	13
Septembre 15. <i>Pays-Bas</i> . Discours du Roi à l'ouverture des États-Généraux. . . . .	15
Septembre 23. <i>Mexique</i> . Discours du Président à l'ouverture du Congrès. . . . .	17
Septembre 22. <i>États-Unis d'Amérique</i> . Proclamation du Président Grant pour abolir les droits différentiels sur les marchandises importées aux États-Unis par des navires français. . . . .	22
Septembre 24. <i>Turquie</i> . Circulaire de Rachid-Pacha aux agents diplomatiques de la Turquie à l'étranger. . . . .	22
Octobre 15. <i>Turquie</i> . Circulaire de Rachid-Pacha aux ambassadeurs de la Porte à Londres, Paris, Saint-Petersbourg, etc., pour leur annoncer les réformes financières qui viennent d'être ordonnées par le Sultan. . . . .	23
Octobre 16. <i>Saxe royale</i> . Discours prononcé par le Prince royal à l'ouverture des Chambres. . . . .	25
Octobre 27. <i>France</i> . Lettre du comte de Chambord à M. Chesnelong, député à l'Assemblée nationale. . . . .	26
Octobre 29. <i>Saxe royale</i> . Manifeste d'avènement au trône du roi Albert de Saxe . . . . .	28
Octobre 29. <i>Turquie</i> . Circulaire de Rachid-Pacha aux agents diplomatiques de la Porte à l'étranger, confirmant celle du 15 octobre. . . . .	29
Octobre 29. <i>Roumanie</i> . Circulaire de M. B. Bcereska aux agents diplomatiques roumains. . . . .	30

1873.

Novembre 3. <i>Suisse</i> . Discours de M. Ziegler à l'ouverture de la session du Conseil national . . . . .	34
Novembre 4. <i>Luxembourg</i> . Discours du prince Henri à l'ouverture des Chambres. . . . .	37
Novembre 5. <i>France</i> . Message du maréchal de Mac-Mahon à l'Assemblée nationale. . . . .	39
Novembre 5. <i>Autriche-Hongrie</i> . Discours de l'Empereur à l'ouverture du Reichstag cisleithan. . . . .	41
Novembre 5. <i>Suisse</i> . Le docteur Kern à M. le duc de Broglie. . . . .	43
Novembre 14. <i>Belgique</i> . Discours du Roi prononcé à l'ouverture des Chambres le 14 novembre 1873 . . . . .	45
<i>Prusse</i> . Discours de M. de Camphausen, ministre des finances pour l'ouverture des Chambres prussiennes. . . . .	49
Novembre 15. <i>Italie</i> . Discours du Roi à l'ouverture du Parlement italien. . . . .	51
Novembre 17. <i>France</i> . Message adressé par le maréchal de Mac-Mahon à l'Assemblée nationale. . . . .	54
Novembre 20. <i>France</i> . Loi votée par l'Assemblée nationale pour confier le pouvoir exécutif pour sept ans au maréchal de Mac-Mahon. . . . .	55
Novembre 21. <i>Saint-Siège</i> . Lettre encyclique de notre Très-Saint Père le Pape Pie IX à tous les patriarches, primats, archevêques, évêques et à tous les autres ordinaires en grâce et en communion avec le Siège apostolique. . . . .	55
Novembre 27. <i>Roumanie</i> . Discours prononcé par le prince Charles à l'ouverture de la session législative. . . . .	69
Novembre 27. <i>Serbie</i> . Discours prononcé par le prince Milano à l'ouverture de la Skuptchina. . . . .	73
Décembre 2. <i>États-Unis d'Amérique</i> . Message du Président Grant au Congrès, le 2 décembre 1873. . . . .	75
Décembre 12. <i>Suisse</i> . M. Cérésolo à M <sup>sr</sup> Agnezzini, chargé d'affaires du Saint-Siège. . . . .	80

## LIVRE JAUNE

## QUESTION D'ORIENT

## Affaire du Canal de Suez

1872.

Mars 22. <i>France</i> . M. de Lesseps au ministre des affaires étrangères. (Extrait.). . . . .	83
Annexe à la dépêche du 22 mars 1873. . . . .	83
Juillet 25. <i>France</i> . M. de Rémusat au comte de Vogüé, à Constantinople. (Extrait.). . . . .	85



## 1872

Décembre 18. <i>Turquie</i> . Le comte de Vogüé, à Constantinople, à M. de Rémusat. (Extrait.). . . . .	86
Décembre 19. <i>France</i> . M. de Rémusat à M. Dufaure, ministre de la justice. (Extrait.). . . . .	86
Annexe à la dépêche du 19 décembre 1872. . . . .	87
Décembre 28. <i>Turquie</i> . Le ministre des affaires étrangères du Sultan à l'ambassadeur de Turquie à Paris. — ( <i>Dépêche communiquée par Server-Pacha à M. de Rémusat</i> ). . . . .	87
Annexe à la dépêche du 25 décembre 1872, M. de Lesseps à Khalid-Pacha, 9 novembre 1872. . . . .	89

## 1873.

Janvier 8. <i>Turquie</i> . M. de Vogüé, à Constantinople, à M. de Rémusat. (Extrait.). . . . .	90
Annexe à la dépêche du 8 janvier 1873. . . . .	90
Janvier 9. <i>France</i> . M. de Rémusat au comte de Vogüé, à Constantinople. . . . .	94
Février 11. <i>France</i> . M. Dufaure à M. de Rémusat. . . . .	95
Février 13. <i>France</i> . M. de Rémusat au comte de Vogüé, à Constantinople. . . . .	95
Février 26. <i>Grande-Bretagne</i> . Le comte d'Harcourt à M. de Rémusat. (Extrait.). . . . .	97
Mars 4. <i>Turquie</i> . M. le comte de Vogüé, à Constantinople, à M. de Rémusat. (Extrait.). . . . .	98
Mars 10. <i>France</i> . M. de Rémusat à l'ambassadeur d'Autriche-Hongrie, à Paris. (Note verbale.). . . . .	98
Mars 12. <i>France</i> . M. de Rémusat au comte de Vogüé, à Constantinople. . . . .	100
Annexe à la dépêche du 12 mars 1873. . . . .	104
Mars 24. <i>France</i> . M. de Rémusat au comte de Vogüé, à Constantinople. . . . .	107
Mars 31. <i>France</i> . M. de Rémusat aux agents diplomatiques français, auprès des puissances maritimes européennes. . . . .	108
Avril 2. <i>Grande-Bretagne</i> . M. le comte d'Harcourt, à Londres, à M. de Rémusat. (Extrait.). . . . .	109
Avril 3. <i>France</i> . M. de Rémusat au comte de Vogüé, à Constantinople. (Extrait.). . . . .	111
Avril 5. <i>Turquie</i> . M. le comte de Vogüé, à Constantinople, à M. de Rémusat. (Extrait.). . . . .	111
Avril 5. <i>Turquie</i> . Annexe. M. le comte de Vogüé, à Constantinople, à Sefvet-Pacha . . . . .	112
Avril 12. <i>France</i> . M. de Rémusat au comte d'Harcourt, à Londres. . . . .	116
Avril 30. <i>Grande-Bretagne</i> . M. Gavard, chargé d'affaires à Londres, à M. de Rémusat. . . . .	117
Mai 5. <i>France</i> . M. de Rémusat au comte d'Harcourt, à Londres. . . . .	118
Mai 6. <i>France</i> . M. de Rémusat au comte de Vogüé, à Constantinople. . . . .	121
Juin 14. <i>France</i> . M. de Lesseps au duc de Broglie. (Extrait.). . . . .	122
Juin 28. <i>France</i> . M. le duc de Broglie à M. le comte de Vogüé, à Constantinople. (Extrait.). . . . .	123

1873

Juillet 4 <sup>r</sup> . <i>Turquie</i> . M. le comte de Vogüé, à Constantinople, au duc de Broglie . . . . .	423
Juillet 16. <i>Turquie</i> . M. le comte de Vogüé, à Constantinople, à M. le duc de Broglie. . . . .	424
Première annexe à la dépêche du 16 juillet 1873. . . . .	425
Deuxième annexe à la dépêche du 16 juillet 1873. . . . .	425
Août 6. <i>Turquie</i> . M. le comte de Vogüé, à Constantinople, au duc de Broglie. (Extrait.) . . . . .	426
Annexe à la dépêche du 6 août 1873. . . . .	427
Août 8. <i>France</i> . M. le duc de Broglie à M. le comte de Vogüé, à Constantinople. . . . .	427
Annexe à la dépêche du 8 août 1873. . . . .	428
Août 12. <i>France</i> . M. le duc de Broglie aux agents diplomatiques français auprès des puissances maritimes. . . . .	434
Août 20. <i>Turquie</i> . M. Le Sourd, chargé d'affaires de France à Constantinople, au duc de Broglie. . . . .	434
Annexe à la dépêche du 20 août 1873. . . . .	435
Septembre 1 <sup>er</sup> . <i>Grande-Bretagne</i> . M. Dutreil, chargé d'affaires de France à Londres, au duc de Broglie. (Extrait.) . . . . .	436
Septembre 10. <i>France</i> . M. le duc de Broglie à M. Le Sourd, chargé d'affaires de France à Constantinople. . . . .	437
Septembre 10. <i>France</i> . M. le duc de Broglie aux commissaires du Gouvernement français à la commission internationale à Constantinople. . . . .	438
Septembre 15. <i>France</i> . M. le duc de Broglie à M. Duteuil, chargé d'affaires de France à Londres. (Extrait.) . . . . .	439
Septembre 24. <i>France</i> . M. le duc de Broglie à M. Le Sourd, chargé d'affaires à Constantinople. . . . .	441
Septembre 27. <i>France</i> . M. le duc de Broglie aux agents diplomatiques de France près des puissances représentées à la commission internationale de Constantinople. (Extrait.) . . . . .	442
Octobre 4. <i>Turquie</i> . M. le baron d'Avril, commissaire français à Constantinople, à M. le duc de Broglie. . . . .	442
Octobre 7. <i>Turquie</i> . M. Le Sourd, chargé d'affaires de France à Constantinople, au duc de Broglie. (Extrait.) . . . . .	443
Annexe à la dépêche du 7 octobre 1873. . . . .	444
Octobre 10. <i>Pays-Bas</i> . M. Target, à la Haye, au duc de Broglie. (Extrait.) . . . . .	454
Octobre 22. <i>Turquie</i> . M. le baron d'Avril, commissaire français à Constantinople. (Extrait.) . . . . .	454
Octobre 23. <i>Russie</i> . M. le général Le Flô, à Saint-Petersbourg, au duc de Broglie. (Extrait.) . . . . .	455
Novembre 4 <sup>er</sup> . <i>Turquie</i> . Les commissaires français à Constantinople au duc de Broglie. (Télégramme.) . . . . .	456
Novembre 3. <i>France</i> . M. le duc de Broglie aux commissaires français à Constantinople. (Télégramme.) . . . . .	456

1873

Novembre 4. <i>Turquie</i> . Les commissaires français à Constantinople au duc de Broglie. (Télégramme.) . . . . .	456
Novembre 4. <i>Turquie</i> . M. le baron d'Avril, commissaire français à Constantinople, au duc de Broglie. (Extrait.) . . . . .	457
Novembre 5. <i>France</i> . M. le duc de Broglie aux commissaires français à Constantinople. (Télégramme.) . . . . .	458
Novembre 8. <i>France</i> . M. le duc de Broglie à M. Le Sourd, chargé d'affaires de France à Constantinople. (Télégramme.) . . . . .	458
Novembre 11. <i>France</i> . M. le duc de Broglie aux agents diplomatiques français près des Gouvernements représentés dans la commission internationale de Constantinople. . . . .	459
Novembre 14. <i>Turquie</i> . M. Le Sourd, chargé d'affaires de France à Constantinople, au duc de Broglie. (Télégramme.) . . . . .	459
Novembre 19. <i>Turquie</i> . M. le duc de Broglie à M. Le Sourd, à Constantinople. (Télégramme.) . . . . .	459
Novembre 19. <i>Turquie</i> . M. Le Sourd, à Constantinople, au duc de Broglie. (Extrait.) . . . . .	460
Annexe à la dépêche du 19 novembre 1873. . . . .	460
Novembre 22. <i>France</i> . M. le duc de Broglie à M. Le Sourd, à Constantinople. (Télégramme.) . . . . .	460
Novembre 24. <i>France</i> . Les commissaires français à Constantinople au duc de Broglie. (Télégramme.) . . . . .	461
Novembre 26. <i>Turquie</i> . M. Le Sourd, à Constantinople, au duc de Broglie. (Télégramme.) . . . . .	461
Novembre 28. <i>France</i> . M. le duc de Broglie à M. Le Sourd, à Constantinople. (Télégramme.) . . . . .	461
Novembre 30. <i>Turquie</i> . M. Le Sourd, à Constantinople, au duc de Broglie. (Télégramme.) . . . . .	462
Décembre 1 <sup>er</sup> . <i>France</i> . M. le duc de Broglie à M. Le Sourd, à Constantinople. (Télégramme.) . . . . .	462
Décembre 3. <i>Turquie</i> . Les commissaires français à Constantinople au duc de Broglie. (Télégramme.) . . . . .	463
Décembre 4. <i>France</i> . M. le duc de Broglie à M. Le Sourd, à Constantinople. (Télégramme.) . . . . .	463
Décembre 6. <i>Turquie</i> . Les commissaires français à Constantinople au duc de Broglie. (Télégramme.) . . . . .	463
Décembre 11. <i>Turquie</i> . M. Le Sourd, à Constantinople, au duc de Broglie. (Télégramme.) . . . . .	464
Décembre 11. <i>France</i> . M. le duc Decazes à M. Le Sourd, à Constantinople. (Télégramme.) . . . . .	464
Décembre 12. <i>France</i> . M. le duc Decazes à M. Le Sourd, à Constantinople. (Extrait.) . . . . .	465
Décembre 13. <i>Turquie</i> . M. Le Sourd, à Constantinople, au duc Decazes. (Télégramme.) . . . . .	465

## 1873

Décembre 15. <i>France</i> . M. le duc Decazes aux agents diplomatiques de France auprès des puissances représentées dans la commission internationale.	165
Annexe à la dépêche du 15 décembre 1873.	166
Décembre 19. <i>Turquie</i> . Les commissaires français à Constantinople au duc de Broglie. (Télégramme.).	167
Décembre 19. <i>France</i> . M. le duc Decazes à M. le baron d'Avril, commissaire français à Constantinople. (Extrait.).	167
Décembre 19. <i>Turquie</i> . M. le baron d'Avril, commissaire français à Constantinople, au duc de Broglie. (Extrait.).	168
Annexe de la dépêche du 19 décembre 1873.	169
Décembre 31. <i>Turquie</i> . M. le comte de Vogüé, à Constantinople, au duc Decazes. (Extrait.).	179
Annexe à la dépêche du 31 décembre 1873.	179

## 1874.

Février 3. <i>France</i> . M. le duc Decazes au consul général de France, à Alexandrie.	179
Février 17. <i>Turquie</i> . M. le comte de Vogüé, à Constantinople, au duc Decazes. (Extrait.).	180
Annexe à la dépêche du 17 février 1874.	180
Mars 11. <i>Turquie</i> . M. le comte de Vogüé, à Constantinople, au duc Decazes. (Extrait.).	184
Première annexe à la dépêche du 11 mars 1874.	185
Deuxième annexe à la dépêche du 11 mars 1874.	186
Mars 30. <i>Turquie</i> . M. le comte de Vogüé, à Constantinople, au duc Decazes.	187
Première annexe à la dépêche du 30 mars 1874.	190
Deuxième annexe à la dépêche du 30 mars 1874.	192
Avril 7. <i>Turquie</i> . M. le comte de Vogüé, à Constantinople, au duc Decazes. (Télégramme.).	192
Avril 15. <i>Turquie</i> . M. le comte de Vogüé, à Constantinople, au duc Decazes. (Télégramme.).	193
Avril 16. <i>France</i> . M. le duc Decazes au comte de Vogüé, à Constantinople.	193
Avril 18. <i>Grande-Bretagne</i> . Le marquis de La Rochefoucauld, à Londres, au duc Decazes. (Extrait.).	196
Avril 20. <i>France</i> . M. le duc Decazes aux agents diplomatiques français, auprès des puissances maritimes européennes.	197
Avril 24. <i>Turquie</i> . M. le comte de Vogüé, à Constantinople, au duc Decazes.	198
Première annexe à la dépêche du 24 avril 1874.	200
Deuxième annexe à la dépêche du 24 avril 1874.	201
Troisième annexe à la dépêche du 24 avril 1874.	201
Avril 23. <i>France</i> . Ali-Pacha au duc Decazes.	202
Annexe à la dépêche du 23 avril 1874.	202



## 1874

Avril 27. <i>Turquie</i> . M. Cazeaux, à Alexandrie, au duc Decazes: (Extrait.).	202
Première annexe à la dépêche du 27 avril 1874. . . . .	204
Deuxième annexe à la dépêche du 27 avril 1874. . . . .	205
Troisième annexe à la dépêche du 27 avril 1874. . . . .	205
Quatrième annexe à la dépêche du 27 avril 1874. . . . .	208
Avril 27. <i>Russie</i> . M. le général Le Flô, à Saint-Petersbourg, au duc Decazes. . . . .	208
Avril 30. <i>France</i> . M. le duc Decazes aux agents diplomatiques français, auprès des puissances maritimes européennes. . . . .	209
Mars 1 <sup>er</sup> . <i>Grande-Bretagne</i> . M. le duc de La Rochefoucauld, à Londres, au duc Decazes. (Extrait.). . . . .	209
Mai 7. <i>France</i> . M. le duc Decazes aux agents diplomatiques français, auprès des puissances maritimes européennes. . . . .	240
Mai 11. <i>Grande-Bretagne</i> . M. de La Rochefoucauld, à Londres, au duc Decazes. . . . .	246
Juin 7. <i>Grande-Bretagne</i> . M. Gavard, chargé d'affaires, à Londres, au duc Decazes. . . . .	246
Juin 29. <i>Grande-Bretagne</i> . M. de La Rochefoucauld, à Londres, au duc Decazes. (Extrait.). . . . .	247

## 1875.

Avril 6. <i>Turquie</i> . M. le comte de Vogüé, à Constantinople, au duc Decazes. . . . .	219
Avril 14. <i>Turquie</i> . M. le comte de Vogüé, à Constantinople, au duc Decazes. . . . .	222
Annexe à la dépêche du 14 avril 1875. . . . .	225
Mai 14. <i>France</i> . M. le duc Decazes aux agents diplomatiques français, auprès des puissances maritimes européennes. . . . .	226
Juin 23. <i>Turquie</i> . M. le comte Bourgoing, à Constantinople, au duc Decazes. (Extrait.). . . . .	228
Juillet 3. <i>France</i> . M. le duc Decazes au chevalier Nigra. . . . .	228
Juillet 5. <i>France</i> . M. le duc Decazes à l'ambassadeur d'Angleterre, à Paris. . . . .	234
Juillet 7. <i>Turquie</i> . M. de Bourgoing, à Constantinople, au duc Decazes. (Extrait.). . . . .	235
Août 31. <i>France</i> . M. le duc Decazes à M. de Bourgoing, à Constantinople. . . . .	235
Novembre 30. <i>Grande-Bretagne</i> . M. Gavard, chargé d'affaires français, à Londres, au duc Decazes. . . . .	236
Novembre 27. <i>Grande-Bretagne</i> . M. le comte d'Harcourt, à Londres, au duc Decazes. (Extrait.). . . . .	237

## 1874.

Janvier 4 <sup>er</sup> . <i>Italie</i> . Circulaire de M. Visconti-Venosta aux agents diplomatiques de l'Italie, au sujet du futur conclave. . . . .	238
---	-----

1874

Janvier 2. <i>Portugal</i> . Discours du Roi à l'ouverture des Chambres. . .	241
Janvier 8. <i>Espagne</i> . Manifeste du maréchal Serrano à la nation espagnole. . . . .	242
Janvier 11. <i>Turquie</i> . Lettre du Grand Vizir au Khédive d'Égypte, sur les droits de tonnage du canal de Suez. . . . .	247
Janvier 13. <i>Russie</i> . Ukase relatif au service obligatoire, précédé du manifeste de l'Empereur Alexandre. . . . .	248
Janvier 16. <i>Allemagne</i> . Discours du prince de Bismark, dans la séance du 16 janvier 1874, au sujet du livre du général de La Marmora. . . . .	253
Janvier 17. <i>Saint-Siège</i> . Note de monseigneur Agnozzi à M. Cérésolo, en réponse à sa note du 12 décembre 1873. . . . .	259
Janvier 19. <i>Suède</i> . Discours du Roi à l'ouverture de la Diète. . . . .	260
Janvier 25. <i>Espagne</i> . Circulaire de M. Sagasta aux agents diplomatiques de l'Espagne à l'étranger. . . . .	264
Janvier 26. <i>Italie</i> . Lettre du général de La Marmora au directeur du journal <i>l'Opinione</i> . . . . .	267
Janvier 29. <i>Turquie</i> . Circulaire de Rachid-Pacha aux agents diplomatiques de la Porte à l'étranger, sur la dénonciation des traités de commerce. . .	269
Février 4. <i>Italie</i> . Discours prononcé dans la séance de la Chambre du 4 février 1874, en réponse à une interpellation de M. Nicotera sur le livre du général de La Marmora. . . . .	270
Février 5. <i>Allemagne</i> . Discours impérial lu par le prince de Bismark à l'ouverture du Reichstag. . . . .	272
Février 9. <i>Brunswick</i> . Rescrit ministériel à la Diète sur la Régence. . .	275
Février 10. <i>Norvège</i> . Discours du Roi à l'ouverture du Storthing. . .	276
Février 14. <i>Italie</i> . Lettre du général de La Marmora, en réponse à celle du comte d'Usedom du 11 février 1874. . . . .	278
Février 15. <i>Italie</i> . Lettre de M. Jacini au journal <i>la Perseveranza</i> , en réponse à la lettre du 11, du comte d'Usedom. . . . .	280
Février 17. <i>France</i> . Rapport du duc Decazes au maréchal de Mac-Mahon, sur les archives du ministère des affaires étrangères. . . . .	284
Mars 1 <sup>er</sup> . <i>Brésil</i> . Note du ministère des affaires étrangères à monseigneur Sanguigni, internonce apostolique, en réponse à la note protestant contre la condamnation des évêques de Pasa et d'Olinda. . . . .	286
Mars 3. <i>Pérou</i> . Constitution apostolique concernant le Pérou. . . .	286
Mars 7. <i>Saint-Siège</i> . Encyclique du Saint-Père aux cardinaux, archevêques et évêques de l'Empire d'Autriche-Hongrie. . . . .	289
Mars 7. <i>Turquie</i> . Rachid-Pacha au Khédive d'Égypte. . . . .	295
Mars 7. <i>Turquie</i> . Rachid-Pacha au Khédive d'Égypte. . . . .	297
Février 11. <i>Prusse</i> . Lettre du comte d'Usedom au sujet du livre du général de La Marmora. . . . .	277
Mars 9. <i>Grande-Bretagne</i> . Lord Lyons au duc Decazes. . . . .	297
Annexe à la dépêche du 9 mars 1874. . . . .	298



1874

Mars 10. <i>Prusse</i> . Note de monseigneur Paul Malchers, à la Chambre des députés à propos du projet de loi relatif aux biens du clergé. . . . .	299
Décembre 1 <sup>er</sup> . <i>Espagne</i> . Manifeste du prince Alphonse. . . . .	300
Mars 49. <i>Grande-Bretagne</i> . Discours de la Reine, lu par le lord chancelier à l'ouverture du parlement. . . . .	302
Mars 49. <i>Turquie</i> . Méhémet Thewick, prince héritier d'Égypte à M. de Lesseps. . . . .	304
Mars 20. <i>Suez</i> . M. de Lesseps à Méhémet Thewik. . . . .	305
Mars 24. <i>Suez</i> . M. de Lesseps à Méhémet Thewik. . . . .	306
Mars 23. <i>Suisse</i> . Proclamation du Conseil fédéral au peuple suisse au sujet de la révision de la Constitution fédérale. . . . .	307
Avril 11. <i>Suez</i> . M. de Lesseps à Méhémet Thewik. . . . .	312
Avril 14. <i>Saint-Marin</i> . Proclamation des nouveaux capitaines-régents à la suite de leur élection. . . . .	314
Avril 18. <i>France</i> . Rapport du duc Decazes au maréchal de Mac-Mahon, relatif à la constitution d'une commission chargée d'étudier l'organisation spéciale de la comptabilité des chancelleries consulaires, et d'une commission chargée d'étudier les tarifs. . . . .	315
Avril 49. <i>Suisse</i> . Proclamation du Conseil d'État pour le vote de la Constitution fédérale. . . . .	319
Avril 24. <i>Guatemala</i> . Lettre de M. Marco Soto, ministre des affaires étrangères, au chargé d'affaires de Grande-Bretagne, à propos de l'attentat commis sur la personne de M. John Magée, consul de Grande-Bretagne. . . . .	320
Avril 26. <i>Allemagne</i> . Discours de l'Empereur pour la clôture du Reichstag. . . . .	321
Avril 26. <i>Suez</i> . M. de Lesseps à Méhémet Tewik. . . . .	322
Mai 5. <i>Brésil</i> . Ouverture des Chambres, discours du Roi . . . . .	325
Mai 22. <i>Espagne</i> . Circulaire de M. Ulloa aux agents diplomatiques de l'Espagne à l'étranger. . . . .	327
Mai 7. <i>Roumanie</i> . Message du prince Charles à l'ouverture des Chambres. . . . .	331
Mai 12. <i>Pays-Bas</i> . Proclamation du Roi à l'occasion du vingt-cinquième anniversaire de l'inauguration de son règne. . . . .	332
Mars 14. <i>Allemagne</i> . Circulaire du prince de Bismark relative à l'élection d'un nouveau Pape. . . . .	332
Mai 34. <i>Roumanie</i> . Message du prince Charles à la clôture des Chambres. . . . .	335
Juin 1 <sup>er</sup> . <i>Chili</i> . Discours prononcé par M. Federico Errazuriz, président de la République, à l'ouverture du congrès. . . . .	336
Juin 13. <i>Roumanie</i> . Discours du prince Charles, lu à la clôture des Chambres. . . . .	338
Juin 20. <i>Wurtemberg</i> . Clôture du Landtag, discours du Roi. . . . .	339
Juin 26. <i>Bade</i> . Clôture du Landtag, discours prononcé par le Grand-Duc. . . . .	344

1874

Juillet 2. <i>France</i> . Manifeste du comte de Chambord.. . . . .	342
Juillet 2. <i>Turquie</i> . Lettre du Sultan Abd-ul-Azis au Khédive d'Égypte, Ismail Pacha.. . . . .	344
Juillet 9. <i>France</i> . Message du maréchal de Mac-Mahon à l'Assemblée nationale.. . . . .	344
Juillet 27. <i>Espagne</i> . Circulaire de M. Ulloa aux agents diplomatiques à l'étranger, relative à l'insurrection carliste.. . . . .	345
Juillet 31. <i>Saint-Siège</i> . Memorandum adressé par le Pape à la Sublime Porte, concernant les communautés arméniennes.. . . . .	350
Août 4. <i>Espagne</i> . Circulaire de don Carlos aux puissances étrangères.. . . . .	356
Août 8. <i>Grande-Bretagne</i> . Clôture du Parlement, discours de la Reine.. . . . .	359
Août ..: <i>Suisse</i> . Circulaire de M. Schiess concernant le mariage des étrangers en Suisse.. . . . .	362
Septembre 12. <i>Brésil</i> . Discours prononcé à la clôture des Chambres.. . . . .	364
Septembre 21. <i>Pays-Bas</i> . Discours du Roi prononcé à l'ouverture des Chambres.. . . . .	365
Septembre. <i>Ile de Madagascar</i> . Proclamation de la Reine, ordonnant l'affranchissement de tous les esclaves importés dans l'île depuis la signature du traité conclu avec l'Angleterre en 1865, et relatif à l'abolition de la traite.. . . . .	366
Octobre 5. <i>Suisse</i> . Discours d'ouverture de l'Assemblée fédérale suisse, prononcé par M. Kœchlin, président.. . . . .	367
Octobre 5. <i>Danemark</i> . Ouverture des Chambres, discours prononcé par le Roi.. . . . .	369
Octobre 23. <i>Turquie-Roumanie</i> . Dépêche adressée par Aarifi-Pacha aux représentants du Gouvernement ottoman, à Vienne, à Saint-Petersbourg et à Berlin.. . . . .	370
Octobre 26. <i>République Argentine</i> . Circulaire de don Pedro Antonio Pedro aux représentants de la République Argentine à l'étranger.. . . . .	374

FIN DE LA TABLE DU TROISIÈME VOLUME DE LA QUINZIÈME ANNÉE

F. AMYOT.